

# BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

Vol. I

## 1900-1907

Comptes rendus des réunions  
Manifestes et circulaires



Documents recueillis  
et présentés par  
**Georges Haupt**

NUNC COGNOSCO EX PARTE



TRENT UNIVERSITY  
LIBRARY





BUREAU SOCIALISTE  
INTERNATIONAL

1900-1907

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - PARIS  
VI<sup>e</sup> SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

MATÉRIAUX POUR L'HISTOIRE  
DU SOCIALISME INTERNATIONAL

*I<sup>re</sup> SÉRIE*  
*TEXTES ET DOCUMENTS. II*

PARIS      MOUTON & CO      LA HAYE  
MCMLXIX



CET OUVRAGE A ÉTÉ  
PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS  
DU CENTRE NATIONAL DE  
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE




VOL. I

1900-1907

DE LA CRÉATION  
AU CONGRÈS INTERNATIONAL  
DE STUTTGART

174138



Digitized by the Internet Archive  
in 2019 with funding from  
Kahle/Austin Foundation

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE

13

### DOCUMENTS

1. Circulaire annonçant la constitution définitive du B.S.I. et ses tâches les plus urgentes (15 décembre 1900).	23
2. Circulaire transmettant une proposition de W. T. Stead d'associer la démocratie socialiste au mouvement qu'il organise en faveur de la République Sud-Africaine (22 décembre 1900).	26
3. Appel lancé à l'occasion de troubles universitaires en Russie (21 avril 1901).	27
4. Manifeste lancé à l'occasion du 1 <sup>er</sup> Mai (25 avril 1901).	29
5. Circulaire proposant une réunion du B.S.I., ainsi que les questions à mettre à l'ordre du jour (18 mai 1901).	32
6. Circulaire demandant d'adresser au Congrès de Lyon des vœux pour l'unité socialiste en France (24 mai 1901).	33
7. Manifeste contre les massacres de la population arménienne de Turquie (18 octobre 1901).	34
8. Circulaire sur les événements du Transvaal, avec les comptes rendus de deux séances du Comité exécutif (1 <sup>er</sup> novembre 1901).	36
9. Manifeste condamnant les camps de concentration en Afrique du Sud (13 novembre 1901).	39
10. Compte rendu de la première réunion du B.S.I. (30 décembre 1901).	42
11. Manifeste pour le 1 <sup>er</sup> Mai 1902.	50
12. Manifeste contre les répressions sanglantes ordonnées par le gouvernement tsariste à l'occasion des mouvements du 1 <sup>er</sup> Mai (11 juin 1902).	53
13. Appel aux organisations ouvrières et socialistes pour aider le B.S.I. à réunir une documentation sur le mouvement socialiste dans le monde et à constituer des archives (16 juillet 1902).	56
14. Compte rendu de la deuxième réunion du B.S.I. (29 décembre 1902).	57
15. Circulaire communiquant les réponses des Partis socialistes sur les questions suivantes : intervention du B.S.I. dans les événements de Macédoine et lutte contre le militarisme (26 mars 1903).	65
16. Circulaire proposant d'intervenir pour la libération du socialiste russe Goetz arrêté à Naples et de venir en aide aux victimes de la grève générale en Hollande (15 avril 1903).	72
17. Appel du B.S.I. pour le 1 <sup>er</sup> Mai 1903 (20 avril 1903).	74
18. Manifeste lancé à l'occasion des pogromes de Kichinev (20 mai 1903).	75
19. Compte rendu de la troisième réunion du B.S.I. (20 juillet 1903).	77

- |  |     |
|--|-----|
| 20. Demande des Partis socialistes français et argentin d'intervenir en faveur des Noirs américains (10 septembre 1903).   | 90  |
| 21. Manifeste flétrissant le lynchage des Noirs américains (22 novembre 1903).   | 91  |
| 22. Compte rendu de la quatrième réunion du B.S.I. (7 février 1904).   | 93  |
| 23. Manifeste du 1 <sup>er</sup> Mai contre la guerre russo-japonaise et le militarisme (23 avril 1904).   | 105 |
| 24. Compte rendu de la cinquième réunion du B.S.I. (15 août 1904).   | 106 |
| 25. Circulaire signalant l'action internationaliste de tisserands italiens à l'occasion d'une grève à Verviers (25 août 1904).   | 111 |
| 26. Circulaire sur l'unité socialiste : une communication du Parti socialiste de France (20 octobre 1904).   | 112 |
| 27. Compte rendu de la sixième réunion du B.S.I. (15 janvier 1905).  | 114 |
| 28. Manifeste flétrissant les massacres de Pétersbourg du 9 (22) janvier 1905 (31 janvier 1905).   | 129 |
| 29. Le Comité Exécutif annonce la démission de Victor Serwy et la nomination de Camille Huysmans au poste de Secrétaire du B.S.I. (février 1905).                                | 131 |
| 30. Circulaire invitant les journaux socialistes à ouvrir des souscriptions en faveur des Partis socialistes russes et polonais (18 février 1905).                               | 132 |
| 31. Circulaire transmettant une déclaration de Gapone (2 mars 1905).   | 133 |
| 32. Motion de Sydney en faveur de la Révolution russe (6 mars 1905).   | 134 |
| 33. Protestation contre les massacres de Bakou, accompagnée d'un rapport de la Fédération Révolutionnaire Arménienne (18 mars 1905).   | 135 |
| 34. Circulaire sur l'unification socialiste : l'exemple français (29 avril 1905).  | 139 |
| 35. Manifeste sur les massacres de Varsovie (15 mai 1905).   | 141 |
| 36. Circulaire soumettant au vote des Partis affiliés les deux propositions pour le partage des fonds russes (1 <sup>er</sup> juin 1905).  | 143 |
| 37. Circulaire communiquant une lettre de Hyndman à propos de la crise marocaine et un rapport du Parti socialiste argentin (21 juin 1905).                                      | 145 |
| 38. Amendement du Comité Exécutif à la proposition Hyndman (22 juin 1905).   | 150 |
| 39. Circulaire au sujet de la représentation du P.O.S.D.R. au B.S.I. : une lettre de Lénine et la réponse de Plekhanov (24 juin 1905).   | 151 |
| 40. Circulaire transmettant la réponse négative de Bebel à la proposition Hyndman (28 juin 1905).  | 154 |
| 41. Appel contre le massacre des ouvriers en Russie et en Pologne (30 juin 1905).  | 156 |
| 42. Avant-projet Van Kol sur le mode de représentation des Partis affiliés au B.S.I. et aux Congrès Socialistes Internationaux (8 juillet 1905).                                 | 158 |
| 43. Circulaire sur la représentation de la Social-démocratie arménienne aux Congrès de l'Internationale : une protestation contre l'admission du Parti hentchak (24 avril 1905). | 160 |
| 44. Demande de Plekhanov de faire campagne pour empêcher l'extradition de Roumanie des mutins du Potemkine (12 juillet 1905).  | 166 |
| 45. Circulaire sur la question de l'unité socialiste en Russie : proposition de la S.D.F. (lettre de Lee).   | 167 |
| 46. Circulaire sur les affaires russes : les réponses de Lénine et de Plekhanov (24 juillet 1905).   | 169 |
| 47. Circulaire transmettant une proposition Vaillant sur les mesures à prendre pour conjurer la guerre (26 août 1905).   | 175 |
| 48. Circulaire faisant connaître les observations et amendements reçus par le Secrétaire au sujet de la proposition de Van Kol (août 1905).                                      | 176 |

49. Une mise au point de Vaillant : la formulation exacte de sa proposition (2 septembre 1905).	181
50. Proposition du Parti socialiste S.F.I.O. au sujet des mesures à prendre pour prévenir la guerre (27 septembre 1905).	183
51. Circulaire communiquant la proposition du P.O.S.D. de Hollande de tenir des meetings internationaux en même temps que se réunira la Conférence de la Paix à La Haye (7 octobre 1905).	185
52. Proposition de Camille Huysmans au sujet de la répartition des voix au Bureau et aux Congrès (18 octobre 1905).	186
53. Appel en vue de commémorer la journée du 22 janvier 1905 (2 décembre 1905).	189
54. Avant-projet de règlement sur la représentation aux Congrès socialiste internationaux et au B.S.I. (4 janvier 1906).	192
55. Circulaire transmettant une proposition du Parti socialiste italien en Suisse de verser des fonds au profit de la Révolution russe (4 janvier 1906).	194
56. Convocation à la réunion du B.S.I. des 4 et 5 mars 1906 (5 février 1906).	195
57. Compte rendu de la septième réunion plénière du B.S.I. (4 et 5 mars 1906).	197
58. Manifeste du B.S.I. pour le 1 <sup>er</sup> Mai 1906 (25 avril 1906).	208
59. Circulaire transmettant une proposition de Plekhanov de soutien à la Douma (6 juin 1906).	209
60. Circulaire transmettant une lettre de Plekhanov au sujet du procès de Riga (7 juin 1906).	211
61. Circulaire sur la proposition de Plekhanov de cesser le boycott de la Douma (18 juin 1906).	212
62. Compte rendu de la première session plénière de la Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail (C.I.S.) (17-19 juillet 1906).	216
63. Circulaire transmettant une lettre de Vaillant sur les dangers d'intervention allemande ou autrichienne en Russie (24 juillet 1906).	230
64. Manifeste contre la dissolution de la première Douma (août 1906).	232
65. Manifeste contre l'emprunt russe (octobre 1906).	236
66. Compte rendu de la huitième réunion plénière du B.S.I. (10 novembre 1906).	240
67. Circulaire protestant contre la demande d'extradition d'un révolutionnaire polonais résidant en Suisse : l'affaire Kilacziki (10 mars 1907).	267
68. Circulaire transmettant une lettre du Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie sur la situation en Macédoine (23 avril 1907).	268
69. Compte rendu de la neuvième réunion plénière du B.S.I. (9 juin 1907).	271
Version I.	284
Version II.	284
70. Manifeste contre la dissolution de la deuxième Douma et contre la Seconde Conférence de la Paix (21 juin 1907).	292
71. Compte rendu de la deuxième Conférence de la Commission Interparlementaire Socialiste (17 août 1907).	296

## ANNEXES

RAPPORTS MENSUELS DU SECRÉTARIAT DU B.S.I.  
1905-1907

I.	Rapport du secrétariat au Comité exécutif pour le mois de février 1905.	321
II.	Rapport du mois de mars 1905.	323
III.	Rapport des mois d'avril et mai 1905.	325
IV.	Rapport des mois de juin, juillet et août 1905.	328
V.	Rapport du mois de septembre 1905.	331
VI.	Rapport des mois de septembre et octobre 1905.	335
VII.	Rapport du mois de novembre 1905.	343
VIII.	Rapport du mois de décembre 1905.	349
IX.	Rapport du mois de janvier 1906.	352
X.	Rapport du mois de février 1906.	360
XI.	Rapport des mois de mars et avril 1906.	371
XII.	Rapport des mois de mai et juin 1906.	375
XIII.	Rapport du mois de juillet 1906.	383
XIV.	Rapport du mois d'août 1906.	389
XV.	Rapport des mois de septembre, octobre et novembre 1906.	393
XVI.	Rapport des mois de décembre 1906 et janvier 1907.	399
XVII.	Rapport du mois de février 1907.	412
XVIII.	Rapport confidentiel pour les mois de mars et mai 1907.	423
XIX.	Rapport des mois d'avril et mai 1907.	425
XX.	Rapport au Congrès de Stuttgart.	431

## PRÉFACE

L'édition d'une collection de documents émanant du Bureau Socialiste International et se rapportant à son activité doit être réalisée en quatre volumes. Les trois premiers contiennent les documents, tels les comptes rendus des réunions, les manifestes et les circulaires, groupés dans un ordre strictement chronologique. Le premier volume va de 1900, date de la création du B.S.I., jusqu'au Congrès socialiste international de Stuttgart (1907) qui dota cet organisme d'un statut et d'un règlement. Le second volume embrasse la période allant jusqu'au déclenchement de la conflagration mondiale, alors que le troisième est consacré à l'activité du B.S.I. pendant la guerre de 1914-1918. Le dernier volume enfin contiendra une étude d'ensemble sur l'histoire du B.S.I. ainsi que les index, les glossaires, et les biographies des noms cités dans l'ensemble des volumes.

Avant d'entreprendre cette publication nous avons longtemps hésité. Nous nous sommes interrogé pour savoir si les raisons scientifiques, l'importance et la portée des documents réunis étaient suffisantes pour justifier une recherche somme toute fastidieuse et une publication aussi vaste. Faisant le bilan des arguments pour et contre, nous sommes arrivé à la conviction que les éléments favorables à cette entreprise pesaient plus lourd dans la balance. A nos yeux, quatre raisons majeures justifient aussi bien le capital-temps que l'auteur a dû investir pour réaliser ce projet, que le capital-argent que la VI<sup>e</sup> section de l'École Pratique des Hautes Études a si généreusement accordé.

1. Nous assistons à un véritable tournant dans les études de l'Internationale Socialiste. Des recherches sérieuses, des ouvrages fondamentaux font leur apparition. Une problématique nouvelle est abordée. Parmi les historiens, une conviction prévaut de plus en plus : pour faciliter les recherches, éviter les vieilles querelles, les polémiques traditionnelles, assurer une base scientifique sérieuse à ces études, l'édition des sources majeures s'impose. La Commission internationale d'histoire des faits et des mouvements sociaux a, dès 1955, fait appel en ce sens aux institutions spécialisées qui, en réponse, ont accordé une large place à ces travaux dans leurs plans de recherche.

A ce propos, deux précisions. Tout d'abord en ce qui concerne les éditions scientifiques. On constate de plus en plus une tendance à l'inflation des publications de divers textes : les raisons en sont souvent purement commerciales ou didactiques. Ensuite, et en corrélation peut-être avec ce fait, les efforts pour entreprendre des éditions critiques d'envergure se heurtent à d'importants obstacles, et d'abord à une atmosphère d'incompréhension et de dédain ouvert envers les entreprises de cet ordre. Même les revues jouissant de la plus grande notoriété laissent passer des insinuations, des sarcasmes à l'adresse de l'historien qu'on accuse de chercher, par la publication de documents, « à éviter les pièges et les difficultés de l'élaboration historique », ou des affirmations surprenantes selon lesquelles les documents manuscrits « mis bout à bout, qu'ils proviennent d'un même fonds ou de dépôts multiples et contradictoires, ne font pas nécessairement un livre d'histoire ». Or, jamais un historien sérieux n'a prétendu qu'en forgeant un instrument de travail, il a du même coup bâti un édifice. Tout chercheur qui se penche sur les sources sait que l'édition de textes, tâche ingrate et fastidieuse, exige de grands efforts et même une certaine abnégation.

Il est de notoriété élémentaire que, sans documents, on ne peut faire de l'histoire. De même, sans éditions érudites et critiques des sources, on ne peut assurer la rigueur à la recherche. Le dédain ne témoigne pas seulement d'une incompréhension, il met aussi en évidence la persistance de graves lacunes qui ont longtemps entravé la progression des recherches sur l'histoire du socialisme : le manque de connaissances ou d'aptitudes à s'interroger sur les problèmes que pose l'utilisation critique des sources. Des auteurs d'ouvrages récents, à prétentions scientifiques, mettent sur le même plan, accordent la même importance et la même foi à des sources d'origine et d'authenticité aussi différentes, par exemple, que les documents émanant d'une organisation socialiste et les rapports des agents de la police.

L'édition de documents selon des normes scientifiques peut donc imposer, dans ce domaine aussi, une rigueur plus grande dans l'utilisation critique des sources, surtout en ce qui concerne l'étude de la Deuxième Internationale. Cette raison à elle seule suffirait déjà à justifier notre entreprise. D'autant plus que les historiens de la Première Internationale ont déjà frayé le chemin en rompant avec les vestiges d'un héritage de polémique qui encombrant les études sur l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste. Ils disposent aujourd'hui d'importantes publications de sources, souvent à la hauteur des exigences scientifiques — tels les comptes rendus du Conseil général de l'A.I.T., de ses congrès, la correspondance ou les œuvres complètes de ses animateurs et des principaux protagonistes.

L'historien de la Deuxième Internationale, en revanche, ne peut en dire autant. Certes, il dispose aujourd'hui de quelques répertoires et bibliographies où il trouve des indications précieuses sur les sources imprimées sans toutefois pouvoir les utiliser aisément. Ces difficultés



d'accès concernent une autre raison majeure qui à nos yeux justifie notre entreprise. Examinons brièvement cette question.

2. Évidemment, lorsqu'on aborde l'histoire des Internationales Ouvrières, il faut tenir compte aussi bien de la spécificité de leurs structures institutionnelles, que de l'état des sources propres à chacune de ces grandes organisations. En ce qui concerne la Deuxième Internationale, ce n'est pas la carence des sources, mais leur volume qui contribue à rendre la recherche peu aisée. Dans la grande masse des documents, imprimés et inédits, il faut opérer un choix : une hiérarchisation des valeurs s'impose. Nos recherches bibliographiques nous ont amené à la conclusion que les documents émanant de l'Internationale Socialiste représentent une catégorie de sources de tout premier ordre. Or, ces documents, quoiqu'en partie imprimés, sont difficilement accessibles et par conséquent peu utilisés par les chercheurs. Très peu de bibliothèques possèdent des collections complètes même des comptes rendus des Congrès internationaux. Quant aux autres documents se rapportant aux travaux de ces grandes assises, comme les rapports présentés sur les questions inscrites à l'ordre du jour ou les rapports d'activité des Partis affiliés, ils sont éparpillés dans de multiples bibliothèques. Souvent, il ne reste aujourd'hui, de ces imprimés à faible tirage qui n'étaient pas destinés à une grande diffusion, qu'un seul exemplaire conservé dans les dépôts publics. Une publication aussi utile que celle qui a été entreprise sous la direction de Jacques Freymond et qui met à la disposition des chercheurs les comptes rendus de la Première Internationale est pratiquement irréalisable — en raison du volume qu'elle occuperait — dans le cas de la Deuxième Internationale. Il faudrait alors faire appel à d'autres techniques telles les microfiches ou le xerox.

L'accès à certains documents du B.S.I. est encore plus difficile. Ils restent pratiquement inédits. Mis à part les comptes rendus de quelques réunions du B.S.I., la grande majorité de ces documents a été imprimée en nombre restreint, ou plus souvent distribuée sous forme multi-graphiée aux secrétaires des Partis affiliés. Leur tirage n'a, en règle générale, pas dépassé cent exemplaires. Destinés à l'usage interne de l'Internationale, on ne les retrouve aujourd'hui que difficilement, au prix de longues recherches dans les diverses archives des militants. Nombre de ces documents, pour lesquels nous ne disposons que d'un exemplaire unique, sont en voie de détérioration, due à de nombreuses vicissitudes, et la pellicule ne parvient pas même à les fixer. Aucun dépôt, public ou privé — les archives du B.S.I. conservées par Camille Huysmans comprises — ne possède une collection complète de ces textes. Il s'agit souvent d'ailleurs de véritables documents d'archives car la distinction entre manuscrit et imprimé est purement formelle. Certes, la presse de l'époque reproduit dans ses colonnes certains de ces documents, comme les manifestes du B.S.I. Mais il faut consacrer un temps et des efforts considérables à leur repérage : par conséquent,

ces textes aussi n'ont pratiquement pas été utilisés. Et même aujourd'hui, les documents imprimés du B.S.I. restent en grande partie en dehors des circuits scientifiques. Les historiens de la Deuxième Internationale, Cole, Joll, Braunthal, n'ont pas fait appel à ces sources. Quant à la récente histoire collective de la Deuxième Internationale rédigée par des historiens soviétiques, elle n'a pu, tout en soulignant l'importance de ces documents, en utiliser qu'une petite partie, ces sources imprimées étant absentes des dépôts dont disposaient les historiens.

Certes, aujourd'hui, tous les documents émanant du B.S.I. sont répertoriés. Néanmoins, ni le problème de leur utilisation, ni celui des possibilités d'accès ne sont résolus; la publication des principaux textes recueillis dans des collections dispersées et souvent inaccessibles apparaît donc comme le meilleur moyen pour les mettre à la portée des chercheurs. Mais si cet aspect pratique est important, ce qui justifie avant tout la publication de ces documents, c'est leur intérêt scientifique, leur portée, la richesse des informations inédites qu'ils contiennent et l'élargissement des perspectives qu'ils rendent possible.

3. Les documents du B.S.I. représentent une catégorie de sources toute particulière; on en juge mieux l'importance si l'on tient compte des problèmes de sources que pose l'histoire du mouvement ouvrier, dus à la carence des archives intérieures.

Le manque d'archives des organisations ouvrières socialistes a été à maintes reprises déploré par les historiens. Nous trouvons assez souvent des archives des militants, mais exceptionnellement celles des organisations. Les raisons en doivent être cherchées dans la structure des Partis, peu soucieux à l'époque de se constituer des fonds et encore dépourvus d'un appareil : les militants, du coup, confondaient fréquemment les documents se rapportant au fonctionnement des organisations qu'ils dirigeaient avec leurs archives privées dont ils subirent le sort. A cet égard, les archives du B.S.I. sont une heureuse exception. Créées en fait en 1905 par son secrétaire, Camille Huysmans, historien doublé d'un organisateur méthodique, elles ont constitué un remarquable ensemble. Les vicissitudes des deux guerres ont hélas désorganisé et même détruit une importante partie des dossiers. Notre longue familiarité avec ceux que Camille Huysmans a su conserver nous permet de conclure néanmoins que les documents que nous nous proposons de publier représentent une des catégories essentielles de cet ensemble.

Ils permettent tout d'abord de connaître de manière précise le fonctionnement de la Deuxième Internationale, le rôle du B.S.I., ses compétences, la portée de ses initiatives, les limites de son influence, la nature, l'esprit et l'orientation de ses préoccupations et de son activité. Dans leur ensemble, ils rectifient et complètent à la fois l'idée que les historiens se sont faite de cette institution, ils obligent à approfondir les interprétations anciennes, sinon à les rejeter. En même temps, ces

documents révèlent les thèmes, relatent les actions, tout en nous introduisant dans le mécanisme intérieur qui les déclencha et les mit en œuvre. Une grande partie d'entre eux — les circulaires, les rapports du secrétariat — était destinée au seul usage des délégués du B.S.I. Mais, alors que les rapports d'activité n'avaient qu'un caractère informatif, les circulaires répondaient à un dessein plus vaste, celui de solliciter des actions de solidarité. De même, les manifestes engageaient toute l'autorité de l'Internationale et étaient destinés à la diffusion et à la publicité les plus étendues. A partir de ces documents très variés se révèle un ample panorama de tous les problèmes posés par le B.S.I. ou au B.S.I., des actions qu'il a entreprises, des difficultés auxquelles il s'est heurté. Préoccupations d'une institution mais aussi préoccupations du mouvement socialiste international de l'époque. Notre publication reproduit l'essentiel de ces documents du B.S.I. autour desquels s'est articulée toute une abondante correspondance entre le secrétariat du B.S.I. et les délégués des Partis affiliés.

4. Documents émanant d'une organisation internationale, leur valeur est double. D'abord, sources d'information, mais aussi documents directifs dont les implications étaient considérables. Il ne convient pas ici d'énumérer les renseignements inédits que fournissent ces documents, renseignements aussi bien sur les événements que sur les motivations. Ils constituent un témoignage sur les hommes qui ont mené le B.S.I., sur la nature des interventions, mais aussi sur la manière dont les dirigeants du socialisme international ont vu les grands événements de l'époque qui les contraignaient à agir. Les historiens des divers Partis socialistes constitués à l'époque y trouveront une moisson souvent inédite. Mais ces documents offrent l'avantage de ne pas séparer le mouvement national de l'international. Ils aident à situer les études sur le mouvement ouvrier dans cette dimension qui était aussi la sienne et qui est souvent aujourd'hui négligée, la dimension continentale, sinon même planétaire. Leur ensemble constitue donc une information de premier ordre pour l'étude de l'histoire de l'Internationale en tant qu'institution et mouvement. Ils présentent un caractère concret que n'ont pas au même degré les travaux des Congrès internationaux : les appels, les circulaires du B.S.I. cherchaient à mettre en application politique et pratique les décisions de principe des grandes assises. Au débat idéologique fait place l'action politique qui révèle une continuité qui est souvent restée cachée et que l'on a à tort contestée.

Cet historien fin et des mieux avisés du mouvement socialiste, le professeur Carl Grünberg, — qui fut le *spiritus rector* du fameux *Archiv für Sozialismus und Arbeiterbewegung* — soulignait dès 1913 l'importance de ces documents dans un compte rendu consacré au *Bulletin Périodique* édité par le B.S.I. à partir de 1909. « Ce *Bulletin* constitue une source extrêmement importante pour la connaissance de l'Internationale aussi bien que des organisations à orientation socialiste de tous

les pays, car il ne se contente pas de donner des éléments sur la structure, la composition et l'activité du B.S.I. mais il rend compte également des Congrès nationaux et internationaux et des autres rencontres ainsi que des décisions programmatiques importantes et autres déclarations à grande portée, enfin de nombreux faits et événements capitaux. »

Ce *Bulletin* — à faible tirage — ne reproduisait qu'une partie des documents du B.S.I. De nombreuses circulaires qui portaient la marque « confidentiel » n'y figuraient pas. L'historien pourra désormais trouver tous ces documents réunis dans cette collection.

L'édition de ces documents a posé un certain nombre de problèmes techniques et méthodologiques que nous nous sommes efforcé de résoudre en tenant compte des expériences accumulées et des exigences formulées par les spécialistes. Expliquons brièvement la manière dont nous avons procédé. Tout d'abord *les critères de sélection*. Nous nous sommes proposé une édition exhaustive des documents du B.S.I., manifestes, circulaires et comptes rendus. Mais nous avons rencontré des circulaires qui contenaient des redites ou qui se référaient à des problèmes purement techniques (convocations à des réunions du B.S.I., demandes de renseignements techniques, etc.). Nous avons cru bon de supprimer ces textes du recueil, d'autant plus qu'ils figurent dans les répertoires déjà imprimés des documents de l'Internationale.

Les comptes rendus des réunions du B.S.I. posaient à leur tour des difficultés réelles de contenu. En effet, pour certaines réunions, nous possédions plusieurs variantes : les minutes dactylographiées destinées au Comité Exécutif; les comptes rendus parus lors des réunions mêmes dans le quotidien *Le Peuple* qui servait également d'organe officieux au secrétariat du B.S.I.; les relations publiées dans le *Vorwärts*, organe du S.P.D.; ceux que faisaient les divers délégués pour leurs journaux. Nous avons opté de manière conséquente pour la reproduction des comptes rendus officiels établis par le secrétariat du B.S.I. Ces textes ont été confrontés aux diverses variantes et si les différences étaient notables, elles ont été indiquées et reproduites en note. Dans les cas où nous nous trouvions en face de deux comptes rendus officiels qui divergeaient sur des points essentiels, nous avons cru bon de reproduire les deux variantes.

Ensuite, *l'établissement de l'appareil critique* nous a obligé à adopter une solution qui tient compte avant tout de ceux à qui s'adresse cette publication : les chercheurs. Ceci nous a amené à rejeter deux pratiques extrêmes et courantes :

1. Les annotations à caractère encyclopédique et didactique, c'est-à-dire donnant de brèves informations sur les événements historiques présumés connus par les historiens.

2. Les annotations d'érudition exagérée qui transforment les notes

en un fichier et en une bibliographie savante, cherchant à épuiser le sujet.

Nous avons, pour notre part, tenté, par les annotations, d'expliquer les passages peu clairs des textes, les situations, les événements peu connus ou oubliés, bref de compléter et de rendre plus explicites les documents ou de les soumettre à une critique intérieure.

Pour cela, nous avons largement fait appel à la presse socialiste de l'époque : *La Petite République*, *L'Humanité*, le *Vorwärts*, *Le Peuple*, la *Neue Zeit* ou *Le Mouvement Socialiste*. Nous avons également repris les dossiers des Archives du B.S.I. conservés par Camille Huysmans (à Anvers) et les archives de certains délégués, qui se trouvent à l'Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam.

Nous publions le *texte intégral* des documents. Toutefois, nous avons cru bon d'omettre l'en-tête inscrite sur la plupart d'entre eux. Jusqu'à la seconde moitié de 1902, l'adresse du secrétariat figurant sur l'en-tête était : Maison du Peuple, rue Joseph-Stevens, Bruxelles; puis on trouve : Secrétariat, 63, rue Heyvaert, Bruxelles; et, à partir du début de 1903, seule figure l'en-tête : Bureau Socialiste International, Secrétariat.

Nous reproduisons ici les textes originaux français des documents, ou la traduction effectuée à l'époque par les soins du B.S.I. Toutefois, dans certains cas, il s'est avéré impossible de retrouver la variante française et nous donnons alors une traduction récente. Il s'agit, dans le premier volume, des documents n<sup>os</sup> 35, 52, et de l'Annexe du n<sup>o</sup> 61 (traduits de l'allemand), de la première annexe du n<sup>o</sup> 37 et du document n<sup>o</sup> 61 (traduits de l'anglais).

Les textes sont conformes à l'original. Seules ont été corrigées les fautes d'orthographe et les tournures incompréhensibles; toutefois, dans certains cas, même la confrontation des diverses versions n'a pas permis de supprimer les barbarismes (cf. doc. n<sup>os</sup> 4 et 9); dans le document n<sup>o</sup> 8, un nom a gardé son mystère. Mais nous avons réparé les omissions et corrigé certaines formulations malheureuses.

En ce qui concerne les noms russes, nous les avons conservés tels qu'ils figurent dans les textes, alors que, dans les notes, ils sont conformes à la transcription scientifique internationale.

L'indication de provenance de chacun des documents a été omise étant donné que leur répertoire contient déjà leur localisation. Dans leur grande majorité, ils proviennent des collections de Camille Huysmans. L'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam a aussi généreusement mis ses riches collections à notre disposition.

Il serait trop long d'énumérer toutes les personnes qui nous ont aimablement prêté leur concours et à qui cette entreprise est redevable. Effectuée dans le cadre des recherches du Centre de Documentation sur l'U.R.S.S. et les Pays slaves de l'École Pratique des Hautes Études, VI<sup>e</sup> section, elle a bénéficié non seulement des moyens matériels mais aussi de l'atmosphère stimulante qui y règne. Dans l'élaboration de cette collection, M<sup>lle</sup> Claudie Weill, chef de travaux, a apporté sa colla-

laboration dévouée et consciencieuse en assurant les tâches fastidieuses de vérification, collation ou traduction des textes, de même que le dépouillement de nombreux journaux.

Paris, juin 1967.

G. H.

## DOCUMENTS





## Circulaire annonçant la constitution définitive du B.S.I. et ses tâches les plus urgentes.

Bruxelles, le 15 décembre 1900

Cher Citoyen,

Nous avons le plaisir de vous annoncer la constitution définitive du Bureau Socialiste International. Les délégués de la plupart des pays d'Europe sont actuellement désignés [1]; ceux d'Outre-Mer le seront dans quelques semaines. Le siège du bureau est établi à la *Maison du Peuple*, rue Joseph Stevens, à Bruxelles. La nomination du citoyen Victor Serwy (Zéo) [2] comme secrétaire a été ratifiée par les diverses nationalités et en outre par le Congrès du Parti ouvrier belge du 18 novembre dernier. La désignation d'Édouard Anseele et d'Émile Vandervelde comme délégués a été approuvée [3]. Le citoyen Éd. Anseele a été choisi par nous comme trésorier; c'est donc à son adresse : *Édouard*

[1] La liste des délégués fut communiquée le 2 mai 1901 par une lettre circulaire, qui contenait les noms suivants : Angleterre : Hyndman, Keir Hardie; Allemagne: I. Auer, P. Singer, Karl Kautsky, secrétaire correspondant; Autriche : V. Adler; F. Skaret; Australie : Ch. Eyre, correspondant; Argentine : A. Cambier, Ch. Dälembach; Andréa Costa, suppléant; Belgique : Éd. Anseele, Ém. Vandervelde; Danemark , P. Knudsen, J. Jensen; États-Unis : Eugène Dietzgen (S.D.P.); Espagne : Pablo Iglesias, A. G. Quejido; France : Jean Jaurès, Éd. Vaillant; Hollande : P. J. Troelstra, H. Van Kol; Italie : E. Ferri, F. Turati, A. Costa, correspondant; Japon : Sen Katayama; Norvège : Olav Kringen, A. Hazeland; Pologne : Boleslaw Jędrzejowski, Césarine Wojnarowska; Russie : G. Plekhanov, B. Kričevskij; Suède : K. M. Ziesnitz, C. N. Carleson; Suisse : A. Fauquez, Fürholz. Archives du B.S.I.

Quelques mois plus tard : Bulgarie : délégué G. Kyrkov; Bohême : A. Nemeč, Fr. Soukup; Canada : G. Weston Wrigler; Hongrie : Jacob Weltner; Serbie : Skerlitch (correspondant). Cf. *Revue Socialiste* (abr. *infra* : R.S.), 1902, p. 746-47.

[2] Victor Serwy, instituteur, secrétaire de la Fédération des coopératives belges, directeur de la revue théorique du P.O.B. *L'Avenir Social* (abr. *infra* : A. S.).

[3] A ce sujet le Conseil Général du P.O.B. adressa le 31 octobre 1900 aux secrétaires de tous les Partis affiliés à l'Internationale la lettre circulaire suivante de Émile Vandervelde et Édouard Anseele :

« Comme suite à la résolution du Congrès de Paris, relative à la constitution d'un secrétariat international, le Conseil général du Parti ouvrier belge vous propose d'agréer la candidature du citoyen Victor Serwy (Zéo) dont nous avons pu apprécier les

*Anseele, rue du Jambon, Gand*, que vous voudrez bien faire parvenir votre quote-part dans les frais d'établissement du Secrétariat.

Nous croyons utile de rappeler au cours de cette première circulaire les termes de la résolution [4] du Congrès établissant le Bureau International, afin de préciser son rôle, ses attributions et ses devoirs.

### Résolution I

Le Congrès international socialiste de Paris, considérant :

Qu'il importe aux Congrès internationaux, destinés à devenir le Parlement du prolétariat, de prendre les résolutions qui guideront le prolétariat dans sa lutte de délivrance;

Que ces résolutions, résultat de l'entente internationale, doivent être traduites en actes;

Décide de prendre les mesures suivantes :

1. Un Comité d'organisation sera nommé aussi vite que possible par les organisations socialistes du pays où se tiendra le prochain Congrès;

2. Un Comité permanent international ayant deux délégués pour chaque pays sera formé et disposera des fonds nécessaires. Il arrêtera l'ordre du jour du Congrès suivant et demandera des rapports à chaque nationalité adhérente au Congrès;

3. Ce Comité choisira un Secrétaire général salarié chargé :

a) De procurer les informations nécessaires;

b) De rédiger un code explicatif des résolutions prises aux Congrès antérieurs;

c) De distribuer les rapports sur le mouvement socialiste de chaque pays deux mois avant le Congrès nouveau.

d) D'établir un aperçu général des rapports sur les questions discutées au Congrès;

e) De publier de temps à autre des brochures et des manifestes sur les questions d'achat et d'intérêt général, ainsi que sur les réformes

précieuses qualités d'administrateur et la valeur intellectuelle dans les fonctions qu'il exerçait jusqu'à présent...

Nous vous prions donc de vouloir bien, dans le plus bref délai possible, nous faire savoir si vous ratifiez ce choix.

Prière de nous faire connaître en même temps les noms et adresses de vos deux délégués au Bureau International et de votre correspondant (ou de vos correspondants) pour l'étranger. Nous avons décidé que les deux délégués belges, Anseele et Vandervelde et le secrétaire constitueront le Comité exécutif du Bureau International. Le camarade Anseele a été choisi comme trésorier. Veuillez enfin nous faire savoir à quelle personne et à quelle époque nous pouvons percevoir votre quote-part dans les frais d'installation du secrétariat international.

A vous lire le plus tôt possible afin de marcher de l'avant dans la voie de l'organisation de l'Internationale. » Archives du B.S.I.

[4] Il s'agit de la résolution adoptée au 5<sup>e</sup> Congrès socialiste international de Paris en septembre 1900.

importantes, et des études sur les graves questions politiques et économiques;

f) De prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationale du prolétariat de tous les pays.

### Résolution II

Le Comité socialiste international devra exiger des groupes socialistes parlementaires nationaux l'organisation d'une commission spéciale interparlementaire pour faciliter une action commune sur les grandes questions politiques et économiques internationales.

Cette commission sera adjointe au Comité socialiste international.

### Résolution III

Le secrétariat international siégeant à Bruxelles sera chargé de constituer les archives internationales du socialisme en centralisant les livres, documents, rapports qui concernent le mouvement ouvrier des différentes nations.

Le Congrès a aussi décidé que la nomination des deux délégués par nation resterait soumise à la ratification du Prolétariat de chaque pays. Il a fixé le budget du Bureau International à 10 000 Frs et il a indiqué que les principaux pays (Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Danemark, France, Hollande, Italie, Suisse, États-Unis) interviendront chacun à raison de 800 Frs et les autres pays (Norvège, Pologne, Portugal, Espagne, Russie, Japon, République Argentine, Bohême, Bulgarie, Roumanie, Suède, Islande, Hongrie, Australie, etc.) à raison de 200 Frs.

Ce sont ces diverses résolutions dont votre Comité poursuivra la préparation et l'application, avec le concours de nos amis socialistes de toutes les nations. Déjà, nous avons reçu de plusieurs délégués diverses propositions que nous examinons en ce moment et sur lesquelles nous aurons à vous consulter.

Pour l'instant, nous estimons que la tâche la plus urgente de votre Bureau est : 1<sup>o</sup> la mise en contact avec toutes les organisations socialistes : Partis ouvriers, groupes parlementaires, presse, etc.; 2<sup>o</sup> la codification des résolutions du Congrès et leur mise à exécution.

Entretemps, nous vous prions de nous indiquer les questions qui, dans votre pensée, sont de nature à rendre efficace et considérable l'action de notre Bureau.

Nous engageons enfin tous les Partis ouvriers qui ne l'auraient point encore fait, de bien vouloir nous indiquer :

1. Les noms et adresses de leurs délégués;
2. Le nom et l'adresse de leur correspondant;

3. Le nom et l'adresse du secrétaire du Parti;
4. Le nom et l'adresse du trésorier du Parti;
5. Le lieu du siège de leur organisation;
6. Le nom et l'adresse de leurs principaux journaux et revues.

Nous sommes les interprètes du Parti ouvrier belge pour remercier très vivement nos camarades de tous les pays de la confiance qu'ils nous ont témoignée en choisissant notre pays comme siège du Bureau International. Nous nous efforcerons de nous montrer dignes de la tâche qu'ils nous ont assignée.

Vive l'Internationale.

Les membres du Bureau exécutif :

Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,  
Victor SERWY, *Secrétaire.*

## 2

### Circulaire transmettant une proposition de W. T. Stead d'associer la démocratie socialiste au mouvement qu'il organise en faveur de la République Sud-Africaine.

Bruxelles, le 22 décembre 1900

*Aux membres du Bureau Socialiste International.*

M. W. Stead [1], en qualité de Président de l'Union Internationale pour la paix et l'arbitrage, nous prie de soumettre aux membres du Bureau Socialiste International, la question de savoir si, dans les divers pays, la démocratie socialiste n'est pas disposée à s'associer directement ou indirectement, au mouvement qu'il organise en faveur des Républiques Sud-Africaines.

Il propose d'adresser sous la forme de pétition aux puissances signa-

[1] W. T. Stead, journaliste pacifiste, mena une active campagne contre la guerre des Boers et fut l'un des instigateurs de la Première Conférence de La Haye en 1899. A la suite du manifeste du tsar du 24 août 1898 sur le désarmement, il lança la « Peace Crusade », en Grande-Bretagne d'abord puis dans d'autres pays. Il organisait des réunions et publiait la revue pacifiste *War against the War*. Il comptait effectuer un pèlerinage à travers les capitales d'Europe pour remettre des adresses de paix aux gouvernements. C'est dans cette action qu'il tenta d'imbriquer l'Internationale. Cf. A. Schou, *Histoire de l'Internationalisme*, vol. III, Publications de l'Institut Nobel norvégien, P.U.F., Paris, 1963, p. 447-48.

Il écrivit sur la guerre des Boers les ouvrages suivants, qu'il édita sous forme de plaquette : *Shall I slay my brother Boer*, Review of Reviews Office, Londres, 1899; *How not to make peace*, Evidence as to Homestead Burning, collected and examined, printed for and published by Stop the War Committee, 1900. Sur l'organisation bruyante Stop the War, fondée par Stead en janvier 1900 et sur ses rapports avec les socialistes anglais, cf. F. Bealey, « Les Travaillistes et la guerre des Boers », *Mouvement Social*, 1963, N° 45, p. 62-64.

taires de la Convention de La Haye un appel dont nous vous envoyons en même temps le texte [2].

A cette pétition qu'il voudrait voir couvrir de signatures, M. Stead joint un exposé de griefs dont vous recevrez par la même occasion un exemplaire.

Il nous paraît impossible que la démocratie socialiste adhère au texte de la pétition de l'Union Internationale pour la paix et l'arbitrage qui contient, sur l'importance du Congrès de La Haye [3], des appréciations que nous ne pouvons partager [4].

Mais M. Stead nous demande en outre :

1. Si nous ne pourrions pas publier, comme Bureau Socialiste International, un manifeste dans le même sens ;

2. Si les différentes fractions socialistes parlementaires ne pourraient, sous forme d'interpellations, protester contre la violation par l'Angleterre des principes admis par la Conférence de La Haye ;

3. Si, tout au moins, il n'y aurait pas lieu d'organiser, dans ce même but de protestation, des réunions populaires dans chaque pays.

Nous serions heureux de connaître votre sentiment sur ces trois questions et nous voudrions savoir, si dans l'affirmative à la première question, il ne serait pas désirable de publier le manifeste dans un sens plus large : la politique européenne en Chine et dans le Sud-Africain.

Nous vous prions de nous adresser réponse le plus tôt possible.

Recevez, chers Camarades, nos meilleures salutations.

Édouard ANSEEELE, Émile VANDERVELDE,  
Victor SERWY, *Secrétaire.*

### 3

## Appel lancé à l'occasion de troubles universitaires en Russie.

Bruxelles, le 21 avril 1901

*Aux Partis ouvriers de tous les pays.*

Il est superflu de raconter par le détail les événements importants qui se déroulent à cette heure en Russie. Nos camarades les connaissent

[2] Nous n'avons pas retrouvé ce texte.

[3] Il s'agit de la Conférence internationale de la Paix réunie à La Haye entre le 18 mai et le 29 juillet 1899 et sur laquelle une résolution du Congrès international socialiste de Paris en 1900 se prononça en ces termes : « Le Congrès proteste contre les soi-disant Conférences de la Paix comme celle de La Haye qui dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à des déceptions fâcheuses, comme l'a démontré dernièrement la guerre du Transvaal. »

[4] Cette opinion du Comité exécutif fut partagée par les délégués au B.S.I. Ainsi dans sa réponse du 25 décembre 1900, Vaillant écrivait à Serwy : « Je crois qu'il n'est

par les récits que leur a apportés la presse, par les communications de nos amis russes aux journaux socialistes.

Ainsi que l'ont écrit les délégués russes au Comité socialiste international, les événements de ces mois derniers marquent un tournant dans l'histoire de l'empire tzariste. En l'occurrence, les troubles universitaires [1] du début sont devenus des troubles sociaux, sérieux et profonds, qui secouent toute la Russie, qui mettent en cause les fondements mêmes de la société russe, qui jettent en un combat long et douloureux, mais combien réconfortant!, l'intellectualité des villes, le prolétariat des centres industriels contre les forces brutales du tzarisme.

Là-bas, en Russie, des milliers d'ouvriers des fabriques et des usines, des milliers de citoyens appartenant à toutes les classes sont pleins de courage en la grandeur de la tâche à accomplir, comme ils sont aussi pleins de confiance en la solidarité de leurs frères d'Europe, d'Amérique, d'Australie et d'Asie, car ils savent qu'en bataillant contre le capitalisme et le despotisme russes, ils luttent pour l'affranchissement des

pas possible de faire internationalement plus que n'ont fait nationalement les Partis socialistes de chaque pays contre la guerre sud-africaine. En ce cas, le Parti socialiste anglais a fait et fait admirablement son devoir... Mais tout ce qui en dehors de cette action de solidarité internationale pourrait être fait à l'instigation des partis de la bourgeoisie, serait non seulement contraire à la loi de notre politique socialiste mais très dangereux, exploité par nos ennemis, par les chauvins de chaque pays comme anti-anglais. Et pour une action sans efficacité africaine on exposerait l'Europe au danger imminent de la guerre. Je n'ai pas reçu ni lu la proposition de Stead, ce que vous en dites suffit à la juger. D'ailleurs conformément aux ultra-sévères résolutions du Congrès de Paris sur la Conférence de La Haye et de ses similaires il n'y a même pas lieu de s'en occuper. »

Adler répondit à son tour le 1<sup>er</sup> janvier 1901. Dans un français hésitant, il écrivit : « A propos de M. Stead nous sommes tous d'accord avec vous, que les Partis socialistes ne peuvent pas se réunir à la démonstration des trop connus 'amis de la paix' bourgeois et à leur pétition... Si vous voulez publier un manifeste, nous ne [vous] contredirons pas. Mais je veux vous dire personnellement, que nous avons un goût médiocre pour les démonstrations nécessairement très platoniques et tout en papier [sic]... Aussi je préférerais voir si la première action du Bureau International avait pour objet une chose spécialement prolétarienne. Nous tous, nous avons une grande sympathie pour le combat héroïque des Boers, mais nous sommes trop loin pour pouvoir vouer à eux plus que cela. » Archives du B.S.I.

---

[1] En février 1901 commencèrent en Russie des troubles universitaires provoqués par l'incorporation forcée dans l'armée de 183 étudiants de l'Université de Harkov pour leur participation à des réunions étudiantes. Ces mesures provoquèrent la révolte des étudiants et leur mouvement prit rapidement un caractère politique. Les protestations des étudiants furent soutenues par les ouvriers; en février et mars 1901 des démonstrations, meetings, grèves et manifestations de rues eurent lieu à Harkov, à Moscou, à Pétersbourg, à Kiev, à Kazan, à Yaroslavl, à Varsovie, à Bielostok, à Tomsk, à Odessa, etc. Les manifestations furent réprimées avec une brutalité particulièrement cruelle par la police et les Cosaques. Sur ces événements et leur importance du point de vue socialiste, cf. M. Stromberg, « L'éveil en Russie », *R. S.*, 1902, p. 319-43; K. Kautsky, « Die neue Bewegung in Russland », *Die Neue Zeit* (abr. *infra* : *N.Z.*), XIX, Bd. 2, p. 123-27.

Les documents concernant ces mouvements étudiants furent publiés dans *Krasnyj Arhiv*, 1936, T. 2, p. 83-112 et 1938, T. 4-5, p. 258-308.

travailleurs — cause commune aux Partis ouvriers socialistes de tous les pays.

Déjà, en France, des réunions publiques ont eu lieu aux fins de saisir l'opinion publique de la situation révolutionnaire de la Russie; en Belgique, des meetings sont en voie d'organisation. Il est à espérer que les Partis socialistes d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche, de Danemark, de Hollande, de Suisse, d'Italie, d'Espagne, des États-Unis et de tous les pays suivront ces exemples, afin que le prolétariat international soit unanime dans sa protestation contre les menées brutales du tzarisme.

Nous demandons que, dans toutes les grandes villes et dans les centres ouvriers et universitaires importants, des meetings soient organisés et qu'un ordre du jour de protestation soit soumis au vote des assistants, qu'au besoin, des listes de protestation soient mises en circulation. Nous vous proposons de faire ratifier la motion suivante par toutes les réunions que vous tiendrez :

*« Les citoyens réunis sur convocation de ..... acclament le prolétariat russe. Ils se solidarisent avec les intellectuels et les travailleurs russes dans leur lutte contre la coalition du capitalisme et du tsarisme. Ils envoient aux révolutionnaires russes l'expression de leur sympathie et les encouragent à continuer la lutte jusqu'à la victoire. »*

Nous vous demandons encore de nous faire connaître dans le plus bref délai ce qui aura été fait dans ce sens et aussi de nous faire parvenir les ordres du jour votés et les listes de protestation, afin que nous puissions centraliser le mouvement de réprobation contre les actes d'un gouvernement odieux et barbare.

Les membres du Bureau Socialiste International :

H. HYNDMAN, J. KEIR HARDIE (Angleterre); AUER, SINGER (Allemagne); V. ADLER; F. SKARET (Autriche); É. ANSEELE, É. VANDERVELDE (Belgique); P. KNUDSEN, J. JENSEN (Danemark); P. IGLESIAS, A. G. QUEJIDO (Espagne); J. JAURÈS, É. VAHLANT (France); P. TROELSTRA, H. VAN KOL (Hollande); E. FERRI, F. TURATI (Italie); O. KRINGEN, A. HAZELAND (Norvège); B. JEDRZEJOWSKI, C. WOJNAROWSKA (Pologne); PLEKHANOFF, B. KRITCHEWSKY (Russie); A. FAUQUEZ, FÜRHOZ (Suisse); K.M. ZIESNITZ, C.N. CARLSON (Suède); E. DIETZGEN (États-Unis).

Victor SERWY, *Secrétaire.*

#### 4

Manifeste lancé à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai.

[Bruxelles, le 25 avril 1901]

*Aux travailleurs de tous les pays.*

Jamais, depuis 1890, date de la première manifestation internationale du 1<sup>er</sup> Mai, jamais nécessité plus impérieuse que celle de l'heure pré-

sente ne se produisit, en faveur d'une démonstration mondiale de la classe ouvrière, comme affirmation de l'esprit de solidarité des travailleurs, dans la lutte contre le militarisme, comme expression de leur volonté de conquérir la paix et la justice.

Jamais non plus le capitalisme ne fut plus audacieux : il enserme le monde de ses griffes crochues et formidables; il sème la guerre sur tous les points du globe pour s'emparer de la propriété du sol et des moyens de production; il met aux prises, en une lutte fratricide, les travailleurs par ses guerres de tarifs; il déchaîne les rivalités de races; il viole, tue et vole les peuples d'Afrique et d'Asie.

Et dans cette bataille contre le prolétariat, il a pour alliés les Gouvernements et les Églises, l'oppression politique et l'oppression morale.

La lutte sera longue; elle sera douloureuse.

Mais la victoire est au bout!

La monarchie anglaise, conduite par les flibustiers qui ont nom Cécil Rhodes, Chamberlain, etc., essaye de ravir, en une guerre ruineuse et odieuse, aux républiques sud-africaines leur or et leur indépendance, pendant qu'elle draine les richesses de l'Inde, où se meurent de faim des millions de travailleurs. Le tsarisme enlève l'autonomie à la Finlande, étouffe la voix des penseurs et des savants, caporalise les universités, emprisonne la jeunesse, déporte en Sibérie ou massacre dans les rues les ouvriers organisés et il affame les populations paysannes. Le prolétariat d'Italie pleure les martyrs de Milan tombés sous les balles des soldats de Humbert I<sup>er</sup>. La France traverse une agitation ouvrière intense, marquée par des grèves nombreuses et formidables; l'Espagne et le Portugal se débattent contre l'oppression cléricale et monarchique; l'empire d'Allemagne est le jouet de l'avidité des seigneurs terriens, des grands industriels et des ambitions d'un monarque; l'Autriche se désagrège sous les coups de la réaction, cachée sous le masque immonde de l'antisémitisme et du socialisme chrétien. Aux États-Unis, les syndicats capitalistes et les trusts accaparent les produits du travail pour faire la hausse et la baisse; Cuba se voit enlever son indépendance par les États-Unis, après une lutte héroïque. Toute l'Europe monarchique, menée par le capitalisme, se rue sur l'Empire Jaune en un rut d'appétits inassouvables [*sic*].

C'est la guerre sur tout le globe. Les budgets de la guerre montent, montent... On dépense en fusils, canons, casernes, flottes, plus qu'on ne paye en salaires à des millions de travailleurs; on arme des millions et encore des millions d'hommes, on massacre, on détruit, on incendie, on viole, on tue.

Pourquoi?

Pour voler le produit du travail des générations passées et présentes!

Pour qui?

Pour quelques dizaines de potentats couronnés et ambitieux; pour une classe, la classe capitaliste!



Mais si le capitalisme, en qui se résument actuellement toutes les formes et toutes les forces de la réaction, mène le combat partout, il est un spectacle qui est fait pour faire espérer : c'est celui de la classe ouvrière, s'éveillant également partout à la conscience de classe, formant, dès lors, ses groupements et ses cadres, et engageant sous des aspects multiples la lutte contre la réaction. Si la puissance du capitalisme s'accroît, parallèlement se développe la puissance politique, économique et morale du prolétariat groupé autour du drapeau rouge. Des organisations ouvrières naissent chaque jour, et les anciennes grandissent; les Partis ouvriers pénètrent dans toutes les assemblées délibérantes; le socialisme s'infiltré dans l'Université, et il conquiert peu à peu la science et l'art. Les années de prison s'ajoutent aux années d'exil, le nombre des ouvriers révoltés, tombés sous les balles de l'armée vient grossir le martyrologue de la classe ouvrière, pour un journal socialiste qu'on supprime, dix apparaissent.

Aucune puissance ne fera reculer la démocratie socialiste internationale marchant, inébranlablement unie, pour conquérir l'émancipation des travailleurs.

Partout le socialisme apparaît aux populations comme le signe par lequel elles vaincront.

Il appartient à la démocratie socialiste de chaque pays de donner cette année au 1<sup>er</sup> Mai, en raison des circonstances internationales que nous traversons : révolte des étudiants et des ouvriers en Russie; recrudescence du militarisme en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne, en Russie, en Belgique même, partout d'ailleurs; guerre en Chine, dans le Sud-Africain, etc., une importance exceptionnelle et de lui attribuer, conformément à nos Congrès internationaux, la double signification d'une énergique et solennelle protestation contre le militarisme, d'un éloquent témoignage de solidarité ouvrière internationale.

Travailleurs de tous les pays!

Guerre au militarisme!

Lutte contre le capitalisme!

Travailleurs de tous les pays!

Unissez-vous, au 1<sup>er</sup> Mai, en une pensée d'union et de rédemption!

Les membres du Bureau exécutif :

Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,  
Victor SERWY, *Secrétaire.*

## 5

**Circulaire proposant une réunion du B.S.I.,  
ainsi que les questions à mettre à l'ordre du jour.**

Bruxelles, le 18 mai 1901

Cher Camarade,

Vos amis du Comité exécutif ont été saisis de diverses propositions que plusieurs d'entre vous ont bien voulu lui soumettre et entre autres celle d'une prochaine réunion du Bureau International à Bruxelles [1]. Ils vous proposent de tenir cette réunion fin juillet et demandent que vous leur transmettiez votre sentiment sur cette date [2].

Cette assemblée est indispensable : il s'agit en effet d'établir d'une manière précise ce que le secrétariat est autorisé à faire sans avoir recours à un référendum ou à une réunion des membres du Bureau; ce que le secrétariat doit faire à bref délai.

A l'ordre du jour de cette conférence figurent : 1) Rapport du secrétariat; 2) La délégation anglaise; 3) Versements des cotisations; 4) Création d'un Bulletin international; 5) Organisation du secours de passage aux socialistes (Belgique); 6) Réunions ouvrières internationales de protestation contre le militarisme (France); 7) Communications.

Si vous croyez que d'autres questions peuvent utilement faire l'objet de l'examen de vos collègues, veuillez nous les communiquer sans retard.

Nous prions les délégués des diverses nationalités de nous faire parvenir par mandat postal le montant de leur quote-part dans les frais du Bureau. C'est à l'adresse du citoyen É. Anseele, rue du Jambon à Gand, que vous devez l'envoyer. Jusqu'à ce jour l'Allemagne et la Belgique seules ont effectué le versement de leurs cotisations.

[1] Cette proposition venait notamment de Vaillant qui, le 25 décembre 1900, exprima ses vœux en ces termes : « Je crois que le Bureau International pour organiser son action ne le peut faire exclusivement par correspondance, qu'il faudrait nécessairement des conférences internationales périodiques de ses membres. Qu'à cet effet vous pourriez, choisissant une période de vacances parlementaires, si elle coïncide dans les principaux pays, convoquer ce printemps à Bruxelles à une 1<sup>re</sup> Conférence vos correspondants du Bureau, qui discuteraient avec vous les propositions que vous leur soumettriez et établiraient la périodicité des conférences suivantes. »

Cf. Lettre de Vaillant à Serwy, du 25 décembre 1900, Archives du B.S.I.

[2] Les délégués allemands et autrichiens se prononcèrent contre cette réunion (cf. Lettre de Kautsky à Serwy, Archives Kautsky, am IISG). Quant à Adler il écrivait à Kautsky le 1<sup>er</sup> juin 1901 : « J'aime beaucoup aller à Bruxelles, mais c'est insensé de dépenser l'argent du Parti pour des voyages d'amusement. » *V. Adler Briefwechsel mit A. Bebel und K. Kautsky*, Vienne, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1954, p. 353-54.

Nous portons à votre connaissance qu'en attendant qu'il soit possible de publier un bulletin international, nous ferons paraître dans *Le Peuple*, l'organe du Parti ouvrier belge, les communications les plus intéressantes que nous aurons reçues et que nous jugerons utiles à être connues du monde socialiste. Nous vous adresserons un numéro de ce bulletin [3].

Recevez, cher Camarade, l'expression de nos sentiments de fraternité socialiste.

Émile VANDERVELDE, La Hulpe.

Édouard ANSEELE, Gand, *Trésorier*.

Victor SERWY, rue de Portugal 28, Bruxelles, *Secrétaire*.

## 6

### Circulaire demandant d'adresser au Congrès de Lyon des vœux pour l'unité socialiste en France.

Bruxelles, le 24 mai 1901

Cher Camarade,

Nos amis socialistes de France se réunissent dimanche prochain 26 juin [*sic!*] à Lyon en Congrès national [1] à l'effet d'essayer de réaliser l'union de toutes les forces de la démocratie socialiste.

Nous serons certainement votre interprète en répétant en cette circonstance, le souhait exprimé l'an dernier par l'unanimité des pays représentés au Congrès socialiste international de Paris : « Socialistes français, unissez-vous! »

Nous croyons agir dans l'intérêt de la démocratie socialiste internationale : 1) en vous demandant d'adresser d'urgence au Congrès de Lyon, un vœu dans ce sens, au nom de votre Parti; 2) en nous auto-riasant à faire le même vœu au nom du Bureau International.

Recevez, cher Camarade, notre salut fraternel.

*Le Secrétaire, V. SERWY.*

[3] Ce bulletin parut périodiquement dans les colonnes du *Peuple* (Bruxelles), qui jusqu'en juin 1914 ouvrit ses colonnes aux documents du B.S.I.

Cf. G. Haupt, *La Deuxième Internationale, Étude critique des sources, essai bibliographique*, Paris-La Haye, Mouton, 1964, p. 285.

[1] Le Congrès de Lyon, auquel participèrent toutes les organisations socialistes représentées au Comité Général, hormis le Parti ouvrier français, dura du 26 au 28 mai 1901. Contrairement aux espoirs du secrétariat du B.S.I., ce n'est pas l'union qui se réalisa à Lyon, mais la rupture entre les deux sections françaises admises par le 5<sup>e</sup> Congrès socialiste international de Paris.

## 7

## Manifeste contre les massacres de la population arménienne en Turquie.

Bruxelles, le 18 octobre 1901

*Aux Partis ouvriers de tous les pays.*

Les plus lamentables nouvelles nous parviennent d'Arménie!

Après les grands massacres de 1894-1896, qui ont entraîné la mort de plus de trois cent mille hommes, on pouvait croire que le gouvernement Turc, dont la responsabilité avait été établie à la face du monde, reculerait devant le renouvellement de semblables atrocités.

Les faits qui viennent de se produire dans la plaine de Moush et dans les montagnes de Sassoun, démontrent qu'il n'en est rien. Tout fait craindre — si aucune intervention ne se produit — que la politique criminelle d'Abdul-Hamid ne provoque des événements plus graves encore.

En présence de la coupable inaction des gouvernements Européens, la démocratie socialiste ne peut rester indifférente aux actes abominables qui ont été commis ou qui sont à la veille de se commettre dans les provinces Turques de l'Arménie [1].

Nous croyons donc utile de vous rappeler les termes de l'ordre du jour, voté en 1900 par le Congrès international de Paris.

« Le Congrès socialiste international de Paris, affirmant une fois de plus les sentiments de sympathie fraternelle qui doivent unir tous les peuples, s'élève avec indignation contre les violences, les cruautés, les massacres commis en Arménie, dénonce aux travailleurs des deux mondes la criminelle complicité des différents gouvernements capitalistes, engage les groupes parlementaires socialistes à intervenir à chaque occasion en faveur du peuple arménien, odieusement opprimé, auquel le Congrès adresse l'assurance de son étroite et ardente solidarité. »

Comme suite à cet ordre du jour, il importe que la solidarité prolétarienne et internationale se manifeste, par tous les moyens qui sont en notre pouvoir.

[1] La situation des Arméniens en Turquie préoccupa dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle l'opinion publique socialiste qui éleva les plus énergiques protestations contre les massacres. Sur l'action des socialistes en faveur des arméniens, cf. Mikaely, « La crise arménienne et le monde socialiste », *Le Mouvement Socialiste* (abr. *infra* : *M.S.*), N<sup>o</sup> 49, janvier 1901, p. 26-35; G. Haupt, « Jaurès et l'Internationale », *Actes du colloque Jaurès et la Nation*, Toulouse, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Toulouse, 1965, p. 48.

Sollicitées d'agir, les puissances signataires du traité de Berlin [2] restent passives et inertes!

Il faut que, dans tous les Parlements où leur intervention peut être efficace, nos mandataires rappellent les gouvernements à leurs obligations, ou dénoncent leur complicité par inaction.

Spectatrice impassible du martyr d'un peuple chrétien, la Papauté ne trouve pas un mot de flétrissure pour les bourreaux, pas un mot de pitié pour les victimes!

Il faut que, dans tous les pays, notre presse signale cette indifférence coupable.

Il faut que le Socialisme international, défenseur de tous les opprimés, sans distinction de culte ou de race, ne néglige aucun moyen de soulever l'opinion publique contre les abominations de la politique Hamidienne.

On ne saurait assez le répéter, rien n'est changé en Arménie. Ainsi que le disait un récent mémoire, présenté au Congrès de Glasgow [3], « violences, cruautés, pillages, viols des femmes et des filles, incendies des villages et des fermes, massacres partiels et assassinats ont été signalés sans cesse, dans presque tous les vilajets habités par les Arméniens, et cela dans l'espace du 1<sup>er</sup> juillet 1900 au 1<sup>er</sup> juillet 1901 ».

Depuis, la situation s'est aggravée. Elle menace de s'aggraver encore.

Dans les régions de Bitlis, d'Erzeroum, surtout de Moush et Bayazid, les massacres continuent. La terreur règne en maîtresse sur des populations auxquelles on a enlevé toute arme, tout moyen de défense, après leur avoir volé leurs troupeaux et leurs moissons, leurs terres et leurs maisons.

Et, pour la honte de l'Europe, cette œuvre d'extermination s'accomplit et s'achève, sans que les gouvernements — si actifs lorsque des intérêts capitalistes sont en jeu — fassent quoi que ce soit pour sauver ce qui reste du peuple Arménien.

*Travailleurs,*

Le gouvernement d'Abdul-Hamid, avec la complicité d'une partie de la presse, s'efforce d'organiser, autour des affaires d'Arménie, la conspiration du silence.

C'est à vous, c'est à vos journaux, c'est à vos mandataires qu'incombe le devoir de déjouer sa tactique, de mettre ses crimes en pleine lumière, d'apporter, à ceux qui souffrent et qui luttent pour conquérir le *droit de vivre*, des paroles de sympathie et d'encouragement [4].

[2] Le traité de Berlin (1878) signé par la Turquie, l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche-Hongrie, l'Italie et la France prétendait régler le problème arménien. D'après le paragraphe 61 de ce traité, « la Sublime Porte s'engage à réaliser sans plus de retard les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Tcherkesses et les Kurdes. Elle donnera périodiquement connaissance des mesures prises à cet effet aux puissances, qui en surveilleront l'application ».

[3] Il s'agit du 10<sup>ème</sup> Congrès universel de la Paix, qui s'est tenu à Glasgow en 1901.

[4] Ce manifeste a eu un très grand écho. De nombreuses manifestations en faveur des Arméniens eurent lieu en Europe. Les protestations contre les massacres eurent une

Vos délégués au Bureau International ont la conviction que vous n'y manquerez pas.

Pour le Bureau exécutif :

Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,  
Victor SERWY, *Secrétaire*.

## 8

Circulaire sur les événements du Transvaal,  
avec les comptes rendus de deux séances du Comité exécutif.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> novembre 1901

Compagnons,

Le Bureau Socialiste International vous adresse, en même temps que la présente, *Le Peuple* contenant le compte rendu des deux dernières séances qu'il a tenues les 25 et 31 octobre.

Afin de vous rendre compte d'une manière plus précise des propositions que vous y verrez formulées, laissez-nous ajouter que nous avons été sollicités par plusieurs nationalités [*sic*], entre autres, l'Italie, la Belgique, et la Hollande, d'intervenir dans les événements qui se déroulent au Sud-Africain, spécialement au sujet des camps de concentration. Notre attention a été aussi [attirée] sur le boycottage des navires anglais par les dockers du Continent. Avant de se prononcer sur ces questions, votre Bureau a cru indispensable de consulter les camarades anglais. D'où le voyage de votre Secrétaire en Angleterre. Les socialistes de l'I.L.P. et la S.D.F. ont déclaré adhérer à la publication d'un manifeste dénonçant les crimes de la politique de conquêtes entreprise par les divers pays de l'Europe et de l'Amérique, et attirant spécialement l'attention publique sur les camps de concentration. Nous désirerions aussi connaître votre sentiment à ce sujet.

Vous recevrez dans quelques jours le projet de manifeste que nous vous prions de nous renvoyer immédiatement avec votre signature

ampleur toute particulière en France où les socialistes, aussi bien à la tribune de la Chambre que par des meetings publics firent entendre leurs protestations et sommèrent « le gouvernement français de faire son devoir ». Cf. Parti socialiste (Comité général), *Les massacres d'Arménie et le Parti socialiste*, feuille volante, 2 p.

Dès le 15 septembre M. Sembat interpellait le gouvernement au nom du groupe socialiste révolutionnaire en réclamant que la France s'oppose à de nouveaux massacres et prenne l'initiative d'un règlement pacifique de la question arménienne avec les autres pays signataires.

et les modifications que vous trouverez nécessaire d'y faire. Comme le temps presse, nous attendrons jusqu'au 8 novembre pour la publication [1].

Nous ajoutons que votre Bureau exécutif estime qu'une interpellation parlementaire devrait se faire autant que possible à la même époque, sur la question soulevée ci-dessus, afin de donner à la protestation un caractère d'ensemble. Votre Bureau exécutif a décidé que cette interpellation devrait avoir lieu au cours de la dernière semaine de novembre. Pour les pays où le Parlement ne siégerait pas à cette époque, nous demandons que l'interpellation soit déposée à ce moment. Nous vous prions aussi de nous donner votre sentiment sur le boycottage des navires anglais, de consulter immédiatement sur cette question l'organisation centrale des syndicats de votre pays, s'il en existe une, l'organisation spéciale des dockers et des ouvriers des transports maritimes, et enfin les syndicats ouvriers, en général.

Votre réponse est attendue avec la plus pressante urgence.

*Le Secrétaire, V. SERWY.*

[1] Le 12 août 1901 encore le Secrétaire du B.S.I. envoya cette lettre au sujet des événements du Transvaal à tous les Partis affiliés à l'Internationale : « Les événements qui se déroulent au Transvaal sollicitent en ce moment l'attention publique. Dans la presse belge on a émis le vœu de voir le socialisme international intervenir pour faire cesser le règne de la barbarie qui sévit dans les républiques sud-africaines. On propose notamment la tenue d'un Congrès ou d'une réunion socialiste internationale pour examiner cette question. On estime aussi que l'intervention des socialistes anglais et notamment de la classe ouvrière anglaise se mettant en grève générale, pourrait agir puissamment sur l'opinion publique de ce pays. » Par la même lettre, Serwy communique que : « Le Conseil général du Parti ouvrier belge s'est rallié à la proposition de convoquer à Londres une réunion socialiste internationale de protestation. »

Sur cette proposition la majorité des délégués exprima des réserves. Un mois plus tard, le 10 septembre 1901, Serwy leur adressa une seconde lettre ainsi conçue :

« Vous connaissez par notre *Bulletin socialiste international* de ces dernières semaines paru dans *Le Peuple*, et que nous avons adressé à tous les délégués, le sentiment des socialistes au sujet de l'intervention du socialisme international dans la guerre anglo-boer.

L'avis général est qu'il ne faut pas plus intervenir à raison de ce conflit contre l'Angleterre que contre toute autre nation. Ce qui semble l'opinion unanime, c'est que le Bureau doit lancer une protestation générale contre les guerres de pillage, de meurtre entreprises par toutes les nations dites civilisées; c'est qu'il serait désirable de voir chaque Parti socialiste organiser à la même date, des réunions de protestation contre le militarisme européen, dans les principales villes de chaque pays. Nous vous demandons votre avis sur ces deux propositions et nous serions désireux de savoir si vous pourriez organiser ces meetings dans la dernière quinzaine d'octobre, et ce, afin d'obtenir une sorte de mouvement général.

Si oui, nous lancerions le manifeste dès les premiers jours d'octobre, mais préalablement, nous vous le soumettrions. » Archives du B.S.I.

*Bureau Socialiste International.*

Réunion tenue à Bruxelles  
les 25 et 30 octobre 1901  
avec quelques délégués.

Mettant à profit la présence à Bruxelles d'Enrico Ferri et le passage d'Andréa Costa, tous deux membres du Bureau Socialiste International, l'exécutif de l'Internationale a eu à la Maison du Peuple de Bruxelles, une réunion au cours de laquelle l'avis a été émis de convoquer semestriellement ou plus souvent, une séance du Bureau International, séance à laquelle serait spécialement demandé le concours de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Hollande, de la France, pays voisins de la Belgique. Les diverses nationalités sont actuellement consultées sur cette proposition qui, dans la pensée du Comité exécutif, est de nature, si elle est acceptée, à donner plus de vigueur à l'action de l'Internationale. Il propose que la prochaine réunion du Bureau ait lieu pendant les vacances de Noël.

Il a aussi été décidé de publier :

1. A la fin de cette année un rapport sur les travaux du secrétariat [2];
2. Au cours de l'année prochaine, un volume sur la puissance des Partis socialistes, de l'organisation ouvrière, sur le mouvement socialiste dans ces dix dernières années [3];
3. La codification des résolutions des Congrès socialistes internationaux de Paris (1889), de Bruxelles (1891), de Zurich (1893), de Londres (1896), de Paris (1900) [4].

Le Bureau a aussi été saisi d'une proposition de protestation contre les camps de concentration dans le Sud-Africain. Avant de faire de cette proposition celle de tout le Bureau, il fut décidé d'envoyer le camarade Victor Serwy en Angleterre, à l'effet de consulter les délégués socialistes de ce pays.

Dans une seconde séance, tenue samedi soir, le secrétaire de l'Internationale, revenu d'Angleterre, a rendu compte de sa mission. Il a rencontré les camarades Hyndman, Quelch, Lee, de la Social Democratic Federation, et Lanny [?] de l'Independent Labour Party, Mary Macpherson, secrétaire de Keir Hardie.

Consultés sur la question de la protestation contre les camps de concentration, les socialistes anglais ont été unanimes pour l'approuver, et ils ont fait remarquer que la protestation devait en même temps s'élever contre les cruautés commises par les nationalités européennes et américaines au cours de leurs guerres de conquête.

[2] Il parut sous forme multigraphiée.

[3] Ce projet ne fut pas réalisé.

[4] Paru sous le titre : *Les Congrès socialistes internationaux. Ordre du jour et résolutions*. Publié par le B.S.I. de Bruxelles, Gand, Volksdrukkerij 1902.



Au sujet du boycottage des navires anglais, ils se sont déclarés sympathiques à l'idée, tout en doutant des moyens proposés, le capitalisme anglais étant trop bien outillé.

Hyndman a déclaré au cours de cette entrevue, qu'il se proposait d'établir par des chiffres puisés aux statistiques officielles que l'Angleterre est en pleine décadence économique, que la situation extrêmement grave qui menace son pays appelle plus que jamais la nécessité d'une entente entre les forces ouvrières sur le terrain du socialisme.

La réunion du Bureau International a accueilli avec plaisir les déclarations de nos camarades anglais qui, actuellement encore, dans leurs journaux, leurs tracts et leurs réunions, ne cessent de protester contre la politique impérialiste.

Un manifeste a été décidé. La rédaction en a été arrêtée dans les grandes lignes. Les nationalités seront consultées à bref délai sur sa teneur ainsi que sur la question du boycottage des navires anglais.

A l'issue de la réunion, des télégrammes de condoléances ont été adressés aux Partis ouvriers suisse et allemand, pour la perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne des camarades A. Fauquez et D<sup>r</sup> Schönlink.

Des télégrammes ont été adressés dans le même sens aux familles.

## 9

### Manifeste condamnant les camps de concentration en Afrique du Sud [1].

Bruxelles, le 13 novembre 1901

*Aux Partis ouvriers de tous les pays.*

Au mois de juillet 1899, les délégués à la Conférence de La Haye proclamaient la nécessité de réduire les armements et prenaient, vis-à-vis des peuples, l'engagement solennel d'observer, en cas de guerre, certaines règles d'élémentaire humanité.

Jamais, peut-être, déclarations et promesses officielles n'ont été plus ouvertement et plus immédiatement violées!

Les budgets de la guerre continuent à s'accroître. Les dépenses pour les marines augmentent démesurément. L'expédition de Chine a

[1] Ce manifeste a provoqué un vif conflit entre l'Internationale et H. M. Hyndman dont, comme le constate un historien, « le nationalisme devait l'amener à donner son appui à cette guerre ». Piqué, Hyndman examina le dossier des autres puissances coloniales et chercha à détourner l'attention d'un problème propre à l'Angleterre par une motion de caractère général contre le colonialisme. Bealey, *art. cit.*, p. 48. Ce qu'il fit un mois plus tard à la première réunion du B.S.I., cf. *infra*, p. 48-49.

montré ce que valent les conventions humanitaires, lorsque la fureur du profit déchaîne le militarisme contre des populations incapables de lui résister. On assassine en Arménie [2]. On massacre aux Philippines [3].

Enfin, dans l'Afrique du Sud, le gouvernement Anglais viole les règles de la guerre, commet, ou laisse commettre des crimes qui auraient, depuis longtemps déjà, soulevé contre lui les autres gouvernements, si tous n'avaient pas, en des circonstances analogues, commis les mêmes crimes et encouru les mêmes responsabilités.

Depuis deux ans, pour briser la résistance des Boers, l'impérialisme Anglais n'a reculé devant aucun moyen : fermes brûlées, récoltes anéanties, pays transformé en désert, serment imposé aux populations en violation des usages de la guerre, bannissement perpétuel comminé [sic] contre les hommes qui n'ont commis d'autres forfaits que de défendre leur indépendance, tels sont les faits qui ont soulevé les protestations de la conscience universelle.

Mais, comme si ce n'était pas assez de poursuivre l'extermination des belligérants, on s'efforce de leur ôter l'espérance, de détruire, en son germe, l'avenir de leur race, en faisant ou en laissant mourir de faim, de froid, ou de maladie, leurs femmes et leurs enfants.

Ce fut un cri d'indignation dans le monde entier, lorsqu'en juin 1901, Miss Emily Hobhouse, déléguée du Distress fund for South African women and children, révéla les hontes et les misères des camps de concentration du Transvaal et de l'Orange [4].

Sous le coup de ces révélations, on put croire que les auteurs responsables de cette situation affreuse prendraient les mesures nécessaires pour y remédier; les rapports mensuels, délivrés au Parlement Anglais, sur la mortalité des camps de concentration, démontrent qu'il n'en est rien.

Les chiffres suivants établissent que, bien loin de diminuer, cette mortalité augmente, de mois en mois :

	Nombre total des concentrés (blancs)	Morts	Mortalité annuelle pour 1900
Juin	85 410	777	109
Juillet	93 940	1 412	180
Août	105 347	1 878	214
Septembre	109 418	2 411	264

Ainsi donc, tandis que le taux de mortalité annuelle, dans les villes anglaises, ne dépasse guère 15 à 17 par 1 000, elle atteint, dans les camps de concentration, 264 par 1 000!

[2] Cf. doc. N° 7.

[3] Cf. *La Petite République* (abr. *infra* : P.R.) du 3 octobre 1901 et jours suivants.

[4] Emily Hobhouse, pacifiste atterrée par les exactions en Afrique du Sud, prit, en septembre 1900, la décision de partir pour apporter son aide sur place. A cet effet, elle créa le South African Women and Children's distress fund, à caractère absolument non politique. Pour les détails de son action, voir son livre : *The Brunt of the War and where it Fell*, Londres, Methuen, 1902.

Pour les enfants, au nombre de trente-cinq mille, le taux de mortalité était, en septembre dernier, de 456 par 1 000!

Si cet état de choses persiste pendant un an, il en mourra vingt-trois mille! S'il se prolonge pendant deux ans et trois mois, tous ces petits malheureux seront morts!

Et, cependant, le gouvernement anglais a signé la Convention du 23 juillet 1899, qui proclame qu'en cas de guerre « l'homme et *les droits de la famille, la vie des individus...* doivent être respectés ».

Vainement prétend-on que la mortalité des camps de concentration, vingt fois supérieure à la moyenne, n'est que la conséquence naturelle et inévitable des maux engendrés par la guerre. Le Comité du corps consulaire de Prétoria vient de publier un rapport, qui met définitivement à néant ces allégations audacieuses.

Il attribue, en effet, le taux anormal de la mortalité aux conditions suivantes :

1) Difficultés, misères et privations auxquelles les familles Boers sont en butte, après avoir été chassées de leurs fermes. 2) Quantité insuffisante et qualité fréquemment mauvaise des articles d'alimentation qui leur sont distribués. Souvent, la nourriture donnée aux enfants est, à tous les points de vue, inadéquate à leurs besoins. 3) Chute considérable de la température pendant la nuit. 4) Protection insuffisante contre le froid, résultant de la vie sous la tente, pour la population saine et, surtout, pour les invalides. 5) Absence de vêtements et de couvertures. 6) Secours insuffisants aux invalides et état défectueux du service pharmaceutique. 7) Manque d'employés pour le service médical dans les camps.

C'est donc, sans contestation possible, à une criminelle négligence, ou à une criminelle préméditation, qu'il faut attribuer la mortalité épouvantable des camps de concentration.

En présence de pareils faits, la démocratie socialiste internationale ne peut rester inactive.

Elle doit apporter son concours aux compagnons de lutte qui défendent en Angleterre même la cause de l'humanité.

Elle doit mettre les gouvernements en demeure d'intervenir, pour sauver ce qui peut encore être sauvé des populations de la Sud-Afrique, ou pour les contraindre à déclarer, qu'en écartant les Républiques Boers de la Conférence de La Haye, ils ont lâchement consenti à les mettre au ban de la civilisation!

Elle doit, enfin, mettre en lumière, une fois de plus, les atrocités sans nombre qu'engendre fatalement la politique coloniale et impérialiste!

« *Les mandataires socialistes de tous les pays interpellent leurs gouvernements sur l'attitude qu'ils comptent prendre, en vue de mettre fin aux horreurs de la guerre Sud-Africaine et spécialement d'empêcher l'extermination par la famine et la misère des femmes et des enfants internés dans les camps de concentration.* »

Pour que cette manifestation ait un caractère de simultanéité internationale, qui la rende plus décisive, ces demandes d'interpellation seront faites, autant que possible, le même jour, et, en tous cas, à la date la plus rapprochée du mardi 26 novembre 1901.

Dans les pays où cette action parlementaire n'est pas possible, nous proposons qu'à la même date, les Partis socialistes organisent des réunions populaires, ayant à leur ordre du jour : « La guerre sud-africaine et les camps de concentration ».

Les délégués du Bureau Socialiste International :

Allemagne : I. AUER et P. SINGER  
 Angleterre : H. HYNDMAN et H. QUELCH (délégués provisoires)  
 Autriche : V. ADLER et F. SKARET  
 Belgique : É. ANSEELE et É. VANDERVELDE  
 Bulgarie : C. BOZWELIEFF et G. BRANEKOFF  
 Bohême : A. NEMEC et F. SOUKUP  
 Danemark : J. JENSEN et P. KNUDSEN  
 États-Unis : Max HAYES  
 France : J. JAURÈS et É. VAILLANT  
 Hollande : TROELSTRA et H. VAN KOL  
 Hongrie : Jacob WELTNER et E. GARAMI  
 Italie : Enrico FERRI et F. TURATI  
 Norvège : Olav KRINGEN et A. HAZELAND  
 Pologne : B. JEDRZEJOWSKI et C. WOJNAROWSKA  
 Russie : B. KRITCHEWSKY et G. PLEKHANOFF  
 République Argentine : A. CAMBIER et A. COSTA  
 Suisse : FÜRHOLZ  
 Suède : C. N. CARLSON et K. M. ZIESNITZ

VICTOR SERWY, *Secrétaire.*

## 10

### Compte rendu de la première réunion du B.S.I. [1]

Bruxelles, 30 décembre 1901.

#### *Ordre du jour.*

1. Constitution définitive du Bureau Socialiste International.
2. Rapport sur la situation financière et sur les travaux du secrétariat. Versement des cotisations.
3. Mise en application des décisions du Congrès de Paris.
4. Création d'un bulletin international.
5. Réunions ouvrières internationales en faveur de la paix.
6. Le Congrès socialiste international d'Amsterdam en 1903.
7. Politique impérialiste.

[1] Nous publions le texte du compte rendu paru dans *Le Peuple* du 31 décembre 1901, p. 1. Sur de nombreux points, les relations parues dans le *Vorwärts* et surtout les notes prises par Kautsky, qui fut avec Troelstra le secrétaire de la réunion, sont plus complètes. Les notes de Kautsky sont conservées dans ses archives, am IISG, Doc. G 3.

*Compte rendu.*

Le Bureau Socialiste International a tenu sa première séance lundi matin, à la Maison du Peuple de Bruxelles, sous la présidence du citoyen Émile Vandervelde.

Étaient présents : pour l'Angleterre, Hyndman et Quelch; pour la France, Vaillant et Gérault-Richard [1 bis]; pour l'Allemagne, Kautsky et Singer; pour la Hollande, Van Kol et Troelstra; pour la Pologne, Césarine [Wojnarowska]; Plekhanoff, Kritchevsky pour la Russie; pour les États-Unis, G. D. Herron; pour la Belgique, Anseele et Vandervelde; pour l'Argentine, Cambier; Secrétaire, Victor Serwy.

Avaient adhéré à la réunion, l'Italie, le Danemark, l'Autriche et l'Espagne.

L'Assemblée procède immédiatement à la désignation définitive des membres du Bureau.

Pour l'Angleterre, il est pris acte du désistement d'un des deux sièges occupés par la Social Democratic Federation en faveur de l'Independent Labour Party. Une réunion des deux fractions socialistes d'Angleterre sera convoquée à Londres par le Bureau dans le courant de janvier.

Pour les États-Unis, le Socialist Party sera représenté par Harriman et il sera fait appel au Socialist Labor Party pour le 2<sup>e</sup> siège.

Pour les autres nationalités, il n'y a aucune contestation.

En ce qui concerne les suppléants, le Bureau admet leur présence à ses réunions à titre provisoire, temporaire et exceptionnel.

Il est recommandé aux Partis de désigner pour chacun d'eux un correspondant ou deux, s'il existe deux fractions.

Ces correspondants peuvent être au besoin les délégués eux-mêmes.

*Adresse aux Socialistes suisses.*

Sur la proposition du Bureau exécutif, il est décidé d'envoyer une lettre de condoléances au Parti socialiste suisse en raison de la perte qu'il vient d'éprouver pour la mort de Fauque [2].

*Contre l'oppression des Polonais par la Prusse.*

Le Bureau vote ensuite à l'unanimité la motion suivante présentée par Kautsky et Singer et appuyée par Césarine [Wojnarowska] [3], Vaillant et les délégués russes.

« Le Bureau Socialiste International, réuni en conférence à Bruxelles, le 30 décembre 1901, exprime, au nom du prolétariat socialiste de tous les pays, sa plus énergique protestation, contre la politique de germani-

[1 bis] Gérault-Richard remplaçait Jaurès qui ne put assister à la réunion.

[2] Aloïs Fauquez, un des dirigeants du P.S. suisse, député, délégué au B.S.I.

[3] Dans le texte Wojdorowski.

sation de la Prusse en Pologne, qui n'hésite pas à recourir contre la population polonaise aux procédés les plus barbares, pour lui imposer par la force l'abandon de sa langue maternelle.

Le Bureau signale en même temps l'hypocrisie et la duplicité des classes dirigeantes, qui ne peuvent assez manifester leur indignation contre la barbarie anglaise au Transvaal, et qui, d'autre part, approuvent et encouragent la plus scandaleuse oppression politique de leur gouvernement contre les Polonais en Allemagne.

Le Bureau International engage la classe ouvrière polonaise à chercher protection contre l'oppression de sa culture nationale et intellectuelle, aussi bien que contre sa dépendance économique dans la Social-démocratie et à consacrer tous ses efforts au triomphe du socialisme, qui seul, lui apportera sa pleine liberté et l'égalité matérielle et intellectuelle [4]. »

Le Secrétaire expose ensuite la situation financière du Bureau.

Les cotisations reçues au 20 décembre s'élevaient à 3 555,74 Frs et les dépenses actuelles sont montées à environ 1 600 Frs.

Il fait ensuite rapport sur les travaux du secrétariat pendant l'année 1901.

Vingt-deux pays ont adhéré à l'Internationale : l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, l'Argentine, la Belgique, la Bohême, la Bulgarie, le Danemark, les États-Unis, l'Espagne, la France, la Hollande, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Pologne, la Russie, la Suède, la Suisse, la Serbie.

Il a publié au cours de cette année plusieurs manifestes : quatre au sujet des événements les plus importants ; un sur les troubles universitaires en Russie [5], un second d'ordre général à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai [6], un troisième à propos des événements d'Arménie [7], un quatrième contre les camps de concentration [8]. Il a suscité des interpellations parlementaires et des réunions publiques dans plusieurs pays [9].

La codification des résolutions des Congrès internationaux de Paris (1889), de Bruxelles (1891), de Zürich (1893), de Londres (1896), de Paris (1900), est prête à être publiée [10].

[4] Le texte de cette résolution fut rédigé par Rosa Luxemburg comme il en résulte de sa lettre à Jogiches-Tyszka du 3 janvier 1902. Cf. *Z Pola Walki*, 1964, N° 4, doc. N° 306.

Les tentatives de germanisation de la Pologne sous domination prussienne furent dénoncées vigoureusement par Rosa Luxemburg dans la brochure *W obronie narodowości* (Pour la défense de la nationalité), Posnan, 1900.

[5] Cf. doc. N° 3.

[6] Cf. doc. N° 4.

[7] Cf. doc. N° 7.

[8] Cf. doc. N° 9.

[9] La presse socialiste française, allemande et anglaise de l'époque fournit des renseignements sur l'écho suscité par ces premiers manifestes du Bureau.

[10] Paru sous le titre : *Les Congrès socialistes internationaux, Ordres du jour et résolutions*.

Un bulletin international paraît de temps à autre dans *Le Peuple* de Bruxelles; il relate les communications reçues par le Bureau sur le mouvement socialiste. Ce bulletin a eu jusqu'à ce jour 27 numéros [11]. Le Bureau est souvent consulté sur les questions ouvrières, sur la législation sociale, sur le mouvement ouvrier, etc.

Les archives du secrétariat se sont enrichies de la plupart des journaux socialistes du monde entier, des comptes rendus des Congrès socialistes internationaux, des brochures éditées par les Partis ouvriers, des publications des offices et des ministères du travail. Il rassemble en ce moment les données statistiques sur le mouvement ouvrier en Europe et aux États-Unis pendant ces vingt-cinq dernières années : organisations syndicales, politiques, élections, presse, et il prépare un volume sur le développement du socialisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle [12].

### *Méthode de travail.*

Les camarades Singer et Vaillant se félicitent des premiers résultats acquis par le Bureau International. Le premier estime que le secrétariat ne peut exiger que l'action se produise dans tous les pays par les mêmes moyens [13]; les interpellations parlementaires, les réunions et les manifestations publiques ne sont pas toujours possibles [14]; il ajoute que si certains Partis ne se conforment pas exactement aux résolutions du Bureau, il n'y a pas acte d'indiscipline; c'est une question de milieu et de circonstances. Le Bureau International doit être, à son avis, un centre de réception de renseignements et un indicateur pour les nationalités par les documents et les renseignements qu'il peut mettre à leur disposition.

Vaillant dit que le secrétariat a fait son travail et qu'il y a lieu de l'en féliciter. Il déclare que dans l'emploi des moyens, il faut laisser le choix à chaque pays [15]. Il demande que les questions de la crise industrielle et du chômage fassent l'objet des préoccupations du Bureau; il désire également que les questions sociales soient traitées par lui.

[11] Pour les détails cf. *La Deuxième Internationale*, p. 285.

[12] Ce projet ne fut pas réalisé.

[13] « Le camarade Singer approuva pleinement l'activité de nos camarades belges, mais il souhaite que le secrétariat international se contente plutôt de proposer des actions internationales là où la nécessité s'en fait sentir, et qu'il laisse aux pays le choix du mode d'action. » (*Vorwärts.*)

[14] Le *Vorwärts* fait état de cette précision de Singer : « En Autriche, le Conseil d'Empire n'a pas à débattre les questions de politique extérieure, en Allemagne, il est souvent plus efficace de traiter une question lors de la discussion du budget que de faire une interpellation que le gouvernement peut éluder... »

[15] « Vaillant soutint Singer et ajouta à ses objections concernant la technique parlementaire, des objections d'ordre politique qui, compte tenu des conditions différentes dans les différents pays, ne permettent une action internationale unifiée que dans certains cas à débattre sérieusement. » (*Vorwärts.*)

La réunion approuve le rapport financier et moral du camarade V. Serwy [16].

Elle décide la publication des résolutions des Congrès internationaux de 1889 à 1900, en brochure [17].

Elle prend la résolution de se réunir à nouveau en juillet, à Bruxelles [18].

La première séance est levée à 12 h 45.

### *La séance de l'après-midi.*

A l'ouverture de la deuxième séance, le Bureau procède à l'examen du point suivant : mise en application des décisions du Congrès de Paris [19].

Il est décidé de saisir les députations socialistes au Parlement de chaque pays des revendications des ouvriers des docks et des travailleurs maritimes et de les inviter à les traduire en projets de lois.

Singer fait remarquer qu'au Reichstag allemand la question est en discussion, mais qu'elle ne recevra de solution que d'ici quelque temps [20].

Incidentement, les camarades Serwy, Vandervelde et Troelstra font

[16] En fait, ni le compte rendu officiel, ni le *Vorwärts* ne font état du débat de principe que souleva le rapport d'activité du secrétariat. Comme il en ressort des notes prises par Kautsky, Singer était d'avis de limiter les initiatives politiques du secrétariat. Il déclara : « Le secrétariat ne doit pas diriger, mais informer », alors que Vaillant mettait en garde contre l'abstraction des actions internationales et demandait que l'accent soit placé sur la lutte concrète des partis nationaux, chaque pays « devant s'en prendre à son propre régime. » Ainsi, dans la guerre sud-africaine, c'est selon lui aux Anglais que revenait la responsabilité de l'action.

Vandervelde, soutenu par Serwy, fit remarquer que la situation du Bureau était délicate, l'action n'étant valable dans certains cas qu'internationalement. D'autre part, les désaccords qui se faisaient jour à l'intérieur des partis eux-mêmes rendait la tâche du Bureau encore plus compliquée.

L'intervention de Vandervelde fut rapportée comme suit dans le *Vorwärts* : « [il] signala la position délicate du Bureau qui pour les uns agit trop et pour les autres pas assez, mais n'intervient qu'avec l'accord des membres du Bureau des différents pays ».

Le délégué français Gérault-Richard présenta une résolution sur les règles de l'action internationale obligatoire pour les partis affiliés, en faisant remarquer qu'il ne s'agissait pas de sa part d'une critique de l'action du Bureau. Sa résolution fut rejetée, et Wojnarowska posa la question de savoir « s'il n'était pas dangereux pour les socialistes de faire de la politique extérieure ».

[17] Le *Vorwärts* rend également compte d'une autre décision : « On renonça à la fondation de grandes archives internationales, mais toutes les nations prirent l'engagement d'envoyer régulièrement au secrétariat les rapports des directions des Partis et des organes centraux. »

[18] « Un assez long débat s'engagea sur les réunions périodiques du Bureau, car les uns désiraient des réunions plus fréquentes alors que les délégués allemands se déclarèrent pour des réunions annuelles. Finalement on fixa la réunion suivante au mois de juillet et on lui confia le soin de fixer celle d'après. » (*Vorwärts*.)

[19] Il s'agit de décisions adoptées au 5<sup>e</sup> Congrès socialiste international de Paris, août 1900.

[20] Les notes prises par Kautsky sont plus détaillées. Il consigne une intervention de Vaillant sur l'action des socialistes français pour l'adoption de mesures de sécurité en faveur des marins.



remarquer qu'il serait utile que les députés socialistes transmettent au secrétariat les documents parlementaires relatifs à la législation ouvrière et sociale.

Au sujet du 1<sup>er</sup> Mai, le Bureau charge son secrétariat de lancer un manifeste.

Il désigne provisoirement, comme membre du Comité Socialiste Inter-parlementaire [21], Singer, pour l'Allemagne; Dejeante et Marius Devès, pour la France; Vandervelde, pour la Belgique; Van Kol, pour la Hollande; Keir Hardie, pour l'Angleterre; Andrea Costa, pour l'Italie; l'Autriche, la Suisse, le Danemark, la Bulgarie, la Hongrie, la Bohême seront invités à nommer leurs représentants à ce Comité, adjoint au Bureau.

### *Le prolétariat pour la paix.*

La question des réunions ouvrières internationales en faveur de la paix est momentanément retirée de l'ordre du jour par son auteur Éd. Vaillant, qui déclare qu'elle doit rester dans les préoccupations du secrétariat [22].

### *Le bulletin international.*

La création d'un bulletin international en français, en anglais, en allemand, en hollandais est décidée [23] : il sera demandé à *Die Neue Zeit* pour l'Allemagne, au *Mouvement Socialiste* pour la France, à *De Nieuwe Tijd* pour la Hollande, au *Social Demokrat* pour l'Angleterre, à *L'Avenir Social* pour la Belgique, etc., de l'insérer régulièrement. En attendant, *Le Peuple* continuera à publier ce bulletin [24].

Concernant les renseignements pratiques, il sera édité également une brochure spéciale donnant notamment la liste des organisations ouvrières, la liste des députés socialistes, etc. [25]

[21] A ce sujet le compte rendu paru dans la *P.R.* du 1<sup>er</sup> janvier 1902 est plus explicite : « Un comité interparlementaire sera formé des secrétaires des groupes ou fractions de groupe socialistes des Parlements. »

[22] En décembre 1900, au lendemain de la visite des délégués des Trade-Unions anglais aux syndicats et aux Partis socialistes français, auxquels ils apportaient les déclarations de fraternité et de solidarité pacifiques votées au Congrès de Hattersfield, Vaillant proposa au Comité exécutif d'étudier « s'il n'y aurait pas lieu d'organiser méthodiquement par le B.S.I. l'envoi des délégations... surtout des Partis socialistes dans les capitales de chaque pays pour des manifestations de cet ordre contre la guerre, pour la paix »; selon lui, « ce serait un des modes les plus utiles d'agitation socialiste et d'organisation internationale ». Lettre de Vaillant à Serwy du 25 décembre 1900, Archives du B.S.I.

[23] Selon un compte rendu dans la *P.R.* du 1<sup>er</sup> janvier 1902 : « Un appel sera adressé aux revues socialistes pour qu'elles accueillent les communications du secrétariat. Celui-ci est chargé de préparer la publication régulière d'un bulletin international. »

[24] Selon le *Vorwärts* : « En ce qui concerne les publications du Bureau, on décida de les publier dans les revues désignées par les directions des Partis des différents pays. Les informations urgentes doivent être publiées dans les quotidiens des Partis. L'expérience doit prouver si cela suffit ou si une publication du secrétariat international est nécessaire. »

[25] Cette brochure ne parut pas.

*Le prochain Congrès international.*

Le prochain Congrès international aura lieu à la mi-août, à Amsterdam [26]. Il portera le titre de Congrès socialiste international [27].

En janvier prochain, le secrétariat lancera une circulaire invitant les Partis ouvriers et les organisations socialistes à s'y faire représenter et leur demandera les questions qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour.

Quant aux conditions d'admission, il est entendu que celles votées à la Conférence de Bruxelles, admises ensuite à Paris en 1900, sont maintenues [28].

*La politique impérialiste [29].*

Au sujet de la politique impérialiste, la réunion se trouve unanime pour adopter les résolutions suivantes :

La première, présentée par Hyndman, est ainsi conçue :

« *Le Bureau Socialiste International appelle une fois de plus l'attention des ouvriers du monde, socialistes et non socialistes, sur la politique de l'impérialisme suivie par tous les pays d'Europe et par les États-Unis d'Amérique, en vue de servir les intérêts économiques de la classe capitaliste ;*

*Celle-ci, en dépit des hostilités qui animent parfois les nations les unes contre les autres, adopte, dans son ensemble, la même action pour maintenir sa domination universelle ;*

*Si l'Angleterre, dans l'Afrique du Sud, et les États-Unis, dans les Philippines, se sont montrés, dans ces derniers temps, plus particulièrement coupables, l'Europe tout entière, les États-Unis et le Japon ont commis en Chine une série d'injustices et de cruautés qui mettra une tache hideuse sur l'histoire de notre temps ;*

*Les terribles conséquences de l'exploitation capitaliste pour les peuples assujettis comme aux Indes britanniques (où 230 millions d'êtres humains ont été complètement ruinés par les exactions financières de l'Angleterre) comme l'Irlande, la Pologne, en Afrique et en Asie, entraînent chez les*

[26] On décida que Anseele et Troelstra représenteraient le Bureau International au sein de la commission d'organisation. Cf. *P.R.*, 1<sup>er</sup> janvier 1902.

[27] « Le camarade Vaillant proposa de le limiter exclusivement aux Partis socialistes, mais ne présenta pas de motion positive, car il voulait simplement stimuler la discussion à ce propos dans les différents pays. » (*Vorwärts.*) À ce sujet voir aussi les notes de Kautsky.

[28] Voir le texte de cette résolution, *infra*, p. 188.

[29] Sur ce point les minutes sont très laconiques. Pourtant selon le correspondant particulier de la *P.R.* qui rend compte de la réunion « une très intéressante discussion s'engage sur l'impérialisme où se fait jour l'opinion unanime... ». Les notes de Kautsky sont un peu plus explicites. En fait Hyndman fit une déclaration préalable dans laquelle il réaffirma sa position et sa critique contre le manifeste du B.S.I. (cf. Doc. N° 9). Il demanda que la condamnation ne soit pas limitée à la seule Angleterre mais qu'elle concerne l'impérialisme en général, l'Inde, Cuba et les Philippines étant victimes du même impérialisme. Un court débat suivit cette intervention au cours duquel Vaillant soutint la position de Hyndman.

peuples qui en sont victimes la dégradation morale avec l'appauvrissement économique ;

*Les classes dirigeantes se servent de l'impérialisme et du chauvinisme pour réparer les effets désastreux de la concurrence capitaliste et pour se protéger contre le pouvoir croissant du socialisme, à l'heure même où une crise dangereuse sévit sur la classe ouvrière de tous les pays ;*

*Le Bureau Socialiste International fait un appel chaleureux aux ouvriers du monde, afin qu'ils ne se laissent point jouer par les calculs des hommes d'État capitalistes et les mensonges de la presse bourgeoise et pour qu'ils se constituent de plus en plus fortement en partis de classe, unis internationalement pour l'abolition des privilèges de la bourgeoisie. »*

La deuxième résolution présentée par G. Plekhanoff et C. Wojnarowska et appuyée par B. Kritchewsky dit :

*« Le Bureau Socialiste International flétrit l'odieux despotisme russe qui s'est ensanglanté une fois de plus, le 7 mai 1901, en massacrant les ouvriers de l'usine d'Obouchoff, à Petersbourg, pendant une manifestation ayant un rapport étroit avec la fête internationale du Premier Mai, et en faisant ensuite condamner, fin septembre 1901, par sa justice servile, aux travaux forcés et à la prison, 29 victimes, choisies arbitrairement parmi les manifestants d'Obouchoff [30] ;*

*Il envoie son salut fraternel aux héroïques combattants ouvriers de Russie en les assurant des sympathies ardentes du socialisme international pour la lutte d'affranchissement qu'ils mènent contre le tsarisme, l'ennemi commun du socialisme et de la démocratie' ».*

La troisième, présentée par les délégués russes et appuyée par C. Wojnarowska, est ainsi conçue :

*« Le Bureau Socialiste International proteste à l'unanimité contre le gouvernement russe, qui dans un but de réaction, détruit la Constitution dont jouissait le peuple finlandais, et par une récente ordonnance du ministre de l'instruction, interdit presque complètement aux israélites russes l'entrée des hautes et moyennes écoles.*

*Le Bureau se croit d'autant plus obligé de combattre cette dernière mesure, dictée par des antisémites, que les ouvriers socialistes-démocrates israélites en Russie, par leur infatigable activité, ont déjà bien mérité du prolétariat international. »*

### *Les secours de passage.*

La réunion, examinant la question des secours de passage, charge le secrétariat d'inviter les Secrétaires de Partis ouvriers de toutes les

[30] Sur la grève de l'usine d'Obuhov, d'une très grande résonance en Russie, cf. D. Rjazanov, *Obuhovskoe delo. Materialy dlja prazdnovanija 1-ogo Maja v Rossii*, 3<sup>e</sup> éd., Petrograd, 1918 ; M. D. Rozanov, *Geroičeskaja « Obuhovskaja oborona »*, Leningrad, 1941.

nationalités à faire l'échange des cartes d'identité de membres du Parti au commencement de chaque année.

Après avoir reçu communication d'une lettre de Hongrie et d'une autre de la Ligue socialiste agraire russe sur le cas Paoli [31] le Président remercie les délégués d'être arrivés si nombreux à l'appel du secrétariat, se réjouit de l'excellente besogne faite et donne rendez-vous aux camarades de l'étranger pour le meeting public [32].

La séance se termine à 5 heures et demie.

L'accord le plus complet n'a cessé de régner pendant toute la durée des délibérations. Toutes les résolutions ont été prises à l'unanimité.

C'est de bon augure pour le prochain Congrès d'Amsterdam.

## 11

### Manifeste pour le 1<sup>er</sup> Mai 1902.

[Bruxelles, 25 avril 1902]

#### *Aux travailleurs de tous les pays !*

Dans la société actuelle qui se disloque et qui s'écroule, une voix seule peut désormais parler à l'humanité et être entendue par elle : c'est celle de la démocratie socialiste internationale.

Des événements considérables se produisent quotidiennement sur tous les points du globe et doivent être enregistrés par le Bureau International, à la veille du Premier Mai, afin de montrer aux travailleurs le chemin parcouru depuis un an et leur rappeler le but poursuivi.

Premier Mai! C'est le cri de révolte du prolétariat contre le régime social bourgeois!

[31] Le compte rendu publié dans la *P.R.* du 1<sup>er</sup> janvier 1902, fait par son « correspondant particulier » qui semble être Gérauld-Richard, relate cet épisode : « Communication est faite d'une déclaration de la Ligue socialiste agraire russe relative au cas de M. Paoli mis hors de son organisation pour les relations qu'il reconnaît avoir engagées avec la police dans un but révolutionnaire. » Cette déclaration fut transmise par B. Kričevskij en juillet 1901 au B.S.I. A la veille de la réunion du Bureau, Plekhanov informa également Vandervelde de cette affaire. Cf. Archives du B.S.I.

[32] La réunion du Bureau Socialiste International a été clôturée le soir par un meeting dans les locaux de la Maison du Peuple. Ont pris tour à tour la parole, Vandervelde, Singer, Vaillant, Quelch, Hyndman, Plekhanov, Troelstra et Kričevskij.

La motion suivante a été votée par l'assemblée :

« Le meeting international, réuni à la Maison du Peuple, constate que la crise industrielle qui sévit actuellement dans tous les pays d'Europe est la conséquence fatale de l'anarchie économique qui caractérise la production capitaliste.

Il exprime la conviction que les maux sans nombre qui résultent pour le prolétariat de cette anarchie économique ne prendront fin que par la socialisation des moyens de production et le triomphe du socialisme international. » (*Le Peuple*, 31 décembre 1901, p. 2.)

Premier Mai! C'est la protestation des travailleurs contre le despotisme russe qui traque la science, emprisonne la pensée libre, assassine les ouvriers en voie d'émancipation et asservit le peuple de Finlande.

Premier Mai! C'est l'expression du mépris populaire pour l'Église et les gouvernements européens qui laissent lâchement tuer les pauvres chrétiens d'Arménie.

Premier Mai! C'est encore la parole vengeresse du prolétariat mondial contre la guerre dans le Sud-Africain, contre la guerre infâme de vol, de rapt et d'assassinat menée par le capitalisme en Extrême-Orient.

Premier Mai! C'est le verbe d'indignation et d'opprobre jeté aux nations dites civilisées dans leurs expédients capitalistes : l'Angleterre dans l'Orange et le Transvaal, les États-Unis aux Philippines, l'Allemagne en Afrique, la Belgique au Congo, la France à Madagascar, la Russie en Mandchourie, la Hollande à Sumatra, l'Europe en Chine.

Premier Mai! C'est le cri de guerre du socialisme au militarisme.

Premier Mai! C'est la plainte douloureuse des chômeurs qui, par milliers, l'hiver dernier, ont vécu la faim.

Premier Mai! C'est enfin l'affirmation de la solidarité des salariés, quelles que soient leur race et leur nationalité, contre l'exploitation économique et contre l'asservissement moral par la classe capitaliste.

Premier Mai! C'est aussi la foi inébranlable du prolétariat en l'avenir meilleur. C'est pour la classe ouvrière l'expression de sa volonté de réaliser la journée de huit heures et de conquérir son droit à la vie. C'est encore pour elle l'affirmation de son idéal : s'emparer des moyens de production pour le bien-être général et la paix du monde.

Premier Mai! C'est enfin pour tous les travailleurs, l'expression synthétique de leurs revendications et de leurs aspirations.

La Révolution sociale s'annonce par la puissance croissante du capitalisme et parallèlement par la force qu'acquiert la conscience de classe du prolétariat.

En Angleterre, la démocratie socialiste mène une lutte admirable contre le jingoïsme [1]; d'autre part, la classe ouvrière s'engage peu à peu dans l'action politique contre la bourgeoisie.

Nos camarades d'Allemagne dirigent avec une vigueur sans exemple leurs coups contre la politique des agrariens qui, par des droits d'entrée sur le pain, et par un nouveau tarif douanier, tentent d'affamer le peuple [2].

En Belgique, en Autriche, en Suède, les Partis ouvriers se sont donné

[1] Le terme de « jingoïsme » désignait le mouvement chauvin anglais à l'époque de la guerre des Boers; cf. Bealey, *art. cit.*

[2] Au Congrès de la Social-démocratie allemande, qui se tint à Lübeck en 1901, Bebel fit un rapport sur la politique douanière et les accords commerciaux qui existaient à l'état de projet de loi. La fraction parlementaire socialiste vota contre cette loi et mena campagne contre ses conséquences néfastes. Cf. *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der S.P.D., abgehalten zu Lübeck vom 22. bis zum 28. September 1901*, p. 284-91.

pour devoir la conquête du suffrage universel; avec un courage et une opiniâtreté sans pareils, ils se sont lancés dans la bataille.

La journée de huit heures devient un des objectifs des grèves et les Parlements bourgeois, sous l'influence des travailleurs organisés ou des tractations parlementaires socialistes, ont légiféré dans ce sens en Autriche et en France.

L'organisation syndicale atteste des progrès marquants en France, en Allemagne, en Angleterre. Les conflits entre le capital et le travail apparaissent de plus en plus comme des manifestations grandioses de la lutte des classes, témoin les grèves des chauffeurs au Danemark, des diamantaires à Amsterdam, des ouvriers des chemins de fer en Italie, des travailleurs des ports de Marseille, de Gênes, des métallurgistes du Creusot, des prolétaires de Barcelone et de Trieste, etc. [4]

Les luttes électorales ont démontré la poussée grandissante du socialisme au Danemark, en Norvège, aux États-Unis, en Hollande, en Bulgarie, en Espagne [5].

L'aire d'action du socialisme s'étend aux deux hémisphères; il est entré au Japon, il se développe au Canada et dans l'Argentine. Non seulement sa surface d'action grandit, mais, spectacle réjouissant, le socialisme reste uni, et mieux, s'unifie, notamment en Suisse, en Allemagne, en Italie, en Hongrie et ailleurs.

Partout, c'est, pour le socialisme, la lutte sans trêve, sans repos, contre la société capitaliste : elle prend un aspect international et des proportions vraiment gigantesques.

Cette lutte sera encore marquée de nombreuses épreuves, avant que le but soit atteint; mais les travailleurs, conscients de leur destinée, unis dans une action commune, marchent à la victoire.

*Aux travailleurs !*

Manifestez, chômez le Premier Mai.

Vive le Premier Mai!

Vive la démocratie socialiste internationale!

Le Bureau exécutif Socialiste International :

Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,

Victor SERWY, *Secrétaire*.

[4] Sur les grèves en France en 1901, cf. *P.R.*, N° 9458, 8 mars 1902, p. 2. Une grève de plusieurs mois des ouvriers diamantaires d'Amsterdam eut lieu à la suite de l'exclusion d'un certain nombre d'ouvriers syndiqués, *ibid.*, N° 9462, 12 mars 1902, p. 1. A la suite d'une grève générale à Barcelone, des ouvriers avaient été emprisonnés. Sur l'intervention parlementaire en leur faveur à Madrid, cf. *ibid.*, N° 9463, 13 mars 1902, p. 2. Sur la grève des chauffeurs danois et l'action de solidarité des chauffeurs anglais, cf. *ibid.*, N° 9468, 18 mars 1902, p. 1. A Trieste, la loi martiale avait été proclamée, cf. *ibid.*, N° 9491, 10 avril 1902, p. 1.

[5] Le rapport du secrétariat du Parti socialiste hollandais, paru dans la *P.R.* du 11 mars 1902, signalait que « l'événement le plus important de cette période [avril à fin décembre 1901] a été les élections législatives... Le nombre des députés socialistes s'est accru de 4 à 7 ».

## 12

Manifeste contre les répressions sanglantes ordonnées  
par le gouvernement tsariste  
à l'occasion des mouvements du 1<sup>er</sup> Mai.

[Bruxelles, le 11 juin 1902]

*Aux Partis ouvriers socialistes de tous les pays* [1].

Il y a un an, le Socialisme international signalait à l'attention du monde les attentats perpétrés par le tzarisme, contre la science et contre le prolétariat russe.

Malgré les vives protestations de la classe ouvrière de toutes les nations, malgré les cris d'indignation de la presse européenne, qui se sont produits en cette circonstance, le despotisme continue à régner en maître en Russie.

On emprisonne, on supplicie, on tue en masse tous ceux qui, par l'organisation ou par la science, poursuivent un sort meilleur et veulent la libération de la classe ouvrière.

De récentes communications à la presse socialiste, concernant la répression sanglante du 1<sup>er</sup> Mai, en Russie, sont actuellement confirmées par des relations émanant des organisations ouvrières et d'autres adressées par nos camarades B. Kritchewsky et G. Plekhanoff, délégués russes au Bureau Socialiste International.

A Wilna, les cosaques et les agents de police dispersèrent les manifestants, tuèrent le porteur du drapeau rouge, firent prisonniers trente-sept travailleurs que le gouverneur von Wahl fit fouetter jusqu'à ce qu'ils perdissent conscience.

A Kieff, on déshabilla les jeunes étudiantes arrêtées à la suite des démonstrations et on leur fit subir les humiliations les plus révoltantes. On arrêta en masse les mères et on les força de renseigner la police et de trahir leurs propres enfants.

Dans le gouvernement de Poltava, les paysans révoltés ont été amenés dans les églises et, après la messe obligatoire, ils ont été fouettés jusqu'à ce qu'ils n'eussent plus connaissance.

Dans les prisons d'Ekaterinoslaw, les prisonniers politiques se laissent mourir de faim, plutôt que de subir plus longtemps les mauvais traitements de leurs gardiens.

Le « Comité d'Ekaterinoslaw du Parti ouvrier socialiste démocrate

[1] Ce manifeste, lancé à la demande des délégués russes, fut reproduit sous le titre « Les événements de Russie » dans de nombreux journaux et revues socialistes de l'époque.

de Russie » a signalé ces faits odieux à l'attention publique [2].

Une révolte de famine (refus de prendre la nourriture), a éclaté dans la prison de Bouterki, à Moscou, à la suite des traitements barbares infligés aux prisonniers politiques [3].

A Odessa, des manifestants ont été fouettés; les paysans de Kharkoff ont été suppliciés aussi atrocement que ceux de Poltawa.

Le « Bund » ou l'Union générale des ouvriers juifs de Lithuanie, de Pologne et de Russie, complète par une autre communication les atrocités tzaristes commises. Voici en quels termes :

« La manifestation du 1<sup>er</sup> Mai se passa à Wilna, comme d'habitude. La police et les cosaques frappèrent les manifestants dans la rue à coups de nagaïka, avec la férocité ordinaire. Le porteur du drapeau rouge fut maltraité le plus féroceement, au point que ses vêtements étaient lacérés et que son sang coulait à flots. Les quelques dizaines de manifestants arrêtés sur place furent frappés en route, puis au commissariat de police.

Mais toutes ces sauvageries n'étaient que le prélude des scènes sanglantes qui se déroulèrent le lendemain.

Déjà, avant la manifestation, sur l'ordre du gouverneur von Wahl, on avait préparé des faisceaux de verges, trempées dans de l'eau.

Le 2 mai, le supplice eut lieu dans l'écurie du commissariat, en présence d'une commission de bourreaux, composée du gouverneur von Wahl, du préfet de police Nasimoff, du médecin Michailoff, des commissaires de police Snitko et Kontchevsky, du brigadier Martynoff et des sergents de ville Cyboulsky et Miloucha. Les manifestants arrêtés furent appelés un à un.

Avec une ironie cynique, le gouverneur commence par souhaiter à chaque prisonnier la fête du 1<sup>er</sup> Mai. — Et voici une surprise pour vous, ajouta-t-il, en montrant les verges. — Quel âge avez-vous? — 40 ans. — Donnez-lui 40 coups. — Et vous? — 50 ans. — Donnez-lui 50 coups... Et ainsi de suite. Un prisonnier plus hardi, répondit qu'il avait un million d'années. On lui donna 100 coups et puis, comme il avait perdu connaissance, on le fit revenir à lui en lui versant de l'eau sur la tête, puis on le fit coucher à nouveau pour continuer le supplice...

Le médecin était là pour déterminer le nombre des coups que pouvait supporter le supplicié. Le gouverneur von Wahl veillait à ce que les coups fussent donnés vigoureusement : si le bourreau laissait tomber par hasard un coup quelque peu faible, le gouverneur déclarait que ce coup-là ne comptait pas.

[2] Le récit des conditions inhumaines d'incarcération qui ont amené les prisonniers politiques à faire la grève de la faim fut envoyé à l'*Iskra* par le comité d'Ekaterinoslav qui lança également un manifeste réclamant la libération des prisonniers politiques. *Iskra*, N° 20, 1<sup>er</sup> juin 1902, p. 4.

[3] Martov, dans un article intitulé « Tour d'horizon intérieur » commente le mouvement de grève de la faim dans les prisons et cite plus précisément celle des 600 incarcérés de la prison de Boutyrka. *Zarja*, N° 4, août 1902, p. 212.



On frappait jusqu'à ce que le supplicié perdît connaissance. S'il pouvait librement se mettre sur ses pieds, on recommençait. Et, pour aggraver la honte du supplice, on tendait au supplicié, après lui avoir fait reprendre connaissance, avec un sourire féroce, un carton sur lequel se trouvaient écrits ces mots : « Vive le 1<sup>er</sup> Mai ! » (Ces cartons avaient été distribués la veille de la manifestation par les soins du comité local de l'Union générale.)

Le porteur du drapeau rouge et un autre ouvrier ont été *fouettés à mort.* » [4]

Le Comité du « Bund », le Comité social-démocrate de Wilna du P. S. D. de Pologne et de Lithuanie, le Comité ouvrier de Wilna du Parti socialiste lithuanien, le groupe social-démocrate russe de Wilna ont lancé, en commun, à propos de ce supplice révoltant et ignominieux, une proclamation à 10 000 exemplaires en russe, en jargon juif et en polonais, où sont désignés les noms des bourreaux responsables et qui se termine par ces mots :

« La vengeance s'abattra sur chacun de vous et vos noms seront maudits à jamais ! »

La terreur blanche sévit en Russie de plus en plus féroce. Les épisodes de Wilna n'en sont malheureusement qu'un épisode plus particulièrement sauvage.

Le socialisme international, profondément indigné des atrocités qui se commettent quotidiennement sur les ouvriers russes, fait appel à l'opinion publique pour qu'elle stigmatise ces abominations.

Douloureusement ému, il adresse son salut de solidarité aux travailleurs russes qui, avec un héroïsme sans exemple, luttent pour leur émancipation politique et économique.

Il convie tous les Partis ouvriers socialistes à saisir la population des faits abominables qui frappent la classe ouvrière de Russie et à élever, sans retard, leurs protestations, — par les moyens qu'ils jugeront les plus propres à agir, contre le tzarisme qui, dans les harangues officielles, parle de paix et qui, dans la réalité, fait une guerre implacable au peuple qui demande son droit à la liberté et à l'existence.

Pour le Bureau exécutif Socialiste International :

*Le Secrétaire, V. SERWY.*

[4] La description des massacres de Wilna figure dans l'*Iskra*, N° 21 du 1<sup>er</sup> juin 1902, p. 4.

## 13

**Appel aux organisations ouvrières et socialistes  
pour aider le B.S.I. à réunir une documentation  
sur le mouvement socialiste dans le monde  
et à constituer des archives.**

Bruxelles, le 16 juillet 1902

Camarades,

Conformément aux décisions du Congrès de Paris (1900) le Bureau exécutif de l'Internationale Socialiste désire réunir les données principales sur l'organisation ouvrière et socialiste dans tous les pays, ainsi que tous les faits, statistiques et renseignements sur le mouvement socialiste dans le monde.

Ce travail est, à son avis, indispensable, pour répondre aux demandes de renseignements, qui lui parviennent de toutes parts, et aussi pour connaître la direction et la puissance de l'organisation des travailleurs.

Votre Bureau pense qu'il importe d'inspirer, de plus en plus, confiance à la classe ouvrière, dans l'*Association*, et à cette fin lui prouver par des chiffres, que cette vérité apparaît de mieux en mieux aux travailleurs de tous les pays.

Il croit aussi utile, de montrer par des statistiques d'ensemble, publiées régulièrement, le développement de notre presse, l'augmentation constante de nos adhérents, etc.

C'est pour ces diverses raisons qu'il fait appel aux secrétaires et aux militants des organisations ouvrières (syndicats, coopératives, bourses du travail, fédérations) et des Partis socialistes, pour qu'ils répondent aux demandes de renseignements formulées au cours des questionnaires et des tableaux ci-joints [1].

Avec l'intention de constituer les archives du mouvement ouvrier et socialiste, il prie toutes les organisations et tous les militants de lui adresser un exemplaire de tous les livres, brochures, documents, rapports, qu'ils ont publiés : ils constitueront le fonds de la Bibliothèque de l'Internationale, décidée par le Congrès de Paris (1900) [2].

Il est demandé à la presse socialiste de tous les pays de donner la plus large publicité au présent appel.

[1] Il semble que la plupart des Partis affiliés aient répondu à cette enquête. Toutefois nous n'avons pas retrouvé ces réponses dans les Archives du B.S.I. V. Serwy a publié certains renseignements fournis par cette enquête dans les bulletins internationaux parus dans *Le Peuple* et *L'Avenir Social*.

[2] Cette bibliothèque ne fut définitivement constituée qu'en 1905, et fut dispersée peu après la première guerre mondiale. Cf. le rapport de Friedrich Adler adressé en 1927 au Comité exécutif de l'I.O.S. sur les archives de la bibliothèque de l'Internationale, conservé dans les Archives de la II<sup>e</sup> Internationale, am IISG.

Les camarades chargés de répondre aux questionnaires ci-joints, sont priés de faire parvenir leurs réponses le plus tôt possible et dans tous les cas, avant le 15 octobre 1902.

*N. B.* — Deux dates ont été choisies, pour servir comme terme de comparaison, celle de 1889, époque des premiers Congrès internationaux de Paris et celle de 1901, date de notre dernier Congrès. D'autres dates pourront être adoptées par les Partis et les organisations, selon les données dont ils disposeront ou d'après la date de leur création.

Pour le secrétariat :

Victor SERWY, *Secrétaire.*

## 14

### Compte rendu de la deuxième réunion du B.S.I. [1]

Bruxelles, 29 décembre 1902.

#### *Séance du matin.*

Le Bureau International a tenu lundi 29 décembre, à la Maison du Peuple, sa séance annuelle [2].

La réunion est présidée par Émile Vandervelde, assisté d'Anseele et de Victor Serwy, secrétaire.

Les citoyens Jaurès et Bracke représentent la France; Van Kol et Troelstra les Pays-Bas; Adler l'Autriche; Singer l'Allemagne; Hyndman et Woods l'Angleterre; Gérault-Richard la République Argentine; B. Jedrzejowski et C. Wojnarowska la Pologne; É. Anseele et Émile Vandervelde la Belgique; B. Guinzbourg et B. Kritchewsky la Russie.

La séance est ouverte à 9 h 30.

#### *Les travaux du Bureau.*

Victor Serwy donne lecture du rapport que voici :

L'activité du secrétariat socialiste international n'a pu être aussi grande que nous l'aurions voulu :

1. Parce que nous n'avons point pu, en raison du manque de ressources, rétribuer quelqu'un se consacrant exclusivement à ce travail.
2. Parce que nous n'avons pu obtenir des Partis et des organisations

[1] Nous publions les minutes dactylographiées conservées dans les archives du B.S.I., qui sont identiques au compte rendu paru dans *Le Peuple* du 30 décembre 1902, p. 1.

[2] Initialement cette réunion fut fixée à juillet 1902. Mais le Comité exécutif du B.S.I. avertissait le 14 juin les délégués qu'il ne lui « paraissait point nécessaire de tenir cette séance » et proposa son ajournement au 27 décembre.

socialistes tous les renseignements sollicités à plusieurs reprises [3].

3. Parce que nous nous heurtions dans la pratique à des difficultés créées par la différence de langues, de tempéraments, parfois de conception.

4. Parce que nous avons à exécuter un programme considérable et dans lequel il a fallu nous orienter.

Quoi qu'il en soit, notre secrétariat a essayé de réaliser, dans la mesure du possible, les desiderata du Congrès socialiste international de Paris énumérés ci-après :

- a) De procurer les informations nécessaires ;
- b) De rédiger un code explicatif des résolutions prises aux Congrès antérieurs ;
- c) De distribuer les rapports sur le mouvement socialiste de chaque pays deux mois avant le Congrès nouveau ;
- d) D'établir un aperçu général des rapports sur les questions discutées au Congrès ;
- e) De publier de temps à autre des brochures et des manifestes sur les questions d'achat et d'intérêt général, ainsi que sur les réformes importantes, et des études sur les graves questions politiques et économiques ;
- f) De prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationale du prolétariat de tous les pays.

Le Comité socialiste international devra exiger des groupes socialistes parlementaires nationaux, l'organisation d'une commission spéciale interparlementaire pour faciliter une action commune sur les grandes questions politiques et économiques internationales. Cette commission sera adjointe au Comité socialiste international [4].

Le secrétariat international sera chargé de constituer les archives internationales du socialisme en centralisant les livres, documents, rapports qui concernent le mouvement ouvrier des différentes nations.

Sa première tâche a été de constituer le Bureau.

Vingt et une nations y sont représentées. Ce sont l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, l'Australie, l'Argentine, la Belgique, la Bohême, la Bulgarie, le Danemark, les États-Unis, l'Espagne, la France, la Hollande, l'Italie, la Hongrie, le Japon, la Norvège, la Pologne, la Russie, la Suède, la Suisse, la Serbie.

Au cours de l'année 1901, il a publié plusieurs manifestes au sujet des événements les plus importants : un sur les troubles universitaires en Russie [5], un second d'ordre général à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai [6], un

[3] Les quelques renseignements reçus furent publiés par V. Serwy dans *Le Peuple* et dans *L'Avenir Social*.

[4] Cette commission ne fut définitivement constituée qu'en 1904. Cf. *La Deuxième Internationale*, p. 341-42.

[5] Cf. doc. N° 3.

[6] Cf. doc. N° 4.

troisième à propos des événements d'Arménie [7], et un quatrième contre les camps de concentration, dans le Sud Africain [8]. Il a suscité des interpellations parlementaires sur ces diverses questions en France, en Belgique, en Angleterre, en Hollande, en Italie, en Hongrie, etc., et il a provoqué, à ce sujet, des réunions populaires dans plusieurs pays.

La codification des résolutions des Congrès socialistes internationaux de Paris 1889, de Bruxelles 1894, de Zürich 1895, de Londres 1896, de Paris 1900 a été publiée [9].

Un bulletin international a paru de temps à autre dans *Le Peuple* de Bruxelles; il a relaté les communications reçues par le Bureau sur le mouvement socialiste.

Il a été souvent consulté sur les questions ouvrières, sur la législation sociale, sur le mouvement socialiste, etc.

Les archives du secrétariat se sont enrichies de la plupart des journaux socialistes du monde entier, des comptes rendus des Congrès socialistes nationaux, des brochures éditées par les Partis ouvriers, des publications des offices et des ministères du travail [10].

Il a rassemblé les données statistiques sur le mouvement ouvrier en Europe et aux États-Unis pendant ces dernières années : organisations syndicales, politiques, élections, presse, etc., et il prépare un volume sur le développement du socialisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle [11].

Sa première réunion fut tenue à la Maison du Peuple de Bruxelles, le 30 décembre 1901.

Au cours de l'année 1902, votre secrétariat s'est évertué à réunir des renseignements et des documents sur le socialisme dans les différents pays.

Il compte, si ses ressources le lui permettent, publier, dans le courant de l'année prochaine (1903), un volume sur l'organisation socialiste et ouvrière en Europe, en Amérique et en Asie [12] qui, conçu sur le plan des questionnaires adressés il y a cinq mois, aux associations intéressées, donnerait [13] :

1. Un rapport d'ensemble sur le progrès du socialisme depuis le Congrès international de Paris en 1889;

2. La puissance du socialisme sous les formes politique, syndicale, coopérative, etc.;

3. Le développement de la presse et des institutions de propagande.

Ce volume essaiera de fournir par des faits et par la statistique la

[7] Cf. doc. N<sup>o</sup> 7.

[8] Cf. doc. N<sup>o</sup> 9.

[9] Cf. doc. N<sup>o</sup> 10, n. 10.

[10] A ce sujet, cf. doc. N<sup>o</sup> 19, n. 11.

[11] Cf. doc. N<sup>o</sup> 10, n. 12.

[12] Le projet fut réalisé en 1904. Cf. *La Deuxième Internationale*, p. 191, N<sup>o</sup> 153.

[13] *Idem*, p. 183, N<sup>o</sup> 138.

démonstration de l'accroissement et de la généralisation des idées socialistes.

Comme précédemment il s'est efforcé de répondre aux demandes d'informations multiples et variées : adresses de militants, d'organisations, habitations ouvrières, alcoolisme, élections, émigration, conditions de travail, grèves, législation, etc.

Il a réuni les programmes, statuts, comptes rendus des Congrès nationaux, de syndicats, de coopératives et de Partis. Il peut dès demain, publier la liste de tous les journaux et revues socialistes, les statuts et programmes des Partis, les revendications municipales des socialistes des différentes nationalités, la liste des organisations ouvrières dans plusieurs pays, celle des modifications dans les Parlements. Il a aussi recueilli la plupart des lois concernant les classes ouvrières.

Il a publié depuis un an dans *L'Avenir Social*, la revue du Parti ouvrier belge, un aperçu très documenté du mouvement ouvrier et socialiste dans le monde : grèves, élections, congrès, presse, organisations, législation ouvrière, colonisation, conditions de travail, etc. [14]

Il reçoit actuellement les journaux socialistes quotidiens de plusieurs pays, de nombreux périodiques, une vingtaine de revues, les bulletins des organisations centralisées des syndicats, etc.

Il est parvenu à obtenir un très grand nombre de brochures de propagande, de gravures, calendriers, almanachs, etc., publiés par nos amis d'Angleterre, de France, de Belgique, de Hollande, de Suède, de Russie, d'Italie, de Bulgarie, de Bohême, de Hongrie.

Son appel auprès des éditeurs, pour la formation de la bibliothèque socialiste internationale, n'a guère eu de succès. Il se propose d'adresser le même appel aux écrivains et espère obtenir de meilleurs résultats.

Conformément à la décision prise par le Congrès de 1900, il a tâché de faire obtenir, par l'intermédiaire des mandataires socialistes aux Parlements, les revendications des travailleurs de la mer. Jusqu'à ce jour, les résultats de son intervention lui sont encore inconnus.

Le secrétariat n'est pas resté indifférent aux événements importants de l'année et il a lancé en mars, à la demande de l'un des représentants russes au Bureau, une protestation contre l'asservissement de la Finlande à la Russie; à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, il a flétri la politique de conquête et de vol poursuivie, sous les instigations du capitalisme, par les États d'Europe et par les États-Unis en Extrême-Orient, en Afrique, à Cuba et aux Philippines [15].

A la demande du camarade Hyndman, il a eu l'occasion, préalablement à cette réunion, de consulter les délégués sur la politique internationale. Cette question sera l'objet de discussion de la présente assem-

[14] Une rubrique intitulée « le mouvement ouvrier international », signée par V. Serwy.

[15] Cf. doc. N° 11.

blée. Il n'est pas nécessaire d'attirer l'attention sur la rapidité avec laquelle le capitalisme grandit sur tous les points du globe, le militarisme se généralise et se développe et la lutte des classes s'affirme partout. L'épanouissement complet des trusts aux États-Unis, leur extension à la vieille Europe, la guerre des tarifs, l'accroissement de la marine militaire, la prise de possession de l'Extrême-Orient, de l'Afrique par les nations civilisées, la lutte prochaine entre l'Amérique et l'Europe, le chômage jetant des milliers de travailleurs sur le pavé, la misère croissante, sont autant de phénomènes qui sollicitent naturellement l'attention des Partis socialistes et la nôtre aussi.

Mais sa préoccupation essentielle a été l'organisation méthodique et sérieuse du Congrès socialiste international de l'année prochaine.

Après une visite aux camarades de Hollande, votre secrétariat peut vous assurer que l'organisation matérielle de ce Congrès satisfera tous nos amis. Un appel en trois langues pour la formation de l'ordre du jour a été lancé par notre circulaire du 30 novembre [16]. Celle-ci sera aussi envoyée en allemand et anglais.

La question de percevoir une cotisation de 10 Frs de participation par association au Congrès d'Amsterdam a été presque unanimement acceptée par les nationalités consultées.

Nous avons rappelé aux Partis qu'ils avaient à nous fournir avant le 1<sup>er</sup> avril prochain, un rapport sur le mouvement socialiste dans leurs pays respectifs.

Nous avons donc tout lieu de croire que le Congrès est en bonne voie.

Il nous reste un travail énorme, difficile et délicat, que nous nous efforcerons d'accomplir avec tout le dévouement, l'esprit pratique, la science possible. Pour le mener à bien, le concours de toutes les organisations est indispensable; il nous faut, et des ressources certaines et régulières, et une collaboration rapide, fréquente de tous les pays. Œuvre de longue haleine, œuvre de patience, oui, parce qu'œuvre d'avenir.

Au succès de cette œuvre, nous demandons à toutes les intelligences, à tous les militants du monde socialiste de contribuer!

*Le Secrétaire, V. SERWY.*

HYNDMAN critique le manifeste du Comité exécutif du Bureau relatif aux événements d'Arménie, manifeste qui n'avait pas été préalablement soumis aux délégués de chaque pays.

V. SERWY conteste ce dernier point. Le texte du manifeste a été soumis aux délégués de chaque pays. Il ne faisait, du reste, que reproduire une résolution du Congrès international de Paris.

Il est entendu qu'aucun manifeste ne pourra être lancé sans avoir reçu l'approbation des délégués au Bureau Socialiste International.

[16] Cf. *La Deuxième Internationale*, p. 183, N° 137.

*Le Congrès d'Amsterdam.*

SINGER déclare que le Congrès de Paris a décidé que le prochain Congrès aura lieu à Amsterdam. Si cette décision est maintenue, la Social-démocratie est prête à y envoyer des délégués. Seulement Singer prie le Bureau d'examiner la question de savoir si le Congrès ne pourrait être retardé jusqu'en 1904.

En Allemagne il y aura l'année prochaine au mois de juin d'importantes élections pour le Reichstag, puis des élections communales en Prusse, et enfin des élections au Landtag. Au surplus, il n'y a pas en ce moment de question de brûlante actualité, dont la solution ne puisse pas être ajournée à un an. La situation générale de l'Europe n'exige pas la convocation d'un Congrès international en 1903.

WOODS approuve la proposition de Singer. En 1904, la participation des Anglais sera beaucoup plus importante. D'ici-là, il est probable qu'il se produira un revirement des Trades-Unions en faveur du socialisme.

JAURÈS ne voit pas d'inconvénient à reculer la date du Congrès. Il faut seulement demander aux socialistes hollandais si des dépenses importantes n'ont pas été faites en vue du Congrès de 1903.

TROELSTRA demande si le Bureau, organe exécutif, peut modifier une décision d'un Congrès. Pour le fond il estime que le Congrès aurait plus d'importance s'il avait lieu en 1904. En Hollande également il y a un revirement de la part des syndicats ouvriers, qui tendent à se rapprocher de la Social-démocratie.

ADLER pense que le Congrès international de Paris a délégué ses pouvoirs au Bureau. La fréquence des Congrès est moins nécessaire qu'autrefois, alors qu'il n'y avait pas d'autres liens entre les Partis socialistes.

ANSEELE insiste sur la nécessité, pour éviter les critiques, de réunir l'unanimité du Bureau sur la proposition de Singer. Les Congrès sont plus de grandes démonstrations internationales que des discussions de doctrines. Or, en 1904, la démonstration sera plus importante qu'en 1903, il faut donc ajourner le Congrès d'Amsterdam.

SINGER parle dans le même sens. Il ne s'agit pas de se prononcer par un vote, mais d'arriver à un accord.

TROELSTRA demande que le Bureau ne prenne qu'une résolution provisoire, que les délégués s'efforcent de faire ratifier par les Partis qu'ils représentent.

KRITCHEWSKY dit que pour les démocrates socialistes russes, il serait utile de renvoyer le Congrès à 1904.



La citoyenne WOJNAROWSKA, pour la Pologne, fait une déclaration semblable.

SERWY propose, pour couvrir les frais des Congrès internationaux, d'imposer à chaque adhérent au Congrès une cotisation de 10 Frs.

GÉRAULT-RICHARD demande de faire appel à la générosité des organisations nationales.

JAURÈS estime que ce ne sont pas les délégués qui doivent être taxés d'une contribution de 10 Frs, mais les groupes.

SINGER pense que ce sont les Partis des pays où se tiennent les Congrès qui doivent être chargés de l'organisation de ceux-ci avec intervention financière du Bureau International.

Le Bureau vote un crédit de 8 000 Frs aux socialistes hollandais pour l'organisation du Congrès d'Amsterdam. Chaque délégué au Congrès sera frappé d'une contribution de 10 Frs.

JAURÈS propose l'ordre du jour suivant, au sujet de l'ajournement du Congrès d'Amsterdam :

« *Considérant qu'il résulte des explications échangées entre les délégués au Bureau International sur les conditions du mouvement socialiste dans les différents pays qu'il y aurait intérêt pour le socialisme international à remettre à l'année 1904 le Congrès d'Amsterdam, cette résolution sera soumise aux organisations socialistes des divers pays, qui devront envoyer leurs réponses dans le délai d'un mois.* »

#### *Séance de l'après-midi.*

La séance est reprise à 2 h 30.

La discussion s'ouvre sur une proposition du citoyen Hyndman tendant à réunir le Bureau International une fois par trimestre, afin de rendre plus active l'intervention du prolétariat organisé dans la politique internationale.

Adler, Singer, Troelstra et plusieurs autres délégués font à cette proposition des objections d'ordre pratique.

D'autre part, ils estiment que le Bureau doit avoir moins un rôle de direction dans la politique internationale que de coordination des efforts réalisés sur ce terrain par chaque nationalité.

Tout en reconnaissant les difficultés d'ordre pratique qu'on oppose à la proposition de Hyndman, Anseele, Jaurès, Van Kol, Kritchewsky et d'autres pensent qu'il est indispensable que la démocratie socialiste ne se borne pas à des résolutions ne contenant que des généralités vagues, mais se prépare par une étude de plus en plus approfondie

des questions de politique étrangère à une intervention pratique et efficace du prolétariat dans les affaires internationales [17].

Une longue et intéressante discussion s'engage sur l'attitude que doit prendre la Social-démocratie dans les questions actuellement à l'ordre du jour dans les divers Parlements des pays d'Europe et notamment les rapports entre l'Allemagne et l'Angleterre, le rôle de la Cour d'arbitrage de La Haye, la politique russe, etc.

Cette discussion s'est terminée par le vote de l'ordre du jour suivant présenté par Jaurès :

*« Le Bureau International reconnaît qu'il est nécessaire que les questions de politique internationale soient étudiées plus exactement et plus assidûment par les Partis socialistes de tous les pays et par le Bureau International lui-même ;*

*Il déclare qu'il y aurait grand intérêt à ce que, au prochain Congrès d'Amsterdam, les Partis socialistes de tous les pays présentent des rapports sur la situation internationale, sur les préjugés populaires ou les combinaisons gouvernementales qui peuvent compromettre la paix, et sur les meilleurs moyens de résoudre les antagonismes et de prévenir les conflits de peuple à peuple. »*

L'ordre du jour est voté à l'unanimité.

La proposition d'Hyndman (séance trimestrielle du Bureau) n'est pas adoptée.

La résolution de tenir deux séances par an est maintenue.

La prochaine réunion du Bureau aura lieu dans les premiers jours d'août 1903.

La conférence s'est séparée à 6 h 30 [18].

[17] Deux jours avant cette réunion, le 27 décembre 1902, sous le titre « Le Congrès international », Jaurès publia un article dans *La Petite République* où nous trouvons exposées les idées directrices de sa future intervention à la réunion du B.S.I. Après avoir rappelé que l'objet principal de la réunion du B.S.I. était de préparer le futur Congrès, Jaurès écrivait : « J'ai reçu mandat du comité Inter-fédéral du Parti socialiste français de demander que l'ordre du jour du Congrès ne soit pas surchargé de questions innombrables. Déjà la multiplicité des langues, l'obligation de traduire chaque discours, alourdit singulièrement la marche du Congrès international. S'ils ont en outre, à se prononcer sur 20 ou 30 questions, ou bien c'est le chaos, ou bien les diverses commissions saisies se bornent à un rapport sommaire et vague qui ne précise rien et ne résoud rien. » Jaurès considérait qu'il « y aurait un grand danger à faire persister cette méthode de discussions » : pour que les débats soient sérieux et efficaces, il ne fallait pas inscrire à l'ordre du jour plus de deux questions et c'est précisément le rôle du B.S.I. d'agir dans cet esprit et de choisir le sujet qu'il considère comme le plus important.

[18] Après la réunion du B.S.I. « une réunion intime » des délégués du B.S.I. et des militants du Parti ouvrier belge eut lieu le soir à la Maison du Peuple : prirent la parole à cette occasion : Vandervelde, Jaurès, Singer, Troelstra, Adler, Woods, Bracke et Kričevskij. Le résumé de leurs discours fut publié dans *Le Peuple* du 31 décembre 1902. Tous, à l'exception de Vandervelde et de Troelstra, parlèrent de l'action du Parti socialiste de leur pays face aux problèmes nationaux. Cf. aussi *Vorwärts*, 1<sup>er</sup> janvier 1903.

## 15

**Circulaire communiquant les réponses des Partis socialistes  
sur les questions suivantes :  
intervention du B.S.I. dans les événements de Macédoine  
et lutte contre le militarisme.**

Bruxelles, le 26 mars 1903

Cher Camarade,

Le secrétariat socialiste international a eu l'occasion de consulter les Partis ouvriers d'Europe et d'Amérique sur la question de la Macédoine et sur celle du militarisme, à la suite de plusieurs demandes d'intervention [1] et aussi après l'article d'Alessandro Schiavi paru dans *Le Mouvement Socialiste* proposant aux socialistes une action commune dans le but d'arriver à une réduction des contingents et de la durée du service militaire [2].

Voici les réponses reçues sur la première question : Le Bureau Socialiste International a-t-il à intervenir dans les événements de la Macédoine? Dans l'affirmative, dans quel sens?

*La Serbie* répond : La triste situation faite à la population en Turquie a été largement discutée par la presse européenne, sans avoir été cependant examinée avec une connaissance suffisante. Cette question est, pour plusieurs raisons, de celles qui préoccupent le plus la démocratie sociale des Balkans, de même qu'elle constitue un point très important pour la démocratie sociale de l'Europe occidentale, en raison des principes de la démocratie sociale qui reconnaissent aux peuples le droit à l'autonomie nationale. Les démocrates sociaux de Serbie estiment qu'il serait nécessaire et même avantageux que le Bureau intervienne en faveur d'une autonomie complète de la Macédoine et de l'Arménie, et, éventuellement, des autres provinces de la Péninsule Balkanique, qui ont le malheur de languir sous le joug turc.

Les mêmes motifs qui ont dicté l'attitude de la démocratie sociale dans son opposition à l'envahissement du Transvaal par la Grande-

[1] En août 1902, H. W. Lee signala au secrétariat du B.S.I. que la situation dans la Péninsule balkanique, de même qu'en Chine et au Japon, devait retenir l'attention du B.S.I. et suggéra de lancer un manifeste ou de voter une résolution. Cette lettre est restée sans réponse. Lee reposa la question en octobre 1902 et souligna que « les récents événements dans la Péninsule balkanique ont démontré que la situation est digne de retenir l'attention des socialistes ». Lettre de Lee à Serwy, 18 octobre 1902, mi BIF (photocopie).

[2] Il s'agit de l'article de A. Schiavi, « Le militarisme et les socialistes italiens » (*M.S.*, N° 113, 1<sup>er</sup> février 1903, p. 221 et suiv.), où nous lisons : « Mais pour cette action simultanée, il faudrait l'œuvre du Bureau Socialiste International qui, malgré les sollicitations d'Hyndman et de l'*Avanti*, est resté inerte et muet. »

Bretagne sont également valables, à plus forte raison dans le cas qui nous préoccupe. Nous sommes d'avis que la passivité dans le cas présent constitue une grave faute.

Cependant, si le Bureau est d'avis qu'en raison d'une conflagration éventuelle il était plus avantageux de ne réclamer que les réformes, il faudrait alors intervenir pour des réformes plus radicales que celles proposées par la Russie et l'Autriche-Hongrie, et, ce qui est essentiel, de veiller à leur application sous le contrôle des grandes puissances. Dans ce cas, nous proposons de vous faire connaître les réformes les plus indispensables à préconiser.

Afin d'éviter tout malentendu éventuel, nous nous faisons un devoir de prier le Bureau de s'abstenir de toute évaluation de nationalités en Macédoine. Il n'y a pas dans ce pays que des Bulgares; la population macédonienne est un mélange de nationalités : Bulgare, Grecque, Serbe, Zinzares, Juifs, etc.

*Allemagne* : En faveur des Macédoniens, Bernstein a l'intention de faire un discours au Reichstag [3]. Si le Bureau prend une résolution contre l'absolutisme sultanique, nous en sommes parfaitement d'accord. Mais il est nécessaire que la démocratie ait l'œil ouvert sur l'absolutisme russe.

*Angleterre* (Social Democratic Federation) : Est contre l'intervention du Bureau [4].

*Espagne* : Est pour l'intervention du Bureau en faveur des opprimés d'Arménie et de Macédoine.

[3] Au cours de la séance du 20 mars 1903 au Reichstag, Bernstein fit un discours au sujet de la question d'Orient. A la même époque, de Pressensé posa la question macédonienne devant la Chambre des Députés, tandis que le député radical, le savant écossais James Bryce, interpellait à ce sujet le gouvernement britannique. Ces trois discours furent reproduits dans *A.S.*, N° 4, 1903, p. 140-47.

Dans un article publié dans le *Vorwärts* du 3 mars 1903, Bernstein exposa la position de la Social-démocratie allemande sur la question macédonienne. « La Social-démocratie qui inscrit sur son emblème l'autonomie des peuples ne saurait renoncer à envoyer l'expression de sa sympathie à un mouvement qui se produit sous cette bannière. Mais avec de simples déclarations de sympathie, on ne peut faire grand-chose, le sort des Boers nous l'a montré. Le Comité macédonno-bulgare doit naturellement savoir lui-même de quels moyens de lutte il dispose et s'il pourra avoir raison de la Turquie... Si les pouvoirs réactionnaires ont intérêt à maintenir le *statu quo* politique, avec toutes ses difficultés pour les populations mêlées et avec ses incertitudes pour la paix européenne, cet intérêt n'existe pas pour la Social-démocratie... Entre-temps, la Social-démocratie des grands pays peut faire en sorte que, chaque fois que la question sera soulevée, d'une manière ou d'une autre, le gouvernement prenne des mesures efficaces en faveur de l'autonomie des peuples et mette fin au système actuel, injuste et cruel, d'arrestations et de meurtres. »

[4] La réponse de la S.D.F. fut faite par H. Quelch : « In reply to your enquiry, I do not think the Macedonian question is one which calls for the intervention of the International Socialist Bureau. We have there simply to choose between two despotisms of Russia and Turkey, and the former in my opinion is the worse. »

As to the question of militarism; while we should oppose militarism, it is necessary to avoid appearing to support the bourgeois movement for 'disarmament', pure exemple which is impossible at the present stage of social development. Therefore do not support any special manifestations or demonstrations in this connection. »  
Lettre de Quelch au B.S.I. du 27 février 1903, Archives du B.S.I. (photocopie, mi BIF).

*France (U.S.R.)* : Quant aux affaires de Macédoine et d'Arménie, nous sommes autant que vous inquiets de tout ce qui menace la paix internationale, mais la mesure d'intervention dans cet ordre de questions, doit, croyons-nous, être laissée à l'appréciation du Parti socialiste de chaque pays, et n'appelle pas l'intervention du Bureau International [5].

*Hollande* : Nous croyons qu'il n'y a pas lieu d'intervenir dans la question macédonienne. Les récits des atrocités turques en Macédoine sont fort exagérées, et il y a là-dessous une intrigue des grandes puissances. Ce qui rendrait douteux de quel côté nous devrions agir, et rendrait imprudent tout manifeste.

*Italie* : Quant à l'Arménie, en Italie cette affaire n'a pas d'écho.

*Serbie* : Nous pouvons vous assurer que le crime règne dans la Macédoine et l'Ancienne Serbie, et qu'on extermine les habitants non-turcs. Le Parti socialiste est obligé de faire entendre sa voix en faveur des victimes. Le Bureau doit demander l'autonomie complète pour ces pays, les droits d'existence et de développement à tous les groupements nationaux. Le manifeste doit paraître le plus tôt possible, car il n'y a pas un instant à perdre.

*Pologne* : L'une des fractions socialistes polonaises déclare être contre l'intervention du Bureau dans la question macédonienne. Il y a là-

[5] Voici le texte intégral de la réponse que Vaillant fit au nom de l'U.S.R. : « En une interrogation semblable relative à l'action internationale anti-militariste je vous ai déjà antérieurement répondu et vous ai rappelé qu'après un échange de correspondance à cet effet des propositions de loi (il y a 8 ans) avaient été simultanément déposées à la Chambre Française, au Reichstag et je crois aussi à la Chambre Italienne pour la transformation de l'armée permanente en milices nationales. Je vous ai dit aussi pourquoi nous avons préféré cette proposition à celle du désarmement sans pour cela l'exclure. Ces propositions reprises depuis sont toujours soumises à ces divers Parlements et en France nous aurons occasion de les reprendre à propos de la loi de deux ans actuellement en discussion au Sénat et qui sera bientôt renvoyée à la Chambre. La question anti-militariste comme toute question intimement liée à l'activité socialiste est et doit être autant que possible aussi bien internationalement que nationalement traitée et est un des objets dont la coordination internationale peut et doit rendre utile l'intervention du Bureau Socialiste International. Mais elle est déjà posée dans ces conditions comme je viens de vous les rappeler et pour un effort nouveau qui serait plus et autre que la continuation de l'ancien il faudrait non pas seulement un échange de lettres mais une délibération qui pourrait être mise à l'ordre du jour de la prochaine conférence du Bureau International à Bruxelles.

C'est d'ailleurs ainsi que dans l'avant-dernière conférence on avait tracé la direction et les limites de l'intervention du Bureau International en l'invitant à s'occuper plus spécialement des questions d'ordre directement socialiste.

C'est ainsi que se trouve par avance dictée notre réponse à votre interrogation relative aux affaires de Macédoine et d'Arménie. Nous sommes autant que vous inquiets de tout ce qui menace la paix internationale et nous ne réprouvons pas moins les attentats et crimes commis. Plus d'un de mes amis en a donné le témoignage public et parlementaire. Mais la mesure de l'intervention dans cet ordre de question qui n'est pas relié directement à l'activité socialiste et concerne à des titres divers tous les Partis, doit, croyons-nous, être laissé à l'appréciation du Parti socialiste de chaque pays qui doit rendre libre de la déterminer et n'appelle pas l'intervention du Bureau International. » Lettre de Vaillant à Serwy du 21 février 1903, Archives du B.S.I.

dessous des divergences considérables d'opinion dans notre Parti international. La question est bien compliquée.

*Hongrie* : La question de la Macédoine nous touche de plus près parce que chez nous tous les réservistes (soldats) ont reçu l'ordre de rejoindre, en cas de nécessité, en vingt-quatre heures leurs régiments pour accomplir du service effectif. La Social-démocratie de ce pays protestera sûrement contre cette mobilisation.

*Angleterre* (I.L.P.) [6] : A propos de l'Arménie et de la Macédoine, à moins que l'intervention ne puisse être efficace, plus de mal que de bien pourrait en résulter.

La seule proposition qui pourrait avoir notre assentiment, c'est que les députés socialistes dans les divers Parlements saisissent chaque occasion de provoquer les intentions à ce sujet de leur gouvernement.

L'autre question relative à l'action socialiste contre le militarisme a reçu les réponses que voici :

En *Allemagne*, des actions extraordinaires contre le militarisme n'ont pas eu lieu. Comme toujours nos camarades ont combattu dans le Reichstag le budget militaire avec grande vigueur et ont voté contre ce budget. D'ailleurs, la fête du 1<sup>er</sup> Mai en Allemagne est toujours une grande démonstration en faveur de la paix.

Une campagne exclusive n'a pas été menée en *Espagne* contre le militarisme. Les socialistes espagnols considèrent cette lutte comme un des aspects de la guerre contre le capitalisme. Nous sommes d'avis que le Bureau devrait tenir compte de la proposition de Schiavi.

En *France*, des propositions de loi (il y a 8 ans) avaient été déposées à la Chambre pour la transformation de l'armée permanente en milices nationales. Ces propositions reprises depuis sont toujours soumises au Parlement, et nos compagnons auront l'occasion de les reprendre à propos de la loi de deux ans, actuellement en discussion au Sénat et qui sera bientôt renvoyée à la Chambre.

Le Parlement *italien* vient de repousser par 269 voix contre 64 une motion déposée par les socialistes pour réduire les budgets militaires. Le Parti socialiste qui, en octobre et novembre derniers, a organisé plusieurs meetings contre les dépenses improductives du militarisme, va reprendre l'agitation. Il y a un Comité central, composé des citoyens : E. Ferri, S. Drago et R. Soldi, chargé de réorganiser le mouvement. En ce moment, ce Comité est en activité.

En *Serbie*, les journaux et les groupes du Parti mènent une campagne contre le militarisme, qui est particulièrement onéreux pour un petit pays. Le Bureau, par l'intermédiaire des groupes socialistes parlementaires dans tous les pays, doit entreprendre une action simultanée et vigoureuse pour la réduction des dépenses improductives du militarisme.

[6] Ce fut Keir Hardie qui répondit au nom du I.L.P. La photocopie de sa lettre se trouve à mi BIF.

Quant au Parti socialiste *polonais*, à l'occasion de chaque budget gouvernemental, nos compagnons protestent contre le militarisme, au sein des Parlements, et aussi par d'autres moyens, entre autres on peut citer les nombreux discours de Daszynski au Parlement d'Autriche, de nombreux meetings antimilitaristes dans la Pologne autrichienne, aussi des articles dans tous les journaux polonais, une brochure spéciale, répandue dans les trois parties de la Pologne, deux manifestes aux conscrits, publiés l'année dernière par la presse clandestine de Varsovie, etc. Il ne croit pas nécessaire une action simultanée du Bureau dans le sens de la demande de Schiavi.

Dans la *République Argentine*, la campagne antimilitariste a été menée avec beaucoup de vigueur par le Parti socialiste. De nombreux manifestes ont été publiés par les soins du Comité exécutif. Le dernier Congrès qui s'est tenu à La Plata, a décidé que tous les ans une grande manifestation antimilitariste serait organisée par le Parti socialiste. L'année dernière, durant le conflit avec le Chili, les socialistes argentins organisèrent de nombreux meetings sur les places publiques pour protester contre les préparatifs de guerre et c'est, en partie, grâce à la pression qu'ils ont exercée sur les pouvoirs publics que le conflit a reçu une solution pacifique. Le jour où les socialistes argentins manifestaient à Buenos-Aires, les socialistes chiliens faisaient de même à Santiago.

*Angleterre* (S.D.F.) : Se prononce contre toute manifestation antimilitariste dans le sens du mouvement bourgeois du désarmement.

*France* (P.S. de F.) : La question antimilitariste, comme toute question intimement reliée à l'activité socialiste, est un des objets dont la coordination internationale peut et doit rendre utile l'intervention du Bureau Socialiste International. Il faudrait non seulement un échange de lettres, mais une délibération qui pourrait être mise à l'ordre du jour de la prochaine conférence du Bureau.

*Italie* : Il faudrait que le Bureau prenne quelque initiative à propos de la question du militarisme.

*Angleterre* (I.L.P.) : Pendant trois ans ce pays a été engagé dans la guerre sud-africaine. Pendant tout ce temps, l'Independant Labour Party, par des réunions, par des manifestes et par des lettres à la presse a protesté continuellement contre le sentiment militariste qui alors dominait notre nation. L'Independant Labour Party a aussi transmis une décision qui doit être le sujet de discussion à la séance prochaine du Congrès international.

Lors de mon récent passage à Paris et à Bruxelles, j'ai [c.-à-d. Keir Hardie] profité de l'occasion pour suggérer une action aussi simultanée que possible dans tous les Parlements du monde pour amener une réduction des forces armées, la constitution, l'arbitrage à l'effet de vider les conflits internationaux et pour arriver ainsi à introduire l'abolition du contingent permanent. C'est, sans doute, de cette proposition que traite Schiavi dans *Le Mouvement Socialiste* de Paris.

Ce que je voudrais recommander, c'est que le sujet soit discuté au Congrès international et que l'on arrive à une décision affirmant le principe et transmettant au Bureau Socialiste International le pouvoir d'en hâter la réalisation. Ainsi le Bureau pourrait parler et agir avec toute l'autorité du Congrès.

*Hongrie* : Contre le militarisme, nous avons eu cette année déjà deux grandes réunions auxquelles participaient 15 000 personnes. La lutte contre le militarisme a la plus grande importance chez nous en ce moment, parce que le gouvernement demande une augmentation de 67 000 hommes de l'armée permanente. Le 22 mars aura lieu une nouvelle et grande assemblée devant le Parlement, ainsi qu'une manifestation contre le militarisme.

Selon nous, la lutte la plus efficace contre le militarisme pourrait être menée dans les Parlements. Nous recommandons donc au Bureau d'inviter tous les Partis socialistes ayant des représentants au Parlement d'y lutter avec le plus de vigueur et de ténacité contre le militarisme.

Les nationalités non mentionnées ci-dessus n'ont pas répondu à notre consultation.

Recevez, cher Camarade, nos salutations bien fraternelles.

*Le Secrétaire, V. SERWY.*

A l'instant où nous clôturons la présente circulaire, nous recevions encore les réponses suivantes :

*Bulgarie* : Suivant nous, la question macédonienne, comme question occupant les aspirations de la population macédonienne vers la liberté et une vie humaine plus supportable, est une question de culture, dans le vrai sens du mot. Nous pensons que les intérêts de la Social-démocratie internationale exigent la création et l'affermissement de certaines conditions politiques dans les provinces européennes de la Turquie, ainsi que dans la Péninsule balkanique, qui rendront possible à toutes les nationalités vivant dans ce coin d'Europe, la conservation de leur indépendance nationale, laquelle évidemment, leur est très précieuse pour embrasser la civilisation européenne, et devenir les champions de celle-ci en Orient.

L'obstacle direct en ce moment est la Turquie; ou mieux, le régime Hamidien qui exclut toute possibilité, non seulement d'une évolution plus normale, mais d'une vie plus supportable.

C'est une erreur de croire que sans toucher au régime même, évidemment soutenu par les puissances européennes, soient possibles la pacification et la réformation de la Macédoine et de l'empire turc en général. Le régime du Sultan est l'arbitraire organisé. Les populations soumises de Turquie forment une proie sans résistance dans les mains des agents du Sultan et des hordes sauvages Albanaises. La Turquie même



devient un foyer perpétuel de désordres et d'émeutes. Le mouvement insurrectionnel en Macédoine n'est pas le résultat de l'excitation extérieure, suivant l'opinion de quelques-uns, en Europe, mais la conséquence directe de l'insupportable ordre des choses, qui règne dans cette province. L'absence des garanties minima pour la vie et les biens, (les Zoloumlouk) [7] sauvageries impunies de la bureaucratie corrompue, les persécutions des éléments plus intelligents, tout cela rend l'atmosphère étouffante, et provoque fatalement le mécontentement et la défense armée.

Il y a à regretter que cette situation insupportable soit soutenue et systématiquement encouragée par les puissances européennes intéressées, au premier rang desquelles nous voyons la Russie et l'Autriche.

Évidemment les deux puissances en question ont le plus grand intérêt à tenir les provinces européennes de la Turquie et l'Empire même dans un état chaotique, parce que, de cette manière, elles peuvent, pour réaliser leurs buts politiques et assouvir leur désir d'accaparement, profiter du mécontentement de la population macédonienne, qui lutte contre le régime actuel.

Sans doute, cette situation anormale en Macédoine a sa répercussion sur les petits états voisins, en soulevant leurs appétits. Il en résulte que ces pays sont détournés du chemin régulier de l'évolution, civilisatrice et sociale.

L'unique remède mettant fin à cet état chaotique en Macédoine, est la séparation de cette province de l'empire ottoman, et son érection en état autonome. Sur ce point nous sommes pleinement d'accord avec eux, nous sentons les grands obstacles causés au mouvement socialiste dans les Balkans, par l'anormal état de choses en Macédoine [8].

*Bohême* : En réponse à votre lettre du 18 février dernier, je vous communique que le Comité exécutif tchéco-slave est pour l'intervention du Bureau Socialiste International dans la question de la Macédoine et de l'Arménie.

Nous sommes d'autant plus pour l'intervention proposée, que nous-mêmes, les tchéco-slaves, nous sommes aussi opprimés en Autriche, pays de beaucoup de nationalités, et nous avons beaucoup de peine à faire valoir nos droits en ce qui touche le gouvernement, l'enseignement, etc.

Quant à la deuxième question, relative à la lutte contre le militarisme, nous croyons qu'il serait bien difficile d'opérer une action commune dans tous les Parlements, car ceux-ci ne siègent pas en même temps, et le Parti socialiste n'a pas, dans tous les pays, une représentation parlementaire assez forte, pour que l'interpellation à ce sujet soit efficace.

[7] « Tyrannie », en turc.

[8] Ce texte fut envoyé et signé par N. Harlakoff. Archives du B.S.I.

Pour ce qui concerne notre activité, nous avons mené une propagande énergique contre le militarisme. Depuis le Congrès universel de Zürich [9], on proteste tous les ans au 1<sup>er</sup> Mai contre les impôts prélevés pour le militarisme. De nombreuses assemblées ont eu lieu récemment contre le projet d'augmentation de l'armée. Les discours parlementaires à ce sujet des compagnons Schammel, Daszynski, Hybès, etc., ont été imprimés et distribués à des milliers d'exemplaires. Dans la 1<sup>re</sup> session du Parlement, le citoyen Schumeier a fait une proposition du service militaire de deux ans. Cette motion a été repoussée par 209 voix contre 108. Dans le journal pour la jeunesse *Sbornik Mladezo*, une rubrique spéciale est consacrée à flétrir le militarisme aux yeux des jeunes. De temps en temps, des réunions de la jeunesse sont tenues, dans lesquelles on développe le point de notre programme relatif au militarisme.

Nous sommes d'avis que le moyen le plus efficace pour combattre le militarisme, c'est l'éducation des jeunes gens dans le sens d'une haine contre l'idée criminelle du militarisme. Si cette propagande se produit dans tous les pays, on obtiendra plus en faveur de notre cause que par une intervention parlementaire [10].

## 16

### Circulaire proposant d'intervenir pour la libération du socialiste russe Goetz arrêté à Naples et de venir en aide aux victimes de la grève générale en Hollande.

Bruxelles, le 15 avril 1903

Cher Camarade,

Le Bureau Socialiste International attire l'attention des journaux et des Partis sur l'importante communication du Parti socialiste argentin en ce qui concerne la loi d'émigration nouvellement éditée et dont la publication dans *Le Peuple* a été faite le 12 avril.

Au surplus, le Secrétaire international adresse la lettre des socialistes argentins aux journaux du Parti.

Le camarade russe socialiste Goetz, arrêté à Naples, n'est pas encore libre. Le Parti socialiste italien a fait des efforts énergiques pour arracher

[9] Il s'agit plus précisément du Congrès international socialiste de Zurich, en août 1893.

[10] Ce document, écrit originellement en allemand, était signé par A. Nemeč.

Goetz des mains de la justice du tzar, mais jusqu'à ce jour sans obtenir satisfaction [1].

Nous croyons que le Bureau Socialiste devrait intervenir. Veuillez nous donner par retour du courrier votre avis sur la proposition suivante :

Le Bureau Socialiste International doit-il intervenir :

1. En envoyant une adresse de félicitation et d'encouragement aux socialistes italiens ;

2. En envoyant au gouvernement italien une adresse signée de tous les noms des camarades du Bureau Socialiste International, réclamant la libération de Goetz.

Nous attendons réponse par retour. Dans le cas où nous n'aurions pas reçu de réponse dans les trois jours, nous considérerions votre silence comme une adhésion [2].

Nous attirons aussi l'attention des Partis ouvriers sur l'échec subi par les ouvriers hollandais dans la grève générale déclarée pour protester contre les lois enrayant le droit de grève [3].

Le Bureau Socialiste International se joint aux travailleurs hollandais

[1] Michel Goetz, militant connu du Parti socialiste révolutionnaire, fut arrêté en mars 1903 à Naples, sous prétexte d'avoir été complice de Balmašev, le meurtrier du ministre Sipjagin. Le gouvernement russe demanda son extradition. L'arrestation de Goetz produisit une grande émotion dans les milieux socialistes russes et italiens (cf. G. Bergamasco, *Per arresto di alcuni socialisti russi in Napoli*, Naples, Borelli, 1903). Le 25 mars, Roubanovitch, un des dirigeants du P.S.R., alla à Rome « pour donner au groupe socialiste parlementaire italien des éclaircissements sur les accusations portées contre Goetz ». Costa, Turati et Ferri promirent l'entier concours de leur Parti.

Le secrétariat du B.S.I. fut alerté par Plekhanov qui, dans une lettre du 28 mars 1903, demanda à Vandervelde que le B.S.I. intervienne et que l'Internationale s'adresse par un manifeste au prolétariat européen pour protester contre cette arrestation. Archives du B.S.I.

[2] Trois jours après l'envoi de cette circulaire, à la suite de la vague de protestations du Parti socialiste italien, le gouvernement refusa l'extradition de Goetz, qui fut bientôt mis en liberté. Les répercussions de cette affaire furent grandes. Comme le constata un contemporain « l'affaire Goetz devient le centre d'une vive agitation socialiste qui aboutit à l'interdiction du territoire d'Italie au Tsar moscovite ». (Cf. *La Tribune Russe*, 30 septembre 1906, p. 30.) D'autre part, Plekhanov chercha à obtenir du B.S.I. qu'il tire les conséquences de cette affaire et lance un manifeste général contre le tsarisme. Il écrivait à Vandervelde, le 25 avril 1903, qu'étant donné que l'arrestation de Goetz en Italie n'était pas un cas isolé, et que « le gouvernement russe s'efforce de poursuivre ses ennemis politiques partout où il peut mettre la main sur eux, comme les cas analogues à celui de Goetz sont assez fréquents en Allemagne et en Autriche, je crois que le Bureau Socialiste International ferait bien de protester contre cette tactique du czarisme dans une proclamation adressée à l'opinion publique des peuples civilisés et invitant tous les Partis avancés, socialistes ou non, de combattre la dite tactique partout où l'occasion s'en présentera. Je crois que l'effet moral d'une proclamation de ce genre serait très bon ». Archives du B.S.I. Cette proposition n'a pas trouvé suite car un autre événement qui s'est produit en Russie, le pogrom de Kichinev, devint l'objet d'un manifeste du B.S.I. Cf. doc. N° 18.

[3] Il s'agit de la grève générale des ouvriers des transports. Sur cette grève, cf. H. Gorter, « Der Massenstreik der Eisenbahner in Holland », *N.Z.*, XXI, Bd. 1, p. 652-56; et surtout l'ouvrage fondamental de A.J.C. Rüter, *De spoorwegstakingen van 1903: een spiegel der arbeidersbeweging in Nederland*, Leiden, 1935.

pour faire un appel aux organisations ouvrières de tous pays de venir en aide aux victimes de la grève.

Nous espérons que les sentiments de solidarité socialiste se manifesteront en cette circonstance comme déjà ils se sont produits lors de la grève générale de l'an dernier en Belgique.

Les souscriptions doivent être envoyées à Troelstra, député à Haarlem.  
Bien fraternellement.

V. SERWY, *Secrétaire international.*

## 17

### Appel du B.S.I. pour le 1<sup>er</sup> Mai 1903.

Bruxelles, le 20 avril 1903

Cher Camarade,

Le Bureau Socialiste International invite les Partis socialistes et les organisations ouvrières de toutes les nations à célébrer cette année le 1<sup>er</sup> Mai avec plus de grandeur et d'enthousiasme que jamais.

Conformément aux résolutions des Congrès internationaux, il leur rappelle que la démocratie socialiste dans tous les pays et dans toutes les villes a pour devoir d'organiser le même jour, le 1<sup>er</sup> Mai, une grande démonstration et de considérer le chômage comme la forme la plus efficace de cette manifestation.

Il leur rappelle aussi que le 1<sup>er</sup> Mai est :

1. Une démonstration efficace pour la journée de huit heures;
2. L'affirmation de la lutte des classes, et
3. L'expression énergique de la volonté de la classe ouvrière d'espérer la transformation sociale et de réaliser la paix nationale.

En raison des circonstances actuelles, d'une part, l'extension et le développement du capitalisme; d'autre part, la puissance grandissante de l'organisation ouvrière et la croissance du socialisme, il importe que le prolétariat international se lève le 1<sup>er</sup> Mai en une unanime et grandiose manifestation pour acclamer l'émancipation des travailleurs et la marche en avant du socialisme.

Recevez, cher Camarade, nos salutations fraternelles,

*Le Secrétaire, V. SERWY.*

*N.B.* Prière aux journaux socialistes de reproduire la présente.

## 18

## Manifeste lancé à l'occasion des pogromes de Kichinev.

Bruxelles, le 20 mai 1903

*Aux travailleurs de tous les pays!*

La presse vous a apporté la nouvelle des massacres de Kichineff [1]. Pendant deux jours, on a pillé, on a tué, on a commis des atrocités abominables, sans que ni l'autorité russe ni ses agents locaux, si prompts à intervenir lorsqu'il s'agit d'une manifestation d'ouvriers ou simplement d'étudiants, ou encore lorsqu'il s'agit de confisquer les libertés séculaires au peuple de Finlande, aient fait quoi que ce soit pour protéger ces malheureux, dont le seul crime est d'être juifs.

Quiconque connaît les procédés du gouvernement de Nicolas II, ne saurait voir dans ces douloureux événements *qu'un essai d'intimidation, en même temps qu'une vengeance exercée contre les juifs*, à raison de l'action révolutionnaire du prolétariat juif en Russie [2].

L'absolutisme russe cherche dans les excitations à la haine des races et à la haine des religions un dérivatif au mécontentement général et un prétexte *pour noyer dans le sang une population* qui, luttant *pour conquérir son émancipation*, le menace dans son existence.

Nous dénonçons cette politique odieuse à tous les travailleurs, à tous les honnêtes gens.

Douloureusement émus à la pensée des victimes tombées sous les

[1] L'opinion publique européenne fut consternée par la nouvelle du massacre des Juifs à Kichinev (Bessarabie). Le pogrom commença le 19 avril, jour des Pâques orthodoxes et dura trois jours sous l'œil complice des autorités tsaristes. Dès que ces massacres furent connus, à Berne se forma un Comité composé des représentants des divers Partis socialistes existant dans l'Empire russe, dans le but de réagir contre ces massacres et surtout de prévenir une éventuelle reproduction de ces pogroms dans les autres villes « de la Russie méridionale, de la Pologne et de la Lithuanie, région où la population israélite est très dense ». Le Comité chargea Plekhanov, Kričevskij et Cesaryna Wojnarowska « de soumettre au Bureau Social. International la question [de savoir] s'il ne jugerait pas bon d'attirer l'attention du prolétariat socialiste international sur les événements tragiques de Kichinev ». En soumettant à Serwy ce projet, Wojnarowska ajouta qu'elle considérait « que la forme qui conviendrait le mieux à cette intervention serait celle d'un manifeste flétrissant l'attitude honteuse du gouvernement russe qui cherche une diversion dans l'antisémitisme et mettant à nu le caractère réactionnaire de toutes les haines des races et des religions ». (Lettre de Wojnarowska à Serwy du 12 mai 1903, Archives du B.S.I.) Serwy ne tarda pas à soumettre cette proposition à quelques délégués du B.S.I. qui répondirent par l'affirmative. Vaillant, par exemple, télégraphiait : « Suis avis manifeste nettement socialiste et anti-tsarien ». Archives du B.S.I.

[2] Cette idée fut développée dans de nombreux articles parus dans les revues socialistes, par exemple, Ch. Bonnier, « A propos des massacres de Kichinev », *Le Socialiste*, 5 juillet 1903, p. 1; K. Kautsky, « Das Massaker von Kischineff und die Judenfrage », *N.Z.*, XXI, Bd. 2, p. 303-09.

coups des agents du tzarisme, profondément révoltés en songeant à ces actes exécrables, nous adressons au monde civilisé un suprême appel, afin d'empêcher le retour de ces abominations!

Nous lui crions aussi nos vives appréhensions. *Des hécatombes nouvelles se préparent.* Dans la Russie méridionale, en Pologne, en Lithuanie, régions où la population israélite est très dense, on redoute la reproduction des événements de Kichineff.

### *Travailleurs !*

Si les gouvernements ne veulent ni parler, ni agir, *parlez, agissez!* S'il ne reste plus aux gouvernements ni pitié, ni sentiments humains, *faites entendre votre protestation, et exprimez votre indignation!*

### *Travailleurs !*

*Votre silence serait un crime, car ce n'est pas contre une race ou une religion que le tzarisme dirige ses coups, c'est avant tout, contre une classe. Celui-ci poursuit l'extermination du prolétariat conscient.*

Parlez, agissez par vous-mêmes! Que votre voix s'élève pour flétrir ces crimes de lèse-humanité! Que votre souvenir aille aux martyrs du peuple [3]!

Le Bureau socialiste International :

Angleterre : H. HYNDMAN, H. QUELCH  
 Allemagne : I. AUER, P. SINGER, K. KAUTSKY  
 Australie : Ch. EYRE  
 Autriche : V. ADLER, F. SKARET  
 Belgique : É. VANDERVELDE  
 Bohême : A. NEMEC, Fr. SOUCUP  
 Bulgarie : G. KYRKOFF, E. DABEFF  
 Danemark : P. KNUDSEN, J. JENSEN  
 Espagne : P. IGLESIAS, A.G. QUEJIDO  
 États-Unis : G.D. HERRON  
 France : É. VAILLANT, F. de PRESSENSÉ  
 Hollande : P. TROELSTRA, H. VAN KOL  
 Hongrie : J. WELTNER, E. GARAMI  
 Italie : E. FERRI, F. TURATI  
 Japon : Sen KATAYAMA  
 Norvège : O. KRINGEN, A. HAZELAND  
 Pologne : B. JEDRZEJOWSKI, C. WOJNAROWSKA  
 Russie : G. PLEKHANOFF, B. KRITCHEVSKY  
 Suède : Hj. BRANTING, C. WICKMAN  
 Suisse : W. FÜRHOZLZ  
 Serbie : V.M. STOYANOVITCH

V. SERWY, *Le Secrétaire.*

[3] Ce manifeste eut un très grand retentissement et de nombreux meetings de protestation organisés par les socialistes se déroulèrent dans les capitales d'Europe. Les manifestations en France revêtirent une importance toute particulière. Le 27 mai le Parti socialiste de France organisa, sous la présidence de Vaillant, et avec « le concours des diverses fractions du Parti socialiste russe » une réunion de protestation internationale. Lafargue, Landrin, Sembat, Constant, Dubreuilh, ainsi que des représentants polonais et italiens y prirent la parole. Le Conseil central du Parti socialiste de France demanda au B.S.I. de s'associer à cette manifestation, pour « agrandir son caractère international », et « affirmer une fois de plus ses sentiments de solidarité pour l'admirable mouvement russe en lutte contre le tzarisme contre-révolutionnaire ». Lettre de Bracke à Serwy du 21 mai 1903, Archives du B.S.I.

## 19

## Compte rendu de la troisième réunion du B.S.I. [1]

Bruxelles, le 20 juillet 1903.

Le Bureau Socialiste International a tenu le lundi 20 juillet sa troisième séance semestrielle à la Maison du Peuple de Bruxelles.

Présidait : le citoyen Anseele.

Étaient présents : les citoyens V. Serwy, Secrétaire international, Anseele et Vandervelde (Belgique); Vaillant (France) [2], Fischer et Pfannkuch (Allemagne) [3], Van Kol et Troelstra (Hollande); Knudsen (Danemark); Hyndman et Hunter Watts [4] (Angleterre); Walecki et la citoyenne Césarine Wojnarowska (Pologne); Guinzbourg [5] (Russie); Patroni (République Argentine); Gaylord Wilshire (États-Unis). Les Partis socialistes italien et autrichien s'étaient fait excuser. Les délégations au Bureau sont ratifiées.

*Rapport du secrétariat.*

Le camarade V. Serwy donne lecture du rapport suivant sur l'activité du secrétariat pendant le premier semestre de 1903 :

Le secrétariat s'est efforcé de s'acquitter de sa tâche délicate dans la mesure de ses moyens.

Il s'est particulièrement intéressé aux événements importants de ce semestre et il a lancé en ces circonstances plusieurs manifestes aux travailleurs et à l'opinion publique. A la suite de nombreuses demandes d'intervention, il a eu l'occasion de consulter les Partis ouvriers d'Europe et d'Amérique sur la question de la Macédoine. L'article du citoyen Alessandro Schiavi, dans *Le Mouvement Socialiste* de Paris [6] l'a engagé à faire une enquête sur la propagande antimilitariste dans les différents pays et à soumettre aux groupes socialistes parlementaires l'idée d'opérer au sein des Parlements une action simultanée contre les charges du budget de la

[1] Nous reproduisons le compte rendu officiel établi par le secrétariat du B.S.I. Ce texte fut publié dans *L'Avenir social* et un nombre limité de tirés à part fut distribué sous forme de plaquette. Nous avons comparé ce texte avec le compte rendu paru dans le *Vorwärts* du 23 juillet 1903.

[2] F. de Pressensé, le délégué de la seconde section française, était absent.

[3] A la place des délégués permanents allemands Auer et Singer, qui ne pouvaient participer à cette réunion.

[4] Pour la Fédération social-démocrate, le I.L.P. n'était pas représenté.

[5] Boris Guinzbourg représentait G. Plekhanov qui ne put assister à la réunion. Cf. Archives du B.S.I.

[6] Il s'agit de l'article cité de A. Schiavi, paru dans *Le Mouvement Socialiste*. Cf. doc. N° 15, n. 2.

guerre et le militarisme. Les réponses reçues sur ces deux questions ont été publiées dans une circulaire aux organisations nationales [7].

Le secrétariat a attiré l'attention des journaux et des Partis socialistes sur l'importante communication du Parti socialiste argentin en ce qui concerne la loi d'émigration nouvellement établie et dont la publication dans *Le Peuple* a été faite le 12 avril dernier.

Sollicité de plusieurs côtés sur la question des conditions actuelles du travail au Japon et dans l'Afrique du Sud, il a fait paraître dans *Le Peuple* une note très détaillée sur la situation ouvrière et la main-d'œuvre dans ces divers pays. Ces rapports ont été adressés à tous les délégués et les journaux ont été invités à les reproduire.

L'affaire du camarade socialiste russe Goetz [8], arrêté à Naples, a fait l'objet de ses vives préoccupations. Une adresse de félicitations et d'encouragement a été envoyée aux socialistes italiens, qui ont fait d'admirables efforts pour arracher un militant socialiste à la police et à la justice du tzar.

Un appel chaleureux aux sentiments de solidarité internationale a été adressé aux organisations ouvrières de tous les pays à l'effet de venir en aide aux victimes de la grève générale en Hollande.

Le secrétariat a lancé un manifeste d'ordre général, invitant les Partis socialistes et les organisations ouvrières de toutes les nations à célébrer le 1<sup>er</sup> Mai avec plus de grandeur et d'enthousiasme que jamais [9].

Les horribles massacres de Kichinef ont engagé le Bureau à lancer une énergique protestation contre ces crimes de lèse-humanité commis avec la complicité du gouvernement russe [10].

Un bulletin international relatant les communications les plus importantes reçues par le secrétariat a paru dans *Le Peuple* et *L'Avenir Social* de Bruxelles. Un aperçu du mouvement ouvrier et socialiste dans le monde est publié régulièrement dans cette revue, en attendant que le Bureau ait son bulletin propre.

Le secrétariat a continué à réunir toutes les publications, brochures de propagande, livres, gravures, calendriers, almanachs, etc., édités par les Partis socialistes, les comptes rendus de Congrès socialistes nationaux et des Congrès syndicaux internationaux, les travaux de statistique et de législation des offices et des ministères du travail. La bibliothèque socialiste internationale comporte actuellement plus de 1 500 livres et brochures : un catalogue existe [11].

Il compose actuellement une liste des principaux ouvrages de littérature socialiste de tous les pays.

[7] Cf. doc. N° 15.

[8] Il s'agit du militant socialiste révolutionnaire russe Michel Goetz. Cf. doc. N° 16.

[9] Cf. doc. N° 17.

[10] Cf. doc. N° 18.

[11] Sur cette bibliothèque, dispersée après la guerre de 1914-1918, cf. J. Hanauer, « Die Internationale sozialistische Bibliothek », in *Der Bibliothekar*, Monatsschrift für Arbeiterbibliotheken, Leipzig, 1910, N° 9, p. 179-80.



Il reçoit presque tous les journaux socialistes quotidiens d'Europe, les périodiques d'Amérique, plusieurs revues, et la plupart des organes des grandes organisations syndicales. Une liste des revues et des journaux politiques est prête à être publiée.

La codification des ordres du jour et des résolutions des Congrès de l'Association internationale des travailleurs de 1866 à 1876 a été préparée; elle peut paraître et constituer une brochure analogue à celle déjà publiée des Congrès internationaux de 1889 à 1900 [12].

Le secrétariat possède les statuts et programmes de tous les Partis ouvriers. De plus, il est en possession d'un grand nombre de dossiers et de documents qui lui permettront de donner naissance à un volume sur l'organisation socialiste et ouvrière internationale. Ce travail pourra voir le jour à la veille du Congrès d'Amsterdam [13].

Ajoutons que le secrétariat a été conseillé sur les questions ouvrières, et qu'il a reçu la visite des camarades d'Angleterre, des États-Unis, d'Allemagne, de Finlande, etc., qui désiraient obtenir des renseignements.

Le secrétariat constate avec plaisir que les relations avec les Partis socialistes et les organisations ouvrières deviennent plus suivies et voit dans ce fait la démonstration la plus évidente de la solidarité ouvrière internationale. Il salue avec joie l'organisation des ouvriers sous la forme nationale et internationale qui, depuis un an, fait des progrès considérables en Europe. Il se réjouit des brillants résultats électoraux de ses amis d'Allemagne et du Danemark, de l'extension des idées socialistes aux États-Unis; il constate avec une légitime satisfaction que les problèmes de la politique internationale sollicitent très vivement les délégués des Partis socialistes au sein des Parlements, et particulièrement en Allemagne, en France, en Italie, en Belgique et en Hollande.

Cet ensemble de faits est de nature à nous inspirer la plus forte confiance en l'avenir.

Le prochain Congrès socialiste international d'Amsterdam sera, sans aucun doute, l'affirmation de la puissance grandissante de la Social-démocratie.

Les termes du rapport sont adoptés.

Voici actuellement la composition du Bureau de l'Internationale :

Allemagne : I. Auer, P. Singer, K. Kautsky (corr.); Angleterre : H. Quelch, H. M. Hyndman (corr.); Argentine : A. Cambier (corr.), A. Costa (suppl.); Australie : Ch. Eyre (corr.); Autriche : V. Adler, J. Skaret (corr.); Belgique : É. Anseele, É. Vandervelde; Bohême : A. Nemeč, Fr. Soucup (corr.); Bulgarie : N. Harlakoff (corr.); Danemark : J. Jensen, P. Knudsen (corr.); Espagne : P. Iglesias (corr.), A. G. Quejido; États-Unis : G. D. Herron; France : É. Vaillant, Fr. de

[12] Cette brochure ne parut pas.

[13] Le projet ne fut réalisé que partiellement. Seuls les rapports des Partis affiliés sur leur activité entre 1900 et 1904 ont paru avant le Congrès.

Pressensé, A. Cipriani (suppl.) [14]; Hollande : H. Van Kol, P. Troelstra; Hongrie : E. Garami, J. Weltner (corr.); Italie : E. Ferri, F. Turati, A. Costa (corr.); Japon : Sen Katayama (corr.); Norvège : C. Jeppesen, O. Kringen (corr.); Pologne : B. Jedrzejowski, C. Wojnarowska; Russie : G. Plekhanoff, B. Kritchewsky; Serbie : V. M. Stoyanovitch (corr.); Suède : Hj. Branting, C. Wickman (corr.); Suisse : W. Fürholz.

### Communications.

Il est donné connaissance des communications suivantes :

1. Le Parti socialiste révolutionnaire russe, par l'intermédiaire du citoyen Roubanovitch, demande à être représenté au Bureau, et ce, avant le Congrès d'Amsterdam.

Le Bureau déclare ne pouvoir accueillir cette demande, s'en référant aux résolutions du Congrès de Paris 1900, disant que chaque nationalité aurait deux délégués au Comité international, choisis par les délégués des Partis organisés dans chacun des pays [15];

2. Les socialistes de Lithuanie annoncent l'envoi de délégués au Congrès d'Amsterdam.

— Pris pour notification. Leur admission est subordonnée aux conditions d'admission édictées par les Congrès et à la ratification de leur section nationale du Congrès;

3. Ferruccio Nicollini di Pise propose, pour le Congrès d'Amsterdam, l'usage de l'*Esperanto*.

— Ajourné.

4. L. Bollak, de Paris, offre d'abandonner au Parti socialiste international la pleine propriété de ses œuvres sur la « langue bleue ».

— Pris pour notification.

5. La Bulgarie propose de faire discuter par le Bureau la question de la conduite des citoyens Jaurès et Millerand, relativement à la « tactique à suivre par le Parti de l'unité socialiste en France » [16].

Le Bureau déclare ne pouvoir discuter cette question et déclare que le Congrès seul peut avoir le droit de l'aborder;

6. La Belgique (Fédération ouvrière bruxelloise) demande que le

[14] Une omission pour la France : Bracke, délégué suppléant du Parti socialiste de France. Cf. Archives du B.S.I.

[15] Cette demande fut acceptée à Amsterdam et une sous-section du Parti socialiste révolutionnaire russe fut constituée au sein du B.S.I. Cf. doc. N° 24, n. 2.

[16] Par une lettre du 17 mai 1903, N. Harlakoff, au nom du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate bulgare, proposa de faire inscrire à l'ordre du jour de la réunion du B.S.I. le point suivant :

« La question pour la conduite des citoyens Jaurès et Millerand par rapport à la tactique du Parti de « l'Unité socialiste » en France qui avec son opportunisme exerce une influence néfaste et cause des obstacles sérieux à l'évolution du socialisme révolutionnaire, non seulement en France, mais aussi partout où les jeunes Partis ouvriers, qui comme en Bulgarie, et sans cela sont postés dans des conditions pas si favorables. » [Sic!] Archives du B.S.I.

Bureau examine la question du « soutien pécunier aux socialistes de passage ».

Le Bureau ne croit pas qu'il puisse actuellement donner une solution à cette question [17]. Les organisations fédérales de syndicats sont mieux placées pour aboutir;

7. Le Canada (Parti socialiste de l'État de Manitoba) propose la création d'un bulletin émanant du Bureau et rédigé en trois langues, allemand, anglais, français, et qui serait vendu aux États-Unis à raison de 5 cents et d'un penny en Europe.

Il fait remarquer que le Bureau a déjà examiné cette question, soulevée par R. Lavigne (France) [18] et qu'avec les moyens financiers dont il dispose, il ne peut y donner suite, tout en reconnaissant que ce bulletin serait de grande utilité.

8. Une résolution du Congrès du Parti social-démocrate de Hongrie, tenu les 12, 13 et 14 avril 1903, attire l'attention du secrétariat international sur le fait suivant : « le Parti nouvellement organisé en Hongrie » [19] a renié deux principes fondamentaux du programme socialiste : l'internationalisme et la lutte des classes. Aussi le Parti social-démocrate hongrois le combat-il tout comme un autre Parti bourgeois quelconque.

— Pris pour notification.

Enrico FERRI demande que le Bureau exprime sa solidarité avec la déclaration protestataire du député Morgari contre « la visite du tzar en Italie [20] ».

[17] Le compte rendu paru dans le *Vorwärts* fait état d'une intervention du délégué allemand : « On ajourna la discussion de cette question sur le désaccord de Pfannkuch qui déclara qu'elle était en principe à résoudre par les syndicats et qu'elle l'était déjà en partie. Dans la mesure où il s'agissait des conditions d'exception accordées aux réfugiés politiques, on ne pouvait prendre une décision pour chaque cas qu'après avoir entendu les Partis du pays. »

[18] En 1901, R. Lavigne, délégué de la Fédération girondine au Conseil national du Parti ouvrier français, proposa à V. Serwy d'éditer un bulletin international. Il suggéra de publier dans le premier numéro de ce bulletin « les documents constitutifs du Comité international [c'est-à-dire du B.S.I.]; de publier la liste et les adresses des délégués au B.S.I., ainsi que celle de chaque Parti et organisation affiliés à l'Internationale ». Lettre de Lavigne à Serwy du 11 avril 1901. Archives du B.S.I.

[19] Il s'agit du « Parti social-démocratique réorganisé de la Hongrie » dirigé par Vilmos Mezöfi. En sa qualité de secrétaire, Mezöfi s'adressa au B.S.I. en l'invitant à participer au 4<sup>e</sup> Congrès de son Parti, qui eut aussi lieu en avril 1903. La lettre de Mezöfi qui contient un rapport détaillé d'activité de son Parti fut publiée dans *A.S.*, N° 8, 1903, p. 186-97.

[20] La déclaration faite à la Chambre des Députés par Morgari au nom des socialistes contre la visite du tzar en Italie, a provoqué de vives rumeurs tant au sein du socialisme italien qu'au sein de l'Internationale. En Italie, ce fut Bissolati qui dans un article publié dans *Il Tempo* du 11 septembre 1903, stigmatisa prudemment Morgari. Cf. R. Colapietra, *Leonida Bissolati*, Milan, Feltrinelli, p. 129. A son tour, Jaurès, dans un article publié le 8 octobre 1903 dans *La Petite République*, s'en prit aux socialistes et aux républicains italiens qui voulaient signer un manifeste et organiser une démonstration contre la visite du tzar. Jaurès évoqua le malentendu qu'une pareille démonstration pourrait provoquer et l'utilisation qu'en feraient les nationalistes

VAILLANT et VANDERVELDE sont d'avis de se déclarer solidaires avec la fraction italienne, et déposent une résolution dans ce sens.

FISCHER fait spécialement des objections concernant la rédaction de la résolution, et aussi au sujet des conséquences d'une telle déclaration de solidarité. Il faudrait, pour être conséquent, que dans chaque pays les fractions socialistes fassent des démonstrations semblables contre les visites tzariennes. Dans quelle situation seraient alors par exemple les camarades danois? Et quelle attitude prendra-t-on à l'égard des visites d'autres monarchies? Sans toutefois vouloir critiquer en quoi que ce soit la conduite des socialistes italiens, il doit déclarer : qu'une telle attitude ne peut être prise que d'après la situation des différents pays.

VAILLANT reconnaît que la rédaction de la résolution pourrait être changée : il ne veut pas, avec Vandervelde, imposer des devoirs pour d'autres pays; la conférence peut se contenter de renouveler son expression d'horreur pour l'absolutisme du tzar et les crimes de Kichinev.

VANDERVELDE veut prendre position contre les attaques de la bourgeoisie dirigées contre nos camarades italiens; notre silence serait considéré comme un désaveu de la conduite des amis italiens.

PFANNKUCH ne peut voir dans cette résolution une consolidation de la position des socialistes italiens; celle-là ne peut se produire que par des démonstrations ouvrières lors de la visite; il se joint à Troelstra pour désapprouver l'adoption trop répétée de résolutions sur des questions, sur lesquelles la Social-démocratie est d'accord et a déjà émis son avis.

Le Danemark, l'Allemagne et la Hollande sont contre. La résolution Vandervelde recueille la majorité : l'Argentine, la Belgique, l'Angleterre, la France, la Pologne, la Russie et les États-Unis sont pour.

L'ordre du jour suivant, proposé par les citoyens Vaillant, Vandervelde et Hyndman est admis :

« *A l'occasion de la lettre de Ferri et de l'initiative prise à la Chambre italienne, par le citoyen Morgari, le Bureau exprime au Parti socialiste d'Italie ses sentiments de solidarité et renouvelle l'expression de son horreur pour le tzarisme et ses crimes.* »

Une autre communication de Enrico Ferri, annonçant qu'il a engagé une lutte énergique contre le ministre de la marine, que ce dernier intente un procès à l'*Avanti* et à son directeur, est prise en notification par les délégués [21].

français. Kautsky condamne l'attitude de Jaurès; il considérait que la protestation des Italiens ne pouvait être interprétée que comme une protestation contre l'absolutisme russe (cf. Archives Kautsky, am IISG).

[21] Il s'agit de la campagne menée par E. Ferri dans les colonnes de l'*Avanti*, contre le Ministre de la marine, Betolo, accusé de complicité avec les constructeurs de navires Terni. Cf. G. Arfé, *Storia dell'Avanti*, Milan, Rome, Avanti, 1956, vol. I, p. 58-59.

*Le Congrès d'Amsterdam.*

V. SERWY lit la communication ci-après : L'Espagne estime que le chiffre de 6 000 Frs, fixé pour l'organisation du Congrès d'Amsterdam, est trop élevé.

— Pris pour notification.

Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (France) s'étant séparé du Comité général de la rue Portefoin, demande quelles conditions il faut remplir pour prendre part aux travaux du Congrès d'Amsterdam et le montant de la cotisation à payer.

— Renvoi à la délégation française au Congrès d'Amsterdam.

Le Parti socialiste de France croit devoir signaler au Bureau l'inconvénient qu'il peut y avoir à accueillir pour l'ordre du jour du Congrès des propositions n'émanant pas de Partis nationalement constitués, mais de groupes ou de fédérations locales.

Le Bureau, tout en reconnaissant, la justesse de cette observation, estime qu'il n'est pas autorisé à empêcher le droit d'initiative des groupements. Il pense, au surplus, que le droit qu'il possède de régler provisoirement l'ordre du jour du Congrès est de nature à parer aux inconvénients signalés [22].

La Bohême propose les mois d'avril, mai ou juin pour la tenue du Congrès d'Amsterdam.

La date fixée précédemment par le Bureau est maintenue.

V. SERWY rappelle que l'ordre du jour actuel est déjà formé de 19 points. Le nombre est évidemment trop élevé pour permettre une discussion sérieuse de chacun d'eux. Il propose de limiter ce nombre à 5 ou 6. D'ailleurs, parmi les questions mises à l'ordre du jour, il y en a plusieurs qui sont connexes et d'autres qui ont déjà reçu une solution des Congrès antérieurs.

TROELSTRA annonce qu'un Comité hollandais d'organisation du Congrès a été constitué.

Ce Comité est en rapport avec le secrétariat pour les mesures à prendre.

VAILLANT exprime le vœu que des questions déjà résolues par des Congrès précédents ne reviennent plus à l'ordre du jour, à moins que des situations nouvelles nécessitent ces résolutions.

Mieux vaudrait saisir le socialisme international des questions neuves.

— Accepté.

WATTS propose que sur les questions tranchées, le Bureau International dépose une motion *omnibus*.

— D'accord.

[22] Le compte rendu publié dans le *Vorwärts* indique qu'on refusa la motion de l'Union fédérative du Centre (France) de mettre la question de la suppression de l'armée permanente comme troisième point à l'ordre du jour.

VAN KOL voudrait cependant élargir le débat qui s'est produit sur la colonisation, question qui domine les préoccupations modernes.

V. SERWY. Les organisations qui proposent de discuter des questions devraient nous formuler un projet formel de résolution.

— Admis.

Le Comité national des femmes socialistes d'Autriche soulève la question du suffrage des femmes [23].

Cette question a déjà été traitée à Bruxelles et dernièrement encore à Paris, et jusqu'à présent les socialistes n'ont encore entrepris nulle part une campagne sérieuse pour l'obtention de ce droit; on comprend partout par « suffrage universel », seul celui des hommes; le Congrès d'Amsterdam devrait cependant renouveler sa déclaration, pour écarter le doute des femmes, que les socialistes ressemblent aux libéraux, qui ne reconnaissent pas l'égalité des droits de l'homme et de la femme. La question est éliminée, de même que celle proposée par la Fabian Society (Angleterre): l'arbitrage obligatoire en cas de grèves ou conflits; le minimum de salaire légal, la reprise du commerce des boissons alcooliques par la commune et ensuite, celle de l'Independent L.P. (Angleterre), le socialisme communal, sont éliminées pour les raisons suivantes: elles ne sont pas urgentes ou sont trop spéciales ou ont déjà fait l'objet de délibérations antérieures.

Les socialistes tchèques (Bohême) proposent à l'ordre du jour: Position du prolétariat international dans les questions de nationalités. Le Parti socialiste de France (Fédération girondine) veut discuter la question: Les correspondants étrangers de journaux socialistes [24]...

Ces deux questions ont été aussi écartées. La Hollande retire la question des retraites pour les vieillards et les invalides du travail.

Après discussion, Vandervelde abandonne sa proposition de discuter au Congrès d'Amsterdam la question des rapports du socialisme et des Églises.

Après un long échange de vues, le Bureau arrête l'ordre du jour du Congrès:

1) Vérification des mandats; 2) Élection du Bureau; 3) Rapport du secrétariat; 4) Rapports des nationalités; 5) Adoption de l'ordre du jour provisoire du Congrès. Ratification. Constitution des sections; 6) La grève générale (Union fédérative du Centre de France) comme moyen d'action économique; la grève générale comme moyen d'action

[23] Le texte de cette proposition fut publié par Th. Schlesinger-Eckstein dans un article paru dans *Die Neue Zeit*, et reproduit en français, sous le titre « Le Congrès socialiste international d'Amsterdam et le suffrage des femmes », dans *A.S.*, N° 8, 1903, p. 400 et suiv.

[24] Conformément au compte rendu paru dans le *Vorwärts*, cette proposition fut ainsi formulée: « Qu'on choisisse les correspondants des journaux socialistes dans les rangs des camarades révolutionnaires organisés et qu'on les place en tout cas sous le contrôle des organisations socialistes. »

politique (Hollande); 7) Règles générales de la politique socialiste (Comité socialiste révolutionnaire de France) [25]; 8) Trade-Unionisme et politique (Société Fabienne d'Angleterre); 9) La politique coloniale (rapporteurs : Hyndman et Van Kol); 10) Arbitrage international (Independent Labour Party, Angleterre); 11) Trusts et chômage (Parti socialiste des États-Unis); 12) L'émigration (Parti socialiste de la République Argentine).

Pour chacune de ces questions, il sera constitué une section.

Jusqu'à la prochaine réunion du Bureau, les Partis socialistes peuvent encore poser des questions [26].

Sur la proposition d'Hyndmann, il est entendu que le Bureau veillera à obtenir un rapport complet et un projet de résolution des auteurs avant le Congrès.

Les groupements qui ont proposé des objets déjà discutés, des propositions qui n'ont pas un caractère général ou un caractère opportun, seront invités à les retirer dans l'intérêt de la bonne marche du Congrès.

La circulaire d'invitation, en trois langues, sera lancée à bref délai.

La séance de l'après-midi commença à 2 h 15.

V. SERWY annonce l'adhésion du Portugal, du Grand-Duché de Luxembourg et de la Finlande au Bureau Socialiste International. Il lit un télégramme de sympathie des camarades de Norvège.

Le secrétaire donne un aperçu de la situation financière au 30 juin 1903. Les recettes ont atteint, depuis le Congrès de 1900, la somme de 9 569,18 Frs et les dépenses celle de 5 538,49 Frs. Les sommes reçues depuis le 1<sup>er</sup> juillet portent l'encaisse à près de 5 000 Frs.

Un rapport financier sera adressé aux nationalités. Il est aussi décidé de demander au Congrès d'Amsterdam de réduire à 400 Frs la cotisation pour plusieurs pays, notamment pour la Suisse et la Hollande.

### *La protection des ouvriers étrangers.*

VANDERVELDE. Entre la France et la Belgique, il y a de fréquents et grands déplacements de main-d'œuvre. Étant donné que la Belgique

[25] Dans une lettre adressée à Serwy, le 3 octobre 1903, Vaillant signale que c'est « par erreur qu'est attribuée à un 'Comité socialiste révolutionnaire' la question de méthode, doctrine et tactique socialistes proposée par le Parti socialiste de France et formant la 7<sup>e</sup> question de l'ordre du jour du Congrès international ainsi formulée : 'Règles générales de la politique socialiste'. Le Congrès du Parti socialiste de France à Reims a jugé qu'il y avait lieu de fixer avec une latitude suffisante le délai du dépôt du rapport et de ses conclusions et la date, et a chargé le secrétaire du Parti pour l'extérieur, le citoyen Bracke, de s'entendre avec vous à cet effet. » Archives du B.S.I.

[26] Le compte rendu paru dans le *Vorwärts* est plus explicite à ce sujet : « Les différents pays doivent envoyer un rapport au secrétariat international pour chaque point de l'ordre du jour; la somme de ces rapports constituera un rapport général au Congrès, de manière à ce que les opinions soient déjà clarifiées. On nommera un rapporteur et un co-rapporteur pour les points controversés, comme par exemple la question de savoir si la grève générale est un moyen de négociation politique et dans quelle mesure, et si elle est un moyen de libération sociale et dans quelle mesure. »

est un des pays de bas salaires, les ouvriers belges font parfois une concurrence désastreuse aux ouvriers français. On comprend donc que l'on exige en France le paiement de salaires égaux aux ouvriers français et étrangers.

Mais des menées nationalistes ont réussi à faire déposer des propositions prohibitives du travail étranger. Aucun socialiste ne peut approuver de telles mesures.

Le délégué belge dépose, en conséquence, l'ordre du jour suivant :

*« Considérant que dans divers pays et notamment en France, des députés nationalistes ont fait adopter ou proposent au Parlement d'adopter des mesures législatives ayant pour objet de proscrire les ouvriers étrangers, soit en les écartant des entreprises publiques, soit en leur opposant des taxes personnelles, soit en imposant des taxes à ceux qui les emploient ;*

*Considérant que pareilles mesures sont de nature à causer le plus grave préjudice aux travailleurs que la misère contraint à émigrer vers d'autres pays ; qu'elles constituent la pire forme du protectionnisme et tendent à développer entre les ouvriers appartenant à des nations différentes, des haines et des antagonismes qui ont déjà provoqué de sanglants conflits et augmentent considérablement les difficultés de l'action internationale du prolétariat ;*

*Le Bureau invite les mandataires socialistes à combattre, de toute leur énergie, ces mesures de proscription et, partout où elles existent déjà, d'en poursuivre l'abrogation ; charge son Secrétaire de faire parvenir cet ordre du jour aux diverses fractions parlementaires intéressées. »*

VAILLANT (France) expose l'état de la question. Le projet Coutant [27] comporte une condition limitant l'emploi des ouvriers à 1/10. C'est une proportion plutôt supérieure à celle de la population ouvrière étrangère. Cette limitation est, du reste, dans les mœurs parisiennes.

Néanmoins, si la question revenait à la Chambre, le projet devant être amendé, nous pouvons le faire dans le sens que la prohibition n'atteindrait que les salaires inférieurs. Mais, j'insiste sur le fait que la

[27] Il s'agit d'une proposition de loi sur le travail étranger, déposée à la Chambre des Députés en 1902 par Jules Coutant, député socialiste de la Seine. Sur ce sujet, Vaillant informa le 12 décembre 1902 le secrétariat socialiste international par une lettre où il précisait que le but principal de la proposition Coutant « était d'établir pour les travailleurs étrangers le même salaire que pour les travailleurs français. C'était pour s'opposer au flot de propositions nationalistes qui venaient chaque jour réclamer soit la suppression soit l'imposition du travail étranger. Même une disposition de limitation au 1/10<sup>e</sup> des travailleurs étrangers empruntée aux conditions du travail de la ville de Paris avait pour objet de contrecarrer les propositions de limitations extrêmes incessamment déposés. Je me rappelle très nettement que le citoyen Coutant à la tribune est particulièrement intervenu dans ce sens pour le traitement semblable des ouvriers étrangers et français en France. Il y a quelques jours il nous avisa qu'il allait à nouveau déposer sa proposition qui ainsi n'est qu'une réédition de l'ancienne... C'est d'ailleurs l'effort socialiste seul qui a empêché à la dernière législature qu'avec le concours radical les nationalistes n'aient pu faire voter la loi, qui toujours mais moins menace les travailleurs étrangers sous prétexte de protections du travail national ». Archives du B.S.I.



proposition Coutant est plutôt une résistance aux menées nationalistes [28].

HYNDMAN (Angleterre). La question est plus large qu'on ne le présume; il ne s'agit pas seulement d'ouvriers belges travaillant en France. L'introduction du travail asiatique dans l'Europe et en Amérique souève un problème économique d'une extrême gravité.

V. SERWY. Les commissions syndicales d'Allemagne et d'Autriche ont examiné la même question à diverses reprises. Dans tous les grands travaux de terrassement en Autriche et en Allemagne, les ouvriers italiens, travaillant pour des salaires minimes, constituent parfois un danger pour la population ouvrière indigène. Le remède à cette situation doit être l'organisation syndicale des ouvriers étrangers.

VANDERVELDE (Belgique) ne méconnaît pas l'aspect général de la question. Mais il s'agit de pays ayant à peu près le même degré de civilisation. Dans ces conflits, la solution est plus facile à trouver. Néanmoins, je crois que l'amendement relatif à l'organisation des ouvriers étrangers peut être ajouté à mon ordre du jour.

VAILLANT estime que la limitation du nombre des ouvriers étrangers est, en ce moment, le meilleur moyen d'empêcher que les nationalités proscrivent tous les ouvriers par des taxes.

VANDERVELDE. La limitation est très souvent impossible; voyez les entreprises agricoles par les ouvriers belges, les entreprises de terrassement par les ouvriers italiens. Le jour où la Chambre française sera saisie de ce projet, il serait désirable qu'une entente se produise entre les groupes socialistes parlementaires français et belges.

FISCHER (Allemagne) comprend que l'on ne prenne pas de mesures prohibitives contre les ouvriers étrangers, nécessaires dans des exploitations. Mais nous ne pouvons cependant pas admettre que le travail de Nègres ou de Chinois vienne menacer le travail des ouvriers d'une culture supérieure. Il déclare qu'il est impossible de dire principiellement [*sic*], que la voie de la législation ne peut être suivie pour une action contre l'emploi des ouvriers étrangers. Quand il s'agit de relever les classes, dites inférieures, il est du devoir de la Social-démocratie de contribuer à ce travail de culture; mais, quand ces classes sont attirées

[28] Comme il appert d'une lettre de Vaillant adressée à Serwy le 3 octobre 1903 les propos tenus à la réunion sont rapportés d'une manière inexacte dans le compte rendu : « ...Je vous signale une omission qui dénature ce que j'ai dit sur la question des ouvriers étrangers, le procès-verbal ne relatant que ce que j'ai dit d'une disposition de la proposition de loi Coutant et non ce que j'ai dit de la question elle-même. J'ai d'abord affirmé qu'il n'y avait qu'une solution ouvrière et socialiste du travail étranger : c'était d'imposer par la loi et effectivement les mêmes conditions de travail, les mêmes taux de salaire pour tous les travailleurs quelles que fussent leur origine ou nationalité. C'est ensuite et subsidiairement que j'ai expliqué les raisons qui avaient inspiré au citoyen Coutant la disposition spéciale relatée par votre compte rendu. » Archives du B.S.I.

dans d'autres pays, dans l'intérêt des entrepreneurs, et, dans le but d'opprimer les conditions de vie de la population ouvrière indigène, par exemple, par l'importation de Chinois ou de Nègres, la Social-démocratie doit, par voie législative, s'opposer à cette tactique des entrepreneurs, dans l'intérêt de la culture des ouvriers indigènes. C'est ainsi que la fraction allemande a été obligée, de proposer au Reichstag l'interdiction de l'emploi de Chinois et de Nègres sur les bateaux à vapeur du service des postes de l'État.

VAN KOL, HYNDMAN et PFANNKUCH sont du même avis; TROELSTRA fait remarquer que si les ouvriers ont le droit de combattre les supplanteurs indigènes, ils ont le même droit contre les étrangers.

WATTS (Angleterre). Il est difficile que le Bureau International se prononce sur des situations qui ne concernent que deux ou trois pays déterminés.

VANDERVELDE. La question se posera dans tout son ensemble au Congrès d'Amsterdam, puisque l'émigration se trouve à l'ordre du jour.

Mais, dans le cas spécial actuel, il y a une intervention socialiste qui s'impose d'urgence, avec toute l'autorité de la sanction que lui donnera le Bureau Socialiste International.

ANSEELE (Belgique) estime que sur une question plutôt restreinte, la motion Vandervelde devrait faire l'objet d'une délibération des délégués français, belges et italiens, seuls intéressés.

VAILLANT. Nous pourrions réserver la question en ce qui concerne les pays de culture inférieure.

VAN KOL (Hollande). La distinction est difficile à établir. Plutôt que de résoudre la question d'une manière incomplète, il vaudrait mieux la réserver pour le Congrès d'Amsterdam.

VANDERVELDE. Nous pourrions noter dans le procès-verbal que, ce cas particulier étant tranché, l'aspect général de la question reviendra devant le Congrès international.

VAILLANT demande que la motion Vandervelde s'étende aux pays de même culture.

WALECKI (Pologne) estime que la distinction entre la culture des peuples en cause est élastique et qu'elle permettra aux nationalistes d'assimiler les ouvriers belges ou italiens à des hommes d'une culture inférieure.

TROELSTRA appuie la proposition Anseele, laissant aux délégations italiennes, françaises et belges, le soin de trancher la question. Les syndicats professionnels ne combattent pas l'émigration du travail, mais l'avilissement des salaires et le supplantage dans les grèves.

Après un nouvel échange de vues, le Bureau vote la motion suivante :  
« *Le Bureau, considérant que la question soulevée par la délégation*

belge est à l'ordre du jour du Congrès d'Amsterdam, qu'il appartient à ce dernier de la trancher par voie de résolution générale ;

Considérant, d'autre part, que les délégués sont unanimes à condamner le principe des propositions de lois déposées par certains députés nationalistes et tendant à proscrire les ouvriers des pays voisins, invite les mandataires socialistes des pays intéressés — pour le cas où ces propositions viendraient à l'ordre du jour avant le Congrès d'Amsterdam — à rechercher, de commun accord, les moyens les plus efficaces pour amener le rejet de ces mesures de proscription [29]. »

### Communication.

Le secrétaire lit une lettre au cours de laquelle la Suède, parlant de la politique internationale, « insiste spécialement pour que le Bureau fasse appel au Parti socialiste du monde et à ses représentants aux différents Parlements pour faire entendre une protestation incessante et indignée contre la politique barbare du tsarisme russe ».

Le Bureau prend notification de cette demande et signale que plusieurs manifestes, parus au cours de cette année, ont stigmatisé cette dernière politique.

### La question macédonienne.

V. SERWY lit une lettre des organisations socialistes bulgares demandant au Bureau d'entreprendre une action en faveur de la Macédoine, au nom du prolétariat international et propose de poser cette question au Congrès international prochain [30].

Plusieurs délégués expriment le regret de n'être pas au courant de la situation exacte.

Étant donné que les documents font défaut, l'assemblée a ajourné sa décision en attendant des renseignements complets.

★

[29] La question de l'émigration et de l'immigration des travailleurs fut inscrite à l'ordre du jour du Congrès international d'Amsterdam, sans toutefois être débattue ; elle fut reportée et discutée au Congrès international de Stuttgart en 1907.

[30] Voici le texte de la proposition, auquel fait allusion le compte rendu :

« Actuellement en Macédoine, le gouvernement turc encouragé par la diplomatie russo-autrichienne et autres a commencé l'extermination systématique de tout ce qui passe pour civilisation en Macédoine. On ferme, on détruit toutes les écoles, on arrête, on assassine des instituteurs, élèves, on incendie des villages et on massacre sans pitié la population désarmée... avec l'unique but d'exterminer tout ce qu'il y a de plus intelligent, tout ce qui est mécontent du vandalisme asiatique.

En vue de ce vandalisme antihumain [Sic] nous proposons, si le Bureau ne peut pas entreprendre une action quelconque en faveur de la Macédoine au nom du prolétariat international, de poser cette question avant le Congrès international d'Amsterdam, pour rédiger une résolution protestant contre le vandalisme de la Turquie et la politique inhumaine des gouvernements européens. » Lettre citée de N. Harlakoff au B.S.I. du 17 mai 1903, Archives du B.S.I.

HYNDMAN propose d'adresser des félicitations aux compagnons danois et allemands pour les résultats électoraux. L'Allemagne remercie; elle le fait aussi pour la puissante aide procurée de tous côtés.

— Adhésion.

*La prochaine réunion.*

La prochaine réunion aura lieu le premier dimanche de février 1904.

*Le Secrétaire, Victor SERWY.*

20

**Demande des Partis socialistes français et argentin  
d'intervenir en faveur des Noirs américains.**

Bruxelles, le 10 septembre 1903

Cher Citoyen,

Le Bureau Socialiste International a été saisi, par le Parti socialiste français et le Parti socialiste argentin, d'une demande d'intervention, en faveur des Nègres qui, aux États-Unis, subissent la barbare loi de Lynch [1].

Ces derniers temps, les persécutions faites sous le couvert de cette loi, ont été fréquentes et plus cruelles que jamais. Aussi comprenons-nous l'émotion de nos amis. Ceux-ci estiment que le Bureau Socialiste International devrait intervenir en publiant un manifeste de protestation contre ces crimes commis contre la race nègre. Nous avons consulté à ce sujet nos amis des États-Unis et demandé leur avis à ce sujet [2]. Nous vous prions de nous dire si vous êtes d'accord pour

[1] Cette demande d'intervention trouva un écho favorable chez la plupart des délégués qui formulèrent cependant certaines réserves. Ainsi Vaillant : « Quoique en dehors des fonctions normales du Bureau Socialiste International la question du lynchage des nègres aux États-Unis peut cependant amener son intervention comme autre question d'ordre humanitaire quand il en est sollicité, [si] le Parti consulté a donné à cette intervention un assentiment formel y voyant un intérêt socialiste certain. Autrement le Bureau sortirait de son rôle à mon avis.

Vous avez donc bien fait de consulter le Parti socialiste américain et vous ferez mieux encore de ne rien décider qu'en accord entier avec lui et son avis socialiste motivé et formel. » Lettre de Vaillant à Serwy du 18 septembre 1903, Archives du B.S.I.

[2] La réponse favorable des socialistes des États-Unis se trouve aux Archives du B.S.I. « dossier États-Unis ». Cf. aussi doc. N° 21, n. 2.

que votre Bureau intervienne et dans quelle mesure. Nous attendons votre réponse dans la huitaine.

Veillez agréer, cher Camarade, nos salutations fraternelles.

*Le Secrétaire, V. SERWY.*

## 21

### Manifeste flétrissant le lynchage des Noirs américains.

Bruxelles, le 22 novembre 1903

*Aux travailleurs de tous les pays!*

L'attention du Bureau Socialiste International a été appelée par les Partis socialistes de France, de l'Argentine et des États-Unis sur la multiplication rapide des cas de lynchage dans l'Amérique du Nord.

En 1902, il y eut 103 lynchages dans un seul État. L'enquête faite à ce sujet par le gouvernement fédéral a révélé dans les États du Sud un état de choses rappelant les horreurs de l'esclavage : le Nègre travaille sous le régime du fouet et du bâton ; il meurt parfois assommé sous les coups. Pour éviter qu'il ne se soustraie par la fuite à ce martyre de tous les jours, on l'oblige à travailler nu. On emprisonne, on fusille, on massacre les femmes, les enfants et les hommes de race noire, on incendie leurs demeures, on les brûle tout vifs, grâce à la complaisance ou avec l'encouragement des autorités et à l'instigation des propriétaires [1].

Dans les rangs de la démocratie socialiste américaine, on n'est pas sans inquiétude pour l'avenir : de sanglants conflits menacent d'éclater d'un jour à l'autre ; des représailles violentes sont à craindre. Neuf millions de Nègres sont menacés dans leur existence. A toute une race humaine, on refuse le droit à la vie.

La République des États-Unis a proclamé depuis quarante ans l'émancipation des Nègres, et l'esclavage subsiste.

Jadis le Nègre, acheté aux voleurs d'hommes, représentait un capital : il était défendu par les propriétaires, parce que c'était leur *bien*.

Aujourd'hui, il ne représente plus à leurs yeux la même valeur, mais il est, entre les mains du capitaliste, un élément de combat contre le travailleur blanc organisé.

Le capitalisme qui partout s'efforce de supplanter le travail des hommes par celui des femmes et des enfants, a suscité les rivalités de races, dans les États du Nord, à New York, à Brooklyn, à Akron, dans l'Ohio et ailleurs.

[1] La situation des Noirs aux États-Unis, les discriminations raciales, l'arbitraire qui régnait dans le Sud furent dénoncés dans un article de J. Bahlteich de Chicago, « Die Negerfrage in Amerika », *N.Z.*, XX, Bd. 2, p. 229-40.

Autrefois, la question pouvait être un problème de race. Depuis que les États du Sud se sont industrialisés, il n'y a plus de distinction à faire entre le Nord et le Sud. *La question est devenue un problème ouvrier.*

Le Nègre est, entre les mains du capitalisme, un moyen de briser l'organisation syndicale et socialiste des travailleurs des États du Nord. Des grèves de travailleurs blancs ont échoué par l'importation en masse de *Scabs* noirs.

D'autre part, le flot de la démocratie socialiste monte aux États-Unis, il menace la ploutocratie. Dès lors, le capitalisme cherche un dérivatif dans une guerre de races.

Cela ne sera pas!

Le capitalisme ne fait point de distinction, quand il s'agit de vivre du travail d'autrui : la classe ouvrière a pour intérêt de s'unir, quelles que soient les différences de races, de religions, afin d'assurer son émancipation complète.

La servitude n'est ni blanche, ni jaune, ni noire, elle est prolétarienne. La révolte contre l'exploitation capitaliste doit être une.

L'intérêt de la classe ouvrière réclame l'union de tous les travailleurs, sans distinction de races, et il exige une protestation énergique de la démocratie socialiste contre les actes abominables qui se commettent journellement aux États-Unis.

Le Bureau Socialiste International :

Angleterre : H.M. HYNDMAN, H. QUELCH  
 Allemagne : I. AUER, P. SINGER, KAUTSKY (corr.)  
 République Argentine : A. CAMBIER, A. COSTA  
 Australie : Ch. EYRE (corr.)  
 Autriche : V. ADLER, F. SKARET  
 Belgique : É. VANDERVELDE, É. ANSEELE  
 Bohême : A. NEMEC, F. SOUCUP  
 Bulgarie : N. HARLAKOFF  
 Danemark : P. KNUDSEN, J. JENSEN  
 Espagne : P. IGLESIAS, A.G. QUEJIDO  
 États-Unis : G.D. HERRON [2]  
 Finlande : J.K. KARI  
 France : É. VAILLANT, F. de PRESSENSÉ  
 Hollande : P. TROELSTRA, H. VAN KOL  
 Hongrie : J. WELTNER, E. GARAMI  
 Italie : E. FERRI, F. TURATI  
 Japon : Sen KATAYAMA  
 Luxembourg (Grand-Duché) : D<sup>r</sup> WELTER

[2] Bien qu'il ait apposé sa signature le délégué du Socialist Party au B.S.I., George D. Herron, ne cacha pas son mécontentement sur le fond de ce manifeste qu'il trouvait trop édulcoré. Dans son rapport sur l'activité du B.S.I., présenté au Congrès du Socialist Party à Indianapolis en mai 1904, il précisait : « Je me vois dans l'obligation de refuser la responsabilité personnelle des termes de la résolution. Elle diffère largement par la conception et le sens de la déclaration que j'ai envoyée au Bureau et dont le ton était plus catégorique... »; cf. E. Untermann, « Der Parteitag der amerikanischen Sozialdemokratie », *N.Z.*, XXII, Bd. 2, p. 279.

Norvège : O. KRINGEN, G. JEPPESEN  
 Pologne : B. JEDRZEJOWSKI, C. WOJNAROWSKA  
 Russie : G. PLEKHANOFF  
 Suède : Hj. BRANTING, C. WICKMAN  
 Suisse : W. FÜRHOLOZ  
 Serbie : V.M. STOYANOVITCH

Victor SERWY, *Le Secrétaire.*

## 22

### Compte rendu de la quatrième réunion du B.S.I. [1]

Bruxelles, 7 février 1904.

La quatrième séance semestrielle du Bureau Socialiste International s'est tenue le dimanche 7 février 1904, à la Maison du Peuple de Bruxelles, sous la présidence du citoyen Emile Vandervelde.

Étaient présents : les citoyens V. Serwy, Secrétaire, É. Anseele, et É. Vandervelde (Belgique); É. Vaillant (P.S. de F.) et A. Cipriani (P.S.F.) (France); P. Singer et K. Kautsky (Allemagne); H. Van Kol et P. Troelstra (Hollande); Hunter Watts et H. Quelch (Angleterre); Walecki et la citoyenne Rosa Luxembourg (Pologne); G. Plekhanoff (Russie); A. Cambier (Argentine); V. Adler (Autriche).

Le citoyen H. M. Hyndman, de la Social Democratic Federation, d'Angleterre, s'était fait excuser.

Les délégations au Bureau sont ratifiées.

#### *Rapport du secrétariat.*

Le rapport suivant, sur l'activité du secrétariat pendant le second semestre de 1903, avait été envoyé aux différentes nationalités [2] :

Le secrétariat s'est principalement occupé, pendant le semestre écoulé, de l'organisation du Congrès d'Amsterdam. Il s'est efforcé d'exécuter les décisions prises par la réunion du 20 juillet concernant le Congrès. Il a avisé les organisations intéressées de l'élimination des questions proposées par elles, qui avaient déjà été résolues par des Congrès précédents ou qui étaient d'ordre trop spécial. Le Frauen-Reichs Comité a fait observer que la question du « suffrage des femmes » demande une discussion opportune et nécessaire pour le socialisme international. Cependant, le Frauen-Reichs Comité, par [la voix] de

[1] Nous publions le compte rendu officiel établi et imprimé par les soins du secrétariat international. Mais, sur certains points, les minutes dactylographiées, conservées dans les archives du B.S.I., sont plus détaillées et plus explicites. D'autre part, Vaillant, après avoir reçu le texte du compte rendu imprimé que nous publions, signala à Victor Serwy, dans une lettre du 19 mars 1904, de nombreuses omissions. Toutefois, ses rectifications se limitent seulement « à ce qui comporte une suite ou effet pratique ». Archives du B.S.I. (lettre citée, par la suite, « Rectifications Vaillant »).

[2] Il s'agit de sections nationales.

la citoyenne Schlesinger-Eckstein, a déclaré, au Congrès national du Parti socialiste autrichien, retirer sa proposition.

Les autres questions retirées de l'ordre du jour sont les suivantes :

De la conduite du prolétariat international dans la question des nationalités, proposée par le Parti socialiste tchèque de Bohême.

Arbitrage obligatoire; minimum de salaire légal; commerce municipal des boissons, par la Fabian Society d'Angleterre.

Enseignement professionnel; apprentissage; alcoolisme; application des principes socialistes à la politique extérieure des différents pays où le socialisme est représenté, par le Parti socialiste français.

Socialisme et activité municipale, par l'Independent Labour Party d'Angleterre.

Retraites pour les vieillards et les invalides du travail, par le Parti socialiste de Hollande.

La question des correspondants des journaux socialistes de l'étranger, proposée par la fédération girondine du Parti socialiste de France.

\*

Une circulaire d'invitation au Congrès d'Amsterdam, relatant l'ordre du jour provisoire et les conditions d'admission a été adressée à toutes les nationalités. Un rapport et un projet de résolution sur chaque question de l'ordre du jour devait être envoyé au secrétariat par les groupes proposant [3]. Chaque nationalité était tenue d'envoyer un rapport sur le mouvement ouvrier et socialiste de son pays [4]. Il est regrettable que certains pays apportent un retard plus ou moins grand dans l'envoi de ces rapports, ce qui enrayer considérablement le travail fructueux du secrétariat pour l'organisation du Congrès.

\*

Le secrétariat a envoyé aux Congrès nationaux des Partis socialistes et aux Congrès nationaux et internationaux des organisations syndicales une adresse de sympathie, au nom du Bureau, en attirant leur attention sur le Congrès d'Amsterdam, les invitant à y envoyer une nombreuse délégation.

\*

Plusieurs nouvelles questions ont été proposées à l'ordre du jour du Congrès d'Amsterdam, qui se compose à présent des points suivants :

I. — Validation des mandats;

[3] Ils ont été publiés par le Secrétariat socialiste international à la veille du Congrès. Cf. *La Deuxième Internationale*, p. 185-86, Nos 143, 144.

[4] La liste de ces rapports imprimés, *ibid.*, p. 191-97.



II. — Élection du Bureau; adoption de l'ordre du jour du Congrès; formation des sections;

III. — Rapport du secrétariat;

IV. — Rapport des nationalités;

V. — Règles internationales de la politique socialiste (Parti socialiste de France);

VI. — Solidarité internationale (Union des socialistes allemands, autrichiens et hongrois en Suisse);

VII. — Politique coloniale (rapporteurs : H.-M. Hyndman et H. Van Kol);

VIII. — La législation nationale et internationale d'émigration et d'immigration (Parti socialiste de la République Argentine);

IX. — Protectionnisme et libre-échange (Independent Labour Party d'Angleterre);

X. — Militarisme (Independent Labour Party d'Angleterre);

XI. — Le cléricisme et les écoles (Social Democratic Federation d'Angleterre);

XII. — Résolution concernant la tactique du Parti (Partis socialistes de France et d'Allemagne);

XIII. — Trade-unionisme et politique (Fabian Society d'Angleterre);

XIV. — Grève générale (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de France et Parti socialiste de Hollande);

XV. — Arbitrage international (Independent Labour Party d'Angleterre);

XVI. — Trusts et chômage (Socialist Party des États-Unis);

XVII. — La démonstration mondiale pour la journée de huit heures (Fédération nationale des syndicats du Danemark);

XVIII. — L'assurance ouvrière (Parti socialiste d'Allemagne);

XIX. — L'habitation pour le peuple (Workmen's National Housing Council d'Angleterre).

\*

Lors de son Congrès de Reims, le Parti socialiste de France a exprimé le vœu que chaque pays envoie, lors du Congrès à Amsterdam, au moins une de ses musiques socialistes, pour y jouer ensemble, à l'aide d'une orchestration uniforme, *L'Internationale*. Le secrétariat a soumis cette proposition aux différents pays, mais il semble que le projet soit inexécutable.

\*

Le Comité organisateur hollandais du Congrès nous annonce qu'il a réussi à louer, pour les assises du Congrès, la grande et confortable salle du Concertgebouw. Outre la grande salle, il y a encore plusieurs petits locaux pour les réunions des sections et des comités.

Les frais de l'organisation matérielle du Congrès s'élèvent à environ

6 000 Frs. Une réception des délégués est projetée pour le dimanche soir 14 août, un grand meeting international pour le lundi 15 août, et une excursion (partie en bateau à vapeur) pour le samedi 20 août. Un lunch sera offert aux délégués à la clôture du Congrès. Les frais de celui-ci incombent à ceux qui y prennent part.

Nous rappelons aux organisations ouvrières et socialistes participant au Congrès d'Amsterdam que le Bureau a décidé de percevoir une cotisation de 10 Frs par groupe, afin de couvrir les frais d'organisation [5].

★

Le secrétariat a informé les fractions socialistes parlementaires de l'Italie, l'Autriche, la France, l'Allemagne, la Suisse et la Belgique de la résolution prise à la dernière réunion du Bureau, concernant l'emploi des ouvriers étrangers.

Conformément à la résolution suivante, prise au Congrès international de Paris 1900 :

« Le Comité socialiste international devra exiger des groupes socialistes parlementaires nationaux l'organisation d'une commission interparlementaire pour faciliter une action commune sur les grandes questions politiques et économiques internationales.

Cette commission sera adjointe au Comité socialiste international. »

Le secrétariat a demandé aux groupes socialistes parlementaires des différentes nationalités de nommer leurs délégués et de faire le nécessaire pour constituer cette commission, qui est en voie de formation. Cette commission socialiste interparlementaire est actuellement composée comme suit :

L'Allemagne et l'Autriche désigneront leurs délégués dans la prochaine réunion de leur fraction parlementaire.

Les autres pays ont nommé les délégués suivants :

Angleterre : Independent Labour Party, J. Keir Hardie.

Belgique : Léon Furnémont.

France : Parti socialiste français, G. Rouanet [6].

Hollande : P. J. Troelstra et H. Van Kol.

Suède : Hj. Branting.

La Hongrie n'a pas de représentants socialistes au Parlement.

★

Les Partis socialistes français et argentin ont saisi le secrétariat de la question du lynchage dans l'Amérique du Nord. Un manifeste, flétris-

[5] Rectifications Vaillant : « Ce n'est pas par groupe, mais par mandat que le Bureau à deux reprises a décidé que serait payée la cotisation d'admission au Congrès. »

[6] Rectifications Vaillant : « Le groupe socialiste révolutionnaire de la Chambre en accord avec le Comité central du Parti, avait désigné le cit. Sembat comme notre représentant à la Commission interparlementaire. »

sant les cruautés commises sur les Nègres par l'application de la barbare loi de Lynch, a été lancé, au nom du socialisme international, aux travailleurs de tous les pays [7].

★

L'affaire des deux socialistes russes, Bourtzeff et Krakoff, arrêtés à Genève, a aussi fait l'objet des préoccupations du secrétariat. Une intervention auprès du gouvernement de la République de Genève, pour empêcher celui-ci de livrer les deux proscrits à la Russie, était préconisée, quand les deux camarades ont été libérés et expulsés du territoire suisse.

★

Le secrétariat a continué à compléter la bibliothèque du Bureau, en demandant les publications : rapports, comptes rendus, statistiques, recensements, etc., aux Offices du travail de différents pays, dont plusieurs ont satisfait à sa demande.

Les Offices du travail des pays suivants nous envoient leurs publications :

Japon, Italie (ministère du commerce), Angleterre, États-Unis, Bavière (Allemagne), Belgique, France.

Le secrétariat reçoit aussi les bulletins de l'Office international du travail à Bâle (Suisse).

★

La publication des articles sur les principaux événements de la Social-démocratie a été continuée dans *Le Peuple* et dans *L'Avenir Social*, de Bruxelles. Cette dernière revue du Parti ouvrier belge publie régulièrement un bulletin sur le mouvement ouvrier et socialiste international.

Le secrétariat s'est efforcé de satisfaire aux demandes nombreuses et variées de renseignements.

★

Voici actuellement la composition du Bureau de l'Internationale Socialiste :

Allemagne : I. Auer, P. Singer, K. Kautsky (correspondant); Angleterre : H. M. Hyndman, H. Quelch (S. D. F.); République Argentine : A. Cambier, Manuel Ugarte; Australie : Ch. Eyre; Autriche : V. Adler, F. Skaret; Belgique : É. Vandervelde, É. Anseele; Bohême : A. Nemeč, F. Soucup; Bulgarie : N. Harlakoff; Danemark : P. Knudsen; Espagne :

[7] Cf. doc. N° 21.

P. Iglesias; A. G. Quejido; États-Unis : G. D. Herron; Finlande : J. K. Kari; France : É. Vaillant (Parti socialiste de France), A. Cipriani (Parti socialiste français); Hollande : P. J. Troelstra, H. Van Kol; Hongrie : J. Weltner, E. Garami; Italie : E. Ferri, F. Turati; Japon : S. Katayama; Grand-Duché de Luxembourg : D<sup>r</sup> Welter ; Norvège : O. Kringen, C. Jeppesen; Pologne : B. Jedrzejowski, R. Luxembourg; Portugal : A. Guecco; Russie : G. Plekhanoff; Serbie : V. M. Stoyanovitch; Suède : Hj. Branting, C. Wickman; Suisse : W. Fürholz.

Siège : rue Heyvaert, 63, Bruxelles.

Secrétaire : V. Serwy, rue de Portugal, 28, Bruxelles.

Trésorier : É. Anseele, rue du Jambon, 78, Gand.

Le Secrétaire V. Serwy donne lecture du rapport sur la situation financière du Bureau. Il est constaté une encaisse de 7 896 Frs 37 c. au 7 février. Une circulaire donnant un rapport détaillé des recettes et dépenses, effectuées par le Bureau depuis sa fondation, sera envoyée à tous les Partis.

### *Communications.*

La Social-démocratie arménienne [8] et l'organisation socialiste lithuanienne demandent de pouvoir se faire représenter au Congrès d'Amsterdam.

ROSA LUXEMBOURG déclare que l'organisation socialiste lithuanienne est une fraction du Parti social-démocrate de Pologne russe et de Lithuanie.

PLEKHANOFF confirme cette assertion et dit que les socialistes arméniens ont toujours fait partie du Parti social-démocrate russe [9].

[8] Dans les minutes dactylographiées, nous lisons : « la Social-démocratie arménienne présente un rapport au Congrès et demande de pouvoir envoyer un délégué au Bureau. »

[9] Ce débat est relaté d'une manière plus détaillée dans les minutes dactylographiées : « L'organisation socialiste lithuanienne demande à pouvoir participer au Congrès d'Amsterdam. »

ROSA LUXEMBOURG déclare que cette lettre émane d'une fraction polonaise.

PLEKHANOFF confirme ces paroles. Il en est de même de l'organisation socialiste arménienne qui a toujours fait partie du Parti social-démocrate russe. L'orateur ignore l'existence de l'organisation socialiste lithuanienne.

WALECKI assure que l'existence de cette organisation est réelle.

Le Bureau propose de remettre la décision à intervenir à la section polonaise d'abord et au Congrès ensuite.

VAN KOL demande que ces questions d'admission soient soumises à une commission spéciale qui se réunirait un jour avant le Congrès.

ADLER propose de prendre aujourd'hui une décision au sujet de toutes ces nationalités qui réclament leur adhésion au Congrès international.

SINGER demande que le Bureau du Congrès se prononce sur cette question.

VAILLANT estime que tout en laissant le Congrès libre de se prononcer en premier ressort, le Bureau prépare les documents de nature à éclairer le Congrès.

Il est entendu que le Bureau se réunira à la veille du Congrès.

Au sujet de la vérification des mandats, on décide que les cartes provisoires d'entrée au Congrès ne seront remises qu'au Congrès contre la remise du mandat. »

Plusieurs propositions ont été faites concernant l'admission des différentes nationalités au Congrès.

Une proposition de SINGER est adoptée, renvoyant au Congrès même la solution de cette question.

La Fédération socialiste italienne des États-Unis [10], le Grand-Duché de Luxembourg et le Parti socialiste de British Columbia (Canada) demandent leur affiliation au Bureau.

Ces demandes sont admises sous réserve de ratification par le Congrès.

Le Bureau préparera les documents sur ces questions. Il se réunira la veille du Congrès et élaborera les différentes demandes de représentation et d'affiliation, pour présenter des projets de résolutions à ce sujet au Congrès.

Concernant la vérification des mandats, V. SERWY propose d'envoyer des cartes de délégué provisoires avant le Congrès, moyennant une contribution de 10 Frs.

VAILLANT croit que cette mesure peut provoquer des inconvénients et propose de remettre les cartes provisoires à Amsterdam même, le jour du Congrès. Les mandats seront ensuite validés par une commission spéciale [11]. — Adopté.

Le Workmen's National Housing Council, d'Angleterre, demande l'inscription à l'ordre du jour du Congrès du point suivant : « L'habitation pour le peuple ».

Des informations seront prises par nos camarades anglais, afin de savoir si cette organisation remplit les conditions d'admission au Congrès.

La Fédération socialiste italienne des États-Unis propose l'amendement suivant à la question de l'émigration et de l'immigration présentée par la République Argentine :

« Quelle est l'attitude que les organisations de métiers doivent tenir vis-à-vis des ouvriers organisés des autres pays et qui émigrent? Est-ce que le seul fait qu'un ouvrier a fait partie de l'organisation syndicale dans son pays doit être suffisant pour permettre son inscription dans les syndicats des autres pays sans aucun autre frais? »

Cette demande est admise.

La Hollande et le Danemark déclarent ne pouvoir payer une cotisation annuelle de 800 Frs au Bureau et demandent une réduction de celle-ci à 400 Frs. Le Luxembourg propose de verser une taxe annuelle de 25 Frs.

Ces questions sont renvoyées au Congrès.

[10] Les minutes dactylographiées précisent que cette organisation compte environ 1 000 membres.

[11] Rectifications Vaillant : « Sur ma proposition il a été décidé que les cartes provisoires seraient remises au début du Congrès à Amsterdam, comme le dit le compte rendu, mais avec cette addition expresse : que ce serait par le Comité d'organisation hollandais assisté des secrétaires délégués à cet effet des Partis représentés au Bureau International. »

Une grande assemblée ouvrière, tenue à Sofia (Bulgarie), le 1<sup>er</sup> octobre 1903, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Au nom de notre principe de lutte internationale contre toute tyrannie, au nom de l'idéal socialiste, les ouvriers de Sofia font appel à la Social-démocratie européenne, en la priant d'élever sa forte voix contre la tyrannie turque. Ils l'invitent également à lancer une protestation contre la politique barbare, que les États européens poursuivent dans la presque île balkanique pour exterminer les petites populations.

L'assemblée prie le Comité central du Parti socialiste bulgare de communiquer au Bureau Socialiste International un rapport étendu sur la situation en Macédoine, afin que le Bureau puisse préparer une résolution de protestation énergique de toute la Social-démocratie européenne contre la barbarie turque.

L'assemblée exprime ses regrets que des organes du Parti, comme l'*Arbeiterzeitung*, de Vienne, se soient laissés induire en erreur sur le caractère du mouvement révolutionnaire et de la lutte libératrice et pleine de sacrifices en Macédoine. »

Le rapport sur la situation en Macédoine n'est pas parvenu jusqu'à présent au Bureau.

Lors de son Congrès de Reims, le Parti socialiste de France avait voté la proposition de demander aux différents pays d'envoyer à Amsterdam, à l'occasion du Congrès, des corps de musique socialistes, pour y jouer ensemble *L'Internationale*. Cette proposition a été déclarée inexécutable.

V. SERWY annonce que des efforts ont été faits pour fusionner les deux fractions de la Social-démocratie russe. Le Bureau vote l'adresse suivante au Parti social-démocrate russe :

« *Le Bureau Socialiste International, réuni à Bruxelles, le 7 février 1904, adresse ses chaleureuses félicitations à la Social-démocratie russe, à l'occasion de son 2<sup>e</sup> Congrès. Il constate avec une joie bien vive les efforts faits pour l'unification des forces socialistes de la Russie.* »

La proposition de la Fédération socialiste milanaise, de tenir un Congrès international ouvrier en juin 1904, dans une ville suisse, a été repoussée.

V. SERWY donne la composition du Comité socialiste interparlementaire. Plusieurs nations n'ont pas encore fait connaître les noms de leurs délégués. Il s'agit de savoir : 1) si les délégués de ce Comité ont droit de vote au Bureau Socialiste International, le Congrès de Paris n'ayant pas pris de résolutions à cet égard; 2) leur nombre par pays; 3) s'ils doivent être convoqués à chacune des réunions du Bureau.

Ces questions sont renvoyées au Congrès.

VAILLANT propose de réunir la Commission interparlementaire [12].

[12] Rectifications Vaillant : il a demandé au nom de Sembat « la convocation de cette commission. Sur la motion du citoyen Singer, il a été résolu que sa première réunion aurait lieu pendant le congrès d'Amsterdam ».

VANDERVELDE appuie. Il signale l'importance de la question des ouvriers étrangers, dont il a été question à la Chambre italienne et à la Chambre belge récemment.

VAILLANT dit que la commission du travail de la Chambre française ne propose aucune limitation du nombre d'étrangers ni aucune taxe sur les ouvriers étrangers travaillant en France.

Les nationalistes feront des efforts pour faire voter une taxe semblable, mais sans espoir de succès.

En tous cas, les ouvriers étrangers peuvent compter sur le groupe socialiste de la Chambre.

CAMBIER propose l'ordre du jour suivant, qui est adopté :

« *Le Bureau Socialiste International proteste énergiquement contre l'expulsion pour délit d'opinion du territoire d'un pays quelconque, dénonce, en particulier, à l'opinion publique la conduite du gouvernement argentin qui use d'une loi de circonstance, dite loi de résidence, pour expulser en masse les socialistes étrangers.* »

Les délégués hollandais demandent si, au Congrès d'Amsterdam, les délibérations ne pourraient être traduites en hollandais. Le Bureau déclare que cela est impossible, à cause de la grande perte de temps. Les camarades hollandais se déclarent prêts à aider le secrétariat dans ses travaux de traduction en vue du Congrès. Cette proposition est accueillie par de vifs remerciements.

### *Règles d'action du secrétariat.*

V. SERWY. Cette question a été mise à l'ordre du jour, à propos d'une polémique qui s'est produite dans *La Petite République* entre Hyndman, Cambier et le Secrétaire international, sur le manifeste international contre le lynchage aux États-Unis [13].

[13] Après la publication, dans *La Petite République* du manifeste du B.S.I. contre le lynchage des Noirs aux États-Unis, Hyndman adressa à ce même journal une lettre protestant contre le fait que sa signature ait figuré au bas du manifeste alors qu'il n'avait pas donné son accord : « Je déteste aussi bien que les autres membres du Bureau International les crimes néfastes qu'on commet envers les Nègres dans le sud des États-Unis. Mais je suis absolument convaincu que les causes de ces outrages ne sont pas du tout des raisons économiques et que l'exposé de la situation dans le manifeste est inexact. »

Serwy répondit conjointement à Hyndman et à *La Petite République*, précisant que le manifeste avait été lancé à l'instigation des Partis français et argentin et que seuls Hyndman et Quelch de la Social Democratic Federation avaient refusé leur accord. Il reprocha en outre à Hyndman de ne pas avoir accordé au B.S.I. la primeur de ses objections.

Hyndman alléguait en réponse que les nombreuses informations qu'il possédait sur le problème l'avaient empêché de signer. Cambier intervint alors dans une lettre conciliatrice, qualifiant toute l'affaire de « regrettable malentendu ». Hyndman prit la mouche et contesta l'interprétation de Cambier, secrétaire du Parti argentin, comme trop simpliste. Cambier devint alors plus offensif et affirma que Hyndman s'était opposé au principe d'une action de la part du B.S.I. Hyndman, dans une nouvelle lettre, maintint son argumentation.

Il s'agit de discuter la question de procédure, celle de savoir dans quelles conditions le secrétariat international peut agir au nom de l'Internationale.

VAILLANT estime que dans la question du lynchage, après les États-Unis, l'opinion d'Angleterre s'imposait. A son avis, le Bureau devrait être très ménager de manifestes de caractère humanitaire plutôt que socialiste [14].

HUNTER WATTS dit que Hyndman a protesté parce qu'on a mis son nom au bas d'un manifeste qu'il n'avait pas signé.

VANDERVELDE pense que l'assemblée sera unanime pour regretter qu'un de ses membres attaque une décision du Bureau International dans un journal socialiste, qui n'est pas même l'organe d'un Parti. (Adhésion.) Il fait remarquer que ce manifeste a été publié à la demande des Partis socialistes de France et d'Argentine, et qu'il a reçu l'adhésion des États-Unis et des autres pays, à l'exception de la Social Democratic Federation d'Angleterre, par l'organe de Hyndman et de Quelch.

L'assemblée décide que les manifestes du Bureau International seront signés des noms des délégués des diverses nationalités, sauf ceux des délégués qui auraient formellement refusé leur signature.

### *Le Congrès d'Amsterdam.*

VANDERVELDE et SINGER proposent de repousser la date du Congrès à la troisième semaine de septembre.

VAILLANT fait remarquer que le 14 août avait été arrêté et que les organisations socialistes ont pris leurs dispositions pour cette date.

VANDERVELDE objecte que le 15 août avait été accepté pour le Congrès en 1903 et non pour 1904.

La proposition Vandervelde est adoptée, sous la condition que le local puisse être loué pour cette date.

V. SERWY. Il importe de fixer l'ordre du jour provisoire du Congrès, qui comprend une vingtaine de questions. Plusieurs rapports et projets de résolutions ont déjà été envoyés au secrétariat, notamment sur les questions suivantes :

Politique coloniale (Hyndman); émigration et immigration; grève générale; l'assurance ouvrière (\*); la journée de huit heures; solidarité internationale; protectionnisme et libre-échange (\*); militarisme (\*); le

Cette polémique parut en première page de *La Petite République*, sous le titre « La haine raciale aux États-Unis », les 29 et 30 novembre et 5, 11, 14, 17, 18 et 23 décembre 1903.

[14] Conformément aux minutes dactylographiées : « Vaillant estime, que, pour que des manifestes soient publiés, il faudrait l'adhésion presque unanime des nationalités. Il importe du reste [d'] être ménager de ces manifestes internationaux. »



cléricalisme et les écoles; trade-unionisme et politique; arbitrage international (\*); l'habitation pour le peuple.

(Sur les questions marquées d'un \*, un projet de résolution a été envoyé, sans rapport.)

Les questions principales, déjà maintenues à la dernière réunion, seront inscrites en tête de l'ordre du jour, qui sera donc composé comme suit :

- I. — Validation des mandats;
- II. — Élection du bureau. Formation des sections. Constitution de l'ordre du jour;
- III. — Rapport du secrétariat;
- IV. — Rapport des nationalités;
- V. — Règles internationales de la politique socialiste. Résolution concernant la tactique du Parti (Parti socialiste de France) [15];
- VI. — Politique coloniale (Hyndman et Van Kol);
- VII. — Émigration et immigration (Argentine);
- VIII. — Grève générale (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de France et Parti socialiste de Hollande);
- IX. — La politique sociale et l'assurance ouvrière (Allemagne). La journée de huit heures (Danemark);
- X. — Trusts et chômage (Parti socialiste des États-Unis).

#### *Questions diverses.*

- XI. — Protectionnisme et libre-échange (Independent Labour Party d'Angleterre);
- XII. — Militarisme (Independent Labour Party d'Angleterre);
- XIII. — Le cléricalisme et les écoles (Social Democratic Federation d'Angleterre);
- XIV. — Trade-unionisme et politique (Fabian Society d'Angleterre);
- XV. — Arbitrage international (Independent Labour Party d'Angleterre);
- XVI. — L'habitation pour le peuple (Workmen's National Housing Council d'Angleterre);
- XVII. — Solidarité internationale (Union des socialistes allemands, autrichiens et hongrois en Suisse).

VAILLANT demande qu'un délai plus long soit accordé pour l'envoi des rapports et projets de résolutions.

[15] Rectifications Vaillant : « La proposition acceptée et inscrite à l'ordre du jour du Parti socialiste de France, 'Règles internationales de la politique socialiste. Résolution concernant la tactique du Parti', aurait dû être marquée de l'astérisque indiquant, comme vous l'avez dit, que si le rapport n'était pas encore arrivé — vous le recevrez avant la fin du mois —, la résolution était revue puisque c'était la résolution de Dresde ainsi qu'en avait décidé notre Congrès de Reims. »

V. SERWY propose de fixer au 31 mars prochain la date à laquelle ces documents doivent être parvenus au secrétariat. — Adopté.

*La politique internationale.*

L'assemblée vote la résolution suivante, proposée par Singer, Kautsky, Rosa Luxembourg, Plekhanoff, Adler et Vandervelde :

*« Le Bureau Socialiste International proteste énergiquement contre les persécutions dont les socialistes russes sont victimes en Allemagne de la part de la police et du gouvernement ;*

*Condamne sévèrement la politique de services humiliants qui dégrade l'Allemagne au rôle d'instrument du despotisme russe ;*

*Félicite les socialistes allemands et italiens pour leur efficace intervention en faveur des militants russes poursuivis par le tsarisme ;*

*Engage les Partis socialistes de tous les pays à saisir toute occasion de combattre l'influence du tsarisme, essayant de se répandre de plus en plus sur les pays de l'Occident et qui constitue un danger permanent pour la démocratie et la civilisation. »*

WALECKI émet quelques considérations au sujet du conflit russo-japonais. Si la guerre éclate, il faudrait que le Bureau publiât un manifeste. Ce manifeste devrait attirer l'attention publique sur les influences russophiles ou tsarophiles de l'Europe, où la presse, même démocratique, semble favorable à la Russie, représentée comme ayant des intentions conciliatrices et pacifiques.

VAILLANT dépose la résolution suivante :

*« Le Bureau :*

*Au cas où par le crime des gouvernants et du capitalisme la guerre éclaterait entre la Russie et le Japon,*

*Invite les socialistes de tous les pays, et tout particulièrement les Partis socialistes de France, d'Angleterre et d'Allemagne, à lutter de toute leur énergie et de tous leurs efforts combinés, pour conjurer toute extension de la guerre, pour faire que leurs pays, loin d'y participer, s'efforcent de rétablir et de maintenir la paix. »*

Cette résolution est adoptée.

PLEKHANOFF propose au Bureau de se prononcer en faveur de l'indépendance de la Macédoine.

HUNTER WATTS et CIPRIANI proposent à l'assemblée de s'abstenir.

ADLER réfute la résolution de l'assemblée de Sofia, qui regrette la position prise par l'*Arbeiter Zeitung* dans la question macédonienne. Les socialistes de la Bulgarie ne comprennent, en général, pas notre situation et de là vient le malentendu. Nous reconnaissons le droit des Macédoniens à l'indépendance comme celui de toute autre nation. Mais nous avons un autre intérêt plus important, plus proche, celui du prolétariat, dont nous sommes les représentants. Une intervention

des puissances, une guerre qui en résulterait, entraverait les intérêts du prolétariat autrichien en premier lieu et, en général, de tout le socialisme européen. Nos ouvriers sont les premiers qui devraient marcher; c'est pourquoi la question présente pour nous une autre phase que les déclarations platoniques de solidarité. En outre, les choses dans les Balkans sont très obscures; il y a là encore d'autres groupements nationaux qui réclament le droit à l'autonomie.

VAN KOL préconise aussi la plus grande circonspection dans cette question des Balkans, pleine d'obscurité et d'intrigues.

V. SERWY lit l'ordre du jour voté par l'assemblée de Sofia, que nous avons donné plus haut.

VAILLANT demande que le Bureau manifeste sa sympathie en faveur des peuples des Balkans, qui luttent pour leur indépendance.

Finalement, le Bureau vote la résolution suivante :

« *Le Bureau :*

*Exprime sa sympathie pour tous les peuples qui luttent pour leur indépendance dans les Balkans,*

*Proteste énergiquement contre les massacres en Macédoine,*

*Et demande, dans le but de rétablir et de maintenir la paix, l'autonomie complète de la Macédoine, ainsi que l'octroi des droits à l'existence et au développement pour tous les groupements nationaux de ce pays. »*

La séance se termine à 1 h 15.

## 23

### Manifeste du 1<sup>er</sup> Mai contre la guerre russo-japonaise et le militarisme.

Bruxelles, le 23 avril 1904

*Aux travailleurs de tous les pays.*

Avec un ensemble remarquable, les Partis socialistes de toutes les nations s'apprêtent à célébrer le Premier Mai.

Cette démonstration emprunte aux circonstances un caractère d'opportunité qu'il importe de faire ressortir.

La guerre engagée entre le Japon et la Russie est l'événement international le plus grave depuis la guerre de 1870-71. Le vol des richesses naturelles, l'aliénation des libertés populaires, l'assouvissement des appétits capitalistes, causes essentielles, apparaissent visibles à toutes les intelligences.

Cette guerre montre aussi la fausseté de la politique tzariste en même temps que le mensonge des déclarations pacifiques des gouver-

nements. La conférence de La Haye est considérée par l'opinion publique comme une odieuse comédie.

Il n'en peut être autrement.

Les gouvernements capitalistes sont les artisans de la guerre; le peuple en est l'ennemi naturel. La bourgeoisie y cherche profit; la classe ouvrière n'y trouve que pleurs et misère.

Les travailleurs russes et japonais ont fait leur devoir d'hommes en ces circonstances. Leur protestation contre la guerre a retenti à travers le monde et leur fraternelle communauté de sentiments et de pensées s'est courageusement affirmée.

*Travailleurs de tous les pays*, élevez aussi votre protestation contre le militarisme et la guerre!

A la coalition des gouvernements capitalistes, avec tous leurs moyens d'oppression : armée, magistrature, police, opposons la concentration des forces ouvrières avec tous leurs modes d'action politique, économique et morale.

La Social-démocratie est en progrès. Elle s'affirme en tous pays et grandit partout.

L'année dernière a montré la croissance énorme du socialisme en Allemagne; cette année, les élections en Angleterre, aux États-Unis, en France et ailleurs, témoigneront de l'irrésistible poussée de la Social-démocratie.

C'est la lutte internationale de la Social-démocratie contre la Réaction.

*Travailleurs*,

Au Premier Mai, soyez unis par la pensée pour l'action incessante et féconde!

Au Premier Mai, manifestez pour les trois huit, symbole d'affirmation de votre volonté impérieuse de régner sur le monde!

Au Premier Mai, proclamez la guerre à la guerre et célébrez la solidarité ouvrière au cri de : « *Vive l'Internationale des Travailleurs.* »

*Le Secrétaire international, V. SERWY.*

## 24

### Compte rendu de la cinquième réunion du B.S.I. [1]

Amsterdam, le 15 août 1904

Samedi matin à 10 h, s'est réuni le B.S.I. au Bondsgebouw sous la présidence de Henri Van Kol assisté du Secrétaire international, Victor Serwy.

[1] Nous publions ce compte rendu d'après le texte paru dans *Le Peuple*, N° 229, 16 août 1904, p. 1, texte établi d'après les dépêches de l'agence Havas par le service spécial du journal belge auprès du Congrès d'Amsterdam.

L'appel des nationalités signale la présence de Kautsky pour l'Allemagne; V. Adler et Pernerstorfer pour l'Autriche; Plekhanoff pour la Russie; Édouard Vaillant et Bracke pour le P.S. de France et Cipriani pour le P.S.F.; Éd. Anseele et Ém. Vandervelde pour la Belgique; H. Van Kol et P. Troelstra pour la Hollande; Sen Katayama pour le Japon; Soucup, Nemeč pour la Bohême; Ferri (Italie); H. M. Hyndman et E. B. Bax pour l'Angleterre; A. Cambier et M. Ugarte pour la République Argentine; Hillquit (U.S.A.); P. Knudsen pour le Danemark; Kringen (Norvège); Rosa Luxembourg, Walecki (Pologne). Le cit. Dadhabhai Naoroji, de l'Hindoustan, assiste aussi à la Réunion.

L'assemblée procède à l'examen des propositions du secrétariat au sujet de l'organisation matérielle du Congrès : constitution du Bureau, formation des sections nationales, validation des mandats, vote dans les sections et dans le Congrès, heures de séances, présidence du Congrès, etc. [2]

Les mesures arrêtées en commun accord font supposer que le Congrès abordera dès lundi après-midi les questions principales de son ordre du jour.

Un fait a vivement frappé les membres du Bureau, c'est l'empressement avec lequel Plekhanoff, le délégué russe, s'est avancé en entrant en séance vers le délégué du Japon, Sen Katayama. Tout le temps de la réunion, ils ont siégé l'un à côté de l'autre [3].

[2] Le compte rendu ne fait pas état des vives discussions qui eurent lieu à cette réunion au sujet des demandes des organisations socialistes de Russie — notamment le Bund, le Parti socialiste révolutionnaire, les socialistes lithuaniens — qui souhaitaient se voir accorder à chacune une représentation au sein du B.S.I. Adler formula une solution de compromis et proposa de donner pour la Russie, au lieu des deux mandats habituels, trois ou quatre et d'assurer ainsi la représentation des nationalités. Rosa Luxembourg répliqua que la Russie n'était pas « un musée ethnographique ». Finalement la proposition d'Adler fut repoussée.

Durant le Congrès international d'Amsterdam, le B.S.I. se réunit à plusieurs reprises. A l'une des dernières réunions, en présence d'un représentant du Bund et du Parti socialiste révolutionnaire, la demande fut à nouveau discutée. Après des discussions au cours desquelles intervinrent Plekhanov et Hyndman, la demande du Bund fut définitivement repoussée, tandis que le Parti socialiste révolutionnaire obtenait l'un des mandats russes de délégué au B.S.I. Sur ces débats, cf. la présentation faite par Plekhanov dans *Sočinenija*, T. XVI, p. 319-22.

[3] A ce sujet nous trouvons quelques détails dans les souvenirs de Sen Katayama : « Je devais assister à la réunion du B.S.I. qui se tenait dans le local de la direction du syndicat des tailleurs de diamants... Le Président du syndicat Polak me conduisit dans la salle des réunions au troisième étage. Presque tous les membres du comité représentant les différents pays étaient déjà réunis. Je portais un costume bon marché, acheté dans un magasin, et une chemise à faux col. Tous les autres étaient en habit avec des cols montants et des cravates et ils avaient l'air de gentlemen respectables. Hyndman, Bebel, Adler, Enrico Ferri, Van Kol, Vandervelde, Zetkin et Kautsky, tous étaient excités. Beaucoup étaient des vieillards à cheveux blancs. Une lutte difficile, incessante marquait leur visage. On voyait qu'ils se connaissaient, qu'ils se réjouissaient de cette nouvelle rencontre et qu'ils se souhaitaient la bienvenue. Comme fasciné, je les dévisageais avec plaisir pendant quelques instants. Beaucoup, parmi eux, s'approchèrent de moi et me saluèrent en me serrant la main. Tous prononçaient mon nom correctement et m'accueillaient cordialement et en camarade. Je m'étonnais qu'ils sussent si bien mon nom. Les anciennes et les nouvelles connaissances échan-

La première séance du Congrès sera présidée par H. Van Kol, Sen Katayama, et Plekhanoff.

*Rapport du secrétariat sur le premier semestre 1904.*

La tâche la plus importante du secrétariat pendant ce semestre a été l'organisation du Congrès d'Amsterdam. En ce qui concerne le Congrès d'Amsterdam, une circulaire d'invitation en trois langues a été envoyée à toutes les organisations nationales en nombre suffisant pour les distribuer aux groupes locaux (plus de 10 000 exemplaires).

Nos demandes pour obtenir les rapports et les résolutions sur les questions de l'ordre du jour, ainsi que les rapports sur le mouvement ouvrier socialiste ont été maintes fois réitérées. A la date du 22 juillet, plusieurs rapports nous manquent encore.

Nous avons envoyé aux Congrès nationaux des Partis socialistes et des fédérations syndicales, des lettres de sympathie au nom du Bureau en exprimant le vœu de rencontrer une nombreuse délégation au Congrès d'Amsterdam.

Le secrétariat s'est efforcé de prendre les meilleures dispositions pour l'organisation matérielle du Congrès, d'accord avec le Comité organisateur hollandais.

Nous avons invité les Partis socialistes de tous les pays à faire le nécessaire pour donner suite à la résolution votée à la dernière réunion du Bureau, au sujet de la guerre Russo-Japonaise.

Un manifeste a été lancé le 1<sup>er</sup> Mai.

La Commission socialiste interparlementaire a enfin été constituée; elle se compose :

Pour l'Allemagne, de I. Auer et P. Singer.

Pour l'Angleterre, de J. Keir Hardie.

Pour la Belgique, de L. Furnémont.

Pour la Hollande, de P. J. Troelstra et de H. H. Van Kol.

Pour la Suède, de Hj. Branting.

Pour la France, de M. Sembat (P. S. de F.), G. Rouanet (P. S. F.).

L'Autriche et la Suisse nous ont annoncé la nomination de leurs délégués lors de la prochaine réunion de leur groupe parlementaire. La Hongrie n'a pas de député socialiste au Parlement. Les autres pays ne nous ont pas encore répondu.

Le comité des réfugiés politiques, dans lequel sont représentées toutes les fractions socialistes et révolutionnaires de la Russie, a saisi le Bureau

gèrent entre elles des paroles de bienvenue pendant environ trente minutes. Ensuite, le leader du Parti socialiste hollandais, membre du Parlement, Van Kol, occupa la place présidentielle et ouvrit la séance. Ce jour-là on discuta du compte rendu du secrétariat du B.S.I., de l'ordre du jour du Congrès, et l'on choisit un président pour l'ouverture et la seconde journée des travaux du Congrès. Après que la décision fut prise et la réunion close, nous fûmes photographiés sur les marches de cette maison. » *Novaja i Novejšaja Istorija*, 1963, N° 3, p. 80-81.

d'une demande de protestation, dans le but de soulever l'opinion publique, contre les prétentions odieuses de l'absolutisme russe.

Le secrétariat reçoit à présent les revues et journaux suivants :

Allemagne :

*Vorwärts, Süddeutscher Postillon, Der wahre Jacob, In freien Stunden, Die neue Welt, Die neue Zeit.*

*Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands.*

*Der Seeman.*

Angleterre :

*The Labour Leader, Justice, The I. L. P. Platform, I. L. P. News, The Social Democrat, Fabian News, The Clarion, The Young Socialist.*

Argentine :

*La Vanguardia.*

Autriche :

*Arbeiterzeitung, Die Gewerkschaft.*

Belgique :

*Le Peuple, En Avant, La Femme Socialiste, Revue Bibliographique Belge, La Jeunesse Socialiste, La Revue du Socialisme Rationnel, L'Avenir Social, Le Trait d'Union, Journal des Correspondances, La Revue du Travail, Revue Sociale Catholique.*

Bohême :

*Akademie — Organ für die Handels-Angestellten.*

Bulgarie :

*Rabotnitschesky Vestnik.*

Canada :

*The Voice.*

Espagne :

*El Socialista, Solidaridad, La Voz del Pueblo, La Voz del Trabajo, La Guerra Social, La Revista Socialista, La Union de Cocheros de Madrid.*

États-Unis :

*Vorwärts, Die Arbeiter Zeitung, Neues Leben, St. Louis Labor, The Coming Nation, The Idaho Socialist, Appeal to Reason, The Worker, The Seattle Socialist, The Iowa Socialist, International Socialist Review, Spravedlnost, Comrade, Wilshires Magazine.*

Guadeloupe :

*La Démocratie, L'Émancipation.*

## France :

*Le Socialiste, La Petite République, Le Combat Social, Le Progrès, La Lutte Sociale, Le Socialiste de la Haute-Vienne, Le Socialiste de la Rive Gauche, La Revue Socialiste, Le Mouvement Socialiste, Le Musée Social, Le Devoir, Bulletin de l'Office du Travail, Revue de Bibliographie Française, Cahiers de la Quinzaine, La Semaine Sociale, Pages Libres, L'Européen, Pro Armenia, Revue Populaire d'Économie Sociale, Les Annales de la Jeunesse Laïque, La Démocratie Chrétienne.*

## Hollande :

*Het Volk, De Nieuwe Tijd, Correspondencieblad.*

## Hongrie :

*Volksstimme.*

## Italie :

*Avanti!, Il Socialismo, L'Italia Nuova, Cronaca del Lavoro, La Rivista Municipale, Le Arti Grafiche, Il Cappellaio, Il Metallurgico, Le Arti Tessili.*

## Japon :

*Socialist, Heimin Shimbun.*

## Luxembourg :

*Escher Journal.*

## Norvège :

*Ny Tid, Dit Tyvende Aarhundrede.*

## Portugal :

*O Primeiro de Maio.*

## Pologne :

*Naprzod.*

## Russie :

*Iskra, Rabotscheye Dielo, La Tribune Russe.*

## Serbie :

*Radnitchke Novine.*

## Suède :

*Social-demokraten.*

## Suisse :

*Arbeiterstimme, Basler Vorwärts, Le Grütli, Le Peuple de Genève.*



Plusieurs questions doivent être tranchées par le Congrès au sujet de l'organisation du Bureau :

1. Quels sont les pays qui doivent payer la cotisation de 800 Frs?
2. Quels sont ceux qui ne doivent payer que 200 Frs?
3. Faut-il admettre une cotisation moyenne, 400 Frs? par exemple, pour certaines nationalités comme la Hollande, le Danemark, etc.?
4. Quelle cotisation faut-il exiger des pays comme le Japon, le Grand-Duché de Luxembourg, etc., où l'organisation socialiste est à ses débuts?

Dans un autre ordre d'idées, il sera utile de fixer les règles pour la nomination des membres du Bureau Socialiste International. Nous pensons que le nombre deux fixé par le Congrès de Paris en 1900, doit être considéré comme un maximum; que les membres du Bureau peuvent être nommés lors de la première réunion des sections nationales au Congrès d'Amsterdam.

Nous voudrions aussi voir le Congrès nous indiquer :

1. Si la Commission socialiste interparlementaire doit aussi être composée de deux membres par nationalité.
2. Si les membres de ce Comité ont droit de vote ou simplement voix consultative aux réunions semestrielles du Bureau.

*Le Secrétaire, V. SERWY.*

## 25

### Circulaire signalant l'action internationaliste de tisserands italiens à l'occasion d'une grève à Verviers.

Bruxelles, le 25 août 1904

Cher Camarade,

Nous avons recours à votre organe pour signaler à l'attention de la classe ouvrière l'admirable trait de solidarité ouvrière internationale qui vient de se produire en Belgique.

Une grève de tisserands a éclaté, il y a un mois environ, à Verviers. Elle a pour objet de réfréner les abus du tissage à deux métiers et d'obtenir une réglementation équitable du travail [1]. Les patrons, ne pouvant avoir raison de la résistance organisée des travailleurs, sont allés chercher des tisserands en Italie. Arrivés à Verviers, ceux-ci ont alors seulement eu connaissance de la situation réelle, et se sont immédiatement refusé à supplanter leurs camarades belges.

[1] Dans le rapport du Parti ouvrier belge soumis au Congrès socialiste international de Stuttgart, nous lisons à propos de cette grève : « Enfin, pour arriver à anéantir l'organisation syndicale des ouvriers tisserands de Verviers, les patrons s'associèrent

Les tisserands allemands ont aussi assuré leurs camarades verviétois de leur appui moral, et ont en plus décidé de venir en aide à leurs confrères italiens, afin de permettre le rapatriement de ceux-ci.

Cet acte de solidarité ouvrière internationale mérite d'être mis en évidence. Aussi le secrétariat socialiste international se fait-il un devoir de le signaler à la presse socialiste et aux organisations ouvrières de tous les pays, laissant à leur initiative le choix du moyen de participer à cette manifestation admirable de la conscience ouvrière.

Bien fraternellement.

Le Secrétaire, V. SERWY.

## 26

### Circulaire sur l'unité socialiste : une communication du Parti socialiste de France

Bruxelles, le 20 octobre 1904

Cher Camarade,

Nous avons l'honneur de vous faire parvenir la communication suivante :

Le Parti socialiste de France (Union socialiste révolutionnaire), par l'intermédiaire de son Conseil central, nous a envoyé l'extrait suivant du procès-verbal de sa séance du 4 octobre 1904.

« Désireux de donner suite à sa déclaration du 30 août dernier [1],

et résolurent d'introduire des modifications au régime industriel, modifications qui devaient avoir pour résultat d'établir l'autocratie sans limite du patronat et la suppression radicale des syndicats ouvriers. Les patrons provoquèrent le lock-out. La classe ouvrière de Belgique comprenant que le droit d'association et de défense ouvrière était engagé dans cette lutte, fit des prodiges de solidarité. Près de 300 000 Frs furent récoltés pour aider les 15 000 familles, victimes de la vengeance patronale. L'Allemagne, le Danemark, la Suède, la Norvège envoyèrent des subsides. On procéda au déplacement des enfants qui furent recueillis dans les familles ouvrières des autres centres d'industrie. Cet exode ne contribua pas peu à créer une sympathie générale à la cause des grévistes forcés. Ce fut un admirable mouvement de la classe ouvrière belge qui soutint cette lutte pendant trois mois pour finir par briser l'arme patronale du lock-out et maintenir l'association professionnelle — et ceci malgré le refus des ouvriers verviétois d'adhérer au Parti ouvrier belge. » Cf. *L'Internationale ouvrière et socialiste; Rapports soumis au Congrès socialiste international de Stuttgart (18-24 août 1907)*, Bruxelles, 1907, p. 138.

---

[1] Le 30 août, le Conseil général du Parti socialiste de France (U.S.R.) adopta en cours de séance une résolution, se déclarant prêt « à exécuter les décisions du Congrès international d'Amsterdam pour l'unité du Parti socialiste en France ».

Un extrait du procès-verbal de cette séance fit le 28 septembre 1904 l'objet d'une communication à la presse transmise par le secrétariat du B.S.I.

le Conseil central du Parti socialiste de France est heureux de constater que, même dans la section française qui avait voté contre la résolution de Dresde [2], nombreux sont les groupements qui ont déjà compris et affirmé que la première condition de l'unité, telle qu'elle a été voulue par le Congrès international d'Amsterdam, est l'autonomie recouvrée à l'égard de tous les Partis bourgeois pour la pratique essentielle d'une politique de classe.

Il croit inutile d'insister sur l'impossibilité de réaliser cette unité au moyen d'un Comité dit d'entente qui, en maintenant d'une part les organisations diverses et d'autre part une tactique repoussée à Amsterdam, ne laisserait rien subsister des résolutions du Congrès.

Et, résolu à faire le plus rapidement possible bloc socialiste avec tous ceux d'où qu'ils viennent, qui sont prêts à répondre à l'appel de l'Internationale, il décide de constituer à ce jour une délégation en vue d'une commission d'unification ayant pour objectif unique de déterminer les voies et moyens de l'unité organique du Parti, sur le terrain de lutte de classe maintenu à Amsterdam comme la base non seulement de toute doctrine, mais de toute tactique socialiste.

Notre délégation comprendra provisoirement, jusqu'à la prochaine réunion plénière, les quinze membres élus par le Parti lui-même dans son Congrès national de Lille pour composer sa Commission exécutive [3].

Cet ordre du jour, qui devra être communiqué au secrétariat de la section qui à Amsterdam, représentait avec nous la nationalité française, sera adressé au Bureau Socialiste International de Bruxelles, sur les bons offices duquel le Parti socialiste de France compte pour, conformément au mandat reçu, seconder et au besoin appeler tous les efforts en vue de l'unité dans les conditions votées à l'unanimité par le prolétariat organisé des deux mondes. »

Bien fraternellement.

*Le Secrétaire, V. SERWY.*

[2] Résolution de Dresde : résolution sur la tactique socialiste, dont le texte amendé fut adopté à Amsterdam par le Congrès international.

[3] Le 4 octobre, le Conseil central rappelait sa démarche d'août, « il nommait une délégation chargée de s'aboucher avec une délégation de la section qui parallèlement avec la section du Parti socialiste de France avait représenté la nationalité française à Amsterdam. Le Parti socialiste français, directement saisi, faisait connaître à son tour qu'il était disposé à toutes négociations en vue de l'unité et constituait à son tour une délégation ». Les deux délégations se réunirent le 27 novembre, elles comptaient chacune 15 membres qui décidèrent la formation d'une Commission d'unification et invitèrent à y participer les autres éléments socialistes : Parti ouvrier socialiste révolutionnaire et Fédérations autonomes. C'est sur cette base que fut constituée la Commission d'unification. Cf. J. L. Breton, *L'unité socialiste*, Paris, Rivière, 1912, p. 39-40.

## 27

## Compte rendu de la sixième réunion du B.S.I. [1]

Bruxelles, le 15 janvier 1905.

La séance du Bureau Socialiste International s'est ouverte le dimanche 15 janvier, à 9 h 30, à la Maison du Peuple de Bruxelles. Sont présents :

Hyndman (Angleterre), Van Kol (Hollande), Vaillant et Cipriani, Longuet et Bracke (sup.) (France), Roubanovitch et Axelrod (Russie), V. Adler (Autriche), Bebel et Kautsky (Allemagne), Rosa Luxembourg (Pologne), Welter (Duché de Luxembourg), Cambier (République Argentine), Anseele et Vandervelde (Belgique).

Président : É. Vandervelde.

Secrétaire : Victor Serwy.

Excusés : Keir Hardie, Plekhanoff, Racovsky, Ugarte et les délégués de Norvège et de Suède.

*L'unité socialiste en France.*

Le citoyen VAILLANT annonce que l'unité socialiste en France peut être considérée comme un fait. Il ne reste plus à résoudre que quelques points d'organisation.

Les vœux émis par le Congrès d'Amsterdam ont été réalisés. En effet, l'unité a été réalisée sur les bases de la motion de Dresde, votée à Amsterdam [2], c'est-à-dire dans des conditions qui garantissent la liberté d'action, les principes socialistes et la tactique révolutionnaire dans le mouvement socialiste. L'unité a simplement été faite sur cette base, que le Parti socialiste en France doit être non un Parti de réforme, mais un Parti révolutionnaire de classe.

Le citoyen BRACKE communique les termes du contrat intervenu entre les deux fractions françaises. En voici le texte :

[1] Nous publions un compte rendu officiel établi par le secrétaire du B.S.I. Publié dans *L'Avenir Social*, il fut tiré sous forme de plaquette à l'usage des délégués du B.S.I. Les comptes rendus parus dans la presse belge et française sont inexacts ou entachés de lacunes. Ainsi *Le Peuple* a omis le texte de résolution présenté par Vaillant « Contre la guerre russo-japonaise et pour les socialistes russes », adopté à l'unanimité par les délégués présents à la réunion. En ce qui concerne la presse française, un des délégués russes, Roubanovitch, signala au secrétaire du B.S.I. : « La correspondance bruxelloise de *La Petite République* a dénaturé un peu le compte rendu de la séance. Les journaux comme *Le Matin*, *Le Temps*, etc., ont annoncé des résolutions (en faveur des députés socialistes français pour leurs votes de ces deux dernières années) qui n'ont jamais eu lieu... » Lettre de Roubanovitch à Serwy du 18 janvier 1905, Archives du B.S.I.

[2] Il s'agit de la résolution sur la tactique socialiste adoptée au Congrès socialiste international d'Amsterdam. Elle recommandait en outre de réaliser l'unité socialiste dans chaque pays où le socialisme était fractionné entre divers Partis ou organisations.

Les délégués des organisations socialistes françaises : Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, Parti socialiste de France, Parti socialiste français, Fédérations autonomes des Bouches-du-Rhône, de Bretagne, de l'Hérault, du Nord, de la Somme et de l'Yonne, mandatés par leurs Partis respectifs et leurs fédérations, pour réaliser l'unité sur les bases indiquées par le Congrès international d'Amsterdam, déclarent que l'action du Parti unifié doit être dirigée par les principes qu'ont établis les Congrès internationaux, en particulier les plus récents, ceux de Paris, en 1900, et d'Amsterdam, en 1904.

Ils constatent que les divergences de vues et les interprétations de tactiques différentes qui ont pu se produire jusqu'à présent, sont dues surtout à des circonstances particulières à la France et à l'absence d'une organisation générale.

Ils affirment leur commun désir de fonder un Parti de lutte de classe qui, même lorsqu'il utilise au profit des travailleurs les conflits secondaires des possédants, ou se trouve combiner accidentellement son action avec celle d'un parti politique pour la défense des droits et des intérêts du prolétariat, reste toujours un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'État qui en est l'instrument.

En conséquence, les délégués déclarent que leurs organisations sont prêtes à collaborer immédiatement à cette œuvre d'unification des forces socialistes sur les bases suivantes, fixées et acceptées d'un commun accord :

1. Le Parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat.

Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution ;

2. Les élus du Parti au Parlement forment un groupe unique en face de toutes les fractions politiques bourgeoises. Le groupe socialiste au Parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir, refuser, en conséquence, les crédits militaires, les crédits de conquête coloniale, les fonds secrets et l'ensemble du budget.

Même en cas de circonstances exceptionnelles, les élus ne peuvent engager le Parti sans son assentiment.

Au Parlement, le groupe socialiste doit se consacrer à la défense et à l'extension des libertés politiques et des droits des travailleurs, à la poursuite et à la réalisation des réformes qui améliorent les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière.

Les députés, comme tous les élus, doivent se tenir à la disposition du Parti pour son action dans le pays, sa propagande géné-

rale sur l'organisation du prolétariat et du but final du socialisme.

3. L'élu relève individuellement, comme chaque militant, du contrôle de sa fédération.

L'ensemble des élus, en tant que groupe, relève du contrôle de l'organisme central. Dans tous les cas, le Congrès juge souverainement;

4. La liberté de discussion est entière dans la presse pour toutes les questions de doctrine et de méthode, mais pour l'action tous les journaux socialistes doivent se conformer strictement aux décisions du Congrès interprétées par l'organisme central du Parti.

Les journaux qui sont ou seront la propriété du Parti, soit dans son ensemble, soit dans ses fédérations, sont ou seront naturellement placés sous le contrôle et l'inspiration de l'organisme permanent établi respectivement par le Parti ou les fédérations.

Les journaux qui, sans être la propriété du Parti, se réclament du socialisme, devront se conformer strictement pour l'action aux décisions du Congrès, interprétées par l'organisme fédéral ou central du Parti dont ils devront insérer les communications officielles.

L'organisme central pourra rappeler ces journaux à l'observation de la politique du Parti et, s'il y a lieu, proposer au Congrès de déclarer rompus tous rapports entre eux et le Parti;

5. Les élus parlementaires ne pourront individuellement être délégués à l'organisme central, mais ils y seront représentés par une délégation collective égale au dixième du chiffre des délégués et qui ne sera pas en tout cas inférieure à cinq.

S'il y a une commission exécutive, ils ne pourront en faire partie.

Les fédérations ne pourront déléguer comme titulaires à l'organisme central que des militants résidant dans les limites de la fédération;

6. Le Parti prendra les mesures pour assurer de la part de ses élus le respect du mandat impératif. Il fixera leur cotisation obligatoire;

7. Un Congrès chargé de l'organisation définitive du Parti, sera convoqué dans le plus bref délai sur la base d'une représentation proportionnelle aux forces socialistes constatées lors du Congrès d'Amsterdam et calculées d'une part sur le nombre de cotisants et, d'autre part, sur le chiffre de voix obtenues au premier tour de scrutin dans les élections générales législatives de 1902, étant admis que le nombre de mandats représentant les voix électorales ne pourra dépasser le cinquième du total des mandats.

Il ne sera attribué aux fédérations de mandats représentant les voix électorales, qu'à partir de 1 000 suffrages obtenus et le nombre des autres mandats sera déterminé suivant une progression décroissante.

*La Commission d'unification : pour le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire : citoyens Allemane, Bernard, Cordé, Doulut, Oscar Hervé, Lanche, J.-B. Lavaud ;*

*Pour le Parti socialiste de France : citoyens Bracke, Cheradame, Paule Constans, Delory, Louis Dubreuilh, Lagardelle, Vannier (délégués titulaires), Chauvin, D<sup>r</sup> Cherechenski, Grados (délégués suppléants) ;*

Pour le Parti socialiste français : citoyens Briand, Jaurès, Longuet, Albert Orry, de Pressensé, Renaudel, Révélin (délégués titulaires), Camélinat, Ducos de La Haille, Viviani (délégués suppléants).

Pour les fédérations autonomes : Bouches-du-Rhône, citoyen Cadenat, délégué titulaire ; Bretagne, citoyen Brunellière, délégué titulaire ; Hérault, citoyen Bénézech, délégué titulaire, et citoyen Wilm, suppléant ; Somme, citoyen Édouard Decamp, délégué titulaire, et citoyen Meslier, suppléant ; Var, citoyen Renaudel, délégué titulaire ; Yonne, citoyen Gustave Hervé, délégué titulaire ; Nord, a réservé sa réponse jusqu'après son Congrès, fixé au 29 janvier.

Cette communication est accueillie avec la plus vive satisfaction.

### *L'unité socialiste dans tous les pays.*

Le camarade HYNDMAN déclare que la Social Democratic Federation a voté un ordre du jour félicitant les Partis socialistes qui ont réalisé l'unité et invitant toutes les nationalités à la réaliser à leur tour. Hyndman a surtout en vue le mouvement socialiste de son pays.

Il propose l'ordre du jour suivant :

« Le Bureau félicite les Partis socialistes des divers pays qui ont pris des mesures tendant à la réalisation de l'unité socialiste, et attire, sur l'importance des résultats obtenus, l'attention des pays qui n'ont pas encore pris les mesures nécessaires pour l'exécution des résolutions d'Amsterdam. »

Adopté.

### *Mort de Louise Michel [3].*

L'assemblée vote également l'ordre du jour suivant :

« Le Bureau Socialiste International, réuni à la Maison du Peuple à Bruxelles, salue la dépouille mortelle de la vaillante citoyenne Louise Michel, morte en menant le bon combat pour l'émancipation humaine. »

### *Les deux fractions socialistes en Bulgarie.*

Le secrétaire V. SERWY lit une lettre du Parti ouvrier démocrate socialiste bulgare protestant contre la nomination d'un délégué réformiste bulgare au Bureau International [4]. Il y a en Bulgarie deux fractions socialistes.

Les révolutionnaires veulent l'exclusion des réformistes. La question sera discutée l'après-midi.

[3] Louise Michel est morte en 1904. *Die Neue Zeit* publia un long article nécrologique, signé par Clara Zetkin, qui mettait en évidence « l'importance de cette héroïne de la Commune de Paris pour le prolétariat organisé ». *N.Z.*, XXII, Bd. 2, p. 30-32.

[4] En 1903 eut lieu une scission dans le Parti socialiste bulgare. Les marxistes orthodoxes, « les Étroits », se groupèrent autour de D. Blagoev, tandis que les réformistes, « les Largés » autour de J. Sakasov. Nous reproduisons, n. 13, le texte de la déclaration émanant des socialistes « étroits ».

É. VAILLANT [5], au nom du Parti socialiste de France, dépose l'ordre du jour suivant, sur la guerre russo-japonaise, qui est adopté à l'unanimité :

« *Le Bureau,*

*Renouvelle son appel à la vigilance et à l'effort des Partis socialistes de tous les pays, pour que, par tous les moyens, ils empêchent toute participation de leur pays à la guerre, toute violation de la neutralité.*

*Mais il ne peut compter et ne compte que sur l'héroïque Parti socialiste de Russie pour achever la défaite du tsarisme commencée par la guerre et la force révolutionnaire de ses événements, et pour mettre, alors et ainsi, fin à une guerre de piraterie coloniale.*

*Le Bureau, au nom du Parti socialiste international, adresse aux socialistes et prolétaires militants de Russie, le témoignage de son admiration et de ses sympathies fraternelles, avec les vœux ardents pour que leur lutte révolutionnaire délivre au plus tôt la Russie et le monde de la tyrannie et des entraves du tsarisme et donne au prolétariat de Russie les conditions de son organisation et de son action émancipatrices. »*

Le président VANDERVELDE lit un télégramme de Daszynski, Kaniowski, et Morawski, dans lequel ils expriment leur solidarité avec les décisions du Bureau, leur délégué ne pouvant pas être présent à la réunion.

#### *Les travaux du secrétariat.*

Le Secrétaire, Victor SERWY, donne lecture du rapport des travaux du Bureau depuis le Congrès d'Amsterdam.

En voici le texte :

Nous avons l'honneur de vous faire rapport sur les travaux du secrétariat socialiste international, depuis le Congrès d'Amsterdam.

Depuis le Congrès d'Amsterdam, le secrétariat socialiste s'est spécialement occupé du volume contenant les rapports des nationalités et du compte rendu du Congrès.

Ces deux volumes ont paru en français [6].

Nous avons espéré publier le premier avant le Congrès, mais la plupart des rapports ne nous sont parvenus que pendant les deux mois précédant le Congrès ou bien pendant et après celui-ci.

Notre première circulaire réclamant ce rapport et donnant le plan

[5] Vaillant accorda une grande importance politique à cette motion. Après avoir constaté que *Le Peuple* avait omis ce texte, Vaillant s'adressa à Serwy par une lettre où il signalait « qu'en ce moment, où la neutralité de la France est menacée, nous attachons pour cela à l'ordre du jour voté... une réelle importance ». Lettre de Vaillant à Serwy du 17 janvier 1905, Archives du B.S.I.

[6] Cf. *Sixième Congrès socialiste international, tenu à Amsterdam du 14 au 20 août 1904. Compte rendu analytique publié par le Secrétariat Socialiste International, Bruxelles-Gand, Volksdrukkerij, 1904, 215 p.*; et *L'organisation socialiste et ouvrière en Europe, Amérique et Asie*, par le Secrétariat Socialiste International, Bruxelles, 1904, 524 p.



de celui-ci, date du 28 juillet 1903. Pendant un an, nous avons sollicité maintes fois l'envoi de ces rapports.

Nous avons voulu faire paraître le volume *L'organisation socialiste et ouvrière*, pour le 15 août. Une partie seulement vit le jour à cette époque, mais parut avec de nombreuses erreurs dont la seule explication était le désir d'être prêt.

Les traductions pour ce volume ont été faites en partie par le secrétariat et aussi par nos camarades de Hollande. Quelques-unes avaient été envoyées dans les trois langues par les secrétaires eux-mêmes.

Le compte rendu du Congrès d'Amsterdam a été tiré à 1 500 exemplaires; plus de mille environ ont été vendus.

Nos camarades d'Allemagne ont publié une édition allemande du compte rendu, d'accord avec le secrétariat international [7].

Nous avons prié nos amis des différentes fractions d'Angleterre, des États-Unis et de l'Australie, de nous indiquer le nombre d'exemplaires qu'ils souscriraient pour ce même compte rendu en langue anglaise.

Le nombre minime de souscriptions (310 exemplaires) nous a empêché jusqu'à ce jour de publier ce compte rendu en anglais. Nous sommes cependant en pourparlers avec nos amis d'Angleterre et d'Amérique, afin qu'ils prennent eux-mêmes l'initiative de cette publication.

Nous avons envoyé aux secrétaires des Partis un nombre de volumes sur l'organisation égal au nombre de délégués participant au Congrès d'Amsterdam, plus deux exemplaires pour leur bibliothèque.

Pour la brochure contenant les projets de résolutions en trois langues, les traductions allemandes ont été faites par le président d'un cercle allemand de Bruxelles, les traductions anglaises par le camarade Hyndman, de Londres [8].

Une troisième brochure a été publiée; elle contient en trois langues les résolutions adoptées par le Congrès d'Amsterdam [9].

A l'heure actuelle, le secrétariat a publié les ouvrages suivants :

1. Les Congrès socialistes internationaux : ordres du jour, délégations, résolutions, Paris (1889), Bruxelles (1891), Zürich (1893), Londres (1896), Paris (1900);

2. Le Congrès socialiste international d'Amsterdam (1904); ordre du jour et projets de résolutions dans les trois langues;

3. Compte rendu du Congrès socialiste international d'Amsterdam 1904; assemblée plénière et sections;

[7] *Internationaler Sozialistenkongress zu Amsterdam, 14. bis 20. August 1904*, Berlin, Expedition der Buchhandlung Vorwärts, 1904, 78 p.

[8] *Internationaler Sozialistischer Kongress. Congrès socialiste international. International Socialist Congress. Amsterdam 1904. Resolutionen. Résolutions. Resolutions*, Bruxelles-Gand, Volksdrukkerij, 1904, 60-62 p.

[9] *Internationaler Sozialistischer Kongress. Congrès socialiste international. International Socialist Congress. Amsterdam 1904. Resolutionen. Résolutions. Resolutions*, Bruxelles-Gand, Volksdrukkerij, 50-(2) p.

4. Rapports et projets de résolutions sur les questions de l'ordre du jour du Congrès international d'Amsterdam;
5. Résolutions en trois langues sur les questions de l'ordre du jour du Congrès socialiste international d'Amsterdam (1904);
6. L'organisation socialiste et ouvrière en Europe, en Asie et en Amérique.

Le secrétariat socialiste international a envoyé aux secrétaires des Partis socialistes des différentes nations, deux circulaires au sujet de la motion votée par le Parti socialiste de France, ayant rapport à l'unité socialiste [10], une autre les priant de faire parvenir au Congrès de Brême un exemplaire de chacune des publications et des journaux socialistes de leur pays, une troisième leur donnant les prix des volumes publiés par le Bureau Socialiste International [11]; et, enfin, une quatrième, attirant leur attention sur le beau trait de solidarité internationale des tisserands italiens à Verviers.

Un avis a été envoyé aux journaux hollandais, invitant les tisserands de ce pays à ne point supplanter leurs camarades verviétois; un engagement semblable avait été obtenu des tisserands allemands. Un mandat de 50 Frs envoyé par le Parti socialiste révolutionnaire russe pour le rapatriement des tisserands italiens, a été adressé au syndicat de Verviers.

La question du mode de votation dans les Congrès internationaux, qui avait fait l'objet des débats des deux dernières séances du Bureau, a été l'une de nos préoccupations.

Nous avons recueilli auprès des organisations syndicales internationales des renseignements sur le système adopté par elles, mais nous ne croyons pas pouvoir y trouver les moyens de résoudre la question du vote des nationalités dans nos assises internationales.

Des lettres de félicitations ont été envoyées aux fractions socialistes d'Angleterre qui ont remporté des succès aux dernières élections municipales.

Les invitations pour la réunion du Bureau ont été envoyées avec l'ordre du jour provisoire dès novembre dernier et nous avons prié les délégués de nous indiquer si d'autres points devaient y être ajoutés.

Nous avons prié plusieurs Partis socialistes de vouloir nous envoyer leurs cotisations arriérées, en raison des dépenses considérables occasionnées par le Congrès d'Amsterdam. Plusieurs nationalités ont encore demandé des réductions de cotisations.

Le Bureau Socialiste International est constitué comme suit, depuis le Congrès d'Amsterdam : Angleterre, H. Hyndman; Allemagne,

[10] Cf. doc. N° 26.

[11] Ces deux circulaires présentant un intérêt mineur, nous ne les reproduisons pas dans ce recueil. Un résumé figure dans le répertoire paru dans *La Deuxième Internationale*, p. 295, N° 384.

A. Bebel et Paul Singer; Autriche, Victor Adler et F. Skaret; Australie, Ch. Eyre (correspondant); Belgique, É. Vandervelde et Éd. Anseele; Bulgarie, N. Harlakoff et Janko Sakasow; Danemark, P. Knudsen et C. M. Olsen; Espagne, Pablo Iglesias et A. G. Quejido; France, Éd. Vaillant et Am. Cipriani; Finlande, J. K. Kari et J. F. Byrjata; Hollande, P. Troelstra et H. Van Kol; Hongrie, Jacob Weltner et Ernst Garami; Italie, Enrico Ferri et Filippo Turati; Japon, Sen Katayama; Norvège, Olav Kringen et C. Jeppesen; Pologne, Herman Diamand et Rosa Luxembourg [12]; Russie, E. Roubanovitch et G. Plekhanoff; Argentine, Achille Cambier et Manuel Ugarte; Suisse, W. Fürholz; Grand-Duché de Luxembourg, Welter; Suède, Hj. Branting et C. G. T. Wickman; Serbie, V. M. Stoyanovitch; Portugal, E. G. A. Guecco (correspondant); États-Unis, George D. Herron.

Pour la France, la Finlande, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Suède, le Portugal et le Grand-Duché de Luxembourg, nous n'avons pas encore reçu réponse à notre lettre demandant le nom des représentants au Bureau International. En attendant, nous avons réinscrit les délégués siégeant avant le Congrès d'Amsterdam. Pour la Pologne, une seule fraction a désigné son délégué.

★

Le rapport financier du Congrès d'Amsterdam est ensuite adopté.  
Nous le donnons ci-après :

### *Compte financier.*

#### Dépenses

Impression des circulaires d'invitation et ordre du jour en trois langues	79,00 Frs
Projets de résolutions en trois langues; organisation ouvrière et sociale : rapports des nationalités; compte rendu en français; rapports et projets de résolution	3 570,80 <sup>1</sup>
Traductions	270 »
Dépenses de délégations à Amsterdam (secrétaire et employé, quinze jours)	647,47
Comité organisateur	4 365,13
TOTAL.....	8 932,40 Frs

1. Actuellement et définitivement, cette somme atteint 3 853 Frs par suite de l'impression des résolutions du Congrès d'Amsterdam en trois langues et d'un rapport sur le mouvement en Pologne. Les frais du Congrès s'élèvent donc à 9 385,40 Frs. [Note du secrétariat du B.S.I.]

---

[12] Rosa Luxembourg remplaça Cesarina Wojnarowska qui avait démissionné de son mandat en février 1904. Cf. Archives du B.S.I.

## Recettes

Vente de brochures		459	Frs
Vente de comptes rendus	290,05		
Vente des volumes contenant les rapports des nationalités	155,70		
		445,75	
Droits d'entrée au Congrès		4 317,90	
	TOTAL .....	5 222,65	Frs
Dépenses		8 932,40	Frs
Recettes		5 222,65	
	DÉFICIT.....	3 709,75	Frs

Ce déficit a été payé par la caisse du Bureau Socialiste International.

*Les Congrès internationaux.*

L'assemblée aborde la question du mode de votation dans les Congrès internationaux.

V. SERWY rappelle la décision du Congrès d'Amsterdam disant que seules seront représentées au Bureau les nationalités politiquement constituées.

VANDERVELDE propose de discuter d'abord la question de savoir quelles seront les nationalités qui auront droit d'envoyer des délégués au Bureau International, ensuite quel sera le mode de votation.

Rosa LUXEMBOURG soutient que la question de la représentation au Bureau a été tranchée par le Congrès d'Amsterdam et qu'il n'y a plus à y revenir.

VAN KOL. L'Internationale doit être considérée comme un Parti mondial divisé en sections, mais il faut tenir compte de l'organisation actuelle de la société divisée en nationalités diverses.

Il ajoute qu'il est nécessaire de donner plus de voix aux grands États qu'aux petits. Comme base de l'acceptation d'une nationalité au Congrès, on prendra les principes adoptés par le Bureau au Congrès d'Amsterdam; on entendra par nation, non un groupe ethnographique, mais une organisation de socialistes qui, dans un même pays, luttent contre un même gouvernement.

On devrait classer les nationalités en trois catégories, surtout d'après l'importance de l'organisation socialiste. Le vote dans les Congrès internationaux devrait donc être proportionnel aux forces ouvrières représentées, sans toutefois que les grandes nationalités puissent écraser les petites.

HYNDMAN demande que le Luxembourg, la Finlande, etc., qui n'ont pas d'existence politique propre, ne soient plus représentés au Bureau. Il appuie le principe de la proposition Van Kol.

Jean LONGUET admet le classement de Van Kol. Il trouve que la question est des plus urgentes à résoudre, étant donné que déjà au

lendemain du Congrès de Londres, le besoin s'était fait sentir d'une réforme du mode de votation dans les Congrès socialistes internationaux.

Il importe de tenir compte de la puissance de l'organisation ouvrière et socialiste, plus que du chiffre absolu des habitants d'un pays.

VAILLANT dit qu'il faut définir les nationalités et établir une proportionnalité, suivant l'importance et du pays et des forces socialistes.

VANDERVELDE estime qu'il faut considérer comme nationalité les groupes socialistes constitués contre un même gouvernement.

Les autres groupes pourront être admis à titre consultatif. Pour le mode de votation, il est injuste de donner le même nombre de suffrages au Japon et à l'Allemagne, par exemple. L'orateur se demande si on ne pourrait considérer comme un des facteurs l'importance des cotisations payées au Bureau International.

KAUTSKY lit une déclaration du Parti socialiste bulgare, qui réclame le maintien du mode de votation ancien et proteste contre la présence au Bureau d'un délégué d'une fraction socialiste bulgare, qui n'était pas représentée au Congrès d'Amsterdam [13].

[13] Voici le texte de la déclaration du Comité central du Parti ouvrier socialiste bulgare, daté de Sofia le 11 décembre 1904 :

« Le Parti ouvrier démocrate bulgare, représenté consécutivement aux Congrès socialistes internationaux de Zurich, Londres, Paris et Amsterdam, représenté dans le Bureau Socialiste International par les camarades Dr C. Racovsky et N. Harlakoff, vu d'un côté l'impossibilité où il se trouve d'envoyer les délégués ci-dessus nommés à la réunion du Bureau et d'un autre côté, vu l'importance particulière que présente pour lui les deux dernières questions portées à l'ordre du jour du Bureau (le système de vote au prochain Congrès et la représentation des nationalités au Bureau International), considère de son devoir de porter à la connaissance du Bureau réuni la déclaration suivante :

#### *Sur la question du vote :*

Considérant que le système du vote, actuellement en vigueur dans les Congrès internationaux, n'a été critiqué qu'à l'occasion du vote de la résolution de Dresde et qu'un changement de ce système, dans de telles circonstances paraîtrait comme des représailles dirigées contre les petites nationalités ayant voté cette résolution; considérant d'un autre côté que les Congrès socialistes internationaux doivent servir d'images fidèles de l'état du mouvement socialiste *dans tous les pays* et que ceci ne peut être atteint que par l'égalité de toutes les nationalités représentées aux Congrès, que tout autre système de vote, contraire au principe de l'égalité consacrée par la pratique aussi bien de l'ancienne que de la nouvelle Internationale ne pourrait présenter une base stable et créerait par conséquent des difficultés inextricables, sinon mettrait le Congrès à la discrétion des quelques grandes puissances socialistes;

Considérant enfin qu'un tel changement du système de vote porterait atteinte à la constitution fondamentale des Congrès socialistes internationaux — tâche qui dépasse la compétence du Bureau et qui est du ressort du Congrès lui-même non seulement pour la décider mais encore pour la porter à l'ordre du jour;

Le Parti ouvrier démocrate socialiste bulgare se déclare contre la mise à l'ordre du jour du Bureau de la question n° 2.

#### *Représentation des nationalités au Bureau :*

Considérant que depuis le Congrès de Londres qui a institué le Bureau Socialiste International il est de pratique constante que les délégués au Bureau soient nommés avant la clôture du Congrès par les diverses délégations nationales, que cette procédure maintenue aussi bien après le Congrès de Paris avait pour but de donner d'un côté au

L'orateur prie le Bureau de ne prendre aucune résolution aujourd'hui. Il incline à admettre la proposition Van Kol, mais il demande à l'examiner à fond, quitte à prendre une décision à la prochaine réunion.

WELTER (Luxembourg) n'est pas d'accord avec les autres camarades; aucune des propositions ne peut être acceptée.

Le système de proportionnalité donne de mauvais résultats là où il est en fonctions. Les petits États seraient écrasés par les grands. La proposition Vaillant est aussi dangereuse, car ce serait un stimulant à la division.

D'ailleurs, l'expérience a démontré que les groupes socialistes n'exécutent pas les décisions prises par les Congrès, quand elles ne leur plaisent pas. Il demande qu'on maintienne la représentation au Bureau du Grand-Duché au même titre que les autres nations.

ADLER est d'avis que la question est très compliquée. Si l'admission des petites nationalités au Bureau, dit-il, amène des difficultés, il ne faut cependant pas les exclure. Il ne faut pas résoudre la question immédiatement, mais il ne faut pas non plus l'ajourner à la prochaine séance. Le mode de votation importe peu à l'orateur. La difficulté réside dans la définition de la nationalité et de l'État. Ce sont là des expressions équivoques [14].

Il y a des États qui n'ont pas de nationalité et des nationalités qui n'ont pas d'État. Il faut cependant arriver à une entente. La liste arrêtée à Amsterdam n'est pas définitive. Elle doit être simplement révisée.

Adler propose d'enregistrer toutes les propositions et de les renvoyer à l'examen des divers Partis socialistes.

BRACKE est d'accord avec le projet Van Kol en ce qui concerne le fond. Si on peut arriver à établir une certaine proportionnalité de

Bureau Socialiste International le caractère d'une émanation directe des Congrès et d'autre côté de garantir les Partis socialistes nationaux régulièrement constitués contre des dissidences temporaires qui pourraient s'autoriser de l'admission de leurs délégués au Bureau Socialiste International pour contrecarrer le véritable mouvement socialiste et prolétarien,

Le Parti O. D. S. bulgare déclare qu'il est du devoir du Bureau de [refuser] dans son sein les délégués des groupements ou Partis qui n'ont pas été effectivement représentés soit dans le dernier Bureau International, soit au Congrès d'Amsterdam. Exception est faite pour les nationalités qui, tout en ayant donné leur adhésion morale au Congrès d'Amsterdam n'ont pu envoyer une délégation particulière.

Le Parti O. D. S. bulgare prie le Camarade Plekhanof ou, à défaut de lui, les Camarades Rosa Luxembourg et Kautsky de donner lecture au Bureau de cette déclaration et de la soutenir dans la mesure où elle concordera avec leurs propres vues :

Dr. C. RACOVSKY, N. HARLAKOFF, *délégués du Bureau.*

D. BLAGOEFF, G. KYRKOW, G. GUÉORGUEFF,  
G. BAKALOFF, N. HARLAKOFF, *membres du Comité Central.*  
*Secrétaire du Parti: N. HARLAKOFF. »*

Archives du B.S.I.

[14] Sur la position d'Adler, cf. aussi Annexe XI, p. 374-75.

votes entre les nationalités, ce sera pour un système analogue à celui que Van Kol propose.

Mais d'abord il faut tenir compte de la difficulté de définir exactement la « nationalité ». Ensuite, il faudrait se garder de donner une prime à la division socialiste. Il est donc indispensable de s'en tenir absolument au principe adopté à Amsterdam comme à Paris, qu'une nationalité ne peut pas être divisée en plus de deux sections.

Il est possible de donner à l'amiable, aux nationalités les plus puissantes, un coefficient qui augmente la force de leur vote; mais en tenant compte toujours de ce qu'il ne peut y avoir que deux sections, émettant un vote qui, au besoin, serait compté pour 2 ou 3 voix.

BEBEL fait remarquer que la question est extrêmement difficile et compliquée. Il est impossible de trouver une solution idéale qui puisse contenter tous les Partis. Nous devons trouver une solution satisfaisante et, pour cela, il est nécessaire qu'une discussion générale sur cette question soit entamée dans tous les journaux socialistes. Tous les projets seront recueillis par le Bureau, qui les traduira dans les trois langues et les communiquera aux différents Partis socialistes. Il y eut trois systèmes de votation présentés au Congrès d'Amsterdam : 1) le vote d'après le nombre de membres, qui peut difficilement être mis en pratique; 2) le vote par organisation (l'objection faite, que ce serait un encouragement à la division est fautive, aucun Parti ne pouvant songer à se diviser, dans la seule intention de gagner une voix aux Congrès internationaux); 3) le vote par nationalité.

Dans ce cas il est impossible de refuser la représentation, par exemple, aux colonies qui ont leur propre gouvernement; de même pour le Grand-Duché de Luxembourg. Pour finir, Bebel fait la proposition suivante :

Chaque nation n'a que deux voix; le Bureau décidera quelles sont les fractions qui auront leur délégué au Bureau. Chaque État d'un caractère national uniforme a sa propre représentation. Où il y a plusieurs nationalités, chacune d'elles a droit à une délégation propre.

ROUBANOVITCH se joint au citoyen KAUTSKY pour demander le renvoi de la question à la prochaine réunion. Il faudrait inviter les Partis socialistes représentés, et particulièrement ceux de la Russie, à présenter des rapports détaillés sur la question des nationalités pour pouvoir discuter sur les conclusions et les données de ces rapports.

L'orateur fait des réserves quant au critère proposé par le citoyen Van Kol. On ne peut pas toujours considérer comme appartenant à la même nationalité les Partis qui vivent ou sont obligés de vivre sous le même gouvernement.

Certes, les Partis socialistes ont à combattre le gouvernement, mais la besogne des Partis socialistes ne se borne pas à cette activité purement politique.

La vie socialiste, avec sa lutte de classes, est plus profonde : elle touche à la langue, aux mœurs, aux conditions spéciales de propagande,

d'agitation et d'organisation. Sans parler des pays comme la Pologne, on ne fera jamais accepter aux Finlandais de se considérer comme appartenant à la nation russe, pour la seule raison qu'ils ont à combattre le même gouvernement oppresseur et violateur que les Partis socialistes russes. Et il est à craindre qu'en les obligeant, pour une question d'organisation intérieure des Congrès internationaux, à se fondre avec les Partis russes, on aurait l'air de sanctionner dans une certaine mesure les prétentions nivellatrices du gouvernement russe.

D'ailleurs, il n'y a aucun intérêt à s'opposer à l'épanouissement socialiste de chaque nationalité; il faut se garder de commettre des fautes. C'est pourquoi l'orateur voudrait que les différents Partis fassent connaître leurs vues à ce sujet pour qu'on puisse les discuter et se prononcer sur des données précises en connaissance de cause.

HYNDMAN ne peut admettre que le vote d'un petit pays, comme le Luxembourg, puisse annuler celui d'une grande nationalité. Il propose une commission composée de Van Kol, Vandervelde et Serwy, pour rédiger les propositions qui seraient renvoyées à l'examen des divers Partis socialistes.

VAILLANT rappelle qu'il est entendu que chaque pays ne sera pas représenté au Bureau par plus de deux délégués. Il insiste sur la nécessité d'établir une proportionnalité d'après divers facteurs dont l'importance des forces socialistes devrait dominer les autres. Mais il ne faut pas cependant que cette proportionnalité ait pour conséquence l'écrasement des petits pays par les grands.

Rosa LUXEMBOURG proteste contre l'affirmation d'Adler, disant que la résolution d'Amsterdam n'est pas définitive. Elle se déclare pour cette résolution. L'admission de chaque Parti en qualité de délégation distincte, comme le propose Adler, constituerait une prime à la division et à la fraude, ce que Kautsky a déjà dit à Amsterdam.

La désignation d'un Parti est, dans des conditions comme celles de Russie, beaucoup plus équivoque encore que la définition de la nationalité. Aussi la proposition de Bebel est-elle inadmissible, car elle conduirait aux conséquences les plus absurdes, à engager, par exemple, les Allemands d'Autriche à ne faire, comme « nationalité », qu'un avec la démocratie socialiste allemande, c'est-à-dire à séparer les militants luttant sur le même terrain politique et à unir ceux qui luttent dans des conditions tout à fait différentes. Enfin, le principe de nationalités dans le sens ethnographique constituerait pour les Congrès internationaux la sujétion absolue des deux pays aux conditions les plus absurdes : de la Russie et de l'Autriche. La question doit être ajournée jusqu'à ce que toutes les nationalités aient pris part à la discussion.



*Séance de l'après-midi.*

La séance est reprise à 2 h 30.

ADLER conteste que la résolution d'Amsterdam soit définitive. Il faut tenir compte des nationalités. Elles existent, nombreuses, en Autriche. C'est parce que nous avons reconnu cette vérité, que nous sommes arrivés à l'unité socialiste en Autriche.

AXELROD fait un exposé de la situation de la Russie, où aussi des éléments bourgeois s'intéressent à la classe ouvrière, où bientôt tout sera envahi par le socialisme. Si nous donnons une représentation à chaque Parti ou organisation socialiste, le vrai Parti prolétaire, la Social-démocratie russe pourrait être débordée par les autres socialistes de toutes sortes.

Si donc un pareil mode à celui proposé par Adler est accepté, la Social-démocratie russe devra se garantir contre son introduction en Russie [15].

ROUBANOVITCH est d'accord avec le représentant du Parti social-démocrate russe lorsque celui-ci déclare que les choses russes, grâce à l'absolutisme et au caractère *secret* des Partis, sont encore très obscures et nous exposent à commettre des erreurs d'appréciation. Non seulement les socialistes étrangers, mais les socialistes russes eux-mêmes, ont commis des erreurs d'appréciation lorsqu'il s'agissait de juger l'importance ou même la simple existence de certaines organisations. A plus forte raison, l'erreur est possible quand il s'agit de savoir si tel Parti est vraiment socialiste ou seulement à moitié socialiste et à moitié bourgeois.

Et puisque l'orateur précédent a fait des allusions évidentes (pour tous ceux qui sont un peu au courant des polémiques actuelles entre les deux Partis) touchant notre Parti, il faudrait dissiper les obscurités qui sont souvent artificiellement amassées dans un but de polémique.

Le président VANDERVELDE fait observer au citoyen Roubanovitch que le fait même de l'admission du Parti socialiste révolutionnaire russe au Bureau Socialiste International ne laisse aucun doute sur le caractère socialiste de cette organisation.

Le citoyen AXELROD déclare qu'il ne visait dans son discours aucun cas concret.

ROUBANOVITCH déclare qu'en présence de cette double observation il croit inutile d'insister; mais il fait observer que les craintes du citoyen Axelrod lui semblent exagérées, car le Bureau Socialiste International, qui connaît certainement l'histoire du mouvement socialiste en Russie depuis ces trente dernières années, saura toujours, avec l'aide des

[15] Axelrod qui à cette réunion remplaçait Plekhanov, malade, demanda à Serwy de donner le texte de son intervention tel qu'il est présenté par le *Vorwärts*, N° 15, 18 janvier 1905, ce qu'il fit. Archives du B.S.I.

délégués des deux Partis socialistes russes, distinguer le caractère exact des Partis qui solliciteront leur droit d'admission ou de vote aux Congrès internationaux.

VAN KOL réclame un référendum international des Partis socialistes au sujet des propositions qui ont été faites.

La discussion est close.

On adopte la proposition Hyndman relative à la nomination d'une Commission composée de Vandervelde, Van Kol et Serwy, chargée d'examiner les diverses propositions présentées. De nouvelles propositions pourront être envoyées à la Commission dans les six mois.

### *Le socialisme au Japon.*

Jean LONGUET dépose ensuite la résolution suivante, qui est adoptée, après avoir été légèrement amendée par la citoyenne Rosa Luxembourg :

« *Le Bureau Socialiste International s'élève avec indignation contre les persécutions politiques et judiciaires dont sont actuellement victimes les socialistes japonais, proteste particulièrement contre la dissolution de l'Association socialiste de Tokio, la saisie de l'Heimin Shimbun et la condamnation de ses rédacteurs pour la simple publication du Manifeste communiste, monument classique du socialisme international [16].*

*Le Bureau Socialiste International envoie l'expression de ses sentiments de profonde sympathie et d'entière solidarité aux socialistes japonais luttant pour la cause commune du prolétariat universel. »*

L'assemblée examine ensuite diverses questions administratives et notamment la demande des réductions de cotisations formulée par la Suède, la Hollande, etc.

Le Bureau décide d'ajourner cette question jusqu'à la prochaine réunion, où le Secrétaire présentera un projet de budget.

Il accepte la demande de la Suisse tendant à ne payer sa cotisation que du jour de la constitution du Parti. L'I.L.P. d'Angleterre demande à ne payer sa quote-part qu'à partir de cette année, pour la raison qu'elle n'était pas représentée au Bureau. Cette proposition n'est pas prise en considération, attendu que l'I.L.P. a déjà versé une partie de ses cotisations il y a trois ans.

LE PRÉSIDENT exprime l'avis d'être très large dans la régularisation du paiement des cotisations arriérées.

L'assemblée donne son assentiment à cette proposition.

[16] La distribution du N° 53 du journal *Heimin-Shimbun* (paru à Tokyo le 13 novembre 1904) contenant la traduction du Manifeste communiste, fut interdite par la police, et le traducteur ainsi que l'éditeur du journal, condamnés à une amende. Cf. B. Andréas, *Le Manifeste Communiste — Bibliographie, 1848-1917*, Milan, Feltrinelli, 1962, p. 229.

*La démission du Secrétaire international.*

V. SERWY annonce son intention de donner sa démission de Secrétaire international. Il rappelle qu'il s'est efforcé de réaliser l'œuvre préconisée par le Congrès de Paris. L'œuvre est maintenant en bonne voie. Le secrétariat international vit, il a des ressources. Le Bureau devrait examiner la possibilité de payer un camarade qui s'adonnerait exclusivement à cette tâche. Beaucoup de travaux pourraient être faits qui montreraient l'utilité du secrétariat.

Il lui faut, à bref délai, un homme qui puisse consacrer toute son activité au Bureau International. Il est déjà secrétaire de la Fédération des coopératives belges, militant actif du Parti ouvrier, directeur de *L'Avenir Social*, la revue du Parti ouvrier; il déclare ne pas avoir le temps nécessaire pour continuer à remplir convenablement son mandat.

VANDERVELDE fait savoir qu'une fois la décision de Victor Serwy devenue définitive, le comité du Bureau s'est préoccupé de son remplacement. Il croit avoir trouvé le socialiste pour cette importante fonction.

Vandervelde fait ensuite l'éloge de Victor Serwy qui s'est donné à l'œuvre du socialisme international avec un désintéressement absolu. Il nous a rendu des services signalés. L'œuvre est assise. Je salue l'ouvrier de la première heure. (Longs applaudissements.)

VAN KOL annonce que les documents parlementaires doivent être envoyés au Studie Club d'Amsterdam, où ils seront centralisés.

Les débats sont terminés. La prochaine séance aura lieu au printemps de l'année prochaine.

Si une circonstance importante nécessitait une réunion à une date plus rapprochée, le secrétariat la convoquerait.

La séance a été levée à 4 h 30.

*Le Secrétaire, Victor SERWY.*

## 28

**Manifeste flétrissant les massacres de Pétersbourg  
du 9 (22) janvier 1905.**

Bruxelles, le 31 janvier 1905

*Aux travailleurs de tous les pays!*

Un crime inexpiable vient d'être commis, dont la victime est tout un peuple [1]!

[1] Cette protestation, publiée après le « dimanche sanglant » de Pétersbourg (22 janvier 1905), fut lancée sur l'initiative de Vaillant. Le délégué français prévint le 25 janvier 1905 le secrétaire du B.S.I. qu'il s'imposait au B.S.I. de publier « un manifeste

Des milliers de travailleurs s'étaient levés, qui croyaient pouvoir espérer encore dans les sentiments d'humanité de celui qui se disait leur Père, de celui qui se faisait appeler le Tsar de la Paix!

Ils demandaient la fin d'une guerre désastreuse, l'amélioration de leur sort misérable, l'octroi des réformes politiques élémentaires, déjà conquises par toutes les nations d'Occident.

Nicolas II et ses conseillers, pour toute réponse, les ont fait fusiller. En un seul jour de sang et de deuil, des hommes, des femmes, des enfants — foule inoffensive et sans armes — sont tombés sous les coups d'une soldatesque sauvage, auxiliaire inconsciente de la plus détestable des tyrannies.

Aujourd'hui, l'ordre règne à Pétersbourg.

L'émule d'Abdul Hamid règne encore sur les cadavres de son peuple!

Mais, entre le tsarisme et tous ceux qu'unissent désormais le même sentiment d'incompressible révolte, un abîme s'est creusé, que des répressions nouvelles ne feront qu'élargir.

Vainement, ceux qui n'ont pas reculé devant l'assassinat, pour consolider un régime exécrationnable, se flattent d'enrayer un mouvement, qui a gagné toutes les classes, en ajoutant à l'horreur des tueries l'iniquité des arrestations en masse : désormais, la lutte suprême est engagée, et l'héroïsme du prolétariat russe, avant-garde de la révolution, nous est un gage qu'elle se poursuivra jusqu'au bout, jusqu'à l'effondrement d'un régime qui constitue le plus monstrueux des anachronismes, la plus dangereuse menace pour les libertés de l'Europe entière.

Dans cette lutte, il faut que nos frères de Russie puissent compter, non seulement sur notre solidarité morale, mais sur l'aide effective des Partis socialistes du monde entier.

Le combat qu'ils mènent est notre combat!

L'ennemi qui les opprime est l'ennemi du genre humain!

A tous ceux donc qui peuvent, par n'importe quels moyens d'action, d'influence, d'agitation contribuer à l'œuvre de délivrance qui sera l'un des événements les plus grandioses et les plus féconds de l'histoire, le Bureau Socialiste International adresse un chaleureux appel [2].

En ordonnant les massacres de Pétersbourg, Nicolas II a régi l'arrêt de mort du tsarisme!

pour la révolution et les ouvriers socialistes russes, sans déclaration économique ou politique, mais aussi énergique et violent que possible au lendemain de tels massacres et en prévision des effets si incalculables d'une si grande révolution ». Après avoir reçu cette lettre le 26 janvier 1905, le secrétaire du B.S.I. en transmet d'urgence une copie à Plekhanov avec une note du Comité exécutif qui suggérait de faire appel à la solidarité des syndicats. A la place de Plekhanov souffrant, c'est Martov qui répondit par un long memorandum dans lequel après avoir exposé la situation en Russie, il se prononça au nom du Conseil général du P.O.S.D.R. pour l'initiative de Vaillant. (Tous ces échanges de correspondance se trouvent dans les Archives du B.S.I.)

[2] Ce manifeste reproduit par la presse socialiste du monde entier eut un très grand retentissement dans l'opinion ouvrière socialiste internationale.

A bas l'autocratie!  
Vive le socialisme international!

Le Comité exécutif du Bureau Socialiste International :

Émile VANDERVELDE, Édouard ANSEELE,  
*Le Secrétaire*, Victor SERWY.

## 29

Le Comité exécutif annonce la démission de Victor Serwy  
et la nomination de Camille Huysmans  
au poste de Secrétaire du B.S.I.

Bruxelles [février 1905]

Cher Compagnon,

Le Comité exécutif du Bureau Socialiste International a l'honneur de vous annoncer que le citoyen Victor Serwy a donné sa démission de Secrétaire du Bureau Socialiste International.

Dans sa dernière séance, le Conseil général du Parti ouvrier belge a ratifié à l'unanimité le choix du Comité exécutif qui a désigné comme Secrétaire du Bureau le citoyen Camille Huysmans [1].

Dès ce jour, les bureaux du secrétariat sont installés à la Maison du Peuple de Bruxelles. Nous vous prions de tenir compte de ce changement d'adresse, afin d'éviter tout retard dans la correspondance.

Agréez, cher Camarade, l'expression de nos sentiments fraternels.

Le Comité exécutif :

ANSEELE, VANDERVELDE.

[1] Selon ses souvenirs, Huysmans était déjà en septembre 1900 candidat aux fonctions de secrétaire du B.S.I. Mais Vandervelde se prononça contre lui et le Comité dirigeant du P.O.B. préféra Serwy. L'activité de ce dernier s'étant révélée insatisfaisante à l'occasion du Congrès d'Amsterdam, la question de son remplacement fut discutée dans des cercles dirigeants de l'Internationale. Cette fois c'est Vandervelde qui proposa la candidature de Huysmans mais celui-ci refusa. Il ne céda finalement qu'aux instances de Bebel et de Jaurès. Cf. Entretiens C. Huysmans-Hamilton Terrace, Londres, 1943, Notes dactylographiées, Archives Huysmans.

## 30

**Circulaire invitant les journaux socialistes  
à ouvrir des souscriptions  
en faveur des Partis socialistes russes et polonais.**

Bruxelles, le 18 février 1905

Cher Citoyen,

Nous venons de recevoir une lettre du citoyen Roubanovitch [1] dont nous nous empressons de vous transmettre copie.

Nous nous mettons entièrement à votre disposition pour concentrer les sommes recueillies.

Nous vous prions également d'insister auprès des journaux socialistes de votre pays, qui n'auraient pas encore ouvert de liste de souscription, pour qu'ils veuillent bien répondre à l'appel de nos camarades russes, luttant pour la cause commune du prolétariat international.

Salutations fraternelles.

*Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.*

16 février 1905, 50, r. Lhomond, Paris (5<sup>e</sup>)

Chers Camarades,

Des souscriptions se font dans tous les pays par les journaux socialistes en faveur des socialistes russes soit pour aider à la lutte révolutionnaire, soit pour venir au secours des grévistes et de leurs familles.

Je viens d'être avisé par le Comité central du Parti socialiste révolutionnaire russe dont je suis le délégué au Bureau Socialiste International, que l'argent est extrêmement nécessaire en ce moment.

Je vous prie donc de vouloir bien prendre l'initiative d'un appel aux différents Partis socialistes et journaux, en les priant de concentrer les sommes recueillies au Bureau Socialiste International qui pourrait les répartir entre les Partis russes et polonais selon une proposition qu'il sera facile d'établir par un accord commun des délégués russes et polonais [2].

E. ROUBANOVITCH.

[1] E. Roubanovitch, rédacteur en chef de *La Tribune Russe* qui parut à Paris, collaborateur de nombreux journaux allemands et français, dont *L'Humanité*, fut après le Congrès d'Amsterdam mandaté comme délégué du Parti socialiste révolutionnaire de Russie au B.S.I.

[2] Au sujet de cette collecte de « fonds russes », voir doc. N° 42.

## 31

## Circulaire transmettant une déclaration de Gapone.

Bruxelles, le 2 mars 1905

*A tous les délégués et secrétaires des Partis socialistes  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Le Secrétaire du Bureau Socialiste International vient de recevoir les deux documents suivants :

« Paris, le 27 février 1905

Chers Camarades,

En vous transmettant la lettre de Georges Gapone [1] qui a joué le rôle que vous connaissez, dans les événements de Saint-Pétersbourg, je me conforme à sa demande de certifier devant le Bureau Socialiste International l'authenticité de ce document et de sa signature.

Le texte russe ainsi que les deux signatures sont de la main de Georges Gapone.

E. ROUBANOVITCH,  
délégué du Parti socialiste  
révolutionnaire russe.

*Déclaration de Georges Gapone  
au Bureau Socialiste International.*

« Afin d'éviter tout malentendu pouvant nuire à l'œuvre de l'insurrection armée du peuple russe luttant pour son pain quotidien, qu'on

[1] Le pope Georgij Gapone joua un rôle important dans les événements du 22 janvier 1905 à Pétersbourg. C'est lui qui conduisit la délégation pacifique des ouvriers qui voulaient présenter directement leurs griefs au tsar. Auréolé de gloire, il arriva en février 1905 en Suisse et jouit d'un grand prestige aussi bien parmi les émigrés socialistes russes (dont Plekhanov et Lénine) que parmi les socialistes occidentaux. Son appel fut largement reproduit dans la presse et pris sérieusement en considération. Ce fut Kautsky qui se prononça énergiquement contre l'initiative de Gapone. Dans sa réplique parue dans la *Leipziger Volkszeitung* du 29 mars 1905 (« Gapone und die Einigung der russischen Sozialisten »), il contesta que Gapone entré en contact avec le socialisme depuis à peine quelques semaines fût capable de contribuer à mettre un terme aux luttes des fractions en Russie. Sur cette figure étrange qui finit à la solde de l'Okhrana et qui fut tué en 1906 par un révolutionnaire russe, cf. G. A. Gapon, *Istorija moej žizni*, 2<sup>e</sup> éd., augmentée, Léninegrad, 1926. Il existe sur ce personnage des articles et ouvrages nombreux dont la bibliographie est donnée dans *Pervaja ruskaja revoljucija*, *Ukazatel' literatury*, Moscou, 1930, p. 258-60.

s'en réfère à la pétition des ouvriers de Pétersbourg, insurrection qui seule peut garantir la défense des intérêts des masses ouvrières et créer un terrain sûr et solide pour le triomphe des principes du socialisme en Russie.

Mais craignant, tout en suivant la voie de ma conviction personnelle, d'être gêné dans mes recherches de la vérité et de la liberté, je prie le Bureau Socialiste International d'informer tous les organes de la presse socialiste qu'en proposant aux deux Partis socialistes russes de se mettre d'accord en vue de préparer un projet d'action unifiée pour organiser l'insurrection ouvrière en Russie, je considère comme prématurée mon adhésion officielle à l'un ou l'autre Parti socialiste.

Je vous adresse mon salut fraternel et crie : Vive le socialisme international! »

Le Comité exécutif du Bureau Socialiste International est d'avis qu'il ne sort pas de ses attributions en priant les camarades russes des divers groupements de donner une suite favorable à la proposition de Gapone et de suivre l'exemple réconfortant de nos amis de France.

Il demande aux représentants autorisés des autres Partis de bien vouloir insister auprès de tous les groupes russes, pour qu'à ce moment décisif et tragique soit réalisée tout au moins l'unité dans l'action, unité nécessaire, unité indispensable.

Salutations fraternelles.

*Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.*

## 32

### Motion de Sydney en faveur de la Révolution russe.

Bruxelles, le 6 mars 1905

Chers Citoyens,

Nous venons de recevoir de Sydney la note suivante, que nous vous transmettons à la prière de nos amis de l'International Socialist Club.  
Salutations fraternelles.

*Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.*

#### *Manifestation de sympathie des socialistes de Sydney.*

Lors d'un meeting de l'International Socialist Club, Sydney [1], la nuit dernière, les membres du Club ont honoré la mémoire de leurs frères

[1] Sur l'activité de l'International Socialist Club de Sydney, cf. Annexe V, p. 334-35, Rapport du mois de septembre (1905).



de Russie tombés lors des troubles récents, se sont levés de leurs sièges et ont adopté la résolution suivante :

« Le présent meeting des membres de l'International Socialist Club, Sydney, se solidarise avec le mouvement et les aspirations des travailleurs de Russie qui luttent pour obtenir la compensation des torts qu'on leur a infligés, et pour obtenir un gouvernement constitutionnel. Il exprime l'horreur que lui inspire le traitement inhumain qu'accorde au peuple un gouvernement despotique et cruel. Il engage les travailleurs à demeurer fermes dans leur attitude et dans leurs revendications, et leur souhaite le succès. Cette résolution doit être adressée au Secrétaire du Bureau Socialiste International pour qu'il la fasse parvenir à ceux à qui elle est destinée. »

### 33

#### Protestation contre les massacres de Bakou, accompagnée d'un rapport de la Fédération Révolutionnaire Arménienne.

Bruxelles, le 18 mars 1905

*Aux délégués et secrétaires de tous les Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Nous venons de recevoir de la rédaction *Droschak* de Genève, organe de la Fédération Révolutionnaire Arménienne une lettre en date du 10 mars et relative aux récents massacres de Bakou [1].

Vous n'ignorez pas que l'oppression russe a mis le Caucase dans un état d'insurrection permanente; incapable d'endiguer le mouvement d'émancipation, auquel participent actuellement toutes les populations de ces contrées, le gouvernement du Tzar a fait appel au fanatisme et il a excité les diverses nationalités les unes contre les autres.

Après avoir fait massacrer les juifs, les conseillers de Nicolas II reprennent contre les Arméniens la politique sanglante d'Abdul-Hamid

[1] Les incidents du 10 mars 1905 à Bakou représentent la page la plus sombre de l'histoire de la Transcaucasie. Ces incidents opposèrent la population musulmane à la population arménienne et se terminèrent par de gigantesques massacres. Il est certain que le régime tsariste a, volontairement ou non, laissé dégénérer ces émeutes en une véritable guerre religieuse, mais, dans l'état actuel de nos connaissances, il est impossible de prétendre que la police tsariste ait délibérément cherché à favoriser les Musulmans au détriment des Arméniens.

Sur les massacres de Bakou, cf. Armenier, « Die zarischen Intrigen im Kaukasus », *N.Z.*, XXIII, Bd. 1, p. 822-25 et les mémoires du beau-père de Staline, S. Allilujev, *Proidennyj put'*, Moscou, 1946, p. 130 et suiv.

que le Bureau Socialiste International a dénoncée à l'indignation du monde civilisé dans son manifeste du 18 octobre 1901 [2].

Le Comité exécutif se croit être l'interprète de tous les socialistes en protestant de nouveau contre ces tueries préméditées, dont est victime le malheureux peuple arménien. Nous sommes persuadés que vous vous associerez à notre protestation en prenant toutes les initiatives que comporte l'ordre du jour, voté en 1901, par le Congrès international de Paris, résolution ainsi libellée :

« *Le Congrès socialiste international de Paris, affirmant une fois de plus les sentiments de sympathie fraternelle qui doivent unir tous les peuples, s'élève avec indignation contre les violences, les cruautés, les massacres commis en Arménie, dénonce aux travailleurs des deux mondes la criminelle complicité des différents gouvernements capitalistes, engage les groupes parlementaires socialistes à intervenir à chaque occasion en faveur du peuple arménien, odieusement opprimé, auquel le Congrès adresse l'assurance de son étroite et ardente solidarité.* »

Salutations fraternelles.

Pour le Comité exécutif:

*Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.*

*Fédération Révolutionnaire Arménienne  
au Bureau Socialiste International à Bruxelles.*

Citoyens,

Nous demandons votre généreux concours pour dénoncer à la civilisation les crimes de lèse-humanité, commis contre le peuple arménien, cette fois au Caucase, dans l'empire du très-chrétien tzar Nicolas II.

Non content d'avoir soutenu les grands massacres de 1895-1896 dans l'Arménie turque, le tzarisme cherche à écraser, à anéantir dans son propre empire l'élément arménien qu'il considère comme le plus dangereux pour sa politique et pour sa domination au Caucase.

Un second Kichinev vient d'être organisé dans des proportions bien plus effrayantes et avec une impudence inouïe dans la grande ville industrielle de Bakou.

Dans cette région où naguère des milliers de grévistes de toutes les nationalités fraternisaient dans une démonstration grandiose contre le capitalisme et contre l'absolutisme, les intrigues de la bureaucratie ont réussi à jeter l'un contre l'autre deux voisins séculaires et paisibles, le peuple musulman et le peuple arménien. Il s'ensuivit une boucherie effroyable qui dura plusieurs jours. Sept à huit cents personnes ont péri

[2] Cf. doc. N° 7.

au cours de cette lutte sanglante et l'on ne compte pas moins de 1 500 blessés. Les quartiers arméniens ont été dévastés, les maisons incendiées, des familles entières brûlées vives.

Et l'autorité laissait faire! Le gouverneur général et les détachements de cosaques contemplaient d'un œil indifférent ces scènes de barbarie. Ils n'étaient pas cependant tout à fait inactifs. Les agents de police et les cosaques avaient reçu l'ordre de soutenir les Musulmans, de recruter des bandes d'aventuriers auxquels ils fournissaient des armes, de *désarmer les Arméniens*.

Des milliers d'ouvriers arméniens se précipitèrent des proches usines de Balakhany vers le centre de la ville, pour porter secours à leurs compatriotes; mais à l'entrée de Bakou, ils furent arrêtés et désarmés par les cosaques, tandis que d'innombrables bandes de Musulmans, fanatiques pouvaient circuler librement dans toutes les directions tuaient, pillaient et incendiaient...

Seuls, quelques centaines de braves de la Fédération Révolutionnaire Arménienne purent paraître, les armes en mains, dans les rues principales des quartiers arméniens, d'où malgré les cosaques, ils chassèrent les Musulmans qui n'attaquaient que la population sans armes.

Voilà comment il se fit que l'énorme majorité des victimes sont des Arméniens, tandis qu'on ne recense que 250 tués parmi les Musulmans.

Le Comité Révolutionnaire Arménien fit tout son devoir. Après avoir vainement sommé le gouverneur *Nakachidzé* d'arrêter cette atroce effusion de sang, il prit les mesures nécessaires pour la limiter et la localiser.

Sachant bien que le complot était ourdi par le gouvernement russe et que l'effervescence musulmane était un phénomène passager, le Comité Arménien, fidèle à ses traditions de solidarité, ne voulut pas se montrer lui-même provocant à l'égard des Musulmans. Il ne voulut même pas se servir des moyens extrêmes, qu'il avait à sa disposition.

De même parmi les Musulmans il ne manqua pas de bons et clairvoyants esprits qui, aux moments de détresse, donnèrent refuge aux Arméniens. Ils savaient bien à quoi était due la véritable cause de ces abominations [3].

[3] Les faits exposés dans ces documents furent énergiquement contestés par le Comité étranger des organisations ouvrières social-démocrates arméniennes. Son représentant, Lew, envoya au B.S.I. une longue protestation qui fut communiquée par le secrétaire au délégué russe; en voici le texte partiel: « Dans l'exposé de la rédaction du *Droschak*, des événements qui ont eu lieu à Bakou, les faits ont été falsifiés... Si nous n'avons pas protesté, c'est parce que nous n'avons pas voulu diminuer la portée des incriminations faites au gouvernement. Quant aux sources, nous citerons les renseignements donnés par les *Poslednia Izvestia* 219 publiés par le comité du Bund... » — « Une erreur commise par le Bureau Socialiste International, c'est d'avoir accepté l'invitation du Parti droschakiste (Fédération Révolutionnaire Arménienne) de lancer une proclamation au sujet des massacres qui ont eu lieu à Bakou... »

Lew accuse cette fédération d'avoir, contrairement à ses affirmations, attisé le conflit. Le Parti droschakiste est « un Parti bourgeois qui n'a recours au Parti socialiste que lorsque les représentants des nationalistes en Europe sont incapables de le

Citoyens,

Vous vous trouvez en présence de faits monstrueux qui sont surtout graves parce que, par suite de la politique suivie par le tzarisme, ils menacent de se reproduire dans d'autres villes de Transcaucasie, à Érivan, à Schocha, à Élisavetopol, et partout où il y a une population mixte Arméno-musulmane. La haine de race ou de religion est absolument étrangère au conflit.

Aujourd'hui, toutes les nationalités du Caucase, Arméniens, Russes, Géorgiens, Musulmans sont unanimes pour déclarer que l'organisateur de ces luttes fratricides est le gouvernement russe qui, affolé par le spectre de la Révolution, cherche à provoquer ces collisions entre éléments hétérogènes, afin de paralyser les libres aspirations des populations du Caucase.

Nous vous prions, au nom des milliers de victimes, de protester hautement contre ces tueries et de signaler une fois de plus au monde civilisé, les méfaits d'un arrogant despotisme, qui, sur toute l'étendue de son vaste empire, ne sème que haine, ruine, et sang.

La Rédaction *Droschak* [4],  
Organe de la Fédération  
Révolutionnaire Arménienne.

secourir ». « Il n'est pas opportun, ajoute-t-il, de lancer une souscription en faveur du prolétariat arménien; non, mais nous vous serions très reconnaissants si vous usiez de votre influence pour que l'Organisation ouvrière socialiste démocrate arménienne eût sa part dans la distribution des sommes destinées aux victimes de la Révolution russe. Pour nous, ce secours aurait pu avoir encore une signification morale au moment où le gouvernement a armé contre le prolétariat non seulement ses cosaques, mais aussi la population musulmane. »

Il demande en outre au Bureau de soutenir une souscription lancée « dans le but d'armer les ouvriers appartenant à l'Organisation ouvrière socialiste démocrate arménienne ». Archives du B.S.I.

[4] *Droschak*, en arménien « étendard », titre du journal officiel du Parti socialiste et nationaliste arménien *Daschnaktsutün* (en arménien « union » ou « fédération »). Le journal *Droschak* fut publié à partir de mai 1891 à Tiflis et fut transféré à Genève en 1895. Le terme « *Droschak* » et « *droschakiste* » a été parfois utilisé pour désigner le parti *Daschnaktsutün* et ses membres. Fondé au début des années 90 en Transcaucasie, il avait d'abord pour objectif la libération de l'Arménie turque, et l'Empire ottoman a été jusqu'en 1903 le terrain où s'exerçait son activité. A partir de 1903, le parti *Daschnak* inclut dans son programme la lutte contre le tzarisme, en même temps qu'il chercha à protéger les intérêts de la communauté arménienne en général contre les populations non arméniennes de la Transcaucasie russe.

## 34

## Circulaire sur l'unification socialiste : l'exemple français.

Bruxelles, le 29 avril 1905

Chers Camarades,

Comme vous le savez, les socialistes de France se sont réunis en Congrès à Paris du 23 au 26 avril, et ont élaboré un programme eommun, constituant enfin l'unique section française de l'Internationale.

Nos amis de France avaient invité les membres du Bureau Socialiste International à assister à ce Congrès d'unification [1], et le Comité exécutif avait délégué à cet effet le citoyen Émile Vandervelde, membre du Comité exécutif et le citoyen Camille Huysmans, Secrétaire du Bureau. Ceux-ci ont enregistré au nom du Bureau, la résolution de nos amis français, résolution dont l'importance historique ne vous échappera pas.

Vous serez sans doute d'accord avec nous pour exprimer à nos camarades de France toute la gratitude du prolétariat des autres nations. Nous leur devons ce témoignage de reconnaissance, non seulement pour la promptitude avec laquelle ils ont répondu aux vœux du Congrès d'Amsterdam, mais encore pour les sentiments fraternels dont ils ont tous fait preuve en cette occasion. Malgré de très grandes difficultés, ils ont négocié leur pacte commun avec un esprit de conciliation qui a vivement impressionné les membres du Comité exécutif.

Mais il nous paraît que le Comité exécutif ne remplirait pas la mission qui lui a été confiée par le Bureau et par les Congrès internationaux, s'il n'attirait pas très amicalement l'attention des Partis socialistes non encore unifiés sur la résolution de nos Camarades français. En prenant cette initiative, il répond à la pensée exprimée par Auguste Bebel dans la lettre adressée au Congrès d'unification et dans laquelle nous relevons le passage suivant :

« Ich bin aber auch überzeugt, dass dieses grosse Beispiel der Einigung der französischen Sozialdemokratie von den nützlichsten Folgen auf die Sozialdemokratie derjenigen Länder sein wird, in denen bisher leider die Partei noch zersplittert ist; auch sie werden dem gegebenen Beispiel folgen müssen. » (*Vorwärts*, 27 avril 1905.)

« Je suis aussi convaincu que ce grand exemple de la Social-démocratie française aura la meilleure influence sur la Social-démocratie

[1] L'historique du processus d'unification fut présenté pour les socialistes européens par J. Longuet dans un article intitulé « Der Kongress von Rouen und die Entwicklung des französischen Sozialismus zur Einigkeit », *N.Z.*, XXIII, Bd. 1, p. 836-46.

des pays où malheureusement le Parti est encore divisé; eux aussi devront suivre l'exemple donné. »

Nous nous permettons également de rappeler aux Partis non unifiés le texte de la résolution d'Amsterdam, relative à l'unité des Partis socialistes, car cette motion n'a pas été votée en vue de la situation de la France seulement.

« Le Congrès déclare que pour donner à la classe des travailleurs toute sa force dans sa lutte contre le capitalisme, il est indispensable que, dans tous les pays, en face des partis bourgeois, il n'y ait qu'un Parti socialiste, comme il n'y a qu'un prolétariat.

En conséquence, tous les militants et toutes les fractions et organisations qui se réclament du socialisme, ont le plus impérieux devoir de travailler de toutes leurs forces à la réalisation de l'unité socialiste sur la base des principes établis par les Congrès internationaux et dans l'intérêt du prolétariat international, vis-à-vis de qui ils sont responsables des conséquences funestes de la continuation de leurs divisions. »

Pour arriver à ce résultat le Bureau International et tous les Partis des nationalités où l'unité existe se mettent à leur disposition et leur offrent leurs bons offices.

Le Comité exécutif n'ignore pas que la question soulevée de nouveau par lui est délicate, mais il a été dit avec raison au Congrès de l'unification que le fossé qui séparait les anciennes fractions françaises était plus large et plus profond que celui qui sépare encore en ce moment certaines organisations d'autres pays.

Nous estimons peut-être d'une manière un peu hasardée, mais en toute sincérité, que l'acte accompli par les socialistes de France ne doit pas être considéré éternellement comme une impossibilité dans les autres milieux où les circonstances paraissent même plus favorables à une entente. Ce qui nous raffermirait dans notre appréciation, c'est qu'en Angleterre, au moment même où se réalisait l'unification française, les membres de l'Independent Labour Party et de la Social Democratic Federation adoptaient des ordres du jour qui nous paraissent tout au moins symptomatiques [2]. En effet, l'un charge le Comité de l'I.L.P. de négocier éventuellement une entente avec les autres grou-

[2] La situation en Angleterre n'était pas aussi simple que le Comité exécutif la présentait. Certes, nulle part ailleurs qu'en Angleterre la réalisation de l'unité socialiste en France ne rencontra un tel écho. La direction de l'I.L.P., peu de temps après la réalisation de l'unité en France, annonça au B.S.I. qu'il était prêt à s'unir avec la S.D.F. à condition que celle-ci adhère au Labour Representation Committee. Cette proposition fut jugée inacceptable par la S.D.F., qui formula à son tour ses conditions, à savoir : réaliser l'unité sur la base de la résolution de Dresde qui prescrivait la reconnaissance de la lutte des classes. La S.D.F. demandait à l'I.L.P. d'accepter cette plate-forme et de quitter par conséquent le Labour Representation Committee. C'est seulement après que cette démarche préalable eût été réalisée que l'unification aurait pu se faire. Cf. Th. Rotstein, « Partei und Einigkeit in England », *N.Z.*, XXIII, Bd. 2, p. 316-22.

pements socialistes (voir *Labour Leader*, 26 avril)<sup>1</sup>, l'autre exprime le vœu de voir constituer l'unité socialiste anglaise sur la base des résolutions d'Amsterdam (voir *Justice*, 29 avril)<sup>2</sup>.

Le Comité exécutif émet donc l'espoir qu'au prochain Congrès international de Stuttgart, les représentants du prolétariat organisé puissent saluer l'exécution intégrale de la résolution d'Amsterdam, votée à la presque unanimité du Congrès. »

Pardonnez-nous, chers Camarades, l'insistance de cette lettre dont vous voudrez bien excuser l'importunité par notre désir commun de voir l'Internationale reposer sur des fondements inébranlables par leur cohésion.

Pour le Comité exécutif :

*Le Secrétaire international*, Camille HUYSMANS.

### 35

#### Manifeste sur les massacres de Varsovie.

Bruxelles, le 15 mai 1905

*Aux délégués, secrétaires, correspondants des Partis affiliés.*

Chers Camarades,

Le secrétariat socialiste international a reçu la missive suivante [1] que nous nous empressons de vous communiquer avec la certitude que vous répondrez à l'appel de nos frères combattants.

Pour le Comité exécutif :

Camille HUYSMANS.

---

1. « That it be an instruction to the National Administration Council to undertake preliminary negotiations with other Socialist bodies with the view of subsequently reporting as to the possibilities of a united Socialist Party. » [Note du secrétariat du B.S.I.]

2. « That this Conference re-affirms its previous decision regarding Socialist unity, and trusts the Executive Council will continue its endeavours to bring about unity in accordance with the decisions arrived at by the Amsterdam Congress. » [Note du secrétariat du B.S.I.]

[1] Le texte de ce manifeste fut envoyé au B.S.I. par Rosa Luxemburg avec prière de le transmettre aux délégués des Partis affiliés. (Archives du B.S.I.) Nous reproduisons ici une traduction récente du texte allemand du manifeste.

*Au Bureau Socialiste International à Bruxelles.*

Camarades!

Le gouvernement du tsar a ajouté un nouveau méfait sanglant à la longue série de ses crimes. Le 1<sup>er</sup> Mai, la Social-démocratie de Pologne russe et de Lithuanie a honoré la fête mondiale par un *arrêt de travail général et une manifestation pacifique* à Varsovie. Plus de 20 000 ouvriers parcoururent les rues de Varsovie avec huit drapeaux social-démocrates, en chantant et en scandant des slogans pour la journée de huit heures, pour une république démocratique, le socialisme et la paix des peuples. Ce fut une manifestation pacifique à laquelle prirent part des masses de femmes, d'enfants et de vieillards. Un sentiment d'enthousiasme pur et sublime pour la grande cause animait toute cette foule considérable. Personne ne pensait à une rencontre sanglante avec la soldatesque. Nous étions là pour une manifestation et non pour un combat de rue. Une discipline rigoureuse, une extrême clarté politique sur les buts de la manifestation, le plus grand sérieux mêlé au sentiment joyeux de la fraternité régnaient sur ces milliers de prolétaires qui chantaient avec solennité. Les manifestants ne commirent pas la moindre imprudence, ne se livrèrent pas à la moindre provocation. Le cortège s'arrêta cinq fois pour écouter de sérieux discours social-démocratiques qui exposaient les buts du socialisme et les objectifs politiques du prolétariat de Russie. Le cortège rencontra trois fois des détachements de soldats et les laissa passer en leur adressant quelques paroles pacifiques. Et à la fin, après une manifestation de deux heures, les forces de réserve du tsar attaquèrent la masse paisible des ouvriers. *Sans avertissement, sans donner le signal de la séparation, la cavalerie, l'infanterie et la police se précipitèrent sur des gens sans armes. Plus de cent personnes, des femmes et des enfants moururent sur le champ. Cent autres furent grièvement et mortellement blessées* [2].

Camarades! Nous avons fait notre devoir. Nous avons immédiatement après le massacre averti du désastre les travailleurs de Varsovie, par des meetings, des discours et des tracts, nous leur avons insufflé une nouvelle ardeur au combat. Nous avons rendu honneur aux victimes le jour de leur enterrement, le 4 mai, par un arrêt de travail absolu et général.

Nous continuerons à lutter, fidèles à notre devoir, en tant que partie de la classe ouvrière de Russie, pour la chute de l'absolutisme, ce gouvernement d'assassins, et pour l'avènement de la liberté politique dans tout l'empire du tsar. Les travailleurs de Pologne russe resteront aux côtés du prolétariat russe dans sa lutte désespérée contre la suprême

[2] Sur la situation de la Pologne et les manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1905 à Varsovie, cf. S. Kalabinski, F. Tych, « La révolution des années 1905-1907 dans le Royaume de Pologne », *Annali Istituto G. Feltrinelli*, V, 1962, p. 212 et suiv.



matie du knout, comme ils se sont levés comme un seul homme en une grève générale dès que leur est parvenue la nouvelle des massacres du 22 janvier à Saint-Pétersbourg. Les récentes victimes du 1<sup>er</sup> Mai ne nous retiendront pas, ne paralyseront pas notre volonté d'action. Mais une colère inextinguible, une indignation enflammée s'est emparée de nos ouvriers après ce meurtre pervers.

C'est pourquoi nous nous adressons à vous, camarades et frères de tous les pays, c'est à vous que doit être transmis l'appel désespéré de nos camarades assassinés. Nous faisons appel à votre solidarité et à votre soutien moral pour forger notre prolétariat héroïque aux nouveaux et rudes sacrifices qui l'attendent.

Camarades, élevez haut votre voix pour clamer : *A bas le vil absolutisme ! A bas les assassins de Saint-Pétersbourg et de Varsovie !*

La direction du Parti social-démocrate  
de Pologne russe et de Lithuanie.

Varsovie  
4 mai 1905

### 36

#### Circulaire soumettant au vote des Partis affiliés les deux propositions pour le partage des fonds russes.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juin 1905

Chers Camarades,

Le secrétariat du Bureau Socialiste International a reçu jusqu'à présent des divers Partis affiliés les sommes suivantes pour être réparties entre les organisations en lutte contre le tzarisme et entre les victimes des récents événements :

Belgique	6 700,00 Frs
Hollande	1 666,80
Hollande	1 251,90
Bohême	2 202,41
Bohême	337,43
Suède	620,00
Suède	537,00
Étudiants russes	58,50
Australie	125,60
Danemark	685,00
<b>TOTAL</b>	<b>14 184,64 Frs</b>

Comme vous le savez par nos précédentes communications [1], il nous a été impossible d'aboutir à un arrangement pour la répartition [2].

[1] Cf. Annexe II, p. 324. Rapport du secrétariat du B.S.I. au Comité exécutif (pour le mois de mars 1905).

[2] Le partage des sommes recueillies en faveur de la révolution russe a provoqué dès le début une âpre lutte parmi les diverses organisations socialistes de Russie, cf. Annexe II, p. 324, n. 3.

Dans ces conditions, le Comité exécutif a décidé de soumettre au vote de tous les membres du Bureau les deux propositions qui sont restées finalement en présence.

La première a été formulée par Roubanovitch et Plekhanoff, la seconde par Rosa Luxembourg.

Voici la répartition proposée par Roubanovitch et Plekhanoff :

8/30 au Parti social-démocrate russe.

8/30 au Parti socialiste révolutionnaire russe.

4/30 au Bound.

5/30 au Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie.

5/30 au Parti socialiste polonais.

Voici la répartition proposée par Rosa Luxembourg [3] (base 1/2 aux organisations russes et 1/2 aux organisations polonaises) :

4/20 au Parti social-démocrate russe.

4/20 au Parti socialiste révolutionnaire russe.

2/20 au Bound.

5/20 au Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie.

5/20 au Parti socialiste polonais.

Pour ne pas perdre le temps inutilement [4] (car cette affaire a déjà trop longtemps traîné), les membres du Bureau sont priés de choisir entre ces deux propositions et de nous faire parvenir leur réponse avant le 15 juin. Ce délai est prolongé de quinze jours pour les États-Unis, dont le vote ne sera pris en considération que s'il est de nature à faire balancer la majorité.

Le résultat du vote sera communiqué immédiatement aux membres du Bureau et aux secrétaires des Partis, et la distribution sera effectuée directement par le secrétariat.

Les Partis bénéficiaires des sommes recueillies sont donc priés de nous dire à *qui* nous devons adresser les mandats ou les chèques. A défaut de cet avertissement, les sommes seront adressées à nos correspondants ordinaires.

Les sommes recueillies par les divers Partis et qui ne nous sont pas encore parvenues, seront distribuées ultérieurement d'après les mêmes proportions [5].

Recevez, chers Camarades, mes salutations bien fraternelles.

*Le Secrétaire international, Camille HUYSMANS.*

[3] Au sujet de cet argent, Rosa Luxembourg adressa plusieurs lettres au B.S.I. Ainsi, le 28 mars, elle écrivait à Huysmans qu'elle ne pouvait accepter la proposition de Roubanovitch considérant que les socialistes révolutionnaires cherchaient à accaparer tout l'argent. Le 6 mai, elle envoya une contre-proposition. Archives du B.S.I.

[4] Ce fut Rosa Luxembourg qui dans une lettre du 25 mai 1905 demanda au secrétariat du B.S.I. « de presser le plus possible les négociations pour le partage des fonds russes ». Archives du B.S.I.

[5] Le 6 juin 1905, le B.S.I. fit savoir qu'Enrico Ferri avait envoyé de la part de « nos camarades italiens » la somme de 4 500 Frs, ce qui portait à 18 684,64 Frs la somme « destinée à être répartie entre les organisations de Russie et de Pologne ». Ferri annonçait un nouvel envoi de 4 500 Frs. Archives du B.S.I.

## 37

**Circulaire communiquant une lettre  
de Hyndman à propos de la crise marocaine  
et un rapport du Parti socialiste argentin.**

Bruxelles, le 21 juin 1905

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

J'ai l'avantage de vous soumettre ci-joint :

a) Une lettre du citoyen Hyndman qui demande que le Bureau se réunisse à bref délai à l'effet d'examiner la situation créée par l'affaire du Maroc [1].

Je vous serais obligé de bien vouloir m'écrire par retour du courrier si vous adhérez à la proposition de Hyndman, et éventuellement, quelle date vous proposez pour cette réunion. Il me paraît que, vu l'urgence, seules les journées du 9 ou du 16 juillet pourraient être prises en considération. J'ajoute que si cette réunion a lieu, il importerait d'inscrire également à l'ordre du jour l'examen de la situation en Russie, et de convoquer aussi à la séance E. A. un délégué du Bound, un délégué de chaque groupement arménien, un délégué du Parti socialiste letton, ainsi que le citoyen Oulianoff [2], représentant de l'organisation qui a actuellement pour organe *Le Prolétaire* (anciennement *Vperiod*).

b) Une lettre et un rapport du Parti socialiste argentin au sujet desquels il importerait de consulter vos organisations syndicales de Dockers et m'envoyer également un avis que je transmettrai immédiatement à nos amis de la République Argentine.

Agréez, chers Camarades, mes salutations fraternelles.

*Le Secrétaire international, Camille HUYSMANS.*

[1] En avril 1904, l'Angleterre et la France signaient une convention donnant à la France le droit de prêter son assistance au Maroc contre la reconnaissance de l'hégémonie anglaise dans la vallée du Nil. L'Allemagne ne tarda pas à s'émouvoir de cette convention où elle n'était pas partie et chercha à préserver ses intérêts au Maroc. La visite de l'Empereur d'Allemagne à Tanger, le 31 mars 1905, et les discours qu'il y prononça, firent craindre des complications diplomatiques qui pouvaient aller jusqu'au conflit armé.

[2] Il s'agit de Lénine qui dès juin 1905 entra en contact avec le secrétariat du B.S.I. Cf. *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans, 1905-1914*, Documents réunis et présentés par G. Haupt, Paris-La Haye, Mouton, 1963, p. 24.

## A

June, 7. 1905

9 Queen Anne's Gate Westminster  
London, E.C.

Cher Camarade Huysmans,

Si jamais il y eut une époque où le Bureau Socialiste International dût être convoqué, il me semble que c'est l'époque présente [3].

Il est inutile de nous dissimuler à nous-mêmes que la situation internationale est particulièrement effrayante. Nos camarades français ont fait tout leur possible pour éviter tout désagrément entre la France et l'Allemagne [4].

Nos camarades allemands, malheureusement, n'ont pas encore reconnu qu'il se passe quelque chose d'inhabituel, ni fait la moindre tentative pour influencer la politique de leur gouvernement.

Il est inutile de faire remarquer qu'en ce moment les relations entre l'Angleterre et l'Allemagne ne sont pas trop cordiales [5].

Dans une telle conjoncture, une réunion générale du Bureau Socialiste International devrait avoir un effet bénéfique.

Fraternellement.

H. M. HYNDMAN.

## B

PARTIDO SOCIALISTA

ARGENTINO

Comite ejecutivo

Chers Camarades du secrétariat international, Bruxelles.

Le Comité exécutif du Parti socialiste argentin vous accuse réception de la note dans laquelle vous nous faites connaître la lettre de Georges

[3] Cette proposition de Hyndman fut immédiatement approuvée par Vaillant (Lettre du 22 juin 1905 à Huysmans, Archives du B.S.I.), tandis que Bebel, au nom de la direction du P.S.D. se prononça contre. Cf. doc. N° 40.

[4] Lors de cette crise, l'attentisme des socialistes allemands contrasta singulièrement avec la fermeté des socialistes français qui menèrent une campagne soutenue dans la presse et à la Chambre des députés. Les événements qui suivirent le coup de Tanger portèrent Jaurès au premier plan de la campagne contre les buts poursuivis par la France en Afrique du Nord. Cf. H. Goldberg, *The Life of Jaurès*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1962, p. 345-349. Tout en exprimant sa confiance dans la social-démocratie allemande, il ne nourrissait pas d'illusions sur les possibilités immédiates de l'Internationale : « Oui, nous savons que contre ces manœuvres rétrogrades, contre ce déchaînement de barbaries, le prolétariat international ne peut pas encore faire prévaloir sa volonté de justice et de paix; et nous nous attendons à traverser des temps difficiles. » *Œuvres de Jaurès*, t. III, p. 228.

[5] Sur la position de Hyndman et sa germanophobie, cf. Tsuzuki Chushichi, *H. M. Hyndman and British Socialism*, Oxford University Press, 1961, p. 211 et suiv.

Gapon, ainsi que le commentaire du secrétariat. Nous sommes complètement d'accord avec cette interprétation et il ne nous reste qu'à manifester notre profond désir de voir bien unis dans la même aspiration tout le prolétariat russe qui lutte si courageusement contre le despotisme autocratique. Notre Comité adhère également au commentaire du secrétariat.

En même temps, nous vous faisons savoir que, d'accord avec le citoyen et camarade Manuel Ugarte [6] (résidant à Paris), nous avons ouvert une souscription en faveur des révolutionnaires russes, et le montant vous sera remis à la Maison du Peuple de Bruxelles.

Recevez, chers Camarades, des salutations bien affectueuses de la part des socialistes argentins.

*Secrétaire Général,*

Alejandro MANTECONHIJO.

Buenos Aires  
27 avril 1905

PARTIDO SOCIALISTA  
ARGENTINO  
Comite ejecutivo

Camarades,

Quand le secrétariat socialiste international se constitua à Bruxelles, d'après la résolution prise par le Congrès socialiste international tenu à Paris, notre Parti a été un des premiers à adhérer à cette initiative. Il comprit immédiatement tous les avantages que le mouvement ouvrier tirerait d'une institution qui tendrait à rapprocher dans le même but et la même action les ouvriers organisés du monde entier. Nous vîmes avec grande satisfaction que la solidarité internationale des ouvriers exposée tant de fois dans les Congrès et discours, allait cesser d'être une simple manifestation des sentiments, pour se transformer en fait réel et concret.

La nouvelle institution exigée par le progrès croissant de la conscience ouvrière allait mettre en relation les ouvriers organisés de toutes les nations du monde et harmoniser leur action afin d'imprimer au mouvement ce caractère international qui lui manque encore. Tels furent les sentiments et les espérances que l'heureuse initiative du Congrès de Paris éveilla en nous.

[6] Le poète et écrivain Manuel Ugarte, à l'époque militant socialiste, représenta le Parti socialiste argentin au B.S.I. avec lequel il entretint une correspondance. Cf. Archives du B.S.I.

Le Parti socialiste argentin libre jusqu'en ces derniers temps de toute entrave de la part du gouvernement se trouve maintenant devant des difficultés imprévues qu'il importe d'étudier afin de trouver les moyens les plus efficaces pour les résoudre [7].

Les difficultés mentionnées nous ont créé une situation pleine d'incertitudes et de craintes fondées, en raison de quoi nous avons résolu de l'exposer et de vous demander si l'action que nous allons vous proposer est opportune et possible.

Comme vous le savez, la République Argentine est un pays essentiellement agricole. De nos cinq millions d'habitants, disséminés dans la superficie territoriale de près de trois millions de kilomètres, les 42 % habitent les villes et les 58 % les campagnes.

Au point de vue économique, notre pays pourrait être caractérisé en peu de mots : il produit des céréales, des laines et du bétail, qui sont transportés aux ports et expédiés à l'Europe. L'industrie qui est arrivée à un certain développement dans deux ou trois grandes villes de la République, n'a guère modifié le caractère de ce pays essentiellement agricole. Ce trait caractéristique de l'Argentine implique logiquement une activité économique et commerciale intermittente.

En été, à l'époque des moissons et de l'exportation des produits en Europe, l'activité économique et commerciale atteint son maximum. En hiver, les travaux agricoles une fois terminés, cette activité décroît à son minimum. La demande des bras se trouve naturellement en relation directe avec l'activité économique de chacun de ces moments de l'année.

En été, les ouvriers trouvent facilement de l'occupation dans les travaux champêtres. En hiver, la plupart de ces ouvriers passent leur temps dans des grandes villes.

De ce qui précède, il résulte de toute évidence que pour la plupart des ouvriers de l'Argentine la seule saison favorable pour réclamer quelque amélioration, est celle quand le pays a le plus besoin des bras pour la récolte, c'est-à-dire, l'été.

Depuis qu'il existe une petite organisation ouvrière, dans notre pays, nous assistons chaque année à de grandes grèves qui commencent au mois de novembre et finissent au mois de mars. Les premières années que la classe ouvrière pratiquait la tactique gréviste [8] à l'époque des récoltes, la bourgeoisie argentine prise au dépourvu n'avait qu'à céder aux réclamations des ouvriers. Mais, comme les grèves se succèdent et qu'au mois de novembre de 1902 elles arrivèrent à leur plus haut

[7] Sur le Parti socialiste argentin, ses origines et sa situation en 1905, cf. J. Oddone, *Historia del socialismo argentino*, Buenos-Aires, 1934.

[8] Sur cette grève et les premières organisations ouvrières, cf. Oddone, *op. cit.*, ainsi que R. Iscaro, *Origen y desarrollo del movimiento sindical argentino*, Buenos-Aires, 1958.

degré surtout dans la capitale, la bourgeoisie ne tarda pas à exercer une pression sur le gouvernement. Ce dernier dicta à la fin de l'année, une loi d'exil contre les étrangers qui servit à éloigner du pays tous les ouvriers étrangers qui participaient d'une manière visible au mouvement. Et comme si cela ne suffisait pas pour anéantir la grève de 1902, le gouvernement décréta l'état de siège et écrasa le mouvement.

Au commencement du mois de février de l'année courante 1905 des révoltes militaires éclatèrent sur différents points de la République [9]. Elles furent réprimées par le gouvernement, qui profita de l'occasion pour décréter l'état de siège pendant trois mois supplémentaires et déclara très franchement que la mesure prise avait pour but, non seulement d'assurer l'ordre et la paix dans le pays, mais aussi d'assurer la récolte et l'exportation des produits.

Plusieurs grèves, qui étaient sur le point d'éclater durent être suspendues en vue de l'état de siège, qui, dans notre pays signifie la *suppression absolue de toutes les garanties*.

Nous arrivons maintenant au point le plus important de notre exposé. La classe ouvrière de l'Argentine craint et non sans raison, que le gouvernement n'adopte la tactique de décréter annuellement l'état de siège pour prévenir les mouvements des grèves dans la saison des récoltes. Et si par malheur, cette prévision pessimiste s'accomplissait, la classe ouvrière se trouverait dans une situation très difficile, en considérant que son organisation actuelle ne lui permet pas de développer toute la force nécessaire pour annihiler les effets de cette mesure.

Afin de prévenir cette situation ou pour préparer la défense éventuelle du prolétariat, nous avons résolu de nous adresser à vous afin que vous consultiez par l'intermédiaire des Partis socialistes les déchargeurs des ports principaux d'Angleterre, de France, de Belgique, de Hollande, d'Allemagne et d'Italie, s'ils ne seraient pas disposés de déclarer le boycott à tous les vapeurs provenant de l'Argentine, dans le cas où le gouvernement de notre pays décréterait l'état de siège ou prendrait quelque autre mesure arbitraire contre le mouvement gréviste que notre classe ouvrière adopte annuellement comme moyen de lutte. Bien entendu, le boycott ne frapperait que les vapeurs chargés des produits de la récolte, ce qui signifie qu'il s'effectuerait dans une époque déterminée de l'année (de janvier à avril).

Nous espérons, Camarades, que vous voudrez bien nous prêter tout l'appui nécessaire dans les circonstances difficiles que nous traversons. Dans le cas où les déchargeurs des ports mentionnés voudraient réaliser

[9] Le 4 février 1905 éclata, dans les cinq principales villes d'Argentine, une révolte militaire. Sur cette révolte et ses causes sociales et politiques, cf. G. Avé-Lallemant, « Kapitalismus und Sozialismus in Argentinien », *N.Z.*, XXIII, Bd. 2, p. 453-55.

ce bel acte de solidarité que nous sollicitons d'eux, veuillez nous le communiquer le plus vite possible [10].

Alejandro MANTECONHIJO, *Srio Gral.*

Buenos Aires  
avril 1905

### 38

#### Amendement du Comité exécutif à la proposition Hyndman.

Bruxelles, le 22 juin 1905

*Aux délégués des Partis affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Nous vous avons communiqué la lettre du citoyen Hyndman, proposant de réunir très prochainement notre Bureau, afin de délibérer sur l'attitude de la démocratie socialiste dans le conflit qui existe à l'état latent entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre.

Dans le cas où vous estimeriez que les circonstances exigent pareille délibération, nous croyons devoir vous suggérer un amendement à la proposition de Hyndman. Ne vaudrait-il pas mieux, à l'exemple de ce qu'ont fait récemment les socialistes d'Italie et d'Autriche-Hongrie,

[10] Cet exposé fut reproduit en octobre 1905 dans *A.S.*, N° 11, p. 495-97, avec l'introduction suivante :

« Le gouvernement de la République Argentine vient de nouveau de décréter l'état de siège à la suite de la proclamation des grèves ouvrières.

Pour bien comprendre la portée de cet acte, nous publions le texte du rapport qui a été envoyé il y a quelques mois, au secrétariat du Bureau Socialiste International, par le Comité exécutif du Parti socialiste argentin et communiqué à tous les partis et groupes intéressés. »

L'appel qui terminait cette information était ainsi rédigé : « Or aujourd'hui, jeudi matin, le secrétariat du Bureau Socialiste International a reçu, de nos camarades argentins, le télégramme suivant, rédigé en langue espagnole :

Le gouvernement essaye de nouveau d'anéantir violemment la grève des dockers par une loi martiale décrétée pour trois mois. Nous faisons appel à la solidarité des dockers d'Europe et nous leur rappelons le rapport que nous avons fait parvenir par votre intermédiaire.

Le Parti socialiste argentin. »

Ce document fut transmis en octobre aux partis affiliés avec la demande suivante du Comité exécutif :

« Nous appelons de nouveau la sérieuse attention des organisations ouvrières intéressées sur la lutte qui est engagée par nos camarades argentins et nous les supplions de bien vouloir, si possible, prendre à bref délai les mesures que comporte la situation. »

A ce sujet, cf. aussi Annexe VII, p. 347.



réunir une conférence socialiste [1] à laquelle participeraient, non pas tous les membres du Bureau International, mais des délégués aussi nombreux que possible des Partis anglais, français et allemand.

Il va sans dire que la décision à prendre, sur ce point, dépend de l'accord des Partis directement intéressés. Si cet accord venait à se réaliser, nous les prions de nous faire savoir le plus tôt possible en quelle ville la conférence aurait lieu.

Le Comité exécutif :

Émile VANDERVELDE, Édouard ANSEELE,  
Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.

### 39

#### Circulaire au sujet de la représentation du P.O.S.D.R. au B.S.I. : une lettre de Lénine et la réponse de Plekhanov.

Bruxelles, le 24 juin 1905

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

J'ai reçu à la date du 3 juin, la lettre et la note suivantes du citoyen Oulianoff :

Genève, le 2 juin 1905

*Au Bureau International Socialiste.*

Chers Camarades,

Il y a quelques semaines qu'a eu lieu le troisième Congrès du Parti ouvrier démocrate socialiste de Russie. Une brochure spéciale en français et en allemand contenant les résolutions de ce Congrès va

[1] Cette Conférence des représentants des Partis socialistes italien et autrichien et des délégués des Partis tchèque, hongrois et slovène eut lieu à Trieste les 21-22 mai 1905, pour protester contre l'agitation belliqueuse pratiquée par l'Italie et l'Autriche. Le jour-même de l'ouverture de la Conférence, le 21 mai, un nouveau navire de guerre autrichien fut mis à flot dans le port de Trieste.

A cette Conférence, les débats se déroulèrent sur la base de deux exposés, le premier élaboré par Valentino Pittoni, rédacteur du journal *Lavoratore* de Trieste, le second par Antonio Piscel, rédacteur du *Popolo* de Trieste, sur « Les exigences du Tirol italien » Cf. V. Adler, *Aufsätze, Reden und Briefe*, vol. 11, Vienne, Wiener Volksbuchhandlung, 1929, p. 253-54. La liste des participants et un bref compte rendu de cette Conférence sont publiés dans le Rapport du secrétariat pour les mois de septembre-octobre 1905 cf. Annexe VI, p. 340.

paraître prochainement et sera envoyée au Bureau [1]. Selon la décision du Congrès le journal *Iskra* a cessé d'être l'organe central du Parti. Dorénavant l'organe central du Parti est le journal hebdomadaire *Le Prolétaire* paraissant à Genève.

Le Comité central étant selon le nouveau statut la seule institution centrale de notre Parti, nommera le représentant du Parti dans le Bureau International. Nous vous prions de vous adresser dorénavant au représentant du Comité central le citoyen Vl. Oulianoff, 3, rue de la Colline, Genève.

Agrérez, chers Camarades, nos saluts fraternels.

Au nom du Comité central du Parti ouvrier  
démocrate socialiste de Russie,

N. LÉNINE (VL. OULIANOFF).

*Note.*

L'expédition du Parti ouvrier démocrate socialiste de Russie, a l'honneur d'informer toutes les organisations libraires et tous les abonnés au journal *Vperiod*, que le dit journal ayant cessé de paraître l'expédition enverra à son lieu dorénavant l'organe central du Parti *Le Prolétaire*. Le prix et les conditions d'abonnement restent les mêmes. Toutes les affaires et toutes les obligations de l'expédition du journal *Vperiod* passent à l'expédition du Parti.

L'adresse : V. Oulianoff, 3, rue de la Colline, Genève (Suisse).

Comme la situation était présentée sous tout un autre jour par certains journaux allemands, j'ai immédiatement adressé au citoyen Plekhanoff une lettre, demandant des explications sur la réalité des renseignements qui m'étaient transmis par Oulianoff.

Et en réponse à ma demande, j'ai reçu la lettre suivante dans laquelle je supprime quelques mots dont la publication pourrait être dangereuse pour certains Camarades :

Genève, ce 16 juin 1905

Cher Citoyen,

Je me hâte de vous envoyer la réponse que demande votre lettre. Voici les faits :

Le 2<sup>e</sup> Congrès de notre Parti, Congrès qui eut lieu en 1903, a créé

[1] Cette brochure parut fin juin 1905 en allemand : *Bericht über den III. Parteitag der S.D.A.P.R. mit Beifügung des Parteistatuts und der wichtigsten Resolutionen, die auf dem III. Parteitag angenommen wurden*, Munich, Birk, 1905, 25 p. (En français : *3<sup>e</sup> Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, compte rendu et principales résolutions*, Supplément au *Socialiste*, 1905, N<sup>o</sup> 8, 25 juin-2 juillet, p. 5-6.)

les institutions centrales qui n'existaient pas auparavant : Conseil général, Comité central et Organe central. Mais au Congrès même des divergences se produisirent sur la question d'organisation, les tendances des uns étant plus centralistes que celles des autres.

Ces divergences allèrent s'accroissant de telle façon que, au bout de quelques mois, il y avait lieu de craindre une scission dans notre jeune Parti.

Et le Comité central comprenant combien elle serait nuisible fit tout ce qui était en son pouvoir pour la prévenir. Malheureusement au commencement de 1905 tous les membres du Comité central, à l'exception de deux d'entre eux, disparurent [2].

Les deux membres restés libres se rangèrent du côté des ultra-centralistes et décidèrent la convocation du 3<sup>e</sup> Congrès dont parle la circulaire en question.

D'après les statuts, le Congrès ne saurait être convoqué qu'en vertu d'une décision du Conseil général, la plus haute instance du Parti, et sur la demande de la moitié des Comités agissant en Russie.

L'acte du Comité central était donc complètement arbitraire. Mais les ultra-centralistes — en opposition ouverte avec le Conseil général — ne demandaient pas mieux que de lui obéir.

Ils se réunirent donc en un Congrès auquel assistèrent une partie de ces Comités neutres désignés amiablement par les ultras eux-mêmes sous le nom de « marais ». Grâce à cette alliance des ultras et du « marais », les délégués au nouveau Congrès représentaient quelque chose comme une moitié des organisations ayant droit à être représentées.

Et c'est cette moitié de Parti qui prit les résolutions dont parle dans sa circulaire le camarade Oulianoff. C'est cette moitié de Parti qui, au nom du Parti entier, publie maintenant l'organe « central » : *Le Prolétariat*. L'autre moitié se groupe autour de l'organe anciennement central l'*Iskra*.

Nous avons donc à notre façon obéi à la résolution du Congrès d'Amsterdam : nous nous sommes scindés !

Pour cette raison je vous prie de remarquer qu'aucun des tronçons n'a le droit de parler au nom du Parti entier.

Et pour cette même raison, les sommes que dorénavant je recevrai pour « le » Parti social-démocrate, je les partagerai en deux parties égales.

Les deux fractions m'ont prié de continuer à être le représentant de la Social-démocratie russe au Bureau International. Je n'ai pas refusé : il ne m'est pas difficile d'être impartial en cette question.

[2] Dans la lettre à Huysmans, au lieu de « disparurent », figure : « tombèrent entre les mains de la police russe ». Plekhanov donna lui-même l'avertissement par la note suivante : « Ceci ne pourrait être publié sans grand danger pour les Camarades arrêtés. » Archives du B.S.I.

Je ne suis ni pour les uns ni pour les autres et je pense qu'à l'heure actuelle une scission est une faute grave, peut-être impardonnable.

Voilà, Camarade, une réponse sincère à vos questions.

A mon tour, je vous prie de me faire savoir le plus vite possible si vous croyez que, dans des circonstances connues de vous maintenant, je puis continuer à représenter mon Parti au Bureau International.

Agrérez, je vous prie, mes meilleures salutations.

Georges PLEKHANOFF.

*P. S.* Comme l'unité est en ce moment indispensable et comme les divergences de vues entre les deux fractions sont minimales, vous ferez bien, cher Camarade, de leur adresser une circulaire en proposant votre intermédiaire pour rétablir l'unité.

Le Comité exécutif est d'avis que la question soulevée par cette lettre, ne peut être tranchée que par la réunion plénière du Bureau et en attendant, le camarade Plekhanoff doit continuer son mandat.

Comme l'assemblée du 15 janvier dernier a nommé une commission pour élaborer un nouveau mode de représentation, il pourra être donné satisfaction à bref délai à tous les groupements russes.

Recevez, chers Camarades, mes salutations fraternelles.

*Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.*

## 40

### Circulaire transmettant la réponse négative de Bebel à la proposition Hyndman.

Bruxelles, le 28 juin 1905

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Je vous transmets par la présente une copie et une traduction française d'une lettre de Bebel, écrivant au nom de la Social-démocratie d'Allemagne et contenant une réponse négative à la proposition du citoyen Hyndman et à celle du Comité exécutif. Comme la présence de nos camarades allemands est indispensable dans les deux cas, il nous paraît évident que la réunion et la conférence franco-anglo-allemande doivent être ajournées.

En ce qui concerne le passage de la lettre de Bebel, relatif aux diffé-

rends des camarades russes [1], il va sans dire que les membres du Comité exécutif sont à la disposition de ces derniers si leur intervention semble pouvoir être utile. Nous ajoutons que pour ne pas obliger les camarades russes, dont bon nombre habitent la Suisse, à des déplacements onéreux, les trois membres du Comité exécutif verraient sans inconvénient choisir une ville de ce pays comme lieu de réunion, à condition que la conférence ait lieu au mois de juillet.

Mais il se pose évidemment une question préalable : les Partis social-démocrates acceptent-ils le principe de la proposition de Bebel [2].

Indépendamment de ces différends, le Bureau a été saisi e. a. de rapports sur le conflit qui divise les organisations arméniennes [3], qui toutes se réclament des principes formulés par nos Congrès internationaux. Il va sans dire que si la proposition Bebel est acceptée et si ces groupes ou d'autres le désirent le Comité exécutif se met à leur disposition pour une conférence conciliatrice qui aurait lieu immédiatement après la conférence relative aux différends russes.

Fraternellement vôtre.

Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.

Zürich, le 25 juin 1905

Cher Camarade,

Nous ne pouvons nous rallier au projet de convoquer une conférence relative au conflit du Maroc. Nous ne pouvons reconnaître que l'affaire du Maroc ait pris un caractère qui justifie de notre part une adhésion et un vote.

Nous avons l'impression que l'on est un peu nerveux en Angleterre et que l'on donne aux événements un caractère plus sérieux que celui qu'il n'a en réalité.

Si nous devons nous réunir pour chaque complication diplomatique quelque peu grave, et prendre aussitôt des résolutions, nous risquons fort de perdre très rapidement notre crédit [4].

[1] Sur la position de Bebel et pour une analyse de la lettre en question, cf. l'étude de B. Brachmann in *Deutsch-Slawische Wechseltätigkeit in sieben Jahrhunderten*, Berlin, Akademie Verlag, 1956, pp. 647-57.

[2] Sur les réactions de Plekhanov et de Lénine à cette proposition, cf. doc. N° 46 et Annexe V, p. 332, et VI, pp. 341-42.

[3] Cf. doc. N° 43.

[4] Dans une lettre à Adler du 30 juin 1905, Bebel donne les raisons de son refus : tout d'abord il ne croyait pas « que Bülow laisserait prendre à l'affaire du Maroc une tournure catastrophique. Les Allemands ne se laisseraient pas entraîner aussi facilement une nouvelle fois dans la guerre... » ; et d'autre part : « j'ai écrit dans le même sens que toi au sujet de la Conférence internationale de Bruxelles. Il ne faut surtout pas exagérer l'influence que nous pouvons avoir en tant que Comité international sur la grande politique. » *V. Adler Briefwechsel*, p. 458.

J'ajoute que ni Singer ni moi, nous ne pouvions venir, car entre les 9 et 16 juillet, nous serons occupés par l'organisation électorale (ballotages). Plus importants sont les différends entre nos camarades russes, différends qui ne doivent pas se développer encore.

Nous sommes d'avis que cette affaire peut être réglée, plus facilement par un petit groupe, que par toute l'assemblée du Bureau.

Les renseignements que nous avons sur ces différends nous portent à croire que le règlement de cette affaire demandera plusieurs jours. L'ensemble du Bureau ne peut consacrer ce temps à cette question. Nous vous proposons donc que le Comité exécutif prenne la chose en mains et tranche le conflit. Éventuellement, le Bureau en assemblée plénière pourrait être invoqué comme dernière instance.

Salutations fraternelles.

August BEBEL [5].

## 41

### Appel contre le massacre des ouvriers en Russie et en Pologne.

[Bruxelles, le 30 juin 1905]

*Aux travailleurs de tous les pays !*

De nouveaux crimes viennent de s'ajouter à la liste des massacres organisés par le gouvernement de Nicolas II.

Après les fusillades de Saint-Pétersbourg, de Vassili, de Tsarskoié, de Varsovie, de Radom, de Wola, de Sosnowice, d'Osnowice, de Bakou, de Byalystock, de Lodz [1], d'Odessa [2], les tueries se continuent dans

[5] La lettre de Bebel rédigée en allemand faisait également partie de la circulaire à laquelle était jointe une traduction française effectuée par les soins du B.S.I. Nous avons supprimé ici le texte allemand, la version française s'y conformant parfaitement.

---

[1] Les massacres dont il est question étaient essentiellement des persécutions raciales, contre les Arméniens, les Juifs, les Polonais. La « tuerie » de Lodz eut pour prétexte une excursion de propagande de la Social-démocratie polonaise. Une patrouille de cosaques tua dix personnes lors de la manifestation finale, le 18 juin. Le mardi devaient avoir lieu les obsèques des ouvriers chrétiens et le mercredi celles des ouvriers juifs. Mais ces derniers furent enterrés préalablement et en secret par la police. Ceci déclencha la colère de la foule qui fut chargée par les dragons alors qu'elle entonnait des chants révolutionnaires. Le Bund et la Social-démocratie contre-attaquèrent et firent dresser des barricades dans le quartier juif. La bataille dura toute la journée. En signe de solidarité avec les ouvriers de Lodz, la grève générale fut décrétée à Varsovie. Cf. *L'Humanité*, du 25 au 29 juin 1905.

[2] Le jour même de la publication de ce manifeste, *L'Humanité* annonçait la révolte des marins du cuirassé *Potemkine*, ainsi que l'incendie du port d'Odessa. Cf. *L'Humanité*, 30 juin 1905, p. 1-2.

toute l'étendue de l'empire de Russie, au Caucase, sur le Don, en Crimée, en Pologne... Après avoir excité les unes contre les autres les populations de confession différente, les agents gouvernementaux ont levé le masque; ils président en personne à des assassinats concertés, et ceux qu'ils visent spécialement, ce sont les éléments organisés du prolétariat, les propagandistes conscients des idées nouvelles, les ouvriers israélites.

La soif du carnage est telle que la soldatesque tue pour tuer, s'attaque à des trains de voyageurs, éventre des femmes et fusille à bout portant des troupes d'enfants. Ce n'était pas assez qu'en Orient, la guerre fauche les hommes valides. En Europe, les défenseurs du régime autocratique traquent la jeunesse jusque dans les bois, et ils la massacrent dans les villes, méthodiquement.

Ces derniers jours surtout, les cadavres se sont entassés dans les rues par centaines. Et, tandis que les nations civilisées s'indignent, les gouvernements assistent impassibles à toutes ces hontes.

Le tzarisme a fait faillite à toutes ses promesses et à tous ses engagements. Personne ne croit encore à l'efficacité des réformes. La libre Russie demande un changement de régime, car elle sait que l'on ne fixe point des greffes sur un arbre pourri.

Le prolétariat de Russie, lui, soutient une lutte héroïque. Il sacrifie son repos et sa vie pour le triomphe de l'idée, et son abnégation sublime peut être citée en exemple aux organisations ouvrières des autres pays. Malheureusement, l'ère des sacrifices n'est pas encore close. La répression appellera des protestations nouvelles, et les nouvelles protestations, de nouvelles répressions.

Le prolétariat international ne peut rester indifférent à cette lutte formidable contre les forces aveugles de la réaction. Qu'il élève partout la voix pour faire entendre sa protestation et surtout qu'il secoure par tous les moyens ses frères de Russie! Qu'il marque sa solidarité par des actes [3]!

A bas l'autocratie!

Vive le Socialisme international!

Pour le Comité exécutif  
du Bureau Socialiste International :

Émile VANDERVELDE, Édouard ANSEELE,  
Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.

[3] Le Comité exécutif proposa début juillet de lancer un manifeste qui concrétiserait les termes de cet appel. L'initiative ne fut pas jugée utile. Cf. *Correspondance Lénine-Huysmans*, p. 26, n. 2.

## 42

Avant-projet Van Kol sur le mode de représentation  
et de vote des Partis affiliés au B.S.I.  
et aux Congrès Socialistes Internationaux.

Bruxelles, le 8 juillet 1905

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

La commission spéciale, désignée le 15 janvier dernier pour discuter un projet de représentation nouvelle au sein du Bureau Socialiste International, se réunit à bref délai.

En vue de cette réunion, le camarade Van Kol, membre de la commission [1], a rédigé un avant-projet dont je vous transmets le texte.

Je vous serais obligé de bien vouloir m'adresser les observations que vous suggérerait la lecture de ce document afin que la commission puisse s'inspirer de vos critiques éventuelles et élaborer un projet acceptable par tous les Partis affiliés.

Fraternellement vôtre.

*Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.*

*I. Bureau Socialiste International.  
Représentation au Bureau.*

Proposition.

Le Bureau sera formé par les délégués désignés par les sections nationales du Parti socialiste international.

Seront regardés comme nationalités les agglomérats d'habitants luttant contre un même gouvernement.

Chaque section sera représentée au Bureau International par deux délégués.

Explications.

L'Internationale Socialiste bien que formant un Parti mondial, réunissant sous un même drapeau les prolétaires de toutes les races,

[1] Il s'agit de la commission composée de Vandervelde, Van Kol, Huysmans, désignés à la réunion du B.S.I. du 15 janvier 1905, conformément à une décision du Congrès international socialiste d'Amsterdam.



doit tenir compte dans sa lutte des classes de l'organisation actuelle de la société divisée en nationalités diverses.

Le mot « nation » ayant une autre signification en France et Angleterre qu'en Allemagne et ailleurs, il était nécessaire d'en donner une définition pour éviter tout malentendu. Dans les derniers pays on l'emploie souvent comme synonyme de « race », de descendance commune; dans les premiers on désigne par nation un peuple vivant sous un même gouvernement, donc formant un État séparé, un lien historique. C'est dans le dernier sens qu'il est employé ici.

De cette manière l'Autriche et la Hongrie, la Finlande et la Russie, malgré le lien personnel de l'empereur, sont regardés comme des nations différentes. Il en est de même du Luxembourg, du Canada et de l'Australie, qui jouissent de l'autonomie gouvernementale; ainsi que de la Bulgarie, Suède et Norvège qui seront tous représentés au Bureau International.

D'un autre côté ni les Slovaques, ni les Slovènes, les Polonais ni les Lèthes, aussi peu que les Croates et les Serbes qui habitent un même Empire n'auront droit à une représentation séparée du grand Parti socialiste de l'Autriche. Et encore moins pourrait-on admettre comme juste un délégué pour chacune des 22 races qui habitent le Caucase, formant à peine 1/50<sup>e</sup> de la Russie.

On trouvera actuellement 23 nations qui ont adhéré aux Congrès Internationaux, et qui auront le droit de se faire représenter au Bureau.

En attendant que dans chaque nation l'entente se fasse et que les socialistes luttant, guidés par les mêmes principes, suivant la même tactique acceptée par les résolutions des Congrès internationaux, les fractions finissent par disparaître, le maintien du statu quo paraît nécessaire quant au nombre des délégués.

Chaque nation aura donc droit à deux représentants au Bureau International pour que des fractions importantes puissent s'y faire entendre.

## *II. Congrès socialiste international.*

### *Mode de votation.*

#### **Proposition.**

Pour établir une proportionnalité suivant l'importance des pays représentés aux Congrès internationaux et des forces socialistes organisés dans chaque pays, il y a lieu de donner une valeur différente aux voix émises par les différentes nations.

Tout en évitant l'écrasement des petits pays par les grands le Bureau International, tenant compte des forces ouvrières représentées et de divers autres facteurs, formera une liste des nations classées en 5 catégories, qui disposeront de 2 à 6 voix.

Cette liste sera révisée périodiquement, ou selon que les circonstances l'exigeront.

### Explications.

Il n'y a pas de système de votation parfait; il est absolument nécessaire de trancher les difficultés en cherchant une solution aussi bonne que possible.

Il est injuste de donner le même nombre de suffrages au Luxembourg qu'à l'Allemagne, au Japon qu'à la France; d'un autre côté aucune voix même d'une petite minorité du Parti socialiste ne doit être étouffée entièrement. En cherchant à résoudre ce problème compliqué on se heurtera chaque fois à des difficultés nouvelles.

Le seul moyen pratique d'en sortir, c'est de confier au Bureau le soin de s'entendre sur l'importance proportionnelle des différents corps de l'armée socialiste. Plusieurs facteurs devront être discutés, car il faudra tenir compte de la puissance de l'organisation ouvrière et socialiste, de l'histoire du Parti, de son influence dans le Parlement et de la responsabilité pour ses actes, de sa force proportionnelle au nombre des habitants, des résultats obtenus dans sa lutte contre la bourgeoisie, etc., etc. La cotisation pourra être mise en rapport avec la catégorie obtenue.

En se tenant aux chiffres 2 à 6 ci-dessus proposés, il faudrait que les 8 à 9 plus grands pays s'unissent pour avoir raison des 14 à 15 petits; il y a donc moyen de se mettre d'accord sur les détails et de trouver pour le mode de votation aux Congrès une solution en rapport avec le désir d'être juste envers tous.

H. VAN KOL.

### 43

#### Circulaire sur la représentation de la Social-démocratie aux Congrès de l'Internationale : une protestation contre l'admission arménienne du Parti hentchak.

Genève, le 24 avril 1905 [1]

Chers Camarades,

Nous avons reçu votre dernière lettre datée du 15 avril.

La question de la délégation du Parti hentschakiste, délégation représentée au Congrès d'Amsterdam par le camarade Plekhanoff ayant pour notre Parti un grand intérêt, nous voudrions entendre là-dessus l'opinion du Bureau Socialiste International.

[1] Cette circulaire fut transmise aux délégués et secrétaires des Partis affiliés le 12 juillet 1905 (cf. Archives du B.S.I., inv. N° 2385). Nous n'avons pu retrouver la lettre du Secrétaire du B.S.I. qui accompagnait cette circulaire.

Nous comprenons bien que les choses de chez nous ne sont pas suffisamment connues de nos camarades d'Europe. Mais puisque nous sommes en face d'un danger réel, il nous est impossible de nous taire, et nous sommes persuadés que le Bureau est la seule institution dont la compétence en cette matière soit indiscutable.

Il est vrai que, avant d'examiner la question, le Bureau doit répondre à cette autre : *Oui ou non, le Parti hentschakiste est-il un Parti socialiste?* Il y a là une difficulté; les délégués du Bureau ne connaissent presque pas ce Parti. Mais cette difficulté ne doit pas empêcher les délégués de s'occuper de la question, car nous pouvons leur fournir les renseignements nécessaires. Nous pourrions même si c'est nécessaire, traduire en français une brochure parue à Genève, qui fait la critique du Parti hentschakiste.

L'auteur s'est donné la peine de lire toute la littérature de ce Parti et a pu prouver, en s'appuyant sur de nombreux articles parus dans le *Henschak*, que le Parti n'a jamais été socialiste.

Si le Bureau se prononçait, arguments en mains, en faveur de cette dernière thèse, le Parti hentschakiste ne pourrait plus exploiter son étiquette socialiste, obtenue au Congrès d'Amsterdam avec le gracieux concours du Parti ouvrier socialiste démocrate de Russie, et semer ainsi la désorganisation dans les rangs du prolétariat arménien.

Personne ne peut nier l'importance du rôle du prolétariat arménien dans le grand mouvement prolétaire du Caucase, sauvegarder ses intérêts, c'est sauvegarder la marche progressive de la révolution du Caucase.

Ce sont précisément ces considérations qui nous ont guidés dans notre intention de soumettre la question de la délégation à l'examen du Bureau Socialiste International, et nous vous prions, Camarades, de faire le nécessaire pour qu'elle soit examinée dans la prochaine séance du Bureau.

Recevez, chers Camarades, nos salutations socialistes.

Pour le Comité : LEW.

Chers Camarades,

Le Conseil central de l'Organisation ouvrière socialiste démocrate arménienne a chargé son comité étranger de vous donner les renseignements qui suivent dans le but de tenir le Bureau Socialiste International au courant des événements qui se sont passés jusqu'à ces derniers temps au sein du prolétariat arménien. Il l'a chargé aussi de porter à la connaissance du Bureau quelques faits ayant un certain intérêt pour l'Organisation [2].

[2] Un rapport transmis au B.S.I. par Lew retracait l'historique de l'Organisation ouvrière socialiste démocrate arménienne. Il fut publié en langue allemande : « Bericht der Armenischen Sozialdemokratischen Arbeiterorganisationen (im Kaukasus) an

L'Organisation ouvrière socialiste démocrate arménienne a été constituée par un fort groupe d'ouvriers et d'intellectuels arméniens au commencement du mois de novembre 1903. Plusieurs d'entre eux adhéraient avant au Parti ouvrier socialiste démocrate de Russie, mais durent l'abandonner, mécontents des résultats du deuxième Congrès de ce Parti. Ils considéraient le principe d'une centralisation absolutiste, adopté par le Congrès, comme réactionnaire et incapable d'unir les masses prolétariennes de différentes nationalités.

A la date mentionnée plus haut, les initiateurs publièrent un manifeste dans lequel ils dirent le but de l'Organisation : donner une éducation socialiste aux ouvriers arméniens, les grouper, organiser sous un même drapeau socialiste, lutter pour son affranchissement solidaire avec les prolétaires de tous les pays, de toutes les nationalités, représenter ses revendications économiques et lutter contre les Partis bourgeois arméniens. Le manifeste parlait en outre de la divergence de vue existant entre les initiateurs et le Parti socialiste démocrate de Russie au sujet de la forme de l'organisation du Parti socialiste de Russie et se prononçait pour la forme fédéraliste.

Peu de temps après, l'Organisation ouvrière socialiste démocrate arménienne put augmenter le nombre de ses adhérents, et, renforcée ainsi elle s'attaqua à l'éducation socialiste des masses ouvrières.

Elle organisa un nombre inconnu jusque-là de meetings, d'assemblées et de soirées ouvrières ayant pour but de propager dans ces milieux les idées socialistes, élucider les problèmes et les revendications internationales du prolétariat.

Nos agitateurs et propagandistes invitaient les ouvriers arméniens à rejoindre dans la lutte contre la monarchie russe les prolétaires d'autres nationalités de Russie et expliquaient l'utilité de la République démocratique exigée par les socialistes, au point de vue des intérêts ouvriers.

Une propagande destinée à la jeunesse studieuse fut organisée et eut pour résultat, au bout de six mois, que beaucoup de jeunes gens qui se trouvaient avant dans les Organisations nationalistes s'en éloignèrent et entrèrent dans les groupes socialistes de notre Parti.

En même temps l'Organisation se mit à publier des feuilles volantes, des proclamations, des brochures toutes destinées à l'agitation des masses et répondant aux exigences du moment. Ces publications ont

das I.S.B. über die Tätigkeit in den letzten Jahren », *N.Z.*, XXV, Bd. 2, p. 135-36. Il résulte de ce rapport que la première conférence des organisations social-démocrates arméniennes du Caucase où fut mis au point leur programme conformément à celui de P.O.S.D.R., eut lieu en 1905. Sur le plan de l'organisation, les S.D. arméniens s'inspirent des autres Partis socialistes nationaux tels le Bund, le P.S.D. polonais, etc.

A noter qu'en septembre 1905, Lénine protesta contre la demande de l'Organisation social-démocrate arménienne qui voulait apposer sa signature sous la résolution prise à la conférence d'ensemble des Partis social-démocrates de Russie, car il considérait que c'était une organisation « purement étrangère, sans liens sérieux avec la Russie ». Cf. *Leninskij Sbornik*, T. XVI, p. 201.

été distribuées dans la ville de Bakou, aux ouvriers de Balakhani, Bihi-Eibath et Ville-noire, à Batoum, dans les villages de Karabakh (gouvernement d'Eligerbitpol) et à Tiflis principalement.

Au mois de mai 1904, parut le premier numéro du journal *Le Socialiste*, l'organe du Parti [3]. Jusqu'ici on a pu en publier 6 numéros, chacun comprenant 24-30 pages in-8°. Le premier numéro contenait entre autres articles, un projet de programme qui est à l'examen à l'heure qu'il est et peut être adopté comme programme définitif, avec corrections et retouches nécessaires.

En tout *Le Socialiste* a été publié en 5 000 exemplaires dont la plus grande partie a été distribuée dans les régions industrielles. Il est difficile de donner le nombre approximatif de proclamations lancées par l'organisation.

Le 1<sup>er</sup> Mai 1904, nous l'avons fêté par une grève dans les grandes usines de Balakhani où prédominait l'élément arménien, dans les typographies et chez les tailleurs. Le nombre d'ouvriers mis en grève a été évalué à 4 000 à 5 000.

A l'heure actuelle notre organisation possède des comités et groupes à Bakou, à Tiflis, à Batoum et Choucha. Les conditions de travail sont vraiment infernales. D'une part il faut lutter contre le gouvernement, d'autre part contre nos Partis nationalistes et démocrates russes. Ce dernier, dès le premier jour de l'existence de notre Organisation, a répandu dans les milieux prolétaires, l'idée que nous n'étions que des nationalistes déguisés pour la bonne raison que nous refusions d'adopter la forme d'organisation qu'il avait faite sienne et que nulle autre organisation ouvrière socialiste des nationalités non-russes ne voulait adopter.

Il a fallu lutter contre ces idées fausses et préjudicieuses au travail socialiste.

Nous espérons cependant que le Parti russe mettra fin à son agitation pernicieuse quand il aura bien compris qu'organiser le prolétariat selon un principe jacobin n'est nullement d'accord avec les idées socialistes et avec les intérêts prolétaires.

Quant à la lutte contre nos Partis nationalistes : Fédération Révolutionnaire Arménienne et Parti hentschakiste [4], cette lutte est nécessaire et indispensable, et inévitable. Ces deux Partis ont été fondés dans le but de travailler tout spécialement pour l'affranchissement de l'Arménie turque. Le premier, la Fédération Révolutionnaire Arménienne, qui a

[3] De 1904 à 1906, parut le journal *Le Socialiste*, remplacé par les hebdomadaires *Kiank* (La Vie) et *Dzaine* (La Voix). En 1906, parut également le quotidien *Banvor* (L'Ouvrier).

[4] Sur les origines de la Fédération Révolutionnaire Arménienne appelée en général *Daschnaktsutün* et celui du Parti hentschak (ou hunchak), cf. L. Nalbandian, *The Armenian Revolutionary Movement, The Development of Armenian political parties through the Nineteenth century*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 1963, p. 104-31, 151-78.

pris naissance en 1891 est actuellement en possession de grandes ressources matérielles et a beaucoup d'adhérents dans la petite bourgeoisie arménienne, dans les campagnes, mais elle compte parmi les siens un nombre peu considérable d'ouvriers arméniens. Elle a été toujours pour les Arméniens, contre l'utilité de la lutte contre la monarchie russe, et jusqu'ici elle n'a pas encore formulé ses vues sur cette lutte.

Le Parti hentschakiste a été organisé en 1887. Il publia à cette même époque son programme qui comprenait deux buts : l'affranchissement de l'Arménie turque et le socialisme. Le premier est motivé par le fait que la plus grande fraction de la nation arménienne se trouve en Arménie turque et qu'elle est l'objet de persécution et d'oppression de la part du gouvernement.

Aussi l'affranchissement de l'Arménie fut-il appelé « but approché ». L'autre, le socialisme n'était qu'un but éloigné et réalisable après la constitution d'une Arménie libre et démocratique.

En réalité, ce Parti oublia bien vite complètement tout son socialisme et devint un Parti patriotique, un Parti nationaliste. Les deux Partis devinrent, sous la pression croissante de deux gouvernements dans les mains desquels se trouvaient les destinées du peuple arménien chauvinistes à ce point qu'ils ne se gênèrent point pour propager des idées hostiles non seulement à ces gouvernements, mais aussi aux peuples russe et ture que ces gouvernements représentaient officiellement.

Il n'est pas dans le but de cette lettre de donner au Bureau une plus complète notion des deux Partis. Si nous avons esquissé cette courte caractéristique, c'est pour prévenir le Bureau contre les erreurs dont il a été déjà victime [5].

En 1904, lors du Congrès socialiste international d'Amsterdam, ce dernier a accepté la délégation du Parti hentschakiste dont le mandataire officiel était le camarade Plekhanoff. Ce fait, nous l'avons appris :

[5] Dans une lettre adressée à Huysmans le 23 juillet 1905, Lew communiqua des faits nouveaux à l'appui de ses affirmations, dont voici l'essentiel :

« 1. Au mois de septembre 1904, un social-démocrate arménien fut tué par les Hentschakistes pour avoir mené une propagande socialiste. Le Comité de Batoum du Parti ouvrier social-démocrate de Russie l'annonça dans une proclamation dont nous tenons un exemplaire.

2. La Conférence tenue par les organisations adhérant à l'*Iskra* protesta par une résolution contre le nationalisme du Parti hentschakiste. Cette Conférence eut lieu au mois d'avril au Caucase et la résolution fut publiée le 1<sup>er</sup> mai 1905.

3. Au mois d'avril 1905, les étudiants socialistes arméniens ont fait la même chose en publiant un manifeste.

4. Une attitude analogue a été adoptée par la Conférence du Caucase et par les étudiants socialistes arméniens vis-à-vis de la Fédération révolutionnaire arménienne... »

Lew communique par cette lettre la résolution de cette conférence concernant la Fédération révolutionnaire arménienne : « Vu que le Parti nationaliste des Drochakistes manifeste ces derniers temps le désir de lutter lui aussi contre l'autocratie russe, la Conférence tout en admettant la possibilité d'une entente purement technique avec ledit Parti, propose à toutes les organisations ouvrières de le combattre résolument. » Archives du B.S.I.

a) par le compte rendu publié par le Parti socialiste démocrate allemand où figure la délégation arménienne comme suit : Arménie I; b) par le fait que l'organe du Parti hentschakiste, le *Hentschak*, a publié dans son numéro d'août le texte du télégramme qu'il a adressé au Congrès, où il nomme le camarade Plekhanoff comme son délégué.

Le Parti hentschakiste a joué ce tour uniquement pour faire face aux accusations de nos camarades, aux attaques dirigées par les militants de l'organisation ouvrière socialiste démocratique arménienne, accusations et attaques pleinement justifiées.

D'autre part, la délégation russe (socialiste démocrate) voulant combattre notre influence, croyait pouvoir refondre le Parti hentschakiste dans le Parti social-démocrate de Russie, car si ce dernier avait un nombre considérable d'Arméniens, supposait-il, il aurait pu mieux réussir dans son agression contre notre organisation. Or, rien de tout cela n'est encore accompli, mais il reste toujours devant le fait qu'un marxiste orthodoxe, membre du Bureau Socialiste International, a représenté au Congrès d'Amsterdam le Parti hentschakiste, Parti nationaliste pur sang. Ce fait a profondément indigné nos camarades, et le Comité étranger de notre organisation a adopté une résolution blâmant la conduite du camarade Plekhanoff et de la délégation russe. (Cette résolution a été publiée dans le *Courrier du Bound*, l'Union des ouvriers juifs en Russie, en Pologne et en Lithuanie.) Jusqu'ici le Parti russe garde le silence sur ce fait. Nous estimons qu'il est du devoir du Bureau de poser devant les représentants du Parti socialiste démocrate de Russie cette question simple : *Pour quelles raisons le délégué russe a-t-il accepté le mandat du Parti hentschakiste?*

Ce dernier exploite le fait qu'il a été représenté au Congrès d'Amsterdam pour attirer les ouvriers arméniens et les empêcher de se grouper sous le drapeau du socialisme.

Avril 1905.

Pour le Comité,  
LEW.

## 44

Demande de Plekhanov de faire campagne pour empêcher  
l'extradition de Roumanie des mutins du Potemkine.

[12 juillet] 1905

*Confidentiel.**A tous les délégués, secrétaires et journaux  
des Partis affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Nous vous transmettons d'urgence copie d'une lettre du citoyen G. Plekhanoff et nous vous prions de bien vouloir mener une campagne dans le sens indiqué par notre camarade.

Le Comité exécutif,

É. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
Le Secrétaire, C. HUYSMANS.

Le 11 juillet 1905

Cher Camarade Huysmans,

Je viens de lire dans un journal suisse que la diplomatie russe pourrait soulever la question de l'extradition des marins russes qui se sont rendus à Costanza [1] sous le prétexte du meurtre des officiers, on pourrait vraiment les extraditer. Le Bureau Socialiste International nous rendrait un grand service en prenant l'initiative d'une agitation contre cette bassesse [2]. Je crois que la presse socialiste devrait expli-

[1] Il s'agit des mutins du cuirassé *Potemkine* qui, harcelés par la flotte, se sont rendus aux autorités roumaines en demandant l'asile politique. La diplomatie russe cherchait en effet à exercer des pressions sur le gouvernement roumain pour obtenir l'extradition. Cf. *Krasnyj Arhiv*, 1925, N° 4-5 (11-12), p. 193-262.

[2] A noter que Lénine (Oulianoff) s'adressa dès le 4 juillet au B.S.I. pour mobiliser l'opinion socialiste mondiale à l'aide des marins révoltés. Il demanda au B.S.I. par une lettre du 4 juillet de lancer un manifeste pour empêcher l'intervention des navires de guerre étrangers (Archives du B.S.I., doc. N° 2472); cf. *Correspondance Lénine-Huysmans*, p. 25-26. Cette lettre fut reçue au B.S.I. le 8 juillet. Il semble que Lénine ait déjà écrit une première lettre à ce sujet, également datée du 4 juillet, que le B.S.I. reçut le 6 juillet. En effet, dans l'inventaire de la correspondance du B.S.I., sous le N° 2145, nous trouvons cette inscription : « Oulianov annonce que le gouvernement russe a demandé l'aide des navires étrangers pour rétablir l'ordre; il demande que la note soit communiquée à la presse. » Archives du B.S.I.



quer au monde civilisé que « ce meurtre » des officiers n'était que le cas de défense légitime contre les brutes qui massacraient leurs propres « hommes ».

Agréez, Camarade, l'assurance de mes sentiments distingués.

G. PLEKHANOFF.

## 45

### Circulaire sur la question de l'unité Socialiste en Russie : proposition de la S.D.F. (lettre de Lee).

*Très confidentiel.*

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades [1],

Je m'empresse de vous transmettre copie d'une lettre de la Social Democratic Federation d'Angleterre, relative aux dissentiments de la Social-démocratie de Russie. Cette question, comme vous le savez, a déjà été soulevée par le citoyen Bebel [2] dans une lettre qui vous a été également communiquée et jusqu'à présent, les deux fractions social-démocrates de Russie ne nous ont pas encore fait connaître leur avis sur la proposition du délégué de la Social-démocratie allemande [3].

Agréez, chers Camarades, nos salutations fraternelles.

*Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.*

[1] Cette circulaire fut transmise par Huysmans aux délégués le 20 juillet 1905. La lettre de Lee est du 14 juillet 1905.

[2] Cf. doc. N° 40.

[3] Sur la réaction des délégués russes, cf. D. Geyer, *art. cit.*, p. 441-42 et *Correspondance Lénine-Huysmans*, p. 41-42. A noter les réactions des Partis nationaux. Lew, dans une lettre à Huysmans du 23 juillet 1905, jugeait fort intéressante la proposition du Comité exécutif de la S.D.F. Il ajoutait : « Le Bureau, s'il arrive à réaliser [l'unité] aura accompli une œuvre historique. Mais il ne s'agit pas d'unifier seulement les deux fractions de la Social-démocratie russe (*Iskra* et *Prolétaire*, ou 'minorité' et 'majorité'); il est indispensable de travailler à unifier toute la *Social-démocratie de Russie*. A force d'exister séparément et de mener chacune sa ligne de conduite, les organisations social-démocratiques de différente nationalité en Russie se sont créés une sorte de 'patriotisme d'organisation', si l'on peut qualifier ainsi la tendance que manifeste chacune d'elles à défendre avec acharnement ses intérêts propres et exclusifs.

Une fédération des organisations des prolétaires de différentes nationalités reconnaissant un centre, un programme et une tactique, telle est la forme de l'organisation qui peut unifier la Social-démocratie de Russie et en faire un parti solide et fort. » Archives du B.S.I.

Cher Camarade,

Je suis chargé par le Comité exécutif de la S.D.F. d'attirer l'attention du Bureau International sur la nécessité immédiate de faire peser sur la Social-démocratie de Russie tout le poids de l'opinion socialiste mondiale, dans le but de rétablir l'unité dans les rangs de cette organisation.

Sans vouloir présumer en quelque manière que ce soit, *qui* a raison et *qui* a tort, le Comité exécutif de la S.D.F. a la sensation que par leurs discussions et récriminations mutuelles, nos camarades russes compromettent gravement la cause de la révolution qui est d'une importance si considérable pour le prolétariat du monde entier, et c'est le devoir du socialisme international de les ramener à la compréhension de leur responsabilité en cette matière.

Il est oiseux de prétendre que des étrangers ne doivent pas s'immiscer dans des affaires nationales. Sans parler du précédent d'Amsterdam et relatif aux affaires de France, précédent qui nous a donné de si excellents résultats, la Révolution en Russie est une question internationale d'importance vitale, et nous estimons que rester indifférents serait presque un crime quand nous voyons le Parti, dans les mains duquel l'Histoire a placé l'aboutissement du mouvement, compromettre cette éventualité par des discordes.

Notre Comité exécutif vous suggère donc que par un moyen quelconque, de préférence par une réunion du Bureau à bref délai, les deux sections de la Social-démocratie russe soient invitées séparément à mettre fin à leurs querelles fratricides, et, s'ils sont incapables de réparer le mal par leurs propres efforts, que le Bureau se dispose à agir comme intermédiaire et les réunisse à une conférence sous ses propres auspices.

Veuillez avoir l'obligeance, cher Camarade, de communiquer le texte de cette lettre aux divers membres du Bureau et leur demander leur avis dans le plus bref délai [3].

Nous sommes persuadés que le Bureau International adhérera à la proposition avec l'esprit fraternel qui l'a suggérée, et voudra bien accepter l'assurance que seul l'intérêt que nous attachons au mouvement socialiste international nous a incités à la formuler.

Fraternellement vôtre.

H. W. LEE.

[3] Nous n'avons pas retrouvé dans les Archives du B.S.I. les réponses des délégués. Kautsky partageait l'opinion de Lee, estimant que la scission des marxistes russes « est un grand malheur » et considérait dans une lettre à Adler du 20 juillet 1907 : « L'intervention du Bureau m'a semblé parfaitement inutile, car incapable d'aller au fond des choses, d'atteindre le mal véritable. Et la persuasion ou l'indignation morale sur l'absence d'unité ne sont pas d'un très grand secours ». V. Adler *Briefwechsel*, p. 465.

## 46

**Circulaire sur les affaires russes :  
les réponses de Lénine et de Plekhanov.**

[Bruxelles, le 24 juillet 1905]

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Je vous transmets par la présente copie de deux lettres, l'une de Plekhanoff en réponse au rapport de Lew (avril 1905) qui vous a été envoyé, l'autre d'Oulianoff en réponse à la note de Plekhanoff (16 juin 1905) [1].

A diverses reprises, la presse a publié des extraits ou des reproductions complètes de documents émanant du secrétariat. Il serait désirable que ce fait ne se renouvelât plus; c'est pourquoi, malgré les frais considérables qui en résulteront, le Comité exécutif a décidé d'envoyer dorénavant toutes les communications sous enveloppe fermée.

Salutations fraternelles.

*Le Secrétaire, C. HUYSMANS.*

*Lettre d'Oulianoff.*

Genève, le 24 juillet 1905

*Au secrétariat du Bureau International Socialiste à Bruxelles.*

Chers Camarades,

Nous sommes depuis quelques jours en possession de votre lettre du 28 juin et des documents intéressants qui l'accompagnaient (lettres des camarades Bebel et Plekhanoff), mais très occupés nous n'avons pas pu vous répondre de suite.

I. — En ce qui concerne la lettre du citoyen Plekhanoff, nous sommes obligés de faire les observations suivantes :

1. L'affirmation du citoyen Plekhanoff qu'après le 2<sup>e</sup> Congrès de notre Parti (août 1903), il n'y a eu entre nous que des divergences sur la question d'organisation ne correspond pas tout à fait à la réalité.

[1] Cf. doc. N° 39.

La minorité du 2<sup>e</sup> Congrès (et à sa tête les citoyens Axelrod, Zassulitch et Martoff) a réellement scindé le Parti immédiatement après celui-ci, en déclarant le boycott des institutions centrales, élues par le Congrès et en créant une organisation secrète de la « minorité » dont la dissolution n'a eu lieu qu'en automne 1904. Le citoyen Plekhanoff lui-même qui était avec nous au 2<sup>e</sup> Congrès du Parti et au Congrès de la Ligue de la Social-démocratie russe à l'étranger (octobre 1903) pensait évidemment quelque peu autrement de nos discussions, lorsqu'il déclarait publiquement en novembre 1903 — N<sup>o</sup> 52 de l'*Iskra* — qu'on devait savoir faire des concessions aux « révisionnistes » (expression de Plekhanoff) pour éviter les scissions dans le Parti.

2. Il n'est pas conforme aux faits non plus que la convocation du 3<sup>e</sup> Congrès du Parti était « entièrement arbitraire ». D'après les statuts du Parti, le Conseil général est obligé de convoquer le Congrès lorsque cela est demandé par la moitié des Comités du Parti. Le Conseil général a passé outre des statuts comme vous le savez de la traduction française des résolutions du 3<sup>e</sup> Congrès. Les Comités du Parti et le « Bureau des Comités de la Majorité » élu pour eux, avaient l'obligation morale et formelle de convoquer le Congrès, même contre la volonté du Conseil général qui voulait l'éviter.

3. De la même traduction des résolutions du 3<sup>e</sup> Congrès vous savez déjà qu'à ce Congrès était représenté non pas « quelque chose comme la moitié des organisations ayant droit à la représentation », mais la majorité la plus grande des Comités.

4. Il est vrai qu'il existe dans notre Parti des camarades qu'on a en plaisantant appelés « marais ». Les membres de ce « marais » ont continuellement passé d'un côté à l'autre pendant la lutte dans le sein du Parti. Le premier de ces transfuges était le citoyen Plekhanoff qui, en novembre 1903, passa de la « majorité » à la « minorité », pour la quitter de nouveau le 29 mai de cette année en sortant de la rédaction de l'*Iskra*.

Nous n'approuvons aucunement des transitions mais nous pensons qu'on ne saurait mettre à notre charge le fait que des camarades membres du « marais », après des hésitations sans fin, se soient décidés à se joindre à nous.

5. Dans sa lettre au Bureau (16 juin 1905) le citoyen Plekhanoff a oublié très mal à propos de rappeler sa lettre du 29 mai 1905, publiée dans l'*Iskra* (N<sup>o</sup> 101) et dont nous vous avons déjà donné la traduction fidèle et complète [2].

6. Lorsqu'il dit que l'autre fraction du Parti se groupe autour de l'ancien organe central du Parti, l'*Iskra*, le citoyen Plekhanoff oublie de nouveau d'ajouter que la conférence de la « minorité » (mai 1905)

[2] Dans une lettre de Lénine au B.S.I. du 8 juillet 1905, cf. *Correspondance Lénine-Huysmans*, p. 26-27.

a supprimé les statuts élaborés par le 2<sup>e</sup> Congrès, sans nommer un organe central nouveau. Nous estimons que le Bureau International Socialiste doit avoir une traduction complète des résolutions de cette conférence. Dans le cas où l'*Iskra* ne voudra pas la lui envoyer, nous sommes prêts à nous en charger.

7. Le citoyen Plekhanoff dit que ce n'était que les deux membres de l'ancien Comité central, restés après la disparition (l'arrestation) des autres, qui se sont déclarés pour la convocation du 3<sup>e</sup> Congrès. La lettre du citoyen Plekhanoff est datée du 16 juin 1905. Un jour après, le 17, dans le N<sup>o</sup> 4 du *Prolétaire*, l'organe central du Parti créé par le 3<sup>e</sup> Congrès, il a été inséré la déclaration suivante :

« Après avoir pris connaissance de la lettre ouverte du Comité central au Président du Conseil général du Parti, le citoyen Plekhanoff, et étant complètement solidaires avec le C.C., nous estimons qu'il est nécessaire, pour des causes que comprendront les camarades initiés à la marche de la vie intérieure du Parti, de déclarer publiquement cette solidarité avec le C.C.

Ma, Bem, Vladimir, Inoquentié, André, Vorone.»

Ces signatures sont des pseudonymes. Confidentiellement nous pouvons vous communiquer que ces pseudonymes sont ceux des *membres du Comité central détenus* [3]. Par conséquent, dès que les membres du C.C. ont eu connaissance du conflit surgi entre le C.C. et le citoyen Plekhanoff (par suite le Conseil général) au sujet de la convocation du Congrès, ils se sont tout de suite prononcés dans leur majorité pour le C.C. et contre le citoyen Plekhanoff. Nous prions très particulièrement le secrétariat international de nous faire part, si le citoyen Plekhanoff a cru nécessaire de porter à la connaissance du Bureau cette déclaration importante des membres arrêtés du C.C. qui refoule complètement ses affirmations de la lettre du 16 juin?

8. Le citoyen Plekhanoff se trompe en disant que les deux fractions

[3] MA = Noskov, V.A. (1878-1913). Au 2<sup>e</sup> Congrès du P.O.S.D.R. il fut élu au Comité central et essaya d'aplanir les divergences entre les bolcheviks et mencheviks. Arrêté en 1905, il cessa après la révolution toute activité politique.

Vladimir = Karpov, L. J. (1879-1921). Dès 1897, il milita dans les rangs de la Social-démocratie russe. Bolchevik des premières heures, après le 2<sup>e</sup> Congrès il mena une activité illégale en Russie, participa à la révolte armée de Moscou en 1905. Après la Révolution d'octobre 1917, il fut un des dirigeants de l'industrie chimique.

Bem = Silvin, M.A. (1874-1955). Dès 1891, il participa au mouvement révolutionnaire. Dès 1901 fut agent de *Iskra*. Bolchevik, il fut coopté en 1904 dans le Comité central du P.O.S.D.R.

Inoquentii = Dubrovinskij, J.F. (1877-1913). Bolchevik, coopté après le 2<sup>e</sup> Congrès au Comité central. En 1905 il fut un des dirigeants de la révolte armée de Moscou. En 1908 il entra à la rédaction du journal *Proletarij*. Il mourut en déportation en Sibérie.

André = Kvjatovskij, A.A. Social-démocrate dès 1899, il fut chargé de l'organisation du transport en Russie de la littérature illégale. Bolchevik, il fut coopté en 1905 dans le Comité central.

Vorone = Gal'perin L.E. (1870-1954). Après le 2<sup>e</sup> Congrès Bolchevik, membre du conseil du Parti, fut coopté au Comité central; il se retira de la vie politique en 1906.

l'ont prié de rester représentant du Parti au Bureau International. Jusqu'à l'heure présente le Comité central de notre Parti n'a formulé aucune prière à ce sujet. Comme nous vous le disions il y a quelques jours, la question n'est pas encore tranchée, quoique posée à l'ordre du jour.

9. Le citoyen Plekhanoff estime qu'il ne lui est pas difficile d'être impartial dans la matière concernant nos discussions. Nous pensons après ce qui vient d'être dit, que cela lui est encore assez difficile et du moins pour le moment presque impossible.

II. — *Je passe à la proposition du camarade Bebel qui se rapporte à notre cas.*

A cet effet il est nécessaire que je fasse les remarques qui suivent :

1. Je ne suis qu'un des membres du C.C., et rédacteur responsable de l'organe central du Parti, *Le Prolétaire*. Je ne puis décider pour tout le C.C. que les affaires se rapportant à l'étranger et certaines autres affaires qui me sont spécialement confiées. Toutefois toutes mes décisions peuvent être révoquées par l'assemblée plénière du Comité central. Par conséquent je ne puis résoudre la question de l'intervention du Bureau dans les affaires de notre Parti. Mais j'ai immédiatement envoyé en Russie votre lettre à tous les membres du C.C., aussi bien que les lettres des citoyens Bebel et Lee [4].

2. Pour accélérer la réponse du C.C. il est très utile d'avoir quelques explications nécessaires du Bureau : a) Faut-il comprendre sous le mot « intervention » une médiation conciliatoire et consultative, n'ayant qu'une force morale non obligatoire; b) Ou bien le Bureau parle-t-il d'une décision obligatoire prise par un tribunal d'arbitrage? c) Le Comité exécutif propose-t-il de donner le droit de décider définitivement et irrévocablement la question concernant nos discussions à l'assemblée plénière du Bureau International Socialiste.

3. Pour l'information du Bureau je crois de mon devoir de vous faire savoir que le citoyen Bebel nous a déjà saisis, moi et mes coreligionnaires, quelque temps avant le 3<sup>e</sup> Congrès, d'une proposition semblable, en nous invitant d'accepter son intervention de juge-arbitre, ou celle de tout le Parteivorstand allemand dans le litige entre la minorité et la majorité de notre Parti [5].

J'ai répondu que le Congrès du Parti ne devait pas tarder à avoir lieu et que je ne pouvais pas décider au nom et pour le Parti.

[4] La réponse du C.C. fut favorable; cf. Annexe V, p. 332, Annexe VI, p. 341-42 (lettres de Lénine).

[5] Le 3 février 1905, Bebel proposa de soumettre à l'arbitrage les divergences entre les mencheviks et les bolcheviks. Dans une lettre adressée à Lénine, Bebel jugea sévèrement la scission. Il considérait que ce conflit avait « une influence particulièrement néfaste sur la situation du Parti compte tenu de l'état des choses en Russie ». A cette initiative de Bebel, Lénine opposa une fin de non recevoir. La lettre de Bebel et la réponse de Lénine in W. I. Lenin, *Sämtliche Werke*, Vienne-Berlin, Verlag für Literatur und Politik, 1929, T. VII, p. 650.

Le Bureau des Comités de la Majorité a décliné la proposition du citoyen Bebel. Le 3<sup>e</sup> Congrès n'a accepté aucune décision relative à cette proposition, et par là a manifesté son adhésion tacite à la réponse du Bureau des Comités de la Majorité.

4. Attendu que le Bureau International croit pouvoir puiser des renseignements dans « quelques journaux allemands », je suis obligé de déclarer que presque tous les journaux socialistes allemands, et particulièrement *Die Neue Zeit* et *Die Leipziger Volkszeitung* se placent entièrement du côté de la minorité et représentent nos affaires sous un jour très partial et très faux. Kautsky, par exemple se dit aussi impartial, mais en fait il est allé même jusqu'à refuser d'insérer dans la *Neue Zeit* une réfutation d'un article de Rosa Luxemburg dans lequel elle défendait la désorganisation dans le Parti [6]. Kautsky a même conseillé dans la *Leipziger Volkszeitung* de ne pas répandre la brochure allemande contenant la traduction des résolutions du 3<sup>e</sup> Congrès !! [7] Il n'est pas difficile à comprendre après cela, pourquoi un grand nombre de nos Camarades de Russie est porté à estimer la démocratie socialiste allemande comme partielle et très prévenue au sujet de la scission dans les rangs de la démocratie socialiste russe.

Agrérez, chers Camarades, nos salutations bien fraternelles.

VI. OULIANOFF (N. Lénine).

*Lettre de Plekhanoff.*

Genève, ce 24 juillet.

Cher Camarade,

Vous me transmettez copie d'une lettre de la Social Democratic Federation relative aux dissentiments de la Social-démocratie de Russie.

Je suis complètement d'accord avec la proposition de faire à bref délai, une réunion du Bureau.

Le mouvement socialiste de nos jours est assez international en effet pour que les Partis socialistes des autres pays n'y restent pas indifférents et leur aide peut être d'une grande importance. Je ne vois

[6] L'article de Rosa Luxemburg auquel voulut répondre Lénine fut publié dans *N.Z.*, XXII, Bd. 2, p. 484 et 529 sous le titre « Organisationsfragen der russischen Sozialdemokratie ». Sur les prises de position des dirigeants de la Social-démocratie allemande en faveur des mencheviks, cf. aussi D. Geyer, « Die russische Parteispaltung im Urteil der deutschen Sozialdemokratie, 1903-1905 », *International Review of Social History*, 1958, p. 195-219, et 418-45, ainsi que la *Correspondance Lénine-Huysmans*, p. 29-32.

[7] Allusion à l'article de Kautsky intitulé « Die Spaltung der russischen Sozialdemokratie », *Leipziger Volkszeitung*, N° 135, 15 juin 1905. Cf. aussi *Raskol na II s'ezde R.S.D.R.P. i II Internacional*, Sbornik dokumentov, Moscou, Institut Marx-Engels-Lénine, 1933, p. 146-49.

moi aussi aucun dissentiment assez grave pour justifier une scission dans notre Parti.

Et j'appuierai absolument toute démarche qui tenterait de mettre fin à un état de chose aussi regrettable. Je suis donc à l'entière disposition du Bureau [8].

Je reçois aussi de vous un factum d'un groupe social-démocrate arménien protestant contre ce fait que le Parti hentschakiste a été représenté par moi au Congrès d'Amsterdam, un blâme fut même infligé à notre délégation, blâme auquel nous n'avons pas jugé utile de répondre.

Nous ne pensons pas avoir à rendre compte de nos actions à un groupe de quelques jeunes gens habitant l'étranger.

Le Parti hentschakiste a été il est vrai au début un Parti nationaliste, mais vous comprendrez sans peine que nationalisme en Arménie et nationalisme en France par exemple sont deux choses essentiellement différentes.

Si les forces vives d'une nation opprimée par le joug turc, se réunissent et luttent pour leur libération, je ne vois rien là que de très légitime et je ne pourrai blâmer ce nationalisme que s'il allait contre les principes du socialisme, ce qui n'est pas le cas.

Une grande partie des social-démocrates arméniens est dans notre Parti. Peu avant le Congrès d'Amsterdam, le Hentschak déclara accepter notre programme et me pria de le représenter au Congrès. Dans ces conditions, j'ai considéré comme de mon devoir d'accepter ce mandat, et si un groupe se disant socialiste démocrate vient aujourd'hui protester contre cette unification des forces social-démocrates, cela me paraît partir d'un mauvais nationalisme plutôt que d'une conviction nettement socialiste. Je termine ma lettre en insistant sur ce point que j'appuierai de toutes mes forces les démarches tendant à l'unification du Parti social-démocrate en Russie.

Agréez, cher Camarade, mes meilleures salutations.

Georges PLEKHANOFF.

[8] Ce passage constitue une réplique aux lettres que Lénine adressa au B.S.I. les 3 et 8 juillet 1905 et dont les copies furent transmises à Plekhanov. Lénine insistait auprès du Comité exécutif pour signifier que Plekhanov avait cessé d'être le représentant du Parti au B.S.I. et que « tout arrangement entre notre Parti et M. Plekhanov est impossible tant que n'auront pas été réglées officiellement ses relations avec notre Parti ». Cf. *Leninskij Sbornik*, t. XVI (1931), p. 118.



## 47

**Circulaire transmettant une proposition Vaillant  
sur les mesures à prendre pour conjurer la guerre.**

Bruxelles, le 26 août 1905

*Confidentiel.*

*A tous les délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Le citoyen Vaillant, délégué au Bureau, a adressé au secrétariat trois lettres, relatives à une proposition inspirée par les récents événements, d'accord avec son collègue Jaurès et avec le Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière.

Le citoyen Vaillant demande au Bureau (lettre du 21 juillet [1]) de « rechercher les mesures internationales les plus propres à conjurer la menace de guerre comme dans le récent cas marocain, et à la prévenir et empêcher par une entente et préparation organisée, à cet effet, des Partis socialistes des divers pays ».

Le citoyen Vaillant ajoute dans sa lettre du 16 août qu'il comprend ainsi sa proposition [2] :

« Le secrétariat, saisi de cette demande, serait chargé par là-même, avec le concours des Partis socialistes auxquels il s'adressera, de cette recherche sans retard, de telle sorte que dès la prochaine réunion de ses délégués, le Bureau International aurait à délibérer sur la question, sur les résolutions qui lui en seraient proposées, tant par le secrétariat que par les Partis socialistes des divers pays et leurs délégués. »

[1] Dans cette lettre du 21 juillet 1905, Vaillant précisait qu'avant d'être élu délégué au B.S.I., il avait déclaré au Conseil national de son Parti considérer comme « le devoir impérieux de son mandat de demander au Bureau de rechercher les mesures internationales les plus urgentes pour conjurer toute menace de guerre ». Après avoir fait cette précision, Vaillant ajouta dans la lettre citée : « C'est ce que je vous demande d'étudier et de proposer pour les mesures possibles à la prochaine délibération du Bureau International à sa prochaine séance. Le citoyen Jaurès est à ce sujet, il l'a déclaré au Conseil national, d'accord avec moi. » Archives du B.S.I.

[2] En réalité cette lettre du 16 août, écrite d'un ton catégorique et sévère, était un reproche au secrétaire du B.S.I. de ne pas avoir encore répondu à sa précédente lettre et de ne pas avoir donné suite à cette initiative. Vaillant rappela l'engagement qu'il avait pris en accord avec Jaurès devant le Conseil national du Parti unifié et rappela également qu'il avait posé de manière formelle cette question devant le B.S.I. Mécontent de la réponse de Huysmans, Vaillant insista, dans une nouvelle lettre du 24 août, pour que sa proposition, « qui n'est pas une demande individuelle », soit *immédiatement* portée à la connaissance de tous les secrétaires de tous les Partis affiliés, et soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du B.S.I. Archives du B.S.I.

Le Comité exécutif vous serait très obligé de bien vouloir porter l'étude de cette importante question à l'ordre du jour de vos délibérations, de communiquer au secrétariat international un rapport sur la proposition du citoyen Vaillant, et, enfin, de mandater dûment à ce sujet les délégués que vous enverrez à la prochaine réunion du Bureau.

Agrérez, chers Camarades, l'expression de nos sentiments fraternels.

Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire.*

## 48

Circulaire faisant connaître les observations et amendements reçus par le Secrétaire au sujet de la proposition de Van Kol.

Bruxelles, août 1905

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Nous vous avons communiqué au mois de juillet, le texte de la proposition élaborée par le citoyen Van Kol et relative à la modification de la représentation au Bureau et aux Congrès internationaux.

Le secrétariat a reçu, à ce sujet, les observations ou amendements suivants :

I. Le Comité étranger de la *Social-démocratie arménienne* demande dans une série de lettres déjà communiquées en partie aux délégués et secrétaires des Partis affiliés (avril-août 1905) l'exclusion du Parti hentschakiste parce que ce groupe serait nationaliste [1].

II. Le *Parti ouvrier letton*, qui a été représenté au Congrès d'Amsterdam, qui compte 10 000 affiliés conscients sur une population de 2 millions d'individus, et qui possède un budget annuel de 60 000 Frs, demande conformément à une résolution votée au 2<sup>e</sup> Congrès de ce Parti, que le citoyen Fr. Rosin, 16, Hopfenweg, Berne, soit admis comme membre du Bureau.

Le citoyen Jac. Kowalewski, un des militants les plus actifs du Parti ouvrier letton, nous a adressé en outre un rapport à titre personnel, dans lequel il accepte la partie de la proposition Van Kol relative aux Congrès internationaux, mais demande que ce système de repré-

[1] Cf. doc. N° 43.

sentation soit également étendu à la constitution du Bureau. Les mandats dévolus à la Russie seraient répartis par un Comité d'arbitrage.

III. Le *Socialist Party of Great Britain* (30 juin 1905) estime que :

1. L'admission aux futurs Congrès internationaux ne doit être accordée qu'aux groupes socialistes reconnus acceptant les principes essentiels du socialisme (la socialisation des moyens de production et de distribution, l'union et l'action internationales de la classe ouvrière, la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en Parti de classe, reconnaissant et proclamant la lutte des classes, adoptant et maintenant une attitude d'hostilité en toutes circonstances à toutes les sections du Parti capitaliste et présentant tous ses candidats sur cette base). Toutes les résolutions antérieures en cette matière seraient annulées.

2. Toutes les questions portées à l'ordre du jour doivent être discutées en séance plénière et la méthode des débats en commission doit être complètement abolie.

3. Chaque délégué doit avoir un vote, mais si un scrutin est demandé, chaque Parti représenté doit avoir droit à un vote.

4. La représentation au Bureau doit être l'image de la représentation au Congrès, chaque Parti ayant droit à un délégué au Bureau.

5. Le Bureau doit examiner la possibilité de n'adopter qu'une seule langue officielle dans laquelle les documents du Bureau et les travaux des Congrès seront rédigés et formulés : cette question devrait être élucidée à temps afin qu'il soit possible de n'employer qu'une seule langue officielle au Congrès de Stuttgart.

IV. Le citoyen Éd. Vaillant (21 juillet 1905) nous a communiqué la note suivante :

« Mon avis concorde dans une grande mesure avec celui du citoyen Van Kol. En effet c'est après m'en être entretenu avec nombre d'amis dans une des séances du Bureau International à Amsterdam pendant le Congrès, que j'ai donné cet avis qui est toujours le mien,

' qu'il était certes regrettable que vu les circonstances qui à Londres avaient conduit le Bureau en 1896 à une multiplication arbitraire des nationalités reconnues et de leur vote, l'état actuel des choses ait été établi, mais qu'il était difficile sinon impossible d'y rien changer et qu'il en résultait une obligation de s'y tenir. C'est ce qu'a proposé aussi le citoyen Van Kol. Que le remède aux inconvénients qui en étaient la conséquence et que mieux encore l'établissement de la vérité des décisions socialistes des Congrès devraient être obtenues par un mode de votation donnant à chaque nation socialiste représentée un vote répondant par sa valeur relative à la valeur relative de l'importance socialiste de cette nation. '

Et j'ajoute aujourd'hui : que ce vote proportionnel à cette importance pourrait être déterminé suivant des règles semblables à celles indiquées par le citoyen Van Kol, que cependant l'échelle 2 à 6 me paraît insuffi-

sante, que je lui préférerais une échelle de 2 à 10 permettant de mieux déterminer en rapport avec la valeur socialiste de la nation, la valeur du vote, qu'en effet si le citoyen Van Kol craint de faire majorer les petites nations par les grandes, loin d'y voir un inconvénient à éviter, j'y vois un avantage à réaliser, une nécessité d'intérêt socialiste international, qu'à cet effet deux facteurs doivent déterminer la valeur socialiste d'une nation et son rang dans l'échelle :

1. Le nombre de ses cartes de cotisants, leurs groupes et fédérations, là où les membres peuvent s'organiser librement.

2. L'action socialiste manifestée ainsi que le nombre des militants par d'autres actes ou faits là où la mesure normale du nombre et de l'activité des militants est difficile ou impossible par le premier procédé, ou inexacte, ou ne répondant pas à la vérité certaine.

Je ne vois aucune objection actuelle à la définition de la nation proposée par Van Kol. »

V. Le citoyen Morris Hillquit délégué de la *Socialist Party* des États-Unis propose les amendements suivants :

« 1. Lire, dans la première proposition, deuxième alinéa : seront regardées comme nationalités les agglomérations d'habitants vivant sous un même gouvernement au lieu de 'luttant contre' ». A l'appui de son amendement Hillquit donne les raisons suivantes : a) L'idée que l'on cherche à définir est celle d'une nationalité dans son entier, comprenant la bourgeoisie, comme le prolétariat, par conséquent les mots luttant contre ne s'expliquent point. b) Si l'on vise par le terme nationalité la classe ouvrière de chaque nationalité seulement, l'expression luttant contre un même gouvernement, est encore mal choisie parce que nous ne luttons pas contre le gouvernement mais contre la classe capitaliste pour la possession du pouvoir de gouverner.

2. Ajouter à la deuxième proposition la clause suivante : « Là où les socialistes d'un pays sont représentés à un Congrès international par deux ou plusieurs Partis le nombre des votes accordés à ce pays sera réparti parmi ces Partis au prorata de leur force et importance respectives. La répartition sera faite en première instance par la délégation du pays intéressé, mais en cas de désaccord, le Bureau tranchera le conflit. »

Hillquit donne à l'appui de cet amendement les raisons suivantes :

« Je crois que le vote d'un Congrès international doit exprimer la volonté de la majorité des socialistes organisés du monde, si possible, et de même que nous essayons de rendre justice aux diverses nationalités entre elles, nous devons rendre justice à chaque organisation dans une nationalité déterminée. Notre idéal est naturellement de n'avoir qu'une organisation socialiste dans chaque pays. Mais aussi longtemps que des divisions existent dans les rangs du mouvement socialiste dans certains pays, une petite et parfois insignifiante minorité ne doit pouvoir l'emporter au vote sur une forte majorité. Cette dispo-

sition est spécialement nécessaire parce que le nombre des délégués n'est pas limité et il peut par conséquent se faire facilement que le Parti le plus faible ait le plus grand nombre de délégués au Congrès. »

VI. Le *Bounde* nous a adressé en juillet et en août un long rapport, qui peut être résumé comme suit :

« Le projet du citoyen Van Kol ne donne aucune satisfaction partielle. Sa proposition relative aux Congrès est rationnelle et juste, mais il devrait également y apprécier les idées fondamentales à la représentation des Partis au Bureau International. Nous ne comprenons pas pourquoi le Luxembourg aurait une grande influence au Bureau et une influence restreinte aux Congrès, attendu que le Bureau remplit les fonctions des Congrès dans l'intervalle de deux assises. Il est d'ailleurs inadmissible que des groupes solides et influents soient exclus d'un organisme qui a de multiples intérêts à sauvegarder. Le Bureau a d'ailleurs lui-même reconnu l'impossibilité de maintenir la situation actuelle car lorsqu'on a proposé d'examiner la situation de la Russie, le Secrétaire s'est vu obligé dans son commentaire de faire allusion à la participation éventuelle du *Bounde*, des Arméniens, des Lettons, etc.

Il ne peut donc y avoir des Partis privilégiés au sein du socialisme. On a fait valoir que les délégués multiples favorisaient les divisions. Or, le refus d'accorder une représentation à certains Partis russes a aigri et augmenté encore les différends au lieu de les aplanir. On a encore objecté que le Bureau compterait trop de membres si on acceptait notre demande. Or, rien n'empêche les Partis de donner à leurs délégués plusieurs mandats. »

VII. Le citoyen Harlakoff, de Sofia, au nom du *Parti ouvrier social-démocrate* de Bulgarie (lettre du 9 août) demande également que la Fédération Révolutionnaire Arménienne ne soit pas admise au Bureau et cela pour des motifs identiques à ceux de la Social-démocratie arménienne. Il estime que cette organisation est purement révolutionnaire et a une tendance nationaliste nettement prononcée :

« Les Comités en Bulgarie, continuent à faire obstacle à notre propagande socialiste au milieu du prolétariat arménien en Bulgarie, car c'est le Parti lui-même qui obscurcit la conscience de classe des prolétaires arméniens par sa propagande purement nationaliste. Et puisque ces temps derniers, il commence à perdre crédit aux yeux des ouvriers arméniens il veut au moyen de l'étiquette socialiste sanctionnée par le Bureau, retenir les ouvriers arméniens moins consciencieux de leurs intérêts de classe, dans ses rangs. Pareilles affiliations au lieu de fortifier les liens intérieurs dans l'Internationale, provoqueront plutôt son repentir, si le Bureau continue à admettre divers Partis purement révolutionnaires ou purement socialistes. Si le Bureau admettait la Fédération Révolutionnaire Arménienne, il n'aurait aucun fondement de la refuser à l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne en Bulgarie et cependant cette organisation de même que la Fédération Révo-

lutionnaire Arménienne est un Parti purement révolutionnaire, c'est-à-dire un Parti terroriste, et nationaliste.

Nous insistons donc énergiquement sur le fait que l'admission dans le Bureau se fasse non seulement sur la base d'une déclaration formelle de reconnaissance des décisions des Congrès internationaux, mais encore en se fondant sur l'étude de l'action du Parti qui veut adhérer au Bureau. C'est seulement quand cette étude amène le Bureau à la conviction qu'il se trouve en présence d'une véritable organisation social-démocrate, que ce dernier avec le consentement des deux tiers des délégués approuve l'admission dans le Bureau de l'organisation en question. Camarades, nous réitérons notre protestation contre l'admission dans le Bureau des opportunistes bulgares. Nous pouvons présenter devant l'assemblée plénière du Bureau un exposé des raisons qui nous forcent à protester contre cette admission s'il en est besoin.

Enfin, notre opinion sur la proposition appartient aux camarades qui n'étaient pas contents des résolutions du Congrès d'Amsterdam et plus particulièrement des résolutions sur la tactique internationale socialiste. Donc c'est pour cela que nos camarades insistent sur le changement du mode de vote. Pour nous est bien clair que la juste impartialité de la division des voix selon les forces et l'importance des Partis nationaux — l'unique et le principal motif de nos camarades — n'est seulement qu'un prétexte.

C'est pourquoi nous insistons devant les membres du Bureau sur le fait que la solution doit être prise de l'essence de la question et non d'un motif de justice abstrait; et l'essence de la question dépend du mode du vote des Congrès qui garantissent la direction normale du mouvement international socialiste. Nous pensons que le vieux mode de vote — qui nous donne la résolution d'Amsterdam, premier pas de règlement de tactique socialiste conformément aux intérêts de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire — présente cette garantie et par conséquent ce mode de vote nous satisfait.

Les considérations que les grands et les petits Partis socialistes sont représentés d'une manière égale d'où provient une petite inéquité, ne peuvent pas être prises au sérieux, puisque les délégués des Congrès n'ont pas un mandat impératif et n'ont pas pour but de présenter les particularités nationales de tout Parti, mais ils résolvent les questions au point de vue international ayant comme point de départ les futurs intérêts du mouvement socialiste si bien exprimés de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire.

C'est pourquoi nous insistons sur le vieux mode de vote en en conservant la part égale de toute nation. »

VIII. Enfin, le citoyen Singer (Allemagne) déclare dans sa lettre du 26 juillet :

« Je me rallie complètement à la première partie de la proposition Van Kol, par contre le système de votation ne me paraît pas juste.

Ce système détermine une majoration des petits groupes pour des raisons peu fondées. Comme les grands groupements ont toujours une grande influence par le poids de leur expérience, de leur importance et de leurs succès, je pense qu'il est inutile d'augmenter leurs voix. Ajoutons à cela que les résolutions du Bureau et des Congrès ne visent généralement que des principes, et, quand il s'agit de questions tactiques, elles ne dépassent pas les conceptions fondamentales de notre Parti. De telle sorte qu'il n'y a pas de danger de voir l'action des grands pays mise en péril par le système des deux voix accordées à chaque pays. Je voudrais donc voir maintenir ce système égalitaire qui, à mon avis, est plus conforme à nos principes. »

Nous vous transmettons, chers Camarades, ces extraits avec l'espoir de voir les Partis qui n'ont pas encore pris position bien vouloir nous transmettre leur avis, afin que la commission nommée par le Bureau puisse s'inspirer de ces critiques pour élaborer un projet donnant satisfaction à tous les intérêts engagés.

Le Comité exécutif :

Éd. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

## 49

### Une mise au point de Vaillant : la formulation exacte de sa proposition.

Bruxelles, le 2 septembre 1905

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International,*

Cher Camarade,

Le Comité exécutif vient de recevoir la lettre suivante du citoyen Vaillant, qui complète le texte de la proposition qui vous a été communiquée par une circulaire datée du 26 août 1905 [1].

Salutations fraternelles.

ANSEELE, VANDERVELDE, HUYSMANS.

[1] Cf. doc. N° 47.

Paris, le 30 août 1905

Cher Citoyen,

Je vous remercie d'avoir transmis ma proposition qui est le résultat d'un engagement pris d'accord avec le citoyen Jaurès devant le conseil du Parti socialiste à sa dernière séance à Paris.

Vous avez résumé cette proposition, formulée en trois lettres de façon un peu différente, et ainsi n'a pas été mentionné ce que, pour la mise en pratique surtout, je crois essentiel, les deux moments : action des Partis des pays directement concernés d'abord, puis et concurremment, action du Parti socialiste international tout entier, les deux moments nécessaires de l'action socialiste et ouvrière, internationale, proposée.

Aussi vous serai-je obligé de vouloir bien, par une nouvelle circulaire transmettre, pour plus de précision, aux divers secrétariats et en son entier cette lettre, avec la formule ci-dessous, qu'elle explique, formule plus exacte de la proposition :

*Je demande que les Partis socialistes de tous les pays examinent les mesures générales à prendre : 1. par les Partis des pays concernés d'abord et 2. concurremment par tout le Parti socialiste international, pour une action concertée, socialiste et ouvrière, internationale, à l'effet de prévenir et d'empêcher toute guerre.*

*Je demande que saisis de cette proposition pour rechercher dès maintenant les mesures particulières et générales nécessaires pour cette action concertée, les Partis des divers pays soient invités, en même temps, à présenter leurs propositions pour une solution internationale, — la seule qui soit de la compétence du Bureau —, au Bureau International, qui inscrirait cette question à son ordre du jour permanent et aurait dès sa prochaine séance à en délibérer.*

Comptant sur vous pour présenter à nouveau la proposition, ainsi complétée, recevez, cher citoyen Secrétaire, mes sincères amitiés et salutations.

Éd. VAILLANT.



## 50

**Proposition du Parti socialiste S.F.I.O.  
au sujet des mesures à prendre pour prévenir la guerre.**

Bruxelles, le 27 septembre 1905

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Nous venons de recevoir la lettre ci-jointe du citoyen Vaillant, délégué du Parti socialiste, section française de l'Internationale Ouvrière, lettre sur laquelle nous attirons toute votre attention. Ce document est d'autant plus important qu'il émane non seulement des délégués autorisés d'un grand pays, mais qu'il constitue une proposition soumise à l'examen de l'Internationale par tout un Parti.

Comme le demande le citoyen Vaillant, nous serions très heureux, chers Camarades, si vous vouliez bien soumettre d'urgence cette lettre à l'organisation centrale de votre Parti et nous faire parvenir votre assentiment dans un délai *très rapproché*.

Agrérez, chers Camarades, l'expression de nos sentiments fraternels.

Le Comité exécutif :

É. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

Une proposition du Parti socialiste, section  
française de l'Internationale Ouvrière.

Paris, le 26 septembre 1905

Cher citoyen Secrétaire,

La question posée et que vous avez transmise, par une circulaire, dans les termes mêmes de ma lettre eût dû comporter une proposition ferme. Je vous l'envoie aujourd'hui. Je ne le pouvais auparavant car il importait, pour lui donner toute sa valeur, qu'elle fût celle du Parti entier, du Parti socialiste (section française de l'Internationale Ouvrière), qui l'a adoptée par le vote unanime des délégués de ses fédérations, réunis en Conseil national, dimanche 24 septembre 1905 à Paris. La voici proposée maintenant comme conclusion et décision, au Parti socialiste international :

« Dès que, secrets ou publics, des événements pourront faire craindre un conflit entre gouvernements, rendre une guerre possible ou probable, les Partis socialistes des pays concernés devront, de suite, spontanément et à l'invitation du Bureau Socialiste International, entrer en rapports directs, à l'effet de déterminer et concerter les moyens d'action ouvrière et socialiste, commune et combinée, pour prévenir et empêcher la guerre.

En même temps, les Partis des autres pays seront avisés par le secrétariat du Bureau, et une réunion du Bureau Socialiste International aura lieu, aussitôt que possible, à l'effet d'arrêter pour tout le Parti socialiste international et la classe ouvrière organisée, l'action la plus propre à prévenir et empêcher la guerre. »

Avec le citoyen Jaurès je vous prie donc, cher citoyen Secrétaire, d'envoyer immédiatement une nouvelle circulaire transmettant, avec cette lettre qui l'explique, la proposition du Parti. Vous comprendrez et les Partis socialistes de tous les pays comprendront, s'ils sont d'accord avec nous, l'importance qu'il y a, vu les éventualités possibles, de ne pas attendre pour en délibérer, la réunion éloignée du Bureau, mais d'envoyer au Bureau, le plus tôt qu'ils le pourront, leur assentiment [1], de façon que si, comme nous l'espérons, la proposition est adoptée par eux dans un délai prochain, elle puisse aussitôt avoir son effet le cas échéant [2].

Dans cet espoir, et comptant sur vous, cher citoyen secrétaire, pour le citoyen Jaurès et moi, nos sincères amitiés et salutations.

VAILLANT.

[1] Pour la suite donnée à cette proposition, cf. doc. N° 57, ainsi que Annexes VI, p. 340 et VII, p. 346.

[2] Dans *L'Avenir Social*, dans un article intitulé « Mouvement socialiste », Huysmans fait le point de l'activité du B.S.I. pour 1905 et commente ainsi cette motion : « Est-ce suffisant? Je ne le crois pas. Si les Partis concernés et le Bureau se réunissent, si leurs membres prononcent de beaux discours et si alors on rédige une magnifique résolution, qu'y aura-t-il de changé? Rien. Ce que la résolution vise à mon sens, c'est la grève générale. Si les gouvernements étaient certains qu'une grève générale éclaterait au lendemain d'une déclaration de guerre dans tous les pays concernés, ils réfléchiraient à deux fois avant de se lancer dans un conflit... Aux Camarades français on pourrait poser la question : Vos organisations syndicales sont-elles assez fortes et assez socialistes pour marcher au moment décisif? » *A.S.*, N° 11, 1906, p. 28.

## 51

Circulaire communiquant la proposition du P.O.S.D. de Hollande de tenir des meetings internationaux en même temps que se réunira la Conférence de la Paix à La Haye.

Bruxelles, le 7 octobre 1905

*Aux délégués et secrétaires des Partis  
affiliés au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Nous venons de recevoir une lettre du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande, dont voici la traduction :

*Au Bureau Socialiste International à Bruxelles.*

Chers Camarades,

Dans la dernière réunion du Comité directeur du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande, l'attention a été fixée sur l'intention qu'ont les puissances de tenir à La Haye une 2<sup>e</sup> Conférence de la Paix [1]. Il nous a semblé qu'il était nécessaire, à cette occasion, de faire connaître nettement la pensée du Socialisme International sur la question de la paix universelle. Il a donc été décidé de demander au Bureau Socialiste International d'organiser, pendant la conférence, un ou plusieurs meetings, auxquels parleraient des représentants des Partis socialistes des divers pays. Ces meetings auraient lieu à Amsterdam, à La Haye et à Rotterdam. Nous voudrions connaître l'opinion du Bureau sur cette proposition. Si le Bureau accepte le principe de la proposition, il pourrait déjà s'assurer la collaboration d'un certain nombre d'orateurs [2].

Salutations fraternelles.

VAN KUYKHOFF.

Amsterdam,  
6 octobre 1905

[1] A la demande de l'Union Interparlementaire, Theodore Roosevelt prit en octobre 1904 l'initiative d'organiser une nouvelle Conférence internationale. En 1905, après la paix de Portsmouth, l'initiative passa au tsar. Les circonstances firent que la conférence prévue pour 1906 ne put se réunir que le 15 juin 1907. Elle dura quatre mois. Cf. A. Schou, *op. cit.*, p. 465-75.

[2] Les réponses négatives à cette proposition figurent dans le Rapport du secrétariat pour les mois de septembre-octobre 1905; cf. Annexe VI, p. 336, et Annexe VII, p. 347.

Nous vous serions très obligés, chers Camarades, si vous vouliez bien nous communiquer votre réponse à bref délai.

Le Comité exécutif :

Éd. ANSEELE, Ém. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

## 52

### Proposition de Camille Huysmans au sujet de la répartition des voix au Bureau et aux Congrès [1].

[18 octobre 1905]

#### *Les Congrès socialistes internationaux et le Bureau Socialiste International.*

Tous, à l'unanimité, semblent souhaiter une modification du mode de votation dans les Congrès socialistes internationaux et l'admission de tous les Partis socialistes qui appliquent les résolutions de nos Congrès internationaux.

On a si souvent fait la critique de la situation actuelle qu'on peut renoncer à la reprendre ici.

C'est pourquoi le Bureau a nommé une commission de trois membres, Van Kol, Vandervelde, et le Secrétaire, qui est chargée d'étudier un projet de modification. Le camarade Van Kol est allé au devant de cette proposition en présentant au Bureau un premier *projet* dont la copie a été envoyée par le secrétariat à tous les Partis affiliés. Cet écrit fut l'objet d'un examen attentif de la part de nombreux délégués et secrétaires des Partis, et, en tenant compte de ces critiques, le secrétariat a élaboré un deuxième projet, qui repose sur l'extension de la deuxième partie de la proposition Van Kol.

L'objection la plus pertinente faite à la proposition Van Kol est qu'elle a un double fondement et instaure un mode de représentation très particulier, selon qu'il s'agisse de la *représentation au Bureau Socialiste International* ou du *mode de votation aux Congrès internationaux*. Si l'on accepte pour les Congrès la première partie de la propo-

[1] Comme nous n'avons pas retrouvé l'original en français, nous en publions une traduction récente, d'après le texte allemand conservé dans les Archives Kautsky (am IISG).

sition Van Kol, on ne peut sans craindre d'agir de façon illogique appliquer le même procédé en ce qui concerne le Bureau Socialiste International. De nombreux délégués soutinrent fort justement — à mon avis — l'opinion que, si c'était un mal que de continuer à exclure du vote dans les Congrès internationaux des Partis solidement organisés, on commettrait la même injustice en n'accordant pas à ces organisations leur part d'influence à l'intérieur du Bureau.

Si l'on acceptait la double proposition Van Kol, on verrait apparaître le cas bizarre, où un Parti donné, solidement organisé, exercerait son influence dans les Congrès internationaux, mais serait exclu du Bureau, qui en fait, poursuit l'œuvre des Congrès.

Il s'ensuit que si l'on accepte le principe de la deuxième partie de la proposition Van Kol, comme c'est le cas dans la plupart des réponses qui nous sont parvenues, la première doit logiquement être rejetée.

L'alternative qui se présente alors est la suivante : ou bien *conserver le système actuel* ou bien *étendre le système proportionnel que Van Kol veut appliquer aux Congrès au mode de représentation au Bureau.*

Cette dernière solution semble être la plus sage.

Je ne sais pas si la difficulté majeure résidera dans la classification des différentes nationalités. Mais il faudra venir à bout de cette difficulté, car la grande majorité des délégués semble se rallier au principe formulé par Van Kol dans la deuxième partie de sa proposition.

On ne peut objecter que l'utilisation de la proportionnalité et la suppression de deux délégués par pays soient amenées à favoriser les schismes. Comme nous l'avons dit, l'expérience a prouvé le contraire, la représentation actuelle au sein du Bureau n'a été pour rien dans l'unification des Partis français. Pour la Russie, au contraire, l'admission d'un Parti au Bureau et l'exclusion d'un autre n'a fait que nuire fréquemment aux bonnes relations entre ces deux Partis. En tout cas, plusieurs membres pensent que lorsque les Partis de Russie et d'Amérique, par la force des choses, se verront dans l'obligation de collaborer au sein du Bureau à l'élaboration du Socialisme, de façon constante et non pas incidemment, à l'occasion des Congrès internationaux, tous les trois ou quatre ans, l'idée de l'unité fera des progrès plus considérables qu'à l'heure actuelle.

On a aussi exprimé la crainte que le nombre des délégués ne soit trop important. Mais rien ne peut empêcher un Parti de confier toutes les voix auxquelles il aurait droit à un ou deux délégués. Avec les camarades Vaillant et Jaurès, je crois en outre, qu'à la place de la classification de 2 à 6, il serait plus juste et plus facile d'en instaurer une de 1 à 10.

Je prends donc la liberté d'opposer à la formule de Van Kol le contenu suivant, et prie les Partis affiliés de bien vouloir avoir l'obligeance de me faire parvenir leurs observations, compte tenu de la prochaine réunion de la commission spéciale.

*Mode de votation et de représentation des Partis affiliés.*

1. Sont admises aux Congrès socialistes internationaux :

a) Toutes les associations qui adhèrent aux principes essentiels du socialisme : socialisation des moyens de production et d'échange, union et action internationales des travailleurs; conquête socialiste des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en Parti de classe.

b) Toutes les organisations corporatives qui, se plaçant sur le terrain de la lutte de classes et déclarant reconnaître la nécessité de l'action politique, donc législative et parlementaire, ne participent pas de manière directe au mouvement politique (Congrès de Paris 1900).

2. Le mode de votation aux Congrès internationaux est déterminé par les règles suivantes :

a) La votation se fait par nationalités.

b) Sont regardées comme nationalités les agglomérats d'habitants vivant sous le même gouvernement.

c) Chaque section nationale aura un nombre de voix variant de 1 à 10 suivant une liste qui sera dressée pour la première fois par le Bureau Socialiste International en fonction en 1906-1907. La répartition des voix pour chaque section nationale sera fixée :

a) D'après le nombre des cotisants;

b) D'après l'importance de la nationalité;

c) D'après la force de l'organisation syndicale et coopérative socialiste;

d) D'après la puissance politique du ou des Partis socialistes.

L'affiliation des cotisants sera prouvée par tous les documents ou pièces que pourra demander le Bureau. S'il existe dans une section nationale divers Partis, la répartition des voix sera faite d'un commun accord par les groupes intéressés, et, en cas de désaccord, par le Bureau. Cette liste sera révisée périodiquement ou si les circonstances l'exigent.

3. Un Bureau Socialiste International, constitué sur la base de la représentation des sections nationales aux Congrès internationaux, continuera les fonctions de ceux-ci. Chaque nationalité pourra envoyer au Bureau autant de délégués mandatés qu'elle aura eu de voix au dernier Congrès international. Les délégués peuvent se faire remplacer par des suppléants, mandatés par les Partis affiliés, ou par des collègues de leur section, auxquels ils auront donné procuration.

4. Le Bureau a un Secrétaire permanent dont les fonctions ont été déterminées par le Congrès de Paris 1900. Le siège du secrétariat est fixé à Bruxelles et la délégation belge fait fonction de Comité exécutif.

5. La cotisation de chaque Parti sera perçue au mois de janvier de chaque année sur la base d'un barême à dresser périodiquement par le Bureau.

*Le Secrétaire : Camille HUYSMANS.*

## 53

Appel en vue de commémorer la journée du 22 janvier 1905 [1].

Bruxelles, le 2 décembre 1905

*Aux travailleurs de tous les pays !*

Le 22 janvier prochain, il y aura un an que Nicolas II et ses conseillers firent massacrer les ouvriers de Pétersbourg, qui venaient, suppliants et sans armes, demander la fin d'une guerre désastreuse, l'amélioration de leur sort misérable, la concession des droits élémentaires que possèdent les travailleurs de tous les autres pays.

Cette journée du 22 janvier marque une date décisive dans l'histoire de la Révolution russe.

Elle a ouvert les yeux au peuple. Elle a mis à néant les illusions de ceux qui croyaient encore à la bénévolence du tsar. Elle a définitivement engagé le combat suprême, le duel à mort entre la classe ouvrière et les derniers soutiens d'un régime que la conscience universelle avait depuis longtemps condamné.

Vainement le tsarisme essaie de conjurer son destin en commettant de nouveaux crimes : il mobilise ses cosaques, il organise ses « bandes noires », il ameute de malheureux inconscients contre les Juifs, les Arméniens, les « intellectuels », contre tous ceux que leur opinion, leur nationalité ou leur race désignent comme les ennemis de la bureaucratie et de l'absolutisme.

A cette politique infâme, le prolétariat révolutionnaire oppose, depuis un an, le plus admirable effort qui ait jamais été fait par un peuple pour conquérir son affranchissement.

Dans toute l'étendue de l'Empire, la révolution est en permanence. Les grèves succèdent aux grèves. Il n'est pas de mois qui s'écoule sans que de nouveaux efforts arrachent à Nicolas II des concessions qui préparent et rendent inévitable sa déchéance finale. Au lendemain du 22 janvier, la Pologne s'illustre par une grève de 600 000 travailleurs, qui s'étend bientôt à la Russie toute entière, avec ce cri de ralliement : « La Mort ou la Liberté ». Kalaïeff exécute le Grand-Duc Serge [2]. La classe ouvrière repousse les tentatives temporisatrices de la commission Chidlowsky et du ministre des finances Kokowszew. Des troubles agraires éclatent et les paysans prennent possession des terres seigneu-

[1] Ce manifeste fut lancé à l'initiative d'un groupe de militants socialistes des États-Unis dont l'écrivain Jack London. Leur lettre fut jointe au manifeste. Le texte de cette lettre est publié dans le Rapport du mois de novembre 1905; cf. Annexe VII, p. 343.

[2] Le 17 février 1905.

riales, dont les propriétaires se cachent dans les villes. Les marins du *Potemkine* font cause commune avec le peuple et arborent, sur les navires du tsar, le pavillon de l'Internationale. Des soldats, tous les jours plus nombreux, refusent de tirer sur leurs frères. Le haut commandement abandonne lâchement à la plus atroce misère l'armée de Mandchourie, qu'il n'ose plus rappeler. Pour la première fois, des partis politiques se constituent au grand jour. On leur fait des promesses, on leur annonce des concessions. Le tsar proclame sa « volonté inébranlable » de convoquer une assemblée, mais une assemblée consultative, élue par les nobles et les riches, à l'exclusion de toute la classe ouvrière, ainsi que de la « canaille savante ». Il fait pendre les héros inoubliables de la Révolution : Wassiliew, Gerschkowitch, Kasprzak, Krause, Khmelnitsky, Nikoforow et leurs amis. Il fait fusiller Petrow, Titoff, Adamenko, Tchorny, Motcheslover et leurs camarades de la flotte révoltée. Mais le sang des martyrs est une rosée féconde. Le mouvement socialiste, toujours grandissant, associe, dans un effort commun ou entraîne à sa suite, le prolétariat des villes, le peuple des campagnes, les éléments libéraux de la bourgeoisie. Dans toutes les grandes villes, la grève générale éclate. Les communications sont suspendues. La Russie est coupée du reste du monde. Le gouvernement, par la grève des chemins de fer, est atteint dans ses œuvres vives et, après quelques jours d'inutile résistance, Nicolas II, par le *Manifeste* du 30 octobre, proclame solennellement sa défaite, en annonçant de nouvelles concessions.

L'histoire de cette année 1905 a révélé au monde la valeur du socialisme russe. Elle a vérifié cette prédiction faite au Congrès international de Paris, en 1889 : « Le mouvement révolutionnaire de Russie triomphera comme mouvement ouvrier, ou il ne triomphera pas » [3]. Aujourd'hui, grâce à l'abnégation, à l'esprit de sacrifice, à l'héroïsme du prolétariat, il est certain de triompher et déjà, dans l'Europe entière, l'irréversible effondrement du tsarisme ébranle, jusque dans leurs fondements, tous les pouvoirs de réaction.

Mais l'œuvre n'est pas accomplie. Si la révolution est faite, dans les cerveaux, elle commence seulement à passer dans les faits. Avant que le socialisme russe puisse célébrer une victoire décisive, il faudra que pendant des mois, pendant des années peut-être, le prolétariat continue à lutter.

Dans cette lutte, qui est notre lutte à tous, il doit pouvoir compter sur l'appui moral, et, aussi, sur l'assistance matérielle de l'Internationale toute entière.

C'est dans notre pensée que des camarades des États-Unis, dont vous trouverez ci-joint le chaleureux appel, ont demandé que le Bureau International invite les Partis affiliés à commémorer solennellement

[3] Le manifeste cite les paroles prononcées à ce Congrès par Plekhanov.



la journée historique du 22 janvier, afin de montrer que les travailleurs du monde sont solidaires du prolétariat russe.

Nous avons la conviction que notre proposition trouvera, partout où s'est éveillée la conscience socialiste, un accueil favorable. Que le mot d'ordre soit donc :

« Le lundi 22 janvier 1906, ou tout au moins la veille (dimanche), tous les groupes de tous les Partis socialistes affiliés organiseront un meeting, et, là où faire se peut, un cortège. Les orateurs inscrits rappelleront l'effort héroïque de nos frères de Russie et une collecte sera faite pour aider de toute manière ceux qui luttent contre le tsarisme pour la cause sainte de la liberté. L'argent recueilli sera envoyé soit au Comité central des Partis affiliés, soit au secrétariat du Bureau Socialiste International [4]. »

A bas l'autocratie!

Vive le socialisme international!

Le Bureau Socialiste International :

Angleterre :	H. HYNDMAN J. KEIR HARDIE	Hollande :	P. TROELSTRA H. VAN KOL
Allemagne :	A. BEBEL P. SINGER	Hongrie :	J. WELTNER E. GARAMI
Australie :	H. DIERCKS	Italie :	E. FERRI F. TURATI
Autriche :	D <sup>r</sup> V. ADLER F. SKARET	Japon :	SEN KATAYAMA
Bohême :	A. NEMEC F. SOUCUP	Luxembourg :	D <sup>r</sup> WELTER
Bulgarie :	G. KIRKOW Y. SAKASOW	Norvège :	O. KRINGEN A. ERIKSEN
Danemark :	P. KNUDSEN C.-M. OLSEN	Portugal :	A. GUECCO
États-Unis :	M. HILLQUIT D. DE LEON	Argentine :	A. CAMBIER M. UGARTE
Espagne :	P. IGLESIAS F. MORA	Suisse :	O. RAPIN
France :	É. VAILLANT J. JAURÈS	Suède :	H. BRANTING C. WICKMAN
		Serbie :	V. STOYANOVITCH

Le Comité exécutif (Belgique) :

Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

[4] Les décomptes de l'argent recueilli figurent dans le Rapport du Secrétariat, cf. Annexe, p. 365-68. Sur l'écho suscité par cet appel, cf. *infra*, p. 203.

## 54

**Avant-projet de règlement sur la représentation  
aux Congrès socialistes internationaux et au B.S.I.**

Bruxelles, le 4 janvier 1906

*Aux Camarades délégués et secrétaires des Partis affiliés.*

Chers Citoyens,

La commission spéciale nommée par le Bureau le 15 janvier 1905 et chargée d'élaborer un règlement relatif aux Congrès internationaux et au Bureau Socialiste International, a élaboré définitivement l'avant-projet ci-joint.

Cette commission était composée des citoyens Van Kol, Vandervelde et Huysmans. Comme vous le remarquerez par le présent document, le citoyen Van Kol a retiré la partie de sa proposition relative aux Congrès et s'est rallié aux grandes lignes de l'amendement du secrétariat. D'autre part, la commission a tenu compte des observations du citoyen Diamand, délégué du Parti socialiste polonais, et a complété dans ce but l'article 2 littera *b*, vue la situation particulière de la Pologne notamment.

Enfin, pour sauvegarder l'influence des petites nationalités et permettre à tous les Partis socialistes de Russie de faire entendre leur voix, la commission s'est ralliée à la proportionnalité 3 à 10 [1].

La rédaction ci-jointe a été adoptée à l'unanimité des membres de la commission [2].

Salutations fraternelles.

H. VAN KOL, É. VANDERVELDE, Camille HUYSMANS.

[1] Les critiques et objections présentées par les délégués au B.S.I. à ce nouveau projet sont publiées dans les Rapports du secrétariat de janvier, février et mars 1906, cf. Annexes, p. 353-54, 362-64, 373-75.

[2] Pour une analyse critique des travaux de cette commission, cf. H. Mommsen, *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im habsburgischen Vielvölkerstaat*, Vienne, Europa Verlag, 1963, p. 430.

*Les Congrès socialistes internationaux  
et le Bureau Socialiste International.*

*Mode de votation et représentation des Partis affiliés.*

1. Sont admises aux Congrès socialistes internationaux :

a) Toutes les associations qui adhèrent aux principes essentiels du socialisme : socialisation des moyens de production et d'échange; union et action internationale des travailleurs; conquête socialiste des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en parti de classe;

b) Toutes les organisations corporatives qui, se plaçant sur le terrain de la lutte de classes et déclarant reconnaître la nécessité de l'action politique, donc législative et parlementaire, ne participent pas d'une manière directe au mouvement politique (Congrès de Paris 1900).

2. Le mode de votation aux Congrès internationaux est déterminé par les règles suivantes :

a) La votation se fait par nationalités, chaque fois que l'une des nations représentées en exprimera le désir;

b) Sont regardés comme nationalités, les agglomérats d'habitants vivant sous un même gouvernement. Toutefois, on pourra également et exceptionnellement considérer comme nationalités, les agglomérats d'habitants dont les aspirations vers l'autonomie et l'unité morale, résultat d'une longue tradition historique, ont persisté malgré la dépendance de gouvernements divers;

c) Chaque section nationale aura un nombre de voix, variant de 3 à 10, suivant une liste qui sera dressée, pour la première fois, par le Bureau Socialiste International en fonctions en 1906-1907. La répartition des voix, pour chaque nationalité, sera fixée :

a) D'après le nombre des cotisants en tenant compte du nombre des habitants;

b) D'après l'importance de la nationalité;

c) D'après la force de l'organisation syndicale et coopérative socialiste;

d) D'après la puissance politique du ou des Partis socialistes.

L'affiliation des cotisants sera prouvée par tous documents ou pièces que pourra demander le Bureau. S'il existe dans une section nationale divers Partis, la répartition des voix sera faite de commun accord par les groupes intéressés et en cas de désaccord, par le Bureau. Cette liste sera révisée périodiquement ou selon que les circonstances l'exigeront;

3. Un Bureau Socialiste International, constitué sur la base de la représentation des sections nationales aux Congrès internationaux, continuera les fonctions de ceux-ci. Chaque nationalité pourra envoyer au Bureau autant de délégués mandatés qu'elle aura de votes au Congrès international, selon la liste mentionnée ci-dessus (2 c).

Les délégués peuvent se faire remplacer par des suppléants, mandatés par les Partis affiliés, ou par des collègues de leur section, auxquels ils auront donné procuration;

4. Le Bureau a un Secrétaire permanent, dont les fonctions ont été déterminées par le Congrès de Paris de 1900. Le siège du secrétariat est fixé à Bruxelles, et la délégation belge fait fonction de Comité exécutif;

5. La cotisation de chaque Parti affilié sera perçue au mois de janvier de chaque année, sur la base d'un barème à dresser périodiquement par le Bureau.

## 55

### Circulaire transmettant une proposition du Parti socialiste italien en Suisse de verser des fonds au profit de la Révolution russe.

Bruxelles, le 4 janvier 1906

*A tous les secrétaires et délégués des Partis affiliés.*

Comme vous l'avez appris par notre rapport du mois de décembre 1905 [1], le Parti socialiste italien en Suisse nous a transmis un projet, priant le Bureau de publier un manifeste engageant les socialistes de tous les pays à verser, au profit de la Révolution russe, le salaire gagné par eux à la date du 22 janvier [2].

Comme le temps nous faisait défaut pour consulter à ce sujet tous les Partis affiliés et comme, d'autre part, on pouvait faire valoir des objections d'ordre pratique, le Comité exécutif a estimé qu'il n'avait pas le droit et qu'il était dangereux de lancer une proclamation au sujet d'un projet dont le succès est aléatoire.

[1] Cf. Annexe VIII, p. 350.

[2] Cette initiative semble appartenir à Angelica Balabanoff. Elle résidait alors à Lugano où elle éditait le journal *Su, Compagne*, « organo delle Proletarie socialista ». Conjointement, Balabanoff fut chargée par le P.O.S.D.R. de mener une campagne de propagande en faveur de la Révolution russe, et par les collectes d'argent d'aider le mouvement socialiste russe. (Cf. A. Balabanoff, *Erinnerungen und Erlebnisse*, Berlin, Laubsche Verlag, 1926, p. 24-25.) Le 29 décembre 1905, elle s'adressa à Huysmans en lui demandant de soutenir le projet du Parti socialiste italien en Suisse. Elle écrivait en français dans sa lettre : « Les initiateurs de ce projet aussi bien que les socialistes russes se rendent bien compte du sacrifice qu'ils demandent au prolétariat international et ce n'est que à cause de la grande impuissance et du caractère extrêmement grave de la crise que la Russie traverse actuellement et la proximité de la victoire finale qu'on se décide à lancer cet appel. Or, d'après les informations récentes, tout dépend des événements de Pétersbourg tandis que d'autre part, c'est précisément à Pétersbourg que manquent les moyens. Vous savez tout cela mieux que quiconque, cher citoyen, et le citoyen Plekhanoff vous a probablement écrit encore récemment. Si le prolétariat international pouvait adhérer à l'appel, c'eût été un appui énorme. La nouvelle de cette preuve de solidarité aurait rénové le courage et l'espoir de ceux qui à Pétersbourg surtout, depuis deux mois, luttent malgré la faim et les persécutions. Si les moyens affluent de l'Europe, la lutte peut être prolongée et couronnée de succès. » Archives du B.S.I.

Le Comité exécutif estime, néanmoins, que le projet mérite sérieuse considération et il considère, comme plus pratique, de saisir de la proposition les Comités directeurs de tous les Partis affiliés qui, mieux que personne, peuvent prendre les initiatives nécessaires pour réaliser totalement ou partiellement, l'idée émise par les socialistes suisses d'expression italienne.

Les initiateurs du projet se rendent parfaitement compte du sacrifice qu'ils demandent au prolétariat international. Mais ils estiment avec le Comité exécutif, que si le prolétariat organisé du monde entier, solidaire des efforts de nos vaillants Camarades russes, n'abandonnait qu'une demi-journée, voire une heure de salaire, il serait possible de secourir efficacement ceux qui, là-bas, luttent héroïquement pour la cause de toute la classe ouvrière. La victoire du prolétariat russe est notre victoire à nous tous. Leur défaite serait notre défaite.

Dans cette pensée, le Parti ouvrier belge a pris une initiative que nous nous empressons de vous communiquer. Il a, après réception du rapport de décembre, décidé de saisir du projet tous les groupes affiliés, syndicats, coopératives, ligues politiques, sociétés d'agrément. Les propagandistes les plus influents ont promis leur concours pour faire adopter la proposition intégrale ou amendée dans leur milieu respectif et, de cette façon, la journée du 22 janvier sera non seulement une journée d'enthousiasme, mais une journée de rendement pratique.

Nous comptons, dans la mesure du possible, sur votre bienveillante collaboration. Les révolutionnaires de Russie ont besoin de soutien pécuniaire.

Fraternellement à vous.

Le Comité exécutif :

Édouard ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

## 56

### Convocation à la réunion du B.S.I. des 4 et 5 mars 1906.

Bruxelles, le 5 février 1906

*Aux secrétaires des Partis affiliés  
au Bureau Socialiste International.*

Chers Camarades,

Le Comité exécutif se permet d'attirer votre attention sur la nécessité urgente de faire représenter votre parti à l'assemblée plénière du Bureau Socialiste International.

Comme vous l'aurez appris par notre rapport mensuel [1], cette réunion aura lieu dans un mois, à la Maison du Peuple de Bruxelles, secrétariat international (salle 6, premier étage), les 4 et 5 mars 1906 [2]. Le Comité exécutif s'est également préoccupé de la démonstration internationale du 1<sup>er</sup> Mai pour la journée de huit heures, dont la forme la plus efficace, conformément aux décisions des Congrès, est le chômage. Et comme jusqu'à présent, il n'a pas encore été possible de réaliser le vœu du Congrès international de Paris de 1889, relatif à la publication d'un organe hebdomadaire destiné à centraliser les renseignements sur le mouvement en vue de la réduction légale de la journée de travail [3], le Comité exécutif a estimé qu'il était néanmoins utile de faire quelque chose dans cette voie. Je vous propose donc, non pas de lancer une simple proclamation rappelant les décisions déjà prises, mais de publier à cette occasion un véritable *document international*, fixant, à un moment précis, l'état de la question dans tous les pays où il existe une organisation socialiste. Chaque Parti affilié enverrait donc, à bref délai, au secrétariat international, une note succincte sur la conjoncture spéciale de son milieu au point de vue de la durée du travail et des résultats obtenus par l'effort syndical et parlementaire. Toutes ces notes seraient encadrées dans un texte à rédiger par le Comité exécutif et constitueraient un document de propagande extrêmement intéressant, œuvre de collaboration de tous les Partis affiliés [4]. Afin d'agir pratiquement, le Comité exécutif a rédigé un modèle joint à la présente, concernant spécialement la Belgique.

Nous espérons donc que les délégués ou secrétaires des Partis affiliés voudront bien faire le nécessaire pour que leurs notes parviennent au secrétariat avant le 1<sup>er</sup> mars si possible, le 10 mars au plus tard.

Salutations fraternelles.

Le Comité exécutif :

Éd. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

[1] Cf. Annexe X, p. 360.

[2] Par une circulaire du 15 janvier 1906, le B.S.I. faisait savoir que Bebel avait accepté le mois de mars pour la réunion du Bureau. Dans cette même circulaire, le Comité exécutif attirait « l'attention des délégués sur l'importance considérable de l'ordre du jour ».

[3] Le Congrès international de Paris de 1889 décida la création d'un Comité exécutif suisse auquel incombait d'éditer un hebdomadaire intitulé *Der achtstundige Arbeitstag*.

[4] Cette publication parut, éditée par le B.S.I. en langues française, allemande et anglaise, sous le titre *La manifestation internationale du 1<sup>er</sup> mai*, Bruxelles, 1906. Voir aussi Annexe IX, p. 353.

## 57

## Compte rendu de la septième réunion plénière du B.S.I.

Bruxelles, 4 et 5 mars 1906.

Les délégués du Bureau Socialiste International se sont réunis en assemblée plénière les 4 et 5 mars 1906, à la salle du secrétariat du Bureau, récemment installée à la Maison du Peuple de Bruxelles [1].

Étaient présents :

- A. Bebel et K. Kautsky, pour le Parti social-démocrate allemand;
- J. Jaurès et Éd. Vaillant, pour le Parti socialiste (section française de l'Internationale Ouvrière);
- H. Hyndman et J. Keir Hardie pour la section anglaise;
- A. Nemec et F. Soucup, pour le Parti socialiste tchéco-Slave (Bohême);
- E. Buchinger, pour le Parti socialiste hongrois;
- Yrjö Syrola, pour le Parti socialiste finlandais;
- Manuel Ugarte, pour le Parti socialiste argentin;
- P. Troelstra, pour le Parti ouvrier social-démocrate de Hollande;
- Jean Sigg, pour le Parti socialiste suisse;
- Dr Welter, pour le Parti social-démocrate luxembourgeois;
- E. Roubanovitch, pour le Parti socialiste révolutionnaire de Russie;
- J. Kwiatek, pour le Parti socialiste polonais (P.P.S.);
- Éd. Anseele et Ém. Vandervelde, pour le Parti ouvrier belge;
- C. Huysmans, Secrétaire du Bureau.

A titre consultatif, les citoyens Garske, représentant le Parti ouvrier letton, et Lew, représentant le Parti social-démocrate arménien.

Au bureau se trouvaient les membres du Comité exécutif, composé de Vandervelde, Anseele et Huysmans ainsi que les deux employés du secrétariat, d'Artois et Kantor.

Le citoyen Vandervelde, qui présidait, a souhaité tout d'abord la bienvenue aux délégués présents, et il a donné lecture des lettres d'excuse qui étaient parvenues au Bureau [2].

L'ordre du jour définitif avait été libellé comme suit :

1. *Proposition Vaillant* relative aux mesures à prendre en cas de menace ou de déclaration de guerre;
2. *Proposition Van Kol* relative à l'organisation des Congrès internationaux et du Bureau Socialiste International;

[1] Nous reproduisons le compte rendu officiel établi et publié par le secrétariat en français, allemand, anglais, à Bruxelles, 1906, 25 p.

[2] Les délégués russe et autrichien étaient absents; cf. à ce propos les commentaires du *Vorwärts* du 5 mars 1906 : « Si la Social-démocratie russe (dans le sens plus étroit) ainsi que l'austro-allemande n'étaient pas représentées, il y avait de bonnes raisons. A Vienne et en Russie, il y a en ce moment tant à faire qu'on ne peut se passer de personne. » Cf. aussi Annexe X, p. 360.

3. *Motion Troelstra* relative aux événements de Russie et à leur répercussion [3].

Sur la proposition de Vandervelde, il a été décidé de rattacher le rapport du secrétariat à la discussion de la proposition Van Kol, et d'aborder l'examen de la *résolution Vaillant*.

A la demande de plusieurs délégués, il est entendu qu'aucune note ne sera publiée ni communiquée sur cette discussion, et, après un long débat, le texte de la proposition Vaillant a été adopté à *l'unanimité* [4].

Cette résolution était formulée comme suit :

« Dès que, secrets ou publics, des événements pourront faire craindre un conflit entre gouvernements, rendre une guerre possible ou probable, les Partis socialistes des pays concernés devront, de suite, spontanément et à l'invitation du Bureau Socialiste International, entrer en rapports directs, à l'effet de déterminer et concerter les moyens d'action ouvrière et socialiste, commune et combinée, pour prévenir et empêcher la guerre.

En même temps, les Partis des autres pays, seront avisés par le secrétariat du Bureau et une réunion du Bureau Socialiste International aura lieu, aussitôt que possible, à l'effet d'arrêter, pour tout le Parti socialiste international et la classe ouvrière organisée, l'action la plus propre à prévenir et empêcher la guerre [5]. »

Le deuxième point à l'ordre du jour était la *proposition Van Kol*, concernant l'organisation des Congrès internationaux et du Bureau Socialiste International. A cette question avait été rattachée la discussion du budget du secrétariat.

Nous reproduisons ci-après le texte de l'avant-projet qui a été adopté après un long débat [6] et après rejet d'une motion d'ajournement.

[3] A l'ordre du jour proposé par la circulaire du B.S.I. du 15 janvier 1906 figurait un quatrième point : « La motion Kringen-Branting » (rapport sur la situation politique de la Norvège et de la Suède).

[4] *L'Humanité* du 5 mars 1906 signale que sur la proposition Vaillant ont pris part au débat Bebel, Hyndman, Jaurès, Vandervelde, Kautsky, Vaillant, Keir Hardie, etc.

[5] Selon le commentaire du *Vorwärts* : « Cette résolution ne demande l'impossible à aucune organisation socialiste, elle n'en engage aucune à des démarches qui pourraient lui nuire, mais fait pleinement valoir la solidarité internationale en rendant internationales toutes les mesures pour la prévention de la guerre et indique ainsi le moyen le plus efficace pour la prévenir, pour autant que le prolétariat soit actuellement en mesure de le faire. »

[6] Le compte rendu paru dans le *Vorwärts* du 5 mars 1906 relate ainsi ce débat : « Ceci [l'avant-projet] a provoqué une série de propositions. Les camarades anglais ont envoyé une proposition d'organisation des Congrès et du Bureau Socialiste International. En tenant compte de suggestions très diverses, Van Kol a modifié une motion qu'il avait présentée lors de la dernière session du Bureau. Enfin, au cours de cette session-ci, Vaillant et Bebel ont présenté des amendements à la proposition du Bureau. Après de longs débats au cours desquels Bebel chercha à simplifier les règlements trop compliqués et où Jaurès et Vaillant prirent position pour la représentation unique de chaque État, alors que les délégués des différentes nationalités slaves défendaient une organisation spéciale assurant la représentation des différentes nationalités d'un État, on adopta les points suivants de la résolution proposée. » Cf. note suivante.



Nous nous sommes permis d'y apporter des modifications, non de forme, mais de numérotage, et cela, pour deux motifs : le premier, c'est que certains amendements élaborés par la délégation anglaise, ont été adoptés après examen de la formule Van Kol et se rattachent évidemment aux premiers articles du projet; le second, c'est que de nombreux journaux ont repris le texte qui a paru dans le journal officiel du Parti ouvrier belge, où s'étaient glissées des erreurs manifestes par suite d'une transposition typographique. L'amendement Troelstra-Hyndman-Keir Hardie, par exemple, qui rend chaque section nationale responsable de l'admission des associations ou organisations du pays concerné, était rattaché par erreur à un article auquel il ne se rapportait pas.

Voici donc le texte amendé :

*Les Congrès socialistes internationaux  
et le Bureau Socialiste International.*

*Le mode de votation et la représentation des Partis affiliés.*

I. — Sont admises aux Congrès internationaux socialistes :

A. Toutes les associations qui adhèrent aux principes essentiels du socialisme, socialisation des moyens de production et d'échange; union et action internationales des travailleurs; conquête socialiste des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en parti de classe.

B. Toutes les organisations corporatives qui, se plaçant sur le terrain de la lutte de classes et déclarant reconnaître la nécessité de l'action politique, donc législative et parlementaire, ne participent pas d'une manière directe au mouvement politique (Congrès de Paris 1900).

II. — A. Les associations et les organisations de chaque nationalité forment une section qui se prononce sur l'admission de toutes les associations et organisations des nationalités concernées.

Les associations et organisations non admises par la section compétente ont le droit d'appel au Bureau Socialiste International, qui décide en dernier lieu.

B. Le secrétariat de chaque Parti affilié ou le Comité national des associations ou organisations participantes, là où il est constitué, transmettront aux groupements socialistes les invitations à assister au Congrès international et les résolutions prises par le Bureau Socialiste International.

C. Les textes de toutes les propositions doivent se trouver en possession du Bureau quatre mois entiers avant la date fixée pour la réunion du Congrès international et être distribués un mois après réception.

Aucune nouvelle résolution ne sera acceptée, distribuée ou discutée, si elle n'a pas été soumise à cette procédure, les affaires urgentes exceptées. Le Bureau Socialiste International est seul compétent pour prononcer l'urgence, mais les amendements ou résolutions doivent

être écrits et soumis au Bureau Socialiste International qui décidera si les amendements sont acceptables ou non et ne constituent pas une tentative de formuler des résolutions nouvelles sous forme d'amendements.

III. — Le mode de votation aux Congrès internationaux est déterminé par les règles suivantes :

A. La votation se fait par tête. Elle se fait par section nationale, chaque fois que trois nations représentées en expriment le désir.

B. Sont regardées comme nationalités, les agglomérats d'habitants vivant sous un même gouvernement. Toutefois, le Bureau pourra également et exceptionnellement, — mais à condition de ne pas altérer par cette décision la proportionnalité dans le nombre des voix de la section —, considérer comme nationalités les agglomérats d'habitants dont les aspirations vers l'autonomie et l'unité morale, résultat d'une longue tradition historique, ont persisté malgré la dépendance d'un ou de plusieurs gouvernements.

C. Chaque section aura un nombre de voix variant de deux à vingt suivant une liste qui sera dressée pour la première fois par le Bureau Socialiste International en fonctions en 1906-1907. La répartition des voix, pour chaque section, sera fixée :

1. D'après le nombre des cotisants en tenant compte du nombre des habitants;

2. D'après l'importance de la nationalité;

3. D'après la force de l'organisation syndicale et coopérative socialiste;

4. D'après la puissance politique du ou des Partis socialistes.

L'affiliation des cotisants sera prouvée par tous documents ou pièces que pourra demander le Bureau. S'il existe dans une section divers Partis, la répartition des voix sera faite de commun accord par les groupes intéressés et, en cas de désaccord, par le Bureau. Cette liste sera révisée périodiquement ou selon que les circonstances l'exigeront;

IV. — Un Bureau Socialiste International, constitué sur la base de la représentation des sections nationales aux Congrès internationaux, continuera les fonctions de ceux-ci. Chaque section pourra envoyer au Bureau deux délégués mandatés. Les délégués peuvent se faire remplacer par les suppléants, mandatés par les Partis affiliés [7].

V. — Le Bureau a un Secrétaire permanent dont les fonctions ont été déterminées par le Congrès de Paris de 1900. Le siège du secrétariat est fixé à Bruxelles et la délégation belge fait fonction de Comité exécutif;

[7] En ce qui concerne ce point, cf. le compte rendu du *Vorwärts* : « Le point (II, 3) de la proposition du Bureau veut renouveler la composition de celui-ci de sorte que chaque nation ait dans l'avenir le droit d'envoyer autant de délégués au Bureau qu'elle dispose de voix au Congrès. Cette motion est repoussée car elle transformerait le Bureau en Congrès. On décide à l'unanimité de maintenir le statu quo qui accorde à chaque nation le droit d'avoir deux délégués au Bureau. »

VI. — La cotisation de chaque Parti affilié sera perçue au mois de janvier de chaque année sur la base d'un barème à dresser périodiquement par le Bureau. »

Faisons remarquer ici :

1. Que ce texte constitue un avant-projet, car seuls les Congrès internationaux sont compétents pour adopter une rédaction définitive;
2. Que spécialement l'alinéa III, 3 n'a été adopté que sous réserves, et qu'il sera soumis à un nouvel examen à la prochaine réunion du Bureau. Cette décision a été prise parce que deux des pays, qui semblent les plus intéressés dans cette question, la Russie et l'Autriche, n'étaient pas ou étaient incomplètement représentés à la réunion;
3. Que les amendements suivants, présentés par la Grande-Bretagne, seront également discutés à la prochaine réunion du Bureau :
  - a) En remplacement du système existant des commissions qui expédient les résolutions, ce qui augmente et double même le travail, il sera élu un comité permanent de Congrès pour grouper les diverses résolutions et régler les ordres du jour. Ce comité comprendra un secrétaire par nationalité, et cette nationalité choisira son représentant;
  - b) Les discours aux Congrès seront limités à vingt minutes;
4. Qu'il a été formellement entendu que l'adoption du projet Van Kol ne comporterait *aucune suppression de section*, c'est-à-dire, que les sections de Bohême, de Pologne, de Finlande notamment seraient maintenues en tout état de cause.

Avant d'aborder la discussion du susdit projet, le Secrétaire a rappelé toutes les opinions exprimées par les délégués absents dans les lettres qu'ils ont fait parvenir au Bureau, et qui ont été insérées dans les rapports mensuels. Il a donné lecture de toutes les lettres nouvelles qui étaient envoyées au Bureau, notamment une lettre de V. Adler, insérée dans le rapport de mars, de même que de tous les amendements, notamment un amendement de Hillquit [8].

Le débat du projet a été dominé par trois ordres d'idées. Le *premier* était représenté notamment par Bebel qui reprochait au projet de ne pas être assez simple et de conduire à des situations dangereuses si l'on acceptait la formule primitive de Van Kol. Il préférait de beaucoup le vote par tête avec quelques modalités. Le *deuxième* avait pour interprètes les citoyens Vaillant et Jaurès qui entendaient baser la représentation sur la section nationale, devenue l'unique organe, expression et forme de la représentation des nationalités et disposant chacune de 2 à 20 voix. Les citoyens Nemeč et Soucup enfin, *troisième* ordre d'idées, défendaient surtout le droit de certains groupes à une représentation spéciale et réclamaient à ce sujet le *statu quo*.

Comme il est facile de voir par une lecture du texte adopté, le Bureau a fait preuve, dans une large mesure, de conciliation.

[8] Cf. doc. N° 48.

L'alinéa II, A, s'inspire des idées de nos camarades de France, de la Grande-Bretagne et de Hollande. Les alinéas II, B, et II, C, sont conformes aux indications formulées dans le projet qui nous a été transmis par les délégués de Grande-Bretagne. L'alinéa III, A, première phrase, reflète la conception des délégués allemands. L'alinéa III, B, enfin, a été amendé dans le sens des observations présentées par les Partis de Pologne et de Bohême.

Le Secrétaire a donné lecture ensuite de son rapport, rédigé comme suit :

Quand, au mois de février 1905, j'ai été désigné pour continuer la tâche qu'avait assumée avec autant de dévouement que d'abnégation, le citoyen V. Serwy, le secrétariat s'est rendu compte de la nécessité d'assurer, dans la mesure des moyens qui étaient mis à sa disposition, une application plus stricte des résolutions des Congrès internationaux.

Il lui a paru que les liens existant entre les Partis affiliés et le Bureau n'étaient pas suffisamment serrés et que les relations, au lieu d'être périodiques, étaient trop accidentelles. Les Partis affiliés n'étaient pas mis au courant, régulièrement, mensuellement, du travail accompli par le secrétariat, de la correspondance échangée, des questions traitées.

D'autre part, le Bureau ignorait fort souvent ce qui se passait au sein des Partis affiliés, de telle manière qu'une action d'ensemble, à un moment déterminé, pouvait être entravée par cette conjoncture défavorable.

Pour remédier à cette situation, le secrétariat a pris l'initiative de publier et d'envoyer aux secrétaires et délégués des Partis affiliés, un rapport mensuel, d'abord rédigé exclusivement en langue française, plus tard accompagné d'un résumé en langue allemande, en attendant qu'il nous soit possible, après cette première année d'essai et de travaux préliminaires dont vous comprendrez la diversité, d'y adjoindre une version anglaise. Ce rapport mensuel, encore très modeste, comprend aujourd'hui une partie qui peut être publiée et une partie confidentielle. Il pourra se transformer bientôt, si les circonstances le permettent, en un bulletin mensuel imprimé en trois langues. Le jour où les Partis affiliés, par l'organe de leurs secrétaires et de leurs délégués, voudront bien adresser régulièrement au secrétariat international un rapport trimestriel ou même semestriel sur leur activité, il nous sera possible de publier un travail du plus haut intérêt pour le prolétariat de tous les pays.

Le secrétariat a fait ensuite son possible pour activer la réalisation des résolutions votées par les Congrès internationaux.

Dans cet esprit, il n'a pas manqué, notamment, d'insister auprès des camarades des divers pays, afin de hâter l'unification socialiste, conformément aux vœux exprimés par le Congrès international d'Amsterdam. Il a saisi toutes les occasions pour rappeler cette résolution aux intéressés et c'est ainsi qu'après le Congrès du Parti socialiste (section française de l'Internationale) où le Comité exécutif était

représenté par Vandervelde et Huysmans, le secrétariat a lancé une circulaire attirant l'attention sur ce fait que la résolution d'Amsterdam n'avait pas été votée à l'intention de nos camarades français seulement. Cette circulaire faisait allusion à la situation des Partis socialistes aux États-Unis, dans la Grande-Bretagne, en Russie [9]. Et quand les citoyens Lee et Bebel ont invité le Bureau à négocier l'entente des Partis socialistes de Russie, le Comité exécutif a offert immédiatement ses bons services, et, pour aboutir sûrement, il a constitué un volumineux dossier sur ces différends [10].

Depuis lors, les événements n'ont pas permis d'aboutir, mais les Partis, à Saint-Pétersbourg tout au moins, se sont mis d'accord en diverses occasions. En Angleterre, l'unification nous semble devenue une simple question de temps, et, aux États-Unis, plusieurs conférences ont déjà eu lieu entre des membres du S.P. et des membres du S.L.P., conférences dont le compte rendu nous a été envoyé et qui paraissent devoir aboutir à un bon résultat.

En ce qui concerne les affaires de Russie spécialement, le Comité exécutif et le secrétariat n'ont rien négligé pour obtenir des autres groupes socialistes le soutien moral et matériel auquel les héros de la révolution avaient droit. L'inoubliable démonstration du 22 janvier a été le couronnement de cette action continue et persévérante, et les résultats en ont été tels que tous les Partis de Russie nous ont adressé des résolutions par lesquelles ils témoignent leur fraternelle reconnaissance aux socialistes du monde entier qui avaient répondu à l'appel du Bureau.

Le Comité exécutif est également intervenu d'une manière efficace pour empêcher certains gouvernements de livrer au tsar ou de condamner à des années d'emprisonnement, en vertu de législations de circonstance, des camarades de Russie qui avaient commis le crime de travailler à la libération de leur pays.

Inutile de relever le détail des nombreuses questions traitées par le secrétariat, questions sur lesquelles vous aurez trouvé tous les renseignements désirables dans les rapports mensuels. Je ne puis cependant passer sous silence que le secrétariat a reçu la visite de socialistes de Chine qui s'organisent et semblent désireux d'assister au prochain Congrès de Stuttgart [11]; que les organisations ouvrières d'Australie marchent d'un pas décidé vers le socialisme; que les socialistes de la Havane demandent leur affiliation au Bureau; qu'il vient de paraître un journal socialiste au Cap; que les socialistes du Brésil, après leur

[9] Cf. doc. N° 34.

[10] Cf. *Correspondance Lénine-Huysmans*, p. 17-36.

[11] Il s'agit de Sun Yat-sen qui en avril 1905 visita à Bruxelles le secrétariat socialiste international. A cette occasion, il donna une interview publiée dans le journal socialiste flamand *Vooruit*, dont la traduction abrégée est parue dans *Le Peuple* du 20 mai 1905 sous le titre : « Le socialisme en Chine ».

prochain et premier Congrès, feront bientôt partie de la grande famille internationale.

Le socialisme s'étend et s'unifie.

Un autre travail accompli par le secrétariat est celui de la création des archives. Nous avons acheté un fond de bibliothèque socialiste, la bibliothèque de feu César De Paepe, un des représentants les plus glorieux de l'ancienne Internationale [12]. Nous avons ensuite méthodiquement réclamé l'envoi de tous les documents publiés par les Partis affiliés : journaux, revues, brochures, volumes, dont le dépouillement a été fait quotidiennement.

Nous nous sommes adressés individuellement aux socialistes militants et c'est ainsi que nous sommes parvenus à rassembler environ 15 000 numéros qui seront bientôt catalogués. Il nous sera possible ainsi de constituer une véritable bibliothèque internationale socialiste, comprenant la collection complète des œuvres des socialistes des diverses écoles écloses pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des publications de la première Internationale, des œuvres des socialistes modernes, des documents de tous les Partis affiliés.

Un de nos projets consiste à rééditer les comptes rendus, devenus presque introuvables, des cinq Congrès internationaux de Genève (1866), de Lausanne (1867), de Bruxelles (1868), de Bâle (1869) et de La Haye (1872).

Nous manquerions certainement à tous nos devoirs si nous ne remercions pas les organisations du Parti ouvrier belge de la générosité dont elles ont fait preuve à notre égard. Sur une somme de 4 100 Frs, coût de notre bibliothèque et de son installation, elles ont bien voulu intervenir pour une somme de plus de 3 000 Frs.

Signalons pour terminer ce rapport rapide que le Secrétaire a été délégué au Congrès international des mineurs, et qu'à la demande des pays représentés, il a fait rapport sur la création d'un secrétariat international des mineurs. Sa formule a été adoptée à l'unanimité.

Le secrétariat se rend parfaitement compte de l'immense travail qu'il a encore à accomplir. Il reconnaît volontiers qu'il a traversé une période de tâtonnements, mais il a la conscience d'avoir fait son possible pour mériter la confiance que le Bureau a bien voulu placer en lui.

Le citoyen Bebel, au nom de tous les délégués, a félicité le Secrétaire et le Comité exécutif de la bonne besogne accomplie depuis février 1905. L'assemblée a confirmé ensuite la nomination de Camille Huysmans comme Secrétaire du Bureau Socialiste International, et elle a décidé que ce poste aurait désormais un caractère permanent.

Dans le but de parer au déficit, que l'exécution de cette résolution

[12] Sur l'acquisition de cette bibliothèque et des archives, cf. notre article, « Notes sur les archives de la Première Internationale, recueillies par le B.S.I. », *Mouvement Social*, N° 44, 1963, p. 83-91.

pourrait entraîner, les délégués présents ont dressé, sur la proposition du citoyen Anseele, un projet de budget qui devra être soumis pour confirmation aux divers Partis affiliés<sup>1</sup>. D'après ce projet, les cotisations devraient être les suivantes :

Allemagne, 2 500 Frs; Angleterre, 1 250 Frs; Australie, 200 Frs; Autriche, 600 Frs; Belgique, 1 000 Frs; Bohême, 600 Frs; Bulgarie, 200 Frs; Danemark, 800 Frs; États-Unis, 1 250 Frs; Espagne, 200 Frs; France, 1 250 Frs; Finlande, 200 Frs; Hollande, 400 Frs; Hongrie, 400 Frs; Italie, 400 Frs; Japon, 100 Frs; Luxembourg, 100 Frs; Norvège, 200 Frs; Pologne, 500 Frs; Argentine, 200 Frs; Russie<sup>2</sup>, 1 500 Frs; Suisse, 200 Frs; Suède, 200 Frs; Serbie, 100 Frs.

*Motion de Troelstra : les événements de Russie et leurs répercussions.*

TROELSTRA. Il eût fallu dégager les conséquences des événements russes. Pour ce faire, il importe que les délégués russes précisent eux-mêmes la situation.

ROUBANOVITCH expose comment, depuis la charte impériale qui a quasi sanctionné la liberté de la presse, la liberté de réunion, les socialistes ont pu passer de la phase du mouvement secret à la période de l'action ouverte [13].

Dès ce moment, on a pu juger de l'intensité du mouvement révolutionnaire.

Depuis le 22 janvier 1905, tout le monde a été frappé du caractère socialiste de la Révolution russe.

Les troubles de paysans se sont étendus sur le territoire de l'empire entier. La grève des étudiants et des professeurs a abouti à l'autonomie universitaire, mais les étudiants et les professeurs ont ouvert leurs auditoires académiques à la propagande socialiste et ouvrière.

Les grèves des chemins de fer ont été largement préparées par les deux grands Partis socialistes.

La Révolution russe s'est développée dans l'atmosphère socialiste; le mouvement politique s'appuie sur le mouvement économique et social, ouvrier et paysan.

Rien n'a été changé depuis les débuts de la lutte.

Ce sont les ouvriers et les paysans qui continuent à mener le combat; ils sont imprégnés de l'esprit de classe; il s'agit d'organiser les travailleurs industriels et agricoles en Parti de classe.

1. Jusqu'à présent, la France, la Belgique et l'Autriche ont annoncé qu'elles acceptaient le prix fixé à cette séance. [Note du Secrétaire du B.S.I.]

2. Y compris, éventuellement, les Arméniens, les Lettons, le Bound. [Note du Secrétaire du B.S.I.]

[13] Roubanovitch fait allusion au manifeste du 17 octobre 1905.

Les Partis bourgeois, sont, eux, sans force spéciale. Ils doivent s'appuyer sur les forces de la classe ouvrière.

L'orateur conclut ainsi : la revendication fondamentale actuelle, c'est celle des paysans, qui veulent la restitution de la terre à ceux qui la cultivent. Ce mouvement a été prédit par Karl Marx et organisé par le Parti socialiste révolutionnaire.

L'orateur fait appel à la solidarité du prolétariat international contre le tsarisme, qui tend à se reconstituer à l'aide des finances internationales.

BUCHINGER (Hongrie) fait remarquer que la royauté austro-hongroise avait accepté d'introduire le suffrage universel en Autriche-Hongrie. Il faut considérer cette attitude comme le résultat, comme la répercussion des événements immenses de Russie. Mais l'oligarchie hongroise a fait son possible pour faire échouer cette réforme nécessaire, unanimement réclamée.

Les meneurs de cette bande, Kossuth et le comte Apponyi, font appel maintenant à l'opinion de l'étranger contre les intérêts de leur propre peuple [14].

Le délégué hongrois signale cette attitude aux socialistes de tous les pays. Ces hommes, ajoute-t-il, doivent être considérés non pas comme des politiciens qui ont été obligés de s'expatrier un moment parce qu'ils défendaient la cause du peuple, mais comme de simples prétendants à la constitution de l'oligarchie hongroise, comme des traîtres aux droits de leur propre peuple.

SIROLA montre la situation critique de la Finlande, où la bourgeoisie semble se désintéresser de la défense des droits populaires.

La Social-démocratie en Finlande suppléera à cet abandon par une activité inlassable et par l'amélioration de son organisation ouvrière et paysanne.

Vu le manque de temps, le citoyen GARSKE (délégué du Parti ouvrier letton) a déposé sur le Bureau un long mémoire sur le mouvement révolutionnaire dans les provinces baltiques, rapport qui sera publié dans une revue des Partis affiliés, *L'Avenir social* [15].

HYNDMANN a demandé que le Comité interparlementaire examine s'il n'y a pas lieu de soulever dans les divers Parlements d'Europe, la question des atrocités commises par le tsarisme.

LE SECRÉTAIRE a signalé que le citoyen Branting (Suède) a déjà formulé dans une lettre au Bureau une proposition identique, d'après laquelle les députés socialistes d'Angleterre, de France, d'Allemagne et d'Italie interpelleraient à ce sujet leurs gouvernements respectifs.

[14] A ce sujet nous trouvons des détails dans le rapport présenté par le Parti socialiste de Hongrie au Congrès international de Stuttgart.

[15] Ce rapport ne parut pas dans *L'Avenir Social* de 1906.



JAURÈS a fait observer qu'il sera difficile en France de provoquer un débat, la Chambre y étant arrivée au bout de son mandat.

VANDERVELDE a estimé que la formule pratique d'introduction de la question est à trouver par les parlementaires, membres des divers Partis socialistes affiliés.

Le Bureau a pris acte des déclarations de Roubanovitch et proclame la solidarité de l'Internationale socialiste et de la Révolution russe.

Sur proposition de KEIR HARDIE et de HYNDMAN, il a été décidé que le secrétariat du Bureau Socialiste International se mettra en rapport avec le Comité socialiste interparlementaire (Secrétaire : G. Mannoury, Corn., Schuitstraat, Amsterdam) afin d'organiser, à Londres, une réunion prochaine, démonstration à laquelle assisteraient les représentants les plus autorisés du socialisme international aux divers Parlements [16].

Le Bureau a confirmé une décision antérieure portant que le prochain Congrès sera tenu à Stuttgart, vers la fin d'août 1907, probablement pendant la dernière semaine du mois. BEBEL et KAUTSKY ont déclaré que les frais d'organisation de ce Congrès seront supportés par le Parti social-démocrate allemand.

La prochaine assemblée du Bureau a été fixée au mois d'octobre ou de novembre. Il a été convenu que la date de cette réunion coïnciderait avec la session législative du Parlement français.

La réunion du Bureau a été déclarée close après une allocution du président [17].

[16] Cette conférence de la Commission socialiste interparlementaire a eu lieu à Londres en juillet 1906, cf. doc. N° 62.

[17] Le 4 mars eut lieu à la Maison du Peuple à Bruxelles un meeting auquel participèrent 10 000 manifestants. Jaurès y prit la parole et « y flétrit en termes vibrants les excitations criminelles des financiers et des militaristes qui cherchent d'atroces égorgements internationaux ». Ont pris la parole et ont été applaudis : Roubanovitch, Kautsky, Troelstra et Vandervelde (*L'Humanité*, 5 mars 1906).

Le *Vorwärts* du 5 mars 1906 commente ainsi ce meeting : « Jaurès, ainsi que l'Anglais Hyndman et le Hollandais Troelstra prirent la parole l'un après l'autre et discoururent sur le thème 'Guerre à la guerre'. Jaurès expliqua l'attitude des socialistes français dans l'affaire du Maroc et contesta les assertions faites de toutes parts contre les socialistes français selon lesquelles ils auraient agi pour l'étranger. Il déclara qu'aucun pays, quel qu'il soit, ne devait, selon la politique du socialisme, être humilié... »

Le dernier orateur fut le russe Kutschiakow qui dressa un tableau de la Révolution et de ses conséquences. On adopta à l'unanimité la résolution qui avait déjà été approuvée par le Bureau Socialiste International et qui disait qu'à l'avenir les socialistes de tous les pays devaient, dès que la paix en Europe serait menacée, s'entendre entre eux pour éviter la perturbation de la paix. »

## 58

Manifeste du B.S.I. pour le 1<sup>er</sup> Mai 1906.

[Bruxelles, le 25 avril 1906]

*Aux travailleurs de tous les pays.*

Le socialisme international a choisi le 1<sup>er</sup> Mai pour faire, chaque année, dans tous les pays où le prolétariat a pris conscience de ses intérêts de classe, une démonstration dont la forme la plus nette, la plus efficace est le chômage.

Cette démonstration constitue, pour le capitalisme, un avertissement périodique : les travailleurs lui signifient leur volonté indéfectible de poursuivre leur affranchissement intégral, sans se laisser détourner par les dérivatifs sanglants de guerres entre nations.

C'est l'unité même de ce mouvement, dont le triomphe n'est possible que par le rapprochement de tous les prolétariats, qui fait de la classe ouvrière la force capable de donner au monde la liberté et la paix.

Les travailleurs organisés de tous les pays ont estimé que l'une des conditions essentielles de leur émancipation, c'est, par l'action syndicale et par l'action législative, l'établissement de la journée légale maximum de huit heures.

Pour réaliser cette réforme fondamentale, ils ont le droit de compter, non seulement sur leurs propres efforts, mais sur les conséquences révolutionnaires de l'expansion mondiale du capitalisme.

De plus en plus, l'essor de la grande industrie rend cette limitation des heures de travail à la fois nécessaire et possible, en agglomérant les travailleurs, en intensifiant leur travail, en unifiant les conditions mêmes de la production.

De plus en plus, on reconnaît que la journée de huit heures est indispensable pour assurer la reconstitution normale des forces ouvrières, arrêter la dégénérescence de la race, faire participer les masses prolétariennes, à la vie morale et intellectuelle de l'humanité.

Et, contre les résistances égoïstes, qui s'opposent encore à cet affranchissement partiel des exploités du capitalisme, condition préalable de leur affranchissement complet, le socialisme mobilise, dans tous les pays, des armées toujours plus nombreuses et plus combattives.

En Russie, le prolétariat apparaît comme le facteur décisif et la suprême espérance de la Révolution. En Autriche, en Hongrie, dans la plupart des états de l'Allemagne, le suffrage universel est à la veille de vaincre. En France, le socialisme unifié puise dans le rapprochement fraternel de ses militants, de nouvelles énergies. Les organisations des États-Unis se préparent à la fusion. Le Labour Party de Grande-Bretagne s'oriente vers le socialisme.

Partout les anciens pouvoirs fléchissent. Partout les travailleurs s'unissent contre ceux qui les dominent et les exploitent. Partout la classe ouvrière se rend compte de la nécessité de traduire sa solidarité internationale en actes, pour toutes les fins utiles et par tous les moyens, dans le but de maintenir la paix entre nations et de déjouer les complots belliqueux des gouvernements capitalistes.

Le 1<sup>er</sup> Mai 1906 symbolise une année glorieuse, féconde par ses résultats, plus féconde encore par les espérances qu'elle engendre. En participant aux démonstrations qui se préparent, les travailleurs affirmeront leur volonté de faire que ces espérances deviennent des réalités.

Chômez le 1<sup>er</sup> Mai!

Manifestez le 1<sup>er</sup> Mai!

Gloire au travail!

Le Bureau Socialiste International :

H. M. HYNDMAN, J. KEIR HARDIE (Angleterre); A. BEBEL, P. SINGER (Allemagne); H. DIERCKS (Australie); V. ADLER, F. SKARET (Autriche); A. NEMEC, F. SOUCUP (Bohême); G. KIRKOW, J. SAKASOW (Bulgarie); P. KNUDSEN, C. M. OLSEN (Danemark); M. HILLQUIT, D. DE LEON (U.S.A.); P. IGLESIAS, F. MORA (Espagne); É. VAILLANT, J. JAURÈS (France); J. K. KARI, Y. SYROLA (Finlande); P. TROELSTRA, H. VAN KOL (Hollande); J. WELTNER, E. GARAMI (Hongrie), E. FERRI, F. TURATI (Italie); SEN KATAYAMA (Japon); D<sup>r</sup> WELTER (Luxembourg); O. KRINGEN, A. ERIKSEN (Norvège); H. DIAMAND, K. KAUTSKY (Pologne); A. GUECCO (Portugal); V. LÉNINE, E. ROUBANOVITCH (Russie); A. CAMBIER, M. UGARTE (Argentine); O. RAPIN, J. SIGG (Suisse); H. BRANTING, C. WICKMAN (Suède); M. STOYANOVITCH (Serbie).

Le Comité exécutif (Belgique) :

E. ANSEELE, Ém. VANDERVELDE,  
C. HUYSMANS, *Secrétaire*.

## 59

### Circulaire transmettant une proposition de Plekhanov de soutien à la Douma.

Bruxelles, le 6 juin 1906

Cher Citoyen,

Nous venons de recevoir la lettre ci-jointe du camarade Plekhanoff, relative à une proposition sur laquelle nous voudrions connaître l'avis de votre organisation. Veuillez avoir l'obligeance de nous transmettre cet avis par retour du courrier, si possible, et considérer la présente comme *confidentielle*.

Salutations bien fraternelles.

*Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.*

Genève, le 1<sup>er</sup> juin 1906

Cher Citoyen,

Vous savez que la Douma russe est en plein conflit avec le gouvernement. Ce conflit révolutionne tout le pays. Il serait d'une grande importance pour notre mouvement si les parlementaires étrangers témoignaient à la Douma leur sympathie. Il me semble que les députés socialistes dans ces parlements devraient prendre l'initiative de ce témoignage. Il me semble aussi que le Bureau Socialiste International pourrait leur adresser une circulaire dans ce sens.

Vous devez savoir que notre Parti (le Parti social-démocrate) a abandonné la tactique du boycottage comme tout à fait stérile. A l'heure qu'il est la Douma est un des leviers de la Révolution russe si ce n'est le levier principal [1].

Votre dévoué.

PLEKHANOFF.

[1] Cette lettre de Plekhanov provoqua de vives répliques de la part de la majorité des Partis et groupes socialistes de Russie. En effet, son affirmation « que la tactique de boycottage de la Douma était abandonnée » ne correspondait pas à la réalité. Ce boycottage, décidé en 1905 à l'unanimité, constitua en 1906, malgré l'opposition de Plekhanov et de son groupe, la ligne directrice du P.O.S.D.R. et des Partis nationaux affiliés.

Le secrétaire de l'Internationale, Huysmans, au courant de cette situation, fut lui-même surpris par cette lettre de Plekhanov. Lorsqu'il la reçut, il chercha à connaître immédiatement l'avis des membres du Comité exécutif. Comme ceux-ci étaient absents de Bruxelles, Huysmans décida d'agir sans avoir leur approbation et « 1) d'envoyer copie de la lettre de Plekhanov aux principaux Partis, en laissant à chacun de ceux-ci le soin de se prononcer sur l'opportunité de la proposition, 2) de demander l'avis des autres partis, y compris les Lettons, les Polonais, les Arméniens ». Avant d'envoyer la circulaire aux Partis affiliés, Huysmans l'adressa préalablement à Vaillant. Celui-ci s'opposa à ce que cette lettre fût envoyée et demanda que l'on consulte d'abord les Partis russes. Le 8 juin, Huysmans écrivit à la fois à Plekhanov et à Vaillant pour faire savoir qu'il se conformait à la décision de Vaillant. (Cf. Lettre de Huysmans à Vaillant, Lettre de Huysmans à Plekhanov, 8 juin 1906, Archives du B.S.I.) La circulaire ne fut donc transmise qu'aux représentants des divers groupes socialistes de Russie.

La réponse « des autres Partis » auxquels Huysmans faisait allusion fut entièrement négative et tous combattirent l'initiative malheureuse de Plekhanov. Ces réponses furent publiées par Huysmans dans son rapport mensuel (cf. Annexe XII p. 381-82, Rapport pour mai-juin 1906), et pour clarifier la situation, il envoya le 18 juin à tous les délégués une autre circulaire. Cf. doc. N° 61.

## 60

**Circulaire transmettant une lettre de Plekhanov  
au sujet du procès de Riga.**

Genève, le 7 juin 1906 [1]

Cher camarade Huysmans,

A Riga, 36 révolutionnaires passent devant la cour martiale, accusés par la police politique, de crimes qu'ils n'ont jamais commis [2]. Il y aura probablement une *vingtaine de condamnés à mort*. Inutile de dire combien il serait désirable de sauver la vie à nos camarades. Je vous prie donc d'écrire aux secrétaires de tous les Partis affiliés au Bureau Socialiste International en les priant d'entreprendre, dans la presse, une campagne énergique contre l'exécution des condamnés. La Douma se prononcera, sans doute, dans le même sens. Je ne suis pas sûr qu'avec tout cela, nous arriverons à notre but, mais cela n'est pas impossible. Seulement, le temps presse, il faut agir bien vite et d'une façon très énergique.

Je crois que nos camarades français pourraient faire beaucoup dans ce cas.

Ci-joint, une coupure avec quelques détails concernant le procès. Seulement, n'oubliez pas que le gouvernement russe ne fusille pas seulement ces révolutionnaires, *il les calomnie*.

PLEKHANOFF.

*P.S.* Le 12 mai, le tribunal militaire temporaire de la circonscription de Vilna à Riga, examinera l'affaire d'un groupe de combat du Parti ouvrier social-démocrate. Celui-ci est accusé d'avoir tué ou essayé de tuer divers fonctionnaires de police, d'avoir pillé des débits de boissons de l'État, des débits de boissons appartenant à des particuliers, des cabarets et des maisons de commerce. Ce groupe de combat était constitué de 36 membres de Riga et fonctionnait depuis la moitié de 1905 jusqu'en janvier de cette année. Le leader de ce parti était d'abord un certain Stephan Saharow surnommé « Mark » mais après son arrestation, en décembre 1905, il fut remplacé par un nommé Lipmann Rubinstein surnommé « Napoléon ». A ce parti appartenaient aussi deux jeunes

[1] Nous n'avons pas retrouvé la première page de la circulaire qui transmet ce document.

[2] Le jour où Plekhanov s'adressa au B.S.I. le Parti socialiste révolutionnaire russe publia dans *L'Humanité* un appel à la presse au sujet du procès de Riga. Cf. doc. N° 61, n. 3. La Douma était intervenue sans succès en faveur des huit ouvriers condamnés à mort; ils furent exécutés. L'avocat des autres inculpés adressa une lettre à un député de la Douma pour qu'elle intervienne une nouvelle fois. Le Parti socialiste révolutionnaire lança, lui, un appel dans la presse étrangère pour qu'elle exige « que l'appel soit admis et que les condamnés puissent se pourvoir en cassation ». *L'Humanité*, N° 782, 8 juin 1906, p. 2. Sept des inculpés furent condamnés à la peine de mort et seize aux travaux forcés. *L'Humanité*, N° 791, 17 juin 1906, p. 1.

juives Finkelstein Mündel et Ljubowa Neumark, ainsi qu'une jeune Lettone, Martha Mizit, et une allemande, Lotte Locht. Les membres sont presque tous âgés de dix-huit à vingt-deux ans. Ce sont eux qui ont délivré par force, de la Maison d'arrêt de la police secrète, cinq détenus politiques, tous membres de cette association de combat, dont deux ont été arrêtés quelque temps après. Le nombre des accusés est de 36 et ils seront défendus par les avocats Sokolow et Grusenberg de Saint-Pétersbourg ainsi que par Schablowsky, Mery et d'autres.

## 61

### Circulaire sur la proposition de Plekhanov de cesser le boycott de la Douma.

Bruxelles, le 18 juin 1906 [1]

Cher Camarade,

Nous avons reçu il y a quelques jours la lettre suivante de Plekhanoff [2]. Comme le temps presse, nous l'envoyons sans délai. Nous avons demandé sur cette motion l'avis de tous les Partis affiliés et non affiliés de Russie, mais jusqu'à présent nous ne connaissons que l'opinion de Plekhanoff, auteur de la proposition, celle de Roubanovitch, délégué du Parti socialiste révolutionnaire, celle de Kautsky, qui répond au nom de Rosa Luxembourg, déléguée du Parti socialiste de Lithuanie.

Le camarade Plekhanoff prétend que le Parti social-démocrate de Russie abandonne sa tactique de boycott contre la Douma. Cette résolution a été adoptée, au dernier Congrès, à Stockholm, où étaient aussi représentés le Bound, le Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie, l'organisation social-démocrate de Lettonie et l'organisation social-démocrate d'Ukraine (Petite-Russie). Les délégués ont discuté avec les social-démocrates des conditions de l'unification, qui furent acceptées par tous les délégués et qui sont soumises à l'approbation des organisations intéressées.

Le camarade Roubanovitch, qui annonça d'abord qu'un meeting international de protestation contre les condamnations et les exécutions de Riga [3] se tiendrait à Paris, écrit au Bureau qu'un membre de la

[1] Comme nous n'avons pas pu retrouver l'original français de cette circulaire, nous publions une traduction récente du texte anglais.

[2] Cf. doc. N° 59; notons que la lettre de Plekhanov, se retrouva peu après sans objet, car la Douma fut dissoute le 21 juillet 1906.

[3] La circulaire résume une lettre de Roubanovitch du 10 juin 1906 dans laquelle il écrivait :

« A ce sujet [le procès de Riga] nous avons causé avec quelques membres influents du groupe parlementaire socialiste français et ils sont disposés à participer à un *meeting international* à Paris.

Le Comité exécutif du Bureau Socialiste International pourra-t-il déléguer à ce

majorité radicale va présenter au Parlement français une résolution de solidarité avec la Douma. Les socialistes français continueront d'agir avec davantage d'énergie et entreront en relation avec le Parti du Travail de la Douma. Roubanovitch propose d'appliquer la motion Hyndman-Keir Hardie, adoptée lors de la dernière réunion du Bureau et de dénoncer dans tous les Parlements les atrocités du tsarisme. Le groupe de travail de la Douma, qui a élu une commission d'enquête sur ces faits terribles, communiquera son rapport au Bureau, et le Bureau transmettra ce document à tous les Partis affiliés.

Le camarade Kautsky déclare qu'il approuve la motion de Plekhanoff, dans la mesure où celle-ci soutient la lutte de la Douma contre le tsarisme. Mais il ne sait pas si le Parti qu'il représente a également abandonné la tactique de boycott, et se voit ainsi dans l'obligation de s'abstenir.

Le Comité exécutif approuve aussi le principe de la motion de Plekhanoff [4]. Mais ils pensent avec le camarade Vaillant [5] que le

meeting un de ses membres et pourra-t-il y inviter les membres de l'Internationale des autres pays, ou préférera-t-il que les invitations soient lancées par les organisateurs du meeting à Paris?

Quant à l'intervention des groupes parlementaires socialistes, pour l'envoi des salutations à la Douma, j'ai donné, sur sa demande, mon avis au groupe parlementaire français et je crois que l'avis qui a prévalu consiste à laisser prendre l'initiative d'une pareille proposition à un membre de la majorité, les socialistes se réservant pour une action plus énergique et pour un échange des vues avec le Groupe du Travail de la Douma.

A ce sujet, je propose au Bureau Socialiste International : 1) de reprendre la proposition de la Section anglaise (proposition de Hyndman et de K. Hardie à la dernière séance du Bureau) et d'inviter les groupes parlementaires socialistes à dénoncer dans leurs Parlements respectifs les atrocités du tsarisme; 2) de demander au Groupe du Travail de la Douma — qui a ranimé une Commission pour faire une enquête sur 'les agissements criminels de l'administration du gouvernement russe' — d'envoyer le résultat de ses recherches au Bureau Socialiste International pour être communiqué à leurs collègues des autres pays.

En possession des faits précis, vérifiés et contrôlés, nos camarades, les députés socialistes de tous les pays, auront un arsenal d'arguments solides et pourront faire en connaissance de cause une œuvre de haute solidarité internationale. Par cette action, le prestige du Groupe du Travail de la Douma et par là de la Douma elle-même sera singulièrement relevé aux yeux du monde entier.

Je vous prie de bien vouloir me communiquer l'avis du Bureau au sujet de mes propositions. Je pourrais, si le Bureau le veut bien, vous faciliter l'entrée en relation avec le Groupe de Travail de la Douma. » Archives du B.S.I.

[4] Envoyant le texte de cette circulaire à Plekhanov, Huysmans y joint une lettre personnelle dans laquelle il déclare notamment : « Le Comité exécutif est allé aussi loin qu'il pouvait pour soutenir votre motion. Mais il lui a paru qu'il ne pouvait intervenir directement dans la politique intérieure d'une section nationale, lorsque les Partis affiliés de cette section sont en désaccord.

Au point de vue du Bureau, les Partis affiliés ont les mêmes droits.

En demandant l'opinion de tous les Partis de Russie, le secrétariat n'a fait que se conformer à l'avis des délégations française et belge, dont les sympathies pour vos idées vous sont certainement connues. » Archives du B.S.I.

[5] Allusion à une lettre de Vaillant du 7 juin 1906 qui, après avoir reçu la copie de la lettre incriminée de Plekhanov, émettait l'opinion « que pour accepter la proposition de Plekhanov et voter dans les différents Parlements une adresse de sympathie

Bureau ne peut intervenir en tant que collectivité que si tous les Partis importants de Russie soutiennent la proposition de Plekhanoff [6]. C'est pourquoi nous nous contentons actuellement de transmettre tous les documents que nous recevons sur la question et nous prions chaque section nationale de bien vouloir examiner l'opportunité d'une manifestation internationale.

Ci-joint, en allemand, les résolutions votées par les social-démocrates lors de leur dernier Congrès.

Le Comité exécutif a accepté la proposition de Roubanovitch, qui ressemble à la suggestion faite par Hyndman dans le dernier numéro de *Justice* (16-6-06).

Salutations fraternelles.

Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS.

### Annexe

#### *La position du Parti envers la Douma d'empire [7].*

##### Considérant

1. Que le gouvernement autocratique a introduit la Douma sous la pression révolutionnaire du prolétariat et de l'opposition bourgeoise, pour étouffer la Révolution, et, introduisant un semblant de constitutionnalisme, s'assurer la victoire dans la lutte pour la vie,
2. Que le gouvernement et ses associés réactionnaires devront en tant que puissance fondamentalement opposée à l'action populaire, entreprendre un combat résolu contre la Douma, sans lui donner la moindre chance de réorganiser les conditions actuelles,
3. Que l'antagonisme entre les intérêts de la nouvelle société bour-

à la Douma, il faudrait préalablement consulter les différentes parties qui l'ont boycottée ». Archives du B.S.I. Cf. la réponse de Plekhanov, n. 6.

[6] Plekhanov repoussait le principe d'une telle consultation. Il soutenait notamment : « Ces conditions ont été arrêtées et adoptées par eux comme par nous : Nous n'attendons maintenant que la ratification de ce pacte par les organisations en question. Ce n'est qu'une pure formalité au moins pour la plupart de ces organisations. Il n'y a que le Bund qui puisse refuser cette ratification. Mais cela aussi est peu probable. En s'unissant à nous les dites organisations se voient obligées d'adopter la tactique de notre parti. Or cette tactique, vous la connaissez : *le Congrès s'est prononcé contre le boycottage de la Douma*. La consultation proposée par le citoyen Vaillant est grosse de conséquences très fâcheuses pour notre unité. Elle donnera aux éléments *hostiles à l'unification* un excellent prétexte pour essayer de remettre en question les résultats acquis par notre Congrès. Ainsi la discorde, à peine éteinte par notre Congrès, pourrait bien se renouveler. Le Parti socialiste révolutionnaire n'a pas jusqu'ici renié ouvertement la tactique du boycottage mais cela pourrait-il empêcher la Social-démocratie internationale de soutenir le Parti (unifié) social-démocrate de Russie dans sa lutte pour la liberté politique? N'oubliez pas que le Parti socialiste révolutionnaire *n'est point un parti ouvrier*. » Lettre de Plekhanov à C. Huysmans du 10 juin 1906. Archives du B.S.I.

[7] Nous présentons ici une traduction récente du texte allemand dont l'original manuscrit se trouve dans les Archives du B.S.I.



geoise et ceux du vieux despotisme s'est à tel point exacerbé que des conflits sont inévitables, aussi bien entre la Douma et le gouvernement qu'à l'intérieur même de la Douma,

4. Que ces conflits, dans la mesure où ils obligent les éléments d'opposition de la Douma à rechercher l'appui des masses populaires, attireront davantage encore l'attention des masses sur le combat contre l'autocratie, et transformeront la Douma, apparemment constitutionnelle, de refuge de la réaction en instrument de la Révolution,

5. Que dans l'atmosphère révolutionnaire actuelle tous les conflits entre la Douma et le gouvernement exerceront également leur influence sur l'armée,

Le Congrès du Parti décide que la Social-démocratie doit :

Utiliser tous les conflits entre le gouvernement et la Douma, aussi bien à l'intérieur du gouvernement qu'à l'intérieur de la Douma et planifier ainsi le développement et l'approfondissement du mouvement révolutionnaire, donc :

a) La S.D. doit s'efforcer d'élargir et d'approfondir ces conflits, jusqu'à un point qui permette un large mouvement de masse,

b) S'efforcer, dans chaque cas donné, de mettre en corrélation les buts politiques du mouvement et la répartition économique des ouvriers et des paysans,

c) Exercer une influence extérieure sur la Douma au moyen de l'agitation de masses, pour révolutionner cette dernière.

Cette action doit être accomplie de sorte que les conflits cités plus haut :

a) Permettent de mettre à jour l'inconséquence des Partis bourgeois, qui devaient se charger de représenter les intérêts populaires au sein de la Douma,

b) Persuadent les vastes couches de travailleurs, de paysans, et de bourgeois que la Douma est impuissante et inefficace, et qu'il est nécessaire de convoquer immédiatement une assemblée constituante sur la base du droit de vote général, etc.

### *La position envers les Partis bourgeois.*

Sur la question de ses rapports avec les Partis bourgeois, le Congrès réaffirme son accord avec la résolution du Congrès international d'Amsterdam sur ce sujet.

### *L'organisation des syndicats d'après le principe des nationalités.*

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie se déclare un adversaire acharné de l'organisation des syndicats selon le principe des nationalités.

Puis le Congrès du Parti social-démocrate de Russie donna son accord à une unification avec les organisations social-démocrates nationales (S.-D. de Pologne et de Lithuanie, S.-D. lettone, le Bound). Ces orga-

nisations conservent leur autonomie en ce qui concerne leur activité particulière, mais constituent des parties dépendantes du Parti des ouvriers russes.

## 62

### Compte rendu de la première session plénière de la Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail (C.I.S.)

Londres, 17, 18 et 19 juillet 1906.

Le 3 juin 1906 la circulaire suivante fut adressée par le groupe parlementaire socialiste hollandais (agissant comme Bureau exécutif de la C.I.S.) aux groupes parlementaires socialistes des autres pays :

Chers Camarades,

Depuis la constitution de la C.I.S. par le Congrès d'Amsterdam, le groupe parlementaire socialiste hollandais, désigné comme Comité exécutif provisoire, a pris les mesures suivantes :

1. Une invitation d'adhésion à la C.I.S. et de la désignation d'un membre-correspondant a été envoyée le 27-8-04 aux groupes parlementaires socialistes [1] de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de la Bulgarie, de la France, de la Suisse, de l'Italie, de la Norvège, de l'Autriche, de l'Argentine, de la Suède et de l'Angleterre (des réponses provisoires ont été reçues de la Norvège, de l'Allemagne, de la France, du Danemark, de la Suisse, de l'Italie, de l'Angleterre, de la Belgique);

2. Une Commission de quelques camarades hollandais a été désignée par le groupe parlementaire hollandais comme Bureau d'Information de la C.I.S.; cette Commission a été chargée de l'administration du secrétariat (nov. 1904);

3. Un projet d'organisation de la C.I.S. a été transmis aux groupes parlementaires socialistes (mars 1905).

Jusqu'ici il n'a pas encore été possible de tenir une réunion plénière des députés parlementaires socialistes de tous les pays. Pourtant une telle réunion est tout à fait nécessaire pour rendre efficace le fonctionne-

[1] L'invitation d'adhésion rappelait les décisions de la réunion des députés socialistes qui avait eu lieu à l'issue du Congrès d'Amsterdam; à savoir : « Chaque nation sera représentée dans la C.I.S. par deux de ses députés socialistes; autant que possible ces représentants se réuniront pour traiter des intérêts interparlementaires socialistes; le cas échéant, des réunions restreintes à quelques nations spéciales pourront avoir lieu. Une fois par an il y aura une réunion plénière de tous les députés socialistes du monde. Le siège de cette réunion changera chaque année d'un pays à l'autre. » Mannoury demandait à ses correspondants « de désigner un secrétaire correspondant, d'envoyer la liste des noms des députés socialistes ». Archives du B.S.I.

ment de la C.I.S. (qui jusqu'ici, exception faite de quelques renseignements échangés s'est borné à une invitation de protester dans les Parlements contre les massacres en Russie (janv. 1905).

En premier lieu le « Projet d'organisation de la C.I.S. » (renvoyé aux groupes parlementaires le 13 mars 1905) demande à être discuté et arrêté.

Dans ces circonstances le Bureau Socialiste International dans sa dernière réunion, a exprimé le désir qu'une réunion plénière de la C.I.S. ait lieu cet été.

D'accord avec le Secrétaire du Bureau Socialiste International, nous vous prions donc de prendre part à cette réunion et nous vous proposons :

a) De la tenir à Londres pendant quatre jours dans les mois d'août ou septembre prochain.

(Nos camarades anglais sont convaincus qu'une réunion à Londres de la représentation socialiste de tous les Parlements exercera une influence salubre au développement du socialisme en Angleterre.)

b) De nous faire parvenir avant le 1<sup>er</sup> juillet vos propositions pour l'ordre du jour de la réunion, ainsi que vos amendements au Projet d'organisation de la C.I.S.

c) De dresser un rapport sur la force et la position de la représentation socialiste dans votre Parlement et de nous envoyer ces rapports également avant le 1<sup>er</sup> juillet.

Aussitôt que possible nous vous ferons parvenir l'ordre du jour de la réunion composé des propositions des groupes parlementaires de tous les pays et complété par des rapports des groupes. Le Bureau d'information de la C.I.S. y ajoutera, pour chaque proposition, un résumé de la littérature et des faits historiques ou sociologiques en rapport avec la proposition.

Avec salutations socialistes,

P. J. TROELSTRA, *Président*,  
G. MANNOURY, *Secrétaire*.

Par suite de cette invitation, la première session plénière de la C.I.S. a eu lieu à Londres, Essex Hall, Essexstreet les 17, 18, 19 juillet 1906.

*Première conférence, 17 juillet 1906.*

Députés présents :

Angleterre : J. Keir Hardie, J. Ramsay MacDonald, G. J. J. Barnes, I. Fz. Richards, W. Hudson, J. Parker, Th. Glover, J. Hodge, J. A. Sid-dow, W. Thorne, A. St. Gill, J. J. Macpherson, G. H. Robertz, J. A. Sed-don.

Allemagne : H. Molkenbuhr, Südekum.

Autriche et Pologne : Ignaz Daszynski.

Russie : Anikine.

France : Éd. Vaillant.

Hollande : H. van Kol, P. J. Troelstra, P. L. Tak, J. H. L. Schaper.

Belgique : Ém. Vandervelde, L. Furnémont.

En outre furent présents :

I. Gorelik, représentant de l'organisation social-démocrate arménienne.

Roubanovitch, secrétaire du Parti socialiste révolutionnaire.

C. Huysmans, Secrétaire du Bureau Socialiste International.

Hyndman, membre du B.S.I.

Ch. van Hoeylandt, député suppléant belge.

G. Mannoury, secrétaire de la C.I.S.

Le Bureau fut composé de Keir Hardie, président, Ramsay MacDonald et Mannoury, secrétaire.

La séance est ouverte à 10 h 30 du matin par le président, qui prononce le discours d'ouverture et salue les délégués présents.

Après discussion on résolut que cette séance ne serait pas publique. La presse et le public quittent la salle.

Le président soumet à la discussion l'ordre du jour suivant :

1. Validation des mandats. Constitution de l'ordre du jour.
2. Rapport du secrétariat.
3. Projet d'organisation de la C.I.S.
4. Meilleure méthode pour régler des protestations ou actions communes et simultanées dans les Parlements des différents pays.
5. Moyens de favoriser dans les Parlements la Révolution russe.
6. Position de la Social-démocratie envers la Conférence internationale de la Paix en 1907 et envers la Conférence interparlementaire de la Paix du 23 juillet et jours suivants 1906 à Londres [2].
7. Mesures législatives pour réaliser la socialisation des moyens de production. (Le camarade Jaurès a été invité de développer ses idées sur ce point.)

Le citoyen Vaillant estime qu'au préalable il importe de préciser nettement la situation. Il ne faut pas qu'il y ait une dualité dans l'organisation socialiste. La Conférence Interparlementaire ne doit pas empiéter sur les attributions du Bureau. C'est ce Bureau qui tranche les questions de principe. La Conférence doit simplement chercher les moyens d'appliquer les résolutions du Bureau.

Troelstra est d'avis que l'ordre du jour est en tous points conforme à la compétence de la Commission. Vandervelde n'est pas de cet avis. En effet, on propose de discuter la position de la Social-démocratie envers la Conférence internationale de la Paix en 1907 et envers la Conférence Interparlementaire de la Paix du 23 juillet 1906 à Londres.

[2] La conférence de l'Union Interparlementaire se tint à Londres les 23-26 juillet 1906 au Parlement anglais. L'ordre du jour était le suivant :

La Conférence n'a pas de compétence pour déterminer la ligne de conduite des Partis, mais seulement des fractions parlementaires. Il faut donc changer le libellé de l'ordre du jour et remplacer les mots « Social-démocratie » par les « fractions parlementaires ».

Mais, d'autre part, je pense, comme les Hollandais, que l'initiative prise par Jaurès en France, d'élaborer les mesures législatives pour réaliser la socialisation des moyens de production, a une portée internationale [3]. Je ne crois pas que l'on puisse enfermer le socialisme dans les cadres d'un document parlementaire.

Mais néanmoins, l'échec de la tentative personnelle de Jaurès peut avoir pour notre propagande des conséquences favorables et défavorables, et c'est pourquoi l'examen de cette question peut être d'une grande utilité. Pour gagner du temps, je propose que l'on discute éventuellement, à propos de chaque article la question de savoir s'il est de la compétence de la Conférence.

Il est résolu à l'unanimité :

1. De lire le N<sup>o</sup> 6 de l'ordre du jour conformément à la proposition Vandervelde.
2. De charger une commission composée de Vaillant, Vandervelde, Südekum et Troelstra de la composition de l'ordre du jour des conférences suivantes.

Le rapport du secrétariat et le rapport financier sont approuvés sans discussion.

Avant d'aborder le point suivant, Keir Hardie salue la présence d'Anikine, de la Douma russe, dont Roubanovitch traduit les lettres de créances.

Anikine, longuement acclamé par l'assemblée, répond qu'il a été envoyé par le Groupe du Travail, qui est en communion d'idées avec toute l'Internationale. Celle-ci a deviné qu'elle trouverait un frère au sein du Groupe du Travail, et elle ne s'est pas trompée.

Le temps n'a pas permis au groupe social-démocrate d'envoyer un délégué, mais les idées des Groupes du Travail [4] et de la Social-démo-

- Proposition du groupe américain d'un Parlement international;
- Proposition du même groupe en vue de l'établissement d'un type de traité d'arbitrage international;
- Examen des propositions à l'ordre du jour de la seconde Conférence de La Haye notamment la limitation des forces militaires et navales et des budgets militaires; les droits et devoirs des neutres, etc.

Des élus socialistes participèrent à cette Conférence. Cf. *L'Humanité*, n<sup>o</sup> 825, 21 juillet 1906, p. 1.

[3] Troelstra se réfère au discours prononcé par Jaurès le 12 juin 1906 à la Chambre des Députés et publié au *Journal Officiel* du 2 juillet 1906. Ce discours sur la collectivisation « des mines, des usines et de la terre » dura deux sessions. Selon Jaurès, la transformation devait se faire légalement, c'est-à-dire par des lois d'expropriation comprenant l'indemnisation des propriétaires.

[4] Le Groupe du Travail ou Rabočajja Gruppa se composait de 15 membres. Leur candidature ne fut pas présentée par des organisations ouvrières, presque tous se firent élire sous l'étiquette du parti libéral, les Kadets, sans que l'on puisse discerner

cratie sont tellement communes que l'on peut dire qu'il peut représenter les deux groupements et faire rapport sur leur activité. Il se déclare prêt à donner à l'assemblée tous les éclaircissements nécessaires sur les crimes du gouvernement car il fait partie de la commission spéciale des 33, chargée de faire rapport sur cette question.

Projet d'organisation de la C.I.S.

Keir Hardie propose que l'on ajoute après le mot : « socialiste », les mots : « et du travail ».

Vandervelde appuie. Les Partis « du travail » sont admis aux Congrès internationaux à condition qu'ils admettent l'action politique sur la base de la lutte des classes — et vos acclamations, qui ont souligné les paroles du délégué russe du travail, valent une adhésion.

Le citoyen Thorne, député de la Social Democratic Federation, appuie également, et l'amendement des Anglais est admis à l'unanimité. Furnémont croit que le projet de nos amis hollandais est dangereux, en ce sens qu'il centralise le travail et l'autorité aux mains d'une seule personne, le président de la Commission. Il n'est pas pratique, car il forme un organisme centralisateur à côté d'un autre organisme socialiste : le Bureau.

Il vaudrait mieux en revenir au système de 1896 [5] : chaque groupe parlementaire aurait un secrétaire qui communiquerait par l'intermédiaire du secrétaire de la Commission.

VAILLANT. En attendant le Congrès de Stuttgart, on doit maintenir le statu-quo ; à Amsterdam, on a décidé de créer en cette ville un Bureau d'informations. Nous ne pouvons changer les décisions d'un Congrès, quel qu'en soit le côté défavorable.

TROELSTRA. On pourrait faire tomber la présidence. Le Bureau d'information n'aurait qu'un caractère administratif.

VANDERVELDE. Nos objections au projet hollandais sont d'ordre pratique. Nos camarades ont-ils les ressources suffisantes pour l'organisation de cet organisme nouveau ? Pourquoi ne pas utiliser l'organisme existant ? Nous avons un Secrétaire du Bureau Socialiste International, qui possède, en outre, deux employés. J'appuie donc la proposition de Vaillant.

C'est à Stuttgart que l'on doit élaborer définitivement les règlements concernant les Congrès et le Bureau International. Renvoyons-y également le projet hollandais.

Après quelques observations de Keir Hardie, Vandervelde, Troelstra,

s'ils étaient K.D. ou social-démocrates. Leur président était Mihajlićenko qui se déclarait social-démocrate. Il est à noter qu'en avril 1906 se constitua au sein de la Douma un groupe appelé Trudoviki ou Trudovaja Gruppya, qui comprenait les élus de la paysannerie, des libres penseurs, des autonomistes, des socialistes révolutionnaires, etc.

[5] Il s'agit du système établi au Congrès de l'Internationale à Londres en 1896.

Van Kol et Huysmans, la proposition suivante de Vaillant est acceptée à l'unanimité :

Le statu-quo sera maintenu jusqu'au Congrès international socialiste de Stuttgart en 1907; la C.I.S. se réunira la veille du Congrès pour délibérer sur le projet d'organisation qui sera soumis à l'approbation du Congrès; jusque-là le Bureau d'informations de la C.I.S. reste à Amsterdam.

De plus il est décidé que le Comité exécutif du Bureau Socialiste International se réunira avec Mannoury pour composer un avant-projet qui sera soumis une première fois à la séance prochaine du B.S.I. qui aura lieu en novembre prochain.

Après avoir lu la dépêche suivante :

« Petersburg

Conférence interparlementaire socialiste fraction social-démocratique Douma regrettent pas pouvoir envoyer délégué vous félicite souhaite succès sommes peu dans Douma nombreux dehors triompherons comptons sur votre concours vive socialisme international pour fraction président Jordania secrétaire Erchoff »

le président lève la séance à 1 h 30.

#### *Deuxième conférence, 18 juillet 1906.*

La séance est ouverte à 11 h 30 du matin.

L'ordre du suivant proposé par la commission de rédaction, est adopté :

1. Action anti-militariste. Prévention de la guerre.
2. La Révolution russe.

La séance sera publique.

1. Vaillant propose de compléter la résolution antimilitariste, votée à la dernière réunion du Bureau à Bruxelles [6]. On sait qu'il avait été décidé à cette réunion qu'en cas d'imminence de guerre, les Partis socialistes se réuniraient d'urgence et arrêteraient l'action la plus propre à prévenir et empêcher la guerre. Vaillant, qui a la préoccupation de solidifier l'organisation socialiste, propose d'ajouter à ce texte la résolution suivante : « *Dans les conditions et circonstances ainsi prévues de danger pour la paix internationale, la Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail se réunit aussitôt, en même temps et au même lieu que le Bureau Socialiste International.* »

Cette résolution, appuyée par Huysmans au nom du Bureau Socialiste International, est adoptée à l'unanimité.

[6] Cf. doc. N° 57.

2. La parole est donnée ensuite au citoyen Anikine, député de la Douma, qui est inscrit pour parler de la Révolution de Russie. Quand il se lève, il est longuement acclamé. Les applaudissements durent plusieurs minutes. Les femmes agitent les mouchoirs. La scène est profondément impressionnante.

Anikine remercie l'assemblée de cet accueil, qui s'adresse, en réalité, au prolétariat russe. Il explique ce qu'est le « groupe de Russie » dont les éléments ne se connaissaient pas à leur entrée à la Douma. Ce groupe comprend les paysans, le prolétariat industriel urbain, le prolétariat intellectuel. Il sait parfaitement que la Douma ne représente pas exactement le pays, car le système électoral est défavorable aux ouvriers. Il réclame l'amnistie générale, la suppression de la peine de mort, l'enquête sur les crimes du tsarisme, le développement de la législation agraire et protectrice du travail, l'expropriation des terres au profit des travailleurs qui seuls, ont droit à posséder le sol détenu par les rentiers; la journée des huit heures. Cette grande réforme ne peut être accomplie par voie centralisatrice et adaptée aux nécessités locales et par conséquent, solutionnée par l'intervention des organismes locaux. La politique du Groupe du Travail a toujours été indépendante des Partis bourgeois et son influence ne peut que grandir. La preuve, c'est qu'il a reçu en un seul jour 64 pétitions avec 6 000 signatures. Récemment, une commission a été nommée, chargée d'enquêter sur les crimes du tsarisme et pour la bureaucratie. Une question importante est l'aide à donner aux paysans affamés.

Le ministre Gourko a donné l'ordre de ne pas assister les paysans qui avaient pris part à une agitation quelconque, quelle que soit la situation dans laquelle les malheureux se trouvent.

La Douma possède tous les documents qui prouvent que les progrès sont organisés par une association secrète dirigée par des grands-ducs. Pour tuer l'esprit révolutionnaire de révolte et d'amélioration économique le tsarisme a organisé des tueries et des massacres sans nom. On a violé et mutilé. On a détruit inutilement les machines agricoles. La Douma possède, à ce sujet, des documents inédits et l'homme coupable est le ministre actuel de l'intérieur, déjà coupable d'avoir organisé des atrocités dans le district de Saratoff, quand il y était gouverneur, et d'avoir falsifié des documents pour maintenir des innocents en Sibérie. Ceux-ci doivent y vivre d'une somme de 3,75 Frs par mois, de telle manière qu'ils sont condamnés à mourir d'inanition. La Russie est divisée en gouvernements militaires dont les titulaires ont droit de vie et de mort. Les ministres laissent faire sous prétexte que les questions militaires ne relèvent que du tsar. En réalité, il n'y a pas de mécanisme légal en Russie pour arrêter les atrocités.

Il ne reste au prolétariat qu'à faire appel au monde civilisé. La foi dans le tsar, facteur du bien, est morte en fait. La population n'a plus confiance que dans la Douma et elle réclame la nomination d'une constituante, basée sur le suffrage universel. La population s'organise



dans tous les milieux, en groupes solides pour activer la Révolution et rendre possible, par exemple, la grève des chemins de fer. Ces ouvriers sont soutenus pécuniairement par la population et les comités de groupes de travailleurs ont un instant exercé une influence dictatoriale. Ils ont décliné un instant parce que les moyens de subsistance leur faisaient défaut. Mais les forces se rétablissent, et le mouvement reprend en ce moment avec un accroissement de puissance méthodique et de tendance révolutionnaire. Il est vrai que la Russie est couverte de polices paysannes (un policier par cinquante paysans) organes de la contre-révolution et que son gouvernement possède encore trop d'argent, — malgré la protestation socialiste dans tous les pays cultivés, par Kcir Hardie et Hyndman, par Turati, par Vandervelde, par Bebel, par Adler, par Vaillant, mais, grâce à l'union en fait de tous les Partis ouvriers socialistes, la victoire est à la Révolution. En terminant, Anikine dépose un ordre du jour demandant aux parlementaires d'interpeller leurs gouvernements respectifs sur les progroms, exactions et tueries administratives afin que ces Parlements condamnent l'œuvre néfaste du tsarisme.

DASZYNSKI, député et délégué du Parti polonais socialiste. La Russie comprend 140 millions d'habitants, composés de cinquante, même de cent nationalités différentes. Quel sera l'avenir politique de cette agglomération d'hommes? Je ne suis pas prophète, mais nous devons compter sur la répercussion de la Révolution russe. Une anecdote. Il y a quelques jours, un homme, portant en fraude cinquante revolvers, a été arrêté à Lemberg.

Un des nôtres intervint chez le ministre pour éviter une expulsion. « Mais les cinquante revolvers! » s'écria le haut dignitaire. Et un des nôtres répondit : Les cinquante revolvers? mais c'est grâce à eux que vous êtes le ministre du S.U.

En Autriche, nous avons fait notre possible pour supprimer les privilèges des riches. Dans les autres pays, on fera la même chose.

D<sup>r</sup> SÜDEKUM. Oh oui!

DASZYNSKI. Je suis heureux que vous avez une constitution dans le Mecklembourg, nous devons informer l'opinion publique, car la majorité de la presse capitaliste est payée directement ou indirectement, par Witte, par Dyrnovo et toute la bande. Tout au moins, elle est informée par des gens payés qui crient eontre le tsarisme et falsifient les faits d'une manière scandaleuse. Les parlementaires socialistes ont pour devoir de maintenir le droit d'asile que les peuples sauvages eux-mêmes connaissent et que le régime capitaliste fait contrôler par la police, de la manière que vous savez. Ils ont pour devoir de démasquer les espions de S. M. le tsar qui pullulent dans toutes les villes occidentales. Ils ont pour devoir de faire organiser des colleetes d'argent dans le but de soutenir le mouvement. J'ajoute que la résolution d'Anikine devrait

être libellée dans ce sens que tous les Partis révolutionnaires y fussent visés.

VANDERVELDE. Pour que nos amis de Russie triomphent, il faut qu'ils soient unis; il faut qu'ils aient de l'argent; il faut que le gouvernement russe n'ait pas d'argent. Pour l'unification, nous ne pouvons qu'émettre des vœux. Pour trouver de l'argent il importe que le Bureau Socialiste International prenne l'initiative d'un nouvel appel. Pour empêcher le gouvernement russe d'obtenir de l'argent, il faut éduquer le public et l'avertir que ces placements en fonds d'État russes pourraient bien ne pas être soldés.

La résolution Anikine est adoptée en principe; la rédaction en est renvoyée à la commission pour l'ordre du jour.

Le président annonce que le point 7 de l'ordre du jour (voir ci-dessus, première conférence) sera supprimé parce que le camarade Jaurès est empêché de venir, à cause d'un deuil de famille [7].

La séance est levée à 11 h 30.

#### *Meeting public en faveur de la Révolution russe, 18 juillet.*

Sept heures du soir, un meeting public en faveur de la Révolution russe a eu lieu dans Hyde Park, où ont parlé :

Vandervelde (Belgique), Troelstra et Van Kol (Hollande), Südekum (Allemagne), Daszynski (Pologne-Autriche), MacPherson, MacDonald, Barnès, Keir Hardie, Cunningham Graham (Angleterre), Anikine, Roubanovitch (Russie), Meyer (le Bound), Vaillant (France), Gorelik (Arménie).

#### *Troisième conférence, 19 juillet.*

La séance est ouverte à 10 h 30.

On continue la discussion des affaires de Russie.

Le président met aux voix la résolution élaborée par la commission, résolution libellée comme suit :

« *La Conférence Socialiste Interparlementaire et du Travail, réunie à Londres, les 17, 18 et 19 juillet 1906,*

*Considérant que les socialistes qui luttent pour le triomphe de la Révolution russe, défendent non seulement leur propre cause mais celle du prolétariat international tout entier ;*

*Considérant que le Groupe du Travail de la Douma unit dans la même organisation parlementaire les travailleurs industriels et agricoles, manuels et intellectuels, en lutte pour leur affranchissement politique et économique ;*

*Considérant que la classe ouvrière de tous les pays a les mêmes intérêts*

[7] Sa mère, Adélaïde Jaurès, mourut à Castres le 9 juillet 1906, à l'âge de quarante-cinq ans.

*que les peuples de la Russie à mettre tout en œuvre pour hâter la disparition d'un gouvernement que ses crimes mettent au ban de l'humanité ;*

*La Conférence,*

*Affirme son entière et absolue communion avec les révolutionnaires de Russie, paysans et ouvriers socialistes, debout dans une même volonté d'affranchissement ;*

*Salue l'adhésion du Groupe du Travail de la Douma à l'organisation interparlementaire des Partis socialistes et du travail ;*

*Invite les représentants du prolétariat de tous les Parlements à saisir toutes les occasions qui se présentent ;*

a) *Pour dénoncer les crimes du tsarisme ;*

b) *Pour mettre l'opinion publique en garde contre les tentatives nouvelles que le gouvernement russe pourrait faire en vue de se procurer des ressources par voie d'emprunt, tentatives dont la réussite ne ferait que retarder l'inévitable banqueroute du régime absolutiste. »*

Ce texte est adopté à l'unanimité.

HUYSMANS. Je demande à compléter la résolution par une motion d'ordre pratique. Il ne suffit pas de voter des vœux d'ordre moral, mais il importe également de faire œuvre pratique. Je sais que depuis peu, par les rapports que m'envoient les Partis socialistes de Russie, affiliés ou non affiliés, que nos camarades en lutte ont surtout besoin d'argent. Rappelez-vous le manifeste lancé par le Bureau Socialiste International, le 22 janvier, et les résultats de son appel.

Il eut les meilleures conséquences pécuniaires et il a permis de guérir mainte blessure.

Je propose d'émettre un vœu, vœu priant le Bureau Socialiste International de lancer une proclamation nouvelle sur les affaires de Russie, proclamation signée par les secrétaires et délégués de Partis et, en outre, par les secrétaires nationaux des groupes parlementaires. Je suis persuadé que cet appel sera entendu par tous les socialistes et ouvriers conscients.

MOLKENBUHR. Je ne partage pas l'avis de l'auteur de la proposition. Je crains que le vote ne soit interprété comme un acte de défiance. On pourrait croire que le Bureau n'a pas fait son devoir, et, en outre, nous ne pouvons nous substituer au Bureau.

HUYSMANS. Le camarade Molkenbuhr peut se tranquilliser. Le Secrétaire du Bureau Socialiste International ne présentera aucune motion de défiance à l'égard de l'organe dont il est la cheville ouvrière. Je sais que je répons aux vœux de nos amis de Russie, et quant à la question de compétence, Molkenbuhr oublie que je me borne à émettre un vœu, vœu qui sera accueilli chaleureusement. La Conférence offre sa collaboration. Cette collaboration sera précieuse.

VAN KOL. Je suis du même avis. Le seul moyen de répondre aux nécessités actuelles c'est de voter la proposition de Huysmans. L'assis-

tance de parlementaires est très utile. Toute aide est bonne. Toute influence est utile. Aucun appui ne peut être négligé en ce moment.

La proposition de Huysmans est adoptée à l'unanimité.

Position des fractions parlementaires socialistes envers la Conférence Internationale de la Paix en 1907 et envers la Conférence Interparlementaire de la Paix du 23 juillet et jours suivants 1906 à Londres.

Troelstra dépose la résolution suivante :

« *La Conférence invite les membres des fractions parlementaires socialistes et ouvrières qui assisteront à la Conférence Interparlementaire de la Paix, de proposer dans cette Conférence une résolution demandant que les fractions parlementaires de tous les Partis soutiennent les nations de la Russie dans leur lutte pour la liberté et, en particulier, la Douma dans sa lutte parlementaire contre l'absolutisme.* »

Molkenbuhr combat cette motion comme inutile. Les socialistes allemands ne veulent pas rencontrer dans cette réunion des gens qui font profession de pacifisme et votent des millions et des milliards pour des canons et des flottes de guerre. Nous ne voulons pas collaborer à une œuvre de pseudo-démocratie. Nous ne voulons pas obscurcir la conscience de classe des travailleurs.

VANDERVELDE. Je suis tout disposé à voter la résolution Troelstra, mais à la condition que l'on s'explique, tout d'abord, au sujet de l'attitudes des mandataires socialistes à l'égard des Conférences Interparlementaires pour l'arbitrage.

Jusqu'à présent, les députés des divers Partis socialistes ont pris, sur ce point, une position divergente. Nos amis d'Autriche et d'Allemagne, par exemple, se refusent absolument à participer à ces conférences. Beaucoup de mandataires socialistes, en France, en Belgique, en Angleterre, en Suisse, en Italie, y adhèrent, au contraire. Mais — à raison même du désaccord qui existe à ce sujet avec les camarades d'autres Partis — leur participation n'y a guère été effective.

Aujourd'hui, la question se trouve nettement posée, et je m'en félicite.

Molkenbuhr dit que nos amis d'Allemagne se refusent de participer aux Conférences Interparlementaires, parce qu'ils ne veulent pas y rencontrer de soi-disant progressistes et pacifistes, qui votent régulièrement les crédits pour la guerre et repoussent, non moins régulièrement, les améliorations aux lois ouvrières. Mais on pourrait faire — et on l'a fait jadis — les mêmes objections à l'entrée des socialistes dans les Parlements.

Si nous pouvons faire œuvre utile — au point de vue socialiste — dans les Parlements, où nous rencontrons les mêmes adversaires, pourquoi ne pourrions-nous pas faire œuvre utile dans un Parlement embryonnaire des États-Unis d'Europe?

En y adhérant, nous ne faisons aucune concession, aucune compromission. Nous y entrons comme nous entrons dans les Parlements,

avec la seule préoccupation de défendre les intérêts du socialisme et de mettre en lumière le caractère essentiellement superficiel du pacifisme bourgeois.

La présence même des délégués de la Douma, du représentant du Parti du travail à la Conférence de Londres, augmente, dans des proportions évidentes, l'utilité de notre participation. L'intervention socialiste y bénéficiera de la publicité énorme de ce genre de réunions.

Je suis donc prêt à voter la résolution Troelstra, à la condition expresse qu'elle n'engendre ni malentendus, ni équivoques, ni suspicions entre les mandataires socialistes qui ne resteront à Londres que pour y défendre les intérêts de la Révolution russe et du socialisme international.

VAILLANT. Je n'ai aucune difficulté à voter la proposition Troelstra, mais pour des motifs différents de ceux exposés par Vandervelde.

Je dirai volontiers à Vandervelde que je ne considère aucunement les socialistes qui se rendent à la Conférence Interparlementaire pour l'arbitrage comme des socialistes de seconde catégorie ou modérés, et la meilleure preuve est que de mes amis personnels, tels que Sembat, du Parti socialiste révolutionnaire, y ont déjà participé, alors que l'unité socialiste n'était pas encore faite en France. Mais ce que je dois déclarer expressément, c'est qu'un mandat de participer à cette Conférence ne peut être donné par la Conférence Interparlementaire socialiste, car il ne pourrait pas plus être accepté par les socialistes français que par les socialistes allemands.

C'est, en effet, sans mandat que les socialistes y sont allés et iront sans doute sous leur responsabilité, c'est-à-dire dans l'intérêt de la paix internationale et de la lutte pour la Révolution russe et contre le tsarisme.

C'est au même titre qu'au Parlement français nous faisons partie tous du groupe de l'arbitrage, ce qui motive la participation de ceux de ses membres qui peuvent s'y rendre à ses Conférences Interparlementaires.

En résumé, la proposition Troelstra, excluant la question d'un mandat inacceptable, mais se bornant à constater la présence certaine de socialistes à la Conférence Interparlementaire et les invitant à y faire leur devoir socialiste contre le tsarisme, pour la Révolution russe et la paix internationale, peut être votée dans les conditions que j'ai indiquées et avoir, à cet effet, une réelle utilité.

ANIKINE. J'estime que la présence des socialistes est nécessaire, dans l'intérêt même de la Révolution russe. Nous avons à craindre la coalition de la réaction, la coalition des empereurs de Russie, d'Allemagne et d'Autriche. Si la Social-démocratie allemande venait dire à la conférence, la semaine prochaine, qu'elle entend s'opposer à cette politique, à toute mobilisation de troupes dans le but d'aider le tsarisme, cette déclaration ferait réfléchir les gouvernants. Nous n'avons pas à

avoir peur de nous rendre à cette Conférence. Si les bourgeois y portent un masque, il nous appartient à nous de l'arracher. J'espère que les socialistes allemands voudront réfléchir à ces paroles.

TROELSTRA. Ce qui m'a touché dans le discours de Vandervelde, c'est qu'il n'entend pas aller à la Conférence de la Paix comme un représentant d'un socialisme de second ordre, mais dans toute la plénitude de son droit de socialiste, voulant défendre ses idées sans compromission. « On est toujours l'opportuniste de quelqu'un. » Je me rallie à l'interprétation de Vaillant. La Conférence de la Paix n'a jamais rien fait pour la paix, et elle ne fera jamais rien pour cette grande cause. Elle est même le plus joli exemple d'hypocrisie que je connaisse. Mais nous nous trouvons dans une situation spéciale et c'est ce qui justifie la présence des socialistes et le discours d'Anikine. Il est inexact de dire que notre présence au Parlement justifie notre présence à la Conférence de la Paix. Au Parlement, nous défendons la classe ouvrière et nous observons le vote de lois ouvrières. La paix bourgeoise est symbolisée par le tsar de la guerre. C'est pourquoi nous avons toujours refusé tout crédit à cette institution; mais les circonstances de Russie me semblent néanmoins justifier, cette année, la présence des députés socialistes. Ce sont les circonstances qui doivent déterminer notre attitude.

MOLKENBUHR. Anikine peut se tranquiliser. L'intervention des armées allemandes est contraire à la constitution, mais si Nicolas II voulait suivre l'exemple de Louis XVI, le peuple russe aurait l'énergie nécessaire de lui faire remplir ce rôle jusqu'au bout. Nous ne sommes nullement hostiles à l'intervention individuelle des députés, mais nous ne voulons pas qu'ils y aillent comme mandataires des Partis.

VANDERVELDE. D'accord.

MOLKENBUHR. Nous ne sommes pas exclusifs comme le démontre notre présence à la Conférence pour la législation du travail tenue à Zürich.

VANDERVELDE. Nous sommes d'accord avec Molkenbuhr pour dire que les délégations sont individuelles. Nous sommes d'accord pour dire avec Troelstra que nous avons, cette fois au moins, le droit et même le devoir de nous rendre à la Conférence pour l'arbitrage. J'ai remarqué que chaque fois qu'un Parti a voulu modifier sa tactique, il a commencé par rattacher son attitude nouvelle à une exception. Et ces exceptions se généralisent ordinairement. Certes, je n'attends pas de cette Conférence, la paix du monde. Mais, dans certaines circonstances, on peut éviter les causes de guerre. Rappelez-vous les incidents de Hull! Bebel n'est-il pas allé discuter franchement à Zürich avec des prêtres et des moines? J'ai moins de confiance que Molkenbuhr dans les paroles des constitutions : j'ai lu Marx. J'ai également lu Lassalle et je crois également que la meilleure garantie des constitu-

tions est la force des organisations ouvrières. Nous comptons donc sur l'énergie des amis allemands et j'espère qu'ils seront là pour défendre nos camarades de Russie, car la tribune de pareille assistance ne peut être négligée. Nous sommes, en réalité, d'accord, et j'espère que la résolution proposée sera adoptée.

La résolution Troelstra est adoptée.

Ensuite les propositions suivantes (du Labour Party) sont renvoyées au B.S.I. [8] :

1. *Journée internationale de huit heures de travail :*

*Qu'en conséquence du développement dans l'efficacité des machines, de la meilleure organisation du travail et de la plus grande productibilité du travailleur et qu'en vue de la fréquence inquiétante et croissante du chômage forcé, cette Conférence prie instamment les Partis socialistes et du travail dans le monde entier, de reconnaître la nécessité urgente qui existe de produire une agitation en faveur de l'adoption d'une journée de travail de huit heures garantie par l'action commune de la loi et des sociétés ouvrières.*

2. *Modèle international de loi industrielle :*

*Attendu que les lois industrielles des différentes nations varient sous le rapport du montant de protection qu'elles donnent au travailleur et des limites qu'elles imposent au capitaliste et attendu qu'il est désirable que tous les travailleurs jouissent autant que possible des meilleures de ces conditions nationales et que les capitalistes surmeneurs n'occupent pas un poste avantageux dans l'industrie internationale, cette conférence émet l'opinion que le Bureau International doit publier un énoncé montrant jusqu'où est allé le pays le plus avancé sous le rapport de la législation en matière de questions industrielles, éducationnelles, et économiques, et que les différents Partis nationaux socialistes et du travail qui sont au Parlement soient priés de faire une agitation en vue d'amender leurs lois industrielles de façon à les mettre sous tous les rapports au niveau de celles des nations les plus avancées.*

HUYSMANS. Il est bien entendu que les secrétaires nationaux documenteront le Secrétaire du Bureau Socialiste International, car les secrétaires nationaux connaissent mieux que personne les situations spéciales de chaque nationalité. (*Adhésion.*)

VAILLANT. Le Secrétaire du Bureau Socialiste International ne pourrait-il soumettre aux députés les documents parlementaires de tous les pays, dont ils pourraient avoir besoin?

HUYSMANS. Le Secrétaire du Bureau se réjouit du payement régulier des cotisations et peut donc faire droit à la demande de Vaillant.

[8] Dans un compte rendu préliminaire publié par le Secrétaire du B.S.I. dans son rapport pour le mois de juillet 1906, on affirme le contraire : 'L'assemblée a adopté sans débat' ces deux résolutions.

Keir Hardie prononce le discours de clôture.

Vaillant et Furnémont remercient au nom des étrangers, et la séance est levée à midi [9].

*Le Secrétaire, G. MANNOURY,*  
Cornelis Schuytstraat 4,  
Amsterdam (Hollande).

*Rapport du secrétariat.*

Depuis la constitution de la C.I.S. en 1904 par le Congrès d'Amsterdam le groupe parlementaire socialiste hollandais, désigné comme secrétariat (Comité exécutif provisoire), a pris les mesures suivantes :

1. Une invitation d'adhérer à la C.I.S. et de désigner un membre-correspondant a été envoyée le 27 août 1904 aux différents groupes parlementaires socialistes.

2. Un Bureau d'information de la C.I.S. a été constitué en novembre 1904 (secrétaire G. Mannoury, Cornelis Schuytstraat 4, Amsterdam). Ce Bureau a été chargé en même temps de l'administration du secrétariat.

3. Un projet d'organisation de la C.I.S. a été transmis aux groupes parlementaires socialistes en mars 1905.

4. Une invitation pour protester dans les Parlements contre les massacres en Russie a été distribuée en janvier 1905.

5. En collaboration avec le Secrétaire du Bureau Socialiste International, une proposition de tenir une réunion plénière de la C.I.S. en 1906 a été adressée aux groupes parlementaires le 3 juin 1906.

Pour le groupe parlementaire soc. holl. :  
G. MANNOURY, *Secrétaire.*

63

**Circulaire transmettant une lettre de Vaillant  
sur les dangers d'intervention allemande  
ou autrichienne en Russie.**

Bruxelles, le 24 juillet 1906

*A tous les secrétaires et délégués des Partis affiliés.*

Chers Camarades,

Le citoyen Vaillant, délégué du Parti socialiste (section française de l'Internationale Ouvrière) nous a fait parvenir la lettre ci-jointe, sur

[9] Pour les compléments d'information, cf. Annexe XIII, p. 383-84, Rapport du secrétariat pour le mois de juillet (1906).



laquelle nous attirons toute votre attention et que nous vous transmettons d'urgence afin de préparer éventuellement les Partis affiliés à une action énergique [1]. Dans le cas où les menaces d'intervention allemande ou autrichienne en Russie deviendraient une réalité, le Comité exécutif convoquera le Bureau Socialiste International (B.S.I.) et la Conférence Socialiste Interparlementaire (C.S.I.) par télégramme.

S'il était parmi les membres du Bureau ou des Partis affiliés, des camarades qui auraient des renseignements précis et certains sur la situation, nous les prions de bien vouloir documenter le Comité exécutif, dont le devoir est d'agir avec rapidité, et le désir de ne pas faire un faux pas [2].

Nous vous annonçons enfin que nous lancerons, à bref délai, un manifeste dans le but de procurer à nos amis de Russie, la chose dont ils ont le plus grand besoin : *de l'argent* [3]. Ce manifeste devrait être signé également des secrétaires ou présidents des groupes parlementaires socialistes conformément à un vœu émis à la Conférence Interparlementaire Socialiste de Londres, la semaine dernière. Nous vous prions donc de bien vouloir nous transmettre d'urgence les nom et adresse des camarades qui remplissent ces fonctions dans votre pays.

Le Comité exécutif :

Éd. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

[1] Le journal *Rossija*, qui parut à partir de juillet 1906, publia « un article annonçant que les gouvernements allemand et autrichien se sont mis d'accord pour intervenir par la force en Russie dans le cas d'extension des troubles agraires, de soulèvement agraire ou de tentative d'exécuter le programme révolutionnaire... L'Autriche n'aurait posé comme condition que l'assentiment préalable du gouvernement russe à tout ce qu'on entreprendrait. » Cf. *L'Humanité*, 20 juillet 1906. Le 26 juillet, *L'Humanité* signala le démenti officiel donné par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* à l'assertion « malveillante » du *Vorwärts* selon laquelle « existerait entre l'Allemagne ou la Prusse d'une part et la Russie ou l'Autriche-Hongrie ou ces deux puissances à la fois d'autre part » un accord empêchant la création d'une Pologne autonome.

[2] Lorsqu'il reçut la lettre de Vaillant, Huysmans lui demanda aussitôt de lui « communiquer ses impressions au cas où il jugerait que le danger augmente ». Il poursuivait ainsi : « A la dernière séance du Bureau, le citoyen Jaurès m'a paru fort bien informé de certaines négociations diplomatiques. La délégation française au Bureau pourrait donc nous documenter d'une manière plus rapide et plus précise que les camarades d'Allemagne et d'Autriche eux-mêmes. » Lettre de Huysmans à Vaillant, du 24 juillet 1906, Archives du B.S.I.

[3] Dans la lettre à Vaillant, que nous venons de citer, Huysmans donne sur le manifeste la précision suivante : « Je rédige en ce moment le manifeste à lancer par le Bureau, pour permettre à nos amis de Russie d'obtenir la chose dont ils ont le plus grand besoin : des munitions. » *Ibid.*

Pour le texte du manifeste, cf. doc. N° 64.

Paris, le 23 juillet 1906

Cher citoyen Secrétaire,

Cette lettre est un post-dictum, une conclusion pratique à la proposition d'intervention contre la guerre, de l'organisation interparlementaire socialiste, votée par la Conférence de Londres. Je viens vous demander formellement au cas où les menaces d'intervention allemande et autrichienne en Russie à la suite de la dissolution de la Douma paraîtraient devoir se réaliser et mettre en danger avec la Révolution russe la paix internationale, de considérer comme présent le cas visé par la double résolution de Bruxelles (mars 1906) [4] et de Londres (juillet 1906) [5] et de convoquer immédiatement à Bruxelles le Bureau Socialiste International et la Conférence Socialiste Interparlementaire pour prendre les mesures nécessaires d'intervention ouvrière et socialiste, nationale et internationale.

Actuellement, le projet d'intervention surtout allemande n'est qu'à l'état de bruit douteux et même démenti de divers côtés. Mais il serait imprudent de ne pas en tenir compte et de ne pas surveiller d'un esprit critique, il est vrai, mais attentif, le cours des événements.

Salutations fraternelles.

Éd. VAILLANT.

## 64

## Manifeste contre la dissolution de la première Douma.

[Bruxelles, août 1906]

*Aux travailleurs de tous les pays !*

Au mépris de la parole donnée [1], Nicolas II, tsar deux fois parjure, a dissous la Douma comme il avait violé la Constitution de Finlande [2].

[4] Cf. doc. N° 57 (compte rendu de la réunion du B.S.I. de mars 1906).

[5] Il s'agit de la résolution adoptée à la première réunion de la Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail; cf. doc. N° 62. Le texte de ces deux résolutions, auxquelles Vaillant fait allusion, était donné en annexe à cette circulaire.

[1] Le 2 août 1906, le Secrétaire du B.S.I. envoya aux Partis affiliés un projet de manifeste, qui fut modifié et même amputé lors de la rédaction du texte définitif. Ainsi, à cet endroit figure dans le projet le membre de phrase suivant : « cédant aux injonctions d'un entourage plus réactionnaire encore que lui-même... » Le projet (2 pages dactylographiées) se trouve à am IISG, Archives Kautsky.

[2] En octobre 1905 une grève générale manifeste la solidarité de la Finlande avec les révolutionnaires russes, ce qui amène le tsar à abolir, le 4 novembre, toutes les mesures attentatoires aux droits de la Finlande, et à convoquer une Diète extraordinaire. Le 19 mai 1906, les 4 états de la Diète finlandaise votent la réforme électorale : suffrage universel égal et direct pour tous les hommes et femmes de 24 ans, représen-

Après avoir concentré ses troupes à Pétersbourg et contraint les députés à se disperser, il a, pour donner le change à l'Europe, lancé un manifeste dont chaque mot est un mensonge. Il accuse la Douma d'avoir commis des actes illégaux, après lui avoir imposé illégalement des lois fondamentales, contraires à ses promesses du 30 octobre. Il l'accuse d'impuissance, après lui avoir refusé tout pouvoir, après l'avoir contrainte à n'être qu'une tribune, qui a servi, du moins, à dénoncer les crimes de la bureaucratie. Il lui reproche de n'avoir rien fait, après l'avoir mise dans l'impossibilité de réaliser un seul acte parlementaire [3].

Le socialisme international ne perdra pas son temps en protestations vaines. C'est à l'action de tous qu'il fait une fois de plus appel.

Le nouvel attentat de l'homme du 22 janvier n'a point surpris le Parti socialiste et ne le prend pas au dépourvu. La Douma devait être frappée dès que la camarilla de fonctionnaires et de grands ducs s'apercevrait de la faiblesse de la majorité de l'assemblée, et celle-ci, malgré les efforts des groupes Social-démocrate et du Travail, a suivi la tactique qui devait l'affaiblir.

Un régime électoral odieusement restrictif, la pression administrative la plus éhontée s'exerçant sur le scrutin, la défiance populaire écartant des urnes les rares prolétaires qui y avaient accès, tout cela avait créé une majorité factice qui ne traduisait en aucune façon les aspirations de la majorité du pays. Les élus de la bourgeoisie libérale ont prouvé eux-mêmes, par leur attitude après la dissolution, qu'ils ont eu tort de se montrer vacillants devant le pouvoir, hésitants devant les réformes les plus urgentes. N'ont-ils pas perdu la confiance des paysans en ne promettant qu'une réforme agraire insuffisante, dont l'adoption n'eût pas restitué la terre au peuple des campagnes? N'ont-ils pas mécontenté les ouvriers en leur offrant de misérables palliatifs à la place de réformes profondes? N'ont-ils pas déçu tous ceux qui aspirent ardemment à la liberté, en ne sachant pas prendre de résolution virile au sujet de

tation proportionnelle, chambre unique de 200 députés dont 60 formeront un grand comité. Le 5 juillet, un Congrès révolutionnaire décide l'insurrection générale au cas où le tsar dissoudrait la Douma. Le 19 juillet, Nicolas II doit accorder à la Finlande une des constitutions les plus libérales de l'époque qu'il ne tarda pas à violer. Cf. *Journal de la Révolution Russe*, publication périodique de la Société des Amis du Peuple russe et des Peuples annexés, Paris, du 31 octobre 1905 au 5 juillet 1906.

[3] La Douma fut dissoute le 21 juillet 1906. Le tsar publia à cette occasion un manifeste rédigé en ces termes : « Les représentants de la Nation, au lieu de s'occuper de faire œuvre législative, sont sortis de la sphère qui était de leur compétence et ils se sont occupés de se livrer à des enquêtes sur les actes des pouvoirs locaux établis par nous, à signaler les imperfections des lois fondamentales qui ne sauraient être modifiées que par notre volonté impériale.

Enfin les représentants de la Nation se sont livrés à des actes vraiment illégaux comme l'appel à la Nation de la part de la Douma... » Et le manifeste s'achevait ainsi : « Fils fidèles de la Russie, votre tsar vous appelle comme le père appelle ses enfants à s'unir avec lui pour régénérer notre sainte patrie. » *L'Humanité*, 24 juillet 1906.

l'amnistie, des pogroms, de la peine de mort? Et malgré leurs déclarations répétées de loyalisme, le tzar n'a eu pour eux que mépris. A l'ouverture du Parlement, il a fait devant eux l'apologie des lois fondamentales et, pendant toute la durée de la session, il leur a tout refusé. Enfin, quand, par leur propre faute, ils se sont trouvés sans appui et sans force, ils ont été dispersés sans effort comme feuilles mortes au vent d'automne [4].

Le coup d'État de Nicolas II aura pour conséquence d'obliger la bourgeoisie libérale à abandonner la phase des discours et à choisir entre l'absolutisme et la Révolution. C'en est fait désormais des compromis et des attermoiements. Après l'expérience qui vient d'être faite, les plus naïvement optimistes doivent être convaincus qu'il ne sert à rien de vouloir concilier les contraires. La création d'une Douma sans puissance d'exécution ne pouvait empêcher la bureaucratie de piller le trésor public, d'affamer les paysans, d'organiser, avec le concours pécuniaire de la bourgeoisie occidentale, des tueries et des attentats contre la liberté des travailleurs [5].

Mais avec la Douma ne sombre pas la Révolution. Celle-ci entre, au contraire, dans une phase nouvelle, plus décisive. Avant de mettre fin à la comédie parlementaire, Nicolas II a consommé la ruine économique et financière de son empire. Il a tué dans les classes conservatrices l'idée du tzarisme constitutionnel. Il a ouvert les yeux aux paysans en leur refusant la terre. Il a rallié une partie de la flotte et de l'armée à la cause du peuple qui, après avoir constaté l'impuissance de la bourgeoisie libérale, rentre en scène, groupé sous le drapeau socialiste. Comme au début de la lutte, c'est le prolétariat qui mène, en première ligne, la lutte contre l'absolutisme. Aux ouvriers des villes se joignent, et les paysans qui comprennent mieux chaque jour que cette union seule peut leur donner la terre, et les intellectuels, plus pénétrés de nos doctrines que dans n'importe quel autre pays. La bourgeoisie libérale elle-même, si elle ne veut être condamnée à une radicale impuissance, sera, dans bien des cas, forcée de suivre le courant.

Deux armées se trouvent donc désormais en présence : l'armée tzariste et l'armée populaire et, entre ces deux groupements dont le choc est inévitable, la victoire sera pour nous d'autant plus décisive que la Révolution aura mieux su concentrer ses forces, réaliser une unité d'action et mettre en œuvre des ressources plus abondantes.

La Révolution, commencée par la grève, se poursuivra, en temps

[4] Le projet cité n. 1 comportait la phrase suivante, qui fut supprimée : « Cette assemblée, qui eût pu faire revivre les grands jours de la Constituante, n'a même pas su s'élever, avant sa dissolution, au niveau du Parlement de Francfort. »

[5] Le projet utilisait d'autres termes : « Malgré leurs déclarations de loyalisme, le tzar n'a eu que mépris pour les mandataires de la bourgeoisie libérale. Il a fait devant eux l'apologie des lois fondamentales et il leur a tout refusé. Avant de mettre fin à la comédie parlementaire, il a consommé la ruine économique et financière de son empire. »

utile, par la grève, par le refus de l'impôt et du service militaire, par l'occupation des terres de la couronne, de l'église et du seigneur, par la révolte armée avec le concours des marins et des soldats que la propagande socialiste conquiert chaque jour aux idées nouvelles [6]. Elle se poursuivra sans trêve et sans faiblesse jusqu'au jour où le tzarisme, n'ayant plus ni troupe ni argent, ni crédit, ni puissance d'aucune sorte, le peuple sera enfin maître de ses propres destinées.

Le passé des socialistes de Russie répond de l'avenir. Ils sauront imposer la convocation d'une Constituante [7] et faire leur devoir jusqu'au bout. A nous de savoir faire le nôtre. Nous pouvons aider à l'œuvre commune par deux moyens : *en empêchant l'autocrate de se procurer de l'argent, en envoyant de l'argent aux socialistes de Russie.*

Le gouvernement radical de France, le gouvernement réactionnaire d'Allemagne, la bourgeoisie de tous les pays se sont faits complices du tzar en lui prêtant à gros intérêts la solde de ses gendarmes, de ses bourreaux et de ses bandes noires [8]. Sachons peser sur les gouvernements pour mettre un terme à leur complaisance! Sachons avertir les possédants que la République russe de demain ne paiera pas les dettes infâmes que le tzar contracte pour soudoyer des assassins! Sachons rallier à la cause de la liberté tous les appuis utiles, afin de délivrer d'une tyrannie implacable des millions d'hommes [9]. Et si, contre toute attente, la Sainte-Alliance de la réaction internationale tentait d'intervenir dans le conflit pour briser l'effort révolutionnaire et sauver l'oppression tzariste, sachons aviser aux mesures nécessaires pour aider efficacement les peuples de Russie [10], qui, unis encore plus étroitement dans cette conjoncture, ne feraient plus de distinction entre le tzarisme, déjà frappé à mort, et l'envahisseur étranger, coupable de vouloir attenter à l'autonomie d'une nation consciente de ses droits.

Donnons [11] donc et donnons généreusement! Que les gros sous accumulés des pauvres décident de la victoire!

Que le mot d'ordre soit : *De l'argent pour les victimes du tzarisme!*

Que chaque socialiste, que chaque travailleur conscient envoie son obole, soit à l'organisation centrale de son Parti, soit aux délégués mandatés de nos camarades de Russie, soit au secrétariat du Bureau Socialiste International.

A bas l'autocratie!

Vive le socialisme international!

[6] Le projet comportait : « à la cause de la liberté... »

[7] Ce membre de phrase ne figurait pas dans le projet.

[8] Sur l'emprunt russe, voir doc. N° 65.

[9] Cette phrase ne figurait pas dans le projet.

[10] Au lieu du membre de phrase qui suit, le projet comportait « les héros de la liberté ».

[11] Dans le projet : « Donnons pour la Révolution... »

Le Comité exécutif  
du Bureau Socialiste International (Belgique) :

Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire.*

Le Bureau Socialiste International (Russie exceptée) :

Angleterre :	H. HYNDMAN J. KEIR HARDIE	France :	J. JAURÈS É. VAILLANT
Allemagne :	A. BEBEL P. SINGER	Hollande :	P. TROELSTRA H. VAN KOL
Argentine :	A. CAMBIER M. UGARTE	Hongrie :	J. WELTNER E. GARAMI
Australie :	H. DIERCKS	Italie :	E. FERRI F. TURATI
Autriche :	D <sup>r</sup> V. ADLER F. SKARET	Japon :	S. KATAYAMA
Bohême :	A. NEMEC F. SOUCUP	Luxembourg :	D <sup>r</sup> WELTER
Bulgarie :	Y. SAKASOW G. KIRKOW	Norvège :	S. GARDER F. WOLF
Danemark :	P. KNUDSEN C. M. OLSEN	Suisse :	O. RAPIN J. SIGG
États-Unis :	D. DE LEON M. HILLQUIT	Serbie :	N. STOYANOVITCH
Espagne :	P. IGLESIAS F. MORA	Suède :	H. BRANTING C.-G.-T. WICKMAN

La Conférence Interparlementaire Socialiste et du Travail :

Angleterre :	J. KEIR HARDIE (prés.) J.-R. MACDONALD (secr.)	Danemark :	M. OLSEN F.-J. BORGBJERG
Allemagne :	A. BEBEL P. SINGER	France :	V. DEJEANTE M. DEVÈZE
Autriche-Bohême :	E. PERNERS-TORFER (prés.) I. DASZYNSKI (prés.)	Hollande :	A. GROUSSIER P. TROELSTRA K. TER LAAN
Belgique :	J. HYBES (secr.) L. FURNÉMONT E. BERLOZ	Italie :	A. COSTA
		Luxembourg :	BRASSEUR
		Norvège :	D <sup>r</sup> A. ERIKSEN
		Suisse :	D <sup>r</sup> A. WIJS
		Suède :	H. BRANTING

65

Manifeste contre l'emprunt russe.

[Octobre 1906]

*Aux Partis affiliés au Bureau Socialiste International.*

Tous les jours les organes tzarophiles de Russie, ainsi que les journaux des autres pays, nous apportent des renseignements complémentaires sur le projet du gouvernement de Nicolas II, acculé à la nécessité

de contracter un nouvel emprunt [1]. La caisse du gouvernement russe est vide, et l'on compte bénévolement sur l'argent de l'étranger, pour soutenir les efforts de la contre-révolution, pour écraser les Partis de la liberté, pour payer les bandes noires, pour exterminer les juifs, pour martyriser tout un peuple. Si le plan de M. Stolypine [2] réussit, l'étranger n'aura pas seulement adhéré de nouveau à la plus implacable des répressions et à la plus méprisable des tyrannies : il se sera rendu complice d'une illégalité, — car il appartient à la Douma de se prononcer sur l'opportunité d'un emprunt. Il se trouvera dans l'éventualité formulée dans les termes suivants par le manifeste de Wiborg [3], auquel a adhéré l'immense majorité des députés de la bourgeoisie : « Si le gouvernement de Russie veut, sans l'assentiment des représentants du peuple, contracter de nouveaux emprunts, ceux-ci seront considérés comme non-valables par la nation *qui ne les payera jamais.* »

Depuis de longues semaines, le ministre des finances, M. Kokowzeff, et ses innombrables agents travaillent le marché occidental et américain. M. Witte [4], qui, dans les dernières années, a participé d'une manière active et décisive à toutes les raffles d'argent perpétrées par le tzarisme, se trouve à Paris et il négocie [5].

Pour réussir dans ses projets, le gouvernement russe recourt à un de ses procédés favoris, dans le but d'égarer l'opinion publique. Il laisse entrevoir la possibilité d'introduire des réformes libérales au moment où il organise des expéditions répressives et des tribunaux martiaux, exécutant des centaines d'innocents. Il publie aujourd'hui des ukases

[1] Le 2 janvier 1906, l'ancien ministre des finances, Kokovtsev, arrive à Paris pour négocier de nouveaux emprunts, qui seront conclus le 23 avril 1906. (Kokovtsev, VI. N. (1853-1943) fut ministre des finances de février 1904 à janvier 1914, avec une interruption d'octobre 1905 à avril 1906. Ce fut lui qui réalisa avec Witte les emprunts de 1906 en France.)

[2] Stolypine, P.A. (1862-1914) fut nommé en avril 1906 ministre des affaires intérieures et reçut en juillet de la même année en plus de cette charge, la présidence du Conseil des ministres.

[3] Après la dissolution de la Douma, la majorité des députés partent pour la Finlande et rédigent à Vyborg un manifeste qui se termine par ces mots : « Le gouvernement, sans l'assentiment des représentants du peuple n'a le droit d'imposer au peuple ni impôts ni service militaire. Donc maintenant que le gouvernement a dissous la Douma, vous avez le droit de ne fournir ni argent ni soldats. Si néanmoins le gouvernement emprunte pour se procurer des fonds, ces emprunts sans le consentement des représentants du peuple n'auront aucune valeur ; le peuple russe ne les reconnaîtra jamais et ne consentira pas à les rembourser. » Cf. *Journal de la Révolution Russe*, 23 juillet 1906.

[4] Witte, S. Ju. (1849-1915) fut ministre des finances dès août 1892 et réalisa en 1897 la réforme des finances. Le 7 novembre 1905 il fut nommé président du Conseil des ministres réorganisé et fut l'un des principaux auteurs de l'emprunt russe à la France d'avril 1906. A la veille de la dissolution de la première Douma, le 22 avril 1906, il fut remplacé par Goremikine. Ce fut la fin de son activité gouvernementale.

[5] D'après *Le Temps*, Witte chargea aussi le directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas de négocier avec la finance internationale un emprunt russe. Ce dernier revint de Londres avec l'annonce de concours américains, européens et surtout anglais ; cf. *Journal de la Révolution Russe*, 7 avril 1907.

que viendront annuler demain d'autres ukases. Il annonce des réformes dont il empêche lui-même la réalisation. Puis, il achète la presse, la presse française presque tout entière et, peut-être, la presse bourgeoise des autres pays où il escompte un placement de papier russe [6].

Les journaux socialistes ont récemment mis en lumière deux projets du gouvernement russe, l'un, déjà partiellement exécuté et qui tend à placer systématiquement à l'étranger les papiers de rente des banques hypothécaires paysannes, — l'autre, d'une portée plus considérable, ayant pour but de concéder à un consortium américain, contre argent naturellement, toutes les grandes forces économiques de la Russie.

Il appartient au prolétariat international de déjouer ces manœuvres, car il ne doit pas oublier un seul instant que la mesure dans laquelle la Révolution réussira ou ne réussira pas dépend de l'accumulation ou de la non-accumulation de capital dans les mains du tzarisme, et qu'il est encore plus important pour l'issue de ce procès, d'empêcher le tzarisme de trouver de l'argent que d'envoyer de l'argent à nos camarades de Russie.

C'est pourquoi, les Partis affiliés au B.S.I. ont pour devoir de mettre tout en œuvre pour faire échec aux projets du gouvernement russe et de ses alliés. Parmi les moyens qui ont déjà été suggérés, soit dans nos manifestes antérieurs, soit aux réunions du Bureau Socialiste International, soit à la Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail, nous relevons les mesures suivantes, dont chaque Parti peut faire son profit :

1. Les groupes parlementaires socialistes sont priés de déposer dans leurs Parlements respectifs des demandes d'interpellations sur l'appui accordé par la finance au despotisme russe, fauteur de coups d'État. Les interpellateurs doivent demander à leur gouvernement d'intervenir en interdisant l'emprunt et en empêchant toute autre manière indirecte de favoriser pécuniairement le tzarisme. Si le Parlement n'est pas encore réuni, les groupes sont priés, si possible, de prendre une décision dès aujourd'hui et, en ce cas, de l'annoncer dans la presse. Enfin, il faudrait profiter systématiquement de toute circonstance pour provoquer un débat sur la situation financière et les projets financiers du gouvernement de Russie, afin de discréditer cette situation et ces projets.

2. La presse des Partis — politique, syndicale et coopérative —, a pour devoir, non seulement de s'inspirer de ces idées, mais encore de publier sans se lasser tous les renseignements qui peuvent éclairer la situation financière de la Russie et de les répandre systématiquement dans le public dans un but de propagande.

[6] Selon *Le Cri de Paris*, qui cite des chiffres, le silence de la presse française aurait été acheté par l'ambassade impériale à Paris; cf. *Journal de la Révolution Russe*, 12 mai 1906.



3. Dans les moments critiques surtout et spécialement dans les pays où la presse a été achetée par la Russie — notamment en France — ainsi que dans les milieux où le Parti n'a pas de journaux, il importerait de répandre des feuilles volantes, de distribuer des brochures, de placarder des affiches, d'organiser de grandes réunions publiques dans le but d'éclairer la petite bourgeoisie qui se laisse encore aller à vider son bas de laine au profit du tzarisme [7].

Chers Citoyens ! Il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'une agitation momentanée. Il faut secouer les masses et tenir leur attention en éveil. Il se peut qu'à un moment déterminé, le tzarisme donne l'ordre à ses agents de ne plus préparer l'opinion publique à un emprunt et qu'il semble ajourner la question. Qu'on ne se laisse pas surprendre par ces artifices !

Le gouvernement du tzar a besoin d'argent. Il a besoin de l'argent des autres nations. Si celles-ci le refusent, l'autocratie s'écroulera lamentablement. [8]

Le Comité exécutif  
du Bureau Socialiste International :

Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire.*

[7] Les journaux russes, constitutionnels et révolutionnaires, protestèrent contre cet emprunt et proposèrent de boycotter les marchandises françaises. La presse socialiste internationale dirigea ses attaques acerbes contre ce même emprunt russe. Notons plus particulièrement la violente campagne de Gorki auprès de l'opinion publique internationale, qui rencontra entre autres l'opposition du gouvernement italien. Dans une lettre à Anatole France, président de la Société des Amis du Peuple russe, il écrit, en avril 1906 : « La lutte ne sera ni longue ni pénible si l'Europe ne donne pas d'argent au gouvernement russe pour perpétrer les massacres et les exécutions ; au contraire elle sera brève et décisive si le peuple russe recevait des secours matériels. » La réponse d'Anatole France s'achève par ces mots : « Je vous envoie mes vœux pour le succès de la Révolution libératrice et vous confie l'indignation douloureuse que j'éprouve à la pensée que les financiers français pourraient procurer de l'argent au gouvernement des bourreaux qui torturent un peuple magnanime. » *Lettre de Maxime Gorki sur les emprunts russes et réponse d'Anatole France*, Société des Amis du Peuple russe et des Peuples annexés, publication périodique, N° 6, Paris, 1906, p. 8.

[8] En annexe à ce manifeste était donnée « la liste des députés de la défunte Douma qui représentaient la presque totalité des circonscriptions de Russie et qui ont adhéré à la déclaration du Wyborg portant que les emprunts, non consentis par la Douma, ne seront pas payés ».

## 66

## Compte rendu de la huitième réunion plénière du B.S.I.

Bruxelles, 10 novembre 1906.

Les délégués au Bureau Socialiste International se sont réunis en assemblée plénière le 10 novembre 1906, à 10 heures du matin, à la salle du secrétariat du Bureau (salle 6 de la Maison du Peuple de Bruxelles) [1].

Étaient présents :

- A. Bebel et P. Singer, pour le Parti social-démocrate allemand;
- H. Hyndman et J. Keir Hardie pour la section anglaise;
- Anton Nemeč, pour le Parti socialiste tchéco-slave (Bohême);
- P. Knudsen, pour le Parti socialiste danois;
- Éd. Vaillant, pour le Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière);
- P. Troelstra et H. Van Kol, pour le Parti ouvrier social-démocrate de Hollande;
- J. Weltner et Max Grossmann, pour le Parti socialiste hongrois;
- H. Diamand, pour le Parti socialiste polonais (P.P.S.);
- E. Roubanovitch et I. Serguievski (suppléant), pour le Parti socialiste révolutionnaire de Russie;
- G. Plekhanoff et A. Balabanoff (suppléante), pour le Parti ouvrier social-démocrate de Russie;
- Hj. Branting, pour le Parti socialiste suédois;
- Éd. Anseele, pour le Parti ouvrier belge;
- Camille Huysmans, Secrétaire du Bureau;
- A titre consultatif, les citoyens Stanislas Kurski et Leo Bergman, représentant l'Union générale des ouvriers juifs en Russie, Pologne et Lithuanie (Bound);
- O. Braun, représentant le Parti ouvrier social-démocrate letton.

Au Bureau se trouvaient le citoyen Anseele, qui présidait et le Secrétaire Huysmans, assisté des deux employés du secrétariat, d'Artois et Kantor.

Le citoyen Anseele a excusé tout d'abord l'absence d'Émile Vanderelde retenu chez lui par la maladie. Il a ensuite souhaité la bienvenue aux délégués présents et le Secrétaire a donné lecture de plusieurs communications et lettres d'excuses :

[1] Nous reproduisons le compte rendu officiel établi et publié par le Secrétariat en français, allemand et anglais à Bruxelles, 1907, 96 p. Initialement, la réunion fut convoquée pour la deuxième quinzaine de novembre, mais on l'avança à la demande de la délégation allemande. Cf. Circulaire du 27 septembre 1906. Archives du B.S.I.

1. De FERRI, une carte ainsi conçue :

« Après notre Congrès national (7-8-9 octobre), je dirai au nouveau Comité central du Parti, de prendre des mesures pour vous envoyer, avant février 1907, le rapport sur les organisations socialistes et ouvrières d'Italie, depuis 1904.

Pour la réunion du Bureau, en novembre prochain, je serai encore dans l'impossibilité d'y prendre part, car aux premiers jours de novembre j'aurai mes cours à l'Université.

L'*Avanti* a ouvert une nouvelle souscription pour nos camarades de Russie. Il a recueilli quelques centaines de francs, que je vous ferai envoyer tout de suite.

J'ai dit aussi à notre secrétaire administratif de vous envoyer la cotisation de l'Italie jusque fin décembre 1906. »

2. De Victor ADLER un télégramme :

« Impossible de me rendre à Bruxelles à cause de la discussion de la réforme électorale au Reichsrath. Excusez-moi. Salutations cordiales. »

3. De Jean JAURÈS un télégramme également, par lequel il excuse son absence pour cause de fatigue.

4. Du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, une lettre nous annonçant que la citoyenne Angélica Balanoff a été désignée comme déléguée suppléante [2].

5. De la Social Democratic Federation (Grande-Bretagne), une note ainsi libellée :

« Londres, 7 novembre 1906

J'ai reçu ordre du Comité international de la S.D.F. de prier le Bureau Socialiste International de ne pas laisser usurper ses fonctions par la Conférence Socialiste Interparlementaire; de protester contre l'envoi d'invitations, comme à la dernière réunion, à des personnes qui ne sont pas membres du Parlement; et de faire observer que cette Conférence a dépassé sa compétence en modifiant son titre par l'interpolation du mot : Travail.

Le Comité international de la S.D.F. désire également que le Bureau International s'entende avec la Conférence Interparlementaire, afin de concentrer les efforts de ses membres, de telle manière que les propositions législatives sur des questions comme la journée de huit heures, les industries dangereuses, le travail des femmes et des enfants, soient agitées en même temps dans tous les pays.

Bien à vous.

H. LEE. »

6. Du citoyen SKUBIK, de l'Union des social-démocrates lettons, une longue réponse à la note envoyée au secrétariat par le Parti ouvrier socialiste letton [3].

[2] C'est en septembre 1906 qu'Angelica Balabanoff fut désignée comme déléguée suppléante au B.S.I. pour seconder Plekhanov, malade à cette époque.

[3] Cf. Annexe XII, p. 377-79.

7. Du citoyen GARDER, de Norvège, une lettre nous annonçant qu'il lui sera impossible d'assister à la séance.

8. Du citoyen HILLQUIT, la lettre suivante :

« Je regrette beaucoup qu'il me soit impossible d'être présent à la prochaine réunion du Bureau, mais j'espère bien être au poste à la réunion précédant le Congrès de Stuttgart. Notre parti est engagé en ce moment dans une campagne active et énergique pour l'élection de représentants au Congrès des États-Unis, et tout notre temps et toute notre énergie sont consacrés à cette lutte. Après l'élection, j'espère pouvoir préparer le rapport promis sur la situation et le développement récent de notre mouvement dans les États-Unis. »

9. Du citoyen SIGG [4], une lettre par laquelle il s'excuse également en raison des élections qui devaient avoir lieu les 10 et 11 novembre.

Le Secrétaire donne ensuite lecture d'une brève relation sur l'activité du secrétariat depuis l'envoi du dernier rapport mensuel. (Ce document, avec détails, a été envoyé aux Partis affiliés sous la forme de rapport pour les mois de septembre, octobre et novembre [5].) Après validation des mandats, le Secrétaire distribue aux délégués le rapport, en français, allemand et anglais, sur les diverses questions inscrites à l'ordre du jour de la séance :

1. *L'organisation matérielle du Congrès international de Stuttgart.*
2. *L'ordre du jour de ce Congrès.*

Le Secrétaire donne lecture du rapport sur la première question, rapport ainsi libellé :

*L'organisation matérielle du Congrès international de Stuttgart.*

Rapport.

Le Secrétaire du Bureau s'est rendu récemment à Stuttgart et à Mannheim, pour conférer avec les Camarades de Stuttgart et du Parteivorstand du Parti social-démocrate allemand, sur les mesures à prendre en vue du Congrès international de l'année prochaine (août 1907).

Comme vous l'aurez lu dans le compte rendu du Congrès de Mannheim [6], le Parteivorstand avait déjà pris les devants. Sur la proposition du citoyen Singer, on a décidé de limiter à 300 le nombre des délégués allemands (150 délégués du Parti, 150 délégués des syndicats), afin que les délégués des autres pays ne soient pas trop à l'étroit dans la salle où se réunira le Congrès. Nous disposerons d'ailleurs d'un excellent local, la Liederhalle, qui comprend une salle énorme, capable

[4] Délégué du Parti socialiste suisse au B.S.I.

[5] Cf. Annexe XV, p. 393-99.

[6] Il s'agit du Congrès annuel de la S.P.D., tenu à Mannheim les 23-29 septembre 1906.

de contenir un millier de délégués, — et des salles nombreuses pour les sections.

Il résulte d'autre part des échanges de vues que nous avons eus avec nos camarades d'Allemagne, que nous sommes d'accord en principe sur les points suivants :

A. — Le secrétaire des groupes locaux de Stuttgart et le Secrétaire du Bureau Socialiste International s'entendront pour la mise à exécution de tout ce qui se rapporte à l'organisation matérielle du Congrès.

B. — Le Comité des groupes locaux se charge spécialement du travail suivant :

1. Il créera un sous-comité de logement et un sous-comité de fêtes;
2. Il publiera un guide de la ville et des environs;
3. Il veillera à la constitution d'équipes, parlant les langues étrangères, pour conduire les camarades des autres pays;
4. Il assurera le contrôle des entrées et sorties ainsi que le maintien de l'ordre pendant les séances;
5. Il fournira au Congrès le matériel de bureau;
6. Il installera un local convenable pour faciliter la besogne de la presse.
7. Il fera les démarches nécessaires pour installer un bureau de poste dans le local même du Congrès.

C. — Le Comité local organisera, de concert avec le secrétariat du Bureau Socialiste International, une exposition des livres socialistes d'expression allemande, et, si possible, une exposition des livres socialistes parus dans les autres pays;

D. — Il organisera pendant toute la durée du Congrès et de concert avec le secrétariat du Bureau Socialiste International, un dépôt des journaux socialistes dont les administrations voudront bien faire parvenir quotidiennement à Stuttgart un nombre déterminé d'exemplaires;

E. — Le secrétariat du Bureau Socialiste International publiera chaque jour un journal du Congrès, en français, allemand et anglais. A cet effet, il délèguera, dans chaque section, un ou plusieurs camarades, chargés de faire le compte rendu des séances, et il s'adjoindra en temps utile des traducteurs.

F. — Le secrétariat du Bureau Socialiste International fournira aux Partis affiliés, trois ou quatre mois avant le Congrès, le texte allemand, français et anglais, des rapports des secrétaires nationaux, rapport sur l'activité de leur Parti respectif depuis le Congrès d'Amsterdam. Le Parti social-démocrate allemand publiera l'édition allemande; le Parti ouvrier belge, d'accord avec les autres Partis d'expression française, publiera l'édition française; la section britannique fera le nécessaire pour publier en temps utile l'édition anglaise. Ces volumes ne pourront contenir d'autre texte que celui qui aura été fourni par le secrétariat international [7].

[7] Au sujet de la réalisation de ce projet, cf. *La Deuxième Internationale*, p. 203-04.

## Discussion.

SINGER. Je crois qu'il est très difficile de faire paraître, pendant toute la durée du Congrès, un journal rendant compte du Congrès dans les trois langues, à cause de la très grande difficulté matérielle d'exécution. Mieux vaudrait un résumé trilingue de tous les travaux des sections.

LE SECRÉTAIRE. Je ne crois pas à l'impossibilité pratique, pour la bonne raison que le Congrès international de démographie a publié pareil journal. Il est vrai qu'il n'était rédigé qu'en une seule langue. Quoi qu'il en soit, je prends l'entière responsabilité de l'entreprise.

BEBEL. Je partage l'avis de Singer, qui est celui du Comité directeur de mon parti, lequel ne peut prendre aucune responsabilité à cet égard.

TROELSTRA. En ce qui me concerne, je ne vois pas non plus la nécessité de pareil journal. Tous les discours seront traduits.

LE SECRÉTAIRE. Vous oubliez que tout le monde ne peut pas assister à toutes les séances des sections.

ROUBANOVITCH. S'il est des délégués qui auront besoin d'un bulletin analytique du Congrès, ce sont les Russes. Or, les deux sections russes publieront elles-mêmes un bulletin en langue russe.

VAILLANT. Je propose, dans ces conditions, que le secrétariat fasse publier dans le journal socialiste de Stuttgart, à côté du texte allemand qui sera évidemment complet, un résumé en langue française et anglaise, résumé qui ne contiendrait que ce qui est nécessaire à l'édification des délégués de tous les pays.

BEBEL. Une chose est plus importante; c'est la traduction, l'impression et la distribution immédiate de tout projet de résolution, de tout amendement déposé au cours de la discussion.

NEMEC. Ne faudrait-il pas abandonner cette tâche au Comité organisateur allemand?

LE SECRÉTAIRE. Non pas. Cette tâche incombe au Bureau et au secrétariat. Pour le surplus, je me rallie à la proposition Bebel précisée par Vaillant.

Le Bureau accepte la proposition Bebel-Vaillant et décide donc que le journal du Congrès sera remplacé par une note résumée [8].

HYNDMAN. Vous dites dans votre rapport que la section britannique devra faire le nécessaire pour publier en temps utile l'édition anglaise des rapports nationaux. Il est bien entendu que les camarades d'expression anglaise, les Partis affiliés des États-Unis, devront s'entendre avec nous pour cette question.

[8] Durant le Congrès parut un bulletin bilingue, édité par le secrétariat international, qui contient les comptes rendus succincts des travaux des commissions. Cf. *La Deuxième Internationale*, p. 207-08. Des numéros de ce bulletin se trouvent à am IISG (Archives Guesde), dans les archives de l'Institut d'Histoire du Parti (Varsovie), et à l'Institut de Marxisme-Léninisme (Moscou).

LE SECRÉTAIRE. J'écrirai en ce sens.

PLEKHANOFF. Le rapport fixe pour l'envoi des rapports nationaux les dates du 1<sup>er</sup> 15 février. Cette stipulation peut-être acceptable pour les autres nations. Mais, en ce moment, la situation est telle en Russie qu'il peut survenir des événements graves sur lesquels le Congrès devrait être totalement renseigné. Je demande donc que l'on prolonge les délais pour la section russe.

LE SECRÉTAIRE. Cet amendement me paraît inacceptable. Notre volume de rapports doit paraître à temps. Tous les textes doivent être traduits en deux langues. Ces traductions demandent du temps. Prolonger les délais, c'est retomber dans l'erreur commise à Amsterdam et obliger le secrétariat à publier les rapports *après* la réunion du Congrès. Rien n'empêche cependant les organisations adhérentes de publier des notes complémentaires. Mais il est entendu que ces notes complémentaires seront publiées exclusivement aux frais des intéressés.

TROELSTRA. Je me rallie à cette manière de voir qui me semble pratique.

PLEKHANOFF. Je m'y rallie également.

SINGER. Il est entendu que les rapports des Partis et organisations devront parvenir au secrétariat vers le 1<sup>er</sup> février; que le texte des résolutions nouvelles devra s'y trouver au plus tard le 1<sup>er</sup> avril. Il me paraît donc que la nouvelle réunion du Bureau, qui statuera sur l'ordre du jour définitif à soumettre au Congrès, devrait être convoquée pour la première quinzaine du mois de mai. (*Adhésion.*)

Le rapport du secrétariat, sur l'organisation matérielle du Congrès, est approuvé pour le surplus.

### *L'ordre du jour du Congrès.*

LE SECRÉTAIRE. Jusqu'à présent, le Comité exécutif a été saisi, pour inscription à l'ordre du jour, des questions suivantes :

I. Le règlement des Congrès internationaux et du Bureau; les statuts de la Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail;

II. La question coloniale;

III. L'émigration et l'immigration des ouvriers étrangers;

IV. L'approbation des résolutions du Bureau et spécialement de la résolution concernant l'attitude de la classe ouvrière en présence de menaces de guerre.

Je vous propose de discuter successivement les diverses questions. (*Adhésion.*)

## I

*A. — Le règlement des Congrès et du Bureau.*

Le Bureau doit discuter en deuxième lecture, aujourd'hui même, le texte qu'il a accepté sous réserve les 4 et 5 mars derniers. Ce texte, avec les amendements éventuels, doit être, au nom du Bureau, soumis pour approbation au Congrès lui-même, seul compétent pour prendre une résolution décisive.

LE PRÉSIDENT. Je vais donner lecture des divers articles de ce règlement et je prie les membres de se faire inscrire après lecture de chacun des articles :

« I. — Sont admises aux Congrès internationaux socialistes :

A. Toutes les associations qui adhèrent aux principes essentiels du socialisme; socialisation des moyens de production et d'échange; union et action internationales des travailleurs; conquête socialiste des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en Parti de classe;

B. Toutes les organisations corporatives qui, se plaçant sur le terrain de la lutte de classes et déclarant reconnaître la nécessité de l'action politique, donc législative et parlementaire, ne participent pas d'une manière directe au mouvement politique (Congrès de Paris, 1900). »

*(Admis sans discussion.)*

« II. — A. Les associations et les organisations de chaque nationalité forment une section qui se prononce sur l'admission de toutes les associations et organisations des nationalités concernées.

Les associations et organisations non admises par la section compétente ont le droit d'appel au Bureau Socialiste International, qui décide en dernier lieu;

B. Le secrétariat de chaque Parti affilié ou le Comité national des associations ou organisations participantes, là où il est constitué, transmettront aux groupements socialistes les invitations à assister au Congrès international et les résolutions prises par le Bureau Socialiste International;

C. Les textes de toutes les propositions doivent se trouver en possession du Bureau quatre mois entiers avant la date fixée pour la réunion du Congrès international et être distribués un mois après réception.

Aucune nouvelle résolution ne sera acceptée, distribuée ou discutée, si elle n'a pas été soumise à cette procédure, les affaires urgentes exceptées. Le Bureau Socialiste International est seul compétent pour prononcer l'urgence, mais les amendements ou résolutions doivent être écrits et soumis au Bureau Socialiste International qui décidera si les amendements sont acceptables ou non et ne constituent pas une tentative de formuler des résolutions nouvelles sous forme d'amendements. »

VAILLANT. Dans le compte rendu de la séance du Bureau des 4-5 mars 1906, on n'a pas insisté suffisamment sur la portée de ce texte. Dans



ma pensée, qui est celle de mon Parti, chaque nation compte une section. C'est pour cela que mon Parti se nomme : Parti socialiste (section française de l'Internationale Ouvrière). Nous voulons constituer l'Internationale sur des bases solides. Cette base est la section, disposant, au sein de l'Internationale, d'une influence à déterminer. On ne peut donc donner place à des sections nationales nouvelles se constituant en dehors de la section existante. Un exemple. Il ne peut être question de considérer comme 2<sup>e</sup> section française les jaunes, les socialistes indépendants qui, en France, participent aux combinaisons ministérielles et n'ont aucun rapport avec le Parti unifié, expression socialiste de la section. Je propose, pour plus de clarté, de formuler comme suit l'article II A :

« II. — A. *Les Partis et les organisations de chaque pays ou nation forment une section qui se prononce sur l'admission de tous les Partis et organisations des pays ou nations concernés.* »

PLEKHANOFF. Je me permets de faire observer, à propos du droit d'appel donné aux organisations refusées, que ce système est fort dangereux. C'est particulièrement en Russie que le machiavélisme politique pourrait susciter des socialistes jaunes qui réclameraient le droit d'assister au Congrès. Vaillant a déjà accepté deux sous-sections pour la Russie, puisqu'il y a deux grands Partis socialistes en Russie. Sa proposition sera complète si vous permettez à ces deux sous-sections de jouir d'une autonomie parfaite au sein de la section.

ROUBANOVITCH. Au nom du Parti socialiste révolutionnaire, tout en acceptant le principe de l'unité de section pour les raisons développées par le citoyen Vaillant et comme invitation pressante de l'Internationale à réaliser partout l'unité, — mais tenant compte de la réalité qu'il ne s'agit pas de brusquer —, l'unité ne pouvant s'imposer par un vote du Bureau, je demande de maintenir les deux sous-sections social-démocrate et socialiste-révolutionnaire, ayant égalité des voix, égalité de représentation dans le Bureau et groupant autour d'elles toutes les autres organisations de Russie. En vous demandant cela, — et nous sommes en cela d'accord avec le rapporteur Van Kol et avec le citoyen Vaillant —, nous avons pour unique mobile le désir d'éviter entre les organisations de Russie des froissements inutiles au sein du Congrès et du Bureau. Les événements ont montré que les deux Partis agissaient parallèlement, mais distinctement, avec la même force dans toutes les manifestations de la Révolution russe : action des masses, lutte des classes, formation en Parti politique distinct des autres Partis libéraux ou radicaux, exigence d'une Constituante, etc.

La différente conception sur l'élément paysan ne permet pas encore à ces Partis d'envisager l'unification qui reste pour l'avenir un vœu.

Aujourd'hui, les deux Partis sont de nouveau obligés de devenir des Partis secrets; la répression gouvernementale s'abat avec une égale énergie sur les organisations des deux Partis, et il serait téméraire dans

ces conditions de faire un compte exact et sérieux des forces numériques des deux Partis. Mais on peut admettre que les deux Partis sont à peu près de la même force. Il y a quelque chose de plus.

L'existence des Partis nationaux socialistes, en dehors de ces deux Partis russes, rendait la tâche de représentation et de votation très embrouillée.

Or, un mouvement d'unification s'est dessiné. D'un côté, tous les Partis social-démocrates se sont unis — le Bound, les Lettons, les socialistes-démocrates polonais sont entrés dans le Parti ouvrier social-démocrate russe et ne forment qu'un seul et unique Parti [9], ne pouvant aucunement, quoi qu'en disent les boundistes, avoir une représentation multiple et séparée au sein des Congrès internationaux ou du Bureau. Un mouvement pareil s'observe aussi parmi les Partis nationaux à tendance socialiste révolutionnaire.

Prenant acte de cette situation et d'accord d'ailleurs avec le citoyen Plekhanoff et les rapporteurs, le Bureau décidera : 1. La section russe se subdivise en deux sous-sections, notamment social-démocrate et socialiste-révolutionnaire; 2. Les autres Partis de Russie sont invités à se grouper dans l'une de ces deux sous-sections. C'est au sein de ces sous-sections que les autres Partis auront à décider sur le nombre de voix qui leur seront attribuées.

BEBEL. Je me demande comment la section russe arrivera à se conformer à l'article III du règlement concernant le mode de votation, article qui considère comme nationalité des agglomérats d'habitants dont les aspirations vers l'autonomie et l'unité morale résultent d'une longue tradition historique. Ne risque-t-on pas ainsi de submerger le Congrès sous les votes des diverses nationalités russes? On pourrait joindre à la discussion la question des concepts *international* et *national*, qui, à mon avis, ne s'excluent pas.

VAILLANT. En réponse à Roubanovitch, et comme je l'ai déjà dit, j'admets que dans les pays où l'unité socialiste n'est pas réalisée, il y ait deux sous-sections. Mais j'estime qu'il est inutile de mentionner le droit d'appel dans le règlement organique du Congrès. On ne doit pas provoquer de pareilles difficultés.

SINGER. Je propose que la section soit constituée non pas par les Partis et organisations de chaque *nation*, mais de chaque *État* politique.

Nous n'avons pas à nous préoccuper des luttes nationales qui se produisent au sein des États constitués. Chaque pays ayant droit à vingt voix au maximum (voir article III, C), les délégués de ce pays peuvent se répartir ces votes selon les nationalités qui en font partie. Il s'agit en somme, dans les Congrès internationaux, de tracer la ligne

[9] Allusion au 4<sup>e</sup> Congrès (dit d'unification) du P.O.S.D.R., qui se tint à Stockholm en 1906.

politique pour chaque pays. Or, chaque État a sa législation et non pas chaque nationalité.

VAN KOL. Au sujet de l'admission des Partis et organisations, nous serons bien vite d'accord. Nous sommes d'accord, en effet, sur la qualification de la section nationale et sur la nécessité des sous-sections pour les pays où l'unité socialiste n'existe pas. Mais je n'admets pas la suppression du droit d'appel inscrit dans le règlement; si ce droit existe en réalité, il faut le proclamer. J'admets aussi l'amendement Vaillant, substituant le mot *Partis* au mot *associations*.

NEMEC. La question posée par Singer est une question de vie pour le Parti socialiste de Bohême. Nous, Bohêmes, sommes un peuple à qui on a enlevé son autonomie nationale. Il n'est pas possible de nous enlever notre qualité nationale devant le Congrès international. Accepter une telle situation serait nous mettre en conflit ouvert avec toute notre nation, avec les principes mêmes du socialisme, reconnaissant les droits des nationalités à l'existence.

KURSKI. Je dois d'abord vous faire remarquer que l'expression employée par Roubanovitch, qu'il n'existerait que deux grands Partis socialistes en Russie, est inexacte. Il y a, en Russie, deux courants : un courant dit social-démocrate et un courant dit socialiste révolutionnaire. Le courant social-démocrate est représenté en notre pays par plusieurs Partis : par le Parti social-démocrate proprement dit, par le Bound, par le Parti letton, par la Social-démocratie polonaise, — organismes qui se sont fusionnés pour constituer le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Il y a encore d'autres groupes qui se réclament du même principe, et leur fusion n'est plus qu'une question de temps. Le courant non social-démocrate est représenté par un seul Parti : le Parti socialiste révolutionnaire.

ROUBANOVITCH. Cela n'est pas exact.

KURSKI. C'est mon avis. En formulant la proposition d'admettre en Russie deux sous-sections, on semble vouloir diviser les voix en deux parties égales, moitié social-démocrate, moitié socialiste révolutionnaire.

Or, il ne peut être question d'une semblable répartition.

D'autre part, Bebel a dit que le Bound n'entre plus en ligne de compte pour la répartition des voix, attendu qu'il s'est fusionné avec les social-démocrates.

La vérité est que le Bound et le Parti n'ont rien perdu en force et en influence par leur fusion, au contraire. Je ne comprends pas, dès lors, pourquoi Bebel semble vouloir exclure le Bound du Congrès.

BEBEL. Mais non !

KURSKI. La convention entre le Bound et le Parti social-démocrate stipule clairement que le Bound conserve sa propre représentation aux

Congrès internationaux. Le Bound et le Parti Social-démocrate ne peuvent donc se rallier à l'avis exprimé par Bebel.

BEBEL. Mais si!

DIAMAND. Je ne puis admettre que l'on substitue le mot *État* aux mots *nation* ou *nationalité*. Mon Parti s'est expliqué clairement à ce sujet, dans une note publiée par le secrétariat du Bureau, et je n'entends pas répéter mes arguments. Nous, Polonais, nous ne constituons pas un État, mais une nation, et nous avons le droit d'être représentés tant au Bureau qu'au Congrès.

BRANTING. Je propose de lire comme suit l'article II :

« *Les Partis et les organisations de chaque État ou de chaque nationalité qui, tout en n'existant pas en ce moment comme État, est reconnue par le Bureau Socialiste International et est représentée au sein de cet organisme, forment une section...* »

Mon texte, dont on peut modifier la forme, concilie les deux opinions. Il tient compte des faits existants et vous devrez y revenir.

★

L'assemblée décide de ne pas prendre de résolution en ce moment et de renvoyer la rédaction des articles II et III à une commission composée de quelques membres, chargés de trouver, pour la séance de l'après-midi, une formule d'entente.

L'article III, que l'on a également renvoyé à cette commission, était libellé comme suit dans la rédaction adoptée au mois de mars dernier :

« III. Le mode de votation aux Congrès internationaux est déterminé par les règles suivantes :

A. La votation se fait par tête. Elle se fait par section nationale, chaque fois que trois nations représentées en expriment le désir.

B. Sont regardées comme nationalités, les agglomérats d'habitants vivant sous un même gouvernement. Toutefois, le Bureau pourra également et exceptionnellement, — mais à condition de ne pas altérer par cette décision la proportionnalité dans le nombre des voix de la section —, considérer comme nationalités les agglomérats d'habitants dont les aspirations vers l'autonomie et l'unité morale, résultat d'une longue tradition historique, ont persisté malgré la dépendance d'un ou de plusieurs gouvernements.

C. Chaque section aura un nombre de voix variant de deux à vingt suivant une liste qui sera dressée pour la première fois par le Bureau Socialiste International en fonctions en 1906-1907. La répartition des voix, pour chaque section, sera fixée :

a) D'après le nombre des cotisants en tenant compte du nombre des habitants;

b) D'après l'importance de la nationalité;

c) D'après la force de l'organisation syndicale et coopérative socialiste;

d) D'après la puissance politique du ou des Partis socialistes.

L'affiliation des cotisants sera prouvée par tous documents ou pièces que pourra demander le Bureau. S'il existe dans une section divers Partis, la répartition des voix sera faite de commun accord par les groupes intéressés et, en cas de désaccord, par le Bureau. Cette liste sera révisée périodiquement ou selon que les circonstances l'exigeront. »

La séance est levée à 2h 40.

Séance de l'après-midi.

La séance reprend à 3 h 30.

La Commission spéciale présente au Bureau la rédaction suivante des articles II et III :

*II. — A. Les Partis et les organisations de chaque pays ou nation forment une section qui se prononce sur l'admission de tous les Partis et organisations des pays ou nations concernés.*

*Les Partis et organisations non admis par la section compétente ont le droit d'appel au Bureau Socialiste International, qui décide en dernier lieu ;*

*B. Le Comité national de chaque section ou à son défaut le secrétariat de chaque Parti affilié transmettront aux groupements socialistes et autres organisations affiliées les invitations à assister au Congrès international et les résolutions prises par le Bureau Socialiste International ;*

*C. Les textes de toutes les propositions doivent se trouver en possession du Bureau quatre mois entiers avant la date fixée pour la réunion du Congrès international et être distribués un mois après réception.*

*Aucune nouvelle résolution ne sera acceptée, distribuée ou discutée, si elle n'a pas été soumise à cette procédure, les affaires urgentes exceptées. Le Bureau Socialiste International est seul compétent pour prononcer l'urgence, mais les amendements ou résolutions doivent être inscrits et soumis au Bureau International qui décidera si les amendements sont acceptables ou non et ne constituent pas une tentative de formuler des résolutions nouvelles sous forme d'amendements.*

*III. — Le mode de votation aux Congrès internationaux est déterminé par les règles suivantes :*

*A. La votation se fait par tête. Elle se fait par section nationale, chaque fois que trois sections représentées en expriment le désir ;*

*B. Chaque section aura un nombre de voix variant de deux à vingt suivant une liste qui sera dressée pour la première fois par le Bureau Socialiste International en fonctions en 1906-1907. Cette liste sera révisée périodiquement ou selon que les circonstances l'exigeront ;*

*C. La répartition des voix, pour chaque section, sera fixée :*

*a) D'après le nombre des cotisants en tenant compte du nombre des habitants ;*

*b) D'après l'importance de la nationalité ;*

- c) *D'après la force de l'organisation syndicale et coopérative socialiste ;*  
 d) *D'après la puissance politique du ou des Partis socialistes.*

*L'affiliation des cotisants sera prouvée par tous documents ou pièces que pourra demander le Bureau.*

*D. La section répartit les voix qui lui ont été attribuées. Dans le cas où l'ensemble des Partis ou organisations, formant la section, n'ont pu s'entendre sur la répartition des voix, celle-ci sera effectuée par le Bureau Socialiste International.*

KEIR HARDIE. Je propose que les invitations au Congrès soient également adressées aux Trade-Unions.

HYNDMAN. Je ne partage pas cet avis. Je m'oppose à ce que l'on invite les trade-unionistes qui ne reconnaissent pas le principe de la lutte des classes. Il ne peut être question d'admettre dans un Congrès socialiste des associations qui ne sont pas socialistes.

LE PRÉSIDENT. Il ne s'agit pas de s'arrêter à des questions d'étiquette ou d'adjectif. Les conditions d'admission des organisations corporatives sont formelles. L'article I le prescrit. Il faut que ces organisations se placent sur le terrain de la lutte des classes et reconnaissent la nécessité de l'action politique. Je suis persuadé que Keir Hardie ne vise d'autres Trade-Unions que celles qui acceptent ces deux principes.

HYNDMAN. Avec cette interprétation, j'accepte que l'on invite les Trade-Unions.

TROELSTRA. Il est donc décidé que la base de la section est le pays ou la nation et que le Bureau International décidera de l'acceptation de nouvelles sections. Mais il doit être également entendu que les fractions de sections pourront voter séparément et que l'existence de sous-sections ne présume en rien du nombre de voix à attribuer à celles-ci. (*Adhésion.*)

LE PRÉSIDENT. Les articles IV<sup>1</sup> à VI sont ainsi libellés :

*IV. — Un Bureau Socialiste International, constitué sur la base de la représentation des sections nationales aux Congrès internationaux,*

1. A la fin de la séance, le Secrétaire a reçu du Bund et de la Social-démocratie de Lettonie, une note relative à l'article IV du règlement des Congrès et du Bureau [10], note ainsi conçue :

« En ce qui concerne la composition du Bureau Socialiste International, le Comité central du Bund réédite sa proposition stipulant qu'à l'avenir le Bureau soit constitué sur les bases mêmes des Congrès. En d'autres termes, chaque section ne comprendrait pas deux délégués mandatés au Bureau, mais un nombre de délégués correspondant aux voix attribuées à la section. Un exemple! Supposons que l'on attribue à la Russie 14 voix, réparties parmi 4 organisations de la façon suivante : A, 6; B, 4; C, 2; D, 2. La Russie serait ainsi représentée au Bureau par quatre délégués (et non 2), disposant, C et D de 1 voix chacune, B de 2 voix, et A de 3 voix. Vu le caractère complexe de la conjoncture russe et le grand nombre d'organisations socialistes, la section russe doit

[10] La proposition du Bund fut débattue et rejetée au Congrès de Stuttgart.

*continuera les fonctions de ceux-ci. Chaque section pourra envoyer au Bureau deux délégués mandatés. Les délégués peuvent se faire remplacer par des suppléants, mandatés par les Partis affiliés ;*

*V. — Le Bureau a un Secrétaire permanent dont les fonctions ont été déterminées par le Congrès de Paris de 1900. Le siège du secrétariat est fixé à Bruxelles et la délégation belge fait fonction de Comité exécutif ;*

*VI. — La cotisation de chaque Parti affilié sera perçue au mois de janvier de chaque année sur la base d'un barème à dresser périodiquement par le Bureau.*

*(Adoptés sans opposition.)*

LE PRÉSIDENT. La délégation britannique a fait parvenir au secrétariat deux amendements *complémentaires*, libellés ainsi :

« a) En remplacement du système existant des commissions qui expédient les résolutions, ce qui augmente et double même le travail, il sera élu un Comité permanent du Congrès pour grouper les diverses résolutions et régler les ordres du jour. Ce Comité comprendra un secrétaire par nationalité, et cette nationalité choisira son représentant ;

b) Les discours au Congrès seront limités à vingt minutes. »

SINGER. J'estime que ce système n'est pas pratique. Le Comité permanent deviendrait un petit congrès au sein du Congrès, ce qui retarderait et alourdirait la besogne. Je combats aussi la limitation du temps de parole, qui empêcherait les rapporteurs de s'expliquer utilement et sérieusement.

KEIR HARDIE. Nous avons remarqué, dans les divers Congrès socialistes, que l'on a perdu un temps précieux, pendant que les délégués étaient éparpillés dans les commissions. On nous demande ce que fera le Comité permanent. Il se réunira chaque soir pour rédiger et libeller les propositions et fixer l'ordre du jour du Congrès. Ce système fonctionne excellemment en Angleterre.

Après un bref échange de vues, le statu-quo (maintien des commis-

à notre avis comprendre au moins quatre délégués représentant la Social-démocratie le Bound, les Lettons et les Socialistes révolutionnaires. Le seul moyen pour le Bureau d'acquérir l'autorité et l'influence auxquels il a droit, c'est qu'il soit en contact intime avec les quatre Partis auxquels nous avons fait allusion et qu'il puise les renseignements sur le mouvement socialiste en Russie aux premières sources.

Les représentants du Bound :  
ST. KURSKI, LÉO BERGMANN. »

« Sans vouloir entrer dans les détails de cette proposition, je me déclare d'accord, au nom du Comité central de la Social-démocratie de Lettonie, avec les représentants du Bound et j'appuie leur motion.

Le représentant du Comité de l'étranger  
de la Social-démocratie de Lettonie :  
BRAUN. »

[Note du secrétaire du B.S.I.]

sions) est voté à l'unanimité moins quatre voix.

La délégation anglaise retire ensuite sa motion relative à la limitation de la durée de parole.

LE SECRÉTAIRE. Il reste à liquider une question assez complexe. Celle de la répartition des voix prévue à l'article III.

SINGER. Il vaudrait mieux la trancher à la séance prochaine et nous documenter en attendant. (*Adhésion.*)

#### B. — *Les statuts de la Commission Interparlementaire.*

LE PRÉSIDENT. Nous abordons maintenant l'examen des statuts de la Commission Interparlementaire.

J'accorde la parole au Secrétaire pour donner lecture du rapport de la Commission spéciale.

LE SECRÉTAIRE. Le Comité hollandais avait élaboré, en vue de la première réunion de cette Commission à Londres, un avant-projet qui a été retiré après une brève discussion. Le compte rendu officiel de cette réunion n'a pas encore paru malheureusement; mais dans le rapport du secrétariat du Bureau, datant du mois de juillet, vous avez pu trouver le texte exact des résolutions adoptées. L'avant-projet hollandais a été rejeté surtout parce qu'en somme il constituait deux centralisations internationales, deux bibliothèques, deux offices, parce qu'il faisait donc effectuer inutilement une double dépense.

La Commission a décidé, dans ces conditions, de renvoyer la question à un Comité composé du citoyen Mannoury et des membres du Comité exécutif du Bureau Socialiste International, qui unanimement vous proposent d'amender comme suit le texte primitif de la délégation hollandaise :

« ART. 1. La Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail (C.I.S.T.) a été constituée le 20 août 1904 par le Congrès socialiste international d'Amsterdam en exécution des résolutions suivantes, arrêtées par les Congrès socialistes internationaux de Londres et de Paris :

Le Comité socialiste international devra exiger des groupes socialistes interparlementaires nationaux l'organisation d'une Commission spéciale interparlementaire pour faciliter une action commune sur les grandes questions politiques et économiques internationales. Cette Commission sera adjointe au Comité socialiste international.

Congrès de Paris, 1900

Une Conférence Interparlementaire a été créée. Elle se compose d'un délégué par nation. Elle a pour but d'uniformiser le travail parlementaire dans tous les pays. (Les communications doivent être adressées au citoyen Édouard Vaillant.)

Congrès de Londres, 1896



ART. 2. L'année d'association commence le 1<sup>er</sup> septembre et se termine le 31 août.

ART. 3. Membres de la C.I.S.T. sont :

Les groupes parlementaires des Partis affiliés au Bureau Socialiste International et qui se sont présentés pour devenir membres de la C.I.S.T. En cas de présentation, le groupe parlementaire délègue un de ses membres comme secrétaire-correspondant. Chaque groupe parlementaire affilié est censé représenter le Parti dont il fait partie.

ART. 4. Les fonctions de secrétaire de la C.I.S.T. seront remplies par le Secrétaire du B.S.I.

ART. 5. Chaque groupe parlementaire se considère comme un Bureau d'Information qui fournira, selon ses moyens, tous les renseignements demandés par les membres de la C.I.S.T., aussi bien en ce qui concerne l'action parlementaire et la législation des différents pays, qu'en ce qui se rapporte à leur situation économique.

ART. 6. Les finances de la C.I.S.T. se composent des contributions et des dons volontaires de ses membres. La contribution de chaque Parti dépend du nombre des députés qu'il envoie au Parlement et s'élève à 5 Frs pour chaque député.

ART. 7. Tous les ans aura lieu une assemblée ordinaire, à laquelle seront admis tous les membres des groupes parlementaires qui se sont affiliés à la C.I.S.T.

Cette assemblée désignera l'endroit où se tiendra l'assemblée suivante.

ART. 8. Il y aura aussi des assemblées extraordinaires, dans lesquelles chaque groupe parlementaire pourra se faire représenter par deux ou plusieurs députés.

ART. 9. Une telle assemblée extraordinaire sera toujours convoquée dans le cas où 5 groupes parlementaires en exprimeront le désir.

ART. 10. Le Bureau Socialiste International a le droit de se faire représenter dans chaque assemblée de la C.I.S.T., d'y prendre part aux discussions, d'y proposer des résolutions et d'y émettre une voix consultative.

ART. 11. Le système de suffrage sera conforme à celui appliqué par le Bureau Socialiste International.

ART. 12. Ces statuts, ainsi que leurs modifications ultérieures, n'entreront en vigueur qu'après avoir été approuvés par le Bureau Socialiste International. »

#### Discussion.

HYNDMAN. Conformément aux instructions que j'ai reçues, je tiens tout d'abord à protester contre l'adjonction du mot *du travail*. Le Congrès d'Amsterdam a parfaitement décidé que la Commission Interparlementaire serait uniquement composée de députés *socialistes*.

LE SECRÉTAIRE. Je me permets de faire observer qu'en ma qualité de Secrétaire, je n'avais pas le droit de changer un iota au titre, dont la formule a été adoptée à la Conférence Interparlementaire de Londres.

PLEKHANOFF. Pourquoi ce mot *travail*, si vous n'ajoutez pas le *travail salarié*.

TROELSTRA. Ce mot a été ajouté à la demande des délégués anglais, qui voulaient faciliter l'affiliation des membres du groupe parlementaire anglais du travail. Nous n'avons d'ailleurs fait que suivre l'exemple du Congrès de Paris [11], qui s'intitulait : *Congrès International Socialiste et Ouvrier*.

BEBEL. Ce titre ne me paraît pas sérieux. Il se comprendrait si l'on disait : Commission Interparlementaire des Députés Socialistes et des Représentants du Travail.

TROELSTRA. Le titre adopté à Londres n'est pas un non-sens. Cette appellation correspond au fait que des représentants du Parti du travail font partie de la Commission.

SINGER. Puisque la Commission est une création des Congrès socialistes internationaux, appelons-la tout simplement *Commission Interparlementaire* sans plus.

KEIR HARDIE. J'accepte la proposition Singer; mais je fais remarquer que le Parti du travail anglais est socialiste comme le Parti ouvrier belge, bien que le mot socialiste ne se trouve pas libellé dans le titre.

HYNDMAN. Je ne puis que m'incliner devant la décision que vous allez prendre; mais je constate qu'elle pourrait laisser la porte ouverte à des députés qui ne se réclament pas de nos principes.

TROELSTRA. Non pas, car les députés doivent se réclamer des principes formulés à l'article 1 du règlement des Congrès internationaux. D'autre part, nous avons le droit, comme le fait remarquer Vaillant, de subordonner la Commission Interparlementaire aux décisions du Bureau. L'article 12 a été rédigé dans cette intention.

L'amendement Singer est voté à l'unanimité moins une voix.

BEBEL. Je propose que les réunions de la Commission Interparlementaire aient généralement lieu à Bruxelles, après la réunion du Bureau Socialiste International.

KEIR HARDIE. Je fais mes réserves au sujet du choix immuable d'une seule et même ville pour la réunion de la Commission Interparlementaire. Le déplacement est parfois utile dans l'intérêt du mouvement ouvrier.

SINGER. J'insiste sur la nécessité de garder un siège fixe et je propose de libeller comme suit l'article 7 :

[11] Troelstra se réfère au Congrès qui a eu lieu à Paris du 14 au 21 juillet 1889 et d'où la Deuxième Internationale tire ses origines.

« *Tous les ans aura lieu, à la suite de la réunion du Bureau, une assemblée ordinaire, à laquelle seront admis tous les membres des groupes parlementaires, qui se sont affiliés à la Commission Interparlementaire.* »

L'alinéa suivant tomberait. (*Admis.*)

VAILLANT. Il serait aussi utile d'incorporer dans les statuts un article reproduisant la proposition que j'ai faite à Londres et relative aux réunions de la Commission Interparlementaire en cas de conflits internationaux. On pourrait compléter de la manière suivante l'article 9 :

« *Une telle assemblée extraordinaire sera encore convoquée en même temps et au même lieu que la réunion du Bureau Socialiste International dès que, secrets ou publics, des événements pourraient faire craindre un conflit entre gouvernements, rendre une guerre possible ou probable, à l'effet de déterminer et concerter les moyens d'action ouvrière et socialiste, commune et combinée, pour prévenir et empêcher la guerre.* »

L'assemblée adopte cette rédaction et elle vote l'ensemble du projet amendé comme il est indiqué ci-dessus.

## II

### *La question coloniale.*

LE PRÉSIDENT. La parole est au Secrétaire pour donner lecture de la proposition du Comité exécutif.

LE SECRÉTAIRE. Le Congrès de Stuttgart est en quelque sorte saisi de cette question par les Congrès antérieurs, comme il résulte notamment du compte rendu du Congrès d'Amsterdam, publié par le prédécesseur du Secrétaire actuel en langue française (p. 44) et en allemand par le *Vorwärts* (p. 24).

Le Congrès de Paris (1900) avait déjà adopté les mesures suivantes :

- « 1. *Les divers Partis mettront à l'étude la question coloniale ;*
2. *Partout où les conditions économiques le permettront, il faut encourager d'une façon spéciale la formation de Partis socialistes coloniaux, adhérant aux organisations métropolitaines ;*
3. *Il faut créer des rapports entre les Partis socialistes des différentes colonies.* »

Cette résolution a été précisée à Amsterdam par Rossi (Italie), qui a proposé et fait décider (non pas comme le dit le compte rendu français : la création d'un Bureau colonial en rapport avec le Bureau Socialiste International), mais « la création, par les Partis affiliés, de commissions d'études coloniales » (voir le texte allemand).

Le Comité exécutif est d'avis que l'examen de la question coloniale s'impose plus que jamais et il vous propose :

1. *De charger un homme compétent de chaque pays, socialiste, que ses études ou son action signalent à l'attention du Bureau, de faire rapport sur l'exploitation coloniale perpétrée par les classes dominantes de son*

milieu. Van Kol, par exemple, pourrait nous faire ce rapport sur les Indes Néerlandaises; Hyndman, sur les Indes Britanniques; Vandervelde, sur le Congo; Ledebour, sur les Colonies allemandes; Rouanet, sur les Colonies françaises, etc. [12]

2. De demander un rapport sur la question aux colons socialistes eux-mêmes, s'il s'en trouve, car il serait non seulement utile d'entendre la voix des économistes ou des hommes politiques, mais aussi des hommes qui vivent dans le milieu colonial [13].

HYNDMAN. Je dois d'abord signaler à votre attention l'activité socialiste dans les colonies anglaises. La Social Democratic Federation a des groupes en Australie, dans le Natal, dans l'Afrique du Sud et vous n'ignorez pas combien le socialisme progresse au Canada. Je me déclare également prêt à rédiger un nouveau rapport sur la question coloniale.

BEBEL. Je crois que les propositions du Comité exécutif ne sont fournies qu'à titre d'information et d'orientation.

LE PRÉSIDENT. Évidemment.

VAILLANT. Le mieux serait de demander aux sections nationales dont le pays a des colonies de désigner un rapporteur et de se mettre en relation avec les socialistes habitant les colonies.

LE SECRÉTAIRE. C'était bien notre intention.

LE PRÉSIDENT. Il en sera donc fait ainsi.

### III

#### *L'immigration et l'émigration des ouvriers étrangers.*

LE PRÉSIDENT. La parole est au Secrétaire pour donner lecture des propositions du Comité exécutif.

LE SECRÉTAIRE. Comme il ressort du compte rendu français du Congrès d'Amsterdam (p. 122) et du compte rendu allemand de ce même Congrès (p. 53), il a été décidé, sur la proposition de Keir Hardie, de renvoyer la question de l'émigration et de l'immigration des ouvriers étrangers au Congrès de Stuttgart. Notre camarade estimait que la question n'était pas mûre et qu'entre-temps on pourrait rassembler des matériaux concernant ce problème assez complexe.

Comme les membres du Bureau le savent, le citoyen Schippel s'est

[12] Les rapports sur cette question furent publiés dans le volume : *Propositions et projets de résolutions avec rapports explicatifs présentés au Congrès socialiste international de Stuttgart, 18-24 août 1907*, édition en trois langues du Bureau Socialiste, Bruxelles, 1907. Seul le rapport du P.S.D. allemand à ce sujet, rédigé par Ledebour, ne figure pas dans ce volume car, rédigé à la dernière minute, il fut imprimé en hâte et seulement en allemand, sans signature, sous le titre : *Sozialdemokratie und Kolonialpolitik*, s.d., 16 p. (Archives S.P.D., Bonn, Fonds Dietman).

[13] Comme la proposition fut rejetée, ces rapports ne furent pas sollicités.

tout spécialement occupé de cette question dans ces derniers temps et il a annoncé récemment la publication d'un livre documenté qui paraîtra vers la fin de l'année. Il est intitulé : *Die Kuliarbeit und die Chinesen Frage in Amerika, Australien und Süd-Afrika. Geschichte eines internationalen Arbeiterproblems.*

D'autre part, la presse socialiste des États-Unis et du Japon ainsi que les publications trade-unionistes anglaises, se sont vivement intéressées à ce débat, et l'on y a commenté, notamment, les opinions émises à Amsterdam par certains délégués favorables à une limitation de l'immigration de certaines catégories d'ouvriers.

Le Comité exécutif vous propose donc que le Secrétaire se mette en rapport avec le citoyen Schippel pour obtenir communication des matériaux rassemblés par ce dernier [14] et en même temps qu'il prie les Partis ou organisations d'Angleterre, des États-Unis, de Hongrie ou d'ailleurs, que la question intéresse tout particulièrement, de fournir en temps utile un rapport sur cet objet fort controversé. On répondrait ainsi aux vœux exprimés au Congrès d'Amsterdam. Peut-être serait-il utile également que l'on examine la situation faite dans les divers pays d'Europe et d'Amérique aux ouvriers qui participent aux émigrations temporaires, pour la moisson, l'arrachage des betteraves, etc.

BRANTING. Je propose que l'on ne discute pas à Stuttgart la question des émigrations temporaires en Europe pour la moisson, l'arrachage des betteraves, etc. Cette question est très différente de celle que nous avons à discuter.

VAN KOL. Il serait surtout intéressant de demander aux camarades des États-Unis de faire un rapport sur la question de l'émigration.

BEBEL. La question intéresse non seulement l'Amérique, mais des pays comme l'Italie et la Hongrie. Il est à remarquer que la bourgeoisie est à peu près unanime, d'une part, à devenir de plus en plus protectionniste, d'autre part, à ouvrir les portes toutes grandes à l'immigration, au travail à bon marché. Mais je crois que dans la classe ouvrière, on arrivera difficilement à une unanimité d'opinion.

VAILLANT. J'estime que la question des émigrations temporaires devrait être examinée. En effet, nous avons été saisis de la question à propos des émigrations temporaires des Belges allant travailler en France. A Amsterdam, on a élargi le débat et l'on s'est préoccupé surtout de la question des coolies.

BALABANOFF. Je partage cet avis, d'autant plus que les Italiens et les Suisses sont particulièrement intéressés à ce que la question reçoive une solution.

[14] Il s'agit de Max Schippel, qui a rédigé sur la base de ces documents un rapport paru sous le titre : « Die fremden Arbeiterkräfte und die Gesetzgebung der verschiedenen Länder, Materialien für den Internationalen Kongress », *Beilage zur Neuen Zeit*, 1907, N° 41. Ce rapport de Schippel provoqua la réplique de M. Grünwald parue dans *N.Z.*, XXV, Bd. 2, p. 581-91, 615-16.

La proposition Branting, tendant à supprimer de l'ordre du jour du Congrès de Stuttgart la question des émigrations temporaires, est mise aux voix et adoptée.

LE PRÉSIDENT. Le Secrétaire s'adressera donc à tous les Partis socialistes pour recueillir la documentation nécessaire sur la question de l'émigration et l'immigration. La proposition du Comité exécutif est adoptée pour le surplus.

#### IV

##### *L'approbation des résolutions du Bureau.*

LE PRÉSIDENT. La parole est au Secrétaire pour donner lecture du rapport du Comité exécutif sur la 4<sup>e</sup> question.

LE SECRÉTAIRE. Nous avons été saisis de cette question par le citoyen Vaillant, qui nous a envoyé, au nom du Parti qu'il représente, la note suivante :

« Je vous annonce, l'ordre du jour du Congrès international devant, d'après votre dernière lettre, nous occuper, que je demanderai au Bureau de demander au Congrès la ratification de ses décisions d'intérêt général ouvrier et socialiste. Je pense ici surtout à la décision du Bureau et de la Conférence Interparlementaire, pour la réunion de leurs délégués en cas de conflit international menaçant. Mais il y aurait avantage que non seulement ces décisions, mais toutes celles sur lesquelles un accord unanime s'est fait, parussent en un rapport spécial imprimé avec des titres distincts et fussent soumises sur la proposition du Bureau au Congrès international. »

Parmi les résolutions votées par le Bureau, il en est qui font allusion à des événements n'ayant plus d'actualité; d'autres qui se rapportent à des conditions économiques et politiques encore existantes. Nous ne reproduirons pas les premières. Voici le texte des secondes, tel que nous l'avons trouvé dans les comptes rendus des séances du Bureau :

##### *1. Résolution votée à la première séance du Bureau (29 décembre 1901).*

###### *Contre l'oppression des Polonais par la Prusse.*

« Le Bureau Socialiste International, réuni en conférence à Bruxelles, le 30 décembre 1901, exprime, au nom de tout le prolétariat socialiste de tous les pays, sa plus énergique protestation contre la politique de germanisation de la Prusse en Pologne, qui n'hésite pas à recourir contre la population aux procédés les plus barbares pour lui imposer par la force l'abandon de sa langue maternelle.

Le Bureau signale en même temps l'hypocrisie et la duplicité des classes dirigeantes, qui ne peuvent assez manifester leur indignation contre la barbarie anglaise au Transvaal, et qui d'autre part, approuvent et encou-

*ragent la plus scandaleuse oppression politique de leur gouvernement contre les Polonais en Allemagne.*

*Le Bureau International engage la classe ouvrière polonaise à chercher protection contre l'oppression de sa culture nationale et intellectuelle, aussi bien que contre sa dépendance économique, dans la Social-démocratie et à consacrer tous ses efforts au triomphe du socialisme, qui, seul, lui apportera sa pleine liberté, et l'égalité matérielle et intellectuelle. »*

## 2. Résolution votée à la 3<sup>e</sup> séance du Bureau (20 juillet 1903).

### La protection des ouvriers étrangers.

*« Le Bureau considérant que la question soulevée par la délégation belge est à l'ordre du jour du Congrès d'Amsterdam, qu'il appartient à ce dernier de la trancher par voie de résolution générale ;*

*Considérant, d'autre part, que les délégués sont unanimes à condamner le principe des propositions de lois déposées par certains députés nationalistes et tendant à proscrire les ouvriers des pays voisins, invite les mandataires socialistes des pays intéressés — pour le cas où ces propositions viendraient à l'ordre du jour avant le Congrès d'Amsterdam — à chercher, de commun accord, les moyens les plus efficaces pour amener le rejet de ces mesures de proscription. »*

## 3. Résolution votée à la 4<sup>e</sup> séance du Bureau (7 février 1904).

### L'expulsion des ouvriers étrangers travaillant en Argentine.

*« Le Bureau Socialiste International proteste énergiquement contre l'expulsion pour délit d'opinion du territoire d'un pays quelconque, dénonce, en particulier, à l'opinion publique la conduite du gouvernement argentin qui use d'une loi de circonstance, pour expulser en masse les socialistes étrangers. »*

## 4. Résolution votée à la 4<sup>e</sup> séance du Bureau (7 février 1904).

### La persécution des socialistes russes en Allemagne.

*« Le Bureau Socialiste International proteste énergiquement contre les persécutions dont les socialistes russes sont victimes en Allemagne de la part de la police et du gouvernement ;*

*Condamne sévèrement la politique de services humiliants qui dégrade l'Allemagne au rôle d'instrument du despotisme russe ;*

*Félicite les socialistes allemands et italiens pour leur efficace intervention en faveur des militants russes poursuivis par le tzarisme ;*

*Engage les Partis socialistes de tous les pays à saisir toute occasion de combattre l'influence du tzarisme, essayant de se répandre de plus en*

*plus sur les pays de l'Occident et qui constitue un danger permanent pour la démocratie et la civilisation. »*

5. *Résolution votée à la 4<sup>e</sup> séance du Bureau (7 février 1904).*

En faveur de l'indépendance des nationalités balkaniques  
et contre les massacres.

*« Le Bureau exprime sa sympathie pour tous les peuples qui luttent pour leur indépendance dans les Balkans ;*

*Proteste énergiquement contre les massacres en Macédoine ;*

*Et demande, dans le but de rétablir et de maintenir la paix, l'autonomie complète de la Macédoine, ainsi que l'octroi des droits à l'existence et au développement pour tous les groupements nationaux de ce pays. »*

6. *Résolution votée à la 5<sup>e</sup> séance du Bureau (15 janvier 1905) :*

L'unité socialiste dans tous les pays.

*« Le Bureau félicite les Partis socialistes des divers pays qui ont pris des mesures tendant à la réalisation de l'unité socialiste, et attire, sur l'importance des résultats obtenus, l'attention des pays qui n'ont pas encore pris les mesures nécessaires pour l'exécution de la résolution d'Amsterdam. »*

7. *Résolution votée à la 7<sup>e</sup> séance du Bureau (4-5 mars 1906) et complétée par la résolution de Londres, votée les 16-19 juillet 1906 par la Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail.*

*B.S.I. « Dès que, secrets ou publics, des événements pourront faire craindre un conflit entre gouvernements, rendre une guerre possible ou probable, les Partis socialistes des pays concernés devront, de suite, spontanément et à l'invitation du Bureau Socialiste International, entrer en rapports directs, à l'effet de déterminer et concerter les moyens d'action ouvrière et socialiste, commune et combinée, pour prévenir et empêcher la guerre.*

*En même temps, les Partis des autres pays seront avisés par le secrétariat du Bureau et une réunion du Bureau Socialiste International aura lieu, aussitôt que possible, à l'effet d'arrêter, pour tout le Parti socialiste international et la classe ouvrière organisée, l'action la plus propre à prévenir et empêcher la guerre. »*

*C.I.S. et du T. « Dans les conditions et circonstances ainsi prévues de danger pour la paix internationale, la Commission Interparlementaire Socialiste et du Travail se réunit aussitôt, en même temps et au même moment que le Bureau Socialiste International. »*



VAILLANT. Toutes ces résolutions peuvent être adoptées sans débat, à l'exception de la septième, relative aux conflits internationaux. Je voudrais qu'à Stuttgart nos amis d'Allemagne, qui se trouvent dans des conditions spéciales, préparent un rapport sur la prévention des conflits internationaux.

TROELSTRA. S'agit-il de l'antimilitarisme tel que le comprennent certains socialistes français?

VAILLANT. Du tout, il ne sera question que de la prévention des conflits internationaux.

TROELSTRA. En ce cas, je demande que l'on porte à l'ordre du jour la question de l'antimilitarisme et de l'internationalisme.

BRANTING. Cette question se confondra avec celle du citoyen Vaillant.

BEBEL. J'accepte de discuter la question de l'antimilitarisme afin de détruire la confusion qui règne sur cette question, mais j'estime que ce débat doit se produire accidentellement. Quant à la prévention des conflits internationaux, nous croyons que la proposition Vaillant devra être complétée.

LE PRÉSIDENT. La résolution Vaillant adoptée à Bruxelles et à Londres, formera donc une question spéciale de l'ordre du jour. On pourrait la libeller comme suit : *Le militarisme et les conflits internationaux. (Adhésion.)*

## V

### *Rapports entre les Partis socialistes et les organisations syndicales.*

LE PRÉSIDENT. J'accorde la parole au Secrétaire pour donner lecture d'une proposition du Comité exécutif.

LE SECRÉTAIRE. Le Comité exécutif est enfin d'avis qu'une des questions dont la discussion s'impose à Stuttgart, est celle qui a été discutée dans les Congrès nationaux de nombreux pays; celle *des rapports entre les Partis ouvriers socialistes et les organisations syndicales*. Il vous en propose l'inscription à l'ordre du jour sans autre justification.

VAILLANT. Il est extrêmement difficile de résoudre cette question au Congrès international. Dans chaque pays, les conditions d'existence des syndicats sont différentes. Notre attitude collective internationale est déterminée par l'article I du règlement organique de l'Internationale nouvelle, qui dit que les syndicats adhérant au principe de la lutte des classes et à l'action politique sont admis au Congrès. Je me hâte d'ajouter que si l'on juge plus de précision nécessaire, je suis prêt à accepter la proposition du Comité exécutif.

LE SECRÉTAIRE. Je crois que cette question est une question brûlante à laquelle nous n'échapperons pas et qui viendra quand même.

KEIR HARDIE. En effet; le Labour Party compte la présenter au Congrès.

VAILLANT. Je ne fais aucune opposition du moment que vous considérez cette inscription comme utile.

Le Bureau admet la proposition du Comité exécutif.

#### *Autres questions.*

VAILLANT. Je voudrais savoir si vous ne jugez pas utile d'inscrire à l'ordre du jour la question de la législation du travail et spécialement le contrat de travail.

HYNDMAN. Cela me paraît une nécessité.

TROELSTRA. Je voudrais aussi que l'on puisse ouvrir un débat sur les effets produits dans les divers pays par la législation ouvrière moderne.

BEBEL. Si l'on surcharge l'ordre du jour, la discussion perdra en profondeur. Mieux vaudrait, me semble-t-il, s'en tenir aux propositions du Comité exécutif.

LE PRÉSIDENT. Je crois également que ce serait le plus sage. (*Adhésion.*)

SINGER. Il reste une question à élucider. Maintiendra-t-on la cotisation de 10 Frs par délégué, que l'on a exigée à Amsterdam? J'estime qu'il faudrait conserver cette excellente mesure, car le secrétariat sera obligé de faire des frais assez considérables pour la publication de deux volumes de rapports et résolutions, notamment. Pour le surplus, le Parti social-démocrate allemand couvre tous les frais. (*Adhésion.*)

LE PRÉSIDENT. Il est donc entendu que l'ordre du jour provisoire du Congrès international de Stuttgart est fixé comme suit :

1. *L'approbation des résolutions diverses votées par le B.S.I.*
2. *Le règlement des Congrès internationaux et du Bureau, les statuts de la Commission Interparlementaire ;*
3. *Le militarisme et les conflits internationaux ;*
4. *Les rapports entre les Partis ouvriers socialistes et les organisations syndicales ;*
5. *La question coloniale ;*
6. *L'immigration et l'émigration des ouvriers étrangers.*

LE SECRÉTAIRE. Je me permets, à la fin de cette réunion, de faire un nouvel appel aux délégués et aux Partis affiliés pour obtenir l'envoi de toutes leurs publications. Le Congrès de Paris a chargé le secrétariat de réunir les archives du prolétariat. Il n'est pas possible de remplir cette tâche si l'on n'y met de la bonne volonté, car notre budget est à peine suffisant pour payer les dépenses courantes. D'autre part, le Comité exécutif serait heureux s'il pouvait obtenir des Partis affiliés

paiement des cotisations, comme il est dit dans le règlement, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

BRANTING. Je désire vous faire à ce sujet une communication. Le Parti ouvrier social-démocrate de Suède se développe d'une façon continue et prend une place de plus en plus importante dans l'évolution de mon pays. Cet accroissement de puissance au sein de l'Internationale doit se traduire par une augmentation de cotisation, et c'est pourquoi je vous annonce que notre part d'intervention annuelle dans les frais du Bureau sera portée à 500 Frs. (*Bravo!*)

Les citoyens ROUBANOVITCH et DIAMAND déclarent qu'ils ont reçu au dernier moment une note de l'Union social-démocrate Lettonne, que le manque de temps les empêche de résumer en cette séance. Mais ils déclarent qu'ils reviendront éventuellement sur la question [15].

LE PRÉSIDENT. Le Secrétaire m'annonce qu'il vient de recevoir une lettre du Parti ouvrier social-démocrate de Finlande, qui augmente également de 50 % sa cotisation et la porte ainsi de 200 à 300 Frs. J'espère que l'exemple de nos amis de Finlande et de Suède sera imité, car la plupart des secrétariats internationaux professionnels disposent de fonds plus considérables que le Bureau Socialiste International. Je remercie enfin les délégués de leur précieuse collaboration à nos travaux et je leur dis au revoir, au mois de mai 1907. La séance est levée.

Le Bureau se sépare à 8 h 40 du soir.

[15] Dans une lettre de Roubanovitch à Huysmans du 7 décembre 1906, nous trouvons des renseignements détaillés à ce propos :

« A la fin de la séance, nous avons avec Diamand, le délégué polonais, attiré l'attention du Bureau sur un document que nous avons reçu du cit. Skubik par l'intermédiaire du cit[oyen] Kantor à la dernière minute et qu'il nous était impossible, faute de temps, d'exposer à la séance du Bureau. Mais je tiens à vous dire que cette lettre contenait une réponse à la lettre du Parti ouvrier social-démocrate letton publiée précédemment. Il résulte de mes renseignements que l'Union social-démocrate lettonne est une organisation sérieuse, que les documents officiels en font mention chaque fois qu'il s'agit des événements dans les provinces baltiques [baltes]; que notre Comité central avait des relations très suivies avec son Comité central, que son action s'exerce surtout dans les campagnes; et que sans voir s'établir, faute de documents, une comparaison avec le Parti ouvrier social-démocrate letton, je puis certifier que le Bureau peut et doit prendre en sérieuse considération les déclarations de l'Union social-démocrate lettonne qui appartient à la seule des organisations *socialistes révolutionnaires* qui au sein de l'Internationale se grouperont probablement autour du Parti socialiste révolutionnaire. » Archives du B.S.I.

*Réunion du Bureau Socialiste International (10 novembre 1906)**Rapport financier [16]**Compte général*

A la date du 5 mars 1906 il y avait en caisse		47 282,40 Frs
Les recettes générales se sont élevées à		51 184,69
	TOTAL . . . .	98 467,09 Frs
Les dépenses générales se sont élevées à		69 720,09
	Différence . . . .	28 747,00
Compte fonds russe		24 725,72
	En caisse administrative . . . .	4 021,28
En caisse au 5 mars 1906		42 525,36 Frs
Entrée jusqu'au 8 novembre inclus		39 526,41
	TOTAL . . . .	82 051,77 Frs
Sortie au 8 novembre 1906 inclus		57 326,05
	En caisse à ce jour . . . .	24 725,72 Frs
En caisse au 5 mars 1906		4 757,04 Frs
Entrée au 8 novembre 1906 inclus		11 658,28
	TOTAL . . . .	16 415,32 Frs
Sortie au 8 novembre 1906 inclus		12 394,04
	En caisse à ce jour . . . .	4 021,28 Frs

Comme vous le voyez, l'encaisse du secrétariat n'est pas très forte. Or, le montant des arriérés dus par les divers Partis à la date du 31 décembre 1906 s'élève à la somme de 12 360,00 Frs.

Voici la liste de ces arriérés :

Social Democratic Federation, Angleterre	100,00 Frs	
Section anglaise (supplément de cotisation 1906)	450,00	
Parti socialiste argentin	400,00	
Parti socialiste autrichien	1 890,00	
International Socialist Club, Australie	200,00	
Parti ouvrier social-démocrate bulgare	100,00	
Parti socialiste danois	800,00	
Socialist Party des États-Unis	875,00	
Socialist Labor Party des États-Unis	825,00	
Parti socialiste espagnol	200,00	
Parti socialiste (France)	1 250,00	
Parti socialiste finlandais	200,00	
Parti ouvrier social-démocrate de Hollande	1 070,00	
Parti socialiste hongrois	400,00	
Parti socialiste italien	400,00	
Parti socialiste japonais	275,00	
Parti socialiste luxembourgeois	25,00	
Parti ouvrier norvégien	200,00	
Parti socialiste polonais (P.P.S.)	500,00	
Parti social-démocrate de Pologne et Lithuanie	200,00	
Parti ouvrier social-démocrate de Russie	1 000,00	
Parti socialiste suisse	800,00	
Parti socialiste serbe	200,00	
	TOTAL . . . .	12 360,00 Frs

[16] Le rapport financier ne fut pas imprimé avec le compte rendu, mais distribué aux délégués sous forme multigraphiée.

Nous prions donc les Partis en retard de paiement, de nous envoyer leurs cotisations le plus tôt possible, afin de permettre au secrétariat de remplir convenablement sa tâche.

## 67

**Circulaire protestant contre la demande d'extradition  
d'un révolutionnaire polonais résidant en Suisse :  
l'affaire Kilacziki.**

Bruxelles, le 10 mars 1907

*Aux Partis affiliés au Bureau Socialiste International,  
aux journaux partisans d'une Russie libre !*

Le Comité exécutif du Bureau Socialiste International vient de recevoir les deux lettres ci-jointes, l'une émanant du Parti socialiste polonais (P.P.S.), l'autre émanant du Parti socialiste de Pologne appelé Proletariat [1]. Ces documents ont pour but d'attirer l'attention du monde civilisé et du prolétariat organisé sur une demande d'extradition, formulée par le gouvernement de Nicolas II contre le citoyen Kilacziki, arrêté en Suisse. Le gouvernement des bandes noires, qui a organisé l'assassinat sur toute l'étendue de la Russie et contre lequel les amis et les parents des victimes n'ont fait qu'user de représailles, voudrait transformer en crime de droit commun un attentat politique, dont l'exécuteur n'était pas le citoyen dont on demande l'extradition. Les bourreaux de Pologne, les tortionnaires de Lettonie, les massacreurs de Pétersbourg escomptent une complaisance coupable pour s'emparer d'un de leurs adversaires, qu'ils livreront ensuite aux Gregus et aux Davus qui opèrent dans les chambres inquisitoriales de Riga et d'ailleurs. Toutes les organisations ouvrières, toute la presse socialiste, tous ceux qui veulent une Russie libre, protesteront contre cette

[1] C'est Ladislas Kobylanski qui, au nom du Comité à l'étranger du P.P.S. Proletaryat, alerta le secrétariat du B.S.I. Il demanda à Huysmans de publier cette attestation, mais étant donné les circonstances, de n'indiquer ni son nom, ni son lieu de séjour (Bogliasco-Genova). L'original du document se trouve dans les Archives du B.S.I. Huysmans transmit ses documents à Plekhanov, pour vérification. Celui-ci répondit immédiatement, de Nervi, par cette lettre : « Il va sans dire que vous ferez votre possible pour sauver Kilacziki. Je ne vous écrirai donc, de ma part, que je connais très bien le camarade Kobylanski et que, par conséquence, je puis vous garantir la complète véracité de son dire. J'ajouterai encore qu'il sera mieux de ne pas le nommer. » Archives du B.S.I.

Nous ne reproduisons pas les deux documents qui furent transmis par le B.S.I. en annexe à la circulaire. Le premier relate les circonstances de l'attentat contre Ivanoff, directeur des chemins de fer, qui avait pour cause sa politique russificatrice. Kilacziki assistait à l'attentat mais n'en fut pas l'exécuteur. Kilacziki avait déjà été arrêté une fois par la police russe mais était parvenu à s'échapper. La seconde affirme qu'Ivanoff avait été condamné par le Parti pour s'être efforcé de détruire « l'Union des employés des chemins de fer » et que d'autre part, Kilacziki n'était pas celui qui avait accompli l'ordre du Parti. Archives du B.S.I.

tentative audacieuse. Nous osons exprimer l'espoir que le Conseil Fédéral de la Suisse ne se prêtera pas à cette manœuvre policière, qu'il libérera le citoyen Kilacziki [2], et qu'il veillera ensuite à ce que la douloureuse affaire Tcherniak [3] ne reçoive pas une seconde édition.

Le Comité exécutif  
du Bureau Socialiste International :  
Éd. ANSEELE, Ém. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire* [4].

## 68

### Circulaire transmettant une lettre du Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie sur la situation en Macédoine.

Bruxelles, le 23 avril 1907

*Aux délégués et secrétaires des Partis affiliés  
au Bureau Socialiste International.*

Le Secrétaire du B.S.I. vient de recevoir la lettre ci-jointe et s'empresse de vous en communiquer copie. Il la signale spécialement aux cama-

[2] L'attestation du P.P.S. Proletaryat fut transmise aux membres du tribunal fédéral suisse. Sur les démarches du B.S.I. en faveur de Kilacziki, cf. aussi Annexe XIX p. 428.

[3] L'affaire Tcherniak suscita en février 1907 une vive émotion dans le milieu socialiste européen. Tcherniak, membre du Parti socialiste révolutionnaire, accusé de participation ou de la préparation de l'attentat de la rue Fonarny, à Pétersbourg, fut, par une manœuvre policière, attiré à Stockholm et arrêté. Le gouvernement russe demanda son extradition. L'Internationale souleva une vague de protestations. Branting, l'influent dirigeant du Parti social-démocrate suédois, démontra que le révolutionnaire russe était victime d'une provocation. Relâché, Tcherniak fut trouvé asphyxié sur un bateau. La question de l'extradition de Tcherniak occupa une large place dans la presse socialiste de l'époque. Cf. par exemple : *L'Humanité*, 1<sup>er</sup> février 1907, p. 2, 2 février 1907, p. 2, 16 février 1907, p. 1; *Le Peuple*, 16 février 1907, *passim*, 8 mars 1907 (article signé par Huysmans), 24 mars 1907, etc.

Le secrétariat du B.S.I. lança une circulaire sur l'affaire Tcherniak en février 1907. Nous n'avons pas retrouvé ce document.

[4] En mai 1907, une nouvelle vague de protestations contre l'extradition de Kilacziki fut lancée par les socialistes polonais. Un manifeste du Comité à l'étranger du P.P.S. Proletaryat fut publié dans *L'Humanité*, le 13 mai 1907. Au même moment, Karl Liebknecht demanda au secrétariat du B.S.I. d'intervenir à nouveau auprès des socialistes suisses pour empêcher l'extradition (Lettre du 23 mai, Archives du B.S.I.).

A noter que l'action en faveur de Kilacziki fut rendue particulièrement difficile par le revirement qui s'opéra à ce moment-là dans l'opinion publique suisse. Favorable d'abord aux émigrés révolutionnaires russes, une grande fraction de l'opinion publique leur devint hostile en 1907, à la suite des actes meurtriers de Tatiana Léontiev, dont le procès et la condamnation en Suisse furent largement commentés par la presse. Néanmoins, la colonie russe organisa en mai-juin 1907 des démonstrations à Genève et à Lausanne contre l'extradition de Kilacziki. Cf. la copie d'une dépêche de l'Ambassade de France à Berne du 11 juin 1907, Archives Nationales, F7, carton N° 12 521.

rades d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Autriche, d'Allemagne et de Russie. En attendant que les parlementaires socialistes des nations susdites trouvent l'occasion d'interroger ou d'interpeller leur gouvernement respectif sur la situation grave signalée par le Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie, une campagne de presse paraît s'imposer dans tous les pays. Nous ne voyons aucun inconvénient à joindre à la démonstration pour la réalisation internationale de la journée de huit heures, une manifestation en faveur de l'établissement de la paix dans un milieu déterminé, dont la conjoncture peut avoir, sur les autres pays, une répercussion considérable. Mais il nous paraît, qu'avant tout, il importerait d'agir sur les gouvernements responsables de la situation en Macédoine et, pour ce, nous comptons sur l'aide fraternelle et sur l'initiative persévérante des secrétaires nationaux.

Le Comité exécutif :

Éd. ANSEELE, Ém. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

*Comité central du Parti ouvrier socialiste démocrate bulgare, Sofia.*

Sofia, le 12 avril 1907

Au Bureau Socialiste International (Maison du Peuple, à Bruxelles).

Chers Camarades,

Un des problèmes historiques de l'Internationale, c'est d'intervenir pour la liberté de chaque nation asservie. Actuellement, c'est la *Macédoine* qui se trouve dans un état des plus graves d'esclavage. Malgré le traité de Berlin, qui a proclamé son autonomie, ce pays a été subordonné, il y a trente ans déjà, à un régime barbare d'*assujettissement* et d'*extermination*.

L'intervention européenne, qui a élaboré les réformes de Müritzsteg, n'a donné aucun résultat efficace [1]. Par contre, jamais les assassinats et massacres n'ont été si nombreux. Le cours armé des propagandes [*sic*] nationalistes répand dans le pays une terreur inouïe et constitue une *source permanente de guerre*.

La démocratie socialiste de Bulgarie, malgré le mouvement ouvrier

[1] Après l'insurrection générale en Macédoine en 1903, les deux puissances les plus directement intéressées, l'Autriche-Hongrie et la Russie, élaborèrent le modeste programme de Müritzsteg. Ce programme, qui concernait les trois vilayets macédoniens, fut une faillite complète. Comme le constate un historien : « Plus que jamais, les États balkaniques furent imbriqués dans une furieuse campagne de propagande et de terrorisme pour la possession de la Macédoine ». L. S. Stavrianos, *Balkan Federation. A History of the Movement toward Balkan Unity in Modern Times*, Hamden, Connecticut, Archon Books, 1964, p. 156.

qui s'élève puissamment dans le pays, est *paralysée* en son action politique par le fantôme perpétuel de cette guerre qui donne à la monarchie le prétexte d'augmenter son armée à des dimensions démesurées, et de ne donner aucune possibilité à la démocratie de se manifester dans la vie politique. Cette situation entrave extraordinairement le développement socialiste en Bulgarie.

Mais, par sa réapparition subite et grave, la question macédonienne menace non seulement la paix dans les pays Balkaniques, mais aussi dans l'Europe toute entière. Dans cet imbroglio, qui caractérise la question macédonienne, les ambitions et les intérêts de beaucoup d'États européens se croisent et, ce qui nous épouvante, c'est que l'asservissement de la Macédoine est dû uniquement aux intrigues diplomatiques et capitalistes des puissances européennes, pour lesquelles le sang versé des esclaves macédoniens n'est qu'un moyen d'obtenir de nouvelles concessions, à titre de compensation, pour la tolérance de la situation en Macédoine. L'Internationale capitaliste et monarchiste tient les esclaves macédoniens en état d'assujettissement à la Turquie alors que celle-ci les extermine.

Nous faisons donc appel à l'Internationale socialiste ouvrière et nous la prions de faire entendre sa voix de protestation contre ce crime abominable de l'Europe capitaliste, et de s'exprimer en faveur de la liberté macédonienne.

Permettez-nous, chers Camarades, de vous déclarer que les événements sont pressants et que notre angoisse serait inexprimable, si vous trouvez que nous sommes restés en retard avec notre communication. Nous prenons la liberté de vous prier, et d'insister pour ce qui suit :

Étant donné le fait qu'aujourd'hui la question macédonienne est brusquement et décidément mise à l'ordre du jour dans l'Europe entière à cause de la situation qui s'aggrave en Macédoine, nous demandons votre aide au nom de toute la population asservie, au nom du progrès socialiste et social ici, dans les Balkans, et au nom des traditions et de l'idéal de l'Internationale socialiste.

Qu'au jour du 1<sup>er</sup> Mai, jour de fête du travail et de la liberté, l'Internationale fasse également entendre sa voix en faveur de la liberté macédonienne en protestant contre le régime tyrannique turc et contre l'attitude de l'Europe capitaliste qui, pour ses buts égoïstes, tolère cet esclavage infâme au commencement du xx<sup>e</sup> siècle.

A cet effet, nous vous prions fraternellement de faire part de cette proposition à tous les Partis socialistes et nous vous serons très obligés, si vous intervenez auprès d'eux en faveur de notre demande. Ceci serait en plein accord avec la résolution du Bureau sur cette question du 7 novembre 1904, reproduite en sa séance du 10 novembre 1906.

Si vous, chers Camarades, êtes d'avis que l'Internationale aurait à entreprendre d'autres actions plus vastes encore, en faveur de la délivrance de la Macédoine et à l'effet de prévenir des catastrophes guer-



rières dans les Balkans, nous vous prions, dans l'esprit de la résolution de la Conférence de Bruxelles, de nous le faire savoir, afin de vous procurer des renseignements plus détaillés, si vous en désiriez, sur la situation actuelle de la question macédonienne [2].

Vive l'Internationale, la militante universelle pour la liberté de l'Humanité!

Vive la solidarité socialiste internationale!

Vive la liberté macédonienne!

Agréez, chers Camarades, nos congratulations les plus cordiales [3].

Le Comité central :

Ianko SAKASOFF, P. DJIDROFF, K. PASTOUCHOFF.

*Le Secrétaire : C. BOZVELIEFF.*

## 69

### Compte rendu de la neuvième réunion plénière du B.S.I.

Bruxelles, le 9 juin 1907

#### I

*Texte définitif publié par le secrétariat.*

Les délégués au Bureau Socialiste International se sont réunis en assemblée plénière le 9 juin 1907, à 9 h du matin, à la Maison du Peuple de Bruxelles [1].

[2] Sakasov développe son analyse dans un article, intitulé « Die Balkanwirren », paru dans *N.Z.*, XXV, Bd. 1, p. 84-87.

[3] Cette circulaire provoqua immédiatement une vive réplique des « étroits » bulgares. Le 3 mai 1907, au nom du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie, G. Kyrkov envoyait au B.S.I. une longue lettre dans laquelle il présentait quatre objections :

1. Ce n'était pas la seule Macédoine dont les patriotes bulgares réclamaient l'autonomie, et sa libération ne ferait pas disparaître le prétexte d'intervention de la monarchie en Bulgarie.

2. Une manifestation pour la Macédoine seulement n'aurait aucun résultat pratique pour la paix dans les Balkans, la question principale étant l'existence de l'empire turc en Europe.

3. La question de l'affranchissement de la Macédoine a été trop exploitée par les fractions bourgeoises d'opposition contre le Parti qui a le pouvoir.

4. Le Parti des « étroits » n'a pas été consulté; on s'est contenté de le discréditer aux yeux des Partis frères.

Le 7 mai, Huysmans protestait contre cette dernière assertion. Il se déclarait prêt à publier la lettre de Kyrkov, du 3 mai, à condition de supprimer ce qu'elle pourrait avoir d'offensant pour le B.S.I. et pour les « larges ». Le 21 mai, Kyrkov répondit, maintenant que le Bureau avait pris parti en faveur de la lettre de Bozveliev, et conservant la qualification de « petits bourgeois » pour les « larges ». Archives du B.S.I.

---

[1] Nous reproduisons le texte du compte rendu officiel établi et publié par le secré-

Étaient présents :

Aug. BEBEL et P. SINGER, pour le Parti social-démocrate allemand.

H. HYNDMAN et BRUCE GLASIER, pour la section britannique.

O. OLSEN, pour le Parti socialiste danois.

Jean JAURÈS, Éd. VAILLANT et J. LONGUET (suppl.), pour le Parti socialiste (section française).

P. TROELSTRA et H. VAN KOL, pour le Parti ouvrier social-démocrate de Hollande.

D<sup>r</sup> H. DIAMAND, pour le Parti socialiste polonais.

E. ROUBANOVITCH, pour le Parti socialiste révolutionnaire de Russie.

MARTOW et BALABANOFF (suppl.), pour le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Victor ADLER, pour le Parti social-démocrate d'Autriche.

NEMEC et SOUCUP, pour le Parti socialiste tchéco-slave.

WELTER, pour le Parti socialiste luxembourgeois.

ANSEELE et VANDERVELDE, membres du Comité exécutif, pour le Parti ouvrier belge.

Cam. HUYSMANS, Secrétaire du Bureau, assisté des employés du secrétariat D'ARTOIS et KANTOR.

A titre consultatif, les citoyens BRAUN, au nom de la Social-démocratie lettone; Stanislaw KURSKI et BERGMAN, au nom du Bound.

Le citoyen VANDERVELDE préside.

Le Secrétaire donne lecture de plusieurs lettres d'excuse.

La citoyenne Rosa Luxembourg écrit qu'elle est empêchée d'assister à la séance, parce que la prison allemande doit lui ouvrir ses portes hospitalières, et elle exprime l'espoir que le Bureau ne touchera pas aux relations intérieures de la représentation polonaise [2].

LE PRÉSIDENT. La citoyenne Luxembourg peut avoir tous ses apaisements à ce point de vue. La question est d'ailleurs prévue par le projet de règlement. Je propose au Bureau de charger le Secrétaire d'envoyer à notre camarade l'expression de nos unanimes sympathies au moment où elle franchit le seuil de la prison. (*Adhésion.*)

tariat du B.S.I. dans *Propositions et projets de résolutions avec rapports explicatifs, présentés au Congrès socialiste international de Stuttgart (18-24 août 1907)*, édition en 3 langues du B.S.I., p. XVIII-XXXII. Néanmoins, immédiatement après la réunion du B.S.I., le secrétariat publia, dans *Le Peuple* du 10 et 11 juin, un compte rendu qui parut aussi sous forme de plaquette dans le Rapport du secrétariat pour les mois d'avril et de mai 1907, p. 12-20. Comme entre ces deux textes existent des différences notables, nous publions aussi cette première variante du compte rendu, qui complète dans le détail notre document de base.

Initialement, la réunion était prévue pour la première moitié de mai. Mais comme la plupart des Partis affiliés n'avaient pas encore délibéré sur les questions à l'ordre du jour du Congrès de Stuttgart, le Comité exécutif, par une circulaire du 17 avril 1907, proposa de reporter la réunion au mois de juin. Il demanda par le même document de lui faire parvenir les textes des résolutions sur les questions inscrites à l'ordre du jour qui devaient être préalablement soumises à la réunion du B.S.I.

[2] Après avoir passé en 1907 des mois en prison à Varsovie, Rosa Luxembourg fut internée en Allemagne en juin 1906. L'accusation portait sur son discours au Congrès d'Iéna de la Social-démocratie allemande en 1905. Le procès avait eu lieu à Weimar en décembre 1906; elle fut condamnée à deux mois de prison.

PLEKHANOFF écrit qu'il est tombé malade à Paris et annonce qu'il s'est fait remplacer par le citoyen Martow.

CAMBIER et UGARTE sont également empêchés de venir et ils ajoutent : « En ce qui a trait aux diverses sections nationales, nous nous contenterons pour le moment des quatre voix auxquelles nous donnons droit le nombre de nos militants, notre représentation parlementaire de début et notre cotisation au Bureau, sans essayer de faire valoir nos grandes organisations syndicales qui n'adhèrent pas officiellement au Parti, mais qui sont de cœur avec lui. »

FERRI est empêché de venir parce qu'il est retenu à l'Université par ses leçons.

ROUBANOVITCH dépose sur le bureau deux documents. Le premier est une adresse, libellée ainsi :

« Au Bureau Socialiste International,

Nous, le Conseil de l'Union militaire russe de la garnison de Sébastopol, au nom de tous les soldats et matelots révolutionnaires de Sébastopol, adressons le jour du 1<sup>er</sup> Mai notre salut aux travailleurs du monde entier et nous faisons des vœux ardents pour la victoire dans la marche si difficile vers le règne de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

L'Union militaire russe de la garnison de Sébastopol,  
Sébastopol, 1907. »

(Sceau.)

Le Bureau salue la lecture de ce document par des applaudissements.

Le deuxième document reproduit les résolutions votées au commencement du mois de mai dernier, à la Conférence des organisations et Partis socialistes de Russie suivants : 1) Le Parti socialiste révolutionnaire russe; 2) Le Parti socialiste polonais (section révolutionnaire); 3) La fraction révolutionnaire arménienne Dachniakzioutioun; 4) Le Parti géorgien fédéraliste socialiste; 5) Le Parti de la Russie Blanche « Gromada »; 6) L'Union social-démocrate lettone; 7) Le Parti ouvrier socialiste juif (dit Serp). N'avaient pu venir à la dite conférence, pour des raisons indépendantes de leur volonté, les organisations suivantes : 1) L'Union mahométane socialiste révolutionnaire de la Volga; 2) L'Union socialiste révolutionnaire esthonienne; 3) L'Organisation ossétinienne socialiste révolutionnaire; 4) L'Organisation chouvachienne socialiste révolutionnaire; 5) L'Organisation grecque socialiste révolutionnaire; 6) L'Union socialiste révolutionnaire des Iakoutsk; 7) L'Union socialiste révolutionnaire des Bouriates.

Les diverses résolutions votées concernent notamment la défense des minorités, l'autonomie nationale et territoriale, la création d'un secrétariat permanent des nationalités, la création d'un secrétariat

d'information composé de tous les Partis socialistes et révolutionnaires.

(Le texte de ces résolutions sera reproduit dans un des rapports périodiques du secrétariat [3].)

LE PRÉSIDENT. Nous abordons maintenant la discussion de la rédaction de *l'ordre du jour*, que nous proposerons de discuter au Congrès de Stuttgart. La parole est au Secrétaire.

Le Secrétaire analyse les divers rapports et projets de résolutions qui ont été envoyés au secrétariat [...] [4]. Il propose, au nom du Comité exécutif, d'écarter les amendements au règlement des Congrès et du Bureau, proposés par l'Independent Labour Party et le Parti socialiste italien en Suisse, et de demander au Congrès de voter en bloc le règlement des Congrès et du Bureau, les statuts de la Commission Interparlementaire, ainsi que les résolutions diverses, adoptées par le Bureau et ayant encore quelque actualité. Il propose de renvoyer à la Commission Interparlementaire la résolution de la Social Democratic Federation de Grande-Bretagne, concernant la législation ouvrière. Il annonce que le secrétariat publiera en langue française deux volumes de plus de 400 pages contenant les rapports des Partis affiliés sur leur activité depuis 1904; que la publication de ces mêmes documents en langue allemande sera faite par les soins du Parteivorstand de la Social-démocratie allemande; qu'un exemplaire de chacun de ces rapports a été transmis dans les mêmes conditions à la section britannique pour édition en langue anglaise [5]. Le secrétariat publiera en outre, en trois langues, le texte des projets de résolutions et des rapports afférents, constituant une base de discussion pour les congressistes de Stuttgart [6]. Au point de vue de l'organisation matérielle du Congrès, il propose que l'on envoie dans chaque section du Congrès un ou deux camarades, connaissant les langues française et anglaise, et chargés de résumer brièvement, pour publication dans le journal socialiste local de Stuttgart, un compte rendu des débats de section. Le service du compte rendu allemand étant organisé par les rédacteurs ordinaires du Parti social-démocrate allemand, ce système permettra à tous les congressistes de avoir exactement ce qui s'est passé dans les diverses sections. Pour les

[3] Ces textes n'ont pas été reproduits dans les rapports.

[4] En fait, la discussion à cette réunion du B.S.I. tourna autour des quatre projets de résolution reçus par le B.S.I. le 17 avril : l'un du Transvaal sur l'emploi de l'espéranto comme langue internationale, un autre des États-Unis sur l'immigration et l'émigration, un troisième des femmes socialistes d'Autriche et d'Allemagne sur le droit électoral, et le dernier de l'Independent Labour Party sur l'admission des Trad-Unions au Congrès. Archives du B.S.I.

[5] Parut sous le titre *L'Internationale ouvrière et socialiste. Rapports soumis au Congrès socialiste international de Stuttgart (18-24 août 1907) par les organisations socialistes d'Europe, d'Australie et d'Amérique sur leur activité pendant les années 1904-1907*. Édition française publiée par le secrétariat du B.S.I. Préface d'Émile Vandervelde, Bruxelles, 1907, 2 vol. in-16, XII-422, XIII-584 pp. En allemand seul parut le premier volume. L'édition anglaise ne fut pas réalisée.

[6] Cf. n. 1.

service de traduction des discours en séance plénière, le secrétariat se mettra en relation avec les divers Partis intéressés. En outre, le secrétariat demandera aux Partis affiliés d'Allemagne, de France et d'Angleterre de désigner un ou deux camarades, chargés de veiller à la bonne traduction des amendements déposés en cours de séance plénière. D'accord avec les camarades allemands, le Bureau sera convoqué pour le vendredi 16 août, à 3 h, — la Commission Interparlementaire pour le samedi 17 août, à 11 h, — le Congrès pour le dimanche 18 août, à 11 h (séance d'ouverture et fixation de l'ordre du jour), — les sections nationales (validation de mandats) pour le lundi 19, à 9 h, — les sections du Congrès pour le lundi 19, à 11 h. Les séances plénières commenceront le mardi 20 août, à 9 h. Enfin, à la demande des camarades italiens d'Autriche [7], les journalistes socialistes, désireux d'améliorer les relations de correspondance entre les organes socialistes et éventuellement de discuter la création d'une agence internationale de renseignements, se réuniront le lundi soir 19 août, à 9 h.

En vue de la réunion de la Commission Interparlementaire, le Secrétaire publiera une invitation en trois langues, complétée par une liste de tous les parlementaires des Partis affiliés.

Les détails d'organisation seront d'ailleurs complétés et définitivement fixés dans une circulaire à adresser aux congressistes. Les camarades de Stuttgart ont accepté d'organiser une exposition du livre et de la brochure socialistes. Tous les Partis affiliés seront invités à y envoyer leurs publications, reliées si possible. Le Comité local a accepté également d'exposer les journaux et revues socialistes. Tous les Partis affiliés seront invités à relier en deux volumes identiques deux exemplaires de chacun de leurs journaux et revues et de les envoyer à Stuttgart. Au point de vue des logements, le comité local fera également le nécessaire, et, dès maintenant, nous pouvons être certains que les camarades allemands accompliront leur tâche avec la minutie et le dévouement auxquels ils nous ont habitués.

SINGER combat l'inscription de la langue internationale à l'ordre du jour. Cette question n'est pas encore mûre et s'il importe de chercher une solution, il faudrait s'arrêter non pas à une langue artificielle, mais à une langue vivante, la langue anglaise, par exemple.

NEMEC défend l'inscription du *droit de suffrage des femmes* comme point spécial de l'ordre du jour.

BEBEL appuie l'opinion de Singer quant à la langue internationale. Il est d'avis qu'il faut limiter le nombre de questions pour obtenir un débat approfondi, et il accepte l'inscription du vote des femmes comme point spécial.

[7] Cf. Annexe XIX, p. 430, Rapport du secrétariat pour les mois d'avril et mai 1907.

BRUCE GLASIER n'est pas de l'avis des orateurs précédents et voudrait même que l'on ait recours à un plébiscite pour le choix d'une langue internationale.

VAILLANT prie les camarades de l'Independent Labour Party de retirer leur amendement au règlement, parce que cette question a été vidée antérieurement. Au sujet de l'admission des groupes non encore affiliés, la Section nationale doit rester maîtresse en première instance, conformément au projet de règlement. Il accepte l'inscription du suffrage des femmes, et, conformément au mandat de son Parti, il voudrait que l'on maintienne à l'ordre du jour la question de la langue internationale, avec cette réserve toutefois que l'on voterait une résolution sans débat. Personnellement, il est d'avis également que la langue auxiliaire devrait être l'anglais.

BALABANOFF préfère la proposition des femmes allemandes à celle des femmes autrichiennes, celle-ci (le vote des femmes) étant renfermée dans l'autre (démocratisation du suffrage) [8].

ADLER estime qu'une discussion sur la langue internationale serait un débat sans issue, car déjà Bruce Glasier veut en arriver à un plébiscite. Il se prononce en faveur de la proposition autrichienne, parce que la motion des femmes allemandes est également de nature à ouvrir un débat sans fin sur les diverses conjonctures nationales [9].

BRUCE GLASIER défend l'amendement de l'Independent Labour Party au règlement qui a pour but de faciliter l'adhésion de plusieurs centaines de milliers de mineurs au Labour Party [10]. Nos Trade-Unions désirent savoir nettement dans quelle situation ils se trouvent à l'égard du Bureau et des Congrès. La formule *lutte des classes* n'est pas toujours

[8] Les deux rapports et propositions, celui de l'Allemagne signé par Ottilia Baader et celui de l'Autriche par Adelheid Popp, ont été publiés dans *Propositions et projets de résolutions...*, p. 179-85. La question du suffrage des femmes fut débattue à la 1<sup>re</sup> Conférence internationale des femmes socialistes, qui se tint à Stuttgart à la même date que le Congrès international (17 août 1907). La résolution adoptée à cette Conférence fut ensuite présentée à la Commission du Congrès de l'Internationale qui élaborait le texte définitif de la résolution.

[9] L'intervention d'Adler est rendue de manière plus complète dans le *Vorwärts* du 8 juin 1907 : « Le Dr Adler soutient l'admission de la question du vote des femmes comme point séparé, conformément à la motion des Femmes autrichiennes. Il préfère cette conception à celle que défend la camarade Baader au nom des Femmes social-démocrates d'Allemagne, qui cherche à faire de la question du vote des femmes un point séparé du problème de la démocratisation du suffrage, car on doit donner aux femmes la possibilité de débattre de leur droit, sans risquer que les débats ne s'égarent sur n'importe quelle question de système électoral. La proposition de Adler est acceptée. »

[10] Le texte de cet amendement fut ainsi libellé : « Que le règlement du Congrès international soit amendé de telle façon qu'une association professionnelle Bona Fide, ou une fédération de syndicats puisse participer au Congrès, avec tous les droits et privilèges attachés à cette admission, comme une section du mouvement international de la classe ouvrière, à condition que cette association ou fédération se déclare favorable à l'action politique d'accord avec des Partis socialistes, avec lesquels elle a contracté alliance. » *Propositions et projets de résolutions...*, p. 8.

bien comprise. On comprend beaucoup mieux la formule : « lutte indépendante de la classe ouvrière contre le capitalisme ».

JAURÈS. Les Trade-Unions n'ont-elles pas été admises au Congrès de Londres [11] dans les conditions indiquées par Bruce Glasier ?

HYNDMAN. Bruce Glasier et Jaurès oublient la Conférence de Bruxelles dont la résolution a été ratifiée par le Congrès de Paris [12].

SINGER. Nous maintenons formellement la formule : *lutte des classes*.

NEMEC. Nous aussi, nous ne voulons pas ouvrir le Congrès aux jaunes.

OLSEN. Je me borne à conseiller la prudence.

LE PRÉSIDENT. Je demande que l'on n'aborde plus le fond. L'unique objet à examiner ici, c'est de savoir si le Bureau propose ou repousse l'amendement de l'I.L.P. Je mets la question aux voix. (L'amendement de l'I.L.P. est rejeté à l'unanimité moins la voix du citoyen Bruce Glasier.)

Le Bureau se prononce-t-il pour ou contre l'amendement du Parti socialiste italien en Suisse? (Rejeté à l'unanimité.)

Le Bureau se prononce-t-il pour la motion des femmes social-démocrates *autrichiennes* ou pour celle des femmes social-démocrates *allemandes*? (La première est adoptée à l'unanimité.) Le Bureau se prononce-t-il en faveur de la motion du Transvaal relative à la *langue internationale*? (La majorité rejette la motion.) Le Bureau est-il partisan d'inscrire à l'ordre du jour le Militarisme et les conflits internationaux? (Admis à l'unanimité.) Le Bureau inscrit-il dans les mêmes conditions la question coloniale. (Admis à l'unanimité.) [13] Le Bureau main-

[11] Il s'agit du 4<sup>e</sup> Congrès de la Deuxième Internationale, tenu à Londres, du 26 juillet au 2 août 1896. Le titre officiel de ces assises fut « Congrès international des travailleurs et des chambres syndicales ouvrières ».

[12] Il s'agit de la Conférence qui se tint les 27-28 mai 1899 à Bruxelles. 11 Partis socialistes étaient représentés. Le but de la Conférence était de résoudre les problèmes litigieux liés aux préparatifs du 5<sup>e</sup> Congrès socialiste international qui eut lieu du 23 au 27 septembre 1900 à Paris.

[13] Les décisions prises par le Bureau concernant la procédure et l'ordre du jour du Congrès sont rapportées de manière plus explicite dans la circulaire N° 6 concernant les préparatifs du Congrès international de Stuttgart (juin 1907, 2 pages imprimées, Archives du B.S.I.).

« A. Le Congrès, appelé à approuver les diverses résolutions prises par le Bureau, adopterait ces résolutions en bloc, d'une part pour gagner du temps et d'autre part, parce que ces résolutions sont l'œuvre des délégués mandatés de tous les Partis affiliés.

B. Pour des raisons identiques, le Congrès adopterait en bloc le règlement des Congrès du Bureau et de la Commission Interparlementaire.

C. Le Bureau propose d'écarter un amendement de l'Independent Labour Party tendant à ne pas exiger que les associations professionnelles bona fide, invitées aux Congrès internationaux, soient basées formellement sur le principe de la lutte des classes.

D. Le Bureau propose d'écarter la proposition du Parti socialiste italien en Suisse, tendant à créer une carte unique de membre de toutes les organisations affiliées au Bureau.

E. Le Bureau propose de renvoyer à la Commission Interparlementaire la proposi-

tient-il l'inscription de la question des rapports entre les Partis socialistes et les organisations professionnelles?

TROELSTRA. Je voudrais savoir d'abord qui fera rapport sur cette question et, ensuite, si le secrétariat ne pourrait obtenir sur cette question des rapports réels entre syndicats et Partis, des réponses officielles émanant des Partis affiliés.

LE SECRÉTAIRE. Le citoyen De Brouckère a bien voulu nous promettre un rapport [14] et rien ne s'oppose à ce qu'un questionnaire détaillé soit envoyé aux Partis affiliés [15]. (Admis à l'unanimité.)

LE PRÉSIDENT. Reste la question de l'émigration et de l'immigration ouvrière.

VAILLANT. Je voudrais savoir d'abord si nous avons des documents. Je propose ensuite que l'on examine en même temps l'émigration temporaire [16].

LE SECRÉTAIRE. Nous avons reçu une résolution du Socialist Party et un rapport déjà ancien du Parti socialiste argentin [17]. D'autre part, le citoyen Schippel avait annoncé la publication d'un volume relatif à cet objet.

tion de la Social Democratic Federation de Grande Bretagne, demandant que les mandataires socialistes de tous les Parlements s'entendent pour présenter en même temps, dans tous les Parlements, des projets de législation ouvrière relatifs au même objet.

F. Le Bureau propose d'écarter, la question étant encore insuffisamment mûre, la proposition du Transvaal et de la France relative à l'utilité et au choix d'une langue internationale.

G. Le Bureau propose de ne pas discuter la proposition des Femmes social-démocrates d'Allemagne, relative à la démocratisation du suffrage, mais d'accueillir la proposition des Femmes social-démocrates d'Autriche, demandant l'inscription à l'ordre du jour du droit de suffrage des femmes. »

[14] Le rapport présenté par Louis de Brouckère fut publié dans *Propositions et projets de résolutions...*, p. 30-88.

[15] Le 19 juin 1907, le Comité exécutif du B.S.I. envoyait à tous les secrétaires de Partis affiliés une circulaire (circulaire N° 3 concernant les préparatifs du Congrès de Stuttgart), dans laquelle nous trouvons formulée plus précisément la suggestion faite par Troelstra :

« Le B.S.I. en sa séance du 9 juin, nous a chargés de demander à tous les Partis affiliés une réponse *officielle* aux questions suivantes :

1. Quels rapports votre Parti politique a-t-il avec les organisations professionnelles (syndicats)?

2. Les syndicats professionnels sont-ils affiliés à votre Parti politique en tant que groupes? Lui paient-ils une cotisation?

3. Si les syndicats ne sont pas affiliés directement, les syndiqués sont-ils tenus d'être membres de votre Parti politique?

4. Les Comités directeurs des organisations politiques et des syndicats ont-ils des assemblées communes pour s'entendre sur les questions qui les concernent tous deux?

5. Les syndicats font-ils de la propagande socialiste auprès de leurs membres? »

Archives du B.S.I.

Les réponses à ce questionnaire furent publiées dans *Propositions et projets de résolutions...*, p. 20-30 et 577-83.

[16] Ou plus précisément saisonnière.

[17] Ces rapports furent publiés dans *Propositions et projets de résolutions...*, p. 167-78.



SINGER. Un résumé du travail de Schippel sera publié par la *Neue Zeit* [18] et pourra être soumis aux congressistes. L'Allemagne accepte l'extension du débat à l'émigration temporaire. Mais j'ose affirmer dès maintenant qu'elle repousse toute mesure limitant l'émigration et l'immigration.

LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix l'inscription de cette question, envisagée dans son ensemble. (Adopté à l'unanimité.)

Il nous reste à trancher une question importante : l'exécution de l'article III B relatif à l'attribution des voix aux diverses sections nationales du Congrès.

Après un bref échange de vues, la répartition provisoire des voix est renvoyée à une commission de cinq membres, composée des citoyens Bebel, Adler, Van Kol, Vaillant et Huysmans.

La séance est suspendue à midi et demi et reprise à 3 h.

Le Secrétaire donne lecture du projet de la Commission :

20 voix à l'Allemagne, l'Autriche-Bohême, à la France, à la Grande-Bretagne et à la Russie; 14 voix aux États-Unis; 12 voix à l'Italie et à la Belgique; 10 voix au Danemark, à la Pologne et à la Suisse; 8 voix à l'Australie unifiée, à la Finlande, à la Hollande et à la Suède; 6 voix à l'Espagne, à la Hongrie et à la Norvège; 4 voix à l'Afrique du Sud, à l'Argentine, à l'Australie non unifiée, à la Bulgarie, au Japon, à la Roumanie, à la Serbie; 2 voix au Luxembourg.

HYNDMAN n'admet pas l'attribution du maximum à la Russie, alors que l'on accorde encore 8 voix à la Finlande et 10 voix à la Pologne. Le fractionnement renforce ainsi artificiellement la puissance de ces peuples, alors que nous devrions favoriser l'unification.

JAURÈS appuie. Avec le système de la Commission, l'Italie et l'Allemagne auraient eu plus de voix avant leur unification qu'aujourd'hui.

SINGER. Soyons avant tout pratiques. La puissance de votation que nous attribuons à chaque section nationale n'est évidemment qu'approximative et les statuts disent que l'on peut reviser cet article. J'ajoute que les grandes majorités seules ont, dans nos Congrès, l'influence morale nécessaire pour faire modifier les situations diverses. Si des sections ont à se plaindre de notre répartition, qu'elles en appellent devant la séance du Bureau qui siégera le 16 août, à la veille du Congrès.

BEBEL. On trouvera toujours, si l'on veut, des nations lésées. L'Allemagne a 20 voix, la Bulgarie en a 4. Croyez-vous que nous ne soyons pas plus de 5 fois plus forts et plus nombreux que nos amis Bulgares?

[18] L'intervention de Singer est ainsi rapportée par le *Vorwärts* : « Singer signale que le Parti allemand a chargé le camarade Schippel de rassembler la documentation sur la question des lois d'immigration dans les différents états. Ces travaux doivent paraître avant la fin juin dans la *Neue Zeit*. »

L'enquête de Schippel parut comme supplément au N° 41 de la *Neue Zeit* de 1907. Un résumé en français dans *Propositions et projets de résolutions...*, p. 584-94.

La vérité est que l'on ne verra plus, par la répartition des voix qui vous est proposée, les votes se diviser en grandes et petites nations. L'on ne verra plus, comme à Amsterdam, les adversaires et partisans de la résolution de Dresde, semblables aux Grecs s'arrachant le corps de Patrocle, se disputer le vote du Japon. Ce qui prouve que nous favorisons l'unification, c'est que nous attribuons 8 voix à l'Australie unifiée et 4 seulement à cette même section, dans le cas où elle n'est pas unifiée. Quant à l'Italie, on a tort de la comparer à l'Allemagne. L'Allemagne a un parti pour 25 États. L'Italie est à la veille d'avoir des fractions diverses dans un seul État.

VAILLANT. Nous avons tenu compte des situations acquises dans un but de conciliation et nous n'entendons surtout pas créer de nouvelles sections nationales par fractionnement. Pour apprécier la liste de la Commission, il faut tenir compte de ces deux idées.

LE PRÉSIDENT. Je me permets néanmoins de trouver exagérée l'attribution de 38 voix au groupe Russie-Pologne-Finlande et de 26 voix à l'Autriche-Hongrie.

ADLER. L'Autriche et la Hongrie forment deux pays entièrement séparés. L'Union de ces deux États, c'est le système de la Maison de Habsbourg, mais non celui du socialisme. La comparaison du président ne tient donc pas. Nous voulons autant que possible l'autonomie pour chaque nationalité. Si l'on veut critiquer le détail, comparez notre situation à celle de la Belgique, de la Hollande et du Danemark qui ont ensemble 30 voix ! La Commission a envisagé non seulement le nombre, mais aussi la solidité de l'organisation. Nous ne pouvons établir une répartition mathématique. Quant aux voix attribuées à l'Autriche-Bohême, nous vous laissons libres d'apprécier si nous les méritons.

NEMEC appuie. Le nouveau système aura l'avantage d'éviter des surprises de votation.

LE PRÉSIDENT. Procédons par ordre. Je mettrai successivement aux voix les divers chiffres.

(Les chiffres de 20 voix sont adoptés à l'unanimité pour la Russie, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne.)

HYNDMAN. Je propose d'attribuer 20 voix à l'Autriche-Bohême-Hongrie. (Cet amendement est rejeté.)

LE PRÉSIDENT. L'Autriche-Bohême aura donc 20 voix.

JAURÈS. Je demande qu'on attribue 15 voix à l'Italie, où l'activité socialiste offre le spectacle d'une diversité remarquable, allant du réformisme jusqu'au syndicalisme en passant par l'intégralisme.

LE SECRÉTAIRE. Cette proposition sourira à tous les membres, si l'Italie peut faire face aux engagements pécuniaires qui sont la conséquence naturelle et nécessaire de cette augmentation de force de votation.

(On adopte la proposition Jaurès, de même que les chiffres de 14 voix pour les États-Unis, 12 voix pour la Belgique et 10 voix pour la Pologne.)

LE PRÉSIDENT. La Commission propose 10 voix pour la Suisse.

OLSEN. Je voterai affirmativement, bien que je considère le chiffre comme quelque peu forcé.

LE PRÉSIDENT. Je propose 6 voix pour la Suisse qui n'a que deux députés au Conseil National et dont l'organisation politique et économique n'est pas encore comparable à celle du Danemark.

BEBEL. Je propose le maintien des 10 voix. On ne tient pas assez compte de la force des organisations socialistes locales.

SINGER. Et de leur esprit de solidarité, pour lequel nous avons contracté une vieille dette de reconnaissance.

(Le chiffre de 10 voix pour la Suisse est maintenu. On vote successivement 8 voix pour l'Australie unifiée, la Finlande, la Hollande.)

ROUBANOVITCH propose 10 voix pour la Suède, dont le développement syndical est remarquable.

LE SECRÉTAIRE appuie. (L'assemblée maintient le chiffre de la Commission et attribue 6 voix à la Hongrie et à la Norvège.)

VAILLANT propose d'attribuer 6 voix à l'Espagne. (Adhésion.)  
(Les autres chiffres de la Commission sont adoptés.)

LONGUET. Et l'Arménie?

ROUBANOVITCH. Les Arméniens, dépendant de la Russie, font partie de la Section russe. Pour les autres, on avisera. (Adhésion.)

LE SECRÉTAIRE. La liste de répartition des voix est donc rédigée comme suit :

20 voix	{	L'Allemagne L'Autriche-Bohême La France La Grande-Bretagne La Russie	8 voix	{	L'Australie unifiée La Finlande La Hollande La Suède
15 voix	[	L'Italie	6 voix	{	L'Espagne La Hongrie La Norvège
14 voix	[	Les États-Unis			
12 voix	[	La Belgique			L'Afrique du Sud
10 voix	{	Le Danemark La Pologne La Suisse	4 voix	{	L'Argentine L'Australie non unifiée La Bulgarie Le Japon La Roumanie La Serbie
			2 voix	[	Le Luxembourg

ROUBANOVITCH. En ce qui concerne les affaires intérieures de la section russe, celle-ci est tombée d'accord sur la représentation suivante :

1. *Pour l'admission des Partis aux Congrès internationaux, la section russe est constituée en deux sous-sections ayant en cette question égalité de voix.*

a) *La sous-section social-démocrate dans laquelle entrent les Partis suivants : le Parti ouvrier social-démocrate russe, le Bound, le Parti ouvrier social-démocrate letton et l'Organisation social-démocrate ouvrière arménienne.*

b) *La sous-section socialiste révolutionnaire dans laquelle entrent les Partis suivants : le Parti socialiste révolutionnaire russe, le Parti arménien Dachnaktzioutioun, le Parti socialiste fédéraliste géorgien et l'Union social-démocrate lettone.*

*Dans le cas où les deux sous-sections seront d'accord pour admettre ou ne pas admettre un nouveau Parti de Russie, la décision de la section russe sera définitive. En cas de désaccord c'est le Bureau Socialiste International qui tranchera la question en dernière instance.*

2. *Pour la répartition des voix de la section russe, la décision sera prise à une séance ultérieure de la fraction russe ; ces voix seront réparties entre les deux sous-sections ; en cas de désaccord, le Bureau Socialiste International tranchera la question en dernière instance.*

LE SECRÉTAIRE. La rédaction du *Lavoratore* de Trieste, demande que le Bureau convoque à Stuttgart une réunion de journalistes et éditeurs de journaux socialistes, dans le but d'améliorer les rapports de correspondance entre nos quotidiens et éventuellement examiner la possibilité de créer une agence nationale.

SINGER. Je suis favorable à la première idée, mais le Bureau ne peut adhérer à la deuxième, pareille entreprise nécessite de grands capitaux.

BRAUN. Commençons par la première.

BRUCE GLASIER. Qu'on n'exclue pas les hebdomadaires, très répandus en Angleterre.

Après un échange de vues entre Bebel, Nemeč et Braun, la réunion sera convoquée dans les conditions indiquées par le Secrétaire.

LE SECRÉTAIRE. Nous avons reçu plusieurs demandes d'affiliation e. a. du Parti socialiste de Roumanie [19], du Parti social-démocrate de Croatie [20], de groupes Sionistes [21], etc. Le Comité exécutif vous

[19] Il s'agit plus précisément d'une demande d'affiliation faite par les cercles România Muncitoare (Roumanie ouvrière). Cf. Annexe XVI, p. 401, Rapport du secrétariat pour les mois de décembre 1906 et janvier 1907.

[20] Sur ce sujet nous trouvons cette précision dans le compte rendu paru dans le *Vorwärts* : « La demande d'affiliation des Croates et Slovènes de Hongrie est confiée à la Section hongroise, celles des Ruthènes à la Section autrichienne. On confie aux Russes le soin de régler semblable demande de la part des 'socialistes' sionistes. »

[21] La demande d'affiliation du Parti ouvrier sioniste socialiste et le mémorandum du Parti ouvrier social-démocrate Poale Zion ont été publiés dans le Rapport du secrétariat pour les mois d'avril et mai 1907 ; cf. Annexe XIX, p. 425-27.

propose, conformément au règlement, de renvoyer toutes ces demandes, exception faite pour la demande des camarades roumains appelés à constituer eux-mêmes une section nationale, aux sections dont relèvent les organisations signataires de ces demandes. (Adhésion.) Les camarades de France ont demandé que le Bureau publie un manifeste à l'occasion de la réunion de la Conférence de La Haye. Le Comité exécutif se chargera de la rédaction de ce document, si le Bureau veut bien l'y autoriser. (Adhésion.) Le Comité exécutif a appris également, par une lettre du Parti socialiste du Japon, que celui-ci a délégué au Congrès de Stuttgart le citoyen Tokijiro Kato et que les camarades de ce pays sont continuellement victimes de la persécution et des condamnations arbitraires du gouvernement nippon [22]. Il vous propose de transmettre au dit gouvernement un ordre du jour de protestation. (Adhésion.) Le Comité exécutif vous propose, enfin, d'envoyer aux deux Partis des États-Unis un ordre du jour exprimant la sympathie du Bureau à nos camarades de la Western Federation of Miners, victimes d'un complot capitaliste contre les organisations ouvrières [23]. (Adhésion.)

La citoyenne Balabanoff, appuyée par le citoyen Roubanovitch d'accord avec les citoyens Jaurès, Hyndman, Adler et Vandervelde, dépose l'ordre du jour suivant :

« *Le Bureau élève une protestation énergique contre l'extradition de révolutionnaires russes au gouvernement du tzar et invite les socialistes de tous les pays à mettre en action toute leur influence politique pour empêcher qu'on ne viole le droit d'asile et maintienne le principe de neutralité de l'Europe devant la révolution russe [24].* »

VAILLANT. Pour finir, une proposition. N'estimez-vous pas qu'il serait utile, pour relier organiquement la Commission Interparlementaire au Bureau, d'admettre au milieu de nous, *comme délégués-adjoints*, les secrétaires de chaque groupe parlementaire affilié à la Commission Interparlementaire? (Adhésion.) Je vous propose donc de compléter comme suit l'article 4 du règlement du Bureau :

« *Les secrétaires nationaux de la Commission Interparlementaire*

[22] Sur les persécutions du Japon, voir les souvenirs de Sen Katayama, in *La Deuxième Internationale et l'Orient*, sous la direction de G. Haupt et M. Rebérioux, Paris, Cujas, 1967, p. 279 et passim.

[23] En 1907 pour décapiter la très combative Fédération des mineurs de l'Ouest, du Colorado, les trusts recoururent à une provocation. Les leaders de la Fédération, Moyer, Haywood et Pettitbone, furent accusés d'être les auteurs d'un attentat à la dynamite, qui avait coûté la vie du Gouverneur de l'Idaho. A la suite d'une grande campagne menée par le Parti socialiste des États-Unis, les juges acquittèrent les trois dirigeants syndicalistes. Cf. R. Saltier, « Die Klassenkämpfe in Kolorado und Idaho », *N.Z.*, XXV, Bd. 2, p. 211-22. A noter que le Congrès de Stuttgart vota une motion de solidarité avec les mineurs du Colorado.

[24] Sur les poursuites policières dont les révolutionnaires russes en Saxe et en Prusse furent l'objet, cf. B. Brachmann, *Russische Sozialdemokraten in Berlin, 1895-1914*, Berlin, Akademie Verlag, 1962, p. 72 et suiv.

*auront qualité de délégué-adjoint au Bureau Socialiste International et pourront, en cette qualité, assister aux réunions du Bureau Socialiste International.* » (Adhésion.)

SINGER. Une question à mon tour. Qui désignera le Bureau du Congrès international? Je pense que cette désignation doit être faite par le Congrès lui-même.

LE SECRÉTAIRE. Je crois qu'il vaudrait mieux de laisser faire cette désignation par l'organisme permanent des Partis affiliés, le Bureau Socialiste International.

VAILLANT. Laissez le Congrès en décider librement. Ce système n'a jamais eu d'inconvénient.

LE PRÉSIDENT. Il en sera donc ainsi. Nous sommes arrivés au terme de nos travaux. Je vous dis tous : Au revoir, à Stuttgart!

La séance est levée à 6 h.

## II

*Variante : Texte du compte rendu officiel  
publié initialement par le secrétariat.*

Ordre du jour du Congrès de Stuttgart.

SINGER est d'avis que la question du suffrage des femmes doit être discutée à Stuttgart, tandis que le problème de la langue internationale ne lui paraît pas suffisamment élaboré.

BEBEL insiste pour que le vote des femmes soit discuté au Congrès international; la question est mûre; le tsar lui-même est de cet avis. Le problème de la langue internationale peut être ajourné pour études nouvelles. N'encombrons pas notre ordre du jour. Discutons à fond les cinq grandes questions qui y sont inscrites. N'oublions pas que le Congrès ne délibérera en réalité que cinq jours.

VAILLANT. Surtout ne reprenons pas des débats déjà vidés antérieurement. Nos amis anglais notamment ne devraient pas reprendre la question de l'admission des associations ouvrières non encore affiliées à la section nationale du socialisme international, mais acceptant le principe de la lutte des classes comme les Trades-Unions.

Il en doit être de même pour la France. Le Parti socialiste unifié est la seule section de l'Internationale, et seule elle est compétente pour trancher des affiliations, si elles étaient sollicitées.

JAURÈS. Elles ne seront pas sollicitées par les socialistes français indépendants.

L'orateur estime que la question des langues ne peut faire l'objet des délibérations d'une section à Stuttgart, mais le Congrès pourrait

donner comme indication que, dans l'état actuel des choses, l'anglais paraît être la langue internationale de fait.

BALABANOFF se rallie à la formule allemande, de préférence à la formule autrichienne, en ce qui concerne le droit des femmes. Rattachons cela à la question de la démocratisation du droit électoral.

VANDERVELDE, Président. Le Bureau n'a pas à se prononcer; c'est au Congrès qu'appartient ce droit.

ADLER. Si on admet l'espéranto, ce sera une discussion sans fin et sans issue, une tour de Babel.

Prenez garde aussi au caractère général d'une discussion sur la démocratisation du droit électoral. Mieux vaut, comme le demandent les femmes autrichiennes, ne discuter que le suffrage des femmes.

BRUCE GLASIER. L'importance des Trade-Unions est exceptionnelle. Il y a là un Parti indépendant qui compte un million d'adhérents et qui comptera bientôt un million et demi.

Il faut régulariser leur situation vis-à-vis de l'Internationale.

La lutte des classes n'est pas une idée courante en Angleterre.

Les Trades-Unions font, comme nous, propagande contre le capitalisme.

Acceptez au Congrès de Stuttgart le Parti du travail dans les conditions où il le demande.

JAURÈS. La formule de la lutte des classes inquiète, dit-on, le prolétariat britannique. Le Congrès de Londres n'a pas érigé cette formule en dogme : il a exigé l'adhésion à l'organisation ouvrière contre le régime capitaliste. C'est la formule du Parti du travail anglais. La question ne se pose donc pas.

HYNDMAN et VANDERVELDE protestent.

VANDERVELDE. Je propose formellement d'inscrire la question à l'ordre du jour du Congrès de Stuttgart.

SINGER déclare qu'il ne peut accepter aucune modification à l'état de choses actuel en ce qui regarde l'affiliation socialiste internationale.

VAILLANT. Il y a confusion; qu'on n'insiste pas.

NEMEC insiste pour que rien ne soit modifié. N'ouvrons pas la porte aux jaunes.

VAILLANT. Personne ne demande de changement.

VANDERVELDE, Président, consulte le Bureau sur le point de savoir si la question de l'affiliation socialiste internationale sera inscrite à l'ordre du jour du Congrès de Stuttgart.

Le Bureau décide qu'elle ne sera pas inscrite.

*Le vote des femmes.*

Le Bureau décide d'inscrire à l'ordre du jour de Stuttgart le droit de vote des femmes. (Motion autrichienne.)

*La langue internationale.*

La question ne sera pas posée devant le Congrès de Stuttgart.

*La question militariste.*

Sera portée à l'ordre de Stuttgart.

VAILLANT, au préalable, avait fait observer que la question ne devrait pas être abordée à Stuttgart. Aucune section internationale ne la propose, et Jaurès, tantôt, demandait qu'on ne réexamine pas des questions vidées. Or, la question militariste a été vidée naguère, au Congrès international de Bruxelles [25].

*La question coloniale.*

Est admise à Stuttgart.

*Les rapports entre les Partis socialistes et les organisations syndicales.*

Seront également discutés à Stuttgart.

TROELSTRA demande qu'avant la discussion de ce point, le secrétariat écrive à chaque Parti pour connaître la situation exacte sur ces rapports entre le socialisme et le syndicalisme.

C. HUYSMANS. Le citoyen De Brouckère a assumé cette tâche et déposera rapport.

*L'émigration et l'immigration.*

La question sera traitée à Stuttgart.

VAILLANT demande de spécifier comment le Bureau envisage la question.

SINGER. Le rapport allemand sera publié au cours de cette semaine et est d'avis qu'il faut étendre la question aux ouvriers saisonniers, de manière à traiter la question intégralement.

*Le nombre des voix par nationalité.*

C. HUYSMANS. Les statuts disent que chaque section nationale de l'Internationale a droit de deux à vingt voix.

Qui aura le maximum ?

L'orateur estime que la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Russie (y compris la Finlande) auraient droit au maximum.

[25] Vaillant se réfère au Congrès international socialiste tenu à Bruxelles en août 1891. A ce Congrès, après de vifs débats avec le délégué hollandais Domela Nieuwenhuis, qui demanda la grève générale en tant qu'arme contre la menace de guerre, c'est la résolution soutenue par Vaillant et Liebknecht qui fut adoptée.



Il détaille le dénombrement élaboré par le secrétariat.

Un échange de vues se produit à cet égard.

VAILLANT juge qu'il ne faut pas apprécier l'importance d'une nation à son action politique, mais aussi à son action syndicale.

VAN KOL préconise une classification qui serait fondée sur une évaluation mathématique et méthodique.

Il propose de confier ce soin à une commission de trois membres.

ROUBANOVITCH se réjouit qu'on rende justice à la Russie, traitée en grande puissance socialiste au point de vue du prolétariat industriel et agrarien. Nous avons soixante-quatre députés à la Douma. Le Parti révolutionnaire agrarien en compte une quarantaine. L'orateur détaille les forces socialistes russes : les Lettons, les Lithuaniens, qui vont entrer dans le prolétariat organisé.

BEBEL appuie le renvoi à une commission.

ADLER. La valeur d'un Parti ne peut guère se réduire en chiffres.

Le secrétariat a fourni une base de discussion.

L'orateur réclame divers éclaircissements.

JAURÈS pense que le renvoi à une commission sera une perte de temps. Tranchons d'emblée. Adler a raison de dire qu'on ne chiffre guère la force socialiste de chaque nation.

En France, nous sommes au lendemain d'une scission, et nous n'avons pas perdu l'espoir de ramener à nous les meilleurs éléments dissidents.

D'autre part, il serait inexact de soutenir qu'il n'existe pas en France un sérieux et puissant mouvement syndicaliste, basé sur la lutte des classes. Depuis le dernier Congrès d'Amiens, le rapprochement s'opère entre le socialisme et le syndicalisme français. Ce sera l'œuvre de demain. Il en faut tenir compte.

VANDERVELDE, Président, propose de désigner une commission de cinq membres et de reprendre séance à 2 h.

Les citoyens Huysmans, Van Kol, Adler, Vaillant et Bebel sont désignés.

La séance est suspendue à midi.

Séance de l'après-midi.

Émile Vandervelde préside.

### *La répartition des voix par nationalité.*

C. HUYSMANS expose que la commission des cinq a conclu ainsi :

La totalité du maximum des 20 voix serait accordée à la Russie, l'Allemagne, l'Autriche-Bohême, la Grande-Bretagne, la France.

14 voix seraient attribuées aux États-Unis.

12 voix à l'Italie et à la Belgique.

10 voix à la Pologne, à la Suisse, au Danemark.

8 voix à la Suède, à la Hollande, à la Finlande et, éventuellement, à l'Australie unifiée.

6 voix à la Hongrie et à la Norvège.

4 voix à la Bulgarie, à l'Argentine, à l'Espagne, à l'Afrique du Sud, à la Roumanie, au Japon, à la Serbie, à l'Australie non unifiée.

2 voix au Grand-Duché de Luxembourg.

HYNDMAN s'étonne que des nationalités fractionnées obtiennent, à raison du fractionnement, au-delà du maximum.

JAURÈS. Rien n'est plus contraire au but d'unité socialiste que nous poursuivons.

Le mouvement de centralisation et d'unification, qui constitue les grands États, favorise l'expansion de l'idée et de l'organisation socialiste. Le triomphe récent de nos frères autrichiens en est le gage, puisque c'est en raison de ce principe qu'ils ont pu affirmer leur puissance.

Avec le système de la commission, l'Italie et l'Allemagne auraient eu plus de voix avant leur unification qu'aujourd'hui, et pourtant le mouvement socialiste n'y aurait pas été aussi intense, aussi influent.

SINGER. Il faut être pratique. La députation ne peut être qu'approximative.

Au surplus, la question n'a pas une importance qu'il faille exagérer.

Ce sont les grandes majorités seules qui peuvent et doivent décider dans nos assises internationales.

Le Bureau siégera le 16 août encore.

Les nationalités qui se croiraient lésées dans la répartition peuvent en appeler devant cette réunion, à la veille du Congrès.

BEBEL insiste vivement sur le droit d'appel devant le Congrès.

VAILLANT. L'accord est donc possible.

VANDERVELDE observe que l'Autriche et la Hongrie obtiennent 28 voix, de même la Russie et la Finlande, alors que la France et l'Allemagne n'obtiennent respectivement que 20 voix.

ADLER. Il serait injuste de considérer comme une seule nationalité l'Autriche-Hongrie. Telle est la pensée de la Maison des Habsbourg. Mais ce ne peut être la pensée socialiste. Le socialisme veut restituer son autonomie à chaque race, à chaque nationalité. Faute de quoi, on pourrait aussi annexer à l'Autriche-Hongrie la Serbie, la Bulgarie, etc. (*Rires.*)

Nous ne réclamons pas 20 et 18 voix; mais nous voulons à chacune de nos nationalités sa part.

JAURÈS. L'Autriche-Bohême a droit à ses 20 voix. Mais la Hongrie n'a pas droit à 8 voix.

HYNDMAN propose 15 voix pour l'Autriche et 5 pour la Hongrie.

Le Bureau décide d'accorder 20 voix à l'Autriche-Bohême comme aux 4 autres grandes nations socialistes ci-dessus.

Les propositions de la Commission sont adoptées, hormis celles qui concernent l'Italie.

JAURÈS revendique 15 voix pour l'Italie dont il fait un superbe éloge. (*Adopté.*)

VANDERVELDE proteste contre le pied d'égalité où l'on a placé le Danemark où l'organisation est si forte et la Suisse, où elle est peu développée. Il réclame 6 voix seulement pour la Suisse.

BEBEL proteste. L'organisation suisse est profonde et sérieuse.

SINGER appuie.

VANDERVELDE n'insiste pas.

ROUBANOVITCH insiste sur l'expansion de l'organisation socialiste suédoise; il propose 10 voix au lieu de 8. La proposition est repoussée.

Un échange de vues s'établit entre Vaillant et C. Huysmans sur l'organisation de l'Espagne et de l'Argentine.

VAILLANT propose 6 voix pour l'Espagne. (*Adopté.*)

Les 8 voix sont accordées à l'Australie conditionnellement, suivant que l'unité sera réalisée ou non.

ROUBANOVITCH fait observer que l'Arménie est rentrée par la section socialiste russe.

#### *La presse d'information internationale.*

C. HUYSMANS propose de charger le secrétariat international de convoquer à Stuttgart une réunion des directeurs de journaux pour organiser une agence internationale sur le mode Havas et Reuter, assurant toute garantie à l'information ouvrière et socialiste.

ADLER estime l'entreprise actuellement irréalisable. Il le faut nettement déclarer.

SINGER. Le coût de pareille institution serait trop élevé. Mais le Bureau International ne peut prendre aucune responsabilité dans une affaire aussi incertaine.

BRAUN estime que le but doit être atteint. Mais il faut commencer par le commencement et corriger l'information fallacieuse actuelle.

BEBEL considère aussi l'idée comme irréalisable. En Allemagne nous avons organisé un Bureau d'informations nationales qui nous coûte gros. L'œuvre sera possible peut-être, plus tard, quand nos ressources internationales y pourront suffire.

NEMEC combat aussi la proposition. C'est aux journaux à organiser leurs correspondances.

BRAUN insiste sur le caractère dangereux des relations télégraphiques et téléphoniques des agences.

BRUCE GLASIER demande qu'on étende la proposition aux journaux hebdomadaires.

C. HUYSMANS estime qu'une réunion de journalistes serait utile. Convoquons-les sans ordre du jour pour qu'ils puissent se tenir les coudes et aviser au mieux, librement. (*Adhésion.*)

### *La Conférence internationale de La Haye.*

Lecture est donnée d'une résolution française tendant à faire rédiger un manifeste de l'Internationale socialiste à l'occasion de la Conférence de La Haye.

VAILLANT appuie. Le Bureau International rédigera ce manifeste qui confirmera la pensée socialiste internationale sur la paix et la guerre. (*Adhésion.*)

C. HUYSMANS. ... Suivant les résolutions antérieures de nos Congrès internationaux.

### *Affiliations.*

Le Secrétaire consulte le Bureau sur diverses demandes d'affiliation, lesquelles sont régulièrement renvoyées à la section nationale compétente.

ROUBANOVITCH communique une décision de la section nationale russe à ce sujet. (*Pris pour notification.*) En voici le texte :

« La section russe, après délibération, est tombée d'accord sur les points suivants :

1. Pour l'admissibilité des Partis aux Congrès internationaux la section russe est constituée en deux sous-sections ayant en cette question égalité des voix.

a) La sous-section social-démocrate dans laquelle entrent les Partis suivants : le Parti ouvrier social-démocrate russe, le Bound, le Parti ouvrier social-démocrate letton et l'Organisation social-démocrate ouvrière arménienne.

b) La sous-section socialiste-révolutionnaire dans laquelle entrent les Partis suivants : le Parti socialiste révolutionnaire russe, le Parti arménien Dachnaksutiun, le Parti socialiste fédéraliste géorgien et l'Union social-démocrate lettone.

Dans le cas où les deux sous-sections seront d'accord pour admettre ou ne pas admettre un nouveau Parti de Russie, la décision de la Section russe sera définitive. En cas de désaccord, c'est le Bureau Socialiste International qui tranchera la question en dernière instance.

2. Pour la répartition des 20 voix de la section russe, la décision sera prise à une séance ultérieure de la fraction russe; ces voix seront réparties entre les deux sous-sections; en cas de désaccord, le Bureau Socialiste International tranchera la question en dernière instance. »

*Les persécutions contre les socialistes au Japon.*

C. HUYSMANS dénonce les persécutions dont les socialistes sont victimes au Japon.

Le Bureau décide de publier un manifeste de protestation.

*Le procès des mineurs aux États-Unis.*

Le Bureau vote un ordre du jour de protestation contre les poursuites arbitraires intentées à la suite de l'attentat contre le gouverneur d'Idaho, Steurnberg.

*La Conférence Interparlementaire.*

VAILLANT demande que les secrétaires nationaux de la Conférence Interparlementaire fassent partie de droit du Bureau Socialiste International, afin d'établir un contact permanent. (*Adhésion.*)

*Le Bureau à Stuttgart.*

SINGER estime que le Congrès désignera lui-même son Bureau.

C. HUYSMANS pense que c'est le Bureau permanent international qui devra en réalité présider aux travaux.

VAILLANT. Laissez décider le Congrès de Stuttgart; lui seul a compétence pour en délibérer.

*Les persécutions contre les socialistes.*

La citoyenne BALABANOFF attire l'attention sur le système de persécutions socialistes en Allemagne, en Suisse, etc.

ROUBANOVITCH. Une protection générale devrait être accordée par chaque Parlement à la masse des émigrés qui ont droit à l'assistance de la civilisation européenne. L'Europe doit prendre acte qu'une révolution a éclaté en Russie, elle doit, au moins, la neutralité aux deux belligérants. Que les députés fassent des déclarations identiques à celle de Branting au Parlement suédois.

JAURÈS et HYNDMAN participent au débat.

VANDERVELDE lit un ordre du jour ainsi conçu :

« Le Bureau élève une protestation contre les extraditions arbitraires faites en Suisse et réclame la neutralité de l'Europe devant la Révolution russe. » (*Adopté.*)

## 70

## Manifeste contre la dissolution de la deuxième Douma et contre la seconde Conférence de la Paix.

[21] juin 1907

*Aux travailleurs de tous les pays.*

Au moment où Nicolas II s'apprêtait à convoquer la *Première* Conférence de la Paix, sa politique en Extrême-Orient rendait inévitable la guerre contre le Japon.

Au moment où il recevait les hommages de la *Deuxième* Conférence de La Haye [1], il ordonnait la dissolution de la deuxième Douma.

Cette double coïncidence illustre admirablement la comédie qui s'est jouée et se joue encore à La Haye et à Saint-Pétersbourg. La dérision sera complète lorsque la *Troisième* Conférence siègera dans le palais érigé par l'homme qui, aux États-Unis, un des premiers, lança contre la classe ouvrière des policiers armés et précisa devant le monde sa conception de la paix sociale, en faisant fusiller les travailleurs de ses usines, les créateurs de son immense fortune.

Depuis longtemps, le prolétariat a percé à jour la politique traditionnelle du gouvernement de Russie, pivot de toutes les réactions. La paix extérieure, telle qu'il la conçoit, ce n'est pas la suppression de la guerre, c'est l'affaiblissement de l'adversaire et l'hégémonie du tzarisme. La paix intérieure, telle qu'il la rêve, c'est le peuple vinculé [sic], c'est l'autocratie éternisée.

Après la première Conférence de La Haye, Nicolas II fit dévaster la Mandchourie et laissa commettre les horreurs de Blagovechtchensk. Il viola le serment prêté au peuple finlandais et il noya dans le sang la Russie entière. Il rétablit, à Riga, la torture du moyen âge; il laissa piller et massacrer impunément, par la soldatesque, les pauvres paysans de la Gorie; il permit aux sbires des bagnes d'Akatouï d'attaquer et de tuer à coups de baïonnettes les prisonniers et les prisonnières politiques. Pendant l'insurrection de Moscou, il laissa fusiller les ambulances et longtemps après l'émeute, les gardes de Sa Majesté tuaient,

[1] Pour les socialistes, la 2<sup>e</sup> Conférence de La Haye, qui commença le 15 juin 1907, était « une conférence de la guerre... La seconde conférence comme la première n'a rien fait pour la paix internationale. Par contre elle suit l'intérêt de la politique de conquêtes et de domination ». Une analyse critique de ces travaux et le point de vue des socialistes sont présentés par M. Pawlowitsch, « Die Haager Konferenz », *N.Z.*, XXVI, Bd. 1, p. 544-50.

Un ouvrage récent dresse en ces termes le bilan de ces conférences : « Elles organisent une 'Cour d'arbitrage', votent des conventions relatives au droit des neutres, cherchent à 'humaniser' la guerre; mais elles ne réussissent pas à limiter les effectifs militaires, ni même à établir une procédure de règlement pacifique pour les différends qui touchent à l'honneur des États. » P. Renouvin, E. Preclin, G. Hardy, L. Genet, J. Vidalenc, *La paix armée et la grande guerre, L'époque contemporaine*, Paris, P.U.F., 1960, p. 49.

sans autre forme de procès, les employés des chemins de fer surpris au milieu de leurs occupations habituelles [2].

Le tzar s'est conduit, à l'égard de ses propres sujets, comme il aurait honte de se conduire à l'égard de soldats ennemis ! Et c'est ce chef de bande de la piraterie capitaliste et coloniale qui prétend s'imposer au monde comme le symbole et la personnification du droit primant la force, de l'entente cordiale se substituant à la lutte sanglante, du traité de paix permanente remplaçant la guerre fratricide. En admettant d'ailleurs qu'il soit sincère, il ne pourrait réaliser ses intentions pacifiques, parce que le militarisme n'est autre chose que l'armement organisé par l'État pour le maintien de la classe ouvrière sous le joug économique et politique de la classe bourgeoise, — parce qu'en régime capitaliste, les guerres entre États ne sont généralement que la conséquence de leur rivalité sur le marché du monde, — parce que chaque puissance ne s'efforce pas seulement de conserver les débouchés qu'elle possède, mais d'en conquérir de nouveaux, et ce, trop souvent, par l'asservissement des peuples étrangers et la confiscation de leurs terres. Que les diplomates siégeant à La Haye se regardent ! Ils y verront les maîtres de l'Afrique Occidentale à côté des dominateurs de l'Inde, les conquérants de Madagascar à côté des exploiters du Congo, et les vainqueurs de Mandchourie à côté de leurs adversaires malheureux. Les guerres, que favorisent encore les préjugés cultivés et entretenus systématiquement par les classes dominantes dans le but d'opposer les peuples les uns aux autres, apparaissent au prolétariat comme l'essence même du capitalisme, et elles ne disparaîtront qu'avec l'exploitation capitaliste elle-même. La classe ouvrière, au contraire, est l'ennemie naturelle des guerres, parce qu'elle en est la principale victime, — victime par le sacrifice de ses enfants, — victime par la perte de ses biens, — parce que les guerres sont en contradiction avec le but du socialisme qui est la création d'un nouvel ordre de choses, basé sur la solidarité des producteurs, sur la fraternité des nations, sur la liberté des peuples.

Quand, en 1870, l'Allemagne annexait l'Alsace-Lorraine, les représentants du prolétariat socialiste, dont Bebel et Liebknecht, protestaient contre la guerre et l'annexion.

Quand, en 1904, le monde officiel de Russie et du Japon sacrifiait des milliers de jeunes vies, les représentants des prolétariats de Russie et du Japon se donnaient, à Amsterdam, l'accolade fraternelle [3].

En 1870, pendant que le canon tonnait aux frontières, les ouvriers allemands écrivaient aux ouvriers français :

« Nous n'oublierons jamais que les travailleurs de tous les pays sont

[2] La terreur en Russie fut dénoncée à plusieurs reprises par la presse socialiste. Sur la situation en Russie, cf. A. Below, « Die Opfer der russischen Freiheitsbewegung », *N.Z.*, XXV, Bd. 1, p. 778-84; voir aussi Annexe XVI p. 405, Rapport du secrétariat pour les mois de décembre 1906-janvier 1907.

[3] Allusion à l'accolade symbolique de Plekhanov et Sen Katayama lors de la séance inaugurale du Congrès international socialiste d'Amsterdam en 1904.

nos amis, et que les despotes de tous les pays sont nos ennemis ! »

Et les ouvriers français répondaient aux ouvriers allemands :

« Travailleurs français ! Travailleurs allemands ! Travailleurs espagnols ! que nos voix s'unissent dans un cri de réprobation contre la guerre ! [4] »

Tel était le langage de la Première Internationale des Travailleurs. Tel est encore le langage de la nouvelle Internationale Ouvrière ! Ses représentants ont, malgré la calomnie et la persécution, poursuivi l'idée de la paix entre nations par des actes, en refusant systématiquement tout crédit militaire, et l'on sait bien que, le jour où les travailleurs seront maîtres des armées, la guerre aura vécu ! C'est pourquoi ils poursuivent sans délai le désarmement militaire de la bourgeoisie et l'armement de la classe ouvrière par l'armement général du peuple. Chaque fois qu'un nuage menaçant est apparu à l'horizon politique, la classe ouvrière est intervenue dans les Parlements et dans les rues, par ses députés et par ses manifestations, et elle est bien décidée au jour du danger, d'aller aussi loin qu'elle le pourra pour prévenir et empêcher la guerre. Sa politique ne sera pas contradictoire, et de même que les ouvriers anglais étaient contre leur gouvernement pendant la guerre du Transvaal, de même l'on ne verra pas deux fractions du prolétariat international entraînées dans deux camps opposés.

Toujours l'Internationale Ouvrière a défendu ce principe qu'un gouvernement ne peut menacer l'indépendance d'une nation étrangère sans attentat contre cette nation, sa classe ouvrière et aussi contre la classe ouvrière internationale. C'est pourquoi l'idée de paix ne peut prendre corps et triompher que par le progrès et la réalisation de l'idée socialiste. La guerre trouve au contraire son meilleur terrain de culture dans le renforcement de l'absolutisme. La dissolution de la Douma constitue, à ce point de vue, un danger pour toute l'Europe. Elle n'a surpris personne. On est habitué à voir le tzarisme violer ses engagements et le jour où il en aura la puissance, il agira à l'égard des autres nations comme il s'est comporté à l'égard du peuple russe.

Nicolas II avait promis, certain jour de danger, la liberté. Mais quand le péril lui sembla moins menaçant, il renvoya la première Douma qui ne lui paraissait pas suffisamment docile. Il voulait un Parlement de valets. Le gouvernement de Russie acceptait du parlementarisme le mot, mais non la chose. Pour répondre aux vœux de la camarilla et de son maître, M. Stolypine fit promulguer alors une législation restrictive, sophistiquer les listes électorales, incarcérer ses adversaires, et, chevaleresquement, ce grand ministre permit aux bandes noires et aux policiers de bas étage de massacrer des femmes et des enfants. L'événement déjoua les calculs ministériels. Malgré la pression et la violence des autorités, la deuxième Douma paraissait encore plus radicale que

[4] Cf. *Répertoire international des sources pour l'étude des mouvements sociaux aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. La Première Internationale*, volume III, Paris, 1963, Nos 28 et 225.



la première. Il s'y trouvait plus de cent députés se réclamant des nuances diverses du socialisme. Dès le lendemain des élections, il était évident que les jours de la deuxième Douma étaient comptés. Mais M. Stolypine voulut être bon prince et il daigna tolérer l'existence du Parlement à la condition toutefois que celui-ci consentît à faire tout ce que le gouvernement voulait. Les cadets eurent la faiblesse inutile de trop souvent céder à ces suggestions. Ils repoussèrent le projet d'amnistie, ils se refusèrent de blâmer les assassinats officiels, et ils n'osèrent même pas rejeter un budget dont on leur refusait le contrôle. Ils suppliaient l'extrême gauche d'épargner à M. Stolypine tout mot déplaisant et de se laisser persécuter et meurtrir le sourire aux lèvres. Le chef du cabinet eut dès lors jeu facile. Il fit perquisitionner chez les députés. Il fit fabriquer des télégrammes réclamant, au nom du peuple, la dissolution de la Douma. Il demanda la suppression de la publicité des séances, consacrées à l'examen du contingent. Il présenta des motions de sympathie à la police. Il s'octroya le luxe de découvrir des complots contre l'empereur et contre la sûreté de l'État. Il réclama, sans examen et sans répit, des poursuites en bloc. Les représentants de la bourgeoisie n'eurent pas même le courage de faire à cette impudence la réponse qu'elle méritait, et la dissolution fut prononcée sans que les cadets eussent eu l'honneur d'une attitude virile.

Le prolétariat organisé de Russie s'est chargé et se chargera, lui, de la réponse. La lutte contre l'autocratie se poursuivra sans trêve et il appartiendra aux travailleurs de tous les pays de venir encore au secours de nos camarades en lutte. Les députés socialistes au Reichsrat autrichien ont déjà annoncé leur intention d'interpeller leur gouvernement sur les conséquences d'une dissolution, dont on peut déjà entrevoir les complications et qui menace les intérêts des nations étrangères. Les socialistes de France ne manqueront pas de rappeler à leur gouvernement les engagements solennels qu'il a pris en matière d'emprunts. Les socialistes de Grande-Bretagne, pays de tradition parlementaire, manifesteront le 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille, contre une succession de coups d'état que leurs auteurs n'ont essayé de justifier que par des hypocrisies et des mensonges [5]. Les prolétariats des autres nations auront à cœur d'appuyer le mouvement et de rappeler à leurs membres que, SEUL, LE SOCIALISME EST LA PAIX, que le mot d'ordre reste toujours : A BAS L'AUTOCRATIE ! VIVE LA RÉVOLUTION RUSSE !

Le Comité exécutif  
du Bureau Socialiste International (Belgique) :  
Édouard ANSEELE, Émile VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

[5] Par une circulaire datée du 22 juin, le Comité exécutif transmet une proposition de la Grande-Bretagne « d'organiser le 14 juillet une manifestation dans le monde entier, destinée à protester contre la comédie de La Haye et le coup d'État de Nicolas II ». Archives de l'Institut d'Histoire du Parti, Varsovie.

Le Bureau Socialiste International (Russie exceptée) :

Afrique du Sud :	W.H. SUTHERLAND		F. MORA
Angleterre :	H. HYNDMAN	France :	J. JAURÈS
	J. KEIR HARDIE		É. VAILLANT
Allemagne :	A. BEBEL	Hollande :	P. TROELSTRA
	P. SINGER		H. VAN KOL
Argentine :	A. CAMBIER	Hongrie :	J. WELTNER
	M. UGARTE		D. BOKANYI
Australie :	P. J. O'MEARA	Italie :	E. FERRI
Autriche :	D <sup>r</sup> V. ADLER		F. TURATI
	F. SKARET	Japon :	S. KATAYAMA
Bohême :	A. NEMEC	Luxembourg :	D <sup>r</sup> WELTER
	F. SOUCUP	Norvège :	S. GARDER
Bulgarie	Y. SAKASOFF		F. WOLF
	G. KIRKOW	Roumanie :	D <sup>r</sup> C. RACOVSKI
Danemark :	P. KNUDSEN	Suisse :	O. RAPIN
	C. M. OLSEN		G. REIMANN
États-Unis :	D. DE LEON	Serbie :	M. STOYANOVITCH
	M. HILLQUIT	Suède :	H. BRANTING
Espagne :	P. IGLESIAS		G. G. T. WICKMAN

## 71

### Compte rendu de la deuxième Conférence de la Commission Interparlementaire Socialiste.

Stuttgart, 17 août 1907.

La Commission Interparlementaire Socialiste s'est réunie en Conférence le samedi 17 août, à 11 h, sous la présidence de Vandervelde (Belgique), délégué par le Comité exécutif pour ouvrir la séance de cette assemblée. Cent cinquante députés socialistes de tous les pays assistent à la Conférence.

La liste de présence, qui a circulé sur les bancs, est revenue incomplète et portait les noms suivants :

Allemagne : Südekum, Singer, David, Vollmar, Lehmann, Eichhorn.  
Angleterre : MacDonald.

Autriche : Winarsky, Forstner, Nemeč, Glöckel, Winter, Pernerstorfer, Gruber, Spielmann, Eldersch, Johannis, A. David, Rieger, Hanusch, Freundlich, Schäfer, Renner, Diamand, Adler, Ellenbogen, Seitz, Liebermann, Wityk, Soucup.

Belgique : Vandervelde, Furnemont, Anseele, Fontaine, Elbers, Terwagne.

Bulgarie : Kirkow.

Danemark : Knudsen.

France : Roblin, Betoulle, Delory, Vaillant, Durre, Guesde, Bouveri, Groussier, Jaurès, Sembat, Rouanet.

Hollande : Schaper, Van Kol.

Italie : Costa, Rondani, E. Ferri.

Russie : V. Mandelberg.

Suède : Branting, Christierson, Thorsson, Lindley.

LE PRÉSIDENT. Je souhaite la bienvenue aux délégués présents, et je me permets de leur rappeler dans quelles circonstances la Commission Interparlementaire a été créée. Le Congrès de Londres de 1896 vota une résolution portant que les parlementaires socialistes constitueraient une Commission Interparlementaire, composée d'un délégué par nation et ayant pour but d'uniformiser le travail parlementaire dans tous les pays. Toutes les communications devaient être adressées au citoyen Vaillant, qui était chargé, provisoirement, de centraliser le travail.

Quatre années plus tard, au Congrès de Paris, la Commission Interparlementaire fut adjointe au Bureau Socialiste International, et il fut décidé, en outre, que les Partis affiliés exigeraient des groupes socialistes parlementaires nationaux, l'affiliation à l'organisation centrale, à l'effet de faciliter des actions communes dans les grandes questions politiques et économiques internationales.

Au Congrès d'Amsterdam, en 1904, il fut décidé que, provisoirement, le siège du secrétariat permanent serait fixé en Hollande.

La Commission Interparlementaire se réunit pour la première fois à Londres, en 1906, et dès ce jour, il est apparu clairement que la fusion des secrétariats du Bureau Socialiste International et la Commission Interparlementaire était nécessaire. Un avant-projet de statuts, élaboré par les délégués hollandais, avait été renvoyé au Bureau, et celui-ci vous propose aujourd'hui un texte définitif. La fusion des deux secrétariats est aujourd'hui accomplie, et nous espérons, grâce à cette centralisation, donner de la vie à la Commission Interparlementaire. Le but de la Commission Interparlementaire n'est point de constituer un petit Congrès international à côté du grand Congrès international. Ce que nous voulons, c'est atteindre des buts pratiques. A l'ordre du jour se trouvent divers points intéressants. Tout d'abord, la question de savoir si les députés de la Douma russe, dissoute par le tsar, doivent être considérés comme des membres actifs de la Conférence. En deuxième lieu, l'approbation des statuts. Tertio, l'examen d'un mémoire, élaboré par le citoyen Troelstra. Quarto, la discussion d'un ordre du jour des camarades de Roumanie. Vous trouverez le texte de l'avant-projet des statuts de la Commission Interparlementaire à la page 9 du volume des *Propositions et des projets de résolutions*, ainsi que dans une brochure spéciale, comprenant également les noms des députés et sénateurs socialistes dont l'adhésion nous est parvenue [1].

J'ouvre la discussion sur le premier point à l'ordre du jour.

ADLER (Autriche). Je vous propose d'accueillir comme membres de la C.I., les députés de la Douma dissoute, et cela sans débat. A

[1] Cf. *Deuxième Internationale*, p. 343, N° 558.

Londres, nous avons accueilli les représentants des Partis de Russie, au moment où ceux-ci n'avaient pas encore de députés au Parlement de ce pays. Aujourd'hui, notre devoir est d'accepter ceux qui ont été privés illégalement de leur mandat, et nous avons ici à nous montrer, à l'égard de nos camarades, en socialistes déferents, sachant quelle persécution nos amis ont eu à subir et quelle lutte héroïque ils ont menée pour la conquête de la liberté. (Bravos.)

JAURÈS (France). J'estime que la Commission Interparlementaire n'a pas seulement le devoir d'accueillir les membres de la Douma dissoute. Elle se doit à elle-même d'exprimer sa sympathie aux camarades de Russie, jetés en prison par le gouvernement du tsar.

GUESDE (France). Je partage entièrement cet avis et c'est pourquoi j'ai l'honneur de déposer la résolution suivante [2] :

*« La Commission Interparlementaire des élus socialistes du monde, réunie à Stuttgart, le 17 août 1907.*

*Adresse l'expression de sa chaleureuse sympathie et de son inaltérable solidarité aux députés socialistes de la Douma dissoute, qui expient dans les prisons du gouvernement tsariste leur attachement aux intérêts du prolétariat et à la cause des libertés politiques et parlementaires.*

*Signale à l'indignation de l'opinion politique du monde civilisé, l'attentat commis par le tsarisme qui, sous deux prétextes également mensongers — leur prétendue affiliation à une société secrète et la part qu'ils auraient prise à un soi-disant complot militaire — a, successivement par des perquisitions et des poursuites illégales et, enfin, par la dissolution de la Douma, attenté à l'immunité des représentants du peuple dont le seul crime était de défendre la classe ouvrière russe.*

*Engage les députés socialistes à provoquer dans leurs Parlements respectifs, parmi tous les députés sincèrement démocrates, un mouvement d'opinion en faveur de leurs héroïques collègues de Russie, odieusement frappés pour avoir accompli jusqu'au bout, les devoirs que leur imposait*

[2] La deuxième Douma fut dissoute en juillet 1907. Plekhanov ne tarda pas à alerter le B.S.I. Le 11 juillet 1907, il écrivait à Huysmans que plusieurs députés sociaux-démocrates de la Douma dissoute avaient été arrêtés : « Le crime dont on les accuse est tout à fait fantaisiste. On les accuse d'une conspiration militaire. En réalité, ils n'ont fait qu'avoir reçu une députation du gouvernement de Saint-Pétersbourg. Encore peut-on supposer que cette députation avait été organisée par des agents provocateurs. » Plekhanov demanda au secrétaire du B.S.I. si « il n'y avait pas moyen de faire quelque chose pour eux, en s'adressant à l'opinion publique de l'Europe ». Il suggérait que la Commission Interparlementaire socialiste prit l'initiative « d'une agitation utile » (Archives du B.S.I.). Huysmans était du même d'avis et compléta promptement la note relative à la convocation de la Conférence Interparlementaire (note destinée à la presse) par ce paragraphe : « Il importe enfin que la Commission Interparlementaire élève une protestation vigoureuse contre le coup d'état du gouvernement de Russie qui a dissous la deuxième Douma et contre la persécution et l'emprisonnement arbitraire dont ont été et sont encore victimes les représentants autorisés du prolétariat. Plusieurs députés de la deuxième Douma nous ont annoncé leur présence à Stuttgart. Leurs camarades des autres pays leur feront, sans nul doute, un accueil fraternel et chaleureux. »

*la volonté nationale et pour obtenir leur libération.* » (Longs applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. Je viens de recevoir du citoyen Mandelberg, ancien député de la Douma, un rapport sur la persécution dont ont été victimes les députés social-démocrates. Je vous propose de la joindre au compte rendu [3]. (Adhésion.)

Ce rapport est libellé comme suit :

« Camarades!

Lorsque le gouvernement du tzar, représenté par Stolypine, anéantit la seconde Douma, le gouvernement fit arrêter et emprisonner en même temps tous ceux de nos camarades députés, membres de la fraction social-démocrate dont il a pu s'emparer.

L'argument du gouvernement, destiné à légitimer l'arrestation des députés, est le même dont il a fait usage pour demander à la Douma l'autorisation d'arrêter les membres de la fraction social-démocrate à la veille de la dissolution de la Douma.

Comme vous le savez, la Douma a élu une commission chargée de rechercher si la demande d'autorisation était justifiée.

Cette commission, ayant examiné tous les documents composant l'acte d'accusation, allait se prononcer contre le projet du gouvernement, lorsque M. Stolypine mit en exécution un plan, caressé depuis longtemps : la dissolution de la Douma.

Pour apprécier cet acte, il faut tenir compte d'une circonstance qui mieux que toute autre, prouve combien les accusations du gouvernement de Russie étaient dépourvues de tout fondement.

La commission, appelée à décider sur le sort de notre fraction, était composée presque exclusivement de nos adversaires, et tous, sans exception, savaient que leur refus de sévir contre les social-démocrates aurait eu pour conséquence inévitable *la dissolution immédiate de la Douma*.

Et malgré tout cela, la commission ne crut pas pouvoir reconnaître pour légitimes les accusations portées contre les social-démocrates.

L'acte d'accusation prouve, en outre, que le gouvernement de M. Stolypine, se rendant très bien compte de l'insignifiance des documents dont il disposait, voulait se débarrasser simplement des odieux députés social-démocrates, et il avait résolu de se procurer des pièces accusatrices anonymes d'agents provocateurs. C'est, en effet, en recourant aux *agents provocateurs* que le gouvernement organisa une députation

[3] Ce rapport fut présenté sur l'initiative de Huysmans. Dans sa réponse à la lettre citée de Plekhanov du 11 juillet 1907, il écrivait en effet : « Les socialistes révolutionnaires nous ont annoncé qu'un des leurs présentera à Stuttgart (17 août) un rapport sur l'activité de leur groupe à la Douma. Il faudrait que les députés de votre Parti agissent de même. J'attire ensuite votre attention sur la nécessité de nous documenter sur les persécutions et les emprisonnements des députés. » (Lettre de Huysmans du 13 juillet 1907, Archives du B.S.I.)

de la garnison de Pétersbourg à la fraction social-démocrate. L'acte d'accusation démontre, en outre, que le gouvernement savait parfaitement, non seulement ce que la missive devait contenir, mais aussi le moment où la députation devait se rendre chez nos députés. Le plan préparé par le gouvernement était de faire envahir le local de notre fraction par la force armée, faire arrêter les membres de la députation ainsi que les membres de la fraction social-démocrate [4].

Pourquoi le gouvernement avait-il besoin de cette machination?

C'est le premier ministre Stolypine et le ministre de la justice eux-mêmes qui tranchèrent cette question lorsqu'en répondant à notre interpellation sur l'entrée de la police dans le local occupé par la fraction social-démocrate, les ministres déclarèrent que le gouvernement avait été informé qu'à la dite heure devait avoir lieu dans le local de la fraction social-démocrate, *une séance des députés social-démocrates avec les représentants des organisations de combat* dans l'armée. Nous avons appris ainsi *quelles* étaient les informations du gouvernement et où il les puisait.

Il est clair maintenant que lorsque les représentants du gouvernement répondaient à notre interpellation, ils savaient très bien que les militaires, que le gouvernement avait l'intention d'arrêter, n'étaient nullement *les représentants des organisations de combat dans l'armée*, mais tout simplement une députation chargée de remettre une missive. Il savait aussi qu'il ne s'agissait nullement d'une réunion de députés social-démocrates et de représentants des organisations de combat, mais seulement une transmission de requête, et que, par-dessus le marché, la fraction social-démocrate n'était pas du tout informée de la visite de la députation militaire. Les ministres étaient parfaitement au courant de tout cet odieux échafaudage.

Du haut de la tribune de la Douma, ils débitaient des mensonges, en pleine connaissance de cause, dévoilant en même temps le but qu'ils poursuivaient. *Ils voulaient préparer le terrain pour pouvoir nous lancer l'accusation d'avoir organisé un complot militaire.*

Cette œuvre provocatrice n'a abouti à rien.

Après avoir fait occuper le local de la fraction par la force armée, le gouvernement n'y trouva pas de députation militaire et la perquisition minutieuse, opérée sur-le-champ, ne fournit aucun document qui aurait pu servir de base d'accusation. Néanmoins le gouvernement accusa.

Nous fûmes accusés d'avoir reçu des requêtes de la population en général, et surtout des soldats, et l'on nous accusa, en outre, d'appartenir au Parti ouvrier social-démocrate de la Russie. Et bien que nous ayons déclaré, en toute publicité, appartenir au Parti ouvrier social-

[4] A ce sujet, cf. les documents publiés sous le titre « Razgon II gosudarstvennoj dumy », in *Krasnyj Arhiv*, 1930, T. VI, p. 59-91.

démocrate de Russie, dont le programme a été répandu par des centaines de milliers d'exemplaires, édités *non clandestinement* et bien que nos électeurs nous aient élus précisément parce que nous sommes des social-démocrates et bien que le gouvernement ait su tout cela, il a voulu quand même nous accuser d'appartenir à une société secrète.

Le gouvernement n'opposait aucun obstacle à la proclamation de nos candidatures social-démocrates. Il tolérait notre apparition à la Douma et la constitution d'une fraction social-démocrate.

Ce gouvernement, que ne prouve-t-il pas, lorsqu'il veut nous inculper d'appartenir au Parti social-démocrate et nous jette en prison pour ce motif, ne prouve-t-il pas qu'il a voulu profiter de la Douma comme d'un guet-apens, où il a voulu nous attirer?

Camarades! Les représentants du prolétariat russe ont été jetés par le gouvernement dans les prisons où leur santé, déjà ébranlée par les luttes et les persécutions antérieures, par les prisons et les déportations, finira par être ruinée définitivement. Et parmi ces détenus, il y en a qui sont gravement malades, comme Djaparidze, Zeretelli, Lomtachidze et d'autres camarades encore.

C'est dans les prisons qu'ils attendent le verdict des tribunaux.

Mais qui seront leurs juges?

C'est le tribunal du tzar, du gouvernement autoerate, celui qui a prouvé plus d'une fois qu'il est guidé non par le devoir de l'impartialité, mais par le désir de contenter le gouvernement qui devra juger nos camarades. Les tribunaux russes qui ont démontré dans les innombrables procès politiques qu'ils sont les instruments ignobles de l'oppression politique. *C'est à eux que sera livré le sort de nos camarades.*

Il n'y a pas à douter du verdict que ces tribunaux rendront. Il n'y a pas à douter que nos camarades seront condamnés à la déportation.

Et si les prisons homicides n'ont pas accompli leur œuvre, les travaux forcés l'accompliront. Nos camarades mourront, victimes de l'atroce traitement des prisonniers. Qui sauvera les représentants du prolétariat? Qui les arrachera aux casemates? Qui les arrachera aux actes de vengeance du tzarisme?

Le prolétariat russe ne peut en ce moment sauver ses mandataires.

Le temps viendra où le prolétariat, fier et puissant, demandera compte au gouvernement tzariste d'avoir sacrifié toutes ces innombrables victimes. Le gouvernement devra répondre du sort atroce qu'il a fait subir à tous ces militants, dont les députés social-démocrates de la seconde Douma. Mais en ce moment, c'est à vous, Camarades, représentants du prolétariat du monde entier, que nous nous adressons.

Attirez l'attention des ouvriers du monde entier, attirez l'attention de tout le monde sur ce nouveau crime du tzarisme.

Dites au prolétariat du monde entier, racontez lui comment le gouvernement de Stolypine a attiré les députés social-démocrates dans un guet-apens, comment il les a arrêtés, foulant aux pieds toutes les lois, et comment il est en train, maintenant, de les assassiner soit par

le régime des prisons, soit par la déportation et les travaux forcés.

Camarades, tâchez de provoquer une hostilité profonde contre le tzarisme, contre le gouvernement de Stolypine. Le gouvernement russe tient beaucoup plus à l'opinion publique en Europe qu'à l'opinion de la population russe.

Que l'indignation des peuples s'élève et se fasse sentir! Et si le gouvernement russe ne cède même pas à la pression de l'opinion publique, s'il ajoute encore un crime odieux à la série interminable de délits de lèse-humanité qu'il a commis, eh! bien, sachez-le, quand même la protestation unanime du prolétariat contre le tzarisme, remplira de joie et d'orgueil nos camarades détenus dans les prisons et condamnés aux travaux forcés.

Camarades, vous ferez ce que nous vous demandons. Vous le ferez, fidèles au principe de la solidarité internationale et socialiste. Lorsque à Pétersbourg, à la tribune de la Douma, nous combattions le despotisme et luttions pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour l'émancipation de la Russie, nous défendions une cause qui n'est pas non seulement la nôtre — nous luttions pour une cause commune à tous les social-démocrates, à tous les prolétaires, nous défendions la cause du prolétariat du monde entier puisque la classe ouvrière ne compte dans le monde entier aucun ennemi aussi féroce et cruel comme l'est l'autocratie despotique. La lutte que nous soutenons contre le gouvernement tzariste est en même temps la lutte pour le triomphe de la grande cause du *prolétariat mondial*.

Victor MANDELBERG,  
député de la seconde Douma. »

SINGER (Allemagne). La résolution de Guesde résume excellemment les idées exprimées par Mandelberg, et je vous en propose l'adoption par acclamation. (Adhésion unanime de l'assemblée.)

ROUBANOVITCH. Je vous signale, à titre de communication, que le député de la deuxième Douma dissoute, le citoyen Chirsky, a présenté au Congrès un *Rapport sur l'activité du groupe socialiste révolutionnaire de la Douma*. Ce rapport est publié joint à celui du Parti socialiste révolutionnaire, dans le deuxième volume français ainsi que dans l'édition allemande [5].

FERRI (Italie). Je demande la parole pour une motion d'ordre. Je n'étais pas présent à l'ouverture de la séance, et je serais très reconnaissant au Bureau s'il voulait inscrire à l'ordre du jour la question de l'émigration et de l'immigration ouvrières. J'estime que les députés socialistes des Parlements de tous les pays devraient voter contre toute loi tendant à prendre des mesures spéciales ou exceptionnelles contre les

[5] Cf. *L'Internationale ouvrière et socialiste, rapports soumis au Congrès socialiste international de Stuttgart (18-24 août 1907)*, vol. II, p. 422-57.



ouvriers étrangers en rendant plus difficile l'immigration de ces travailleurs.

ADLER (Autriche). La question de l'immigration se trouve à l'ordre du jour du Congrès, et il vaut mieux attendre les débats du Congrès avant de prendre position ici.

FERRI (Italie). Soit. Il me suffit d'avoir attiré l'attention de la Commission sur cette question.

LE PRÉSIDENT. Nous abordons maintenant l'examen des statuts de la Commission Interparlementaire.

VAILLANT (France). Avant d'aborder la discussion des articles, je tiens à vous faire remarquer que le projet de règlement du Bureau et du Congrès, qui sera soumis au Congrès, établit un lien organique entre le Bureau et la C.I. En effet, d'après l'article IV de ce règlement, les secrétaires nationaux de la C.I. auront qualité de délégués-adjoints au Bureau Socialiste International et pourront, en cette qualité, assister aux réunions du Bureau Socialiste International. Je vous propose d'accepter cette interprétation et de compléter en ce sens le projet qui vous est soumis. (Adhésion.)

LE PRÉSIDENT. J'ouvre la discussion sur l'article 1<sup>er</sup>. Personne ne demande la parole, je le déclare adopté. — Article 2. Adopté. — Article 3. Adopté. — Article 4. Adopté. — Article 5. Adopté. — Article 6.

FURNÉMONT (Belgique). Je demande la parole. Cet article 6 devrait être complété en ce sens que le secrétaire de la Commission Interparlementaire ne devrait pas percevoir la cotisation de chaque député, mais qu'il lui suffirait de réclamer le paiement de la contribution globale des députés de chaque pays au secrétaire national de ce Parti.

En d'autres termes, les secrétaires des sections ou des Partis affiliés payeraient en même temps l'affiliation due par ce Parti ou par cette section, et l'affiliation due par les groupes parlementaires. (Adhésion.) Mon amendement est libellé comme suit :

« *La somme globale des contributions annuelles, dues par les parlementaires des sections ou Partis affiliés, est payable en même temps que la cotisation de ces sections ou Partis affiliés au B.S.I.* »

LE PRÉSIDENT. Personne ne s'opposant au vote de cet amendement, je le considère comme adopté. (L'assemblée adopte sans débats les articles 7 à 12.) Comme je vous l'ai dit au commencement de la séance, la délégation britannique nous a soumis une double proposition, sur laquelle elle désire connaître votre avis. La première est relative à un « modèle international de loi industrielle » et est libellée comme suit :

« *Attendu que les lois industrielles des différentes nations varient sous le rapport de la somme de protection qu'elles accordent au travailleur et des limites qu'elles imposent au capitaliste,*

*Attendu qu'il est désirable que tous les travailleurs jouissent des meilleures de ces conditions nationales et que les capitalistes surmeneurs*

*n'occupent pas une position avantageuse dans l'industrie internationale, La présente Conférence émet l'opinion que le Bureau International doit publier un exposé montrant jusqu'où est allé le pays le plus avancé sous le rapport de la législation en matière de questions industrielles, éducatives et économiques, et que les différents Partis nationaux socialistes et ouvriers, représentés au Parlement, soient priés de faire une agitation pour amender leurs lois industrielles de façon à les mettre sous tous les rapports au niveau de celles des nations les plus avancées. »*

Une idée quasi identique avait inspiré la Social Democratic Federation de Grande-Bretagne, quand elle transmettait récemment au secrétariat la proposition suivante :

« Le Congrès de Stuttgart donnera mandat au Bureau de faire les démarches nécessaires pour coordonner les propositions législatives et ouvrières, à l'effet de renforcer les projets en les présentant simultanément dans toutes les assemblées législatives. »

MACDONALD (Angleterre). Je pense qu'il est nécessaire de faire quelque chose dans la voie indiquée par la première des résolutions venant de Grande-Bretagne. Celle-ci me paraît nécessaire pour empêcher les capitalistes de dire qu'ils sont incapables de réaliser des réformes à cause des législations des pays attardés.

VOLLMAR (Allemagne). Les résolutions de nos camarades d'Angleterre me paraissent difficiles à réaliser, surtout la deuxième. Il ne me semble pas que le Bureau puisse prendre pareille responsabilité. Comment, en effet, modeler les lois d'après un type unique et élaborer une législation qui puisse être un exemple pour tous les pays. En ce qui concerne la deuxième résolution, je suis d'avis qu'il faut la repousser sans plus.

VAN KOL (Hollande). C'est également mon avis! Le secrétariat ne peut se substituer aux initiatives nationales et entreprendre pareil travail d'Hercule.

SÜDEKUM (Allemagne). Je me rallie à l'opinion de mes camarades qui viennent de prendre la parole. Si nos amis de Grande-Bretagne désirent se documenter, qu'ils consultent les travaux de l'Institut international de législation de Bâle, dont les publications nous permettent de nous rendre compte facilement du progrès des lois ouvrières adoptées dans les divers pays.

DAVID (Allemagne). Je partage l'avis de Südekum. Les députés ont, en outre, le droit d'exiger de leurs gouvernements respectifs une documentation complète. Je demande que l'on repousse les deux propositions. Je pense néanmoins que les divers groupes parlementaires feraient chose utile en renvoyant toutes leurs propositions de loi au secrétariat de la C.I. Celui-ci les publierait et mettrait à la disposition de ceux qui en auraient besoin toute la documentation concernant une question déterminée. Enfin, la C.I. devrait avoir le droit, à la demande

d'un groupe affilié, de faire des enquêtes internationales sur une question d'activité législative. J'aurai l'honneur de déposer un amendement dans le sens de mes observations.

MACDONALD (Angleterre). Mon Parti repousse également la deuxième des propositions anglaises. Mais les orateurs, qui viennent de prendre la parole, ne m'ont pas convaincu de l'inutilité de la première de ces résolutions. Il me semble que nos amis du continent ne connaissent pas fort bien les publications éditées par l'Institut de Bâle. Ces documents sont parfois très superficiels et très souvent incompréhensibles. Il faut que la Commission Interparlementaire intervienne ici; j'ajoute que très souvent la situation réelle des travailleurs ne correspond nullement à la législation élaborée par leurs Parlements respectifs.

GROUSSIÉ (France). Il n'est pas possible d'uniformiser toutes les législations; mais il est fort possible, au contraire, d'améliorer internationalement la législation visant des questions spéciales, comme, par exemple, la limitation des heures de travail. Le secrétariat de la C.I. peut parfaitement adresser à tous les groupes un questionnaire sur un objet déterminé et documenter ainsi les autres parlementaires.

ADLER (Autriche). L'uniformité nous conduit toujours à un minimum, mais jamais à un maximum. C'est pourquoi je pense qu'une action simultanée avec une même formule n'est pas possible. Mais nous pouvons répondre aux vœux de nos camarades anglais, et déclarer ici que nous voulons faire le possible pour améliorer nos législations ouvrières. Nous connaissons fort bien les législations des divers pays, mais ce que nous ignorons, ce sont les divers projets de loi déposés par les camarades des divers pays. Il nous serait très utile de savoir quels sont les travaux élaborés, grâce à l'initiative des députés socialistes, et c'est pour cela que je vous propose de voter une résolution rédigée dans le sens des observations du citoyen David et d'après laquelle chaque fraction enverrait au secrétariat deux exemplaires des propositions de loi qu'elle aurait élaborées.

VAILLANT (France). Je viens de rédiger une résolution qui pourrait compléter utilement nos statuts et dont voici le texte :

« 1. *Chaque groupe parlementaire doit par correspondance et documents tenir la C.I. au courant de ses travaux et de la législation ouvrière de son Parti.*

*La C.I. a pour fonctions de recevoir toute demande d'information et d'y donner satisfaction dans la mesure du possible par envoi de documents et renseignements.*

*A cet effet, elle doit, tant par des notes sommaires, des dates et textes de lois votées, que par des enquêtes spéciales sur des questions à l'ordre du jour qui lui ont été signalées, se mettre à même de répondre aux demandes.*

2. *Par la communication des projets de loi d'un groupe parlementaire sur une des questions à l'ordre du jour, la C.I. mettra les autres groupes*

*parlementaires à même de présenter des projets semblables dans les conditions qui sont propres à leur pays, mais autant que possible en concordance avec lui et simultanément. »*

SEMBAT (France). Je me rallie à la proposition Vaillant, mais je pense que le Secrétaire international pourrait réellement réunir les propositions dues à l'initiative des Partis adverses.

LE PRÉSIDENT. Nous sommes en présence des résolutions anglaises que l'on semble disposé à retirer et ensuite de deux textes qui se complètent et ne s'excluent point, l'amendement David et l'amendement Vaillant. Je me propose de substituer ces textes à l'article 5 de nos statuts. (Adhésion.)

La séance est levée à 1 h et reprise à 3 h.

\*

LE PRÉSIDENT. Nous abordons maintenant l'examen du mémoire présenté par le citoyen Troelstra, sur le *système politique de la Social-démocratie*.

TROELSTRA. Le développement et l'influence toujours croissante du mouvement socialiste ont mis en évidence une lacune qui nuira fatalement à l'unité et à la force de ce mouvement et empêchera tout progrès ultérieur, à moins que l'on ne prenne des mesures urgentes.

Dès à présent, on a pu signaler des symptômes démontrant l'exactitude de ce que nous avançons.

L'action socialiste au Parlement — dont personne ne met en doute la nécessité ni l'importance — a provoqué, quant aux résultats positifs influençant la condition sociale des ouvriers, une désillusion dans le monde entier. Aussi longtemps que le Parti n'est représenté au Parlement que par une minorité peu importante, ce désappointement frappe la bourgeoisie, parce qu'il prouve la mauvaise volonté ou l'impuissance de celle-ci à réaliser les desiderata de la classe ouvrière. Mais si cette minorité prend des proportions plus considérables, ou si la masse, qui la soutient en dehors du Parlement, constitue une partie considérable de la nation, l'on se sert de cette stérilité du travail parlementaire comme d'un argument contre la Social-démocratie elle-même. Et lorsque des ministres socialistes, avec ou sans le concours de leur Parti, se mettent à partager la responsabilité du système politique de la bourgeoisie, on commence de plus en plus à rendre le Parti responsable des défauts de ce système. Et, dans l'espèce, il n'est pas tenu compte de la forme de gouvernement qui nous est imposée.

Le système semi-absolutiste de l'Allemagne n'exerce pas une influence plus funeste, sous ce rapport, que le système démocratique et parlementaire de la France. On peut même se demander si le premier, avec sa grande stabilité et son esprit de continuité, n'a pas donné plus de résultats que le dernier, où la modification continuelle du groupement

des Partis et l'influence du changement politique sur la machine étatique viennent à tout instant troubler la marche des affaires.

Ce n'est point un jeu du hasard que, parmi les ouvriers français, l'indifférence ou le dégoût de la politique parlementaire se soient développés à un si haut degré et que, chez les ouvriers allemands, les idées anti-parlementaires semblent se développer.

DAVID (Allemagne). C'est totalement inexact.

TROELSTRA. Ce n'est pas mon avis. Partout où le mouvement socialiste a passé par la phase de la simple propagande et de l'opposition sans plus, et où il se voit forcé de se servir du système politique de la bourgeoisie pour donner satisfaction aux désirs immédiats des ouvriers, le caractère insuffisant de ce système deviendra clair et nuira à la Social-démocratie elle-même, à moins que celle-ci, quoique se servant du système, le soumette à une critique sévère et se dégage de toute responsabilité quant aux effets de la méthode.

On m'objectera peut-être que les résultats peu satisfaisants, auxquels je fais allusion, ne trouvent pas leur cause dans le système politique, mais dans l'organisation économique et dans la suprématie politique de la bourgeoisie. Cependant, on ne saurait séparer ces deux éléments. Tout système économique possède son propre régime politique. Il va sans dire que sous le régime capitaliste, avec l'assujettissement des masses à la contrainte d'un travail salarié quotidien et exagéré, on ne saurait imaginer qu'un système politique représentatif.

Le Parlement, manifestation historique du pouvoir naissant de la bourgeoisie et reconnu comme tel par les princes eux-mêmes, a été l'organe par excellence de ce système. On peut aisément prouver que dans son fonctionnement pratique et par son développement, il ne peut survivre au capitalisme, voire que ses défauts deviennent d'autant plus visibles dans la période actuelle de transition au milieu de laquelle nous vivons, car les intérêts sociaux et les mesures sociales commencent de plus en plus à intéresser le législateur. Quelque différents que soient dans les divers pays les droits du Parlement vis-à-vis de la couronne et du gouvernement, ils ont ceci de commun, que les lois sont conçues et que le système est projeté dans les bureaux ministériels, et que l'influence du Parlement sur les lois est simplement *corrective* et *complémentaire*. Aussi longtemps qu'un Parlement ne compte que deux Partis importants, représentant chacun un des côtés de la vie et de l'idée politique de la nation, cette objection n'a pas de conséquences fort graves. Le gouvernement repose alors entre les mains de ces deux Partis qui gouvernent à tour de rôle et entrent successivement au ministère pour réaliser leur système politique.

Une autre situation se développe lorsque les Partis bourgeois se démembrent et qu'à côté d'eux il se forme un « Parti ouvrier ». La condition essentielle du système parlementaire fait alors défaut. Les gouvernements temporaires deviennent, grâce à l'antagonisme existant au

sein du Parlement et au manque d'une majorité fixe importante, ou bien *impuissants* ou *tout puissants*. Impuissants, pour autant qu'il leur est impossible d'assurer la victoire à un système bien déterminé, par suite de la divergence d'opinion entre les fractions politiques. Tout puissants, puisqu'à défaut d'une opposition consciente et homogène, ils ont l'occasion de réaliser leurs projets.

Ce démembrement des Partis de la bourgeoisie a été une des causes principales de la modification du caractère du système parlementaire. Grâce à lui, nous constatons un changement continu dans le groupement des fractions, ce qui, dans les pays démocratiques, prive le gouvernement et la législation de toute stabilité, de sorte que ces derniers s'obstinent de plus en plus à spéculer sur l'ambition politique. Dans les pays de nature moins démocratique, ce démembrement constitue un moyen pour la Couronne de réunir les groupes de l'opposition dans une coalition favorable au gouvernement, phénomène qui se présente d'autant plus souvent que la crainte de la Social-démocratie relègue au second plan les différends des groupes de la bourgeoisie.

Il n'est pas étonnant que le changement de caractère de la bourgeoisie entraîne la modification de sa principale institution politique.

Toutefois, l'institution en elle-même, sous le rapport de l'état bourgeois auquel elle est liée inséparablement, ne saurait donner satisfaction aux exigences de la législation moderne. Le point de départ est la fiction, que le Parlement représente la totalité du peuple. Or, même en régime de suffrage universel, cette fiction ne correspond pas à la réalité. Le Parlement ne représente qu'une partie de la nation, et, même alors, il reste encore une représentation. L'intelligence et la connaissance des affaires, l'expérience pratique des groupes et des organisations, sont des éléments qui doivent se fier au hasard pour être représentés. Le choix des personnes dépend plus de considérations concernant la politique des Partis, que des arguments relatifs au choix lui-même. Toutes les questions qui se rapportent aux actions du gouvernement sont toujours jugées par les mêmes personnes, ce qui est cause d'une certaine superficialité et d'une uniformité exagérée, et ces défauts ont leur répercussion sur la qualité des résultats législatifs, d'autant plus que la tâche du législateur n'est plus purement administrative et juridique, mais est plutôt de nature sociale.

Le complément logique et historique du Parlement, c'est la bureaucratie des ministères de la bourgeoisie. Si, jusqu'à présent, la Social-démocratie a été forcée, en face de l'égoïsme des capitalistes et de l'initiative privée d'exercer toute son influence sur l'État et si, par conséquent, elle est devenue la grande force motrice, excitant à l'extension de l'intervention de l'État, on ne saurait prétendre qu'elle pourrait se servir de ce moyen, pour réaliser son système. Au contraire, la théorie nous apprend que la victoire du prolétariat n'est qu'une attaque contre le fondement de l'État, « que l'on reléguera dans un musée d'antiquités ». D'ailleurs, nos théoriciens les plus compétents, qui se sont

occupés du régime socialiste de l'avenir, ont vu sa tâche principale dans la transformation lente de l'état actuel en une organisation sociale, qui attribue une place, au premier rang, à l'organisation syndicale.

Si dans l'action directe de la Social-démocratie, dans les projets et dans les desiderata qu'elle conçoit pour l'action pratique à l'intérieur des limites du régime actuel, cette idée n'est point mise en évidence, on ne s'explique cette circonstance que par le fait qu'une réalisation, même partielle, est seulement possible dans le système social-démocrate lui-même.

Prenons pour exemple la nationalisation des chemins de fer, des mines, etc.

Les socialistes devraient opposer au système *d'exploitation par l'État*, grâce auquel tout est administré sur le pied de l'industrie privée des capitalistes du haut jusqu'en bas, par les bureaux ministériels, l'exploitation par les groupes populaires intéressés à l'exploitation, au profit et sous le contrôle de la nation entière. Or, à cet effet, toute organisation fait défaut. Ou bien, si l'on pouvait réunir en une seule organisation les syndicats ouvriers et autres, prenant part à l'exploitation, il manquerait d'abord tout lien entre cette organisation et l'organisation centrale de la nation.

Et puis! Il n'existe aucun système, donnant à l'organisation qui est chargée de l'exploitation une sorte d'autorité publique et d'autonomie, sans lesquelles l'exploitation ne saurait se faire.

Toutefois, les ouvriers ont plutôt raison de craindre que de désirer la sanction politique, le règlement des droits et devoirs des organisations syndicales, sous le régime capitaliste. La France, l'Allemagne et l'Angleterre l'ont suffisamment prouvé. Pour les organisations syndicales, il paraît que la meilleure condition est encore toujours la liberté de mouvement non-réglémentée, puisque sous le régime de la bourgeoisie, le caractère principal de cette organisation devrait être le combat politique, ce qui empêche de rendre obligatoire, pour tous les membres d'une profession, d'appartenir à la même organisation. Puis, l'organisation syndicale ne saurait accepter, en pleine confiance, le règlement de sa position juridique par une classe qu'elle se propose justement de combattre. Le développement total et la détermination de la grande tâche sociale de l'organisation syndicale ne sont possibles que sous le régime socialiste.

Ce qui précède nous paraît suffisant pour expliquer pourquoi la Social-démocratie, même en se servant pour sa lutte et pour son but, du système politique de la bourgeoisie, doit se rendre compte de la nature défectueuse de celui-ci, au fur et à mesure qu'elle devient plus forte et qu'elle envisage mieux les résultats positifs de son travail. Jusqu'à présent, ce point de vue critique s'est *insuffisamment* ou *inexactement* manifesté chez les socialistes.

*Insuffisamment*, pour autant que vis-à-vis de l'anarchisme et de l'anti-parlementarisme le mouvement ouvrier a souvent attaché trop

de valeur à la nécessité indiscutable et aux avantages de l'action parlementaire, en négligeant d'occuper à l'égard du Parlement, une position de prolétaires et de critique. Qu'on l'ait fait de temps en temps, d'une façon remarquable, dans les ouvrages de théorie. Possible. Mais dans la lutte pratique au cours de la propagande, on ne l'a que trop négligé. Et cela n'est pas étonnant, puisque le programme des social-démocrates n'oppose aucun système politique à celui de la bourgeoisie et puisqu'en effet, elle ne désire qu'une application plus caractéristique et plus logique du système parlementaire bourgeois.

*Inexactement*, puisque dans la critique raisonnée du parlementarisme, on ferme, entièrement ou en partie, les yeux à sa nécessité historique et à l'obligation de s'en servir, non seulement comme terrain de combat, mais également pour ses résultats directs. Cette erreur a été commise par tous les courants, qui ont appelé l'attention sur les défauts du parlementarisme, depuis les « Indépendants » allemands [6] jusqu'aux « Syndicalistes » français. Mais ce qui doit vouer leur critique à la stérilité, c'est qu'ils ne remplacent le système qu'ils condamnent par aucun système propre au prolétariat ou que, mus par des notions vagues au sujet de la signification de l'organisation syndicale, ils désirent lui attribuer un rôle, dont il ne saurait être question que sous le régime du prolétariat et encore seulement après une préparation et un développement suffisants.

En ces deux cas, le manque d'un système politique propre prend sa revanche sur l'unité du Parti et la force de la propagande. En contemplant la Social-démocratie de tous les pays, on constate partout deux opinions différentes, relativement à la tactique à suivre. Les uns attachent une valeur croissante à la *méthode parlementaire* dont ils acceptent toutes les conséquences, même à l'égard de la démocratie bourgeoise. Les autres, au contraire, sans rejeter la méthode en elle-même, s'efforcent de s'affranchir de ses conséquences, en se cramponnant au caractère d'opposition. Ceux-ci désirent empêcher la « parlementarisation » du mouvement en créant des obstacles au moyen de sentences nationales et internationales. Ils cherchent de nouvelles armes de combat et incitent la masse populaire, en dehors du Parlement, à la lutte contre la bourgeoisie entière.

Quelque importante que soit cette lutte, on se demande si l'intérêt n'en est pas exagéré. Commençons par constater que toute lutte littéraire soulève des nuages de poussière, sans avoir de résultat dans la pratique. Sans nier les cas spéciaux, dans lesquels la lutte a pris une tournure intéressante, on a le droit de rappeler qu'en France, aussi bien qu'en Allemagne, les représentants du Parti ont l'habitude d'agir de concert dans les cas importants, même en ne suivant pas toujours la même tactique; que plusieurs questions, attirant l'attention universelle

[6] Il s'agit de groupes de tendances anarchisantes dirigés par Friedeberg.



à l'origine, ne sont que des questions de convenance politique, qui trouvent leur explication dans les traditions du Parti et n'ont de valeur qu'au point de vue de la propagande; que tout écart réel de la ligne de conduite acceptée par le prolétariat se manifeste assez vite par ses résultats en éveillant la réaction nécessaire et en donnant à la classe ouvrière l'expérience essentielle, sans laquelle celle-ci ne saurait se frayer un chemin. La lutte des classes, menée par le prolétariat, contient en elle-même les conditions principales auxquelles elle peut et doit se faire. Celui qui l'accepte loyalement et sans restriction aucune, qui reste animé de son esprit et de ses efforts, entend, en se servant d'une méthode quelconque, la voix de la conscience, qui lui indiquera inévitablement, à la longue, la bonne route à suivre.

La bourgeoisie, qui a raison de voir dans le progrès du socialisme une menace par elle-même, prouve de plus en plus son caractère capitaliste et même à son aile gauche l'on voit, à côté de quelques démocrates, qui en toutes éventualités épousent le Parti des socialistes, une recrudescence de la réaction capitaliste, aussitôt que le mouvement prolétaire manifeste sa nature révolutionnaire.

Dans ces limites l'on verra sans doute encore longtemps, qu'en différents pays et à des époques différentes, l'on se servira de l'une ou de l'autre des méthodes, souvent de l'une, après s'être servi de l'autre. Lorsque les deux fractions du Parti se rendent compte de leurs véritables intérêts, elles s'efforceront plutôt de se corriger que de s'entretuer. Toutefois, si l'une d'elles met en danger l'intégrité du Parti, on est obligé de s'opposer à cette façon d'agir, qui ne saurait manquer de diminuer les forces de l'organisation.

Toutefois, cette lutte au sein du Parti souffre également du manque du système politique, propre à la Social-démocratie. Le programme de combat actuel met en évidence, dans la partie politique, l'achèvement final du système politique de la bourgeoisie. Le suffrage universel pour les deux sexes est son premier et, en même temps, son dernier mot. L'extension de l'intervention de l'État, sur tous les domaines, est un des desiderata que nous rencontrons à tout instant.

La Social-démocratie n'est, dans son programme politique, qu'une forme logique de la démocratie bourgeoise. Son programme immédiat ne contient absolument rien qui ne puisse être exécuté par les Parlements, dans le cadre actuel. En réalité ceux qui reprochent aux révisionnistes et aux réformistes leurs trop grandes illusions, relativement à la démocratie bourgeoise, feraient mieux de se poser la question à eux-mêmes, si la faute ne doit point être cherchée dans le programme du Parti même.

D'autre part, il manque à la réaction contre cette tendance toute base solide. On ne désire pas d'action parlementaire exagérée. On tient à conserver, en toutes circonstances, son indépendance au Parlement. On veut participer aux réformes en rédigeant des exigences absolument révolutionnaires. Mais, dans la réalité on s'efforce, en se servant de tous

les procédés parlementaires, de procurer aux ouvriers tous les avantages possibles, car sinon on rejeterait les ouvriers dans les bras de la démocratie bourgeoise. Un gouvernement, qui voudrait s'occuper sérieusement de faire quelque chose pour donner satisfaction à nos désirs, s'assurerait de suite l'opposition de la part de la réaction bourgeoise et il *doit* alors être soutenu par nous. On peut poser des conditions fort révolutionnaires, mais, lorsqu'il s'agit du scrutin final, il faut se contenter de demi-réformes ou de quarts de réformes, telles qu'elles sortent du creuset parlementaire. Le parlementarisme a ses propres lois, dont aucun Parti, qui se sert de cette institution, ne peut s'affranchir.

Par conséquent, on a tort de limiter la lutte relative à la tactique du Parti et au maintien de son caractère de principe, à la question de savoir comment il doit se comporter à l'égard du système de la politique bourgeoise. Conformément à ce système toute action de la Social-démocratie est nécessairement plus ou moins en conflit avec nos principes et plus ou moins empreinte d'opportunisme. La lutte pour les principes politiques sort de ce cadre. Celle-ci ne peut avoir pour objet que la question de savoir quel système politique la Social-démocratie se propose de mettre à la place de celui de la bourgeoisie. Et, puisque la fraction plus radicale du Parti ne sait non plus répondre à cette question, on la voit souvent chercher le côté principal et radical là où on ne saurait le trouver.

Ce n'est qu'après s'être bien rendu compte de l'organisation politique à achever, que le Parti pourra décider de la direction à imprimer à ses travaux positifs d'à présent. Cette constatation aura une influence considérable sur son point de vue, relativement aux organisations syndicales, aux droits et devoirs des syndicats de fonctionnaires, etc. Vis-à-vis des groupes de la bourgeoisie, le Parti ne saurait manquer de trouver un criterium fixe, qui pourra rendre d'insignes services, lorsqu'il s'agit de décider jusqu'à quel point il pourra se ranger temporairement du côté d'un ou de plusieurs de ces groupes, dans un cas spécial. Et puis, ce sera le seul moyen de faire disparaître des conceptions erronnées, au sujet de la signification de l'État et du Parlement au point de vue de la Social-démocratie, conceptions qu'on ne rencontre pas uniquement chez ceux qui n'appartiennent point au Parti, mais également au sein du Parti lui-même.

Si, dans ce qui précède, nous avons démontré la nécessité d'élaborer un système politique pour la Social-démocratie, en nous laissant guider par l'intérêt intrinsèque du Parti, il faut avouer que cette question présente encore un caractère plus général.

La crainte de l'utopisme bourgeois a retenu jusqu'à ce jour nos penseurs les plus éminents, de faire des efforts sérieux en cette direction. Lorsque Kautsky a risqué un effort bien modeste sur ce terrain [7], il

[7] Il s'agit de l'ouvrage de K. Kautsky, *Der Parlamentarismus, die Volksgesetzgebung und die Sozialdemokratie*, Stuttgart, J.H.W. Dietz, 1893.

a exprimé le désir formel de n'attribuer à son travail qu'une importance académique. Les travaux comme ceux de Menger [8] et de Deslinières [9] ne pouvaient que renforcer l'opinion que tout effort, pour décider dès maintenant quel système politique devrait accepter le Parti social-démocrate, devrait inévitablement aboutir à la même stérilité qui a caractérisé l'utopisme de la bourgeoisie.

Toutefois, ce n'est point le cas. Tout dépend de la méthode que l'on va suivre. Lorsqu'on s'efforce, comme Menger, de rechercher les idées ou principes de morale social-démocrate et de leur trouver une application juridique, on reste dans le cadre de l'utopisme. Mais en suivant la méthode historique, en étudiant l'organisation sociale existante et en se demandant quelle partie de la dernière peut servir à un régime du prolétariat, en se rendant compte de la croissance et de la constitution intrinsèque des organes sociaux, en déduisant de ceux-ci des règles générales, qui puissent être appliquées à d'autres cas, alors on peut arriver à un résultat réel, sans laisser à l'imagination plus de place que dans tout travail scientifique. Or, à quelle distance de la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie croit-on être, si le temps n'est pas encore arrivé de montrer au monde l'organisation politique, dont se serviront les social-démocrates, afin de rendre cette victoire utile à la réalisation de leur idéal? Le Parti a toujours avoué franchement qu'il lui est impossible de créer la société socialiste par des moyens artificiels. Sa tâche ne consiste pas dans l'évolution chauviniste, il l'a reconnue et il considère comme de son devoir de créer et de développer des institutions juridiques et politiques, qui puissent lui donner un essor et lui faciliter le déploiement ultérieur. Est-ce trop demander lorsque dans quelques pays avancés, la Social-démocratie compte déjà des millions de partisans et lorsque, de plus en plus, elle organise les masses pour s'opposer au système économique et politique existant, est-ce trop demander d'exiger qu'elle ne se contente pas de se promener dans le vêtement, rapiécé de rouge, de la bourgeoisie, mais qu'elle se montre dans son costume à elle et qu'elle possède un projet d'organisation politique qui se prête à la discussion?

*Comment la Social-démocratie s'y prendra-t-elle pour maintenir l'État bourgeois en société socialiste?* Voilà une question que le système politique doit résoudre. Nous acceptons comme admis que le mouvement économique et industriel évoluera dans le sens socialiste. Reste la question de savoir quel édifice politique, assez viable et élastique pour suivre le mouvement et pour augmenter sa croissance, nous allons construire sur ce fondement.

Lorsque la bourgeoisie a fait sa révolution, elle était à même de répondre à une question similaire. Les cahiers des représentants du

[8] Il s'agit des travaux du juriste autrichien A. Menger, *L'État socialiste*, traduit par E. Milhaud avec une préface de Ch. Andler, Paris, Bellais, 1904.

[9] Cf. L. Deslinières, *L'application du système collectiviste*, préface de J. Jaurès, Paris, 1899, et *Entretiens socialistes*, Paris, 1901.

Tiers-État contenaient le système politique de la bourgeoisie. Le Parlement existait depuis des siècles. En lui donnant un caractère plus général, en élaborant ses principes et en les appliquant, en les élevant au rang d'un système, la bourgeoisie a montré à elle-même et au monde entier ce dont on avait besoin. Pour concevoir un système politique, le prolétariat a aussi peu besoin de monter dans les airs que la bourgeoisie. Comme celle-ci, il a son organisation, résultat du pouvoir politique qu'il a acquis, fortifiée et développée par la lutte, tout comme il a été le cas pour le Parlement. Toutefois, il sera bien plus difficile de rendre générale cette organisation, de lui conférer l'autorité publique, de l'adapter à l'unité sociale et politique, qu'il ne l'a été pour les institutions politiques de la bourgeoisie.

La base de notre système politique ne saurait être que l'organisation, fondée sur la communauté des intérêts économiques, parmi lesquels les organisations syndicales occupent la première place. Il faudra que cette organisation dispose d'une certaine autorité publique, et qu'elle puisse imposer sa volonté aux minorités. Au-dessus de celle-ci doit se trouver l'organe donnant introduction à l'intérêt et aux désirs du peuple.

Comme prototype de ce système, nous citons une organisation existant déjà depuis des siècles dans le système de la bourgeoisie, savoir le « waterschap » hollandais, la « wateringue ». Les propriétaires des terrains situés dans un certain district, ont un intérêt commun, celui de se protéger contre l'eau et d'en régler le niveau, ce qui nécessite la construction de digues, d'écluses, de ponts, de moulins, etc. Une minorité pourrait, par son veto, empêcher la construction et l'entretien de ces travaux. Mais l'État assure à la majorité, désireuse de sauvegarder ses intérêts, le droit, [dans] certaines conditions d'intérêt public, de forcer la minorité à constituer une communauté pour laquelle l'exécution des travaux précités devient un devoir public. L'État cède une partie de son pouvoir et de son autorité à cette organisation; le droit pénal, le droit de police et le droit de frapper des impôts ont été transférés à cette communauté, pour autant que celle-ci en a besoin pour remplir sa fonction publique spéciale. On se rendra facilement compte de la connexité entre cette organisation spéciale et l'organisation générale.

J'ai cité cet exemple pour démontrer que ce n'est point uniquement à l'imagination qu'il faut faire appel, pour trouver un exemple de la décentralisation permettant à l'État de se démettre successivement et partiellement de ses fonctions, pour ne conserver que le contrôle et la direction générale. Il en est de même pour la constitution intérieure des différentes organisations. L'expérience des syndicats ouvriers en Angleterre et en Allemagne pourrait fournir d'autres matériaux.

Je crois en avoir assez dit. J'ai voulu attirer l'attention du Bureau Socialiste International et de la Commission Interparlementaire sur la nécessité et l'opportunité de commencer les études qui doivent inévitablement précéder l'élaboration d'un système politique. Il serait difficile de charger une seule personne de cette besogne importante.

Si, toutefois, on confiait la préparation du système à une seule personne, celle-ci devrait pouvoir compter sur la collaboration bienveillante et sur les éclaircissements d'autres camarades. Le travail à exécuter devra être de nature collective. La meilleure chose à faire serait de désigner quelques membres du Parti, pour exécuter cette tâche. Ceux-ci pourraient choisir un des leurs pour remplir les fonctions de rapporteur et pour arrêter, de concert avec les autres, les résultats de leurs travaux.

Selon mon opinion, il serait possible de publier les résultats de ces travaux en temps utile, avant la réunion du Congrès international de 1910. Je crois que nous pouvons nous promettre les meilleurs résultats de ces travaux tant au point de vue de la croissance que de l'unité et de l'action de la Social-démocratie.

VAILLANT (France). Ce que Troelstra nous a dit est très intéressant; mais je pense qu'il est impossible de donner une image de l'État de l'avenir. Jaurès nous a très souvent promis choses analogues. (Hilarité.) Il aura oublié sa promesse.

JAURÈS. Je n'oublie jamais rien. (Hilarité.)

VAILLANT. En tout cas, si Jaurès n'a pas oublié sa promesse, il agira sous sa responsabilité personnelle, le Parti ne pouvant s'engager à pareille chose.

JAURÈS (France). Le problème posé par Troelstra est un des problèmes les plus difficiles dont le socialisme ait à s'occuper. Son unique défaut, c'est que Troelstra n'ait pas transmis son exposé au secrétariat pour impression et distribution aux membres de la Commission. On ne dressera pas ici un programme de l'État de l'avenir ou de la société de demain; il s'agit seulement de savoir comment notre programme minimum deviendra une réalité. En France, nous nous trouvons devant la question suivante :

« Qu'advient-il lorsque le gouvernement radical bourgeois, qui est au pouvoir actuellement, aura réalisé son programme? Que nous restera-t-il à faire après cette éventualité? » Nous devons savoir ce que nous voulons! Ce problème est intéressant et ce ne sont pas seulement ceux qu'on appelle « réformistes » qui s'en occupent. Kautsky lui-même, dans son livre : *La Révolution sociale* [10], s'est préoccupé des législations de l'État de demain. Vandervelde n'a-t-il pas élaboré un système collectiviste? Nous ne pouvons nous borner à rester sur le terrain critique. Nous devons également être positifs et constructifs. La dernière Conférence Interparlementaire m'a déjà prié de détailler mes idées sur la politique de demain. Pour le grand bonheur de l'évolution socialiste, je devins malade, mais aujourd'hui, je suis de nouveau

[10] Il s'agit du livre de K. Kautsky, *Die soziale Revolution : I. Sozialreform und soziale Revolution* et *II. Am Tage nach der Revolution*, Berlin, Buchhandlung Vorwärts, 1902. Une traduction française parut tout d'abord dans la revue *Le Mouvement Socialiste*, 1902 et 1903, et ensuite sous forme de brochure en 1912 aux éditions Rivière.

en très bonne santé. (Hilarité.) Tous les groupes parlementaires ont, d'après moi, le devoir de se préoccuper de cette question.

GUESDE. Non pas les groupes parlementaires, les Partis! Sinon, c'est un enterrement. (Rires.)

JAURÈS. Les groupes et les Partis, nous sommes d'accord!

ADLER (Autriche). Je pense que la question soulevée par Troelstra peut être profitable à toutes les nationalités, mais je ne pense pas qu'elle soit féconde pour une action internationale. Je ne puis m'associer au pessimisme de Troelstra. Je pense que ce pessimisme sur les résultats de l'action parlementaire n'a trouvé d'écho que dans les milieux où l'on s'était forgé des conceptions fantastiques sur les résultats possibles des législations parlementaires. Là où l'on ne s'est pas livré à ces efforts d'imagination, l'on n'aura pas été désillusionné, et l'on aura compris ce que peut donner une représentation du prolétariat qui se trouve encore en minorité légale. On y aura compris que l'action législative est progressive dans tous les pays, malgré certains reculs. Ce progrès est dû à l'action socialiste, non seulement à ce que nous faisons, mais également à ce que d'autres sont obligés de faire, grâce à notre influence. J'ai cru comprendre que Jaurès estime que la démocratie bourgeoise est au bout de son rouleau en France.

C'est peut-être possible pour la France, bien que j'en doute, mais l'idée n'est pas exacte pour les autres pays. Dans tous les milieux, il reste encore beaucoup à faire et la société bourgeoise peut encore réaliser des œuvres nombreuses sur le terrain qui lui est propre. Lorsque Jaurès dit, pour la France : « Que nous restera-t-il à faire après cela? » Je lui réponds : « Eh bien, citoyen Jaurès, réalisez alors votre programme minimum, et vous aurez encore assez à faire et assez de temps pour réfléchir à d'autres initiatives. L'on me répondra peut-être qu'en cette matière je fais de nouveau preuve d'une certaine myopie. C'est parce que je sais que la presbytie n'est pas toujours une vertu. » (Hilarité.) Ma conviction intime est que le détail dans la réalisation de l'organisation socialiste a une telle importance que je ne crains pas que cette maladie prenne une trop grande extension. Si nous nommons une commission pour coordonner les conceptions diverses que l'on se fait de la société de demain, la maladie serait peut-être dangereuse, non pour le mouvement, mais pour les membres de la commission. (Hilarité.) Néanmoins, je ne veux pas repousser l'idée de Troelstra en tous points. Il est fort bon d'étudier les transitions conduisant de la société bourgeoise au socialisme. Mais dans ces conditions, il ne faut pas limiter ses études à l'action socialiste. Cette transition s'accomplit également sans l'intervention socialiste. Il serait peut-être intéressant d'écrire un livre sur cette matière, mais nous ne pouvons le faire à la Conférence Interparlementaire. De même que l'on peut se trouver au milieu d'une grande bataille sans en rien voir, nous nous trouvons au cœur de la lutte et

nous ne connaissons pas encore la coordination du mouvement. Je doute qu'une commission soit plus heureuse que nous.

LE PRÉSIDENT. Je vous propose de renvoyer la question pour examen à une séance ultérieure de la Commission. On ne peut discuter au pied-levé une question aussi grave, aussi complexe, aussi diversement interprétée.

TROELSTRA. J'accepte la proposition du Président.

VOLLMAR (Allemagne). Je ne puis accepter la proposition du Président qu'à la condition que nous ne nous engageons par là à rien. Je dois d'ailleurs vous mettre en garde contre certaine tendance, consistant à endosser toutes les questions difficiles aux Congrès ou Conférences internationales. J'estime d'ailleurs, que les travaux personnels eux-mêmes, faits sous les auspices du Parti, engagent dans une certaine mesure la responsabilité de celui-ci.

(L'assemblée adopte la proposition du Président.)

RAKOWSKI (Roumanie). J'avais l'intention de présenter à la Commission une résolution relative à la situation qui nous est créée dans mon pays. Mais je me suis mis d'accord avec le Bureau pour présenter cette résolution au Congrès [11].

DELORY (France). Je demande qu'à l'avenir les propositions à inscrire à l'ordre du jour de la Commission soient envoyées au secrétariat, soumises aux diverses fractions affiliées et ne puissent être inscrites qu'après adhésion de la majorité des groupes.

LE PRÉSIDENT. Personne ne s'opposant à cette résolution, je la déclare adoptée. Je donne la parole au Secrétaire.

LE SECRÉTAIRE. Certains camarades se sont plaints de la stérilité de la Commission Interparlementaire. Je tiens à vous rappeler que je ne puis être rendu responsable de cette situation, car je n'ai accepté le secrétariat que depuis quelques mois. Je crois même remplir un devoir d'honnêteté élémentaire en déclarant, à décharge de ceux qui m'ont précédé, que les seuls responsables de cette situation sont les groupes parlementaires eux-mêmes, qui très souvent et malgré divers rappels, ont même oublié d'envoyer au secrétariat les nom et adresse de leur Secrétaire correspondant, ou qui négligeaient systématiquement de répondre aux demandes d'information, formulées par d'autres fractions. Je dois ajouter que la dualité des secrétariats était également cause de ce flottement. J'espère que ce défaut sera réparé par la fusion des secrétariats. A la demande de divers camarades, je prie les groupes parlementaires représentés ici de me communiquer le nom de leur Secrétaire et je vous annonce qu'une réunion de ces Secrétaires aura lieu,

[11] Il s'agit d'une protestation contre les massacres des paysans révoltés en mars 1907 et les persécutions des socialistes roumains qui ont suivi. Le texte de cette résolution se trouve dans le *Compte rendu analytique du Congrès de Stuttgart*, p. 399-400.

avec les membres du Comité exécutif, avant la fin des travaux du Congrès. Les secrétaires des divers groupes parlementaires pourront ainsi se mettre d'accord sur l'amélioration pratique des correspondances.

LE PRÉSIDENT. J'ai reçu des citoyens Terwagne et Lafontaine une proposition tendant à ajouter à l'ordre du jour la question suivante : « De l'action de la Commission Parlementaire Socialiste, au sein de l'Union Interparlementaire pour la paix et l'arbitrage international. » Je vous propose de renvoyer cette question à une séance ultérieure. (Adhésion.) Je vous propose aussi de nous réunir la prochaine fois à Bruxelles, après une séance du B.S.I. (Nouvelle adhésion.) L'ordre du jour étant épuisé, je lève la séance.

Il est 6 h du soir.



ANNEXES

RAPPORTS MENSUELS  
DU SECRÉTARIAT DU B.S.I.

1905-1907



# I

## Rapport du secrétariat au Comité exécutif pour le mois de février 1905 [1].

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> mars 1905

A la date du 1<sup>er</sup> février 1905, le citoyen Victor Serwy, démissionnaire, a été remplacé comme Secrétaire par le citoyen Camille Huysmans. Ce remplacement a provoqué le déménagement du Bureau, qui a été installé définitivement à la Maison du Peuple, salle 6. Forcément pendant quelques jours, les travaux du secrétariat ont été arrêtés.

Nous avons donc envoyé des circulaires aux délégués et secrétaires des Partis et à tous les journaux socialistes, leur demandant de prendre bonne note de la nouvelle adresse, pour l'expédition de leurs correspondances, afin d'éviter tout retard dans la réponse.

Le nouveau secrétariat s'est ensuite préoccupé de dresser un Inventaire de tous les documents du Bureau, de classer avec méthode et clarté toutes les pièces, de faire un indicateur d'entrée et de sortie, résumant toute l'activité de l'organisme [2].

Dans le but d'exécuter les décisions du Congrès de Paris, qui a chargé le secrétariat de constituer les archives internationales du socialisme en centralisant les livres, documents et rapports relatifs au mouvement ouvrier des différentes nations, le secrétariat a pris l'initiative de racheter à la coopérative de Jolimont, la belle bibliothèque de feu Cesaer De Paepe, bibliothèque qui contient des collections uniques pour l'histoire de l'ancienne « Internationale » [3].

Cette bibliothèque constituera une espèce de fonds, grâce auquel il sera facile de compléter nos collections, si les secrétaires nationaux et les délégués veulent bien collaborer à notre œuvre.

Nous leur enverrons à bref délai la liste des publications que nous possédons et nous leur demanderons de bien vouloir la compléter.

La bibliothèque de Paepe nous a été promise officieusement pour une somme de 2 000 Frs, somme dont le Bureau International, le Conseil général belge, la Fédération Bruxelloise et la Maison du Peuple de Bruxelles paieront chacun le quart.

[1] Nous reproduisons, le texte intégral de ces rapports miméographiques. Seuls leurs titres ont été unifiés par nous.

[2] Ces indicateurs qui contiennent aussi de bons résumés de toute la correspondance reçue et envoyée par le secrétariat du B.S.I. sont conservés dans les Archives du B.S.I.

[3] Cf. le rapport du secrétariat au Congrès de Stuttgart, Annexe XX, p. 432, n. 1, ainsi que G. Haupt, « Notes sur les archives de la I<sup>re</sup> Internationale réunies par le B.S.I. », *Mouvement Social*, 1963, N<sup>o</sup> 3, p. 84-6.

L'installation coûtera environ 800 Frs et le catalogue sera dressé à titre gracieux par le sénateur Lafontaine.

Une liste de souscription a été mise en circulation pour payer ces derniers frais. Dans mon prochain rapport, je pourrai vous annoncer l'issue de ces négociations.

La correspondance du mois a été très volumineuse. A la demande du citoyen Roubanovitch, nous avons prié nos camarades allemands de bien vouloir intervenir pour empêcher l'arrestation d'un camarade étranger. Les citoyens Pfannkuch et Haase ont traité cette affaire avec une grande célérité, ce dont nous les remercions.

Le citoyen Morih (Rotterdam) a demandé l'intervention du Bureau pour obtenir sa rentrée en Belgique. Le député Meysmans s'est chargé de traiter l'affaire.

Nous avons reçu des Partis socialistes de Danemark, de Serbie, de Hongrie, le texte de résolutions votées à divers meetings en faveur des révolutionnaires russes. Le texte de ces résolutions a été transmis aux deux organisations russes.

A la demande de Roubanovitch, nous avons adressé une lettre à tous les Partis et délégués affiliés, afin qu'ils veuillent bien lancer dans leur milieu respectif une liste de souscription en faveur des révolutionnaires russes et des victimes du tzarisme [4].

Le secrétariat s'est mis à la disposition des Partis, pour centraliser et distribuer ces fonds, d'après une proportion à déterminer par les intéressés eux-mêmes.

Notre appel a été entendu, car à la date du 28 février, nous avons déjà reçu 500 florins de Hollande, 2 202 Frs 41 de Bohême, 620 Frs de Suède.

Le Socialist Party of Great Britain a demandé la liste de nos délégués. Le Socialist Labour Party des États-Unis a demandé son affiliation et proposé comme délégué le citoyen De Léon. Il lui a été répondu que l'affiliation a été acceptée à titre provisoire et que la cotisation s'élève à 400 Frs pour l'année 1905.

Ayant appris par l'intermédiaire du camarade De Brouckère, que le citoyen Plekhanoff voudrait faire convoquer le Bureau, en vue des événements de Russie [5], nous avons prié ce dernier d'adresser au Bureau Socialiste International, une demande écrite officielle, que nous n'avons pas encore reçue à ce jour [6].

A la demande du Parti ouvrier socialiste bulgare d'exclure les « réformistes » [7], il a été répondu que le Bureau ne peut s'engager dans cette voie,

[4] Cf. doc. N° 30.

[5] Le 25 mars 1905, De Brouckère, par une lettre à Huysmans fit savoir : « Plekhanoff m'a fait part il y a quelque temps du désir qu'éprouva la Social-démocratie russe de provoquer une réunion du Bureau International. Ils seraient heureux de pouvoir exposer la situation actuelle du socialisme russe devant les représentants des autres pays. Mais comme ils ne veulent pas s'exposer à un refus, ils voudraient que l'initiative de la demande de convocation vienne d'une autre nationalité. J'en ai parlé à cette époque à Vandervelde qui voulait que l'on consultât les diverses nationalités, officieusement, sur l'opportunité de la convocation. T'en a-t-il parlé? A-t-on décidé quelque chose? » Archives du B.S.I.

[6] Plekhanov ne présenta pas cette demande.

[7] Dès 1904, le Parti socialiste bulgare des « étroits » ne cessa de presser le B.S.I. d'exclure de ses rangs le Parti rival des « larges ». A la veille de la réunion du B.S.I. du 15 janvier 1905, les « étroits » envoyèrent au secrétariat de Bruxelles plusieurs lettres, et une déclaration (cf. doc. N° 28, n. 13) réclamant de repousser la demande d'adhésion « de la fraction des opportunistes bulgares (fraction de Sacazoff, Dabeff, etc) ». Lettre de N. Harlakoff au B.S.I. du 7 décembre 1904, Archives du B.S.I. A la veille de la réunion, le 3 janvier 1905, le B.S.I. reçut le télégramme suivant : « Considérons irrégulière délégation bulgare organisation non représentée congrès Amsterdam-Protestons contre précédent néfaste : Racovsky délégué Amsterdam. » Archives du B.S.I.

aussi longtemps que les groupes visés acceptent les résolutions des Congrès internationaux.

En attendant, nous avons prié les camarades bulgares de s'inspirer de l'exemple de nos camarades français et de nous documenter sur leur différend, en attendant la réunion prochaine du Bureau.

Comme la situation financière du Bureau n'est pas encore définitivement liquidée (elle le sera dans quinze jours par les soins d'Anseele et Serwy, responsables de la gestion antérieure) nous n'avons pu prendre une position nette dans tous les différends relatifs aux cotisations.

Il a été donné acte aux Partis socialistes espagnol et suédois qu'ils ont payé leurs cotisations antérieures à 1905, au Parti socialiste de Hollande que nous ne pouvons réduire ses cotisations à 200 Frs, vu que le Bureau ne statuera sur ces questions qu'en 1906; au Parti socialiste de Suisse qu'il doit payer chaque année 200 Frs à partir de 1902, au Parti démocrate socialiste de Bulgarie que nous acceptons provisoirement son délégué et que sa cotisation s'élève à 100 Frs pour l'année 1905.

Nous ne vous signalons pas les questions d'intérêt secondaire, demandes multiples de renseignements, commandes de livres, réclamations, etc.

*Le Secrétaire.*

## II

### Rapport du mois de mars 1905.

*Confidentiel.*

Comme je vous le faisais prévoir, les quatre groupes du Parti ouvrier belge auxquels j'ai fait allusion dans mon précédent rapport, ont voté chacun une somme de 500 Frs, ce qui permettra de racheter la Bibliothèque de De Paepe et de constituer un fonds sérieux pour créer une belle Bibliothèque internationale, conformément aux résolutions du Congrès de Paris (1900). La coopérative de Jolimont qui avait acheté la Bibliothèque a accepté nos propositions et il ne nous reste plus qu'à installer les meubles nécessaires.

J'ai fait imprimer des cartes qui seront envoyées à tous les socialistes militants, afin d'obtenir de ceux-ci envoi de leurs récentes publications à titre gracieux.

Les affaires russes ont naturellement beaucoup préoccupé le secrétariat. Nous avons transmis à tous les Partis affiliés et à tous leurs délégués une lettre de George Gapone relative à l'unité d'action de tous les groupements révolutionnaires et socialistes de Russie [1], ainsi qu'un rapport de la rédaction du Droschak sur les récents massacres de Bakou, inspirés par le tzarisme [2]. Nous avons également transmis aux groupes russes une copie des résolutions votées par diverses organisations socialistes et relatives aux événements de Russie. Nous avons jusqu'à ce jour reçu les fonds suivants pour nos camarades russes : 2 002,41 Frs de Bohême, 620 et 637 Frs de Suède, 500 et 300 florins de Hollande. Malheureusement jusqu'à présent les divers groupes russes n'ont pas encore pu se mettre d'accord sur le partage de ces sommes.

Le secrétariat a demandé au Comité parisien, qui s'était chargé de distri-

[1] Cf. doc. N° 31.

[2] Cf. doc. N° 33.

buer les fonds français, de trouver un terrain d'entente pour la répartition des fonds du B.S.I. Malheureusement, jusqu'à présent, cette entente n'est pas réalisée, de telle sorte que l'argent recueilli par nous, ainsi que les souscriptions belges, dorment dans les coffres-forts de la Maison du Peuple [3]. Le secrétariat s'est énergiquement refusé à trancher cette question d'autorité, mais il est décidé à convoquer le Comité exécutif et à proposer une solution nette de la question [4], si les négociations n'aboutissent pas à bref délai à Paris.

De l'Australie, du Canada et des États-Unis nous sont parvenues d'excellentes nouvelles. Le récent Congrès ouvrier de la Nouvelle Galles du Sud [5] a voté à une immense majorité une résolution qui renvoie à une commission spéciale, une motion d'adhésion aux principes socialistes.

Le Canada nous a demandé de reprendre les négociations concernant l'affiliation. Cette question est traitée en ce moment.

[3] Toute cette histoire est retracée dans une lettre que Roubanovitch adressa le 17 mars 1905 à Huysmans : « Le Comité des organisations socialistes de Russie s'est constitué, sur la demande expresse des directeurs de journaux socialistes français, dans le but d'aider à répartir entre les victimes des massacres tsaristes les fonds *recueillis en France* par voie de souscription publique.

La seule difficulté qui existait au sein de ce Comité était la question des droits des comités dissidents du Parti ouvrier social-démocrate russe qui se groupaient autour du journal *Vperiod* qui voulaient avoir leur représentant dans ce Comité et recevoir une part des fonds à distribuer.

Mais bientôt l'accord se fit sur ce point : les comités du *Vperiod* renoncèrent à leur prétention d'avoir un délégué à côté de celui du Comité central; quant à l'argent, un arbitre fut nommé — le citoyen Bracke, secrétaire du Parti socialiste de France et rédacteur du *Socialiste* — qui trancha définitivement le différent en attribuant 1/10 au Comité central et 3/10 aux groupes du *Vperiod*.

A l'unanimité des délégués de tous les Partis participant au Comité, le mode suivant de répartition fut adopté :

1. Les deux Partis russes auront 8/15 de la somme totale, chacun aura la moitié 4/15.
2. Les autres Partis auront le reste : 7/15.

Le Bounde a reçu 2/15 de la somme totale. Les trois Partis polonais reçurent 4/15 de la somme totale et la divisèrent à l'amiable de la manière suivante : 1/9 au Parti socialiste polonais; 1/9 au Parti social-démocrate de la Pologne russe et de la Lithuanie; 2/45 au Parti Le Prolétariat.

Le Parti social-démocrate letton — très fort à Riga où il y avait beaucoup de victimes — reçut 1/15. Donc, le tableau définitif fut le suivant :

1. Parti socialiste révolutionnaire	4/15
2. Parti ouvrier social-démocrate (dont les 3/10 aux groupes du <i>Vperiod</i> )	4/15
3. Parti socialiste polonais	1/9
4. Parti social-démocrate de la Pologne russe	1/9
5. Prolétariat polonais	2/45
6. Bounde	2/15
7. Parti social-démocrate letton	1/15

C'est selon cette proposition que fut fait le partage des premiers versements effectués par *L'Humanité*, *La Petite République*, *La Tribune russe*. Une seconde répartition sera faite un de ces jours.

Mais voilà que surgit une difficulté : le Comité étranger du Parti socialiste polonais ordonne à ses délégués de sortir du Comité à cause d'un conflit avec le Parti social-démocrate de la Pologne russe et de la Lithuanie.

Si je cite ces détails c'est pour attirer votre attention sur cette remarque que l'accord établi ici en vue de la répartition des fonds recueillis en France ne s'étend pas sur les sommes réunies au Bureau Socialiste international. » Archives du B.S.I.

[4] Cf. doc. N° 36.

[5] Il s'agit du Socialist Labor Party de la Nouvelle Galles du Sud.

Les États-Unis sont définitivement affiliés. Le citoyen De Léon est délégué pour le Socialist Labour Party, et le Socialist Party, sur la proposition du camarade Hilquitt a décidé de nommer également un délégué et de s'affilier définitivement.

Le délégué de l'Australie, le citoyen Eyre, parti pour l'Europe, a donné sa démission et sera remplacé sous peu.

La citoyenne Rosa Luxembourg nous a envoyé 100 Frs de cotisation pour le Parti social démocrate de Pologne et de Lithuanie (année 1905).

Nous regrettons qu'il ne nous ait pas encore été possible de faire le rapport financier, les citoyens Serwy et Anseele n'ayant pas encore tranché certaines questions restées en suspens et relatives à la gestion antérieure.

Signalons pour terminer que nous avons adressé une lettre en faveur de l'unité socialiste française au Congrès de Rouen [6] et que nous examinons en ce moment la question de savoir s'il ne faut pas faire une seconde édition du compte rendu du Congrès d'Amsterdam, la première étant totalement épuisée.

*Le Secrétaire, Camille HUYSMANS.*

### III

#### Rapport des mois d'avril et mai 1905.

Bruxelles, le 5 juin 1905

Pendant les mois d'avril et de mai, le secrétariat a continué son travail d'installation, de dépouillement de revues, de classement ainsi que les laborieuses négociations sur la répartition des fonds russes. Le meuble destiné à abriter la Bibliothèque internationale a été installé et nous nous préparons à mettre en bon ordre les 10 000 volumes de fonds, achetés par le secrétariat dans les conditions indiquées précédemment. La répartition des fonds russes se fera dans quelques jours d'après un % qui sera fixé par les membres du Bureau.

La Commission centrale des syndicats bulgares a demandé son affiliation au Bureau, mais il lui a été répondu que les deux sièges réservés à la Bulgarie étaient déjà occupés et que par conséquent, il ne nous était possible que de leur conseiller une entente avec une des organisations affiliées et leur demander de rester en correspondance avec nous dans l'intérêt de notre documentation [1].

Le Parti socialiste du Canada ayant demandé à reprendre les pourparlers

[6] Cf. doc. N° 34.

---

[1] Le représentant des socialistes « étroits » ne tarda pas à faire connaître au B.S.I. le vœu de son Comité central que « chaque fois que dans le Bureau parvient une proposition quelconque, ou bien que le Comité exécutif soit saisi pour prendre une décision concernant la Bulgarie, notre Parti en soit averti en temps opportun par l'intermédiaire du délégué. Nous voudrions en outre qu'avant de prendre une décision quelconque vous nous en fassiez part et vous nous consultiez. Je trouve indispensable de vous faire savoir que dans la Commission centrale sont représentés seulement les syndicats nommés chez nous 'libres', 'syndicats neutres' et qui n'ont rien de commun avec le Parti ouvrier social-démocrate bulgare ni avec l'union générale des syndicats ouvriers en Bulgarie. » Lettre de Harlakoff au B.S.I., Sofia, les 27 juillet-9 août 1905, Archives du B.S.I.

concernant l'affiliation à un taux réduit, il lui a été répondu que nous ne trouvons aucune trace de ces négociations précédentes, que le taux minimum de l'affiliation est de 200 Frs, mais que, vu l'étendue immense du territoire Canadien et de la jeunesse de l'organisation socialiste au Canada, nous pouvions accepter une affiliation provisoire pour un siège au Bureau à raison de 100 Frs en attendant l'élaboration d'un autre mode d'affiliation qui sera discuté par le Bureau l'année prochaine.

La Social-démocratie arménienne nous a envoyé une lettre critiquant notre circulaire relative aux massacres de Bakou. Cette lettre reconnaissait l'opportunité de notre protestation, mais les signataires auraient préféré que l'on n'eût pas donné en annexe le texte de la lettre du Droschak, publication émanant d'un groupe purement révolutionnaire et non socialiste[2]. Ils demandaient également une part des sommes recueillies par le Bureau et donnaient des renseignements sur le mouvement arménien. Il a été répondu à cette lettre que la critique aurait pu être de quelque portée, si le manifeste avait été inopportun, que la Social-démocratie arménienne a négligé de prendre une initiative louable, que le Droschak a pris cette initiative, que nous ne pouvons encore nous prononcer pour le moment sur les attaques dirigées contre la Fédération Révolutionnaire Arménienne et que les sommes recueillies par le Bureau sont destinées aux groupes russes (Social-démocrates, Révolutionnaires, Bound) et Polonais.

Les deux sièges réservés aux États-Unis sont définitivement occupés par le Socialist Party et le Socialist Labor Party. Le délégué du Socialist Party était jusqu'à présent le citoyen Herron. Le délégué du Socialist Labor Party est le citoyen De Léon. Comme la première de ces organisations était affiliée au Bureau depuis la création du secrétariat nous avons rappelé les arriérés dus, dont vous trouverez le compte dans le rapport financier.

L'International Socialist Club d'Australie nous a annoncé que le citoyen Eyre a été remplacé comme délégué par le citoyen H. Diercks. Il a été demandé à ce dernier des renseignements complémentaires sur la tendance qui s'est manifestée au sein des Trade-Unions d'Australie à accepter les principes formulés par les Congrès socialistes internationaux, en vue de préparer l'affiliation de cette vaste organisation ouvrière à l'Internationale.

Les camarades Hollandais ont promis de payer leur arriéré après les élections législatives qui auront lieu sous peu.

Le Comité exécutif a décidé de se faire représenter officiellement à l'inauguration du monument Alfred Defuisseaux qui aura lieu à Framories (Belgique). Le Congrès du Parti ouvrier belge a ratifié la nomination du nouveau Secrétaire international.

La Fédération Révolutionnaire Arménienne ayant déclaré, par l'organe de *La Tribune Russe* qu'elle se ralliait au Socialisme international, nous lui avons demandé confirmation officielle de cette adhésion afin d'aboutir, si possible, à une unité d'action de tous les groupements arméniens.

Il nous a été répondu que le projet élaboré par le Comité devait être soumis à l'assemblée générale du Parti, et qu'il nous sera communiqué à bref délai. Le citoyen Bracke (France) nous ayant déclaré que le compte rendu du Congrès international d'Amsterdam n'avait pas relevé toutes les résolutions adoptées, nous lui avons demandé de préciser son indication afin de compléter éventuellement ce document dans une deuxième édition [3].

A l'occasion des divers Congrès tenus pendant ces deux mois, nous avons

[2] Cf. doc. N° 33, n. 3.

[3] Le projet d'une seconde édition revue du compte rendu d'Amsterdam ne fut pas réalisé. Seule une édition en trois langues des textes revus et vérifiés des résolutions votées à ce Congrès de l'Internationale fut publiée. Cf. *La Deuxième Internationale*, N° 151.



envoyé des adresses aux Partis socialistes de Hongrie, de Suisse, de Hollande, de France, (les citoyens Vandervelde et Huysmans avaient été délégués par le Comité exécutif, au Congrès de Paris), Partis qui nous avaient annoncé leur réunion. Nous avons adressé aux Partis affiliés des circulaires relatives à l'unité française et aux massacres de Varsovie, circulaires dont vous avez reçu le texte [4]. Le Socialist Party of Great Britain, nous a annoncé qu'[il] examinerait et discuterait notre circulaire sur l'unité des Partis socialistes. Nous avons également envoyé un télégramme à la Conférence Austro-Italienne de Trieste qui avait pour but de protester contre la politique militariste des gouvernements bourgeois de Rome et de Vienne.

Nous avons adressé une lettre de sympathie aux citoyens Nishikawa et Kotoku, emprisonnés par le gouvernement de Tokio, pour avoir protesté contre la politique militariste du Japon [5].

Pour finir, deux communications :

1. Le secrétariat a pu acheter une cinquantaine de comptes rendus français très complets du 4<sup>e</sup> Congrès de l'Association internationale des travailleurs tenu à Bâle en septembre 1869 (édition Brismée Bruxelles 69). Nous mettons un ou deux exemplaires de ce document à la disposition des bibliothécaires ou Secrétaires de chaque Parti affilié au prix de 2 Frs le volume.

2. Nous serions reconnaissants à tous les secrétaires nationaux de bien vouloir donner les ordres nécessaires pour qu'un exemplaire de chaque publication socialiste (journal, revue, brochure, rapport, livre) nous soit adressé régulièrement pour notre bibliothèque. Les publications anciennes seront également bienvenues. Nous adresserons à bref délai aux Secrétaires nationaux un relevé des documents que nous possédons et nous les prierons de bien vouloir les compléter pour leurs pays respectifs, afin d'assurer l'exécution de la résolution votée au Congrès de Paris. Nous nous permettons d'ajouter qu'il est fort regrettable que le secrétariat du Bureau reçoive si peu de rapports et de documents. Trop souvent le Comité exécutif n'est informé des faits et gestes des Partis affiliés que par les comptes rendus des journaux. A chaque moment nous recevons la visite de camarades de divers pays, qui viennent à Bruxelles pour étudier l'organisation socialiste internationale et nous n'avons presque rien à mettre à leur disposition. Il nous paraît que le temps est venu de mettre fin à cette situation.

Ce rapport n'est évidemment pas destiné à la publicité.

*Le Secrétaire international, Camille HUYSMANS.*

[4] Cf. doc. N<sup>os</sup> 34 et 35.

[5] Pour avoir organisé des meetings antimilitaristes et des manifestations de sympathie envers les social-démocrates russes, Kojiro Nishikawa fut emprisonné pendant 7 mois et Shusui Kotoku pendant 5 mois. Cf. G.D.H. Cole, *The Second International*, Londres, MacMillan, 1956, 2<sup>e</sup> partie, p. 935.

## IV

## Rapport des mois de juin, juillet et août 1905.

Bruxelles, le 22 septembre 1905

A la date du 2 juin, le citoyen Oulianoff nous a annoncé que *Le Proletaire* est désormais l'organe central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et que Plekhanoff est définitivement remplacé par Oulianoff comme délégué au Bureau Socialiste International. Nous avons communiqué la copie de cette lettre à Plekhanoff (12 juin) pour obtenir des explications au sujet de ce remplacement. Cette lettre ainsi que la réponse de Plekhanoff (16 juin) ont été communiquées aux délégués et secrétaires de tous les Partis socialistes [1].

Il appert de ces documents que l'*Iskra* continue à être l'organe d'une fraction du Parti sus-mentionné, laquelle considère comme illégale la convocation du 3<sup>e</sup> Congrès. Quant à Plekhanoff, il nous a écrit qu'il ne conserverait sa place au Bureau que s'il était mandaté par les deux fractions. Nous avons vivement insisté auprès des deux fractions social-démocrates afin d'aboutir à une entente et nous avons fait toutes nos réserves sur la représentation d'une seule fraction au Bureau [2].

Hyndman, délégué de la Social Democratic Federation d'Angleterre nous a écrit (12 juin) qu'il y aurait lieu, à la suite des événements du Maroc, de tenir une réunion du Bureau Socialiste International. Bebel a estimé au nom de son Parti que la question du Maroc n'a pas la gravité que lui attribue Hyndman et il a émis un vote négatif sur la proposition [3]. Il a émis en outre l'avis que le Bureau devrait examiner la situation des Partis socialistes de Russie et il voudrait que le Comité exécutif allât négocier une entente. Le Comité exécutif a accepté et attend encore la réponse de certains groupes intéressés à la question. Cette lettre a également été communiquée aux membres du Bureau et le Comité exécutif y a joint un amendement à la proposition Hyndman [4], amendement tendant à convoquer une conférence anglo-franco-allemande, à l'exemple de la conférence de Trieste. Les membres n'étant tombés d'accord sur aucune des propositions relatives à la question du Maroc, il n'a pu être donné suite à la motion.

Le citoyen Lee, secrétaire de la Social Democratic Federation d'Angleterre, a également demandé que le Bureau se réunisse au plus tôt pour discuter la question de l'unité en Russie. Cette proposition a été transmise aux délégués et secrétaires des Partis [5].

Oulianoff et Plekhanoff ont demandé que le Bureau intervienne pour empêcher que le gouvernement russe n'obtienne l'aide des navires étrangers contre les marins du Potemkine et plus tard l'extradition des marins réfugiés en Roumanie [6]. Ces faits ont été communiqués à divers journaux avec prière de mener une campagne de presse en ce sens.

Nous avons reçu de la Social-démocratie arménienne et de la Fédération Révolutionnaire Arménienne, des proclamations sur les massacres au Caucase, ainsi que des demandes de secours.

[1] Cf. doc. N° 39.

[2] Cf. *Correspondance Lénine-Huysmans*, p. 24 et suiv.

[3] Cf. doc. N° 40.

[4] Cf. doc. N° 38.

[5] Cf. doc. N° 45.

[6] Cf. doc. N° 44.

Nous avons reçu une lettre de Bebel [7], dans laquelle il dit que les social-démocrates arméniens se plaignent de ce que la Fédération Socialiste Révolutionnaire Arménienne, qu'ils considèrent comme un Parti bourgeois, soit représentée au Bureau et ait reçu de l'argent. Il a été répondu qu'*aucune* fraction arménienne n'est représentée au Bureau et que la Fédération Révolutionnaire Arménienne n'a pas reçu un centime [8].

Le citoyen Kunert, rédacteur du *Vorwärts*, poursuivi pour la publication d'articles sur les cruautés commises par les soldats allemands en Chine, a demandé, dans l'intérêt de sa cause, à être mis en rapport avec un socialiste chinois interviewé par les journaux belges [9]. Le secrétariat s'est acquitté de cette tâche.

Le Comité exécutif du Parti socialiste argentin nous a communiqué une circulaire par laquelle il demande que les dockers des différents pays d'Europe déclarent le boycott à tous les navires venant de l'Argentine, au moment où les ouvriers argentins auraient déclaré la grève générale, afin d'obtenir une augmentation de salaire. Le boycott seul, dans la pensée de nos camarades, pourrait avoir raison de la tactique du gouvernement argentin qui déclare périodiquement l'état de siège pour empêcher le prolétariat d'obtenir de la classe capitaliste une amélioration de sa situation. Cette circulaire a été transmise aux délégués des Partis affiliés et au Secrétaire international des dockers [10].

Au sujet de la polémique engagée entre les citoyens Plechanoff et Lew, voir nos communiqués antérieurs, nous avons reçu une nouvelle lettre très longue du citoyen Lew, qui maintient toutes ses affirmations [11]. Nous ne pouvons la reproduire, car rien n'empêcherait les citoyens qui sont d'un autre avis, de répondre par une lettre d'égale longueur, ce qui transformerait le secrétariat en une agence internationale de polémique. La lettre du citoyen Lew sera communiquée aux membres du Bureau, au moment où se posera la question de l'affiliation des groupes arméniens.

Il nous est parvenu un excellent rapport, rédigé par le citoyen Rosin, sur les événements de Russie et l'action du Parti ouvrier socialiste letton [12].

Nous avons le regret d'annoncer que les négociations avec le Socialist Party of Canada au sujet de l'affiliation n'ont pas abouti, ce Parti considérant encore comme trop élevée la cotisation minimum.

Le secrétariat a reçu du citoyen Vaillant une proposition par laquelle le signataire a demandé aux Partis socialistes affiliés *d'examiner les mesures générales à prendre : 1) par les Partis des pays concernés d'abord, et 2) concurremment, par le Parti socialiste international, pour une action concertée, socialiste et ouvrière internationale, à l'effet de prévenir et d'empêcher toute guerre.*

Il a demandé en outre que le Bureau inscrive cette question à son ordre du jour permanent et en délibère à sa prochaine séance.

Cette proposition qui était parvenue au Bureau pendant les vacances du Secrétaire, a été transmise aux délégués et secrétaires des Partis avec un léger retard... [13].

Nous avons demandé au Conseil d'administration de la Maison du Peuple de Bruxelles, de nous doter d'un deuxième meuble pour la Bibliothèque du Bureau qui vient d'être installée.

[7] Il s'agit de la lettre de Bebel du 16 juillet 1905, le plaignant était le représentant du comité étranger de la Social-démocratie arménienne, Lew.

[8] Cette correspondance est conservée dans les Archives du B.S.I.

[9] Cf. doc. N° 57, n. 11.

[10] Cf. doc. N° 37.

[11] Cf. doc. N° 43, n. 5.

[12] Le rapport en question parut dans *Le Peuple*.

[13] Cf. doc. N° 49.

Cette demande a été accueillie en partie. La coopérative belge est intervenue dans les frais pour une somme de 600 Frs jusqu'à présent.

Nous sommes actuellement occupés au classement des milliers de volumes de notre Bibliothèque internationale. Ce classement nous a forcé de prendre un aide temporaire, ce qui augmentera quelque peu les dépenses du Bureau.

Le Parti socialiste danois par l'intermédiaire du citoyen Knudsen nous a annoncé que dorénavant toutes les publications du Parti seront envoyées régulièrement au Bureau. Il voudrait que tous les documents du Bureau lui parviennent en langue allemande. Il lui a été répondu qu'il lui sera donné satisfaction dans la mesure du possible, en attendant la prochaine réorganisation du Bureau et du secrétariat.

Le citoyen Hillquit du Parti socialiste des États-Unis nous a promis de contribuer au développement de la Bibliothèque internationale. Il fera également son possible pour que l'arriéré de son Parti soit payé dans le plus bref délai.

Nous avons également adressé aux Partis de France, d'Autriche, d'Italie, de Suisse, etc., des lettres pour demander le paiement de l'arriéré, mais jusqu'ici, nous n'avons pas encore obtenu satisfaction. Parfois, même, on oublie de nous répondre à ce sujet.

Nous avons reçu d'autre part les cotisations suivantes :

Parti socialiste des États-Unis	500,00 Frs	sur arriéré
Parti social-démocrate allemand	1 000,00	pour 1905
Parti ouvrier social-démocrate bulgare	100,00	pour 1905
International Socialist Club d'Australie	200,00	pour 1905
Parti socialiste danois	600,00	pour 1904
TOTAL....	2 600,00	Frs

Contrairement à ce que nous avons dit dans notre précédent rapport financier, seul le Parti ouvrier social-démocrate bulgare a payé la cotisation annuelle due depuis 1900 à 1904, soit 600,00 Frs, ce parti ayant été seul affilié pour la Bulgarie jusqu'au commencement de cette année.

A une demande du Secrétaire, priant le Parti socialiste autrichien de bien vouloir payer les arriérés, Adler a répondu que la cotisation de l'Autriche a été réduite à 500,00 Frs, d'accord avec l'ancien secrétaire Serwy. Ce dernier nous a déclaré qu'il ne se rappelle point qu'il ait négocié une réduction. La question reste donc en suspens.

Nous avons reçu, pendant ce trimestre, les sommes suivantes pour les victimes de la Russie :

du Parti social-démocrate de Hollande	208,30 Frs
du Parti socialiste danois	410,25
TOTAL....	618,55 Frs

Au commencement du mois de juin, nous avons soumis au vote des membres du Bureau, les propositions Roubanovitch-Plekhanoff et Rosa Luxemburg, relatives au partage des premières souscriptions, destinées à nos camarades de Russie [14]. La proposition Roubanovitch-Plekhanoff a été adoptée à l'unanimité moins une abstention.

Ferri nous a envoyé un chèque de 4500,00 Frs pour nos camarades de Russie et annoncé l'envoi d'une somme identique.

[14] Cf. doc. N° 36.

Les sommes suivantes ont été versées aux Partis socialistes de Russie :

Parti socialiste révolutionnaire russe	5 049,23 Frs
Parti social-démocrate russe ( <i>Iskra</i> )	2 524,51
Parti ouvrier social-démocrate russe ( <i>Le Prolétaire</i> )	2 524,52
Parti social-démocrate de Pologne et Lithuanie	3 155,77
Parti socialiste polonais	3 155,77
Bounde (Union juive)	2 524,50

TOTAL.... 18 934,30 Frs

Le Comité exécutif a décidé de réserver sur les fonds reçus 2 000,00 Frs au Parti ouvrier social-démocrate letton, 2 000,00 Frs aux social-démocrates arméniens et 500,00 Frs aux marins du *Potemkine*.

Nous avons communiqué aux délégués et Secrétaires des Partis, la proposition Van Kol, relative à la représentation des Partis socialistes au Bureau Socialiste International et aux Congrès internationaux, avec prière de nous faire parvenir leurs observations ou amendements ainsi que leurs nouvelles propositions. Nous avons reçu des notes des Partis suivants :

- du Parti socialiste (section française de l'Internationale Ouvrière);
- du Parti ouvrier social-démocrate letton;
- du Socialist Party of Great Britain;
- du Parti socialiste des États-Unis;
- du Bound (Union des ouvriers juifs de Pologne et Lithuanie);
- du Parti ouvrier social-démocrate bulgare;
- du citoyen Singer pour le Parti ouvrier social-démocrate allemand.

Toutes ces propositions ont été communiquées en résumé dans notre circulaire du 30 août dernier [15].

Les Congrès suivants nous ont été annoncés pendant ces trois mois :

- le Congrès du Parti socialiste serbe et des syndicats;
- le Congrès du Parti ouvrier social-démocrate bulgare;
- le Congrès du Parti socialiste démocrate bulgare;
- le Congrès du Parti socialiste suisse;
- le Congrès syndical hongrois.

Des adresses au nom du Bureau ont été envoyées à tous les présidents de Congrès qui nous ont annoncé leurs réunions à temps.

Le Comité exécutif :

Émile VANDERVELDE, Édouard ANSEELE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

## V

### Rapport du mois de septembre 1905.

Bruxelles, le 30 septembre 1905

A la date du 27 septembre, nous avons reçu du citoyen Vaillant, la proposition officielle du Parti socialiste (section française de l'Internationale

[15] Cf. doc. N° 48.

Ouvrière) tendant à faire rechercher par le Bureau les moyens les plus propres à prévenir et empêcher la guerre. Cette proposition a été envoyée aussitôt aux délégués et Secrétaires des Partis, avec prière de la soumettre au plus tôt à l'organisation centrale du Parti et de nous donner leur assentiment sans retard [1].

Nous avons demandé au citoyen Oulianoff du Parti ouvrier social-démocrate russe, s'il avait consulté ses mandants comme il l'avait annoncé au sujet de la proposition de Bebel, demandant que le Comité exécutif aille négocier une entente entre les fractions russes. A la date du 16 septembre, Oulianoff nous a envoyé la lettre suivante :

« Cher Camarade,

Toutes vos lettres concernant la proposition d'une intervention du Bureau Socialiste International pour réconcilier les deux fractions de notre Parti ont été envoyées au Comité central en Russie. A présent, je peux vous communiquer que le Comité central est prêt à prendre part à ladite conférence, pourvu qu'elle garde le caractère d'une délibération préliminaire. J'espère que les délégués du Comité central viendront à Genève ou bien à Berlin bientôt, au mois de septembre probablement.

Cependant, je dois vous informer que le Comité central est en train de conclure un pacte en Russie avec la Commission d'Organisation — l'organe exécutif de la minorité — du Parti. Les pourparlers préliminaires ont eu déjà lieu et les deux Partis sont parvenus à faire une convention à propos des sommes versées par les organisations étrangères en faveur de la Révolution russe. Le texte de cette convention vous a été envoyé il y a une quinzaine. Puisque la solidité de la réconciliation ne peut être garantie que par une entente complète entre les camarades de Russie, il serait peut-être prudent d'attendre les résultats des négociations avant de convoquer la conférence au sujet de laquelle vous nous écrivez.

Vladimir OULIANOFF (N. LÉNINE). »

Le Comité exécutif devra donc attendre.

Le camarade Yanko Sakasow, délégué du Parti socialiste démocrate des travailleurs bulgares, proteste contre les accusations (voir circulaire du 26 août) du Parti ouvrier social-démocrate bulgare (Harlakoff) et prétend que ce dernier ne peut pas formuler les preuves de ce qu'il avance [2].

Nous avons reçu pour nos camarades russes, les sommes suivantes : 2 800,00 Frs du Parti socialiste espagnol et 4 500,00 Frs du citoyen Ferri (Parti socialiste italien) somme qui nous était promise depuis quelque temps.

[1] Cf. doc. N° 50.

[2] Le 1<sup>er</sup> septembre 1905, Yanko Sakasov faisant part de la décision prise le 20 août par le Comité central du Parti socialiste démocrate bulgare, de le déléguer au B.S.I., se prononça en ces termes au sujet des contestations des « étroits » : « Quant à la protestation assidue des délégués de l'autre fraction socialiste bulgare contre l'admission de notre fraction dans la représentation au Bureau, nous devons déclarer qu'à mesure que cette fraction perd du terrain dans la population des travailleurs bulgares, elle augmente ses cris fanatiques d'être la seule représentante du socialisme bulgare en dehors de nos frontières. Nous insistons pour que les délégués de cette fraction fassent enfin leur exposé sur les raisons qui les forcent à protester contre notre admission dans le Bureau. Les délégués socialistes internationaux verront comment dans le zèle de se parer de pur socialisme, certaines fractions socialistes divergent inconsciemment vers l'anarchisme. » Archives du B.S.I.

Nous avons aussitôt envoyé 2 000,00 Frs au Parti ouvrier social-démocrate letton, 2 000,00 Frs aux social-démocrates arméniens et 500 Frs pour les marins du *Potemkine*, conformément à la décision du Comité exécutif.

Nous avons reçu du Cercle d'études sociales et de libre pensée de Bellegarde (France) une pétition demandant que l'on emploie la langue Espéranto comme langue véhiculaire du Bureau et des Congrès internationaux, à commencer par le Congrès de Stuttgart.

Cette pétition était signée par les camarades suivants :

- le citoyen Vincent Richard, secrétaire du Cercle d'études de Bellegarde (Parti socialiste unifié);
- le citoyen John Kent, membre du Parti socialiste de Grande-Bretagne (Angleterre);
- le citoyen Jean Gualchi, secrétaire de la Section socialiste italienne de Ginevra;
- le citoyen Gardenine, secrétaire du Parti socialiste révolutionnaire de Russie;
- le citoyen Dr. A. Wyss, membre du Parti socialiste suédois, président du Cercle (coopératif communiste);
- le citoyen Peter Cehrlein, président de l'Allgemeiner Arbeiter Verein (Allemagne).

A la suite d'une nouvelle demande du secrétariat, la Maison du Peuple de Bruxelles a décidé de faire construire à ses frais, un second meuble pour notre Bibliothèque. La dépense globale est évaluée à 1 200 Frs.

Il a été entendu entre le délégué De Léon et le secrétariat que le rapport du Labor Party des États-Unis qui avait été envoyé trop tardivement à l'ancien Secrétaire Serwy pour paraître dans le volume *Organisation* sera inséré dans le prochain livre à éditer avant le Congrès de Stuttgart [3].

De Léon a promis également [4] de compléter la Bibliothèque internationale par les publications de son Parti et d'envoyer régulièrement au secrétariat les journaux suivants : *Arbetaren* (New York), *Socialistische Arbeiterzeitung* (Cleveland, Ohio), *Ragione Nuova* (Rhode Island), *Népakarat* (New York), *Der Arbeiter* (New York).

Au sujet de la proposition Van Kol le citoyen délégué Sakasow demande le maintien de l'ancien système de votation et de représentation.

Le citoyen délégué Ugarte au nom du Parti socialiste argentin émet le même avis.

Le citoyen délégué Vaillant nous a envoyé pour notre Bibliothèque, trois brochures relatives à la Première Internationale et la Commune, intitulées :

- 1) *Internationale et Révolution*,
- 2) *Aux Communeux*,
- 3) *Les Syndicaux et les Congrès*.

Nous avons reçu ce mois les cotisations suivantes :

Parti socialiste tchèque-slave de Bohême	200 Frs	pour 1905
Parti socialiste espagnol	200	pour 1905.

[3] Le rapport du Socialist Labor Party est paru dans *L'Internationale Ouvrière et Socialiste, Rapports soumis au Congrès socialiste international de Stuttgart (18-24 août 1907)*, vol. I, p. 43-56.

[4] La correspondance entre De Léon et le secrétariat du B.S.I. est conservée dans les Archives du B.S.I. (photocopie mi BIF).

Nous nous permettons de vous donner ci-dessous, le relevé des cotisations arriérées de 1901-1904, à la date du 30 septembre 1905 :

Angleterre (I.L.P.) <sup>1</sup>	3 ans à 100 Frs	300 Frs	payé	100,00 Frs	reste	200,00
Autriche	4 ans à 800	3 200	payé	610,19	reste	2 589,81
États-Unis (P.S.)	4 ans à 800	3 200	payé	751,50	reste	2 448,50
France (P.S.F.)	4 ans à 400	1 600	payé	1 200,00	reste	400,00
— (P.S. de F.)	4 ans à 400	1 600	payé	1 200,00	reste	400,00
Hollande	4 ans à 400	1 600	payé	608,50	reste	991,50
Hongrie	4 ans à 200	800	payé	482,60	reste	317,40
Italie	4 ans à 800	3 200	payé	800,00	reste	2 400,00
Argentine	4 ans à 200	800	payé	600,00	reste	200,00
Suisse <sup>2</sup>	3 ans à 200	600	payé	200,00	reste	400,00

TOTAL... 10 347,21

1. L'Independent Labour Party d'Angleterre n'entend payer que les cotisations de 1903 et 1904 parce qu'avant cette date, il déclare n'avoir pas eu de délégué officiel au Bureau. Le secrétariat est en tout cas prêt à recevoir la somme de 100 Frs qui n'est pas contestée. [Note du Secrétaire du B.S.I.]

2. La Suisse prétend avoir été taxée à 100 Frs par an, et refuse de payer la somme de 200 Frs par an qui reste due. [Note du Secrétaire du B.S.I.]

#### *Rapport de l'Australie.*

Nous avons en outre le plaisir de vous communiquer le texte quelque peu résumé de l'intéressant rapport de l'International Socialist Club de Sydney qui a pour nous un double intérêt. Ce document marque les progrès accomplis en Australie par les idées socialistes. Il nous annonce en outre l'affiliation prochaine au Bureau de toute l'organisation ouvrière de l'Australie.

Le rapport rédigé par le camarade H. Diercks, secrétaire de l'I.S.C., rappelle d'abord la réunion de la New South Wales Political Labor Conference, tenue à Sydney et sur laquelle nous avons demandé des renseignements, les notes des journaux d'Australie semblant indiquer que le mouvement socialiste s'accroissait en ce pays. La Broken Hill Branch de la Liners Association y avait proposé une résolution portant que l'organisation aurait comme but la socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange. Le camarade Lorrish, membre de l'I.S.C. qui représentait en outre les Employés d'Hôtel, appuya la motion. Les chefs de la fraction parlementaire du Labor Party essayèrent de la combattre indirectement en faisant valoir qu'une pareille déclaration de principes leur aliénerait des votes, mais voyant que la proposition rencontrait des sympathies, ils conseillèrent la modération et réussirent à la renvoyer à une commission de 7 membres. La commission élabora alors la proposition suivante à laquelle ne se rallia pas le délégué de l'I.S.C. et qui était libellée ainsi (nous la transcrivons littéralement) :

L'organisation a pour but :

« a) The cultivation of an Australian sentiment based upon the maintenance of racial purity and the development in Australia of an enlightened and self-reliant community.

b) The securing of the full results of their industry to all producers by the collective ownership of monopolies, and the extension of the industrial and economic functions of the state and municipality. »

Le camarade George Black, ancien éditeur du journal ouvrier de Sydney, *The Worker*, essaya d'introduire un amendement exprimant la solidarité de la conférence avec le mouvement ouvrier international, mais sa proposition fut repoussée et le texte de la commission fut adopté.

Malgré la portée restrictive de cette motion, la presse et les politiciens capitalistes dénoncèrent la portée socialiste de la résolution. Si les polém-



miques révélèrent une ignorance profonde des principes socialistes, elles eurent pour effet de faire étudier ceux-ci. Ce qui le prouve, c'est que l'Inter-State Labor Conference, tenue du 8 au 12 juillet 1905 marque un progrès dans les idées. Quatre rédactions furent proposées :

« A) *New South-Wales and Tasmania* :

The objective adopted by the New South-Wales Party in January.

B) *Queensland* :

That the objective of the Federal Labor Party should be declared and in these terms :

The securing of the results of their industry to all producers by the collective ownership of the means of production, distribution and exchange, to be attained through the extension of the industrial and economic functions of the state and local governing bodies.

C) *Victoria* :

The gradual nationalisation of the means of production, distribution and exchange.

D) *Melbourne Political Labor Council* :

Conference affirms, that capitalism is the enemy and destroyer of essential private property. Its development is through the legalised confiscation of all that the labor of the working class produces above its subsistent wage. The private ownership of the means of employment grounds society in economic slavery, which renders intellectual and political tyranny inevitable! Therefore, Conference affirms, that it is the object of the Australian Labor organisations to obtain control of all the means of production, distribution and exchange, i. e. the means of employment — wealth-production, to be owned and controled by the whole of the people, in contradistinction to profit for a class. »

Après un débat d'environ deux jours, auquel prit une part influente le citoyen Liss Locks de Victoria, délégué de Tasmanie, la proposition fut adoptée et la discussion sembla prouver que la masse était plus avancée que les leaders [5]. Mat Reid, de Queensland, proposa alors que le *mouvement ouvrier australien fût mis en relation avec le mouvement socialiste international et que l'on fît les démarches nécessaires pour obtenir une représentation directe au futur Congrès international*. Cette résolution a été votée et il est à espérer qu'elle soit mise à exécution à bref délai [6].

Le citoyen Diercks termine son rapport en déplorant que les leaders semblent contrecarrer la volonté consciente des membres organisés, mais il a confiance dans le progrès des idées.

## VI

### Rapport des mois de septembre et octobre 1905.

Avant de vous donner le sommaire de l'activité du secrétariat, nous tenons à vous rappeler deux choses :

[5] A ce sujet, cf. Finlay, *The Australian Federal Labour Party, 1901-1951*, Londres, 1955.

[6] Cette résolution fut effectivement mise à exécution. La Socialist Federation of Australasia, constituée le 15 juillet 1907, décida d'envoyer au Congrès de Stuttgart Victor Kroemer; cf. *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. II, p. 488-90.

1. La nécessité urgente pour les Partis affiliés de nous communiquer à bref délai leur résolution en ce qui concerne la *proposition Vaillant*.

2. La nécessité également urgente, de soutenir nos camarades de Russie qui n'ont pas seulement besoin d'encouragements, mais surtout d'*argent*.

Le 6 octobre, nous avons reçu du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande, une lettre qui a été transmise à tous les délégués et Secrétaires des Partis affiliés. Cette lettre disait, au nom du Comité directeur du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande, qu'à l'occasion de la réunion de la deuxième Conférence de la Paix à La Haye, il était nécessaire de faire connaître nettement la pensée du Socialisme international sur la question de la paix universelle [1].

Il a donc été décidé de demander au Bureau Socialiste International d'organiser pendant la Conférence, un ou plusieurs meetings, auxquels parleraient des représentants des Partis socialistes des divers pays. Ces meetings auraient lieu à Amsterdam, à La Haye et à Rotterdam.

Seuls, jusqu'à présent, les citoyens Vaillant et Bebel nous ont fait parvenir une réponse.

Vaillant nous a écrit à la date du 18 octobre :

« En ce qui concerne la proposition hollandaise de réunion internationale en Hollande concurremment au Congrès gouvernemental international de La Haye, je ne crois pas qu'il y ait lieu pour le Bureau et les Partis des divers pays d'y donner la suite indiquée. Le Parti socialiste hollandais peut convoquer des meetings, y appeler et inviter des orateurs de divers pays, mais il est inutile de mettre tout le Parti socialiste international en mouvement à ce propos. Le Parti socialiste hollandais suffit à cette besogne.

Nous croyons que le Parti socialiste international a une besogne propre et plus urgente. C'est de décider, et c'est la proposition que nous lui avons soumise, ce qu'il entend faire pour déterminer l'action concertée efficace de la classe ouvrière concertée avec la sienne, pour prévenir et empêcher la guerre. Et nous insistons de nouveau pour une réponse et des résolutions prochaines à ce sujet. »

Bebel nous a écrit à la date du 22 octobre :

« Wir haben selbstverständlich gegen den Vorschlag der holländischen Genossen nichts einzuwenden. Ich erlaube mir aber für meine Person zu bemerken, dass ich keine Versammlungen übersehen kann. Meine Zeit ist dauernd und in ganz ausserordentlichem Masse in Anspruch genommen. » [2]

L'on se rappelle qu'au mois d'avril dernier, le Parti socialiste argentin nous a adressé un rapport, par lequel il demandait aux ouvriers des ports européens de boycotter éventuellement les navires argentins, chargés de produits agricoles, et ce, afin de forcer la main au gouvernement argentin qui cherche à faire avorter les mouvements grévistes par la proclamation de l'état de siège. A la date du 12 octobre, nous avons reçu un télégramme de nos amis argentins, nous annonçant la proclamation de la grève et de l'état de siège.

Comme nous n'avions reçu aucune réponse à la demande formulée dans notre rapport du mois de juin, le Comité exécutif a lancé une proclamation dont le texte a été de nouveau communiqué aux secrétaires et délégués des Partis affiliés ainsi qu'aux organisations intéressées. Jusqu'à ce jour, une seule réponse nous est parvenue relativement à cette question. Elle émane du citoyen Vaillant et est libellée comme suit :

[1] Cf. doc. N° 51.

[2] « Nous n'avons évidemment rien à objecter à la proposition des camarades hollandais. Mais, en ce qui me concerne, je me permets de faire remarquer que je ne puis prendre part à aucun meeting, mon temps étant extraordinairement occupé. »

« Je reçois votre appel et celui du Parti socialiste argentin. Je l'envoie immédiatement au citoyen V. Griffuelhes, secrétaire pour la Confédération du Travail qui, le mieux, peut lui donner en France l'effet, la suite effective qu'il aura j'espère partout, car non seulement le concours, le boycott demandé, est dû aux socialistes et ouvriers argentins mais rien ne peut mieux contribuer à l'organisation de l'action du prolétariat du socialisme international. Ce serait une première mobilisation partielle de ses forces, préparant des mobilisations plus générales et plus fortes et surtout celle que notre P. S. a demandée au P. S. international de préparer contre toute menace de guerre, et que je vous rappelle encore pour que vous la rappeliez à tous vos correspondants jusqu'à ce qu'une solution soit intervenue. »

Contrairement à une note figurant dans un de nos rapports antérieurs, le Parti social-démocrate de Russie n'a pas encore désigné de délégué au Bureau Socialiste International [3].

Le citoyen Bracke nous a annoncé que le deuxième Congrès du Parti socialiste (section française de l'Internationale Ouvrière) avait lieu les 28, 29, 30, 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre à Châlon.

Le citoyen Hyndman nous a adressé copie de la lettre qu'il a envoyée au citoyen Bebel relativement à l'opinion exprimée par ce dernier sur l'importance du conflit franco-allemand (affaire du Maroc) [4].

Nous avons reçu diverses critiques de l'amendement à la proposition Van Kol (organisation des Congrès et du Bureau), amendement élaboré par le secrétariat. La première émane du citoyen Cambier, délégué du Parti ouvrier socialiste argentin et est libellée comme suit :

« Je suis partisan du maintien du système actuel de représentation dans les Congrès comme au Bureau International non pas que ce système soit parfait, mais parce que celui que vous proposez de lui substituer présente, à mes yeux, de très graves inconvénients, entre autres celui de fixer d'une façon arbitraire et injuste la représentation de chaque nationalité. On ne peut, pour fixer cette représentation de chaque nation, s'appuyer sur rien de tangible, rien de sérieux. On ne peut établir aucune comparaison entre des pays luttant dans des conditions absolument différentes, sous des lois et des régimes divers. La base qui pourrait équitablement servir pour mesurer la force de chaque Parti fait absolument défaut. Il y aura là une source intarissable de discussions qui occuperont toutes les séances du Bureau. L'échelle de 1 à 10 au lieu de 2 à 6 aggrave encore ces inconvénients. »

A la date du 18 octobre, nous avons reçu à ce sujet une lettre du citoyen Vaillant, libellée comme suit :

« L'avantage principal de votre proposition est de faire ressortir, ce qui n'avait pas apparu aussi clairement dans la proposition Van Kol, que vous et lui sans doute, puisque vous avez sans doute conféré avec lui, considérez que la réforme dont la Commission a été chargée, porte sur la formation des nationalités en sections, que vous citez seul clairement, comme devant répondre au nombre de voix du vote et s'augmenter avec ce nombre de voix. Il y a eu confusion. Les sections ne sont pas et ne peuvent pas être mises en cause.

En ce qui me concerne et je crois pouvoir affirmer dans l'intention du Bureau International comme du Congrès, il n'a jamais été question et jamais le Bureau n'a eu le pouvoir de proposer et de décider l'augmentation du nombre de sections.

Le Congrès à plusieurs reprises, a décidé qu'en aucun cas le nombre des

[3] Ce n'est qu'en octobre 1905 que le mandat de Lénine de délégué au B.S.I. fut accepté.

[4] Nous n'avons pas retrouvé ce document dans les archives du B.S.I.

sections d'une nationalité ne pouvait être supérieur à deux [5]. J'ai, pour mon compte, insisté près du Bureau à propos de la nomination de la commission, pour que cette décision des Congrès ne pût être mise en question; et j'ai fait remarquer qu'il y avait seulement lieu de rechercher comment voteraient désormais ces deux sections de chaque nationalité, si on ne les ramenait pas à une seule, comme avant la regrettable décision du Congrès de 1896 à Londres où on a admis le dédoublement des nations [6].

Il y a donc lieu de préciser de nouveau la question. Il ne s'agit pas de multiplier les sections. En aucun cas, une nation ne peut former plus de deux sections. Si le Bureau et ensuite le Congrès décident qu'il n'y aura qu'une section par nation, tant mieux. Mais le Bureau n'a pas qualité, même pour examiner une proposition qui aurait pour objet de porter à un nombre plus grand que deux, le nombre des sections en lesquelles une nation, par une fâcheuse tolérance, est autorisée à se partager.

Le problème est celui-ci. Étant donné qu'actuellement les nations se divisent en deux sections si elles le veulent, ces deux sections étant équivalentes à une seule là où il y a unité socialiste, ces deux sections ou cette section ont au Congrès jusqu'ici eu droit à deux voix. A la suite de réclamations et de justes observations sur l'inexactitude réelle d'un vote du Congrès où une nation à peine éveillée au socialisme comptait autant qu'une nation où le socialisme était organisé et puissant, le Bureau International a nommé une commission chargée d'examiner s'il ne serait pas possible de déterminer un mode nouveau de votation qui permît de proportionner pour chaque nation la valeur du vote à la valeur réelle de son organisation, de son action et de sa force socialiste.

Il va sans dire et en cela je suis d'accord avec vous, que si le Congrès dans une nation où l'unité n'est pas faite comme en Russie admet ou a admis [comme le Bound un Parti purement socialiste], il y a lieu non seulement de rechercher un mode de votation qui, tenant compte de son existence et de son action, augmente le rang de la Russie dans le vote proportionnel, mais en même temps d'ouvrir à cette fraction reconnue de tous comme vraiment socialiste les portes du Bureau International comme du Congrès. Qui est représenté au Congrès doit l'être au Bureau qui sans cela ne serait plus la représentation exacte du Congrès et du Parti socialiste international.

Mais au Bureau comme au Congrès il ne peut y avoir plus de deux sections d'une nation.

Si l'on décide ce qui serait le mieux, de ne plus faire qu'une section par nation, comme cela a été de 1889 à 1896, la solution du vote est simple. La plus petite nation aura *deux* voix, la plus grande *dix*.

Mais si on maintient les deux sections il est évident que si dans la plus petite nation au socialisme divisé, l'une et l'autre section ont chacune une voix, dans la plus grande nation, où il y aurait cette division, chaque nation se partagera les dix votes en rapport avec les forces qu'elle représente et sur dix voix le choix d'un grand Parti entrant dans une section, plutôt que dans une autre, fera par exemple que cette section aura six, sept, huit voix alors que l'autre n'en aura par exemple que *deux*.

C'est la même loi de proportionnalité qui sera appliquée par le Bureau et par le Congrès après avoir entendu les représentants des Partis et des sections. Je le répète, la proposition Van Kol et la vôtre ne peuvent toucher pour l'augmenter au nombre deux des sections. On ne peut que les réduire à l'unité comme cela était d'abord, comme cela aurait toujours dû être et tout en serait simplifié pour la discussion des propositions et amendements ayant pour objet le seul point visé à Amsterdam d'organiser exactement le vote

[5] Il s'agit d'une décision du Congrès de l'Internationale tenu à Londres en 1896.

[6] C'est-à-dire, section nationale.

au Congrès et la représentation socialiste tant au Bureau International qu'au Congrès. »

A la date du 21 octobre, le citoyen Vaillant nous a écrit encore ceci :

« Je pense que vous leur ferez connaître aussi les réserves expresses de ma dernière lettre renouvelées ici relativement aux *sections* dont votre proposition seule parlait autant que je m'en souviens et qui, je le répète, ne pouvaient être mises en cause, que les décisions formelles des Congrès interdisent de mettre en cause.

C'est même par le fait du malentendu résultant de ce que sans le préciser, en parlant de *voix* les uns entendaient aussi les *sections*, oubliant qu'elles ne pouvaient être mises en question, alors que les autres supposaient seulement cet oubli et réclamaient pour ce motif le maintien du statu quo. C'est par le fait de ce malentendu que la question a été jusqu'ici mal posée et mal résolue.

C'est ainsi que mes observations antérieures et sans doute plusieurs autres ne pouvaient être entendues de ceux qui comme vous, pensaient qu'aux *voix* modifiées répondait une modification des *sections*.

Avant de rien faire, il faut clarifier la situation et bien expliquer qu'il ne peut s'agir des sections, c'est-à-dire des nations déjà assez divisées par le fait de l'autorisation de se diviser en deux sections, mais qu'il s'agit seulement de leur donner, dans leur unique ou double section, et uniquement, au lieu de deux voix, le nombre de voix représentatif de leur valeur et poids socialistes, et de leur assigner une représentation correspondante au B.S.I. »

Il nous paraît ressortir de ces documents que les membres du Comité exécutif et de la Commission spéciale n'ont pas compris la mission de celle-ci de la même manière que le citoyen Vaillant. Dans la pensée des citoyens Van Kol, Vandervelde et Huysmans, la Commission devait rechercher le meilleur moyen pratique de résoudre, sans être tenus de rester dans les cadres des formules précédemment adoptées, deux questions épineuses : la votation aux Congrès internationaux et la représentation au Bureau. Ce qui semble d'ailleurs prouver la justesse de cette interprétation, c'est que le citoyen Vaillant lui-même voudrait revenir au mode de votation antérieur au Congrès de Londres. Mais, comme les avis sont partagés, nous serions heureux de connaître à ce sujet l'opinion des membres du Bureau qui ont assisté à la dernière réunion où fut désignée la Commission spéciale.

L'Independent Labour Party (lettre du 28 octobre) a accepté en général les propositions de Van Kol et estime que le nombre des votes accordés à chaque nationalité ne peut être supérieur à *six*, et inférieur à *deux*. D'autre part, il demande que là où il y a plus d'une section au sein d'une nationalité déterminée, ces sections résolvent elles-mêmes en une seule section toutes les matières relatives aux Congrès. Mais ces sections auront soin de distribuer parmi les délégués des cartes de telle façon que là où il y a division, la minorité puisse participer aux votes comme la majorité. Keir Hardie ajoute, au nom de son Parti, qu'il lui semble fort difficile d'attribuer au Bureau la répartition des voix au sein d'une nationalité déterminée. Il fait ensuite ses réserves sur la partie de la proposition Van Kol qui n'admet pas la Pologne et d'autres nations comme des nationalités séparées et attend de plus amples explications avant de prendre attitude.

Nous avons reçu, concernant la proposition Vaillant (maintien de la paix entre nations) les lettres suivantes. La première, en date du 18 octobre, émane du citoyen Ferri et est libellée comme suit :

« Je suis heureux de vous annoncer que la direction du Parti socialiste italien, dans sa réunion plénière d'avant-hier (présents les camarades Lerda, Longobardi, Marangoni, et les députés L. Bissolati et Enrico Ferri) a accepté et approuvé de grand cœur la motion du Parti socialiste français pour un accord international contre la guerre (motion Vaillant).

Je dois cependant vous rappeler aussi que déjà le Parti socialiste italien avait donné l'exemple de réaliser les propositions contenues dans la motion Vaillant, lorsque les 21-22 mai 1905 il a envoyé les représentants (pour la direction du parti et les groupes parlementaires : Bissolati, Rigola, Rondani, députés, et Lerda, Marangoni, membres de la direction) à la *réunion internationale socialiste de Trieste*.

A celle-ci ont pris part aussi les camarades Ellenbogen, Nemeč, Pernerstorfer, députés, et Adler et Kristan pour la direction et le groupe parlementaire du Parti socialiste en Autriche.

Les camarades Bokányi, Buchinger et Goldner (pour le Parti socialiste hongrois), Bukšeg (pour les socialistes croates), Pittoni, Oliva, Lazzarini, pour la Commission exécutive du Parti socialiste italien en Autriche (section adriatique); Piscel pour le Parti socialiste italien en Autriche (section de Trento); Kopač, Kermolj, Panek, pour le Comité exécutif du Parti socialiste jugo-slave; Jermecio, Vidmar, Vanèk, Kermolj, pour le Comité politique des Socialistes slovènes; Pinguentini, Chiussi, Petronio, Saez, Pagnini pour le Comité exécutif de Trieste; Piva, Lirussi pour les Socialistes de Pola.

Il y avait aussi une représentation des *organisations ouvrières* de Trieste et des représentants des *provinces*.

Le Bureau International avait envoyé une dépêche, et le Parti socialiste allemand une lettre d'adhésion.

Comme vous savez, nous avons, dans cette réunion, réalisé l'accord entre les Socialistes italiens et les Socialistes de l'Autriche (Allemands, Hongrois, Slovènes) pour empêcher la guerre entre l'Italie et l'Autriche, qui de ce temps *paraissait possible* suivant les bruits de la presse nationaliste des deux pays.

La réunion a été beaucoup attaquée par les journaux nationalistes, comme antipatriotique. Mais la suite est, qu'après cette réunion, les bruits de guerre n'ont pas continué. »

A la date du 22 octobre, cette lettre de Ferri était confirmée par la communication suivante :

« Dans sa séance du 18 octobre, la direction du Parti socialiste italien après avoir pris connaissance de la proposition du Parti socialiste français, ayant le but de prévenir et empêcher l'éventualité d'une guerre, à l'unanimité a décidé de l'adopter et de vous envoyer son adhésion.

*Le Secrétaire, S. VARAZANI. »*

Le citoyen Bebel au nom du Comité directeur de son Parti, nous a annoncé (6 octobre) que ce dernier « adhère à la proposition de Vaillant ». Lettre identique du citoyen Kringen du Parti social-démocrate de Norvège.

Le Parti ouvrier belge a renvoyé la question devant les fédérations d'arrondissement qui la discuteront et transmettront au Conseil général les propositions d'exécution qu'entraîne le projet.

Le Socialist Labor Party des États-Unis adhère également à la proposition. Il pense que le Bureau devrait être informé dès maintenant des mesures que comptent prendre les divers Partis pour assurer la réalisation du but poursuivi par Vaillant.

Le S.L.P. a aidé à créer, en opposition aux organisations coopératives fondées sur le principe de la collaboration des classes et animées de sentiments patriotiques bourgeois, une vaste organisation coopérative ouvrière, basée sur la lutte des classes et dont le développement transformera à bref délai en réalités des vœux qui ne peuvent être que platoniques aujourd'hui.

L'Independent Labor Party estime que cette question ne peut être tranchée par correspondance, et voudrait qu'elle fût débattue au sein du Bureau.

Le citoyen Bebel nous a communiqué la lettre suivante qui lui a été envoyée du Caire et sur laquelle nous attirons spécialement l'attention de nos amis de la Grande-Bretagne :

« Le Caire, le 3 octobre 1905

M. Auguste Bebel,

Je me permets d'attirer votre attention sur une Ligue qui a été fondée dernièrement au Caire pour défendre les intérêts des employés contre les capitalistes. Elle compte cinq cents membres, existe depuis dix mois et s'occupe spécialement de régler les conflits entre ouvriers et patrons. Éloignée de tout Parti organisé et par conséquent sans aucune direction, la Ligue s'adresse à vous, afin que vous l'assistiez par tous les moyens possibles (conseils et collaborations) pour émanciper les employés, afin que ceux-ci comprennent qu'ils ne sont pas des esclaves mais possèdent les mêmes droits que les autres citoyens. Nous vous serions bien reconnaissants si vous vouliez aussi attirer l'attention des socialistes internationaux sur la Ligue des employés du Caire et les prier de s'intéresser à elle. Agréez, etc.

Roman HANSEN  
(par ordre de la Ligue).

Adresse : M. D. Delbourgo,  
Président de la Ligue des employés du Caire, B.P. n° 643. »

Le Socialist Labor Party d'Amérique nous a envoyé un chèque de 200 Frs, somme qui constitue la moitié de sa cotisation pour l'année 1905.

Nous vous prions de noter que le citoyen Harlakoff du Parti ouvrier social-démocrate bulgare a été remplacé au Bureau par le Camarade G. Kirkow; Adresse : Rédaction du *Rabotnitchesky Vestnik*.

Pour l'Espagne, le camarade Quejido est remplacé au Bureau par le citoyen Francisco Mora.

L'Independent Labor Party nous a annoncé qu'il publiera sous peu une revue mensuelle. Il prie tous les Partis socialistes qui voudraient faire l'échange de leurs publications de s'adresser au citoyen Francis Johnson, 10 Red Lion Court, Fleetstreet, London, E.C.

Signalons, pour terminer ce long rapport, deux lettres sur lesquelles nous attirons toute votre attention. La première (A) concerne spécialement les Partis socialistes de Russie visés par la proposition Bebel. La deuxième (B) a déjà été transmise au Parti social-démocrate allemand.

(A) « Genève, 27 octobre 1905

Cher Camarade,

Vous nous avez communiqué, le 28 juin 1905, une proposition du camarade Bebel, à propos des différends dans notre Parti.

Le 24 juillet, je vous ai écrit [7] que je ne pouvais donner une réponse au nom du Comité central de notre Parti, n'étant que l'un des membres du Comité, et je demandais quelques explications du Bureau. En réponse, j'ai reçu une lettre du citoyen Huysmans, du 5 août, disant que l'intervention du Comité exécutif ne pouvait avoir qu'une influence morale. J'ai immédiatement fait savoir au Comité central de notre Parti, quel était le sens exact de la proposition Bebel. Maintenant, je tiens la réponse du Comité central, portant acceptation de la proposition et nommant comme représentants les camarades Vassilieff, Schmidt et Lénine. Le camarade Schmidt se trouve en Russie. C'est pourquoi il serait nécessaire de savoir à l'avance le jour fixé pour l'entrevue (au moins trois semaines).

[7] Cf. doc. N° 46.

Les deux autres délégués sont en Suisse.  
Agréés, etc.

V. OULIANOFF (LÉNINE).

P.S. Je viens de recevoir encore une lettre qui annonce que le camarade Schmidt sera bientôt (probablement au mois de novembre) à l'étranger pour régler plusieurs affaires concernant notre Parti. Voilà pourquoi ce serait très important pour moi de connaître le plus tôt possible la réponse de l'autre fraction de notre Parti, sur la date de la convocation de la Conférence. Pour les membres de notre Parti qui travaillent en Russie, il est extrêmement difficile de venir à l'étranger. C'est pourquoi il est à désirer que la date de la convocation de la Conférence soit fixée tout de suite, c'est-à-dire que l'autre fraction et les membres du Bureau International nous communiquent le plus tôt possible quand ils veulent convoquer cette Conférence. »

(B)

« Genève, le 31 octobre 1905

Chers Camarades,

Dans *Le Matin* du dimanche 29 octobre a été imprimée la dépêche suivante : de Posen : « On croit généralement ici qu'on envisage la possibilité de l'invasion de la Pologne par des troupes allemandes. Il y en a même qui disent qu'on s'occupe des préparatifs. » Considérant que la récente entrevue des deux empereurs [8] donne lieu de croire qu'ils se sont entendus sur les mesures à prendre en cas de révolution en Russie; considérant d'un autre côté que la situation dans notre pays est très grave, je crois de mon devoir de mettre en éveil le Bureau Socialiste International contre l'éventualité d'une intervention armée de l'Allemagne en faveur du tzarisme russe [9].

Vous conviendrez, chers Camarades, que dans ce cas le prolétariat international devrait agir avec la plus grande énergie.

Georges PLEKHANOFF.

Adresse : Rue de Candolle 6. »

Nous prions instamment les Partis que ces deux lettres concernent, de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la réalisation de la proposition du citoyen Bebel et des indications du citoyen Plekhanoff.

Le Comité exécutif :

É. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
C. HUYSMANS, *Secrétaire*.

[8] Cette entrevue eut lieu les 23 et 24 juillet 1905 à Björke en face de Cronstadt. Elle provoqua le mécontentement de la France et de l'Angleterre. Sans en avertir le ministre des affaires étrangères, Nicolas II et Guillaume II signèrent un traité d'alliance défensive qui devait entrer en vigueur après la conclusion de la paix avec le Japon.

[9] Le 28 novembre 1905, Guillaume II écrivait à Nicolas II : « Je comprends qu'il te soit plus agréable de ne point annoncer ton alliance avec moi, à une heure où les révolutionnaires internationaux répandent largement dans le monde entier le bruit odieux et mensonger d'après lequel j'exercerais une pression sur toi en faveur de la réaction. » *Correspondance entre Guillaume II et Nicolas II, 1894-1914*, Paris, Plon, 1924, p. 205.



## VII

## Rapport du mois de novembre 1905.

Bruxelles, le 3 décembre 1905

Le secrétariat a reçu la lettre suivante que nous reproduisons in extenso :

« San Francisco, Cal.  
Novembre 11, 1905

Camarades,

Les soussignés membres du Parti socialiste ont l'honneur de soumettre à votre Bureau un projet de manifestation internationale en faveur de la Révolution russe. Nous vous demandons de lancer un manifeste convoquant à une démonstration de sympathie qui aurait lieu simultanément dans chaque ville ou village possédant une organisation socialiste, le 22 janvier 1906, premier anniversaire du massacre des pacifiques pétitionnaires de Saint-Pétersbourg. Cette démonstration devrait, si possible, prendre la forme de cortèges et de meetings dans lesquels on devrait faire des collectes d'argent destinées à être envoyées au Bureau Socialiste International pour servir exclusivement à la Révolution prolétarienne de Russie.

Bien que l'échéance soit rapprochée, cette idée peut être réalisée si l'on veut agir avec promptitude et enthousiasme.

Camarades!

Un manifeste lancé par votre Bureau au Prolétariat socialiste international et recommandant une action urgente et concertée, doit nécessairement provoquer l'enthousiasme. La réalisation de cette idée ne donnera pas seulement un soutien efficace à nos camarades luttant en Russie, mais fera également avancer moralement notre cause, en fortifiant la solidarité du mouvement international.

Le peuple russe est mûr pour la liberté. La Révolution est en marche. La nation a besoin d'être soutenue par le dehors pour renverser une dynastie de massacre et de pillage, d'une barbarie et d'une tyrannie incarnées. Le prolétariat russe ne doit pas attendre un jour de plus les vivres et les armes que les socialistes du monde entier peuvent lui donner. Nous sommes aux côtés du peuple russe dans sa lutte pour la liberté. La cause des travailleurs russes est aussi la nôtre.

Camarades!

La journée du 22 janvier doit prendre un caractère historique par l'organisation de cette démonstration universelle et simultanée en faveur de la Révolution en Russie. Elle constituera un soutien moral et matériel pour un peuple réveillé à la liberté et montrera en même temps d'une façon significative la force et la grandeur de notre mouvement.

Salutations socialistes.

I. SCHEFF,  
Anna STRUNSKY,  
Suprema TEDESCHI,  
V. TEDESCHI,  
Jos. EDELMANN,

Cameron H. KINCK, Jr.,  
Royal FREEMAN NASH,  
Frederick I. BAMFORD,  
Jack LONDON,  
Emil LIESS. »

Cette proposition a été appuyée par les délégués de la Grande-Bretagne dans les termes suivants :

« A la réunion de notre British National Congress Committee, tenue hier soir, sous la présidence du citoyen Keir Hardie, il a été voté à l'unanimité d'ajouter à la proposition de nos camarades américains la sérieuse recommandation de toutes les sections du mouvement socialiste de la Grande-Bretagne. Nous vous serions donc très obligés, si vous vouliez bien soumettre cette proposition au Comité exécutif et nous transmettre aussi vite que possible la décision de ce dernier. Il nous paraît que la proposition est d'une grande et urgente importance.

KEIR HARDIE, HYNDMANN. »

Le Comité exécutif, consulté par le Secrétaire, se rallie en tous points à la belle et opportune proposition des camarades américains formulée dans leur lettre datée du 11 novembre 1905 (voir plus haut), et il prie les délégués et Secrétaires de transmettre à leurs Partis respectifs les résolutions suivantes :

a) Les Partis affiliés approuveront dans le plus bref délai la décision que le Comité exécutif a prise d'autorité par raison d'urgence.

b) Le Comité exécutif adressera à ce sujet une proclamation à tous les socialistes du monde entier, signée de tous les membres du Bureau [1].

c) Chaque Parti affilié organisera dans chaque milieu propice un meeting et si possible un cortège à la date du 22 janvier et le résultat de la collecte ou de la souscription sera adressé au secrétariat du Bureau Socialiste International.

d) Comme d'autre part plusieurs délégués ont exprimé le désir que le Bureau se réunisse à bref délai pour résoudre divers problèmes laissés en suspens, notamment la proposition Vaillant, la réorganisation du Bureau et le mode de votation aux Congrès, la réunion du Bureau Socialiste International à Bruxelles pourrait utilement coïncider avec la date du 22 janvier. Le Comité exécutif vous propose donc pour la réunion du Bureau à Bruxelles les dates du 20, 21 et 22 janvier (samedi, dimanche et lundi) et vous prie de lui envoyer votre adhésion dans la quinzaine. Une manifestation de tout le Bureau symboliserait la solidarité de tout le prolétariat socialiste.

A la date du 7 novembre le citoyen Troelstra, délégué du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande nous a adressé la lettre suivante à laquelle le Comité exécutif répond par la proposition formulée ci-dessus :

« Scheveningen, 7 novembre 1905

*Au Comité exécutif du Bureau Socialiste International.*

Chers Citoyens,

La réunion annuelle du Bureau se tient ordinairement en décembre. Il me semble que la crise révolutionnaire, qui s'est répandue de la Russie en Autriche et qui a une importance internationale, rend nécessaire pour la réunion de cet an, une date plus prochaine.

Je propose de mettre à l'ordre du jour (outre les diverses questions pendantes) : la signification des événements en Russie et Autriche pour le socialisme international.

Afin que le prolétariat international en ces moments historiques, parle par la bouche de son unique organe, le Bureau, je propose une séance publique du Bureau, où plusieurs de ses membres s'adressent au monde prolétarien

[1] Cf. doc. N° 53.

et où une résolution sera adoptée en faveur de la Révolution russe, du suffrage universel, etc.

Si le Comité exécutif est de mon avis, je vous prie, chers Citoyens, de faire en ce sens une proposition aux membres du Bureau.

Avec salutations fraternelles,

Tout à vous,

TROELSTRA. »

Le secrétariat a encore reçu diverses lettres relatives à la proposition Van Kol et l'amendement du secrétariat :

a) Le Socialist Labor Party des États-Unis (lettre de De Léon) se rallie à l'amendement et repousse la proposition Van Kol parce qu'il considère celle-ci comme illogique.

b) Le P.P.S. (Parti socialiste polonais), lettre du citoyen H. Diamand, déclare :

« On ne peut identifier les concepts *nation* et *état* comme semble le faire Van Kol. De cette façon on n'accorde des représentations spéciales qu'aux Partis qui vivent au sein de nations politiquement indépendantes. Nous ne pouvons admettre que l'on considère comme une entité sacro-sainte les états existants aux frontières si changeantes. Nous sommes d'avis, au contraire, que dans tous les cas où les intérêts de la Social-démocratie d'un pays déterminé exigent la modification des états actuels celle-ci peut être obtenue avec le temps, comme les autres points de notre programme, quelque utopique que tout cela puisse apparaître aux yeux de la bourgeoisie. Au surplus, la coexistence de divers Partis socialistes dans un seul état est un fait qu'il est impossible d'annihiler par des interprétations de concepts. Un autre fait est que là où l'un des Partis socialistes respecte l'action de l'autre Parti socialiste, les rapports entre les compagnons parlant des langues diverses sont excellents, en Autriche notamment. C'est pourquoi il faudrait condamner tout favoritisme dont pourrait jouir le Parti déterminé et toute tentative d'enlever des droits à d'autres Partis. De même il est impossible d'accorder une représentation spéciale au Luxembourg, qui hier encore était réuni à la Hollande, ou à quelque Parti social-démocrate de Saint-Marin, et refuser cette représentation aux Partis socialistes polonais, tchèques, ou croates.

La Finlande à laquelle Van Kol attribue une représentation, peut perdre les pauvres restes de ses droits autonomes que le tzar ne lui a pas encore enlevés et alors ses délégués au Bureau devraient également disparaître. Les éclaircissements de Van Kol ne font qu'obscurcir le problème. Il ne paraît pas comprendre le concept *nation* qu'il interprète comme *État* ou race ce qui est doublement inexact. Le spectre effrayant des 22 *nations* du Caucase (des « Races » d'après Van Kol) n'épouvanterait personne qui sait que ces 22 races se réduisent en réalité à trois nations : les Géorgiens, les Arméniens et les Tartares.

Si des Partis socialistes se formaient dans ce milieu et parvenaient à conquérir une réelle puissance, il serait inouï de leur refuser une place dans la grande famille du prolétariat international. Nous sommes donc pour le maintien de la pratique suivie jusqu'à ce jour. Nous ne demandons qu'une chose : qu'on fasse usage d'une plus grande prudence dans l'admission de nouveaux Partis et que l'on exclue des représentations d'organisations fictives ou éphémères.

Quant à la deuxième proposition, nous en acceptons l'idée fondamentale, mais nous estimons que la fixation du nombre de voix à attribuer à chaque nation, doit être préalablement conforme à un principe objectif reconnu par la majorité des nations.

Pour le P.P.S. et le Parti social-démocrate de Pologne :

H. DIAMAND. »

Enfin, nous avons reçu du Parti socialiste espagnol une lettre (5 novembre 1905) libellée comme suit :

« Quant à la proposition du confrère Van Kol, relative au mode de votation au sein des Congrès internationaux, nous nous rallions à la modalité du secrétariat international. »

Nous avons reçu, relativement à la *proposition Vaillant*, les lettres suivantes :

*Du Parti socialiste suédois* (1<sup>er</sup> novembre).

« La Direction du Parti suédois social-démocrate a, dans l'assemblée du 19 octobre, traité votre propos du 27 septembre quant à la proposition des citoyens Vaillant et Jaurès.

La direction du Parti se joint très ardemment à la proposition, d'autant plus que les Partis fraternels en Suède et en Norvège ont éprouvé, en pratique, pendant cette année, la valeur d'une telle alliance quand la lutte commence entre les pays et les États.

Sans les Partis socialistes des ouvriers, qui ont conféré et se sont accordés sur la nécessité d'une politique pacifique, la question de l'Union n'aurait en ce moment été terminée. Au contraire, le résultat final aurait été une guerre terrible entre deux peuples frères. Maintenant tout est arrangé par des concessions mutuelles et chaque peuple a l'occasion, mieux qu'autrefois, de reprendre ses affaires intérieures. Ce résultat final peut, pour beaucoup, être mis sur le compte des efforts en faveur de la paix par les Partis socialistes et ouvriers.

La direction du Parti social-démocratique :

C.G.T. WICKMAN. »

*Du Parti ouvrier socialiste espagnol* (5 novembre).

« Notre dernier Congrès national a été d'avis que dans chaque nation, le Parti dans un cas déterminé de lutte, devra agir pour empêcher les conflits selon les conditions dans lesquelles se trouveront les forces socialistes. »

Le Parti socialiste argentin nous a fait savoir qu'il adhérerait à la proposition Vaillant, mais sans nous faire connaître par quelles mesures il entendait illustrer cette adhésion.

Voici enfin, sur le même objet, une lettre du citoyen Ferri :

« Je suis chargé par le Comité exécutif de la direction du Parti socialiste italien de transmettre au Bureau Socialiste International la motion suivante, votée par la Fédération socialiste de Milan.

La Fédération socialiste milanaise préoccupée de la possibilité menacée [*sic*] d'une intervention de l'impérialisme allemand en Russie, comme force de répression en faveur du despotisme contre les droits du peuple russe, en considérant l'importance de ce fait pour la conservation du régime social présent, attire l'attention du Parti socialiste national et international sur la proposition éventuelle d'une intervention socialiste en faveur de la Révolution russe.

Je vous prie de me dire ce que vous et le Comité exécutif du Bureau aurez décidé à propos de cette motion. Et en tout cas, je pourrais même assister pour cela, à une réunion du Comité exécutif.

ENRICO FERRI. »

Une lettre identique de Plekhanoff a été transmise au Comité directeur du Parti social-démocrate allemand, qui seul aurait pu nous orienter en cette

matière, mais, jusqu'à présent, nous n'avons pas encore reçu de réponse à notre communication.

Voici deux notes relatives à une demande du Parti socialiste argentin (voir rapport précédent), qui voudrait en certaines circonstances voir organiser en Europe le boycott des produits agricoles argentins. La première émane du camarade Ugarte et est libellée comme suit :

« Je reçois du Comité exécutif du Parti socialiste argentin une note confirmant le télégramme que vous avez reçu au Bureau sur les grèves, l'état de siège, et la grève générale qui en a été la conséquence [2]. L'appel de nos camarades de l'Argentine, privés du droit de grève par un emploi abusif et anti-constitutionnel de la loi martiale, ne peut pas être plus justifié. Tous les ans, au moment le plus favorable, nos travailleurs essayent d'obtenir des améliorations partielles et tous les ans ils se heurtent aux moyens exceptionnels dont une bourgeoisie avide, loin du contrôle de l'opinion européenne, n'hésite pas à se servir. La grève générale qui a été une arme suprême et désespérée, n'a pu imposer au gouvernement. Il ne nous reste donc plus qu'un espoir pour faire cesser l'attentat qui étouffe les réclamations des ouvriers depuis plusieurs années, et c'est la solidarité des dockers des grands ports d'Europe qui, sans cesser le travail ni avoir aucun ennui peuvent boycotter les navires venant de l'Argentine, blessant ainsi notre bourgeoisie dans sa principale source de richesse.

Je vous prie donc, citoyen Secrétaire, de bien vouloir insister pour que les organisations visées étudient d'urgence ce boycott, aidant ainsi des camarades lointains dont beaucoup sont de leurs connationaux émigrés, à tenir tête à l'oppression. Notre organisation socialiste traverse en Argentine une époque de difficultés, qu'elle ne pourra vaincre qu'avec l'aide de tous.

Manuel UGARTE. »

La seconde note émane d'une Fédération socialiste non affiliée du Brésil (Federacio socialista de Bahia) (9 novembre). La voici :

« Nous avons déjà reçu *Le Peuple*, et dans ses colonnes l'appel au profit de nos camarades de l'Argentine.

Nous ne pouvons, il est vrai, garantir l'exécution de ce désir, l'esprit de solidarité n'existe pas encore dans les classes ouvrières du Brésil, mais nous ferons tout notre possible pour l'amélioration économique de nos frères d'Outre-Mer.

Du camarade M. Souza Aguiar, Secrétaire général,  
adresse : Maciel de Baixo 43, Bahia, Brésil [3]. »

En réponse à la demande de nos camarades hollandais, qui auraient voulu que le Bureau organisât en Hollande une série de meetings pendant la réunion de la Conférence de La Haye, le Parti socialiste ouvrier d'Espagne estime que la proposition est inutile vu que l'opinion des socialistes sur la guerre est suffisamment connue. Quant au Socialist Labor Party des États-Unis, il s'abstient d'émettre un avis parce qu'il lui sera impossible de participer au mouvement à cause de l'éloignement des deux pays.

En ce qui concerne les affaires de Russie, le secrétariat a reçu entre autres

[2] Cf. doc. N° 37, n. 10.

[3] Cette fédération de Bahia, qui éditait un quotidien socialiste italien : *Avanti*, entra en contact avec le B.S.I. dès 1906 et fit une campagne pour réunir les diverses organisations socialistes et groupements du Brésil dans un Parti ouvrier.

le document suivant, émanant du Parti ouvrier démocrate socialiste de Russie, et sur lequel nous appelons toute l'attention des Partis affiliés :

« Les dernières semaines de la Révolution russe ont réclamé de nouvelles forces, et nous aurions bien pu envoyer un renforcement de combattants, mais notre caisse ici ne peut suffire à tous les besoins. Nous ne pouvons non plus compter recevoir un appui de la part des camarades travaillant dans notre patrie, car le mouvement demande la tension de toutes les forces morales et matérielles. Vu toutes ces raisons, nous nous adressons au Bureau International Socialiste, avec la prière de bien vouloir nous *venir en aide* et de faire un appel à tous les Partis socialistes, les invitant à ouvrir des collectes dans leur pays, en faveur de la Révolution en Russie.

ORLOWSKY [4]. »

Comme on l'aura remarqué par nos précédents rapports, le Comité exécutif a fait tout son possible pour donner une suite urgente et pratique à la demande du citoyen Bebel, relative à l'unification des forces sociales démocrates de Russie. Mais les événements des derniers mois ont empêché nos camarades russes de donner suite à leurs désirs de se rendre au vœu du Comité exécutif, et, par une lettre du camarade Plekhanoff en date du 25 novembre, nous avons appris que les deux fractions sont unies provisoirement à Saint-Pétersbourg, qu'elles ont constitué une Fédération à la tête de laquelle se trouve un Conseil fédératif; et enfin que la question de l'unification est à l'ordre du jour, dans les milieux social-démocrates [5]. Le Comité exécutif croit donc pouvoir compter sur les groupes intéressés eux-mêmes pour mener à bonne fin l'œuvre d'unification.

Signalons, pour terminer ce rapport, le document suivant dont copie nous a été fournie par le camarade Plekhanoff, la poste russe ou allemande ayant négligé de nous le faire parvenir :

Copie de la lettre du conseil Fédératif de Saint-Pétersbourg :  
« Chers Camarades du Bureau,

La grande Révolution de Russie traverse un moment des plus importants, le gouvernement a l'intention de se servir de l'arme de réaction qu'il a déjà employée pendant la Révolution de 1905. A la demande du peuple polonais d'obtenir une autonomie nationale indispensable pour sa culture et son développement, le gouvernement du tzar a répondu par la mise de toute la Pologne en état de siège. Il cherche à exciter les haines nationales entre les peuples russe et polonais, à tuer la Révolution au moyen du chauvinisme. Cette politique du gouvernement du tzar trouve un appui chez les semi-autocrates de l'Europe occidentale. Guillaume II rassemble des troupes sur la frontière orientale [*sic!*] de la Russie et il y a de sérieuses raisons pour croire qu'il les enverra en Russie pour l'écrasement du peuple polonais. La cause de la Révolution russe qui est la cause de l'humanité tout entière se trouve en grand danger.

[4] Orlovskij, de son vrai nom Vorovskij V. V. C'est à lui que Lénine après être retourné en Russie en novembre 1905, transmit temporairement ses fonctions de délégué au B.S.I. Cf. *Correspondance Lénine-Huysmans*, p. 36.

[5] Cette lettre de Plekhanov disait : « Pour vous ôter vos doutes concernant l'état de notre Parti, je m'empresse de vous écrire que les deux fractions ('majorité' et 'minorité') se sont unifiées à St-Pétersbourg par l'intermédiaire du 'Conseil fédératif'. Espérons que ce sera le premier pas pour l'unification complète de la Social-démocratie russe. » Archives du B.S.I.

Le prolétariat russe soutient ses frères de Pologne en protestant énergiquement contre la violence exercée contre lui.

Nous vous prions, chers Camarades, de nous dire quelles mesures vous prendrez, pour écarter ce danger et pour aider le peuple russe.

Saluts cordiaux.

Le Comité central et commission d'organisation  
du Parti social-démocratique ouvrier de Russie. »

Nous attirons encore une fois l'attention de nos camarades allemands sur cette question et nous serions heureux de connaître leur avis.

Le Comité exécutif :

É. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire.*

N.B. Au moment d'expédier ce rapport, nous lisons dans *Le Peuple*, de Genève (numéro du 1<sup>er</sup> décembre) une interview du citoyen Plekhanoff, d'après laquelle les social-démocrates de Russie songeraient encore, malgré l'unification partielle de Saint-Pétersbourg, à demander l'intervention du Comité exécutif du Bureau Socialiste International dans les conditions indiquées dans le rapport précédent.

Le Comité exécutif se tient évidemment toujours à la disposition des camarades russes et pourrait se réunir avec leurs délégués à Bruxelles, les samedi, dimanche et lundi 9, 10 et 11, ou 16, 17, 18 de ce mois, soit les 13, 14 et 15 du mois de janvier 1906 [6].

Camille HUYSMANS.

## VIII

### Rapport du mois de décembre 1905.

La réunion du Bureau Socialiste International ne pourra avoir lieu à la date indiquée des 20, 21 et 22 janvier. Comme nous l'avons écrit immédiatement au citoyen Vaillant, les délégués allemands, par une lettre signée Bebel et datée du 18 novembre, nous ont annoncé qu'il leur était impossible de venir à Bruxelles, à la fin du mois de janvier, pour des raisons de propagande. Les délégués des États-Unis qui auraient pu éventuellement se mettre en route ont été également avertis immédiatement.

Le Comité exécutif prie par la présente les délégués allemands de bien vouloir lui faire parvenir des propositions au sujet de la réunion du Bureau, que la délégation française, notamment, considère comme nécessaire et urgente. Les dates, proposées par la délégation allemande, seront immédiatement transmises pour information aux autres membres du Bureau. (Depuis lors, les délégués allemands ont proposé de fixer la réunion au mois de mars.)

Le citoyen Olav Kringen (Norvège) nous annonce qu'il lui sera possible

[6] Cette offre resta sans réponse. Comme les fractions adverses multipliaient les signes de bonne volonté, la question de l'unité russe fut retirée de l'ordre du jour des préoccupations du B.S.I.

d'assister à la réunion du Bureau et faire rapport avec le citoyen H. Branting, de Suède, sur les récents événements politiques de son pays, si la séance a lieu dans le courant du mois de mars. Rappelons, pour mémoire, que par une lettre datée du 6 janvier, le citoyen Vaillant, d'accord avec Jaurès, s'était rallié à la proposition du Comité exécutif, de convoquer le Bureau à la date des 20, 21 et 22 janvier. De même, le Bound, le Parti socialiste de Hongrie et d'autres partis affiliés.

Le citoyen Vaillant a encore insisté sur l'urgence de délibérer sur les *mesures d'application* qui doivent sanctionner l'adoption presque générale de sa proposition relative à l'action internationale concertée contre la guerre. Cette discussion ne peut avoir lieu par correspondance et, par conséquent une réunion du Bureau s'impose à bref délai, on ne pourrait trop le répéter.

Le citoyen Bebel nous a annoncé encore qu'il a répondu directement au citoyen Plekhanoff au sujet de la possibilité d'une intervention éventuelle en Russie et il a rappelé, notamment, la déclaration officielle du chancelier de Bülow au Reichstag allemand [1].

A la fin du mois, le Comité exécutif a lancé une proclamation signée de tous les membres du Bureau, proclamation adhérant à une proposition de camarades socialistes des États-Unis et décidant qu'une manifestation de tous les socialistes du monde aurait lieu à la date du 22 janvier, pour commémorer le premier anniversaire de la Révolution de Russie.

A ce propos, nous avons reçu, à la date du 21 décembre, une lettre du Parti socialiste italien en Suisse, proposant :

a) Que la journée du 22 janvier soit célébrée le dimanche 21 et non le lundi 22 janvier [il a été tenu compte de ce vœu dans le texte de la proclamation. Note du Comité exécutif];

b) Que tous les ouvriers travaillant le lundi 22 janvier, abandonnent leur salaire de cette journée au profit de leurs camarades russes et marquent ainsi leur esprit de solidarité.

Le Parti socialiste italien en Suisse, nous prie de transmettre cette proposition aux Partis affiliés, ce que nous faisons par la présente [2].

En réponse à notre manifeste, le Parti ouvrier socialiste d'Espagne nous communique que le 22 janvier, il organisera partout des meetings et des cortèges et que des collectes seront faites pour assister les révolutionnaires russes. De même, le citoyen De Léon, au nom du Socialist Labor Party, nous annonce une résolution identique et nous apprend que les camarades d'Amérique font déjà des préparatifs.

Les camarades allemands, par l'organe des citoyens Bebel et Singer, nous ont fait parvenir télégraphiquement leur adhésion au projet de commémoration internationale.

Le Parti social-démocrate de Hongrie regrette qu'il lui soit difficile de soutenir, comme ils le voudraient, les camarades russes, parce que toute son activité doit être consacrée, en ce moment, à la conquête du suffrage universel.

Nous avons reçu pour les révolutionnaires de Russie les sommes suivantes :

du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande	425 florins
du Parti socialiste tchèque-slave	633,65 Frs

[1] Cette déclaration de Bülow (6 décembre 1905, au Reichstag) est partiellement reproduite dans Leo Stern, *Die Auswirkungen der ersten russischen Revolution von 1905-1907 auf Deutschland*, Berlin, Rütten und Loening, 1956, p. 96 (Archivalische Forschungen zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung Bd. 2/II).

[2] Cf. doc. N° 55.



Le Parti socialiste de Finlande nous a fait parvenir l'appel suivant :

« Le Parti socialiste démocrate de Finlande envoie ses salutations aux camarades de tous les pays.

Les camarades qui s'intéressent à la politique, n'ignorent pas que malgré toute la réclame des classes supérieures, il règne au sein des classes inférieures une dissidence profonde. Celle-ci menace même de rendre inefficaces les efforts tentés pour la conquête des libertés politiques qui exigent l'activité commune de toutes les forces de progrès.

Non seulement le capitalisme devient de plus en plus menaçant et opprime les ouvriers qui souffrent de l'esclavage du salariat et du chômage, mais dans notre contrée domine même une situation troublée, qui ne se comprend et n'est possible que dans un pays dépourvu d'une représentation nationale, dans laquelle la majorité prépondérante du peuple peut exprimer sa volonté. Le mécontentement résultant de cette situation insupportable est exprimé par des démonstrations de plus en plus violentes au cours de ces dernières années. Quand au printemps dernier, la Diète finlandaise — une misérable représentation à quatre classes — avait refusé, sous le masque de l'obstruction, d'adopter le suffrage universel, les manifestations menaçaient de dégénérer en émeutes, ce qui ne fut empêché que par l'intervention des ouvriers socialistes [3]. Mais les derniers événements de Russie ont grandement avancé le développement politique et, pendant la dernière grève générale d'octobre, nous avons réclamé aussi, en divers lieux, une assemblée constituante.

Les intrigues de la classe dominante et le manque d'esprit solidaire ont empêché la réalisation de cette idée audacieuse. Mais le manifeste tzarien de novembre a rappelé à la Diète que la nouvelle représentation nationale devait être basée sur le suffrage universel (*sic*) \*.

A la suite de tout cela, on n'a pas osé combattre le principe du suffrage universel, et les Partis influents, dans leurs réunions, se sont déclarés partisans de la Chambre unique, à une grande majorité. Néanmoins, des symptômes peu rassurants se sont manifestés, particulièrement au sein de la fraction anciennement suédoise qui, grâce à sa richesse, exerce une grande influence sur la noblesse et sur la bourgeoisie et, partiellement, sur le clergé et les paysans. Il apparaît de plus en plus clairement que la classe dominante a l'intention de sauver ses privilèges par le système des deux Chambres, ce qui aurait pour conséquence de mettre en péril notre autonomie et nos réformes.

Pour délivrer le peuple de ce péril, le Parti social-démocrate se prépare à proclamer de nouveau la grève générale au moment où le bien-être de notre peuple serait menacé par l'introduction d'une représentation de classe.

Espérant que les organisations socialistes affiliées à l'Internationale ouvrière comprendront l'importance de notre mouvement, nous prions le secrétariat socialiste international de bien vouloir transmettre, à tous les Partis, notre demande d'appuyer matériellement les efforts du prolétariat finlandais pour la conquête des droits politiques élémentaires [4].

\* Ce *sic* fait partie du texte.

[3] Allusions aux événements du 14 avril 1905, quand à Helsingfors 30 000 manifestants se réunirent devant le Parlement, « où les trois états non-nobles discutaient les projets électoraux ». Comptant une majorité d'ouvriers, les manifestants attendirent les délibérations pendant six heures. Mais les réformes électorales tant attendues avortèrent. Selon un témoignage contemporain : « L'émotion des travailleurs, qui attendaient, fut terrible. Elle s'empara de toute la classe ouvrière de Finlande. Le 14 avril fut nommé 'le jour de honte' ». Cf. *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. II, p. 158-159.

[4] Cf. doc. N° 64, n. 2.

Mieux armé, grâce à ces droits, notre prolétariat pourra s'unir plus étroitement encore au mouvement socialiste international.

Helsingfors, 15 décembre 1905

Émile PERTILAI,  
*Secrétaire correspondant.*  
 Auguste RISSANEN, Yrjö E. SYROLA,  
*Secrétaires du Parti.* »

Le British National Committee of the International Socialist Congress, formé des fractions socialistes d'Angleterre représentées aux Congrès internationaux, nous communique la résolution suivante adoptée dans un meeting du 16 décembre.

« Que le British National Committee of the International Socialist Congress exprime sa plus sincère sympathie aux révolutionnaires russes dans leurs nobles efforts de s'affranchir et de délivrer leurs concitoyens du joug écrasant du tzarisme et de la bureaucratie corrompue et leur envoie des vœux pour qu'ils triomphent sur toutes les forces de la réaction. La réunion envoie aussi son cordial salut aux Polonais qui s'efforcent d'obtenir leur autonomie nationale avec la liberté politique et sociale, et encourage cordialement toute initiative du Parti social-démocrate d'Allemagne qui pourrait empêcher l'armée allemande d'intervenir ou d'écraser le soulèvement polonais. »

Le secrétaire des dockers de Suède, le citoyen Lindquist, nous a annoncé que son organisation est prête à boycotter les navires argentins chargés de produits agraires et ce, pour aider nos compagnons argentins luttant contre la politique gouvernementale de leur pays à condition toutefois que les dockers des autres pays votent une résolution analogue et que les camarades argentins transmettent aux Suédois les noms des navires à boycotter.

Un camarade autrichien, Albert Lever, ayant fait un voyage d'études à Londres et visité le tombeau de Karl Marx, se plaint amèrement dans le N° 50 du *Volkstribüne*, de Vienne, de l'état de négligence dans lequel se trouve le lieu de repos de notre grand maître.

Nous attirons sur cette situation l'attention de nos camarades anglais et nous espérons qu'ils sauront y porter remède.

Le Parti socialiste italien nous annonce l'envoi prochain du solde son arriéré jusqu'au 31 décembre 1905. De même le citoyen Hillquit nous communique que sous peu le secrétaire du Socialist Party, le citoyen Mahlon Barnes nous fera parvenir également l'arriéré des cotisations échues.

Le Comité exécutif :

É. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
 Camille HUYSMANS, *Secrétaire.*

## IX

### Rapport du mois de janvier 1906.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 1906

*Aux délégués et Secrétaires des Partis affiliés.*

*Le Comité exécutif a décidé de convoquer la réunion du B.S.I. pour les 4 et 5 mars (dimanche et lundi). On se rappelle que les délégués allemands,*

empêchés de venir les 21 et 22 janvier, ont indiqué comme ayant leur préférence la première quinzaine de mars. Les délégués de France, de Hollande et d'Italie e. a. se sont prononcés pour les 4 et 5 mars et le Comité exécutif s'est rallié à leur proposition. L'ordre du jour comporte donc provisoirement les points suivants : 1. *La proposition Vaillant* (mesures pour empêcher la guerre). 2. *La proposition Van Kol* (les Congrès internationaux et le B.S.I., et le budget du secrétariat). 3. *La motion Troelstra* (les événements de Russie et leur répercussion). 4. *La motion Branting-Kringen* (récent conflit suédo-norvégien).

Au sujet de la proposition Van Kol — avant-projet amendé par la commission qui a été transmis à tous les Partis —, nous avons reçu une correspondance volumineuse.

Le citoyen Vaillant nous a écrit à la date du 14 janvier :

« Il a été à ce dernier égard reconnu que la nouvelle proposition du Bureau donnait sous certaines réserves de précision et modification secondaire, satisfaction à nos observations et demandes. A la condition bien entendu que notre demande de l'unité de section internationale ou à défaut de subdivision en deux comme fâcheusement il a été admis depuis le Congrès de Londres pour les nations où l'unité n'était pas faite, à la condition que cette unité de section internationale pour chaque nation ne fût pas seulement implicitement admise mais fût formellement reconnue et exprimée comme votre texte paraît l'admettre. De plus entre autres points secondaires, il est évident que si tous les admis d'une nation doivent être compris dans la Section internationale d'une nation et si vu leurs différences ils peuvent avoir droit de venir au Bureau, il importe que, le nombre de voix de chaque section étant fixé suivant les règles très justes indiquées par vous, la représentation de chaque section au Bureau soit aussi limitée que possible, très limitée sans quoi le Bureau deviendrait un petit Congrès où les pays à proximité, même d'un nombre de voix moindre, écraseraient les autres par la présence de plus nombreux délégués. »

L'avis de la délégation allemande nous a été notifié par une lettre de Bebel, libellée comme suit :

« Au sujet de la proposition (mode de votation aux Congrès internationaux), nous ferons connaître nos objections à la prochaine conférence. Personnellement je suis d'avis que nous ne trouverons pas de système sans défaut et peut-être serait-il encore le mieux de toujours voter par tête. Je considère toutes les propositions existantes comme peu pratiques. »

En ce qui concerne la représentation des Partis de Russie, le citoyen Roubanovitch prie le Bureau de prendre en considération que par son influence, son Parti a le droit d'exiger le même nombre de voix que celui qui sera accordé au Parti social-démocrate de Russie, pris dans son ensemble; que les autres Partis nationaux doivent demander, ou bien une représentation autonome à l'instar de la Finlande, ou de la Pologne; ou bien se grouper autour des deux grands Partis, le Parti socialiste révolutionnaire et le Parti social-démocrate. Par conséquent, les deux Partis devraient avoir chacun, selon le projet Van Kol 5 voix à condition de répartir ces 5 voix entre les autres Partis nationaux qui se grouperaient autour de ces deux Partis.

Le Parti tchéco-slave nous a fait parvenir la lettre suivante :

« La proposition originale du citoyen Van Kol, concernant la représentation au Bureau est entièrement inacceptable pour la Social-démocratie tchéco-slave en Autriche, attendu que, suivant nous, elle est contraire aux principes fondamentaux du socialisme international.

Il est impossible d'admettre comme seul critérium d'une nation, le signe extérieur, notamment l'ensemble des habitants, qui luttent contre un même gouvernement — et il est inadmissible que l'autonomie de la représentation

au Bureau Socialiste International soit subordonnée aux frontières politiques existantes de tel ou tel gouvernement féodal ou bourgeois.

Le camarade Van Kol retombe dans une erreur fondamentale, quand il confond les concepts *État* et *Nation*, confusion qui est souvent contraire à la réalité. Il arrive parfois que les concepts *État* et *Nation* coïncident. La France par exemple est un tel État nationalement uni, mais nous avons cependant aussi des États polyglottes, comme par exemple l'Autriche, où l'État politique se compose de toute une série de nations.

La représentation au Bureau International, ne peut donc pas se conformer aux États politiques actuels, mais uniquement aux besoins et aspirations des nations civilisées (Kulturnationen) existantes. Ce qui est reconnu à une nation formant un État indépendant, devrait l'être aussi à d'autres nations qui mènent une vie nationale indépendante, tout en n'étant pas organisées en État indépendant.

La non-existence d'un État politique indépendant ne peut excuser que l'on exclue l'une ou l'autre nation de l'Internationale Socialiste, ce système pourrait conduire quelquefois aux conséquences les plus bizarres : le Luxembourg, le Lichtenstein, les États de Monte-Carlo ou de Saint-Marin auraient une représentation indépendante au Bureau, et par contre, de grands et anciens Partis social-démocrates comme par exemple les Partis tchèque, polonais ou croate n'en auraient pas.

Le Parti tchèque-slave en Autriche considérerait son exclusion du Bureau International comme une profonde injustice et surtout actuellement qu'il est membre de la nouvelle Internationale depuis ses débuts et qu'il croit avoir toujours accompli consciencieusement son devoir. Il a derrière lui un passé historique d'environ un quart de siècle et il peut se considérer parmi les Partis socialistes les plus forts sur le continent. Il possède une littérature immense, 4 quotidiens, des députés, près de 50 journaux politiques et professionnels. Il englobe plus de 100 000 ouvriers organisés et il représente une nation civilisée de 8 millions d'habitants.

Nous sommes conséquemment par rapport à la représentation au Bureau Socialiste International, pour le maintien du statu quo. Nous demandons encore que dans l'avenir l'Internationale comprenne sans avoir égard aux frontières politiques, tous les Partis socialistes des nations qui ont une langue civilisée, une littérature originale, et qui, prenant pour base les principes socialistes, accomplissent leur devoir envers le Bureau Socialiste International [1].

C'est pourquoi nous saluons la motion du citoyen Diamand, le délégué du Parti socialiste polonais et nous sommes heureux d'apprendre que le Comité exécutif l'a adoptée sous forme d'amendement.

Espérant que notre point de vue dans l'intérêt du Parti tchèque-slave comme de l'Internationale entière sera pris en sérieuse considération et que l'on trouvera une heureuse solution propre à satisfaire tous les Partis affiliés, nous proposons l'amendement suivant :

*' Amendement à l'avant-projet :*

*Add. 2. B.* Sont regardés comme nationalités, les habitants vivant sous un même gouvernement. Toutefois, on pourra également et exceptionnellement considérer comme nationalités les agglomérats d'habitants dont les aspirations vers l'autonomie et l'unité morale, résultat d'une longue tradition

[1] L'exclusion des délégués tchèques du Bureau aurait favorisé les aspirations séparatistes du Parti tchèque. C'est pourquoi l'ensemble de la représentation du Parti autrichien refusa de toucher au mode de représentation existant. Adler fut chargé par le Congrès de présenter ce point de vue à la session suivante du B.S.I. Il ne put y assister et adressa une lettre au B.S.I. pour différer la décision sur la proposition Van Kol. Cf. Mommsen, *op. cit.*, p. 430 ainsi que la lettre d'Adler dans le Rapport du secrétariat pour le mois de février 1906, p. 374-75.

historique, ont persisté malgré la dépendance de gouvernements divers ou sous la domination d'un même État.

Quant au mode de votation aux Congrès internationaux, nous sommes pour le maintien du vote égalitaire, en vigueur jusqu'à ce jour.

Anton NEMEC, Franz SOUCUP,  
Délégués du Parti tchèque-slave  
au Bureau Socialiste International. »

Le Parti socialiste révolutionnaire de Russie a tenu très récemment un Congrès, dont on nous a transmis le compte rendu suivant [2] :

« Notre Parti réuni dernièrement dans un Congrès auquel assistaient plus de 55 vastes organisations sur les 80 environ qui existent présente une vaste organisation étendue sur toute la surface de l'empire russe et poursuivant les buts formulés dans le projet de programme que nous vous avons communiqué au Congrès d'Amsterdam. A l'heure où je vous écris, ce projet légèrement modifié est confirmé par le Congrès et devient le programme officiel du Parti. Le Congrès, après avoir examiné la situation, a voté une résolution qui tout en exprimant le vœu de transformation de notre Parti en un Parti ouvert, organisé sur des bases démocratiques, considère que dans les circonstances actuelles, l'organisation secrète doit être maintenue et donne au Parti des statuts provisoires inspirés par les circonstances extraordinaires. Le Parti maintient donc son organisation de combat. Le mouvement agraire a donné une confirmation décisive au programme agraire de notre Parti. L'influence du Parti a augmenté dans des proportions littéralement colossales dans certaines provinces. Le nombre de groupes affiliés au Parti se compte par centaines dans plusieurs provinces du centre. L'idée centrale de notre programme — non seulement toute la terre aux paysans, mais la socialisation immédiate basée sur les aspirations des paysans russes —, cette idée est au fond des milliers et des milliers de *résolutions votées par les communes rurales* et communiquées soit à la presse, soit au gouvernement. Une grande majorité de ces résolutions contient la nécessité d'une Constituante élue au suffrage universel, égal et direct, pour résoudre la question dans l'ordre législatif et d'une manière générale. Cette idée a été inspirée aux masses par nos innombrables propagandistes et agitateurs.

Notre Parti a joué un rôle très sérieux sinon prépondérant dans les Conseils de délégués ouvriers à Saint-Petersbourg, à Moscou, à Harkov, et dans d'autres villes. Il est difficile d'exprimer numériquement la part d'influence que notre Parti a conquise dans le milieu prolétarien. En tout cas, je dois communiquer au Bureau que tout en maintenant une politique de combat et d'attaque, notre Parti a officiellement et solennellement exprimé au sein des Conseils de Pétersbourg et de Moscou, des conseils de sagesse et de prudence et ce n'est que lorsque les événements prirent une orientation irrésistible, que notre Parti a lancé toutes ses forces de combat et pris une part glorieuse dans le mouvement insurrectionnel de Moscou.

A l'heure actuelle le Parti est occupé à perfectionner son organisation. Il possède des comités dans plus de 60 villes et des groupes disséminés en province en quantité telle que le Parti est obligé de diviser le territoire en 10 régions et de former 10 vastes organisations régionales. Les délégués de ces 10 régions réunis en Comité central élu par le Congrès, forment le Conseil du Parti qui règle tous les changements de tactique que nécessitent les circonstances.

[2] Les travaux du 1<sup>er</sup> Congrès du Parti socialiste révolutionnaire de Russie ont été présentés de manière plus détaillée dans le rapport soumis au Congrès international de Stuttgart. Cf. *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. II, p. 179-90.

Le Congrès a adopté la nécessité d'une entente de combat de tous les Partis socialistes et révolutionnaires et de s'organiser nettement contre tous les autres Partis. »

Le citoyen Pablo Iglesias nous a transmis le rapport ci-dessous sur la situation du Parti socialiste en Espagne :

« L'objet de cette lettre est de vous rendre compte du 7<sup>e</sup> Congrès du Parti socialiste espagnol et de notre participation aux élections municipales.

Le Congrès siégea à Madrid pendant le mois d'octobre écoulé et il fut presque exclusivement consacré à des modifications à l'organisation du Parti. Sur la question de la tactique à observer en cas de guerre, il a pris la résolution dont nous vous avons envoyé la copie déjà. On a fait également remarquer l'importance du mouvement socialiste en Espagne, toujours croissante, comme on peut l'apprécier en sachant qu'à l'occasion du 6<sup>e</sup> Congrès notre Parti était composé de 82 organisations et à la date du 7<sup>e</sup> et dernier ce nombre s'était élevé à 144.

Notre Parti a pris part aux élections législatives de septembre et a obtenu 26 000 voix contre 29 000 en 1903. Cette diminution doit être attribuée surtout à la grande crise économique subie par le pays en général et par les ouvriers de la campagne surtout, jusqu'à tel point, que ceux-ci sont forcés à quitter la terre natale par milliers. Ce qui nous enlève un grand nombre d'hommes et de votes.

Si cette fois encore nous n'avons pu entrer à la Chambre, nous sommes pourtant satisfaits de nos amis, qui seuls ont lutté contre toutes les fractions de la bourgeoisie unies, républicains comme monarchistes, pour combattre le socialisme.

Dans les élections municipales de novembre, nous avons obtenu un autre succès. Les portes de sept hôtels de ville nous ont été ouvertes de nouveau et notre Parti compte aujourd'hui 71 conseillers municipaux dans 30 communes, contre 50 conseillers et 23 communes dans les élections antérieures.

Cette victoire est plus remarquable si l'on considère que nous avons réussi à élire trois conseillers municipaux à Madrid et que nos amis ont obtenu dans quelques villes, comme à Oviedo, où dominaient les républicains, une grande victoire sur ces éléments.

En fait, nous sommes heureux de l'état de nos forces et notre accroissement serait plus grand sans la terrible dépression économique du pays, qui met des grandes difficultés à la propagande. »

Le département du travail de la Caroline du Sud (États-Unis) ayant envoyé un représentant en Belgique pour recruter des ouvriers fileurs et tisserands de coton ainsi que des cultivateurs, nos amis de Gand nous ont demandé de leur fournir quelques renseignements sur la situation économique de cette industrie. Nous avons de suite écrit aux citoyens Hillquit et De Léon, qui nous ont adressé des rapports intéressants et documentés. Ceux-ci, d'une note très pessimiste, ont été immédiatement traduits et transmis aux organisations ouvrières de Gand. Par la présente, nous prions tous les Partis affiliés de mettre les ouvriers en garde contre ces tentatives d'embauche, très nuisibles dans les conjonctures actuelles.

C'est avec grand plaisir que nous avons appris par les journaux amis des États-Unis, que le 17 décembre avait eu lieu une 1<sup>re</sup> Conférence ayant pour but d'examiner la question de l'unification des Partis socialistes de ce pays [3].

[3] Cette Conférence eut lieu à New Jersey. Elle comprenait un nombre égal de représentants du Socialist Party et du Socialist Labor Party de l'État de New Jersey. Les résolutions de cette Conférence unitaire ont été publiées sous forme de volume. Cf. *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. I, p. 63-68.

Nous espérons donc pouvoir saluer très prochainement le Parti socialiste unifié des États-Unis.

Au sujet de l'état de négligence dans lequel se trouverait le tombeau de Karl Marx, Bebel nous a écrit ceci :

« Précédemment déjà, nous avons demandé des explications à nos camarades allemands de Londres, et la réponse a été que le tombeau se trouverait en très bon état. Nous ferons encore des recherches. En tout cas, le Parti allemand fera le nécessaire. »

Nous avons reçu dans le courant du mois de janvier les sommes suivantes pour la Révolution de Russie :

du Parti ouvrier belge	211,95 Frs
Parti ouvrier socialiste de Hollande : 150 florins	309,00
Parti socialiste hongrois	2 088,20
Socialist Labor Party États-Unis : 525,12 dollars	2 647,70
Fédération social-démocrate d'Amsterdam	6 243,50
Parti socialiste suisse	778,30
Cercle socialiste de Mantova	15,40
Citoyen Kürsher Stockholm	29,64
Dr Welter Ligue socialiste luxembourgeoise	30,00
Groupe social-démocrate russe New-Castle	5,60
Cercle d'études socialistes de Bellegarde (France)	7,00
TOTAL . . .	<u>12 366,29 Frs</u>

Nous prions tous les Secrétaires ou trésoriers de Partis qui auraient l'intention de nous adresser de l'argent, de nous faire parvenir ces sommes au plus tôt.

Dans notre rapport de décembre nous avons annoncé que les camarades hongrois, vu la situation politique intérieure, regrettaient de ne pouvoir faire pour les révolutionnaires russes, tout ce qu'ils auraient fait en temps normal. Nous avons néanmoins à constater que cette note un peu pessimiste est infirmée par le fait que la Hongrie nous a envoyé un premier versement de 2 088, 20 Frs.

Le citoyen Bebel nous a appris qu'il sera difficile d'ouvrir de nouvelles souscriptions en Allemagne car plus de 250 000 Frs ont déjà été envoyés aux organisations russes. Les camarades allemands continueront de recueillir des souscriptions.

Le Parti socialiste de Pologne (Prolétariat) a demandé sa part dans la répartition de l'argent recueilli pour les révolutionnaires russes.

Le Comité central du Bound nous a adressé copie de la résolution suivante :

« Le 6<sup>e</sup> Congrès du Bound accueille chaleureusement l'acte de solidarité internationale prolétarienne, manifestée dans les secours matériels et l'appui moral que la démocratie socialiste a prêtés à la cause de la Révolution russe et en particulier à la lutte du prolétariat juif, et charge son Comité central de vouloir bien par l'intermédiaire du Bureau International se faire l'interprète auprès des Partis socialistes d'Europe et d'Amérique de ses sentiments de gratitude. »

Enfin, nous nous permettons de constater ici le magnifique succès de la démonstration du 22 janvier pour commémorer le premier anniversaire de la Révolution de Russie. L'appel du B.S.I. a été entendu sur tous les points du globe. Le secrétariat vous prie encore une fois de bien vouloir lui adresser un exemplaire de tous les documents relatifs à cette démonstration.

Le Comité exécutif :

Éd. ANSEEELE, Ém. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

*Confidentiel.*

Voici un relevé suggestif des cotisations arriérées à la date du 31 décembre 1905.

Années 1901, 1902, 1903, 1904, 1905.

*Grande-Bretagne.*

L' <i>Independent Labour Party</i> a été taxé à 100 Frs depuis 1903, il a payé 100 Frs, reste à payer les années 1904 et 1905, soit.....	200	Frs
La <i>Social Democratic Federation</i> également taxée à 100 Frs depuis 1901, a payé ses cotisations jusque fin 1904, reste à payer.....	100	Frs

*Autriche.*

Le <i>Parti socialiste autrichien</i> a été taxé à 800 Frs depuis 1901, il devrait donc au 31 décembre 1905, 4 000 Frs. Il a payé 610 Frs et affirme, contrairement aux déclarations du précédent secrétaire Serwy que la cotisation a été réduite à 400 Frs. Ce que le Comité exécutif n'a pu accepter. Il lui reste à payer.....	3 390	Frs
--	-------	-----

*Allemagne.*

Le *Parti social-démocrate allemand* a été taxé à 800 Frs depuis 1901; il a payé toutes ses cotisations.

*Australie.*

L'*International Socialist Club* a été taxé à 200 Frs depuis 1901; il a payé toutes ses cotisations.

*Bohême.*

Le *Parti tchèque-slave* a été taxé à 200 Frs depuis 1901; il a payé ses cotisations jusque 1906 compris.

*Bulgarie.*

Le *Parti socialiste démocrate* admis en 1905 à raison de 100 Frs a également payé sa cotisation.

Le *Parti social-démocrate*, taxé à 200 Frs jusqu'au 31 décembre 1904 et à 100 Frs depuis lors a payé toutes ses cotisations.

*Danemark.*

Le <i>Parti socialiste danois</i> taxé à 800 Frs depuis 1901 devait 4 000 Frs. Il a payé ses cotisations jusqu'au 31 décembre 1904; il reste donc à payer.....	800	Frs
--	-----	-----

*États-Unis.*

Le <i>Socialist Party</i> admis en 1901 a été taxé à 400 Frs. Il a payé jusqu'à ce jour 750 Frs; il reste donc à payer la somme de.....	1 250	Frs
Le <i>Socialist Labor Party</i> admis en 1905 à raison de 400 Frs a payé jusqu'à ce jour 200 Frs, reste donc à payer.....	200	Frs

*Espagne.*

Le *Parti socialiste espagnol* admis en 1901 à raison de 200 Frs a payé ses cotisations jusque fin 1905.



*France.*

La France taxée à 800 Frs depuis 1901 a payé 3 200 Frs. Il reste donc à payer..... 800 Frs

*Finlande.*

Le *Parti socialiste finlandais* admis en 1902 à raison de 200 Frs devait payer jusque fin 1905 la somme de 800 Frs; il a payé 593,10 Frs. Il reste donc à payer..... 206,90 Frs

*Hollande.*

Le *Parti ouvrier social-démocrate de Hollande* a été taxé à 400 Frs, soit 2 000 Frs jusque fin décembre 1905; il a payé déjà 608,50 Frs; reste à payer..... 1 391,50 Frs

*Hongrie.*

Le *Parti socialiste hongrois*, taxé à 200 Frs depuis 1901; à la date du 31 décembre 1905 il devait 1 000 Frs; il a payé 482 Frs. Il reste.... 518 Frs

*Italie.*

Le *Parti socialiste italien* taxé à 800 Frs en 1901 a obtenu une réduction à 400 Frs. Il a payé 2 000 Frs, et il lui reste à payer pour 1905 la somme de..... 400 Frs

*Japon.*

Taxé à 100 Frs soit 500 Frs pour les cinq années, n'a payé qu'une fois 25 Frs, il doit encore payer..... 475 Frs

*Luxembourg.*

Taxé à 100 Frs depuis 1901, n'a jamais rien payé..... 500 Frs

*Norvège.*

Le *Parti socialiste norvégien* taxé à 200 Frs depuis 1901, a payé 800 Frs, reste à payer..... 200 Frs

*Pologne.*

Le *Parti socialiste polonais* (P.P.S.) taxé à 100 Frs a payé ses cotisations jusque 1904. Il lui reste à payer..... 100 Frs

Le *Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie* taxé à 100 Frs a payé toutes ses cotisations.

*Argentine.*

Le *Parti socialiste argentin* taxé à 200 Frs depuis 1901 a payé 600 Frs; il reste à payer 1904 et 1905, soit..... 400 Frs

*Russie.*

Le *Parti socialiste révolutionnaire* taxé à 100 Frs depuis 1901 a payé ses cotisations jusque fin 1904; il lui reste donc à payer la somme de ..... 100 Frs

Le *Parti ouvrier social-démocrate de Russie* doit également encore l'année 1905, soit..... 100 Frs

*Suisse.*

Le *Parti ouvrier socialiste suisse*, taxé à 800 Frs en 1901 a obtenu réduction à 200 Frs. Il a payé 200 Frs; reste..... 600 Frs

*Suède.*

Le *Parti socialiste suédois* taxé à 200 Frs depuis 1901 a payé toutes ses cotisations.

*Serbie.*

Le *Parti socialiste serbe*, taxé à 100 Frs a payé une seule fois 25 Frs.

Il reste à payer..... 475 Frs

TOTAL.... 12 311,40 Frs

Cette situation financière n'est pas brillante. Elle est due à la négligence de certaines organisations qui laissent les arriérés s'accumuler. Les besoins du Bureau augmentent nécessairement. Depuis un an, la correspondance s'est décuplée. Le secrétariat a organisé une bibliothèque internationale, il dépouille revues et journaux, constitue archives et dossiers, et met mensuellement les Partis affiliés au courant de son activité et de la correspondance échangée. Nos camarades ignorent peut-être que pour ce travail la rémunération mensuelle est la suivante : 100 Frs pour le secrétaire, 150 pour l'employé, 150 pour l'employé russe engagé temporairement. A la dernière séance du Bureau, on a estimé que la fonction du secrétaire est assez importante pour absorber toute l'activité d'un homme. Si cette décision est prise en la réunion de mars prochain, il faudra évidemment pouvoir disposer d'un budget plus considérable.

Le Comité exécutif.

## X

## Rapport du mois de février 1906.

Nous rappelons, par la présente, aux Secrétaires et délégués que nous espérons recevoir *avant le 10 mars*, la note de leur organisation relative à la proclamation à lancer en vue de la démonstration du 1<sup>er</sup> Mai prochain. Jusqu'à présent, seules la France et la Belgique ont répondu à notre appel.

Nous avons rappelé aux divers Partis la date de l'assemblée plénière du Bureau, fixée aux 4 et 5 mars. Le citoyen Rapin, délégué de Suisse, s'est fait remplacer par le citoyen Jean Sigg. Le citoyen Singer, délégué d'Allemagne, a annoncé qu'il ne pourrait venir à Bruxelles pour des motifs de santé. Le citoyen Ferri, délégué d'Italie, est retenu en son pays pour la propagande. Le citoyen Hillquit, délégué des États-Unis, se trouve dans le même cas.

Les citoyens Skaret et Adler, délégués d'Autriche, ont demandé l'ajournement de la réunion au 15 avril, parce qu'ils ne peuvent s'absenter les 4-5 mars. La présence d'Adler étant nécessaire au Reichsrath où l'on discutera le projet de loi du gouvernement relatif au Suffrage Universel.

Le Comité exécutif a répondu que la proposition de nos camarades autrichiens arrivait trop tardivement; que la convocation pour l'assemblée ne pouvait avoir lieu à Pâques à cause de la réunion de nombreux Congrès nationaux; enfin que de nombreux délégués d'autres pays auraient réclamé l'urgence.

Le Comité central du Parti socialiste finlandais nous a annoncé que le citoyen Walpas est remplacé au B.S.I. par le citoyen Yrjö Syrola.

Le citoyen Roubanovitch a été réélu comme délégué au B.S.I. pour le Parti socialiste révolutionnaire de Russie et le citoyen Sergiewsky de Saint-Petersbourg comme suppléant.

Le citoyen Dubreuilh nous a annoncé que la Fédération socialiste de Cochinchine a demandé son affiliation au Parti socialiste (Section française de l'Internationale Ouvrière).

La Fédération possède un organe bi-mensuel, le *Bulletin Socialiste*. Le secrétaire est le citoyen Fiacre, café de la Paix, Saïgon.

Nous avons reçu aussi par l'intermédiaire des citoyens Mora et Iglesias, la lettre suivante des socialistes cubains :

« *Au Bureau Socialiste International.*

Confrère Secrétaire : l'organisation socialiste de la Havane [1], récemment constituée, a résolu de demander son affiliation au Bureau Socialiste International. Notre collectivité a adopté le même programme qui régit actuellement le Parti socialiste ouvrier espagnol, et nous avons en vue l'organisation du Parti socialiste, dans cette île, quand nous aurons les éléments nécessaires pour réussir.

Nous avons le plaisir de vous envoyer ci-inclus deux exemplaires du manifeste que nous avons publié, pour annoncer publiquement notre constitution comme Parti et faire connaître nos idées.

Au moment de naître à la vie de nos chères idées, cette collectivité désire former partie du Socialisme international et ajouter ses efforts à ceux des camarades qui, par tout le monde, répandent les principes de la justice et de la solidarité humaines.

Au nom du groupe vous saluent

José VARQUEZ,  
Président,  
Enrique FERNANDEZ,  
Secrétaire pour l'extérieur.

Havane, le 9 janvier 1906.

Adresse : San Mignet, 29 Havane Cuba. »

Et les délégués espagnols ajoutent :

« Il nous reste seulement à ajouter que les principaux éléments du nouveau Parti émancipateur sont composés d'émigrés espagnols provenant de différentes villes d'Espagne, et presque tous sont d'anciens défenseurs des doctrines de notre Parti.

Recevez mes salutations fraternelles.

J. MORA, Pablo IGLESIAS. »

Le Comité exécutif a demandé aux camarades cubains des renseignements complémentaires [2].

Le British National Committee nous a envoyé le projet suivant, concernant la procédure à suivre dans les futurs Congrès socialistes internationaux.

« Considérant que la méthode de travail actuellement suivie dans les Congrès diminue la valeur de ceux-ci comme facteurs éducatifs et leur enlève tout intérêt aux yeux des délégués, nos représentants au B.S.I. sont chargés de défendre avec fermeté devant le Bureau, les résolutions suivantes :

[1] Il s'agit de l'Agrupacion socialista internacional de La Havane, qui fut créée en 1904.

[2] Cf. Annexe XVI, p. 399-400, Rapport du secrétariat pour les mois de décembre 1906 et janvier 1907.

1. Chaque nationalité sera responsable du contrôle et de l'acceptation des mandats de ses délégués. En cas de rejet, il y aura droit d'appel au Comité permanent, à nommer dans les conditions déterminées ci-après.

2. Chaque Comité national, partout où il est constitué, sera chargé de transmettre aux divers groupes socialistes les invitations et résolutions du B.S.I.

3. En remplacement du système existant des commissions qui expédient les résolutions, ce qui augmente et double même le travail, il sera élu un Comité permanent du Congrès pour ordonner les diverses résolutions et régler les ordres du jour. Ce Comité comprendra un Secrétaire par nationalité, et cette nationalité choisira son représentant.

4. Les discours aux Congrès seront limités à 20 minutes.

5. Toutes les résolutions doivent se trouver en mains du Bureau, 4 mois entiers avant la date fixée pour la réunion du Congrès et être distribuées un mois après réception.

Il ne sera accepté, distribué ou discuté de nouvelle résolution qui n'aura pas été soumise à cette procédure, les affaires urgentes exceptées.

Le Comité permanent est seul compétent pour prononcer l'urgence, mais les amendements ou résolutions doivent être écrits et soumis au Comité permanent qui décidera si les amendements sont acceptables ou non, et ne constituent pas une tentative de formuler des résolutions nouvelles sous formes d'amendements. »

Quant au vote :

« Afin d'éviter à quelques anomalies de la méthode présente de voter par nationalité, il vaudrait mieux donner à chaque nationalité un pouvoir de vote au Congrès dans la proportion d'un vote par catégorie de cinq délégués, ou partie de cinq, avec un maximum de douze.

En ce cas, la force de la nation, qui organise le Congrès, sera calculée sur la base des 5/4 de ses délégués au Congrès précédent, le quart supplémentaire étant ajouté pour éviter l'objection que le mouvement s'y serait développé dans l'intervalle. »

Le Comité exécutif a reçu du citoyen De Léon, délégué du *Socialist Labor Party*, le rapport suivant relatif à l'année 1905.

« Ceux qui auront lu le rapport du *Socialist Labor Party*, adressé au Congrès d'Amsterdam [3], seront agréablement surpris des événements signalés dans ce rapport qui détaillait des faits encore embryonnaires l'année dernière.

Aux yeux de nos camarades de l'étranger, la situation en Amérique doit sembler chaotique. Elle doit apparaître comme une querelle qui englobe le mouvement politique socialiste jusqu'au mouvement économique, trade-unioniste. Quand on cesse de l'examiner superficiellement, le chaos devient intelligible.

Deux grands principes se trouvent à la base de la lutte du mouvement socialiste et ouvrier en Amérique. Le premier de ces principes est que le mouvement politique du socialisme ne peut s'il le voulait, et ne devrait s'il le pouvait, ignorer le mouvement économique; qu'aucun mouvement politique sain et fécond du socialisme n'est possible s'il n'est fondé, assis et basé sur un mouvement économique trade-unioniste. En un mot, ce principe signifie qu'en Amérique un mouvement politique 'bona fide' ou le socialisme ne peut être que le réflexe d'un mouvement économique d'égale 'bona fide'.

L'autre principe est que le mouvement politique du socialisme ne devrait pas s'il le pouvait, et ne pourrait s'il le voulait, avoir quelque relation avec

[3] Cf. *Socialist Labor Party of America, Rapport au Congrès socialiste international d'Amsterdam*, traduction française officielle revue par l'auteur, Paris, Ph. Marquet, s.d., in-16, 16 p.

le mouvement économique. Il prêche la neutralité. Toutes les dissensions du mouvement socialiste et ouvrier, en Amérique, portent la trace de la collision de ces deux principes opposés.

Le Socialist Labor Party soutient le premier principe, et, comme conséquence, il essaie de favoriser la fondation d'un trade-unionisme 'bona fide'.

Le champ du trade-unionisme en Amérique a été trouvé, par le mouvement politique du socialisme, dans un état d'occupation par ce que l'on appelle 'craft-unionism', l'unionisme pur et simple.

Ce système d'unionisme organise les métiers non seulement comme des unités, mais comme des corps souverains et autonomes.

L'erreur fondamentale de ce système économique a été bientôt considérée comme désirable par la classe capitaliste. L'union de métier rendait tout mouvement économique stérile. En effet, si les salaires de ces unions étaient plus élevés que ceux des ouvriers non organisés, le prix que cette organisation payait pour ces salaires plus élevés était la division sans espoir de la classe ouvrière. Tout d'abord, la 'craft union' [4] excluait délibérément de la participation la majorité des membres par l'apprentissage, les hautes cotisations, des droits élevés d'initiation [*sic!*] et d'autres expédients. En deuxième lieu, chacune de ces 'craft-unions' ne pouvait en retour obtenir son denier de Judas, qu'en s'alliant avec l'employeur chaque fois qu'une autre union similaire était en lutte avec la classe possédante. Il est superflu et il me conduirait trop loin de dresser le long catalogue d'actes délibérés de trahison commis au détriment de la classe ouvrière en Amérique et ailleurs, ainsi que de relever les cas multiples de corruption que ce genre d'unionisme a engendrés. Il suffit de dire, comme preuve, que ces 'craft-unions' sont reliées à une organisation de capitalistes appelée Civic Federation, dont le but est d'établir des relations harmonieuses entre le capital et le travail. Ces unions sont organisées surtout par l'American Federation of Labor [5].

Un mouvement politique de travail — et que peut être un Parti politique du socialisme si ce n'est un mouvement politique de travail? — ne peut faire des recrues que dans le camp de la classe ouvrière. Il était inévitable que ces querelles, engendrées par l'unionisme pur et simple dans le mouvement ouvrier, devaient se transmettre au mouvement politique. Dans ces circonstances, la classe ouvrière n'était pas seulement divisée politiquement en adhérents aux divers Partis politiques du capitalisme, mais ces dissensions se reflétaient en Partis socialistes hostiles.

L'évidence croissante que cette conjoncture était insupportable, donna finalement naissance, au mois de juillet de l'année 1905, à une gigantesque révolte contre l'unionisme capitaliste. L'organisation Industrial Workers of the World [6] était lancée avec un nombre de membres qui dépasse déjà 150 000. Sa devise est que la classe ouvrière et la classe possédante n'ont rien de commun; son but est de prendre et de garder ce qui est nécessaire à la production, afin d'établir la république administrative du travail, sa méthode

[4] Craft-union : il s'agit des Trade-Unions traditionnelles. Les membres du Socialist Labor Party qui en faisaient partie voulaient les politiser de l'intérieur. Leurs adversaires les plus résolus fondèrent l'Industrial Workers of the World; cf. G. D. H. Cole, *The Second International*, 2<sup>e</sup> partie, p. 790.

[5] L'American Federation of Labor compta dans ses rangs en 1904, 1 676 000 membres. Cf. M. Karson, *American Labor Unions and Politics, 1900-1908*, Carbondale, 1958; L. L. Lorwin, *The American Federation of Labor, History, Policies and Prospects*, Washington, 1933.

[6] L'Industrial Workers of the World fut fondé à Chicago en 1905; son principal soutien fut la Western Federation of Miners et son implantation initiale, l'extrême Ouest. Elle s'opposait au trade-unionisme orthodoxe et au socialisme réformiste. Cf. Cole, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 790 et suiv.

est l'unification de la classe ouvrière tant sur le champ politique, que sur le champ économique. Les recrues viennent non seulement des catégories des non-organisés mais encore des unions 'pur et simple' qui ont pris conscience de la trahison de leur chef.

Tandis que cet événement fertile a eu comme résultat premier et immédiat de troubler la paix qui régnait dans la Varsovie capitaliste, son effet rapide et ultime est de construire les fondements larges et solides d'un mouvement politique du socialisme en Amérique, et, par là, de réaliser en Amérique cette unification des forces politiques du socialisme que le Congrès d'Amsterdam a ordonnée.

Je suis heureux de dire que cette question, dont la solution est si désirable, est en bonne voie d'aboutissement. »

Le citoyen Hillquit nous écrit à la date du 1<sup>er</sup> février :

« 1. Le Comité national du Socialist Party des États-Unis a voté à l'unanimité la *motion Vaillant*, et le vote du délégué Hillquit doit donc être compté comme favorable à cette proposition.

2. En ce qui concerne la *motion Van Kol*, je vote en faveur de la dernière rédaction de la commission spéciale, excepté la clause 3.

Je ne pense pas qu'il soit sage d'admettre au Bureau autant de représentants de chaque nationalité que cette dernière a de votes. J'estime que la différence entre le Congrès et le Bureau, c'est que ce dernier est un corps exécutif, et dans le but de maintenir son efficacité, il doit nécessairement se composer d'un nombre peu considérable de membres. Si nous devons admettre un grand nombre de représentants de chaque Parti, le Bureau deviendrait une assemblée pareille à un Congrès, ce qui le transformerait en une machine gênante et lourde au point de vue pratique. Je propose par conséquent, l'amendement suivant : 'Chaque nationalité ne pourra envoyer au Bureau plus de trois délégués; chacun de ces délégués aura autant de votes au Bureau que le Parti représenté par lui a de votes au Congrès international'; cet amendement remplacerait le texte suivant de l'avant projet :

'Chaque nationalité pourra envoyer au Bureau autant de délégués mandatés qu'elle aura de votes au Congrès international, selon la liste mentionnée ci-dessus (2-c)'. »

Le Comité exécutif :

É. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

*Confidentiel.*

Le Parti socialiste autrichien a demandé que sa cotisation soit réduite à 500,00 Frs.

Le Parti socialiste finlandais a demandé qu'on lui envoie une somme d'argent, afin de soutenir les nombreux fugitifs russes. Le Comité exécutif a décidé de leur envoyer une somme de 2 000,00 Frs. Jusqu'à présent nous n'avons pas encore reçu accusé de réception de cette somme.

*Cotisations.*

Nous avons reçu au mois de février les cotisations suivantes :

du Parti socialiste argentin	200,00 Frs,	cotisation pour 1904.
du Parti socialiste autrichien	1 000,00	sur arriéré.

*Fonds russe.*

Le Bureau a reçu au mois de février les sommes suivantes :

Parti ouvrier social-démocrate de Hollande	620,00 Frs
Parti socialiste danois	1 382,17
Parti socialiste argentin	1 915,21
Parti socialiste argentin (massacre juifs)	183,24
Socialist Labor Party, États-Unis	2 080,00
Arbeiter Union Bern, Suisse	256,20
Du citoyen Querqui, France	15,15
Union ouvrière de Neuchâtel, Suisse	18,00
Socialist Party, États-Unis	5 363,92
Paul Hueck, États-Unis	478,95
H. K. Albricht, États-Unis	154,50
H. L. Ryau, États-Unis	108,15
L. Marchetto, États-Unis	25,75
Bretschneider, États-Unis	920,30
Baethofen, États-Unis	41,20
L. Milder, États-Unis	1 210,25
Mytnikovitch, Genève, Suisse	20,00
E. G. Garnean, États-Unis	125,95
Socialist Labor Party, États-Unis	3 097,50
Arbeiter Verein, Luxembourg	50,00
Fred Hurst, États-Unis	419,70
David Richardson, États-Unis	128,75
H. Krieger, États-Unis	310,30
J. G. Morgan, Vancouver, Canada	206,00
H. Dierks, International Socialist Club, Sydney	257,30
Socialist Labor Party, États-Unis	1 550,63
Arturo Cullo, États-Unis	5,10
John Link, États-Unis	214,50
Parti ouvrier belge	7 000,00
Parti ouvrier social-démocrate, Hollande	828,00

TOTAL.... 28 966,72 Frs

En dehors de subsides à des militants socialistes de Russie, de passage à Bruxelles, nous avons pris sur le fonds russe :

2 000 Frs	pour le Parti socialiste finlandais,
500	pour le Comité central du Parti social-démocrate de Russie, en vue des événements du 22 janvier.
500	pour le Parti ouvrier letton.

*Fonds russe.*

			<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>
Février	27	Parti socialiste suédois	620,00 Frs	
	27	Parti socialiste tchèque-slave	2 202,41	
	27	Parti ouvrier social-démocrate, Hollande	1 666,80	
Avril	1 <sup>er</sup>	Parti socialiste suédois	537,00	
	12	Parti socialiste tchèque-slave, Bohême	337,43	
	25	Étudiants russes à Gembloux	58,50	
Mai	12	Parti ouvrier social-démocrate, Hollande	1 251,90	
	19	International Socialist Club, Sydney	125,60	
	19	Parti social-démocrate danois	685,00	
	15	Parti socialiste suédois	250,09	
	15	Parti socialiste italien	4 500,00	
	30	Parti ouvrier belge	4 000,00	

		<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>
	30 Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie		3 155,77 Frs
	23 Parti socialiste révolutionnaire russe		5 049,23
	30 Parti ouvrier social-démocrate de Russie		5 049,23
Juillet	30 Parti socialiste polonais		3 155,77
	6 Bound juif		2 524,64
	14 I. Kantor (viaticum) pour camarade russe		10,00
	14 Parti ouvrier social-démocrate, Hollande		228,30
Août	2 Smits, viaticum		20,00
	16 J. Kasparowitz, viaticum		5,00
Juillet	5 Parti ouvrier belge	2 700,00	
	11 Parti ouvrier belge	176,04	
	18 Parti ouvrier belge	65,50	
Août	22 M. Rozenkranz, viaticum		10,00
	31 — viaticum		5,00
	31 — viaticum		7,00
	31 Parti socialiste espagnol	2 800,00	
Septembre	9 Parti ouvrier letton (J. Rosin)		2 000,00
	15 Perte de Place et Change (Chèques et man.)		65,00
	19 Parti socialiste italien	4 500,00	
	25 Parti social-démocrate arménien		2 000,00
	25 Frais et perte de Place		4,00
	21 Marins Potemkine (Roubanovitch)		500,00
	21 Frais et perte de Place, chèque		1,45
	25 Anchelewitch, fugitif russe, viaticum		5,00
	26 A. Solnick, fugitif russe, viaticum et voyage		15,00
	27 Anchelewitch, fugitif russe, frais voyage		15,00
	3 Chs. Rymacker, fugitif russe, viaticum		5,00
	Octobre	11 Parti socialiste danois	78,35
14 Parti socialiste suédois		258,72	
Novembre	15 Arnold Margulies, fugitif russe		5,00
	17 Boris Smirnow, fugitif russe		5,00
	28 Parti ouvrier letton (Kowalewski)		500,00
	5 A. Grigas, fugitif russe		2,00 Frs
Décembre	14 Fédération socialiste Braine Le Comte, Belgique	20,00 Frs	
	16 Alliance musicale, Bruxelles, Belgique	28,29	
	16 Emm. Zlatin, fugitif polonais, viaticum		10,00
	16 Parti socialiste tchèque-slave, Bohême	633,65	
	18 Fédération musicale Bruxelles, Belgique	25,58	
	18 A. Snarsky, fugitif russe		3,00
	20 Weinberg, fugitif russe		2,00
	22 — —		10,00
	22 L. B. Lerandy, viaticum		5,00
	22 Anonyme, H %	2,10	
	23 Vanderborn, Bruxelles, Belgique	5,00	
	28 Deutscher Arbeiter Verein, Bruxelles	41,16	
	28 <i>Écho du Peuple</i> , Bruxelles, Belgique	3,20	
	28 Emm. Zlatin, fugitif polonais		10,00
	28 J. Nadamer, fugitif russe, viaticum		2,00
28 J. Kurvonnik, fugitif russe, viaticum		5,00	
28 Leib Kurvonnik, fugitif russe, viaticum		2,00	
29 Weinberg, fugitif russe, viaticum		5,00	



		<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>	
Janvier	2	Michel Vanderroost, Belgique		
	2	A. Rober, Belgique		
	2	Bertha Vermeulen, Belgique		
	3	Coopérative Le Progrès, Belgique	100,00	
	3	J. Nadamer, russe, frais de route		15,00
	3	Goucha Kavoinick, frais de route		15,00
	3	Leib Kavoinick, frais de route		15,00
		Elias Hahman, fugitif russe, viaticum		2,00
	3	Les solidaires Jolimont, Belgique	50,00	
	9	Syndicat des menuisiers, Bruxelles	50,00	
	10	Parti ouvrier social-démocrate, Hollande	879,75	
	10	Parti ouvrier social-démocrate russe (min.)		500,00
	10	Frais chèque		1,50
	11	Socialist Labor Party, États-Unis	580,20	
	11	Fédération namuroise, Belgique	10,15	
	11	Télégrammes divers		18,60
	15	Parti socialiste hongrois	2 088,20	
	18	A. Por, États-Unis (Hongrois)	25,00	
	19	Fédération d'Amsterdam du P.O.S., Hollande	6 243,50	
	19	Parti ouvrier social-démocrate, Hollande	309,00	
	24	Peuple de Genève, Suisse	543,15	
	24	Parti socialiste de Fribourg, Suisse	35,15	
	24	Cercle socialiste de Mantova, Suisse	15,40	
	25	Organisation sociale ouvrière de Lausanne	200,00	
	26	M. Kurschner, Stockholm, Suède	29,64	
	25	Mankowski et Heiman, fugitifs russes		10,00
	27	Dr Welter, Luxembourg	30,00	
	29	Socialist Labor Party, États-Unis	1 033,75	
	31	W. A. Fischer, New-Castle, Angleterre	5,60	
	31	R. Vincent, Bellegarde, France	7,00	
	31	Silvester Ognivici, fugitif russe		5,00
Février	1	Parti ouvrier social-démocrate, Hollande		
			620,00	
	2	Parti socialiste danois	1 382,17	
	8	Parti socialiste argentin	1 905,21	
	8	— — —	183,24	
	8	Socialist Labor Party, États-Unis	2 060,00	
	8	Arbeiter Union Bern, Suisse	256,20	
	8	Querqui, France	15,15	
	12	I. Polacow, russe		2,00
	8	J. Schlachet et Treller, russes		10,00
	8	Cheimstreik, russe		5,00
	12	Union ouvrière, Neuchâtel	18,00	
	13	Socialist Party, États-Unis	5 363,92	
	13	Paul Heuck, États-Unis	154,50	
	13	H. K. Albricht, États-Unis	478,95	
		H. L. Ryau, États-Unis	108,15	
	13	Louis Marchetto, États-Unis	25,75	
	14	Bretschneider, États-Unis	920,00	
	14	Baethofen, États-Unis	41,20	
	14	David Milder, San-Francisco	1 210,25	
14	A. Mytnikovitch, Genève	20,00		
14	E. Garnean, États-Unis	125,95		
14	Socialist Labor Party, États-Unis	3 097,50		
14	E. Walpas, Helsinfors, Finlande		2 000,00	

		<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>
	14 E. Walpas, Helsinfors, Finlande, frais d'envoi		10,00
	C. Huysmans, délégation et télégrammes Aff. Kow [alewski].		20,00
	14 Jean Bergmans, voyage, Liège, aff. Kow.		12,75
	14 Jean Bergmans, voyage, Gand, aff. Kow.		8,05
	14 B. Joffé, voyage, Liège, aff. Kow.		9,00
	14 Camarade russe, fugitif		10,00
	14 Affaire Kow., voitures et divers		6,00
	15 Affaire Kow., télégrammes et téléphones		10,00
	16 Arbeiter Verein, Luxembourg	50,00	
	16 Anderson, fugitif russe		5,00
	20 Fred Hurst, États-Unis	419,70	
	20 David Richardson, États-Unis	128,75	
Février	20 H. Krieger, États-Unis	310,30	
	20 J. G. Morgan, Vancouver, Canada	206,00	
	20 Fritz Aussing, frais de voyage et viaticum		100,00
	20 Deux hommes pour surveillance		20,00
	18 Beerblock, Gand, 20 camarades lettons		100,00
	21 — — —		200,00
	21 Deux hommes pour surveillance		20,00
	22 G. Fritzé, fugitif russe		2,00
	22 Deux hommes pour surveillance		10,00
	23 — — —		10,00
	22 H. Diercks, International Socialist Club	257,30	
	26 Socialist Labor Party, États-Unis	1 550,63	
	26 Beerblock, Gand, 20 camarades lettons		150,00
	26 Arturo Cullo, Wakefield, États-Unis	5,10	
	27 Parti ouvrier belge	7 000,00	
	28 J. Link, États-Unis	214,50	
	28 Parti ouvrier social-démocrate, Hollande	828,00	
	28 S. Berkovicz, fugitif polonais		5,50
	TOTAL . . .	69 993,38 Frs	27 468,02 Frs
	En caisse au 4-5 mars . . .	42 525,36 Frs	

Ainsi dressé à la date du 28 février 1906.

### *Bureau Socialiste International.*

#### Compte général.

A la date du 15 janvier 1905, il y avait en caisse :	3 141,16 Frs
Les recettes jusqu'au 28 février 1906 se sont élevées,	
fonds russe compris à	83 211,62
Les dépenses, fonds russe compris à	39 070,38
	Différence . . . 44 141,24
	TOTAL . . . 47 282,40 Frs
A déduire pour le fonds russe	42 525,36
	En caisse . . . 4 757,04 Frs

## Compte du Bureau.

En caisse au 15 janvier 1905.....	3 141,13 Frs
Recettes au 28 février 1906	10 218,24
Dépenses au 28 février 1906	8 602,36
En caisse différence....	1 615,88 Frs
En caisse....	4 757,04 Frs

## Les arriérés.

Après déduction des sommes versées en février, il reste dû au B.S.I. jusqu'au 31 décembre 1905 :

Independent Labour Party d'Angleterre	300,00 Frs
Social Democratic Federation d'Angleterre	100,00
Parti socialiste autrichien	2 290,00
Parti socialiste danois	800,00
Parti socialiste, France	800,00
Socialist Party des États-Unis	1 250,00
Parti socialiste finlandais	206,90
Parti ouvrier social-démocrate de Hollande	1 391,50
Parti socialiste hongrois	518,00
Parti socialiste italien	400,00
Parti socialiste japonais	475,00
Parti socialiste luxembourgeois	500,00
Parti socialiste norvégien	200,00
Parti socialiste polonais	100,00
Parti socialiste argentin	200,00
Parti socialiste révolutionnaire de Russie	100,00
Parti ouvrier social-démocrate de Russie	100,00
Parti socialiste suisse	600,00
Parti socialiste serbe	225,00
TOTAL..	10 756,40 Frs

Malgré toute notre insistance, les Partis négligent d'acquitter leurs dettes, et, tandis que nous voyons les charges du secrétariat augmenter de jour en jour par suite de sa transformation, nous constatons une tendance croissante des Partis affiliés à vouloir diminuer leurs cotisations. Or, le budget actuel est déjà insuffisant. Il importe donc de prendre des mesures sérieuses et définitives.

## L'exercice 1905-1906.

Voici maintenant un exposé détaillé de l'exercice du 15 janvier 1905 au 28 février 1906.

Mois	Appoint <sup>nts</sup>	Correspond.	Fournit.	Frais div.	TOTAL	Frais Extr.
Février	250,00 Frs	55,00	30,00	15,00	350,00	
Mars	250,00	75,00	55,00	25,00	405,00	
Avril	250,00	50,00	10,00	5,00	315,00	215,00
Mai	250,00	55,00	65,00	12,00	382,00	700,00
Juin	250,00	110,00	50,00	20,00	430,00	155,00
Juillet	375,00	160,00	35,00	5,00	575,00	60,00
Août	400,00	140,00	10,00	10,00	560,00	
Septembre	400,00	120,00	10,00	15,00	545,00	
Octobre	400,00	180,00	20,00	50,00	630,36	
Novembre	400,00	150,00	30,00	20,00	600,00	
Décembre	400,00	140,00	10,00	10,00	560,00	
Janvier	400,00	160,00	85,00	40,00	685,00	730,00
Février	400,00	150,00	65,00	90,00	705,00	
	<u>4 425,00</u>	<u>1 525,00</u>	<u>475,36</u>	<u>317,00</u>	<u>6 742,36</u>	<u>1 860,00 Frs</u>

Il y a donc eu pour les treize mois écoulés, une dépense ordinaire de 6 742,36 Frs plus une dépense extraordinaire de 1 860,00 Frs pour l'installation de la bibliothèque, des frais de voyage et autres travaux extraordinaires. Si nous examinons ce compte, nous constatons que la moyenne des dépenses ordinaires pour les cinq premiers mois est de 375 Frs par mois, tandis que pour les huit mois suivants nous arrivons à une moyenne de 605,00 Frs par mois. Cette augmentation provient : 1) de l'extension de la correspondance, 2) de l'augmentation des frais de correspondance occasionnés par l'envoi de tous les documents sous enveloppe fermée, 3) de ce que le secrétariat s'est vu obligé d'engager provisoirement un second employé.

L'encaisse actuelle ne s'élevant qu'à 4 757,04 Frs, nous insistons vivement pour que les Partis payent au plus tôt les cotisations arriérées, ainsi que celles pour l'année 1906, afin de pouvoir organiser convenablement le prochain Congrès de Stuttgart. L'expérience d'Amsterdam nous a démontré que le déficit peut s'élever à 5 et 6 000 Frs.

## XI

### Rapport des mois de mars et avril 1906.

#### *Partie non confidentielle.*

Pendant ces deux mois, le secrétariat s'est occupé spécialement de la rédaction officielle du compte rendu de la séance du Bureau qui a eu lieu les 4 et 5 mars. Ce compte rendu sera publié en trois langues [1]. Il s'est encore préoccupé tout particulièrement de la publication du manifeste du 1<sup>er</sup> Mai, complété par une série de 14 rapports sur la limitation des heures de travail dans les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bohême, Danemark, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Hollande, Hongrie, Italie, Suède, Serbie et Suisse. Ce document a été publié également en trois langues (90 p.) [2], et a été expédié à tous les secrétaires et délégués des Partis affiliés, aux rédactions de toutes les revues et de tous les journaux qui sont régulièrement envoyés à notre bibliothèque, à tous ceux qui d'ordinaire veulent bien nous transmettre leurs publications. Il est regrettable cependant :

1. Que nous n'ayons reçu aucun rapport sur la journée des 8 heures, ni d'Espagne ni de Russie (y compris Finlande, Pologne, etc.), ni de Norvège, ni d'Argentine, ni d'Australie, ni de Luxembourg, ni du Japon;

2. Que plusieurs rapports qui nous ont été envoyés, nous aient été transmis à la veille du 1<sup>er</sup> Mai seulement, de telle sorte que la publicité à donner à ce document a beaucoup souffert de ces retards. Dans ces conditions, l'impression a dû être faite avec une hâte fébrile, ce qui nuit toujours à la précision des textes.

Le citoyen Kautsky nous a annoncé que notre camarade Rosa Luxemburg était arrêtée en Pologne [3] et qu'il la remplaçait temporairement en

[1] Cf. *supra*, p. 197-207.

[2] Il est paru en trois langues sous le titre : Bureau Socialiste International, *La manifestation internationale du 1<sup>er</sup> Mai*, Bruxelles, Brismée, 1906, in-8°, 90 p.

[3] Le 4 mars 1906, Rosa Luxemburg et Leo Jogiches furent arrêtés à Varsovie dans leur appartement. La police avait été mise sur leurs traces par des renseignements en provenance d'Allemagne. Elle fut libérée le 28 juin sous une caution de 3 000 marks, versée par la direction de la S.P.D. Cf. P. Frölich, *Rosa Luxemburg*, Paris, Maspero, 1965, p. 151-55.

qualité de délégué au B.S.I. du Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie.

Le secrétariat a appris la constitution d'un Parti socialiste au Mexique par une note du *Worker* de New York et s'est mis immédiatement en rapport avec cette nouvelle organisation socialiste.

Nous avons reçu la lettre suivante du Parti socialiste de la Nouvelle-Zélande :

« Nous désirerions vivement obtenir notre affiliation au B.S.I. et vous prions de nous envoyer le plus tôt possible un exemplaire de vos statuts.

Le Parti socialiste de la Nouvelle-Zélande a été fondé en août 1901 à Wellington. La section de Christchurch a été organisée en février 1902 et fut dissoute en avril 1903, puis réorganisée en septembre 1904 [4].

Il a été résolu de se serrer les coudes, de travailler et voter pour le Socialisme, résolution qui n'a été suivie que par un petit nombre d'hommes, mais ce petit nombre d'hommes décidés ont provoqué à Christchurch une lutte électorale dans laquelle ils ont reçu des coups, mais ils sont sortis de la bataille aussi heureux que certains de leurs assaillants victorieux. Nous avons reçu une bonne leçon en prenant part à cette lutte, et nous sommes prêts à nous livrer au travail que tous les socialistes ont le devoir d'accomplir.

F. COOKE. »

Le secrétariat central du Parti social-démocrate arménien nous a fait parvenir l'intéressante lettre que voici :

« En 1905, au mois d'octobre, a eu lieu le Congrès annuel de l'Organisation ouvrière social-démocrate arménienne au Caucase. Les délégués de tous les comités actifs de l'Organisation y assistaient. Suivant la 15<sup>e</sup> résolution de son ordre du jour le Congrès a chargé le Comité central d'envoyer ses remerciements au Bureau Socialiste International et au Parti socialiste allemand pour l'aide matérielle et morale qu'ils ont prêtée à l'Organisation et pour les sympathies qu'ils ont formées pour elle.

Les conditions politiques du Caucase n'ont pas permis au Comité central de s'acquitter de cette agréable mission sur le champ et ce n'est qu'à présent qu'il se trouve dans la possibilité de remplir son devoir.

Le prolétariat universel a pu voir et constater avec une satisfaction bien compréhensible la lutte héroïque de ses camarades de Russie contre l'absolutisme russe. Le prolétariat de Russie organisé et armé de tous les moyens que lui offre le Socialisme international déclara la grève générale à ses exploités et oppresseurs et la guerre au gouvernement du tsar. Bientôt la grève générale s'est transformée en révolution. Les travailleurs organisés de toutes les nationalités, à quelques exceptions près, ont pris part à cette grande bataille libératrice. Et ils marchaient tout droit vers la victoire, vers l'émancipation des exploités et opprimés. Malgré la brutalité et la sauvagerie qui caractérisent le gouvernement du tsar, le prolétariat est sorti victorieux de cette lutte inégale. Il a écrasé la bureaucratie russe, cette 'colonne vertébrale de la gendarmerie universelle' et a pu arracher des griffes de l'aigle russe, le 'Manifeste du 17 octobre'. Dès ce moment, l'absolutisme russe a été condamné!

[4] Les débuts du Parti socialiste néo-zélandais sont étroitement liés au destin du Parti australien. Tom Mann, par exemple séjourna en Nouvelle-Zélande à deux reprises : en 1902-1903 et en 1908. Le mouvement ouvrier néo-zélandais subit également l'influence de l'Industrial Workers of the World américain. Cf. Cole, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 885-909.

Mais en ce moment historique le prolétariat militant arménien se trouvait et continue à se trouver dans des conditions exceptionnelles. Le régime du tsar se voyant perdu sous les coups du prolétariat et ne pouvant plus se défendre, a mis en pratique le fameux système politique, inventé par une bande d'hommes d'État (Plewé, Pobiedonostzew, Witte, Golitzine, Souvorine et C<sup>ie</sup>). Pour arrêter le mouvement révolutionnaire dans le pays et détruire une fois pour toujours les éléments mécontents, le gouvernement a soulevé les nations habitant la Russie et les différentes couches du peuple russe les unes contre les autres. Les Houliganes massacraient les intellectuels et révolutionnaires russes, les Russes pillaient et massacraient les Juifs. Enfin le gouvernement a pu soulever les Tartares contre les Arméniens au Caucase. Ces derniers sont considérés par le gouvernement comme l'élément le plus dangereux au Caucase pour l'absolutisme russe. Cette dernière provocation du gouvernement était plus terrible et plus dangereuse pour le prolétariat arménien. Le gouvernement russe avait décidé de punir à tout prix le prolétariat arménien et toute la nation. En appliquant le système de provocation des nations dans les provinces arméno-tartares, le gouvernement y a trouvé un terrain propice pour la réalisation de son projet diabolique, étant donné l'absence complète de conscience politique chez les peuples musulmans. En armant les Tartares et désarmant les Arméniens et sûr de son succès, le gouvernement avait déclaré la guerre nationale entre ces deux nations voisines, tandis qu'il concentrait ses forces armées contre les révolutionnaires dans les endroits où il ne trouvait pas d'éléments réactionnaires à son service.

Maintenant le gouvernement exploite l'énergie sauvage et l'ignorance du peuple tartare; il exploite les instincts de pillage et de vengeance de ce peuple qui s'est déclaré défenseur de l'absolutisme russe et ennemi des révolutionnaires arméniens qui travaillent pour l'émancipation du pays avec leurs camarades russes, juifs, polonais, géorgiens, lettons, finlandais, etc. Ce conflit provoqué par le gouvernement a réveillé et continue à exciter une animosité sans pareille entre les deux bourgeoisies (arménienne et tartare). Dans les centres industriels (Bakou, par exemple) la bourgeoisie tartare veut coûte que coûte déplacer la bourgeoisie arménienne qui a gagné depuis longtemps une place solide dans le commerce et l'industrie. Les capitalistes étrangers mènent aussi une guerre clandestine contre les concurrents arméniens. La bourgeoisie tartare dont les capitaux, étouffés par le capitalisme arménien, ne se développent pas, a concentré autour d'elle les forces ignorantes (musulmanes) et les a lancées sur les Arméniens. Dans les provinces, les Khanes et Beks (seigneurs, propriétaires fonciers) profitent de ce conflit pour consolider leur position. En assimilant leurs intérêts à ceux des paysans, qui se laissent tromper par leurs exploiters, ces féodaux ont organisé les paysans et se sont mis à la tête des bandes armées qui ravagent des villages pour prévenir et empêcher le mouvement agraire dans les provinces arméno-tartares.

Le panislamisme développé, défendu, propagé par l'idéologie musulmane, le panarménisme chez les nationalistes arméniens, l'animosité séculaire entre les deux religions (chrétienne et mahométane) complètent le tableau des conditions dans lesquelles le conflit a été provoqué. Les conséquences néfastes de ce conflit sont évidentes. Toute la Transcaucasie est dans le sang : massacres partout, villes pillées et incendiées, villages détruits, industrie et commerce arrêtés, milliers d'ouvriers et de paysans restés sans abri. Et toute cette bacchanale arrête non seulement le mouvement socialiste et révolutionnaire dans le pays, mais encore fortifie le régime du tsar et vivifie les Partis nationalistes.

Mais il faut noter que le Parti socialiste russe n'a pas pu comprendre toute la signification et l'importance de ce conflit, provoqué par le gouvernement. Il n'a pas pu s'en rendre compte au point de vue du mouvement socialiste au Caucase et s'est trouvé dans l'impossibilité de prêter son secours au prolé-

tariat arménien et il (le Parti socialiste russe) reste jusqu'à présent indifférent aux souffrances du prolétariat arménien.

Le prolétariat arménien organisé, en se défendant contre tous les agents de l'absolutisme, continue sa propagande socialiste dans les masses prolétaires arménienne et tartare et croit arracher un jour définitivement le prolétariat arméno-tartare et les paysans des mains de la bourgeoisie, des moulles (clergé musulman), des beks et de tous les exploités.

Alors la lutte solidaire des deux prolétariats unis contre la bourgeoisie et les nationalistes des deux nationalités mettra fin à ce conflit national. Et nous recommencerons notre lutte contre le gouvernement russe.

Le prolétariat arménien organisé, portant toujours plus haut le drapeau rouge du socialisme international, envoie ses salutations fraternelles au Bureau Socialiste International.

Le Comité central. »

Il importe, enfin, afin de compléter le compte rendu de la séance du Bureau (4-5 mars), de reproduire ci-après quelques notes et documents qui n'ont pu être insérés dans le rapport mensuel antérieur :

Le citoyen Hillquit, délégué du Socialist Party des États-Unis, nous écrit relativement à la *motion Vaillant*, que le Comité national de son organisation a voté à l'unanimité en faveur de la résolution. Hillquit a proposé ensuite un amendement à la *proposition Van Kol*, au lieu de dire :

« Chaque nationalité pourra envoyer au Bureau autant de délégués mandatés qu'elle aura de votes au Congrès international, selon la liste mentionnée ci-dessous (2-c) »,

il a proposé de dire :

« Chaque nationalité ne pourra envoyer au Bureau plus de trois délégués ; chacun de ces délégués aura autant de voix au Bureau que le Parti qu'il représente aura de voix au Congrès international. »

Le citoyen Lew du Parti social-démocrate arménien nous a écrit la lettre suivante :

« Voici maintenant quelques remarques relatives au projet Van Kol amendé par la commission spéciale :

Comme vous le savez bien, il n'existe pas en Russie un seul et unique Parti ouvrier, mais des Partis organisés nationalement et travaillant d'une façon toute indépendante les uns des autres. L'unification serait sans conteste utile et nécessaire ; mais elle n'est pas possible pour le moment.

L'existence de ces Partis n'est pas due à la volonté de quelques socialistes ou chefs dirigeant les masses ouvrières, comme on pourrait supposer. Loin de cela, elle est une nécessité du développement historique de l'empire russe et des nationalités qui le constituent. Celles-ci ne se sont pas laissées assimiler par le gouvernement russe et ont mené une vie à part, ayant des aspirations politiques spéciales et même diamétralement opposées aux intérêts de l'empire. La politique de violence du gouvernement envers les petites nationalités a plutôt favorisé leur isolement.

Dans ces conditions, à côté des Partis bourgeois qui existaient et travaillaient à la réalisation de leur programme politique qu'ils déclaraient solidaire à l'ensemble de la nation, à toutes les couches sociales, à toutes les classes, ont pris naissance les Partis socialistes avec un programme socialiste et une politique anti-nationaliste. C'est à ces derniers qu'incombe la tâche de soustraire les masses ouvrières à l'influence considérable, assez souvent asservissante des Partis bourgeois.

Par suite, il est impossible de condamner ces Partis, ils sont nécessairement sortis d'un milieu donné et y travaillent pour le Socialisme et pour le prolétariat.

Comme une de ces organisations, la nôtre revendique donc à juste titre le droit de vote et de représentation aux Congrès de l'Internationale ainsi qu'au Bureau Socialiste International.

Le projet Van Kol parlait des 22 races du Caucase qui n'ont que 9 millions à peu près d'habitants, et il concluait à l'impossibilité de donner le droit de vote et de représentation à toute cette multitude de petits peuples. On peut augmenter ce nombre si l'on veut; mais il n'en serait pas plus convaincant car ce n'est pas une représentation de races que nous revendiquons pour nous, mais une représentation d'organisations ouvrières. Or, il n'y en a que deux au Caucase : 1) celle des socialistes Géorgiens adhérant au Parti ouvrier de Russie et 2) l'Organisation ouvrière social-démocrate arménienne.

Signé : LEW. »

Adler nous a fait parvenir la lettre suivante :

« Nous ne pourrions malheureusement pas être représentés à la réunion du Bureau [5]. A la date de la réunion, le Parlement autrichien entame la discussion du projet gouvernemental relatif à la réforme électorale. Le suffrage universel pur et simple, le but de notre longue et difficile et fructueuse lutte entre dans le stade de la réalisation, de sorte qu'il nous est impossible de nous éloigner, pas même pour une heure.

Nous vous prions donc d'excuser notre absence, que nous regrettons d'autant plus que l'ordre du jour de la réunion est si important.

Nous osons espérer que tous les points de l'ordre du jour seront résolus dans un tel sens, que nous pourrions nous y associer sans inquiétude. Maintenant relativement au point 2 (proposition Van Kol) nous vous communiquons encore une fois notre avis et nous vous prions, cher Camarade, de le transmettre au Bureau, dans le cas où l'on ne voudrait pas remettre cette discussion à une réunion ultérieure, ce qui nous serait très agréable.

Le projet Van Kol ne peut avoir notre assentiment, en ce qui concerne sa formule relative à l'admission au Congrès et au Bureau des organisations socialistes nationales. Par contre, nous n'avons rien à objecter à une représentation des Partis proportionnellement à leur force.

Le principe de considérer comme nationalité l'ensemble des Partis socialistes luttant contre un même gouvernement est inexact, vu qu'il pêche contre les traditions historiques. Au Congrès et au Bureau seront représentées les organisations socialistes politiques, et les organisations politiques seules peuvent constituer l'unité, pour autant que celle-ci englobe tout le prolétariat de la Nation ou, si ce prolétariat est momentanément divisé, puisse l'englober. Contre le même gouvernement luttent dans plusieurs pays — en Russie, en Autriche — plusieurs organisations nationales du prolétariat, tandis qu'un seul et même gouvernement opprime dans ces pays plusieurs nations complètement autonomes. L'organisation politique des prolétariats polonais ou tchèque est généralement indépendante et englobe tout le prolétariat de cette nation. La désunion des fractions en Angleterre et antérieurement en France n'est pas à comparer à cette situation. Tandis que ces divisions ont une tendance à prendre fin et à conduire à l'unité, le développement du prolétariat d'une nation conduit naturellement à une *autonomie* de plus en plus marquée de l'organisation politique socialiste.

La constitution du Bureau Socialiste International entrerait en contradiction avec la loi de développement des Partis socialistes eux-mêmes, si elle perdait ces faits de vue.

[5] Cf. Rapport pour le mois de janvier 1906, p. 354, n. 1.



Elle annulerait aussi le droit de représentation actuel. On ne peut d'après nous, enlever à l'organisation socialiste polonaise, ni aux socialistes tchèques la représentation indépendante qu'ils ont eue jusqu'ici. Le mode de représentation proposé par Van Kol ne sera pas non plus logique, en ce qui concerne les organisations qui jusqu'ici n'ont pas encore eu de représentation indépendante.

Nous considérons donc comme impossible de trouver une formule générale qui en pratique pourrait servir de base à tous. Nous croyons que le Bureau devra se contenter de reconnaître les nations déjà *représentées*, qu'il leur donnera un nombre de voix proportionnellement à leur force, et délibérera sur les nouvelles demandes, au fur et à mesure de leur réception.

Nous ne méconnaissions pas que par là, les petites organisations auront une trop grande force relativement aux autres nations, mais cette calamité est plus légère à supporter par les grandes nations que leur inadmission comme organisation indépendante par les petites nations. Ces petites nations se verraient disparaître avec une grande amertume du Tableau International du Socialisme et cela nous voulons l'éviter.

C'est pourquoi les Autrichiens voteront contre la formule Van Kol et contre tout système limitant, d'une manière quelconque, l'admission des organisations nationales. »

## XII

### Rapport des mois de mai et juin 1906.

Bruxelles, le 4 juillet 1906

#### *Partie non confidentielle.*

Le secrétariat a expédié au commencement du mois de mai, à tous les Partis affiliés, le compte rendu officiel, en trois langues, de la réunion plénière du Bureau (4-5 mars 1906). Ce document, qui contient le texte de l'avant-projet Van Kol relatif à l'organisation des Congrès internationaux et du Bureau, a été imprimé à un nombre d'exemplaires assez considérable et mis en vente au prix de 50 centimes l'exemplaire. Depuis lors, nous avons reçu notification de plusieurs changements, effectués à la composition du Bureau. Les délégués suivants ont été désignés par leurs Partis respectifs :

E. Walpas (Tymöichen, toimitus, Helsinki), pour le Parti social-démocrate de Finlande, et Yrjö Syrola, également Secrétaire du Parti.

Pour la Norvège (Parti ouvrier norvégien) : S. Garder, réd. *Fremtiden*, Drammen; F. Wolf, Bergen. M. A.

Pour la Pologne (Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie) : la citoyenne Rosa Luxemburg, emprisonnée par le gouvernement tzariste pour délit inconnu, a été remplacée par le citoyen Kautsky, de Berlin.

Le Parti socialiste argentin nous a prié de porter à la connaissance des Partis affiliés que le citoyen Lorenzo a été remplacé dans ses fonctions de secrétaire par le citoyen Dr Angel M. Gimenez, 2070, calle Mejico, Buenos-Aires.

Le secrétariat s'est ensuite préoccupé de l'exécution de la décision prise en mars dernier à la séance du Bureau et relative à l'organisation d'une réunion de la Commission Interparlementaire socialiste à Londres. Il s'est mis en rapport avec le citoyen Mannoury, secrétaire de cette Commission et, après de laborieuses négociations, il a été décidé que cette réunion aurait lieu les 16, 17, 18 et 19 juillet. A l'ordre du jour de cette assemblée figurera nécessairement l'adoption des statuts et, comme il a été entendu les 4 et 5 mars, cette réunion constituera une démonstration en faveur des principes du socialisme international

et une protestation du prolétariat contre les horreurs et les crimes perpétrés par le tzarisme. Le Bureau compte, à cette occasion, sur la présence de délégués mandatés de *tous les Partis socialistes de Russie*. Un meeting aura lieu le 19 juillet.

Nous avons reçu du Bound, à la date du 29 juin, un rapport en langue allemande sur le pogrome militaire de Bialystok, document qui a été transmis aux journaux quotidiens importants des divers Partis affiliés.

Après la publication de notre volume sur la *Manifestation du 1<sup>er</sup> Mai*, nous avons encore reçu du citoyen Keir Hardie le rapport suivant sur le mouvement en Angleterre, rapport qui complète heureusement le travail si intéressant du citoyen Green.

#### *Rapport sur la journée de huit heures.*

« Il n'y a pas eu, pendant les dix dernières années, de grande agitation en faveur de la journée de huit heures. Pendant la période de six années, 1888-1894, pareille agitation avait été menée vigoureusement. Mais, en 1894, le gouvernement accorda une journée de huit heures à tous ses employés, ce qui étouffa l'agitation générale. Depuis lors, beaucoup de municipalités ont suivi l'exemple du gouvernement.

Les mineurs font exception à l'exposé susdit. Depuis 1888, ils ont mené une agitation ininterrompue en faveur d'une loi fixant la journée de travail à huit heures. Un projet concernant cette revendication est soumis, en ce moment, aux délibérations de la Chambre des communes et deviendra probablement loi l'année prochaine. Le projet de la loi des mineurs se rattache étroitement au texte de la loi française. En effet, il demande, pour la première année après sa promulgation, une journée de travail ne dépassant pas neuf heures par jour; pour la seconde année, huit heures et demie, et pour la troisième année, huit heures. Il y a cependant cette grande différence avec la loi française, c'est que la journée de travail commence au moment où les ouvriers descendent et qu'elle finit à leur arrivée à la surface.

Un nombre considérable de mineurs travaillent déjà huit heures, d'après un accord avec leurs employeurs. Dans de nombreuses autres industries, les mêmes conventions ont été faites entre les employeurs individuellement et leurs ouvriers. Dans le nord de l'Angleterre, 120 000 mineurs ont une journée de six heures et demie à sept heures. J'estime que le nombre des ouvriers en Grande-Bretagne, dont la journée de travail n'excède pas huit heures, ne doit pas être inférieur à 500 000. Dans l'industrie textile, les heures sont limitées, par la loi, à 54 par semaine. Avec l'accroissement du mouvement politique ouvrier et l'apparition, dans le Parlement, d'un Parti ouvrier, la question d'une journée légale de huit heures a incité un nouvel intérêt au sein de la classe ouvrière organisée, mais on ne pourrait dire que le mouvement est actuellement vigoureux ou général.

J. KEIR HARDIE. »

Enfin, nous avons reçu de l'Union social-démocratique lettone un manifeste en plusieurs langues, concernant les atrocités commises dans les provinces baltiques. Ce manifeste a été transmis à de nombreux journaux importants du Parti, qui l'ont publié. Il était accompagné du rapport suivant :

« Comité de l'étranger  
de l'Union social-démocratique lettone  
Adresse : Ed. Skubik,  
Höschgasse, 104, Zürich, Suisse.

Zurich, le 25 juin 1906

*Au Bureau Socialiste International à Bruxelles.*

L'Union social-démocratique lettone s'adresse pour la première fois à l'opinion publique de l'étranger par l'appel ci-joint et, à cette occasion, l'Union se permet de transmettre au Bureau, relativement à son développement et son activité, des communications qui justifient pour quelle raison elle a jugé utile, en ce moment, de se mettre en relation avec le Bureau.

Le terrain d'action de l'Union est surtout les provinces Baltiques et, notamment, le district d'expression lettone, comprenant les gouvernements de Livonie et de Courlande, avec une population d'environ 2 millions. La structure sociale de cette partie de l'empire russe est caractérisée par la présence d'un prolétariat nettement distinct. La classe ouvrière industrielle se concentre dans les grandes et les petites villes comme Riga, Libau, Mitau, Windau, dans lesquelles, jusqu'à présent, le rôle dominant a été joué par une bourgeoisie très mélangée, très fortement lardée d'éléments allemands. Le plat pays est dominé par une classe de hobereaux, qui s'est appropriée quasi la moitié des terres et qui ne le cède en rien, au point de vue politique, à ses congénères de l'Elbe orientale. A côté de cette classe se trouve une classe de paysans qui ne manque pas de biens, mais les trois quarts de la population paysanne se composent de travailleurs agricoles dépourvus de toute propriété : conjoncture qui explique suffisamment la force du mouvement dans les provinces baltiques. Il ne règne, dans ces districts, pas moins de besoins agraires que dans la Russie centrale, et le mécontentement au sujet de la répartition actuelle de la terre se devinait depuis de longues années jusqu'à ce qu'il se fit ouvertement jour, là où il était possible de formuler ces besoins économiques. Mais, les paysans, eux aussi, sont mécontents, car la grande propriété agraire jouit encore d'une quantité de privilèges qui lui sont restés de la période du servage, et c'est ainsi qu'elle possède encore 'le droit patronal de choisir les prêtres'. Les frais de construction et d'entretien des routes sont supportés exclusivement par les paysans, tandis qu'ils réclament en vain, depuis de longues années, le droit de chasse et de pêche. Ces circonstances ont donné au mouvement, dans les provinces baltiques, une forte couleur sociale, et c'est ainsi qu'il s'est porté surtout contre la grande propriété et le régime tzariste existant. Le développement intellectuel des provinces baltiques, les journaux et les associations solidement constituées, ont eu pour effet que le mouvement ne s'est pas borné à supprimer les obstacles politiques, mais qu'il s'est aussi occupé immédiatement de reconstruction, comme il [est] apparu clairement, à la fin de l'année dernière, par la réorganisation des administrations locales autonomes.

Dans cette conjoncture économique et intellectuelle, le travail de propagande socialiste trouva un terrain fertile. Il débuta pendant les années quatre-vingt-dix et pénétra d'abord la jeunesse académique, où il avait un caractère plutôt théorique et, comme tel, il pouvait se développer à peu près sans inconvénients. De cette époque datent les premières formations de groupes à particularités divergentes de programme et de tactique et, peu à peu, ces groupes se constituèrent en deux Partis qui déterminent la politique lettone : l'Union social-démocratique lettone et le Parti ouvrier social-démocratique letton. L'Union se forme d'éléments qui passèrent de la théorie à la pratique, tandis que le Parti se forme plutôt de la fusion des groupes académiques et légaux. La plus ancienne organisation est l'Union, qui fut fondée à la fin des années quatre-vingt-dix, tandis que le Parti naquit en 1903.

Les particularités de programme et de tactique des deux organisations peuvent être déterminées, d'une manière schématique, en disant que l'une ressemble à l'organisation socialiste révolutionnaire de Russie, tandis que l'autre reflète la tendance de la Social-démocratie de Russie. Nous nous réservons de vous envoyer une traduction de notre programme, mais nous

voulons déjà vous indiquer les caractères dominants de notre conception.

La partie politique de notre programme se caractérise par la revendication d'une large autonomie pour notre contrée, tandis que le programme politique du Parti exclut cette revendication. Un vif échange de vue s'est produit à ce propos ces dernières années, et celui-ci est à la veille d'aboutir aujourd'hui à une solution, dans le sens de nos idées. En partant du point de vue démocratique, nous demandons également l'institution du référendum et celle de l'initiative, que nos frères de lutte repoussent également. L'exposé de toutes les questions qui se rattachent à ces revendications nous entraînerait trop loin. Bornons-nous donc à l'esquisse de quelques contours. La différence la plus considérable entre la conception de l'Union et du Parti est relative à la partie sociale, la politique agraire. Notre tendance, en cette matière, se rapproche de celle du Parti socialiste révolutionnaire de Russie, sans que notre conception s'identifie avec les idées de ce Parti sur l'« Obchtchina » (terre communale), qui se trouve trop en dehors de notre cadre. Mais nous disons qu'une politique agraire consciente ne peut se contenter de faciliter seulement la mobilisation de la possession terrienne et concentrer toutes ses espérances sur des tendances objectives d'évolution, dont il faut attendre la réalisation du but poursuivi par le socialisme. Nous voulons déjà maintenant, au moment où l'on se trouve en Russie à la veille de grands changements, faire un essai d'éducation sociale en défendant la création de coopératives de travailleurs agricoles, auxquelles on accorderait l'usage du sol exproprié, sous la direction et le contrôle de corps autonomes. Par suite de la limitation de la richesse en terre et de la densité de la population dans notre pays, nous croyons, de cette façon seulement, satisfaire quelque peu le besoin de terre, ce qui ne serait pas possible par une répartition du sol d'après des principes du droit économique actuel (*nach Erwerbsswirtschaftlichen Grundsätzen*). Nous estimons que nous pouvons, dès aujourd'hui, nous lancer dans l'organisation coopérative. Ce point de vue est complètement étranger au Parti qui veut abandonner le sol à l'unique exploitation existante (*der reinen Verkehrswirtschaft*). Conformément à notre programme, nous faisons une propagande intense parmi le prolétariat rural et nous avons à constater à ce sujet les meilleurs succès. L'idée coopérative s'implante de plus en plus et constitue un solide contrepoids aux tendances de nos quasi démocrates petits bourgeois, lesquels, par le morcellement de la grande propriété, voudraient augmenter la classe des fermiers pour fortifier leurs partisans réactionnaires.

Les particularités des deux organisations se traduisent ainsi dans la tactique. Nous sommes partisans des vastes méthodes synthétiques et nous n'excluons pas non plus la pression politique la plus aiguë, sous la forme d'attentats individuels, sous l'empire de la situation particulière de la Russie. A ce point de vue, le Parti suit plutôt la tactique des social-démocrates de Russie.

L'Union a édité la première revue illégale lettone : *Latweesche Stradneeks* (L'Ouvrier letton), à laquelle succéda plus tard le *Proletareets*. Dans notre pays parut également *Us Preekschu* (En Avant), auquel était adjoint un journal spécial pour la politique ou pour *Stradneeks* (L'Ouvrier). L'Union s'occupe d'une façon toute particulière de la propagande par la feuille volante et la brochure. L'agitation orale était menée dans des cercles et plus tard dans des assemblées de propagande. L'Union a participé ensuite à tous les événements et conflits révolutionnaires de l'année dernière et se préoccupe, en ce moment, de marcher contre les hordes tzaristes en furie. Ajoutons que l'Union s'occupe beaucoup de transports, ce qui nous permet de satisfaire nos besoins et d'aider les autres organisations en Russie.

Le nombre de nos membres organisés s'élève à environ 10 000.

Vous devez savoir dans quelles conditions nous devons travailler en ce moment. Des centaines de nos membres se trouvent en prison ; un grand nom-

bre ont dû fuir à l'étranger où ils mènent, en ce moment, une existence très précaire. Nos moyens sont fort compromis. Jusqu'à présent, nous avons évité d'invoquer l'aide de nos camarades étrangers, mais nous croyons qu'en ce moment, nous devons faire appel à la solidarité des camarades de l'étranger et nous attendons que l'on nous tende une main secourable dans la lutte que nous menons et qui, à bref délai, réclamera encore des milliers de tués et d'estropiés. Les horreurs dépassent actuellement celles de la répression polonaise de 1863. Nous assistons à un épisode des plus sanglants de l'histoire et les secours sont de nécessité urgente.

Nous résumons comme suit nos demandes au Bureau :

1. Nous vous prions d'accepter notre Parti dans l'Union des Partis socialistes, d'accorder au sein du Bureau une représentation à l'Union social-démocratique lettone, pour qu'elle puisse jouir de soutien en d'autres circonstances;

2. Nous vous prions de répandre la feuille volante sur les horreurs dans les provinces baltiques, publiée en langue française, anglaise, allemande, italienne et autres, en attirant sur elle l'attention de la presse et des Partis socialistes;

3. Nous vous prions d'organiser une souscription, si possible, pour les provinces baltiques spécialement;

4. Nous vous prions de bien vouloir inscrire notre organisation parmi les bénéficiaires de l'argent destiné aux victimes de la Révolution de Russie et, en convenant que jusqu'à présent l'Union n'a participé à aucune distribution de fonds, de lui réserver une certaine quote-part.

Le Parti socialiste révolutionnaire et le P. P. S. vous enverront volontiers des renseignements complémentaires sur notre organisation.

Salutations fraternelles.

L'Union social-démocratique lettone  
(Latweeschu Sozialdemokratu Saweenibas) (Ahrsemju Komiteja)

Sur l'ordre du Comité central :

Le Comité de l'étranger,  
Eduard SKUBIK. »

Le citoyen Karski, au nom du Parti social-démocratique de Pologne et de Lithuanie, nous a adressé la lettre suivante avec prière d'en donner connaissance aux membres du Bureau :

« Chers Camarades,

Les yeux du monde socialiste tout entier sont dirigés, en ce moment, vers l'Orient, où se lève l'aube de la liberté des nations aux regards étonnés du prolétariat, où la bourgeoisie tremblante voit le spectre rouge de la révolution sociale triomphante prendre une forme tangible. La Douma forme surtout le point central de la préoccupation générale. Cette Douma, issue du sang du prolétariat, qui doit son existence à l'ignorance de la population paysanne et au désir de la bourgeoisie de voir mettre fin à la Révolution, nous gorge de discours sans fin sans pouvoir empêcher un instant le gouvernement de répandre, comme de tout temps, des ruisseaux de sang humain.

Vous connaissez déjà, par la lettre d'un membre du Parti dont nous constituons une marche, les pratiques sanglantes de notre gouvernement constitutionnel, qui élève tous les jours de nouvelles potences pour les héroïques défenseurs de la liberté. La Douma stigmatise ces actes de la justice tzariste comme de vulgaires meurtres, mais le gouvernement n'en continue pas moins à faire pendre ses victimes avec un zèle redoublé. Des potences s'élèvent à Sébastopol, à Riga, à Varsovie, en Sibérie. Le gouvernement a bordé de potences toutes les

voies triomphales qui ont conduit à la Douma les députés de toutes les contrées de l'empire. La Douma déclare que le gouvernement tzariste est une bande de criminels, et alors le gouvernement s'efforce de mériter cette appellation par de nouveaux crimes. Dans sa folie criminelle, il invoque chaque jour de nouvelles et chaque jour de plus sauvages mesures de répression, dans l'espoir de provoquer une nouvelle révolte désespérée d'un peuple torturé, révolte peut-être prématurée, et cela, afin de pouvoir écraser définitivement la Révolution et de transformer le foyer révolutionnaire, qui agite le monde entier, dans un pays où règnerait le silence glacial du tombeau.

Dans ce milieu de notre activité spéciale, dans la Pologne qui a déjà été si souvent à feu et à sang, elle fête des orgies qui sont encore plus féroces et plus épouvantables que tout ce qui s'est vu à Odessa, à Homel, à Kischeneff. A la suite du lancement d'un pétard dans la cohue d'un cortège religieux, suivi de coups de revolvers, des criminels de la bande à Trepoff, ont voulu faire accroire que les juifs avaient voulu attaquer la procession religieuse et tué le prêtre au moyen d'une bombe. Immédiatement, la lie de la population citadine se groupe en compagnie de la bande expressément envoyée pour cette besogne; et ils commencent une tuerie, qui dépasse, en épouvante, les pages les plus sanglantes des annales tzaristes. Les troupes se contentent de regarder les massacres les mains croisées et, quand elles sortent de leur inaction, elles poursuivent les parias comme des bêtes sauvages.

Camarades! Nous qui nous sommes presque habitués aux cruautés du tzarisme, nous reculons devant la description de ces scènes qui doivent remplir d'effroi le monde civilisé. Et, ce qui s'est passé à Bialystok [1] n'est, conformément aux intentions des bandes noires, qu'un prologue à d'autres scènes identiques. Nous avons reçu des renseignements sûrs que l'on projette d'organiser à Varsovie aussi, prochainement, un massacre de juifs. Bialystok, les potences de Varsovie, Riga et d'autres villes doivent être le signal de l'écrasement de la Révolution en Russie pendant des années et, avec tout cela, l'arrêt du mouvement de libération dans l'Europe entière.

Camarades! Nous ne nous adressons pas à vous pour vous faire tressaillir d'effroi par la description des orgies sanglantes de l'ancien ordre de choses. Le prolétariat, qui a vécu les années 48 et 70, sait trop bien ce qu'il doit attendre dans sa lutte pour la liberté et le droit de l'alliance internationale des tyrans. Nous vous écrivons dans un autre but.

Camarades! Il est certain que ce 'gendarme de l'Europe' a résisté au premier assaut révolutionnaire, parce que le capital international l'a soutenu. Et le capital, cet oppresseur du peuple que hait tout le prolétariat international, est la dernière ancre de salut pour la forteresse de la réaction, dont la chute ouvre la voie à la libération du prolétariat du monde entier. Le capital est cause que le tzarisme s'est relevé de la poussière contre le gré du prolétariat marchant à la tête de la Révolution après les journées d'avril. C'est du capital que l'ancien ordre des choses attend aujourd'hui encore le salut, en ordonnant à Witte et Dournovo, d'une part, de mendier des millions et, d'autre part, de montrer le spectre rouge d'une Révolution européenne. Notre grand maître Karl Marx a déjà montré, dans son premier manifeste, que le prolétariat ne peut rester spectateur indifférent des orgies de la réaction internationale, que son devoir le plus important est de mettre, dans la mesure de ses forces, un frein à cette réaction. Ce devoir a été compris et magnifiquement compris par nos camarades en Autriche, en France et en Allemagne, quand

[1] A Bjalystok, gouvernement de Grodno, eurent lieu, le 14 juin 1906, de sanglants massacres de la population juive. Après ces événements, une atmosphère de pogrom perpétuel fut entretenue par l'administration. L'opinion publique fut émue, et la Douma nomma une délégation d'enquête.

ils ont lancé à la face de leur gouvernement la formidable accusation de soutenir un autre gouvernement comparable tout au plus aux États despotiques de l'Asie d'il y a plusieurs siècles.

Le temps nous semble de nouveau venu pour le prolétariat international d'entreprendre une action internationale destinée à faire reculer la réaction internationale.

Si le prolétariat, rivé à la classe capitaliste, n'a pas encore la puissance de donner la prépondérance à ses efforts, il a néanmoins la force de montrer à la bourgeoisie la honte que l'histoire attachera à ses actes. Il est capable de prouver que la culture bourgeoise, la civilisation capitaliste, n'est qu'un outrage à l'humanité, au genre humain, car elle soutient et favorise ce qui est la négation la plus absolue de toute humanité : l'ordre constitutionnel du tzarisme.

Il est capable de démontrer, d'accord avec le prolétariat de toute la Russie, que ce n'est pas la Douma, composée de représentants de la bourgeoisie, qui aspire à un compromis avec l'absolutisme, et de paysans, qui sont irrésolus et obscurs dans leurs tendances révolutionnaires comme toute petite bourgeoisie, que ce n'est pas cette Douma, mais la seule classe véritablement révolutionnaire, le prolétariat, qui peut mettre un frein à la barbarie du capitalisme.

Voilà, Camarades, pourquoi nous vous écrivons. Que la voix du prolétariat résonne à travers le monde entier comme protestation contre les épouvantes du régime tzariste, rendues possibles par le capital international, pour annoncer le jour de la justice et de la liberté.

Honte à la bourgeoisie et aux criminels qui se trouvent à la tête des gouvernements — à ces alliés fidèles!

Vive le prolétariat de l'empire russe qui lutte pour la liberté de toutes les nations de Russie et aplanit la voie au prolétariat international en vue d'autres luttes contre le capitalisme!

Vive le prolétariat international qui lutte pour la libération de toute l'humanité!

KARSKI. »

Les propositions suggérées par le citoyen Karski ne manqueront pas d'être prises en considération à la prochaine Conférence Interparlementaire socialiste de Londres, qui se terminera par un grand meeting international sur la situation actuelle en Russie.

### *Partie confidentielle.*

Les membres du Bureau ont reçu le texte de la proposition du citoyen Plekhanoff relative à la Douma [2], ainsi que de la réponse des divers Partis affiliés spécialement intéressés à la question.

Le Parti socialiste polonais (P.P.S.) nous a fait parvenir (lettre de Diamand du 28 juin) la note suivante :

« D'après les ordres du P.P.S., je me permets de vous annoncer que notre réponse à la proposition du camarade Plekhanoff est négative, et cela, pour les raisons qui ont incité notre organisation à proclamer le boycott de la Douma. L'attitude prise jusqu'à présent par les membres de la majorité progressiste de la Douma ne peut modifier notre opinion, car c'est cette voie révolutionnaire qui peut être opérante dans la lutte avec l'absolutisme.

Le salut à la Douma aurait dû en tout cas avoir lieu lors de la réunion de ce corps. Actuellement, pareil acte pourrait donner lieu à des interprétations inexactes. »

[2] Cf. doc. N° 59.

D'une lettre du citoyen Roubanovitch nous détachons le passage suivant :  
 « Dès que j'aurai les documents que j'ai demandés pour le B.S.I. au groupe du travail de la Douma, je vous les communiquerai. En attendant, veuillez attirer l'attention des membres du Bureau sur les documents publiés dans le dernier bulletin de *La Tribune russe* [3] et surtout sur les atrocités commises en Géorgie. J'ai lu dans les journaux russes que le citoyen Vandervelde a déjà fait une conférence sur les crimes soldatesques en Géorgie [4]. Il serait bon que les autres membres du B.S.I. suivent cet exemple. Les documents publiés dans le bulletin du 15 juin leur faciliteraient la tâche. Ces documents ont été envoyés à tous les membres du B.S.I. Mais si le Bureau le désire je puis lui envoyer autant d'exemplaires qu'il désire pour un nouvel envoi. Dans le prochain numéro je publierai les détails sur le massacre de Bialystok — ce fut épouvantable. Je crois qu'il serait désirable de rappeler aux députés membres du Parlement, la résolution Hyndman et Keir Hardie et les prier de le suivre l'exemple de nos camarades anglais qui ont dénoncé courageusement les crimes du tzarisme en plein Parlement. »

#### Fonds russe.

Nous avons reçu pour le fonds russe les sommes suivantes :

Du journal <i>Le Peuple</i> , produit d'une annonce-emprunt insérée par mégarde	133,00 Frs
Socialist Labor Party d'Amérique	1 035,00
X. F. Krats, New Haven, États-Unis	433,10
Socialist Party, États-Unis	119,20
Australian Socialist League, Australie	150,50
Parti socialiste (section française de l'Internationale Ouvrière)	1 200,00
Fédération socialiste de Bahia, Brésil	214,52
	<hr/>
TOTAL . . .	3 285,32 Frs

#### Cotisations.

Nous avons reçu les cotisations suivantes :

Parti socialiste, France (cotisation 1905)	800,00 Frs
Parti social-démocrate allemand (cotisation 1906)	2 500,00
Parti socialiste suédois (cotisation 1906)	200,00
Parti socialiste hongrois (arriéré au 31 décembre 1905)	523,56
Parti socialiste révolutionnaire de Russie (1904-1905)	800,00
	<hr/>
TOTAL . . .	4 823,56 Frs

Ce dernier poste contesté, affaire pas terminée.

[3] Voir *La Tribune russe*, juin 1906.

[4] L'intérêt que les socialistes belges manifestèrent pour la question de la Géorgie est attesté par un article paru dans *A.S.*, N° 11, 1906, p. 146-51, sous le titre : « Le mouvement socialiste en Géorgie. »



## Cotisations arriérées au 31 décembre 1905.

Independent Labour Party, Angleterre	200,00	Frs
Social Democratic Federation, Angleterre	100,00	
Parti socialiste autrichien	2 290,00	
Parti socialiste danois	600,00	
Socialist Party des États-Unis	750,00	
Socialist Labor Party des États-Unis	200,00	
Parti ouvrier social-démocrate de Hollande	977,00	
Parti socialiste italien	400,00	
Parti socialiste japonais (1904-1905)	200,00	
Parti socialiste luxembourgeois (1904-1905)	200,00	
Parti socialiste argentin	200,00	
Parti socialiste polonais (P.P.S.)	100,00	
Parti ouvrier social-démocrate de Russie	800,00	
Parti socialiste suisse	600,00	
Parti socialiste serbe	225,00	
TOTAL . . . .	8 617,00	Frs

## Cotisations qui restent à payer pour 1906.

Section anglaise (versé 800 Frs)	450,00	Frs
Parti socialiste autrichien	600,00	
International Socialist Club, Australie	200,00	
Parti ouvrier belge (versé 800,00 Frs)	200,00	
Parti ouvrier social-démocrate bulgare	100,00	
Parti socialiste démocrate bulgare	100,00	
Parti socialiste danois	800,00	
Socialist Party des États-Unis	625,00	
Socialist Labor Party des États-Unis	625,00	
Parti socialiste espagnol	200,00	
Parti socialiste, France	1 250,00	
Parti socialiste finlandais	200,00	
Parti ouvrier social-démocratique, Hollande	400,00	
Parti socialiste hongrois	400,00	
Parti socialiste italien	400,00	
Parti socialiste japonais	100,00	
Parti socialiste luxembourgeois	100,00	
Parti ouvrier norvégien	200,00	
Parti socialiste polonais (P.P.S.)	400,00	
Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie	200,00	
Parti socialiste argentin	200,00	
Parti ouvrier social démocrate de Russie	400,00	
Parti socialiste suisse	200,00	
Parti socialiste serbe	100,00	

Le citoyen Syrola nous a écrit que la Diète finlandaise a adressé à la Douma une adresse de sympathie, mais que les trois députés socialistes n'ont pas pris l'initiative de cette manifestation, le Parti ayant boycotté la Diète dans le but d'achever la réforme électorale.

## XIII

## Rapport du mois de juillet 1906.

Bruxelles, le 10 août 1906

Conformément à la résolution votée à la dernière séance du Bureau Socialiste International, la Conférence Socialiste Interparlementaire s'est réunie à Londres, à l'Essex Hall, les 16, 17, 18 et 19 juillet.

L'assistance n'était pas fort nombreuse par suite de circonstances sur lesquelles des explications ont été données. Le citoyen Keir Hardie présidait, assisté de Shackleton, Ramsay MacDonald et Mannoury, Secrétaire de la Conférence [...]

En attendant la publication *in extenso* des débats qui ont eu lieu, nous reproduisons ci-dessous les résolutions et les vœux qui ont été votés [...] [1].

La Conférence a exprimé le vœu que la bibliothèque du B.S.I. mette à la disposition des parlementaires socialistes de tous les pays les documents parlementaires dont ils pourraient avoir besoin.

Comme complément à la résolution votée à la Conférence, le citoyen Vaillant a attiré l'attention du secrétariat sur les bruits d'intervention de l'Allemagne et de l'Autriche en Russie, cas qui correspond à la situation visée par les résolutions de Bruxelles (B.S.I. mars 1906) et de Londres (C.S.I. juillet 1906). Cette lettre a été communiquée à tous les Partis affiliés et les principaux intéressés nous ont fait parvenir leur entière adhésion à la proposition formulée par Vaillant.

Nous avons reçu du comité international de secours aux sans-travail russes [2] (Lausanne, place du Nord, 3, membres Maxime Gorke, Leonid Andrejeff, Alex. Amfiteatroff, N. Herzen, K. Slintchenko, Alex. Tarassoff) l'appel suivant avec prière de le communiquer officiellement aux Partis affiliés :

« *Aux ouvriers d'Europe.* »

Le 'Comité international de Lausanne, pour porter secours aux ouvriers russes sans gagne-pain' — vos frères par le travail et le but commun, s'adresse à vous, ouvriers d'Europe, avec cette instante prière : aidez selon votre pouvoir le peuple russe par votre collaboration morale et matérielle ! Les ouvriers du monde entier doivent s'aider les uns les autres dans leur œuvre commune, l'affranchissement du travail, du joug du capital et de la violence de l'autorité. Cette aide mutuelle les réunira en une force unique invincible et hâtera la victoire de la justice sur la force arbitraire, de la vérité sur le mensonge, de l'homme sur la brute.

Le Peuple ouvrier russe a décidé de lutter jusqu'à ce qu'il remporte une victoire complète sur son ennemi. »

Toutes les souscriptions sont à envoyer au caissier K. Slintchenko.

Les sommes recueillies seront distribuées comme suit :

1. Le Comité a décidé de distribuer les 10 % destinés d'abord au fonds des sans-travail du Parti constitutionnaliste-démocrate, également entre le Parti social-démocrate russe et le Parti socialiste révolutionnaire, pour remettre à l'Union des employés des postes et télégraphes de la Russie.

2. Les sommes qui entrent dans la caisse du Comité avec destination spéciale (pour l'Union des chemins de fer russes, l'Union des postes et télégraphes, pour le Conseil des délégués ouvriers, le Conseil des sans-travail russes, l'Union des pharmaciens, l'Union des paysans, etc.) sont envoyées directement aux adresses indiquées sans être distribuées entre les deux Partis.

*Remarques* : a) Les sommes entrant dans la caisse du Comité sans désignation spéciale sont réparties entre les deux Partis socialistes russes de telle sorte que le P.S.D. reçoit 50 % et le P.S.R. 40 %, comme il a déjà été décidé lors de la fondation du Comité.

[1] Comme nous publions le compte rendu *in extenso* de la première réunion de la C.I.S., nous ne reproduisons ici que les compléments d'information, cf. doc. N° 62.

[2] Le secrétariat du B.S.I. va accorder dans les années à venir son aide à ce Comité. La correspondance est conservée dans les Archives du B.S.I. (photocopie mi BIF).

b) Les offrandes sont acceptées seulement pour les Partis socialistes qui ont leurs délégués dans le Bureau Socialiste International.

Le citoyen N. Stoyanovitch, Secrétaire du Parti social-démocrate serbe, nous a fait la communication suivante :

« Nous vous annonçons que nous avons décidé d'organiser pour le 9 juillet, dans tout le pays, des meetings et des manifestations en faveur du suffrage universel, direct et égal. Ce jour sera pour notre mouvement ouvrier un événement historique.

Jusqu'à présent, nous avons dû renoncer à une telle agitation, empêchés d'une part par la besogne d'organisation de notre Parti, et d'autre part, par l'existence d'un système électoral défavorable au prolétariat. Mais à l'heure actuelle, les circonstances ont bien changé. La besogne préliminaire d'organisation est terminée, au moins pour le moment, et comme la nouvelle Skouptchina nous promet une aggravation du système électoral plutôt qu'une amélioration, nous sommes prêts pour entamer la lutte [3]. »

Nous avons reçu du Comité à l'étranger du Bound, la lettre suivante :

« Ci-joint nous vous transmettons les résolutions concernant les massacres de juifs, présentées par le Comité central du Bound et votées à la Conférence des Partis social-démocrate et révolutionnaire de Russie.

Nous nous permettons encore de vous prier instamment d'engager les fractions socialistes des parlements d'Europe, d'y manifester par tous les moyens leur sympathie pour les victimes de Bialystok et de protester contre l'organisation des massacres par le gouvernement russe.

Inutile de vous signaler ici la haute importance d'un vote pareil, pour le mouvement révolutionnaire en général et pour le prolétariat juif en particulier. »

Compte rendu de la réunion.

Sur l'initiative du Comité du Bound, a eu lieu dernièrement une Conférence composée des représentants des Comités centraux des organisations suivantes : Parti ouvrier social-démocrate de Russie, Parti ouvrier social-démocrate letton, Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie (P.S.D.), Bound (Union générale des ouvriers israélites de Pologne, de Lithuanie et de Russie), Parti socialiste révolutionnaire, Parti socialiste polonais (P.P.S.). Dès la première séance, l'assemblée a invité le représentant de l'Union générale des paysans à prendre part à ses délibérations.

Il s'agissait de prendre des mesures efficaces contre les pogromes organisés par le gouvernement.

La Conférence a voté les résolutions suivantes :

1. Vu le manque presque absolu de littérature populaire combattant les menées antisémites du gouvernement, la Conférence attire l'attention de toutes les organisations révolutionnaires sur la nécessité de publier et de répandre, de la façon la plus large, des ouvrages populaires qui mettraient en lumière la situation déplorable du peuple israélite, privé de ses droits civils élémentaires, ainsi que la situation économique et politique suivie par l'autocratie vis-à-vis des juifs.

2. La Conférence trouve nécessaire d'organiser dans toute la Russie, une campagne contre la politique des pogromes; elle propose, dans ce but, de convoquer dans tout le pays des meetings et des réunions dont les ordres du

[3] Effectivement, du 9 au 22 juillet 1906, le Parti socialiste serbe organisa dans tous les pays des manifestations demandant les élections libres et le droit de vote à tous les citoyens majeurs. A un grand meeting à Belgrade où le député socialiste Lapčević prit la parole, fut lancée une pétition à l'Assemblée Nationale signée par quelques milliers d'ouvriers.

jour seraient conçus sous la forme suivante : « Nous... réunis au nombre de... après avoir discuté la question des pogromes antijuifs, déclarons : le gouvernement autocratique, dans la lutte qu'il mène contre le peuple cherche à détourner et à briser la colère de celui-ci et à enrayer ainsi le mouvement formidable de la nation revendiquant la terre et la liberté. Dans cette intention, le gouvernement excite une partie de la population contre l'autre. En privant les juifs de leurs droits civils, en ancrant dans le peuple l'idée qu'envers les juifs tout est permis, le gouvernement essaie de faire du peuple juif une sorte de paratonnerre pour détourner le mécontentement accumulé des masses inconscientes, et organise des massacres antisémites à l'aide de la police, de l'armée et d'assassins à gages. Nous déclarons que l'ennemi du peuple tout entier n'est ni la nation juive ni une nationalité quelconque; c'est le gouvernement russe qui baigne dans le sang de victimes innocentes, ce sont tous ceux qui l'aident dans ses entreprises odieuses. Pour nous, tous les hommes sont égaux, sans distinction de race ni de religion. Nous luttons déjà dans ce but, nous continuerons notre lutte et nous engageons tous les citoyens à réclamer immédiatement l'octroi aux juifs de tous les droits civils dont jouissent les autres citoyens russes et l'abolition de toutes les lois d'exception dirigées contre les nationalités opprimées.

L'armée représente, pour l'autocratie, non un moyen de défendre la population, mais un instrument de massacre et de pillage. Nous invitons la partie consciente de l'armée à protester énergiquement contre le rôle hideux de pillard, d'assassin qu'on lui fait jouer. Que l'armée, à chaque tentative de pogrome, dirige ses armes contre les instigateurs et les massacreurs. Nous déclarons, seul l'armement du peuple peut assurer la vie et l'honneur des citoyens. Nous engageons tous les citoyens à organiser la self-défense et la milice civile. Nous engageons la Douma à prendre des mesures décisives contre les pogromes, ce dernier atout de la réaction mourante.

Dans ce but, nous proposons à la Douma :

a) D'adresser un appel à tous les citoyens de Russie, en leur expliquant les causes et le but des horreurs des pogromes et en les engageant à organiser une milice pour résister par les armes aux massacreurs et aux assassins;

b) D'adresser un appel à l'armée lui révélant l'infamie dont elle se couvre en participant aux pogromes, et l'invitant à se dresser pour la défense des citoyens paisibles;

c) D'envoyer des délégués, partout où l'on s'attend à des pogromes, afin de réagir contre eux, de bonne heure, en faisant de la propagande dans la population et en dévoilant les menées gouvernementales.

Le droit est réservé à chaque Parti ou organisation de faire dans cette résolution des modifications ou adjonctions qu'ils trouveront utiles.

3. La Conférence trouve nécessaire la propagande dans l'armée contre les pogromes.

4. La Conférence attire l'attention de toutes les organisations révolutionnaires sur la nécessité pour elles de se mettre d'accord au sujet de la self-défense et de constituer sur les lieux des conseils composés de délégués des différentes organisations révolutionnaires, chargés de s'occuper des questions techniques, liées à l'organisation de la self-défense.

Nous avons reçu du New Zealand Socialist Party la lettre suivante :

« Le Parti socialiste de la Nouvelle-Zélande a été organisé à Wellington en 1901; la section de Christchurch a été créée en 1902 et, à l'exception de quelques mois, elle a continuellement propagé depuis lors les principes du Socialisme. La section de Wellington a publié pendant quelque temps une revue mensuelle (*The Commonwealth*), qui est tombée à la suite de circonstances défavorables. Notre section compte 62 membres. Elle a lutté pour un siège à la dernière élection et a été battue. J'ai eu l'honneur d'être le premier

*socialiste révolutionnaire* qui ait lutté aux élections en Nouvelle-Zélande. Je n'ai obtenu que 95 voix, mais cela n'est qu'un commencement.

Notre Parti adhère aux principes du Socialisme international.

F. R. COOKE. »

Nous avons reçu la lettre suivante de la Fédération social-démocrate du Natal (Section de Durban) [4] :

« Dans un meeting de la Fédération démocrate du Natal (section de Durban) j'ai été chargé de vous communiquer, avec prière de les transmettre au Parti socialiste unifié de France, les cordiales félicitations des socialistes de Durban, pour le grand succès que le Parti a obtenu aux élections législatives récentes, ainsi que l'expression du plaisir que nous avons éprouvé en apprenant les résultats encourageants obtenus par nos amis de France. »

Bien que la question récemment soulevée par notre camarade Plekhanoff à propos des sympathies à exprimer à la Douma [5], ne soit pas d'actualité, nous transcrivons ici, pour mémoire, la lettre que nous avons reçue du Parti ouvrier social-démocrate arménien :

« Le Comité central de l'Organisation ouvrière social-démocrate arménienne vient de recevoir votre lettre par laquelle vous demandez l'avis de ladite Organisation sur la proposition du camarade Plekhanoff, relative à un témoignage de sympathie (manifestation internationale) à la Douma russe.

Vous savez bien que la Douma n'est pas une assemblée constituante. Elle est privée de toutes les fonctions législatives et tout à fait impuissante de constituer même un conseil de ministres (gouvernement) qui soit responsable devant le pays. Cette institution étant naturellement incapable non seulement de donner satisfaction aux exigences du prolétariat, mais encore de réaliser les revendications les plus modestes des nations qui habitent la Russie, ne peut pas jouir de la sympathie du prolétariat arménien.

L'autocratie russe se sentant perdue sous les coups du prolétariat organisé donna au pays l'institution qu'on appelle la Douma pour faire avorter la Révolution et sauver la dynastie. Et les grands propriétaires fonciers et les bourgeois (toujours peureux), effrayés par le succès de notre mouvement révolutionnaire, se sont accrochés à cette institution pour modérer les exigences du prolétariat qui allait délivrer le pays du joug du féodalisme et du servage et remplacer l'absolutisme russe par une constitution ou une république. La Douma n'étant pas en réalité une institution parlementaire, mais s'enveloppant des illusions d'un Parlement, endort le pays et forme en quelque sorte une espèce de guet-apens pour la Révolution et devient une arme de défense dans les mains de la bureaucratie russe contre notre mouvement. La Révolution n'a pas encore terminé sa mission historique et le tsarisme se sentant assez fort pour ignorer l'existence de la Douma, continue ses exécutions, atrocités et ses massacres organisés. C'est pourquoi le prolétariat arménien continue la Révolution commencée et lutte contre tous les éléments antirévolutionnaires et toutes les institutions (la Douma y comprise) qui tendent à arrêter le mouvement révolutionnaire. La Douma est non seulement stérile et impuissante [à] garantir les droits du citoyen à l'heure qu'il est, mais elle est nuisible à notre mouvement.

L'Organisation ouvrière social-démocrate arménienne a énergiquement

[4] Sur cette Fédération ainsi que sur l'activité des autres organisations socialistes en Afrique du Sud, nous trouvons de brefs renseignements dans *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. II, p. 491-92.

[5] Cf. doc. N° 61.

préconisé le boycott et elle continue à l'heure qu'il est. Elle suit attentivement pas à pas l'activité de la Douma, critique au point de vue de notre mouvement toutes les actions de cette dernière, porte tout ce qui se passe dans la Douma et autour d'elle à la connaissance du prolétariat arménien pour démontrer l'incapacité et l'impuissance de cette institution et dissiper les dernières illusions qui l'entourent. Elle mène une lutte acharnée contre la Douma dans le but de la désorganiser et de remplacer cette institution stérile par une assemblée constituante (*Outchréditelnoé sobranié*).

Le Bureau Socialiste International est mal renseigné s'il croit que le prolétariat de Russie a renoncé à sa tactique de boycott de la Douma. Tout le prolétariat (organisé dans toutes les Organisations socialistes nationales et même dans plusieurs organisations nationalistes) continue le boycott excepté la petite fraction de Plekhanoff dont la proposition relative au boycott a été votée au dernier congrès du Parti social-démocrate russe qui s'est tenu à Stockholm. Quant aux Organisations socialistes nationales, elles n'ont pas été invitées à se prononcer sur cette proposition qui a une grande importance pour notre mouvement.

Nous voudrions attirer votre attention, chers Citoyens, sur la gravité de la question. Le Bureau Socialiste International, dont l'autorité est immense pour les camarades de Russie, risque de se compromettre en acceptant de lancer une manifestation internationale dans le sens de la proposition du camarade Plekhanoff, vu que la Douma russe ne jouit pas de la sympathie du prolétariat organisé (excepté la fraction de Plekhanoff) comme nous l'avons dit plus haut. Ce serait une démoralisation complète dans les rangs de nos camarades qui sont en plein conflit avec la Douma.

Mais nous ne vous cachons pas que nous serions heureux de voir le Bureau Socialiste International et les députés socialistes dans les parlements soutenir plus énergiquement toutes les organisations socialistes et fractions parlementaires dans leur lutte contre l'absolutisme russe. Il nous semble aussi qu'il ne sera pas sans utilité pour notre mouvement révolutionnaire si nos camarades étrangers lancent une protestation énergique contre les agissements criminels du gouvernement russe.

Le Comité central. »

Le citoyen Hunter de New York, l'auteur de *Poverty* [6], fait en ce moment un voyage d'études en Europe et serait très reconnaissant aux secrétaires des Partis affiliés s'ils voulaient bien nous communiquer les dates auxquelles auront lieu les Congrès ou réunions importantes à partir de ce jour, jusqu'au mois d'avril 1907.

#### *Partie confidentielle.*

Nous avons reçu pour le fonds russe :

des Industrial Workers of the World, États-Unis	492,00 Frs
---	------------

Nous avons envoyé à leur demande et pour dépenses exceptionnelles :

au Parti socialiste révolutionnaire de Russie	1 000,00
au Parti ouvrier social-démocrate de Finlande	500,00

TOTAL . . . .	1 500,00 Frs
---------------	--------------

[6] Robert Hunter, dont le livre *Poverty* parut à New York en 1904, eut accès aux documents de la Bibliothèque du B.S.I., et publia, à son retour d'Europe, un livre qui connut à l'époque une grande notoriété, *Socialist at Work*, New York, Mac Millan, 1908.

## Cotisations arriérées au 31 décembre 1905.

Independent Labour Party, Angleterre	200,00	Frs
Social Democratic Federation	100,00	
Parti socialiste autrichien	2 290,00	
Parti socialiste danois	600,00	
Socialist Party des États-Unis	750,00	
Socialist Labour Party des États-Unis	200,00	
Parti ouvrier social-démocrate de Hollande	977,00	
Parti socialiste italien	400,00	
Parti socialiste japonais	175,00	
Parti socialiste luxembourgeois	200,00	
Parti socialiste argentin	200,00	
Parti socialiste polonais (P.P.S.)	100,00	
Parti ouvrier social-démocrate de Russie	800,00	
Parti socialiste suisse	600,00	
Parti socialiste serbe	225,00	
	<hr/>	
TOTAL....	7 817,00	Frs

## XIV

## Rapport du mois d'août 1906.

*Partie non confidentielle.*

Par la présente, le secrétariat international se permet de rappeler aux camarades Secrétaires des Partis affiliés que dans l'intérêt de la bonne organisation du Congrès international de Stuttgart (août 1907) il importerait de publier *avant* ce Congrès, en trois langues, tous les rapports sur l'activité respective des organisations socialistes et ouvrières de tous les pays pour la période comprise entre le Congrès d'Amsterdam (août 1904) et le 1<sup>er</sup> janvier 1907.

Jusqu'à ce jour, ce volume a toujours [1] été publié *après* le Congrès et les délégués ne pouvaient donc se rendre compte de la situation réelle du socialisme international. Cette erreur ne peut plus être commise. C'est pourquoi le Comité exécutif serait heureux de recevoir lesdits rapports vers le 1<sup>er</sup> février 1907, afin qu'il puisse revoir convenablement les textes, les faire traduire et enfin veiller à l'impression et à l'expédition. Ce travail absorbera du temps, d'autant plus que les événements de Russie donneront une grande importance aux rapports qui nous parviendront des divers Partis de ce pays, adhérents au Congrès.

Le Bureau Socialiste International ayant décidé de se réunir en octobre ou novembre, à l'effet notamment, d'adopter définitivement en son nom le projet de règlement du Congrès et du Bureau lui-même, de prendre les mesures nécessaires pour la bonne réussite du Congrès international de Stuttgart, il importerait d'être fixé sur une date.

Comme les convenances de divers membres semblent militer en faveur du mois de novembre, le Comité exécutif vous propose de choisir entre les dates suivantes : 11-12, 18-19, et 25-26.

Le Comité exécutif serait également heureux d'obtenir des secrétaires ou délégués communication des décisions prises par leurs Partis respectifs pour réaliser le vœu émis dans la dernière proclamation du Bureau, relative aux

[1] En fait, sous forme de volume, ces rapports d'activité n'avaient paru jusqu'alors qu'à l'occasion du Congrès d'Amsterdam.

souscriptions à organiser pour aider pécuniairement nos camarades de Russie.  
L'Automne approche!

Nous avons reçu du Parti ouvrier espagnol la lettre suivante en réponse à la communication de la proposition Vaillant et à une demande de renseignements sur les organisations socialistes de la Havane, dont l'une avait demandé l'affiliation (voir rapports précédents).

« A la communication que vous nous avez faite de la proposition du citoyen Vaillant relative à la prochaine réunion du Bureau et de la Conférence Socialiste Interparlementaire, nous devons vous rappeler que nous n'avons pas de représentants au Parlement. Cependant, nous sommes d'accord avec le contenu de la proposition.

Nous n'avons pas de renseignements à vous fournir sur l'état des deux organisations socialistes de La Havane; mais nous écrivons à nos amis de cette île en demandant ces renseignements lesquels vous seront transmis aussitôt qu'ils nous arriveront. »

Nous avons reçu des Organisations socialistes roumaines, le télégramme suivant :

« Bucarest, 26 août 1906

Conférence constituante des organisations ouvrières socialistes roumaines [2] envoie par le Bureau Socialiste International, son salut fraternel au prolétariat mondial. Vive l'Internationale Ouvrière. Vive le Socialisme.

Pour le Bureau :

Dr RACOWSKI. »

Nous avons encore reçu la lettre suivante :

Cher citoyen,

« Yassi, le 6 juin 1906.

Je me permets de vous demander de faire connaître à la prochaine réunion du Bureau Socialiste International la proposition suivante : le Bureau éditera en langue française ou allemande un livre contenant les programmes de tous les Partis socialistes.

L'utilité d'un tel livre est évidente : ce serait un guide indicatif et précieux soit pour la fondation, soit pour la réorganisation ou pour la fusion de tous les Partis socialistes et il contribuerait considérablement à l'unification du mouvement ouvrier politique.

Avec salutations fraternelles.

MAX VECSLER. »

Le Parti socialiste luxembourgeois nous a fait parvenir la note suivante :

« Les délégués luxembourgeois du Bureau Socialiste International sont : Le Dr Welter et le citoyen S. G. Probst, avocat, tous deux députés, demeurant à Luxembourg. Le délégué pour Conférence Socialiste Interparlementaire est le citoyen X. Brasseur, avocat et député à Luxembourg. Veuillez adresser dorénavant tout ce qui a rapport au Bureau Socialiste International au citoyen S.G. Probst, avocat député, Luxembourg. »

[2] Il s'agit de la 1<sup>re</sup> Conférence nationale des organisations socialistes — les cercles România Muncitoare — et des syndicats, qui eut lieu à Bucarest les 13, 14 et 15 août 1906.



Nous avons reçu du Parti ouvrier social-démocrate letton, la lettre suivante :

« Riga, le 17 août 1906

Au Bureau Socialiste International à Bruxelles.

Dans le rapport du secrétariat du Bureau Socialiste International, pour les mois de mai et de juin, nous lisons une communication signée Skubik, communication tout à fait fantastique sur le développement et la soi-disant activité de l'Union social-démocrate lettone [3], laquelle comme le dit son auteur, croit devoir invoquer la solidarité des camarades afin de lui porter secours dans la lutte qu'elle mène. Non seulement l'Union demande qu'on lui tende une main secourable, mais elle croit devoir encore réclamer son affiliation au Bureau, afin de bénéficier d'une représentation au sein de cet organisme.

Comme l'Union signale que son activité s'étend sur le terrain d'expression lettone, nous croyons de notre devoir de faire la déclaration suivante :

1. Les faits invoqués dans ladite communication sont, ou bien dénués de tout fondement, ou bien déformés de la manière la plus extraordinaire.

Nous ne voulons pas nous arrêter à ce que l'auteur de ladite communication dit du programme de son Parti. Mais nous sommes stupéfaits d'apprendre que son organisation compte près de 10 000 membres. Ce nombre est plus qu'exagéré, car tout au plus pourrait-on parler de « quelques centaines ». Il serait d'ailleurs très désirable que l'Union indiquât où et notamment dans quels centres industriels et de quels districts des provinces baltiques ses membres sont recrutés.

Le groupe qui s'est donné l'appellation d'Union social-démocrate lettone a surgi il y a environ un an. Même au Congrès socialiste international d'Amsterdam, l'Union des social-démocrates lettons était encore inconnue dans les provinces baltiques et le délégué envoyé à Amsterdam par l'union occidentale disait à la réunion du Bureau, que son groupe ne comprenait que cinq camarades. L'activité de l'Union consistait spécialement à dresser des obstacles à l'épanouissement de la lutte social-démocrate révolutionnaire, par des agissements démagogiques et par des tentatives désorganisatrices de toutes sortes.

2. Il est faux que l'Union ait participé à tous les combats ou aux événements de l'année passée. Nous devons constater — et toutes les organisations socialistes qui travaillent dans les provinces baltiques l'attesteront — que l'Union n'a joué aucun rôle dans la lutte économique et politique du prolétariat letton. Comme l'Union ne dispose pas de masses ouvrières organisées, elle ne peut non plus parler de sa participation à la grève générale historique (octobre, novembre et décembre 1905). L'Union n'a même pas su organiser quelque grève économique plus ou moins connue. L'Union n'a pu réussir non plus à créer une seule organisation syndicale. L'organisation économique et politique, la discipline et l'enseignement du prolétariat letton sont dus entièrement au Parti ouvrier social-démocrate letton, lequel a pris la direction de la lutte contre l'oppression tzariste, contre les privilèges féodaux de la noblesse et contre l'oppression du capital. Toutes les autres organisations social-démocrates représentées dans notre pays ont marché de concert avec le Parti ouvrier social-démocrate letton. Seule l'Union n'a pas agi de même. Aussi l'Union n'a-t-elle pas participé aux Congrès des Unions générales des instituteurs et des représentants des communes qui au nom du peuple letton entier

[3] L'Union social-démocrate lettone était d'orientation socialiste révolutionnaire. Sa demande d'affiliation fut discutée à la réunion du B.S.I. de novembre 1906. Cf. doc. N° 66, n. 15.

ont sanctionné les réformes à introduire dans l'enseignement et l'autonomie communale proposée par le Parti ouvrier social-démocrate letton. Il nous est encore inconnu que les membres de l'Union auraient pris part à tous les combats. La résistance armée de Tuckum, le combat près de Lennewardan où la chevalerie de Livonie a été forcée de capituler, la lutte avec les bandes des Cosaques près de Alt-Pebalg, tous ces combats ont eu lieu sous le drapeau du Parti ouvrier social-démocrate letton. A cause de la faiblesse de l'Union, quant au nombre de ses adhérents, et quant à la solidité de son organisation, on ne peut alléguer que l'Union aurait pu faire face aux 'bandes féroces'. Cette tâche a été accomplie toute entière par notre Parti. Les 2-3 000 détenus politiques qui à l'heure actuelle encombrant les prisons des provinces baltiques ne connaissent pas l'Union à laquelle ils puissent demander aide et secours. Et ce soutien coûte au Parti ouvrier social-démocrate letton de Riga plus de 800 roubles (2 000 Frs) par mois.

3. Nous rappelons encore que toutes les organisations socialistes qui étaient représentées à la conférence convoquée par Gapon en avril de l'année passée, ont reconnu, quand on eut interrogé les deux délégués de l'Union, que celle-ci n'était qu'une fiction.

4. Des renseignements complets sur la soi-disant Union qui travaillerait dans les provinces baltiques ne peuvent être donnés ni par le Parti socialiste polonais (P.P.S.) ni par le Parti socialiste révolutionnaire de Russie, vu que ces Partis ne sont point représentés dans notre pays. Dans la partie lettone des provinces baltiques travaillent encore avec le Parti ouvrier letton, le Bound Juif et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et dans ces derniers temps la Social-démocratie lithuanienne. Ces Partis sont aussi les seuls qui pourront vous donner des renseignements sur l'insignifiance absolue de l'Union social-démocrate lettone.

En nous basant sur l'exposé ci-dessus, nous croyons devoir protester énergiquement contre l'affiliation éventuelle du Verband à l'Union des Partis socialistes, contre sa représentation éventuelle au sein du Bureau Socialiste International et contre l'aide matérielle qui lui serait octroyée aux dépens des Partis socialistes qui travaillent en Russie ou au détriment de notre Parti. »

#### *Partie confidentielle.*

Nous avons reçu pour le fonds russe :

du Socialist Party des États-Unis	470,25 Frs
du Parti socialiste argentin	665,20
du citoyen Rabinovitz des États-Unis	257,50

TOTAL... 1 392,00 Frs

#### Cotisations.

Nous avons reçu de l'Independent Labour Party d'Angleterre sa cotisation arriérée au 31 décembre 1905 : 200,00 Frs.

## Cotisations arriérées au 31 décembre 1905.

Social Democratic Federation, Angleterre	100,00 Frs
Parti socialiste autrichien	2 290,00
Parti socialiste danois	600,00
Socialist Party des États-Unis	750,00
Socialist Labor Party des États-Unis	200,00
Parti ouvrier social démocrate de Hollande	977,00
Parti socialiste italien	400,00
Parti socialiste japonais	175,00
Parti socialiste luxembourgeois	200,00
Parti socialiste argentin	200,00
Parti socialiste polonais (P.P.S.)	100,00
Parti ouvrier social-démocrate de Russie	800,00
Parti socialiste suisse	600,00
Parti socialiste serbe	225,00

---

TOTAL... 7 617,00 Frs

Le Parti socialiste luxembourgeois nous a fait part de ce qui suit :

« Nous devons vous avouer qu'il est matériellement impossible au Parti qui a pour le moment, à la suite de circonstances de toute nature, trop de charges, de se libérer de ses cotisations au Bureau Socialiste International. Il nous est absolument impossible de payer une cotisation de 100 Frs. Il faudrait l'abaisser à  $100 : 4 = 25$  Frs par an. C'est tout ce que nous pourrions faire. Nous comptons sur vos bons services.

Dr WELTER. »

Nous avons répondu au citoyen Welter que le Comité exécutif n'a pas qualité pour réformer les décisions du Bureau et nous avons prié notre correspondant de soulever la question lui-même à la prochaine réunion.

## XV

### Rapport des mois de septembre, octobre et novembre 1906.

Bruxelles, décembre 1906

Le Comité exécutif du Bureau a lancé une circulaire relative à l'emprunt que le gouvernement russe désire contracter à l'étranger, pour être en état de continuer sa politique de répression sanglante [1]. Il a aussi attiré l'attention des Partis affiliés sur la nécessité de soutenir sans relâche nos camarades de Russie qui ont décidé de participer aux élections pour la nouvelle Douma [2]. Déjà le Parti social-démocrate allemand a répondu à notre appel et depuis plusieurs semaines, les organisations syndicales danoises récoltent des sommes considérables.

La Révolution de Russie se trouve dans une phase nouvelle et, contrairement à ce qui s'est fait lors des élections pour la première Douma, tous les Partis socialistes, à une exception près, ont décidé de prendre part aux luttes électorales nouvelles.

Il est vrai de dire que le droit électoral est misérable et que la loi existante a été aggravée au détriment de la démocratie. C'est justement pour ce motif

[1] Cf. doc. N° 65.

[2] *Ibid.*

que les efforts de nos amis doivent être plus considérables pour porter un coup nouveau à l'absolutisme tsariste et démontrer au monde que la Russie n'a pas seulement des révolutionnaires, mais qu'elle se trouve toujours en pleine révolution.

Le succès de nos camarades renforcera également les sentiments démocratiques d'une partie de la bourgeoisie et aura au point de vue purement ouvrier, une importance de propagande énorme.

C'est le prolétariat russe qui supporte en ce moment toutes les charges du mouvement révolutionnaire international; il doit donc pouvoir compter sur l'aide solidaire des organisations des autres pays car la répercussion de son effort se fera sentir dans toute l'Europe Occidentale. En outre, le succès de nos amis, c'est la délivrance de nombreux camarades emprisonnés, c'est le retour de militants exilés en Sibérie, c'est peut-être la fin de la contre-révolution.

Nous avons également appris que le gouvernement de M. Stolypine ne cesse de peser sur les gouvernements des divers pays voisins pour obtenir l'expulsion ou l'extradition des réfugiés révolutionnaires. Il importe donc que les Partis affiliés veillent à ce que cette extradition ne soit pas accordée par leurs gouvernements respectifs.

Le Bound nous a prié d'avertir les Partis affiliés que ceux-ci devront faire preuve de la plus grande circonspection en ce qui concerne le secours de passage à accorder aux personnes qui se disent socialistes et expulsées de Russie. De nombreux individus font profession d'exploiter la sympathie des camarades. Il importe donc de prendre les mesures suivantes : les personnes qui réclament des secours et se disent membres d'organisations socialistes en lutte, ne peuvent être secourues que si elles possèdent des recommandations émanant des comités à l'étranger des divers Partis socialistes de Russie, de groupements locaux ou exceptionnellement, de recommandations émanant de camarades au courant de la situation.

Les légitimations, venant de Russie, doivent toujours être soumises aux divers comités à l'étranger car il n'est rien de plus facile que de contrefaire sceaux et timbres. En outre, nous prions les Partis affiliés de ne donner des lettres de recommandation pour ces comités à l'étranger que s'ils ont la conviction d'avoir à faire à de véritables membres d'organisations socialistes.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie nous a annoncé la désignation du citoyen Bozveliev en qualité de secrétaire de son organisation [3].

Le Parti ouvrier indépendant du Transvaal nous a annoncé sa constitution et nous a promis l'envoi de ses statuts.

Le citoyen Syrola nous a fait parvenir un rapport très complet sur l'activité du Parti socialiste finlandais pendant les mois d'août et de septembre 1906, rapport qui sera communiqué à diverses revues des Partis affiliés [4].

Le citoyen Racowsky nous a fait parvenir un rapport sur le récent Congrès socialiste roumain, rapport que nous avons communiqué à diverses revues des Partis affiliés et qui a été publié par celles-ci [5].

Le Parti socialiste danois nous a annoncé le résultat de la dernière lutte électorale : 28 députés socialistes siègent en ce moment à la Chambre et 4 mandataires socialistes au Sénat.

Le Parti socialiste de Norvège nous a annoncé qu'il a augmenté de 4 à 11 le nombre de ses représentants au Parlement.

[3] Il s'agit du Parti socialiste dit les « larges ».

[4] Ce rapport est publié dans le Rapport du secrétariat pour les mois de décembre 1906-janvier 1907; Cf. Annexe XVI, p. 402-404.

[5] Il parut sous le titre « Le Congrès constitutif des syndicats et des organisations socialistes en Roumanie », in *A.S.*, N° 11, 1906, p. 335-42 et en allemand dans *N.Z.*, XXV, Bd. 2, p. 313-17.

Le Parti ouvrier socialiste letton nous a fait part de la constitution de la Social-démocratie de Lettonie, comprenant un très grand nombre des organisations socialistes de cette contrée.

Le Parti social-démocrate de Russie a désigné la citoyenne Balabanoff comme déléguée suppléante au Bureau [6].

Le Comité exécutif de la Social Democratic Federation de Grande-Bretagne, a prié le Comité exécutif d'intervenir afin de négocier avec les autres Partis socialistes d'Angleterre, l'unification socialiste demandée par les Congrès internationaux. Nous avons immédiatement pressenti l'Independent Labour Party qui nous a fait une réponse négative à ces ouvertures dans la forme suivante :

« Notre Comité exécutif estime que ce qui s'est passé dans d'autres pays est fort intéressant, mais ne doit pas être regardé comme un exemple à suivre en Grande-Bretagne, eu égard aux situations politiques différentes et il vous prie de relire à ce sujet nos lettres précédentes. »

Le Bound nous a annoncé qu'il a adhéré fédérativement à l'organisation du Parti social-démocrate de Russie. Il nous a communiqué les conditions de cet accord dont le détail a été publié dans la presse des Partis affiliés [7]. Le comité de l'International Socialist Club d'Australie (Nouvelle Galles du Sud) nous a annoncé que le secrétaire Diercks a été remplacé par le citoyen P. G. O'Meara.

Le Comité exécutif du Bureau a délégué son Secrétaire au Congrès du Parti social-démocrate allemand à Mannheim et au Congrès du Parti socialiste français, le citoyen Anseele.

Le Secrétaire du Bureau reprendra à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1907 la fonction du Secrétaire de la Commission Interparlementaire, ainsi qu'il a été décidé à la dernière séance du Bureau [8].

Pour tout ce qui concerne l'organisation du Congrès international de Stuttgart, voir le compte rendu spécial imprimé de la dernière séance du Bureau (10 novembre 1906). Nous avons envoyé des circulaires d'invitation françaises, allemandes et anglaises aux secrétaires des sections nationales [9] et nous avons réparti les expéditions de la manière suivante :

	<i>Allemand</i>	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
Angleterre			1 500
Allemagne	1 000		
Autriche	500		
Australie			100
Argentine		300	
Bohême	500		
Belgique		500	
Bulgarie	}	P.O.S.	100
		P.S.D.	100
Brésil		200	
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	2 000	1 200	1 600

[6] Il s'agit d'Angeliea Balabanova. Cf. doc. N° 55, n. 2. Elle fut nommée sur la proposition de Plekhanov, son mandat étant signé par P. Axelrod et W. Zagorski. Archives du B.S.I.

[7] Dans le *Rapport du P.O.S.D.R. au Congrès international socialiste de Copenhague*, il est fait état d'une résolution qui résume ainsi le principe d'organisation : « En acceptant le projet d'unification avec le Bound, le Congrès se prononce néanmoins énergiquement contre l'organisation du prolétariat par nationalités », p. 78.

[8] Cf. *supra*, p. 254-55.

[9] Le répertoire de ces circulaires, cf. *La Deuxième Internationale*, p. 200-02.

Report	<i>Allemand</i> <i>Français</i> <i>Anglais</i>		
	2 000	1 200	1 600
Canada		100	100
Colonie du Cap		50	50
Danemark	500		
Égypte			50
Espagne		300	
États-Unis	{ S.P.      200 S.L.P.    200	100	800
		100	700
France		1 000	
Finlande	200		
Hollande	300		
Hongrie	500		
Italie		500	
Japon			100
Luxembourg	100		
Norvège			300
Portugal		100	
Pologne	{ P.P.S.    200 P.L.      200		
Russie	{ P.O.S.    300 P.S.R.    300 Arménie   50	300	300
		300	300
		50	50
Roumanie		200	
Serbie	200		
Suisse	200	200	
Suède	300		
	<u>5 600</u>	<u>4 500</u>	<u>3 700</u>

*Annexe.*

Bruxelles, le 8 novembre 1906

*Rapport du secrétariat pour les mois de septembre et octobre.**Partie financière.*

Pendant les mois de septembre et octobre nous avons reçu les cotisations suivantes :

du Parti socialiste autrichien (sur arriéré)	1 000,00 Frs
du Parti socialiste danois (sur arriéré)	600,00
du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande (sur arriéré)	307,00
du Parti socialiste italien (sur arriéré)	400,00
du Socialist Party des États-Unis (sur arriéré)	500,00
du Parti socialiste serbe (sur arriéré)	125,00
du Parti socialiste démocrate bulgare (sur arriéré)	100,00
du Parti ouvrier belge (supplément pour 1906)	200,00
du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (sur arriéré)	200,00
du Parti socialiste luxembourgeois (sur arriéré)	50,00

TOTAL.... 3 482,00 Frs

## Cotisations arriérées au 31 décembre 1905.

Social-Democratic Federation, Angleterre	100,00 Frs
Parti socialiste autrichien	1 290,00
Socialist Party des États-Unis	250,00
Socialist Labor Party des États-Unis	200,00
Parti ouvrier socialiste de Hollande	670,00
Parti socialiste japonais	175,00
Parti socialiste argentin	200,00
Parti socialiste polonais (P.P.S.)	100,00
Parti ouvrier social-démocrate de Russie	600,00
Parti socialiste suisse	600,00
Parti socialiste serbe	100,00
TOTAL....	<u>4 282,00 Frs</u>

Nous avons retrouvé dans le compte rendu de la séance du 7 février 1906 que la cotisation du Grand-Duché de Luxembourg a été réduite à 25 Frs. L'arriéré qui s'élevait par conséquent à 50 Frs pour les années 1904-1905 a donc été payé. Il reste donc à payer par le Luxembourg la somme de 25 Frs pour l'année 1906.

Bruxelles, décembre 1906

*Partie confidentielle.*

Pendant le mois de novembre, nous avons reçu les cotisations suivantes :

Parti ouvrier social-démocrate Bulgare, cotisation pour 1906	100,00 Frs
Parti ouvrier social-démocrate de Russie (sur arriéré)	200,00
Parti socialiste (section française), cotisation 1906	1 250,00
Parti ouvrier social-démocrate de Russie (sur arriéré)	50,00
Parti socialiste finlandais, cotisation 1906	200,00
Section anglaise (supplément pour 1906)	450,00
Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie	200,00
Parti ouvrier social-démocrate de Russie (arriéré et cotisation pour 1906)	750,00
Parti ouvrier espagnol (cotisation 1906)	200,00
TOTAL....	<u>3 400,00 Frs</u>

Nous avons reçu du Bound une cotisation volontaire de 100,00 Frs.

Nous avons reçu pour le fonds russe les sommes suivantes :

de la section anglaise	660,00 Frs
du Parti socialiste danois	6 000,00
TOTAL....	<u>6 660,00 Frs</u>

Dans le courant du mois de novembre une somme de 24 000,00 Frs a été distribuée entre les divers Partis socialistes de Russie.

## Cotisations arriérées au 31 décembre 1905.

Social Democratic Federation, Angleterre	100,00	Frs
Parti socialiste autrichien	1 290,00	
Socialist Party des États-Unis	250,00	
Socialist Labor Party des États-Unis	200,00	
Parti socialiste japonais	175,00	
Parti socialiste norvégien	200,00	
Parti socialiste polonais (P.P.S.)	100,00	
Parti socialiste suisse	600,00	
Parti socialiste serbe	100,00	
TOTAL . . .	<u>3 685,00</u>	Frs

## Cotisations arriérées au 31 décembre 1906.

Parti socialiste autrichien	600,00	Frs
International Socialist Club, Australie	200,00	
Parti socialiste danois	800,00	
Socialist Party des États-Unis	625,00	
Socialist Labor Party des États-Unis	625,00	
Parti ouvrier social démocrate de Hollande	400,00	
Parti socialiste hongrois	400,00	
Parti socialiste japonais	100,00	
Parti socialiste luxembourgeois	25,00	
Parti ouvrier norvégien	200,00	
Parti socialiste polonais (P.P.S.)	400,00	
Parti socialiste argentin	200,00	
Parti socialiste suisse	200,00	
Parti socialiste serbe	100,00	
TOTAL . . .	<u>4 875,00</u>	Frs

## Cotisations à payer pour l'année courante 1906.

Section anglaise (supplément de cotisation)	450,00	Frs
Parti socialiste autrichien	600,00	
International Socialist Club, Australie	200,00	
Parti ouvrier social-démocrate bulgare	100,00	
Parti socialiste danois	800,00	
Socialist Party des États-Unis	625,00	
Socialist Labor Party des États-Unis	625,00	
Parti socialiste espagnol	200,00	
Parti socialiste (France)	1 250,00	
Parti socialiste finlandais	200,00	
Parti ouvrier social-démocrate de Hollande	400,00	
Parti socialiste hongrois	400,00	
Parti socialiste italien	400,00	
Parti socialiste japonais	100,00	
Parti socialiste luxembourgeois	25,00	
Parti ouvrier norvégien	200,00	
Parti socialiste polonais (P.P.S.)	400,00	
Parti social-démocrate de Pologne et Lithuanie	200,00	
Parti ouvrier social-démocrate de Russie	400,00	
Parti socialiste argentin	200,00	
Parti socialiste suisse	200,00	
Parti socialiste serbe	100,00	
TOTAL . . .	<u>8 075,00</u>	Frs



Dans le courant de ces deux mois, nous avons reçu les sommes suivantes pour le fonds russe :

du Parti socialiste hongrois	1 300,00	Frs
du citoyen Dabfabbo des États-Unis	4,50	
du citoyen Lievin de Chicago	51,50	
du citoyen Debehogne de Belgique	5,00	
du Parti socialiste danois	3 500,00	
du citoyen Luigi Mannetti des États-Unis	10,00	
de la citoyenne A. Balabanoff	2 000,00	
du Parti socialiste danois	3 500,00	
du citoyen Ginsbourg (camarade russe)	10,00	
du citoyen Scipio Buonini des États-Unis	57,95	
du Deutsche Arbeiter Vereins Kartel de Bruxelles	171,00	
du citoyen A. Ambrosini, États-Unis	185,50	
du Parti socialiste serbe	55,00	
de la citoyenne A. Balabanoff	500,00	
du Parti socialiste danois	4 000,00	
du Parti socialiste (France)	600,00	
du citoyen Bossi, Buenos Aires	15,00	
du Parti socialiste danois	5 000,00	
de la citoyenne Balabanoff	500,00	
du citoyen Bendini Carlo, Metz	24,00	
du citoyen Valentine de Northfield, États-Unis	15,45	
du citoyen A. Janson de New York (pour camarade expulsé)	256,00	
du Parti ouvrier belge	1 000,00	
TOTAL....	22 771,80	Frs

## XVI

### Rapport des mois de décembre 1906 et janvier 1907.

#### *Nouvelles organisations socialistes.*

— Bolivie. Nous avons reçu de Tupiza, en Bolivie, à notre demande et par l'intermédiaire du citoyen Mateo Skarnic, Président, et du citoyen Nicolas Tejerina, Secrétaire, un rapport intéressant sur la création, les statuts et le développement du Parti socialiste de cette république, lequel porte le nom de : l'Union ouvrière du 1<sup>er</sup> Mai.

Nos camarades boliviens nous prient de porter l'existence de leur organisation à la connaissance de toute l'Internationale, dans le but de resserrer les liens qui doivent unir tous les socialistes conscients du monde entier. Le document qui nous est parvenu sera inséré dans le volume des rapports sur l'organisation ouvrière et socialiste que nous préparons en vue du Congrès de Stuttgart [1]. Adresse : l'Union ouvrière du 1<sup>er</sup> Mai, Président Mateo Skarnic, Secrétaire N. Tejerina, à Tupiza, Bolivie.

— Cuba. Nous avons reçu notification, par l'intermédiaire de nos camarades Pablo Iglesias et Fr. Mora, délégués au Bureau Socialiste International pour le Parti socialiste ouvrier espagnol, que les deux groupes socialistes de l'île de Cuba, le Parti obrero socialista et l'Agrupacion socialista internacional de la Habana, se sont fusionnés sous le titre de Partido socialista de Cuba [2].

[1] Ce rapport parut dans *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. I, p. 77-80.

[2] Sur cette période de l'origine du mouvement socialiste à Cuba, voir les travaux de J. Rivero Muniz, *El primer partido socialista cubano. Apuntes para la historia del proletariado en Cuba*, La Havane, 1962, et, du même auteur, *El movimiento laboral cubano durante el periodo 1906-1911. Apuntes para la historia del proletariado en Cuba*, La Havane, 1962.

Il y a quelques mois, à la prière du Comité directeur du Parti ouvrier socialiste d'Espagne, le Secrétaire du Bureau Socialiste International s'était mis en relation avec l'Agrupacion qui désirait être affiliée au Bureau. La publication de la lettre de notre Secrétaire demandant un exemplaire des statuts de l'Agrupacion ainsi que des renseignements notamment sur le nombre des affiliés, donna lieu à une polémique entre les organes des deux groupes, la *Campana* et la *Voz Obrero*, polémique qui a eu pour résultat heureux de rapprocher les militants socialistes luttant pour une même cause. Le Comité central du nouveau Parti socialiste de Cuba a publié un *Manifeste du Peuple*, daté du 1<sup>er</sup> décembre 1906, contenant une déclaration de principe conforme aux résolutions des Congrès internationaux. Le Parti socialiste de Cuba se considère comme l'expression politique de la classe ouvrière, industrielle et agricole et il base son action sur le principe de la lutte des classes. Il poursuit la transformation de la propriété privée en propriété collective et il réclame l'indépendance de la République Cubaine.

Le Comité central se compose des citoyens Victor Huergo, Enrique Delgado, Severo Cirino, José de San Pedro, Pedro Pou, Fernando Guerra, José Vasquez, José de La Rosa, Severino Chacon, José Salvador, Manuel Sotelo, José A. Cruz, Géronimo Escapa, Francisco Jimenez, José Basart, Lorenzo Porcet, Miguel Villaret, Guillermo Sanchez, Basilio Monterde, Ramon Rivera, José Montalvo, José Rivas, Antonio Acebal Navarro, Carlos Balino, Gonzalo Espinoza.

Le secrétariat provisoire a été établi à l'adresse suivante : La Havane, Revillagigedo, 76.

Cette première notification a été suivie fin janvier, d'une confirmation officielle ainsi conçue :

« Parti Socialiste de Cuba,  
Présidence  
Comité central  
Revillagigedo, 76

La Havane, 8 janvier

Compagnon secrétaire du Bureau Socialiste International,

J'ai le grand plaisir de vous informer de la constitution en cette ville, La Havane (Cuba), du Parti socialiste de Cuba, formé par la fusion des deux groupes qui existaient jadis : le Parti ouvrier socialiste et le Groupement socialiste international de La Havane [3], et de vous faire connaître également que l'une de ses premières décisions a été d'envoyer un fraternel salut à toutes les collectivités socialistes du monde et spécialement à celles qui en Russie, luttent pour renverser le tsarisme, promettant en outre, à ces dernières, notre appui pécuniaire dès que la situation économique du Parti le permettra.

Je vous prie donc de bien vouloir prendre note de la présente, de nous en accuser réception pour la satisfaction des socialistes de Cuba.

A vous et à la cause socialiste.

José RIVAS. »

Il a été accusé réception de cette lettre (v. demandes d'affiliation).

#### *Demandes d'affiliation au Bureau.*

— Cuba. Le Parti socialiste de Cuba (voir plus haut) a demandé son affiliation au Bureau. Cette demande pourra être examinée par le Bureau dans

[3] Ce groupement était en contact avec le secrétariat du B.S.I. dès juin 1904 par l'intermédiaire de Pablo Iglesias. Cf. Archives du B.S.I.

une prochaine séance, lorsque nos camarades de Cuba auront complété leur envoi de statuts par un relevé du nombre de leurs adhérents.

— Roumanie. Par une première lettre émanant du citoyen docteur Racowski (adresse : Strada Blănari, 22, Bucarest) et une deuxième lettre signée du citoyen Gh. Bujor, du journal *România Muncitoare*, nous avons appris que dans une séance plénière, les organisations centrales de Roumanie, le cercle social-démocrate România Muncitoare et la Commission générale des syndicats ont décidé de s'affilier officiellement au Bureau Socialiste International. Ils prient le Bureau de fixer provisoirement à 100 Frs la cotisation d'affiliation et ils désigneront à bref délai, leur délégué [4].

Cette demande sera également soumise à la prochaine réunion du Bureau si nos camarades veulent bien nous faire parvenir un relevé de leurs adhérents.

#### *La dernière séance du Bureau.*

Le compte rendu officiel de cette réunion paraîtra en fin février en trois langues [5]. Les Partis désireux d'obtenir des exemplaires de cette brochure assez volumineuse, qui contient notamment le texte des statuts des Congrès internationaux du Bureau et de la Commission Interparlementaire sont priés de nous avertir à bref délai et de nous faire parvenir le montant de la commande (1 Fr l'exemplaire).

#### *Le Congrès de Stuttgart.*

1. Le Comité local de Stuttgart, chargé d'organiser la partie matérielle du Congrès, a été composé comme suit : H. Dietz, B. Heymann, K. Hildenbrand, W. Keil, K. Kloss, Th. Leipart, A. Schlicke, O. Waskev.

2. La Confédération générale du travail de Turin (la Centrale syndicale d'Italie) nous a envoyé son adhésion et payé le droit d'entrée au Congrès (10 Frs).

3. Les organisations socialistes et syndicales de Roumanie ont annoncé leur participation au Congrès de Stuttgart (voir lettre Bujor, 16 janvier 1907).

4. Le secrétariat s'est mis en relation avec les Partis socialistes de Belgique et de France pour la publication de l'édition française du volume des rapports des secrétaires nationaux, avec les sections affiliées de Grande-Bretagne et des États-Unis pour la publication de l'édition anglaise [6].

5. Le Socialist Labor Party des États-Unis, en sa séance du 6 janvier, a décidé d'envoyer deux délégués au Congrès de Stuttgart.

6. Nous avons reçu du Parti ouvrier zioniste socialiste un exemplaire de la brochure *Résolutions de la deuxième conférence ordinaire du Parti ouvrier zioniste de notre Parti au prochain Congrès international de Stuttgart*.

7. Nous nous permettons de rappeler par la présente, que les rapports des Secrétaires des sections nationales ou Partis affiliés constituant le volume à publier en vue du Congrès de Stuttgart, doivent nous parvenir au plus tard le 15 février. Jusqu'à présent, nous n'avons reçu que les rapports de nos camarades de Bolivie, de Norvège et de l'Union general de trabajadores d'Espagne.

[4] Cf. *supra*, p. 390 et 394, n. 5.

[5] Cf. doc. N° 66.

[6] Cette édition anglaise ne parut pas.

*Transmission d'ordre du jour.*

— Argentine. Le Bureau Socialiste International a reçu du Comité exécutif du Parti socialiste argentin une lettre ainsi conçue :

« Parti socialiste argentin,  
Comité exécutif.

Buenos-Ayres, le 29 décembre 1906

Au Secrétaire socialiste international, Bruxelles.

Cher Compagnon,

Je vous fais savoir que la réunion socialiste (édition allemande, Berne, Unionsdruckerei, 1907) [7]. A la page 7, nous lisons une résolution ainsi conçue :

‘La Conférence exprimant son regret que la presse socialiste de l’Ouest de l’Europe et le Bureau Socialiste International n’aient pas encore été renseignés suffisamment sur notre mouvement, approuvant les mesures proposées par le Comité central, donne mandat au dit Comité central de mettre ces mesures à exécution le plus vite possible, afin d’assurer la représentation [social]liste de la 10<sup>e</sup> section au Congrès qui a eu lieu le 18 de ce mois, a voté l’ordre du jour suivant :

Les socialistes réunis en assemblée publique le 18 de ce mois, en la 10<sup>e</sup> Section, ont approuvé à l’unanimité l’ordre du jour suivant :

La classe ouvrière de la République Argentine organisée en Parti politique de classe, déclare :

— Qu’elle fraternise avec la France consciente et révolutionnaire, se solidarisant avec elle dans l’attitude digne et énergique qu’elle a prise envers la puissance de l’Église, ennemie déclarée de tout progrès et de toute civilisation, et décide de lui envoyer un fraternel salut et ses félicitations.

— Décide également de recommander à toutes les sections du Parti socialiste international qui ont des représentants dans leurs Parlements respectifs, comme aussi à tous les députés qui représentent la vérité et la libre pensée, d’entreprendre une campagne décidée contre le cléricalisme qui s’intronise dans les pouvoirs politiques et se rend maître des foyers pour y développer son action néfaste, faisant obstacle à tout développement politique; en conséquence, elle invite les membres des Parlements à déposer les projets nécessaires pour éviter que la prédominance de l’Église se perpétue plus longtemps.

*Le Secrétaire, M. GIMENEZ. »*

*L’activité du Parti social-démocrate finlandais.*

— Finlande. « Le Parti socialiste de Finlande a été surpris par la révolte militaire de Sveaborg, pendant les préparatifs pour le Congrès [8]. Une partie de la ‘Garde rouge’, organisation du prolétariat finlandais pour le maintien de l’ordre et la protection des citoyens, prit part à la lutte pour la liberté. Le chef de la Garde rouge proclama la grève générale et quelques gardes essayèrent d’empêcher le transport des soldats en détruisant en plusieurs endroits la ligne du chemin de fer. La révolte se termina fort malheureusement.

[7] Une ligne sautée dans l’original.

[8] La révolte militaire de Sveaborg eut lieu le 30 juillet 1906 à la suite de l’arrestation de 200 sapeurs du génie accusés d’avoir fait de la propagande révolutionnaire. Par solidarité, une compagnie de sapeurs se mutina immédiatement et fut rejointe par les artilleurs. Les mutins occupèrent trois forts et bombardèrent la forteresse de Sveaborg.

ment : les combattants pour la liberté se rendirent après le bombardement exécuté par les navires de guerre restés fidèles au gouvernement. Le Comité de la grève générale qui avait déjà été élu en hiver, pour parer à toutes les éventualités, soutint la grève générale pacifique, mais l'attitude provocatrice de la garde bourgeoise provoqua une collision sanglante entre cette dernière et quelques membres de la Garde rouge. Les fabricants répondirent à la grève générale par le boycottage des membres de la Garde rouge et le Sénat supprima celle-ci dans tout le pays portant ainsi une atteinte fort grave à la liberté de coalition. Le Comité central ne jugea pas utile de proclamer la grève générale malgré l'opinion favorable d'une foule de personnes. La province resta également dans l'expectative. L'excitation s'accrut encore à Helsingfors où le lock-out était proclamé dans toute l'industrie métallurgique.

Le Congrès se réunit à Uleaborg du 20 au 26 août. Étaient présent : 370 délégués représentant 300 groupes, ainsi que deux délégués du Parti ouvrier suédois, le Secrétaire Wichmann et le Président de l'Organisation syndicale, Lindqvist.

Le premier objet à l'ordre du jour était l'exclusion du fameux Matti Kurikka, un théosophe-utopiste qui a rédigé en 1898-99, l'organe du Parti *Työmies*, et qui se rendit ensuite au Canada pour y créer une colonie communiste. Pendant l'hiver dernier il séjourna en Finlande et il passa son temps à attaquer dans son journal *Elämä* (La Vie) d'une manière que nous ne voulons pas qualifier, la tactique du Parti.

Une deuxième exclusion fut votée, exclusion beaucoup plus importante. Celle de l'ancien Secrétaire du Parti, J.K. Kari. Ce dernier était entré en novembre 1905, dans le Sénat finlandais (le ministère) [9], organisme dont la politique bourgeoise actuelle est loin d'être sympathique à la classe ouvrière. Le sénateur Kari était venu en personne et la discussion y fut très vive. Mais il ne se trouva personne pour approuver l'acte de Kari et lui conseiller de rester au Sénat. Les plus radicaux demandaient l'exclusion de Kari sans autre forme de procès, en se basant sur l'expérience internationale, et cela avec d'autant plus de raison que le Sénat constitue un gouvernement recruté par cooptation, qui est loin d'être un gouvernement responsable. La minorité, composée d'environ 50 délégués, proposèrent de ne pas exclure Kari mais de le faire choisir entre le Parti et le Sénat. Ils alléguèrent que l'année dernière, lorsque la question ne se présentait pas encore au Congrès comme un fait accompli, on n'avait pris aucune résolution et que Kari n'était entré au Sénat qu'après entente avec l'ancien Comité directeur du Parti.

Les questions les plus importantes de l'ordre du jour étaient la nouvelle organisation politique du Parti et le programme électoral. Jusqu'à ce moment, le Parti se composait de groupes ouvriers, comprenant des sections professionnelles et des associations syndicales. Ce système continue à exister, mais l'agitation et l'activité du Parti seront désormais le fait de nouvelles organisations électorales. Dans chaque circonscription électorale on formera une organisation, ces organisations de circonscription constitueront ensemble une organisation communale et les organisations communales se fédéreront en organisations électorales, correspondant aux quinze grandes circonscriptions où la représentation proportionnelle est appliquée. Les diverses nationalités — les Finlandais, les Suédois, et les Russes — forment chacune une organisation nationale. La direction du Parti appartient au Conseil du Parti. Celui-ci comprend le Comité exécutif résidant à Helsingfors, composé de sept personnes, auxquelles s'adjoignent un délégué finnois, de chaque circonscription, quatre délégués suédois et un délégué russe. Les représentants de la

[9] J. K. Kari fut appelé au gouvernement par le tsar Nicolas II. Il fut exclu par le 4<sup>e</sup> Congrès de la Social-démocratie de Finlande qui se tint en octobre 1906, à Oulu.

fraction parlementaire de la Diète, les représentants des organes du Parti et des organisations féminines, ont le droit de parole aux réunions du Conseil du Parti. Le Congrès se réunit toutes les trois années avant les élections et les réunions du district ont lieu tous les ans. On régleta aussi la manière de voter et les conditions d'exclusion.

Le programme électoral demande : la réalisation complète du programme démocratique dans la vie politique du pays, notamment le droit de législation, le droit d'élire et d'être élu, le droit d'interpellation, le gouvernement parlementaire, le droit budgétaire, l'extension des droits civils, le suffrage universel municipal; au point de vue agraire, un nouveau système de bail, l'obligation de culture (le sol finnois n'est cultivé que pour 3 %), la vente obligatoire, les subsides de l'État pour de nouvelles cultures; au point de vue de la protection du travail : la journée de 8 heures, l'abolition du travail de nuit, le repos hebdomadaire de 40 heures, l'interdiction du travail industriel aux enfants de moins de 15 ans, la journée de travail de 5 heures pour les enfants de 15 à 17 ans, la limitation du travail féminin, la protection du travail à domicile, la suppression du règlement domestique, l'amélioration de l'assurance contre les accidents, l'élection des inspecteurs du travail, l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, l'impôt progressif sur le revenu, une législation sur l'interdiction des spiritueux, la réforme scolaire et l'égalité pour la femme.

Au point de vue tactique, on résolut de participer aux élections mais sans s'allier aux Partis bourgeois. En outre, le Parti se déclara solidaire du mouvement libérateur de Russie, car le gouvernement central n'assure pas suffisamment l'autonomie intérieure de la Finlande, mais il se vit, néanmoins, obligé d'avoir égard à la situation particulière du pays à l'égard de la Russie.

Il a été résolu également de s'opposer à toutes forces au rétablissement de l'armée finlandaise et de faire la propagande en faveur de la nation armée. Les gardes rouges furent déclarés dissous.

On résolut de fêter le 1<sup>er</sup> Mai par un chômage complet de même que la 'fête de représentation' de fin mai. On abandonna aux syndicats le soin d'organiser les grèves, parce que les unions professionnelles doivent se développer selon leurs lois propres mais naturellement en communauté d'idées et d'action avec le Parti.

On adopta une résolution sur l'égalité des nationalités, et l'on exprima le vœu de voir les camarades du Parti et notamment les hommes de confiance renoncer complètement à l'usage des boissons alcooliques.

On nomma comme Présidents du Comité directeur : E. Walpas et A. Tarvenpää; comme caissier le citoyen E. Perttilä, comme Secrétaire M. Turkia, comme membres Y. Syrola, collaborateur de l'organe central *Työmies*, Muna Sillonpää et E. A. Johanson. On réélut comme délégués au Bureau Socialiste International Walpas et Syrola. La cotisation du Parti au Bureau Socialiste International fut augmentée à 300 marks et l'on résolut de participer au Congrès de Stuttgart.

Le Parti possède en ce moment des journaux dans 14 villes. Il se prépare aux élections et répand des brochures [10]. Mais sa propagande est entravée par des anarchistes et des agents provocateurs, dont on percera bientôt à jour les menées.

Helsingfors, 25 octobre 1906  
Yrjö SYROLA. »

[10] Sur l'activité du Parti social-démocrate de Finlande, cf. le rapport présenté au Congrès de Stuttgart publié dans *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. II, p. 153-78.

*Appels à la solidarité internationale.**Les travailleurs des champs de Hongrie.*

L'organisation des travailleurs des champs de Hongrie [11] s'est réunie en conférence à Székesfehérvár et elle a décidé d'adresser à tout le prolétariat international un appel (voir *Volksstimme*, de Budapest, du 2 novembre 1906) dans lequel nos Camarades montrent le progrès accompli par eux en ces derniers temps et prient les compagnons des autres pays de ne pas venir les supplanter comme le désirent les grands propriétaires terriens.

L'appel vise spécialement les travailleurs d'Allemagne, de Russie et de Galicie.

La *Volksstimme* imprime que cet appel a été transmis au Bureau Socialiste International, mais nous devons constater que ce document ne nous a pas été communiqué. Nous l'avons trouvé dans la *Volksstimme* [12] et nous nous empressons néanmoins de le porter à la connaissance des Partis affiliés.

*Le lock-out de Lodz, en Pologne.*

Nous avons reçu plusieurs lettres relatives au lock-out de Lodz, notamment une lettre du Comité central du P.P.S. demandant aux Partis affiliés de bien vouloir envoyer des secours aux camarades ouvriers textiles lockoutés, représentant 70 000 hommes, femmes et enfants jetés sur le pavé en plein hiver. D'autre part, il a été envoyé, aux diverses centrales nationales par le secrétaire international des centrales syndicales, le citoyen Legien, une circulaire sur le même objet.

La lettre du P.P.S. prie d'envoyer les sommes recueillies au Dr Zigmunt Marek à Cracovie, Poselskastrasse, 17. La circulaire du secrétaire international syndical donne comme adresse : Legien, Engelufer, 15, Berlin.

*Les horreurs dans les provinces baltiques de Russie.*

Au moment où la campagne électorale bat son plein en Russie, où le gouvernement de M. Stolypine essaie de négocier des emprunts et de bazarder les richesses économiques de la nation, il importe que l'opinion publique des nations civilisées sache comment l'autocratie tsariste s'y prend pour pacifier l'empire. Si nous devons passer en revue tous les actes sanguinaires commis depuis plus de seize mois, nous écririons un volume. Il nous suffira de prendre comme type un district, les provinces baltiques, pour permettre à tous ceux qui nous lisent, de se rendre compte de l'oppression cruelle, sévissant en ce moment [13].

Depuis décembre 1905 la réaction la plus effroyable fait rage dans ces contrées. Les cosaques, les policiers et les bourreaux volontaires de l'organisation dite « La sécurité personnelle » commandée par les barons de la Baltique, parcourent le pays, tuent, brûlent et répandent la terreur. Le sol du pays est inondé de sang. Au cours d'une seule année, on a fusillé ou pendu ici plus de 3 000 personnes : plusieurs milliers, parmi lesquels se trouvent des vieillards, des femmes et des enfants ont été fouettés et estropiés; des cen-

[11] C'est en 1905 que l'Union des organisations des travailleurs des champs fut constituée. Malgré les persécutions, cette Union, affiliée au Parti social-démocrate hongrois compta dans ses rangs en 1907, selon les renseignements de la direction du P.S.D. hongrois, environ 50 000 membres et 600 groupes locaux. Cf. *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. I, p. 394.

[12] *Die Volksstimme*, organe central d'expression allemande du Parti social-démocrate hongrois, à parution hebdomadaire.

[13] Cf. J. Babris, 1905-1907 *gadan revolūcijā Latgalī*, Riga, 1960.

taines et des milliers gémissent dans les prisons et attendent la mort en souffrant le martyr. Les orgies sanglantes ne prennent pas fin. Tous les jours les cours martiales prononcent des condamnations à mort. On fusille et l'on pend et les cadavres s'amoncellent.

On se demandera sans doute quelle est la cause de ces tueries folles et criminelles? La cause réelle réside dans le désir du gouvernement tsariste et de la noblesse baltique de se venger sur le prolétariat conscient de Lettonie, parce que celui-ci a fait preuve d'un esprit révolutionnaire combattif d'une rare persévérance. Le prolétariat letton organisé s'est toujours trouvé au premier rang dans sa lutte pour la liberté de la Russie. Quand, en octobre 1905, le manifeste mensonger du tsar promettait les libertés constitutionnelles, toute la classe ouvrière des villes et tout le prolétariat des campagnes se leva et prit possession, sans attendre un jour, des droits qui lui revenaient. La liberté de la parole, de la presse, de la coalition, de réunion, furent réalisées dans leur entièreté, l'inviolabilité de la personne humaine fut traduite en actes et le peuple, sous la direction du socialisme letton, se mit en marche vers la conquête des réformes reconnues inévitables. On considéra comme levés l'état de siège (en Courlande) demandé par les hobereaux baltiques et la protection renforcée (en Liffande), comme nuls les privilèges féodaux des grands propriétaires terriens et il fut mis fin au joug insupportable de la noblesse. On boycotta généralement les autorités administratives et policières et leur fonction n'eut ainsi plus de raison d'être. En leur lieu et place, on établit dans toutes les communes par votation populaire, une administration autonome d'après le principe du suffrage universel pur et simple, direct et secret, auquel participaient aussi les femmes. Les impôts communaux devinrent progressifs pour toutes les couches de la population, d'après l'élévation du revenu et de l'importance de la propriété.

Dans les écoles publiques, la langue maternelle fut remise en honneur. On élargit considérablement le programme et l'école fut délivrée complètement de la domination des prêtres par la stipulation que la fréquentation des cours de religion serait dorénavant facultative. La religion elle-même devenait affaire privée et l'Église cessait de remplir les fonctions de l'État civil qui étaient dévolues à la commune. C'étaient là les mesures révolutionnaires du peuple que l'on punit aujourd'hui par la pendaison et la fusillade, par l'incendie et le meurtre.

Il importe de faire remarquer ici que toutes ces réformes ont été introduites pacifiquement, sans la moindre violence, par décision du peuple appelé aux urnes. Aux mois d'octobre et de novembre, le pouvoir se trouvait en mains du prolétariat révolutionnaire et à cette date, on ne relève de sa part aucun acte de violence, aucune effusion de sang. Après une oppression de sept siècles, le peuple s'était libéré lui-même et en ce moment historique, il ne voulait pas ternir sa cause sacrée par un acte de vengeance sanglant et inutile. Mais au milieu de l'enthousiasme populaire, fin novembre, la nouvelle arriva qu'à la demande pressante de la noblesse, on avait décidé à St-Pétersbourg de proclamer l'état de siège sur toute la Liffande, pour enlever au peuple les droits qu'il avait conquis. Une exaspération effrayante s'empara de la nation. Elle considérait les menées des hobereaux comme une déclaration de guerre et pour se défendre, elle appela aux armes. Elle mit en fuite les barons avec leurs cosaques et leurs tscherkesses et un grand nombre de châteaux forts, qui avaient servi de casernes et de points d'appui de la soldatesque, furent incendiés. Mais, même au fort de la bataille, le peuple resta magnanime et généreux. Il veilla à ce que les familles nobles dont on s'était emparé, ne manquaient de rien et elles furent conduites sous bonne escorte à Riga. On libéra les hobereaux eux-mêmes après qu'ils eussent reconnu publiquement les droits du peuple et le châtement populaire n'atteignit que six ou sept individus dont le passé impitoyable et cruel commandait une punition exemplaire.



La noblesse lâche et rampante implora la clémence du prolétariat vainqueur. Le convent de la chevalerie de Liflande réuni en assemblée publique accepta les conditions de capitulation que lui avait dictées le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate letton et les délégués de la noblesse jurèrent solennellement qu'ils travailleraient à mettre fin à l'état de siège; que, dorénavant, les soldats ne cantonneraient plus sur leurs propriétés et que les membres de la noblesse cesseraient de faire partie de la police « honorifique ». Comment les nobles seigneurs ont-ils tenus parole?

La révolution des provinces baltiques pouvait rester victorieuse aussi longtemps que le prolétariat du centre de la Russie continuait sa marche révolutionnaire. Mais après la révolte de 1905, les dernières barricades de Moscou furent balayées par le canon et par là-même, le destin des provinces baltiques était fixé. Les troupes tsaristes armées de pièces et de canons Maxim envahirent le pays et déchaînèrent une terreur pareille à celle que connut la Liflande du temps de Jean-le-Cruel. Le pays fut livré à l'arbitraire des barons baltiques qui se nomment avec orgueil les mameloucs du tsar et qui, depuis plusieurs générations ont rendu au despotisme les services de bourreaux les plus bas et les plus malpropres. Et la bande se mit à tuer et incendier.

A la date du 1<sup>er</sup> février 1906 on avait déjà exécuté dans les provinces baltiques plus de 900 personnes. Le général Orloff se vantait d'avoir fait égorger, lui seul, 258 rebelles dont le crime était d'avoir reconnu et utilisé les droits octroyés par le manifeste du tsar. Les fameuses expéditions punitives allaient de commune en commune. Les soldats, ivres et bestialisés, ayant à leurs têtes les nobles, ne laissaient derrière eux que des cadavres, du sang et des foyers incendiés. Généralement on tuait d'après les listes rédigées par les barons, les régisseurs, les prêtres et l'on pendait, on fusillait les révolutionnaires sans instruction, sans être entendus. Les von Sivers et Liewen, les von Manteuffel et Kayserlinck, les von Rahden et Recke, les von Brumer, Rengarten, Bodrich et leurs congénères rivalisaient dans ces tueries. C'est ainsi que, en un seul jour, le 12 janvier, Sivers fit exécuter 51 personnes à titre d'exemple, et il ne fit même rechercher ni les noms de ses victimes, ni les chefs d'accusation des inculpés. A Neuhausen en Courlande, le 3 février, on fusilla 31 personnes — et parmi elles, 25 paysans de la seule commune de Felixberg, à Kockenhusen 30, à Sesswegen 18, à Preekulu, 25, à Wainoden 19, etc. On avait même le triste courage de martyriser et torturer les pauvres victimes avant de les exécuter. On les fouettait, on les laissait geler dans la neige à moitié nus, on les liait à des chevaux qui les traînaient au galop, on leur brisait les membres, et puis, après avoir rassemblé de force tous les parents et toute la commune, on les tuait de la manière la plus bestiale, la plus révoltante, la plus inhumaine. C'étaient ordinairement les hommes les plus intelligents de la localité, des instituteurs, des secrétaires communaux, auxquels les hobereaux devaient la vie pendant la révolte, et enfin, les paysans et les ouvriers agricoles qui ne s'étaient pas montrés assez humbles à l'égard de MM. les barons.

L'arbitraire cruel des nobles hobereaux dépasse toute imagination. Quand on ne trouvait pas le citoyen, marqué sur la liste des condamnés, on s'emparait tout bonnement de son plus proche parent, ou bien l'on se saisissait de l'une ou de l'autre des personnes présentes. C'est ainsi que le même Sivers fit tuer à la place du père qui s'était enfui deux enfants de ce dernier, deux jeunes garçons de 14 et 16 ans. A Dondangen, on fusilla au lieu du médecin Buschewitz, le cocher du docteur. A Drostenhof, on ne réussit pas à mettre la main sur l'auteur d'un attentat qui s'était enfui et l'on exécuta l'instituteur Schiron et deux paysans père et fils, totalement innocents. On voulait donner un exemple! De tels faits pourraient être multipliés par dizaines, car les exécutions humaines sont devenues dans les provinces baltiques un sport aristo-

cratique. Ce qui démontre la légèreté avec laquelle on se jouait de la vie humaine, c'est que les révolutionnaires déjà enterrés étaient quelques mois plus tard acquittés ou condamnés à quelques jours d'arrêt, notamment le libraire Osol, de Wenden et d'autres.

De mémoire d'homme, on ne se souvenait plus dans les provinces baltiques d'avoir vu exécuter un arrêt de mort. Les barons faisaient ériger maintenant des potences et des guillotines devant leurs châteaux. La peine corporelle est supprimée dans les provinces baltiques depuis 1864 parce qu'elle blesse le sentiment moral du peuple. Les « soutiens de la civilisation » — les nobles allemands alliés aux cosaques — introduisirent en triomphe le knout et le fouet. On fit des exécutions en masse dans tout le pays. Des hommes âgés, des vieillards et même des garçonnets, furent déshabillés publiquement, étendus et fouettés jusqu'à ce que leurs pauvres corps ne forment plus qu'une bouillie sanglante et mutilée. Dans le district de Walk, le général Orloff fit parfois fouetter horriblement TOUTE la population mâle des communes. Von Schröder accomplit le même fait dans le district des Hasenpoth, à l'égard des ouvriers employés sur les biens seigneuriaux. Ordinairement, on frappait 100 à 200, même 400 coups de knout sur le corps nu, et le patient avait souvent rendu l'âme ou parfois il était estropié pour toute la vie. Mais tout cela n'émouvait pas les nobles bourreaux. Ils raillaient leurs victimes. En Lifflande plusieurs instituteurs furent en présence de leurs élèves, châtiés publiquement par les cosaques. On allait même jusqu'à fouetter, en public, des FEMMES, et l'on assista à ce spectacle, à plusieurs reprises, dans la campagne de Lifflande à Sissegal, à Marienbourg et ailleurs. La plupart du temps c'étaient des jeunes filles intelligentes qui avaient fait des études, et leur crime consistait dans le fait d'avoir brodé des drapeaux rouges, chanté des hymnes révolutionnaires ou participé à des assemblées populaires. Le viol des femmes et des jeunes filles est devenu pratique courante des cosaques et des nobles, mais, jusqu'à présent on ne les avait pas encore assassinées. Les barons ont changé tout cela! Les 13 avril, la citoyenne Balod, âgée de 16 ans, reçut publiquement 100 coups de knout, et quand après l'exécution, elle eut encore le courage d'entonner une strophe révolutionnaire, on la saisit et on la fusilla. On tua, à la même occasion une femme de 60 ans, parce qu'elle avait conservé dans sa demeure deux vieux fusils. En septembre, après l'institution des cours martiales, on fusilla, dans le district de Friederichstadt, une femme mariée, mère de plusieurs enfants parce qu'elle avait hébergé des révolutionnaires en fuite.

Ce n'était pas encore assez! Les bourreaux ne se contentent pas de tuer les gens, ils se vengent même sur les cadavres de leurs adversaires. En général, les corps des suppliciés ne peuvent être enterrés immédiatement. L'ordre a été donné de les laisser exposés au moins pendant trois jours pour permettre aux chiens et aux corbeaux de s'attaquer aux cadavres. C'est ainsi, par exemple, qu'à Dahlen, la vieille mère du révolutionnaire Faunosol, qu'on avait fusillé, a demandé en vain qu'on lui donne le corps de son fils. On lui répondit que le cadavre resterait exposé jusqu'à ce que le plus jeune fils eût été livré à l'autorité militaire. Il semble même que la noblesse de la Baltique considère les cadavres de ses victimes comme des trophées de victoire. L'instituteur Stapran fut pendu sur la voie publique, près du château de Assern (propriété Walter), le professeur Singberg à Katzdangen (propriété baron Manteufel).

Quand, à Preekulu (propriétaire baron Korff), le 11 janvier, dans la nuit, un camarade descendit secrètement du poteau téléphonique le corps du supplicié W. Strauss, la garde s'empara du délinquant qui, le lendemain, fut condamné à mort de ce crime. Il est arrivé également qu'à l'occasion d'exécutions, on ne tuait pas immédiatement les victimes, mais qu'on les abandonnait blessées par les balles et couvertes de sang au bord du chemin, avec interdiction pour les habitants, sous peine de mort, de leur prêter secours

ou assistance, jusqu'à ce que la mort vint délivrer ces malheureux de leurs peines. Ce fait s'est présenté notamment à Sesswagen.

Nous ne pouvons passer sous silence les incendies officiels des soldats et des nobles. Après l'exécution de l'habitant, l'officier donne ordre de mettre le feu à la demeure du révolutionnaire. Dans plusieurs communes, on a brûlé ainsi 5 à 10 fermes avec dépendances, à Stokmanshoff, 17, et les habitants qu'on avait pillés, parmi lesquels des malades, des femmes accouchées, des nourrissons, chassés dans les bois par un froid de 20 degrés sous zéro, où ils devaient passer le jour et la nuit car il était interdit de les secourir. Les barons de la Baltique qui se posent à l'étranger comme des hommes de culture, ont favorisé la civilisation en faisant détruire les bibliothèques publiques, brûler les maisons communales et les écoles. Lorsque des assemblées publiques avaient été tenues dans ces bâtiments en exécution du manifeste tsariste, on les faisait sauter à la pyroxiline, à Vieux-Pebaly et à Virginahlen notamment.

Pendant toute l'année 1906, il a sévi en Liflande et Courlande des expéditions punitives qui en été, sont devenues de véritables chasses à l'homme dans les bois avec accompagnement de chiens limiers. On tuait sans pitié les gens que l'on découvrait s'ils étaient quelque peu suspects. Ce qui se passe dans ces chasses à l'homme se caractérise fort bien par un extrait de la *Duna Zeitung*, l'organe des hobereaux (Correspondance de Snikern, parue dans le n° 15). « La poursuite devint une sauvage chasse à courre qui s'étendit sur plusieurs verstes. Les dragons parvinrent à tuer trois des bandits; un quatrième s'enfuit dans un réduit de ferme vide, où il se défendit avec le courage du désespoir. On mit le feu au bâtiment et le bougre fut brûlé vif... » Ce n'est pas là un cas isolé. A Lubahn, au mois de septembre, un révolutionnaire fut également brûlé vif par ses persécuteurs dans une meule de foin.

Un moyen fort usité par les Junker de la Baltique pour se débarrasser de gens dont ils ne peuvent prouver la participation directe au mouvement révolutionnaire consiste à les tuer tout simplement pendant le transport et à annoncer ensuite qu'ils ont été atteints d'un coup de feu, tandis qu'ils essayaient de fuir. Les journaux du territoire citent les cas pareils quotidiennement. Or, les « fuyards » étaient accompagnés d'une forte escorte; ils avaient les mains et les pieds couverts de fortes chaînes; et les « fuites » se produisirent presque régulièrement là où, l'année précédente, un château avait été incendié, où avait eu lieu une collision avec la police, etc. Le baron Manteuffel (district de Goldingen) a déjà réussi jusqu'à présent à faire égorger de cette manière 18 détenus politiques et il a été signalé, à la suite de ces hauts faits, comme un fonctionnaire intelligent.

Depuis plus d'un an, les bourreaux des provinces baltiques marchent dans le sang et le pays n'est pas encore « pacifié ». Le courage et l'orgueil du peuple restent indomptés. L'activité des socialistes n'a pas cessé un moment et cette persévérance met le comble à la furie de la bande aristocratique. Les tribunaux ont repris leur funèbre besogne avec une hâte fébrile (il y a plus de 2 000 prisonniers dans les prisons du pays), et l'on expédie maintenant le peuple révolutionnaire par wagons vers les gouvernements du nord ou la Sibérie. Et comme la matière humaine à exécuter commence à faire défaut, on traîne devant les cours martiales les gens qui, dans le courant de l'année, avaient déjà subi des peines graves pour « méfaits politiques ».

L'agonie des mourants ne suffit plus à la gloire des cannibales et c'est pourquoi ils ont recours aux tortures.

C'est ainsi qu'à la prison de Riga, il existe une chambre de tortures munie de tous les appareils nécessaires pour soumettre à la question les révolutionnaires incarcérés d'après toutes les règles de l'inquisition du Moyen Age. On torture pour obtenir des aveux ou des révélations. On incarcère les prisonniers en des cellules obscures. On les laisse des jours entiers sans boire

ni manger. Puis la nuit, on les transporte, la chaîne aux pieds, dans la chambre des tortures. On les déshabille. On les lie sur un banc et on les frappe avec des bâtons en caoutchouc, remplis de boules de plomb jusqu'à ce que les malheureux perdent connaissance. On les asperge d'eau froide. On emplit de sel les blessures sanglantes et l'instruction continue. On arrache les ongles, on pique de fortes aiguilles à travers nerfs et muscles, on fait sauter les dents une à une, on arrache cheveux et poils par touffes. Ce n'est pas tout! Avec des fers rougis au feu on brûle les parties très sensibles du corps, on comprime avec des tenailles les organes sexuels, on brise les os dans le corps.

Ce ne sont pas là des contes douloureux et terribles. Ce sont des faits prouvés par les derniers procès politiques.

Les tortures durent parfois toute la nuit et parfois des révolutionnaires tenaces comme le camarade Grüning ont dû subir ce martyre pendant plusieurs nuits. Et, lorsque l'aveu ne vient pas, on exécute. On transporte les victimes à moitié mortes dans les carrières de sable et on les fusille contre les murs de la prison centrale. Le nombre des malheureux ainsi traités et exécutés dépasse actuellement le chiffre 70.

Les mauvais traitements et les tortures imposés aux révolutionnaires arrêtés se sont généralisés. On les pratique dans les caves des châteaux à Fokenhof, à Hofzumberge et ailleurs, comme dans les bâtiments de la police citadine. Depuis l'arrivée du gouverneur-général Moeller-Salkomelski ces horreurs sont devenues un système, et il ne se passe pas une nuit sans que des cris de douleur sortent de la chambre des tortures de Riga. Nous sommes en mesure de citer les noms des principaux bourreaux. Ce sont : le chef de la police secrète Michejff, ses aides Gregus et Davis, l'ex-forçat Otton, et divers membres du Selbstschutz des provinces baltiques. Dans ces derniers temps des femmes et jeunes filles ont été même jetées sur le banc de torture pour qu'aucune abomination ne fût inconnue de ces monstres...

Mais assez de toutes ces horreurs! Il n'est pas possible de faire ici une description complète de ce qui se passe dans les provinces baltiques. Ce que nous venons de relater suffira pour inspirer à tout être humain de pensée et de sentiment de l'effroi et de l'indignation. Le tzarisme rouge de sang et chargé de malédiction s'écroule, mais nulle part les actes sanguinaires accomplis par ses bourreaux ne sont aussi effrayants, nulle part le nombre des victimes, nulle part la lutte pour la liberté n'a été plus difficile que dans les provinces baltiques. L'Europe n'a plus vécu chose pareille depuis la Commune de Paris et nous considérons comme un devoir d'attirer sur ces faits l'attention du prolétariat international et de toute l'humanité civilisée. Nous espérons aussi qu'ils voudront répondre à l'appel de nos camarades de là-bas, d'autant plus que certaine presse bourgeoise de l'Europe a répandu sur le compte des révolutionnaires esthes et baltiques, les calomnies les plus infâmes, parce que les nobles bourreaux se présentent à l'étranger comme les flambeaux de la civilisation allemande, et qu'en cette qualité, on les a complimentés, chantés et même subsidiés. Il est du devoir de tout homme civilisé de cracher son mépris à la face de ces monstres, car ils sont une honte pour la civilisation et un outrage pour toute l'humanité. Il est surtout du devoir de la classe ouvrière internationale d'exprimer, à haute voix, son indignation sur ces horreurs et de faire son possible pour aider le prolétariat révolutionnaire de Russie à triompher.

Car c'est pour la liberté de la Russie que souffre et saigne le prolétariat conscient de Lettonie.

Le Comité exécutif :

Éd. ANSEELE, Ém. VANDERVELDE,  
Camille HUYSMANS, Secrétaire.

Bruxelles, le 4 février 1907.

*Rapport confidentiel pour décembre 1906 et janvier 1907.**Partie financière.*

## Arriéré des cotisations.

	Fin déc. 1906	1907	TOTAL
Parti socialiste autrichien	1 290,00 Frs	600,00 Frs	1 890,00 Frs
Section britannique		1 250,00	1 250,00
Social Democratic Federation	100,00		100,00
Parti social-démocrate allemand		2 500,00	2 500,00
International Socialist Club, Australie	200,00	200,00	400,00
Parti ouvrier belge			
Parti socialiste tchèque		600,00	600,00
Parti ouvrier social-démocrate bulgare		100,00	100,00
Parti social-démocrate bulgare		100,00	100,00
Parti socialiste danois	800,00	800,00	1 600,00
Socialist Party, États-Unis	875,00	625,00	1 500,00
Socialist Labor Party, États-Unis	625,00	625,00	1 250,00
Parti ouvrier espagnol		200,00	200,00
Section française		1 250,00	1 250,00
Parti socialiste finlandais		300,00	300,00
Parti ouvrier de Hollande	1 070,00	400,00	1 470,00
Parti socialiste hongrois	400,00	400,00	800,00
Parti socialiste italien	400,00	400,00	800,00
Parti socialiste japonais	275,00	100,00	375,00
Parti socialiste luxembourgeois	25,00	25,00	50,00
Parti ouvrier norvégien	200,00	200,00	400,00
Parti socialiste polonais (P.P.S.)		400,00	400,00
Parti social-démocrate polonais et lithuanien		200,00	200,00
Parti ouvrier, Russie		400,00	400,00
Parti socialiste révolutionnaire		400,00	400,00
Parti socialiste suisse	800,00	200,00	1 000,00
Parti socialiste serbe	200,00	100,00	300,00
République Argentine	400,00	200,00	600,00
Parti socialiste suédois		500,00	500,00
TOTAL . . . .	7 560,00 Frs	13 075,00 Frs	20 735,00 Frs

## Reçu pour le fonds russe (décembre 1907 - janvier 1907).

Paul Schweinburg, Chicago	25,00 Frs
Parti socialiste danois	800,00
L. Bolkowski, États-Unis	300,00
Albert Munkens, États-Unis	41,20
R. Glück, États-Unis	25,00
Kauffmann	16,00
Albert Munkens	25,75
Caisse de secours Liège	19,75
Groupe de Liège	92,90
TOTAL	8545,50 Frs

## Cotisations reçues.

Socialist Labor Party, États-Unis (cotisation 1905)	200,00 Frs
Parti ouvrier norvégien (cotisation 1905)	200,00
Parti socialiste polonais (P.P.S.) (cotisation 1906)	500,00
Parti ouvrier belge (cotisation 1907)	1000,00
TOTAL	1900,00 Frs

## XVII

## Rapport du mois de février 1907 [1].

*Fonds russe.*

1. Le Parti social-démocrate de Suède nous a annoncé, par une lettre du citoyen Wickmann, qu'il a entrepris au profit de la liberté en Russie une collecte qui a rapporté 1103,53 Frs. Cette somme a été utilisée sur place et a dû être complétée par un versement extraordinaire du Parti, car un nombre considérable de socialistes se sont enfuis en Suède et il a fallu leur donner aide et protection. Nos amis de Suède nous demandent de porter ceci à la connaissance des Partis affiliés. Ce qui est fait par la présente.

2. Le Comité exécutif avait fixé comme suit la répartition des fonds recueillis ces derniers mois :

- 30 % au Parti ouvrier social-démocrate de Russie,
- 25 % au Parti socialiste révolutionnaire russe,
- 20 % au Bound des ouvriers israélites,
- 15 % au Parti ouvrier letton,
- 12 % au Parti socialiste polonais (P.P.S.),
- 8 % au Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie.

Cette répartition n'a pas été approuvée par le citoyen Roubanovitch du Parti socialiste révolutionnaire, qui nous a fait parvenir la lettre suivante :

« Je suis obligé de protester énergiquement contre le nouveau mode de distribution que le Comité exécutif veut soumettre au vote du Bureau.

Je vous ai cité des faits et des arguments qui prouvent que rien, absolument rien ne justifiait cette tendance à mettre au sein du Bureau le Parti socialiste révolutionnaire dans une situation inférieure à celle du Parti social-démocrate. La différence entre l'ancien mode proposé par les délégués des deux Partis socialistes et adopté à l'unanimité par le Bureau et le nouveau projet proposé par le Comité exécutif ne peut être interprétée que comme une indication de l'infériorité de l'une de ces deux organisations par rapport à l'autre. Or, le rôle du Bureau consiste à chercher tout ce qui établit l'entente entre les Partis affiliés et non leur discorde.

N'oubliez pas que la tactique de combat du Parti socialiste révolutionnaire exige des frais énormes, n'oubliez pas non plus que la propagande et l'agitation parmi les paysans sur une vaste échelle nécessite aussi des grandes ressources, enfin ayez en vue que le Parti socialiste révolutionnaire prend une part très active aux élections de la Douma ; sans parler de la quantité énorme de camarades que ce Parti compte aux bagnes, dans les lieux de déportation et dans les prisons.

J'espère, cher Camarade, que votre loyauté vous dictera la manière de poser la question, c'est-à-dire que vous exposerez avec une égale impartialité les arguments pour et contre le nouveau mode de distribution que le Comité exécutif veut proposer au vote du Bureau.

Quant aux autres Partis, je trouve qu'il serait juste et conforme à la réalité des choses, de prélever sur la part du Parti ouvrier letton (12 %) une partie (6 %) pour l'Union social-démocrate lettone qui a pris part aux luttes dans les provinces baltiques et mérite l'attention du socialisme international au même titre que le Parti ouvrier letton. »

Le Comité exécutif du Bureau Socialiste International n'a nullement eu

[1] Dans le document original, par erreur, figure janvier.

l'intention de mettre l'un des Partis affiliés en infériorité. Il a voulu simplement tenir compte de ce qui lui paraissait être la force respective des organisations. Mais, comme il n'entend pas imposer son appréciation, il a résolu de consulter tous les membres du Bureau et il a mis en réserve la somme correspondant à la différence entre les deux modes de répartition. Il prie donc les membres du Bureau de bien vouloir lui écrire, avant le 15 mars, quel système a leur préférence.

Le système du Comité exécutif a été libellé ci-dessus (30 % aux social-démocrates, 25 % aux socialistes révolutionnaires). Le système du Parti socialiste révolutionnaire consiste à partager les  $\frac{55}{2}$  et à attribuer à chacun  $27,50\%$ .

Une somme de 16 000 Frs a été partagée entre les divers Partis socialistes de Russie de la façon suivante :

- 4 800,00 Frs au Parti social-démocrate de Russie (30 %),
- 4 000,00 Frs au Parti socialiste révolutionnaire (25 %),
- 3 200,00 Frs au Bound des ouvriers israélites (20 %),
- 2 400,00 Frs au Parti ouvrier letton (15 %),
- 1 920,00 Frs au Parti socialiste polonais (12 %),
- 1 280,00 Frs au Parti socialiste de Pologne et Lithuanie (8 %).

Une somme de 2 000 Frs a été envoyée à titre de subside extraordinaire au Parti social-démocrate arménien, qui a eu dans ces derniers temps des frais considérables et n'a pas participé au dernier partage.

Nous constatons à regret qu'un grand nombre des Partis affiliés négligent de payer leurs cotisations, qui avec les arriérés atteignent actuellement plus de 20 000 Frs.

#### *Partie confidentielle pour février.*

A la suite de la publication de la proposition du citoyen Roubanovitch nous avons reçu plusieurs lettres avec prière de prolonger de quelques semaines la clôture du vote, afin de permettre aux délégués d'entendre les deux cloches. Le Comité exécutif s'est rangé de cet avis, d'autant plus qu'une nouvelle proposition de partage nous est parvenue.

#### *Lettre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.*

« Nous avons lu avec grand étonnement dans la dernière circulaire du B.S.I. la protestation du citoyen Roubanovitch contre le mode de répartition présenté par le Comité exécutif (30 % au P.O.S.D.R. et 25 % au P.S.R.).

Ces chiffres prouvent que le Parti socialiste révolutionnaire touche 25 % tandis que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie en touche 30 %. Or, ce dernier est *au moins* deux fois plus nombreux que le Parti socialiste révolutionnaire. *Donc, si injustice il y a, c'est précisément le P.O.S.D.R. qui en souffre et s'il s'agissait de modifier le mode de répartition il faudrait le modifier en faveur de ce Parti.*

Il est presque inutile d'ajouter que le citoyen Roubanovitch se trouve dans une profonde erreur en supposant que les besoins de son Parti sont plus grands que ceux du nôtre, notre Parti étant composé de travailleurs qui ne possèdent pas les moyens que pourraient posséder les organisations composées en grande partie d'éléments provenant de couches plus aisées de la population et quant aux victimes, c'est toujours parmi les prolétaires qu'elles sont les plus nombreuses.

Nous savons bien que nos camarades de l'Europe occidentale ne sont pas très bien renseignés sur les forces relatives des deux Partis en question mais les organisations nationales qui sont affiliées au B.S.I. et dont le champ d'activité se trouve dans l'Europe russe (le Bound, le Parti ouvrier letton, le Parti socialiste polonais, etc.) peuvent bien témoigner de la véracité de ce

que nous affirmons. Nous proposons aux citoyens du Comité exécutif du Bureau d'en appeler aux dites organisations.

Georges PLEKHANOFF, A. BALABANOFF. »

*Lettre du Bound.*

« En ce qui concerne la distribution de l'argent, nous nous permettons de vous faire remarquer que le Parti social-démocrate allemand, qui a accordé le soutien le plus considérable à la Révolution, a distribué comme suit ses fonds :

- 40 % à la Social-démocratie de Russie,
- 20 % au Bound,
- 15 % à la Social-démocratie de Pologne,
- 15 % à la Social-démocratie lettone,
- 10 % aux socialistes révolutionnaires.

Pour fixer ce pourcentage, le Comité directeur du Parti social-démocrate allemand a réuni deux conférences des délégués des Partis de Russie et a pris des informations sur la force relative des divers organismes. Le P.P.S. n'avait pas participé pour des raisons spéciales à la répartition.

Pour ce qui concerne la proposition de 25 % que le Comité exécutif propose d'accorder aux socialistes révolutionnaires, nous estimons qu'elle est beaucoup trop élevée. Nous ne voulons pas répondre aux argumentations du citoyen Roubanovitch. Dans l'œuvre de propagande au sein des milieux paysans, le Parti socialiste révolutionnaire n'a plus du tout maintenu sa situation exceptionnelle antérieure. Ce travail est accompli en ce moment par toutes les organisations socialistes et également par le Bound. Dans la fraction social-démocrate de la Douma (65 députés) il y a 18 députés qui sont paysans ou élus par des paysans. Dans la fraction socialiste révolutionnaire (38 députés) il y a également 22 députés pareils, mais ceux-ci paraissent plutôt incliner vers les socialistes populistes et les travaillistes.

Nous ne pensons pas que les socialistes révolutionnaires aient pris une part active aux élections. Dans les curies ouvrières de Moscou et des autres villes industrielles, on a élu exclusivement des social-démocrates et non des socialistes révolutionnaires.

Dans l'activité du Bound, ce dernier n'a pas découvert des socialistes révolutionnaires concurrents, à l'occasion de cette campagne.

De nombreux membres de tous les Partis sont bannis ou incarcérés, mais à ce point de vue, le Parti socialiste révolutionnaire n'a pas droit à des égards particuliers de la part du Bureau. Quant aux grands frais qu'invoque Roubanovitch parce que son Parti aurait une méthode spéciale de travail, nous nous permettons de faire observer que cet argument a droit à fort peu de considération. En effet, c'est cette tactique terroriste que tous les Partis social-démocrates combattent le plus. Le Bureau ne peut donc l'encourager spécialement et le Parti socialiste révolutionnaire doit se contenter en cette matière de l'attitude neutre du Bureau.

Pour le Comité à l'étranger du Bound,

S. KURSKI. »

*Lettre du Parti ouvrier letton.*

« Nous sommes fort étonnés de la plainte du citoyen Roubanovitch qui critique la différence de 5 % entre son Parti et le Parti social-démocrate. Il y voit une diminution de son organisation, comme si le rôle d'un Parti



dans la Révolution dépendait d'un pour cent de répartition. Nous ne voyons pas de mauvaise intention dans la répartition du Comité exécutif et sommes d'avis que ce dernier a agi avec conscience. Nous n'entendons pas diminuer l'importance du Parti socialiste révolutionnaire et nous ne refusons pas notre admiration aux hommes courageux de cette organisation, mais il est inexact d'affirmer que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie et le Parti socialiste révolutionnaire sont des grandeurs égales. Dans la Révolution de Russie, seule la lutte des masses organisées peut triompher et triomphera, et dans cette bataille, le Parti socialiste révolutionnaire ne peut se comparer ni aux masses prolétariennes organisées, ni se mesurer à l'influence politique et morale de ces dernières. Ce fait a été démontré par les luttes des dernières années, confirmé par l'élection à la Douma, et il apparaîtra plus clairement encore dans l'Avenir.

Nous devons repousser catégoriquement la proposition Roubanovitch portant diminution de la quote-part à l'Union des social-démocrates lettons. Nous sommes un Parti solidement organisé et purement prolétarien. Nous luttons, comme le Bureau Socialiste International le sait, contre la réaction la plus sauvage et la plus cruelle. En ce moment, nous avons proportionnellement le plus grand nombre de victimes et toute diminution de soutien matériel nuirait à notre cause... En ce qui concerne l'Union des social-démocrates lettons, nous avons fait au sujet de ce groupement une déclaration publique. Nous avons invité l'Union à nous faire connaître le nombre de ses membres et à nous documenter sur son activité en Lettonie, mais l'Union se garda bien de nous répondre autrement que par des gros mots. Pour autant que nous soyons informés de la situation actuelle, nous pouvons dire que ce petit groupe a totalement disparu en Lettonie et tout au moins, l'on ne sait rien de son activité publique. Aux élections de la Douma, l'Union n'a lutté nulle part, tandis que la Social-démocratie de Lettonie a réuni sur ses candidats à Libau 6 500 voix et à Riga, un des membres de notre Comité directeur a été élu comme député à la Douma. (N. B. Riga a été avec Tiflis la seule grande ville industrielle de Russie dont le délégué à la Douma est social-démocrate.) En ce qui concerne la situation des Partis en Lettonie, nous avons déjà signalé ce fait, que seul le Bound et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie et non le Parti socialiste révolutionnaire, peuvent porter un jugement sur cette conjoncture car seules ces organisations travaillent dans notre pays à côté de nous.

O. BRAUN. »

*Lettre du Parti social-démocrate de Pologne et Lithuanie.*

« J'ai reçu votre rapport rectifié sur le mode de répartition proposé par le Comité exécutif et je m'empresse de faire mes réserves les plus énergiques. Je trouve ce mode injuste et inconvenable à plus d'un point de vue. D'abord je me demande par quel malentendu déplorable le Comité exécutif ait pu être porté à accorder la part minime (moindre qu'au Bound, qu'au Parti letton, même qu'au Parti socialiste nationaliste P.P.S.) à la Social-démocratie de Pologne et de Lithuanie, la plus puissante organisation du prolétariat polonais, celle qui marche aux premiers rangs de la révolution actuelle. Ensuite, je me permets d'observer que la répartition des fonds recueillis par les camarades de l'étranger pour les révolutionnaires de Russie et de Pologne en général ne devraient jamais prêter sujet aux frictions, surtout, dans le domaine si peu élevé des finances, ces frictions étant pourtant inévitables, si le mode de répartition essaye d'inventer une échelle graduée de la force ou de l'importance de ces organisations. Donc, je crois qu'il correspond le mieux et à la dignité et aux intérêts du mouvement révolutionnaire, si l'on applique le plus possible le principe de l'égalité en éliminant en général la question de

puissance respective. C'est sur ce terrain qu'avait posé la question le Comité directeur de la Social-démocratie allemande, qui partageait ses fonds d'après le mode suivant :

- 40 % à la Social-démocratie russe,
- 20 % à la Social-démocratie polonaise,
- 20 % au Parti ouvrier letton,
- 20 % au Bound.

Puisque le Bureau Socialiste International accorde des parts encore aux deux Partis affiliés : les socialistes révolutionnaires et le Parti socialiste polonais (P.P.S.) le mode à accepter d'après ce principe serait :

- 26 % au Parti ouvrier social-démocrate de Russie,
- 26 % au Parti socialiste révolutionnaire,
- 12 % au Bound,
- 12 % au Parti ouvrier letton,
- 12 % au Parti social-démocrate de Pologne et Lithanie,
- 12 % au Parti socialiste polonais.

Puisque ce changement diminue, en outre — comparé au mode présenté par le Comité exécutif — légèrement la part des deux Partis, en augmentant celle de quatre Partis, et surtout en accordant au mouvement russe plus de la moitié des sommes totales, j'espère que ma proposition sera acceptée par le Bureau.

Rosa LUXEMBOURG. »

En réponse à ces lettres de tendances diverses, le Comité exécutif tient à justifier brièvement son opinion.

1. Il estime sincèrement que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie est plus fort que ne le croit le Parti socialiste révolutionnaire, mais il ne croit pas que le Parti socialiste révolutionnaire soit de valeur aussi relative que le pense le représentant du Bound.

2. Il ne croit pas que les documents produits prouvent que l'Union lettone puisse se prévaloir d'une influence permettant de demander la moitié de la quote-part dévolue à la Social-démocratie de Lettonie.

3. Il croit que le résultat des élections justifie pleinement son appréciation des forces respectives.

4. Il croit que la citoyenne Luxembourg fait erreur en fixant à 40, 20, 20 et 20 le système de répartition adopté actuellement par nos camarades allemands. Le Comité directeur du Parti social-démocrate allemand a parfaitement adopté un système de répartition, élaboré d'après son appréciation des forces respectives.

Comme dix membres seulement ont envoyé leur réponse à la date du 29 mars nous prions les délégués de bien vouloir répondre aux questions suivantes avant le 1<sup>er</sup> mai.

1. Proposition Roubanovitch :

a) Êtes-vous partisan d'une répartition égalitaire, entre le Parti ouvrier social-démocrate de Russie et le Parti socialiste révolutionnaire Russe?

b) De l'attribution de la moitié de la quote-part de la Social-démocratie de Lettonie à l'Union des social-démocrates lettons?

2. Préférez-vous le partage proposé par la citoyenne Luxembourg, qui attribue :

- 26 % au Parti ouvrier social-démocrate de Russie,
- 26 % au Parti socialiste révolutionnaire russe,
- 12 % au Bound,
- 12 % au Parti socialiste polonais,
- 12 % au Parti ouvrier letton,
- 12 % au Parti social-démocrate de Pologne et Lithuanie.

3. Préférez-vous la proposition du Comité exécutif du Bureau, libellée comme suit :

- 30 % au Parti ouvrier social-démocrate de Russie,
- 25 % au Parti socialiste révolutionnaire Russe,
- 15 % au Bound,
- 12 % à la Social-démocratie de Lettonie,
- 10 % au Parti socialiste polonais (P.P.S.),
- 8 % au Parti social-démocrate de Pologne et Lithuanie.

Le Comité central du Parti socialiste polonais (P.P.S.) nous a fait parvenir la lettre suivante :

« Au dernier Congrès de notre Parti qui a eu lieu au mois de novembre dernier, après une discussion approfondie, une résolution a été votée constatant que plusieurs membres de notre organisation de combat s'étaient mis en dehors du Parti; cette décision a été prise à la suite de l'insubordination systématique de ces membres, découlant d'une conception de la tactique en discordance avec la tactique officielle et établie du Parti.

Après que la résolution en question fut votée par une majorité de plus de deux tiers des délégués au Congrès — un quart des délégués quittèrent le Congrès, déclarant ne pas vouloir s'y soumettre [2].

Ces scissionnistes fondèrent bientôt un groupe à part se nommant 'fraction révolutionnaire du P.P.S.' et entamèrent une campagne tendant à introduire la division dans les organisations ouvrières. Notre parti résista en général à ces tentatives destructives de la soi-disant 'fraction révolutionnaire'.

Malheureusement les promoteurs de la scission réussirent à induire en erreur une partie de nos camarades de la Pologne autrichienne en leur faisant croire qu'ils constituent effectivement une faction du P.P.S. parallèle au Parti lui-même. Le citoyen Diamand, délégué au Bureau Socialiste International, est de ce nombre. Ainsi, ayant reçu dernièrement par votre intermédiaire environ 1 200 Frs pour nous les transmettre — il nous proposa de partager arbitrairement cette somme en deux parties égales entre le P.P.S. et le groupe scissionniste. Nous avons rejeté cette proposition et l'argent se trouve entre les mains du citoyen Diamand.

Pour éviter à l'avenir de pareils malentendus nous vous prions d'adresser les sommes revenant au P.P.S. et provenant du partage de l'argent destiné aux révolutionnaires de Russie, directement au citoyen Dr Zygmunt Marek, 17 Poselska, Cracovie (Pologne Autrichienne).

Pour le Comité central  
du Parti socialiste polonais :

H. WALECKI. »

Nous avons transmis copie de cette lettre au citoyen Diamand, délégué du P.P.S. au Bureau Socialiste International, qui nous a fait parvenir la réponse suivante :

« 23 février 1907

Je viens de recevoir copie de la lettre qui vous a été adressée par le Comité Central du P.P.S. Je vous ai déjà renseigné sur la scission qui s'est produite dans le P.P.S. Nous avons en Pologne deux P.P.S. L'un d'eux porte le sous-titre de 'fraction révolutionnaire'. L'idée de partager la somme destinée au P.P.S. en deux parties égales ne provient pas de moi. Elle a été proposée aux deux fractions du P.P.S. par le Comité du secours de Cracovie. Autant qu'il

[2] Sur cette scission, cf. A. Zarnowska, *Geneza rozłamu w Polskiej Partii Socjalistycznej 1904-1906*, Varsovie, 1965, p. 434-71.

m'est connu la fraction révolutionnaire a accepté cette répartition, tandis que l'autre fraction se tient au raisonnement exposé dans la lettre que le Comité central vous a adressée. Aucune décision définitive n'a été prise. Les sommes que vous m'avez envoyées ont été déposées par moi dans une caisse d'épargne en attendant la décision définitive. »

« 29 mars 1907

Ci-inclus vous recevrez, pour transmission, une lettre de la fraction révolutionnaire du P.P.S. Je vous annonce à cette occasion [que] dans les premiers jours du mois de mars a eu lieu un Congrès de cette fraction, dont les résolutions traduites vous seront communiquées.

H. DIAMAND. »

*Lettre de la fraction révolutionnaire du P.P.S.*

« 18 mars 1907

Le citoyen Herman Diamand nous a communiqué la lettre du soi-disant 'Comité central ouvrier du P.P.S.' du 19 février, adressée au secrétariat du Bureau. Voici notre réponse :

La discorde dans les rangs du P.P.S. n'est pas, malheureusement, un fait nouveau, et le conflit qui a éclaté pendant le 9<sup>e</sup> Congrès du P.P.S. n'a fait que clore une longue période de luttes intestines. Une majorité toute accidentelle (les faits postérieurs l'ont prouvé) a décidé alors d'expulser du Parti 'l'Organisation de combat' et de détruire ainsi notre meilleure arme dans la lutte contre le tzarisme, de nous priver du concours de tous ceux qui depuis deux ans versent leur sang, en défendant la cause du prolétariat contre les attaques du gouvernement russe (l'organisation de combat ayant pour mission la lutte à main armée contre la police et les soldats). L'expulsion de l'Organisation de combat ne devait être que le prélude d'un changement total de notre programme et de notre tactique. Tout en étant en minorité au Congrès, nous ne pouvions accepter cette décision, car nous nous rendions compte qu'elle aurait pour résultat la destruction du Parti. Nous en avons appelé au prolétariat organisé et nous nous sommes constitués comme 'fraction révolutionnaire du Parti socialiste polonais'. Nous nous rendions pourtant compte que nous avions le droit de nous considérer comme les seuls vrais représentants du P.P.S., car c'est nous qui l'avons fondé et qui défendons son programme, si bien éprouvé pendant 15 années de lutte; mais, désirant éviter autant que possible tout ce qui pourrait envenimer la lutte, nous avons pris la dénomination de 'fraction', ne déniait pas à nos adversaires le droit de se considérer comme une autre fraction (modérée) du P.P.S.

Quand nous avons apporté aux organisations ouvrières la nouvelle de l'expulsion du Parti de l'Organisation de combat, un cri unanime d'indignation a retenti dans tout le pays et la grande majorité des Camarades s'est rangée de notre côté. Actuellement, des 17 circonscriptions de notre Parti d'avant la division, une seule (la plus faible) ne contient que des membres de la 'fraction modérée', une s'est déclarée neutre, une a cessé d'exister; dans tout le reste du pays (entre autres dans les grandes agglomérations ouvrières de Lodz, Chestochowa, Dombrowa, Varsovie) nous avons la totalité de bien la grande majorité des organisations ouvrières [sic] [3]. La 'fraction modérée'

[3] Une carte d'implantation des diverses organisations socialistes en Pologne, se trouve dans l'ouvrage cité d'A. Zarnowska, p. 464.

nous est supérieure seulement dans une circonscription rurale et dans plusieurs petits groupes d'étudiants polonais à l'étranger. Nous avons reconstitué sept périodiques du Parti, imprimés clandestinement, qui apparaissent régulièrement, et dernièrement nous avons tenu notre premier Congrès, qui a constaté que les 3/4 de l'ancienne organisation appartiennent à la 'fraction révolutionnaire' [4]. Enfin, étant partisans résolus de la réunification du Parti, nous avons invité la fraction modérée à un Congrès commun, ce qui a été rejeté par son Comité central ouvrier, sous un prétexte futile. Quoique étant certains que la minorité des camarades, restée dans les rangs de la fraction modérée se joindra bientôt à notre Parti, et que l'union du Parti redeviendra un fait, nous avons décidé de garder le nom de 'fraction', et nous acceptons toute invitation à délibérer en commun sur les moyens de reconstruire l'union. Mais nous ne pouvons admettre que la minorité constituant le soi-disant P.P.S. se considère comme seuls représentants du Parti. Aussi nous avons invité le citoyen H. Diamand à garder les fonds, destinés au P.P.S. en dépôt, jusqu'à entente amiable, et à ne verser entre les mains des Comités centraux ouvriers des deux fractions que les sommes qui leur sont spécialement destinées, à quoi il a consenti.

Nous devons ajouter que les représentants du Parti socialiste polonais de la Pologne autrichienne et prussienne ont accepté l'invitation à notre Congrès et y ont pris part et que l'organisation ouvrière du P.P.S. aux États-Unis d'Amérique (polonaise et juive) s'est rangée de notre côté, enfin que le citoyen Herman Diamand reste le représentant de notre fraction ainsi que des Partis socialistes polonais de l'Autriche et de la Prusse, au Bureau Socialiste International.

Nous vous enverrons bientôt la traduction de notre programme ainsi que le compte rendu de la réunion du Parti.

Pour le Comité étranger  
de la fraction révolutionnaire du P.P.S. :

A. DRONSKI. »

Dans le courant du mois de février, nous avons reçu pour le fonds russe les sommes suivantes :

de la Liverpool Fabian Society	227,50 Frs
du citoyen Albert Munkens, États-Unis	51,50
du Parti socialiste espagnol	2 500,00
TOTAL . . .	<u>2 779,00 Frs</u>

Des membres du Bureau nous ont demandé un relevé des sommes qui nous ont été transmises par les Partis affiliés pour le fonds russe. Le voici :

Parti ouvrier belge	4 000,00 Frs
	2 700,00
	176,04
	7 000,00
	1 000,00
	<u>14 876,04 Frs</u>
Parti socialiste tchèque	2 202,41 Frs
	337,43
	633,65
	<u>3 173,49 Frs</u>

[4] Pour les détails, cf. le compte rendu présenté au Congrès international de Stuttgart par le Parti socialiste polonais (fraction révolutionnaire) sous le titre *Compte rendu de l'action du Parti socialiste polonais*, Paris, Imprimerie V. Goupy, 1907, 31 p.

Parti socialiste danois	685,00 Frs 410,25 78,35 1 382,17 3 500,00 3 500,00 4 000,00 5 000,00 6 000,00 8 000,00 <hr/> 32 555,77
Parti ouvrier social-démocrate hollandais	1 666,80 Frs 1 251,90 208,80 879,75 6 243,50 309,00 620,00 828,00 248,40 <hr/> 12 255,65 Frs
Socialist Labor Party, États-Unis	580,00 Frs 1 033,75 1 033,75 2 060,00 3 097,50 1 550,63 1 035,00 1 036,25 1 035,00 <hr/> 12 462,08 Frs
Socialist Party, États-Unis	5 363,92 Frs 4 712,25 728,80 119,20 470,25 <hr/> 11 394,42 Frs
Parti socialiste hongrois	2 088,20 Frs 731,15 1 300,00 <hr/> 4 119,35 Frs
Parti socialiste suédois	620,00 Frs 537,00 250,09 258,72 <hr/> 1 665,81 Frs
Parti socialiste espagnol	2 800,00 Frs 2 500,00 <hr/> 5 300,00
Parti socialiste argentin	1 915,21 Frs 183,24 665,20 <hr/> 2 763,65 Frs

Parti socialiste (section française)	2 000,00 Frs
	1 200,00
	600,00
	<u>3 800,00 Frs</u>
Parti socialiste suisse	543,15 Frs
	200,00
	256,20
	243,50
	<u>1 242,85 Frs</u>
Parti socialiste italien	4 500,00 Frs
	4 500,00
	<u>9 000,00 Frs</u>
Australie	125,60 Frs
	257,30
	150,50
	<u>533,40 Frs</u>
Canada	206,00 Frs
	401,70
	<u>607,70 Frs</u>
Parti ouvrier norvégien	141,16 Frs
Section anglaise	660,00
Fédération socialiste de Bahia	214,52
Parti socialiste serbe	55,00
Parti socialiste luxembourgeois	30,00
Collectes faites par la citoyenne Balabanoff	2 000,00
	500,00
	500,00
	<u>3 000,00 Frs</u>

## Récapitulation.

Belgique	14 876,04 Frs
Bohême	3 173,49
Danemark	32 555,77
Socialist Party, États-Unis	11 394,42
Socialist Labor Party, États-Unis	12 462,08
Parti ouvrier social-démocrate hollandais	12 255,65
Parti socialiste hongrois	4 119,35
Parti socialiste suédois	1 665,81
Parti socialiste espagnol	5 300,00
Parti socialiste argentin	2 763,65
Parti socialiste (section française)	3 800,00
Parti socialiste italien	9 000,00
Parti socialiste suisse	1 242,85
Australie	533,40
Canada	607,70
Norvège	141,16
Section anglaise	660,00
Brésil	214,52
Serbie et Luxembourg	85,00
	<u>TOTAL . . . 116 850,89 Frs</u>

Collectes faites par la citoyenne Balabanoff	3 000,00 Frs
Groupes isolés et particuliers	7 984,60

TOTAL au 28 février 1907 . . . 127 835,49 Frs

Branting nous a signalé qu'en outre, son parti a dépensé sur place, pour les réfugiés politiques de Russie une somme de 11 103,53 Frs et non de 1 103,53 comme il nous a été annoncé d'abord.

#### Cotisations.

Pendant le mois de février nous avons reçu les cotisations suivantes :

du Parti social-démocrate allemand (cotisation 1907)	2 500,00 Frs
du Parti social-démocrate autrichien (cotisation 1907)	600,00
du Parti socialiste tchèque (cotisation 1907)	600,00
TOTAL . . . .	<u>3 700,00 Frs</u>

#### Cotisations dues au 31 décembre 1907 (28 février 1907).

	Arriéré à fin déc. 1906	Cotisation 1907	TOTAL
Parti socialiste autrichien	1 290,00 Frs		1 290,00 Frs
Section britannique		1 250,00 Frs	1 250,00
Social Democratic Federation	100,00		100,00
Australie		200,00	200,00
Parti social-démocrate bulgare		100,00	100,00
Parti socialiste danois	800,00	800,00	1 600,00
Socialist Party, États-Unis		625,00	625,00
Socialist Labor Party, États-Unis	625,00	625,00	1 250,00
Parti ouvrier espagnol		200,00	200,00
Parti socialiste finlandais		300,00	300,00
Parti ouvrier, Hollande	654,00	400,00	1 054,00
Parti socialiste hongrois		400,00	400,00
Parti socialiste italien		400,00	400,00
Parti socialiste japonais	275,00	100,00	375,00
Parti socialiste luxembourgeois	25,00	25,00	50,00
Parti ouvrier norvégien		200,00	200,00
Parti socialiste polonais			
Parti socialiste de Pologne et Lithuanie			
Parti ouvrier de Russie			
Parti socialiste suisse	800,00	200,00	1 000,00
Parti socialiste serbe	200,00	100,00	300,00
République Argentine	400,00	200,00	600,00

Nous prions les Partis socialistes qui sont en retard de paiement, de nous faire parvenir leur cotisation dans le plus bref délai possible.

Le Comité exécutif :

Éd. ANSEELE, Émile VANDERVELDE  
Camille HUYSMANS, *Secrétaire*.

Nous avons reçu, après le tirage des pages précédentes de notre rapport la lettre suivante du Comité directeur allemand relative à notre demande de nous indiquer le mode de partage des fonds recueillis en Allemagne :

« Cher Camarade,

En réponse à votre lettre du 20 mars, nous vous communiquons que, après de nombreuses modifications, nous avons établi le mode suivant de répartition :

35 % au Groupe unifié Axelrod-Lénine,

17,5 % au Bound,

15 % au Parti social-démocrate de Pologne et Lithuanie,



12,5 % au Parti socialiste polonais (P.P.S.),  
 10 % au Parti ouvrier letton,  
 10 % au Parti socialiste révolutionnaire.

Ce mode employé par nous depuis un long temps n'a pas rencontré une approbation générale et il a été combattu ainsi que tout autre mode de répartition.

Salutations fraternelles.

A. GERISCH. »

## XVIII

### Rapport confidentiel pour les mois de mars et mai 1907.

Bruxelles, le 10 juin 1907

Pendant les mois de mars, avril et mai nous avons reçu pour le fonds russe les sommes suivantes :

du citoyen Bretschneider, États-Unis	401,70 Frs
du citoyen Albert Munkens, États-Unis	51,50
du Parti socialiste danois (Knudsen)	4 000,00
	1 500,00
de la Camera del lavoro, Faenza	79,40
du Parti socialiste serbe	200,00
de l'International Socialist Club, Australie	126,00
du citoyen Fisher, de New York	94,75
du Comité de secours aux sans-travail, Lausanne	1 150,00
du Parti socialiste (section française)	750,00
	<hr/>
TOTAL . . . .	8 353,35 Frs

Relativement aux diverses propositions de partage des fonds russes, soumises aux membres du Bureau, 10 délégués seulement ont répondu, 7 ont voté pour la proposition du Comité exécutif, 3 pour celle du citoyen Roubanovitch et personne pour celle de la citoyenne Luxembourg. Nous prions les membres présents qui n'auraient pas répondu, de se prononcer ici.

Pendant ces trois derniers mois, nous avons reçu les cotisations suivantes :

Parti socialiste suédois (cotisation pour 1907)	500,00 Frs
Socialist Party, États-Unis (arriéré à fin 1906)	875,00
Parti socialiste italien (cotisation pour 1906)	400,00
International Socialist Club, Australie (cotisation pour 1906)	200,90
Parti socialiste hongrois (cotisation pour 1906)	400,00
Parti socialiste révolutionnaire russe (cotisation pour 1907)	400,00
Section française de l'Internationale Ouvrière (cotisation pour 1907)	1 250,00
Parti ouvrier social-démocrate de Hollande (sur arriéré)	416,00
	<hr/>
TOTAL . . . .	4 441,90 Frs

Partis	Affiliés aux organisations			Nombre
	politiques syndicales		coopér.	
Parti socialiste argentin	3 000	20 000		3 500
État Victoria, Australie				
Parti ouvrier social-démocrate bulgare	1 014	1 970	2 000	786
Union ouvrière du 1 <sup>er</sup> Mai, Bolivie				
Parti socialiste, Canada				
Socialist Party, États-Unis	35 000			

Socialist Labor Party, États-Unis				24 880
Parti ouvrier socialiste, Espagne	6 000	36 537		23 000
Parti social-démocrate, Finlande	70 000			
Parti socialiste italien	42 860	365 054		
Parti ouvrier norvégien		25 308		45 000
Organisation social-démocrate ouvrière arménienne		2 000		
Parti socialiste, France	52 000			896 000
Parti socialiste hongrois		153 332		
Union social-démocrate, Danemark		92 627		
Parti socialiste autrichien		323 099		
Parti socialiste serbe		5 074		
Parti social-démocrate allemand				3 258 968
Parti ouvrier social-démocrate, Hollande	7 471	36 000	6 800	65 743
Parti socialiste suisse	20 337	50 000	150 000	70 000
Parti ouvrier social-démocrate suédois	63 023			
Parti ouvrier belge	145 781	35 624		469 094
Section anglaise de l'Internationale				
Parti ouvrier social-démocrate russe				
Parti socialiste révolutionnaire russe				

Voici la liste des Partis en retard de paiement :

	1906	Arriérés 1907	TOTAL
Parti socialiste autrichien	1 290,00 Frs		1 290,00 Frs
Section anglaise de l'Internationale		1 250,00 Frs	1 250,00
Social Democratic Federation	100,00		100,00
International Socialist Club, Australie		200,00	200,00
Parti ouvrier social-démocrate bulgare (Sakasoff)			100,00
Parti ouvrier social-démocrate bulgare (Kirkow)			100,00
Union social-démocratique, Danemark	800,00	800,00	1 600,00
Socialist Party, États-Unis		625,00	625,00
Socialist Labor Party, États-Unis	625,00	625,00	1 250,00
Parti ouvrier espagnol		200,00	200,00
Parti social-démocrate finlandais		300,00	300,00
Parti ouvrier social-démocrate de Hollande	654,00	400,00	1 054,00
Parti socialiste hongrois		400,00	400,00
Parti socialiste italien		400,00	400,00
Parti socialiste japonais	275,00	100,00	375,00
Parti socialiste luxembourgeois	25,00	25,00	50,00
Parti ouvrier norvégien	200,00	200,000	400,00
Parti socialiste polonais		400,00	400,00
Parti social-démocrate de Pologne et Lituanie		200,00	200,00
Parti ouvrier social - démocrate de Russie		400,00	400,00
Parti socialiste suisse	800,00	200,00	1 000,00
Parti socialiste serbe	200,00	100,00	300,00
Parti socialiste argentin	400,00	200,00	600,00
TOTAL....	5 369,00 Frs	7 225,00 Frs	12 594,00 Frs

#### Compte fonds russe.

En caisse au 10 novembre 1906		24 725,72 Frs
Entrées générales jusqu'au 10 juin 1907		28 120,73
	TOTAL....	52 846,45 Frs
Sorties au 9 juin 1907		45 458,60
	En caisse à ce jour....	7 387,95 Frs

Compte du secrétariat.  
(Caisse administrative).

En caisse au 10 novembre 1906		4 021,28 Frs
Entrées à ce jour	16 097,75 Frs	
Sorties à ce jour	12 757,90 Frs	3 339,85
	En caisse à ce jour...	<u>7 361,13 Frs</u>

Compte général.

En caisse au 10 novembre 1906		28 747,00 Frs
Recettes générales à ce jour		44 218,48
	TOTAL...	<u>72 965,48 Frs</u>
Sorties générales à ce jour		58 216,50
	Différence...	<u>14 748,98 Frs</u>
Compte fonds russe		7 387,85
	A ce jour, encaisse administrative...	<u>7 361,13 Frs</u>

Le 10 juin 1907.

## XIX

### Rapport des mois d'avril et mai 1907.

#### *Demandes d'affiliation au Bureau.*

##### a) Du Parti ouvrier sioniste socialiste.

Le Comité central du Parti ouvrier sioniste socialiste demande que son organisation obtienne l'affiliation au Bureau. Il se déclare Parti social-démocrate par sa tactique et par son programme. Comme Parti du prolétariat juif, il a pour but spécial d'aider à créer un centre autonome pour l'émigration juive. Le nombre des prolétaires organisés comme membres du Parti est évalué à 24 000.

Le signataire de la lettre, le secrétaire Bergman, annonce qu'il enverra prochainement un compte rendu détaillé de l'activité politique ainsi qu'un exposé des principes théoriques de son parti [1].

##### b) Du Parti ouvrier social-démocrate juif Poale Zion.

La lettre de ce Parti est libellée comme suit :

« Le Parti ouvrier socialiste juif Poale Zion charge les comités soussignés de ses fédérations en Russie, Autriche et Amérique, de demander leur affiliation à l'Internationale des Travailleurs.

Le Parti ouvrier social-démocrate juif Poale-Zion, est basé sur les principes socialistes, reconnaît la socialisation des moyens de production comme but et la lutte de classes économique et politique, ainsi que la conquête des pouvoirs politiques par le prolétariat comme moyen pour mettre fin définitivement au régime capitaliste et à la domination de classe de la bourgeoisie.

Le Parti ouvrier social-démocrate juif Poale Zion est une organisation socialiste mondiale du prolétariat juif et il possède des fédérations dans tous les

[1] Sur les discussions que ces demandes provoquèrent, cf. l'étude de E. Mendelsohn, « The Jewish Socialist Movement and the Second International 1889-1914 : The Struggle for Recognition », *Jewish Social Studies*, vol. XXVI, 1964, N° 3, p. 131-45.

pays, où la classe ouvrière juive est concentrée en grand nombre, avant tout en Russie (Parti ouvrier social démocrate juif Poale Zion de Russie), en Autriche, aux États-Unis d'Amérique, puis au Canada, en Angleterre et en Palestine. Notre organisation n'est pas limitée par les États. Elle englobe tous les prolétaires qui appartiennent au peuple juif.

Le peuple juif ne vit pas seulement sous différents gouvernements, il est aussi disséminé territorialement, mais uni nationalement par des conditions de développement et de production identiques, — par son histoire, par son développement économique, par ses mœurs, par sa culture. Il s'est formé une classe ouvrière juive qui a des intérêts et des problèmes communs par suite de l'exploitation capitaliste et des effets de la question juive.

Il existe, en effet, une question juive pour le prolétariat juif, conséquence d'une dépendance matérielle et de la mutilation économique du peuple juif. La classification économique anormale du peuple juif, le manque d'une classe de paysans, d'une classe de gros propriétaires terriens, d'un prolétariat de grande industrie et du travail manuel, qui représentent la grande majorité du peuple juif, et enfin la concentration de la classe ouvrière juive dans cette toute petite industrie juive, — tout cela provoque des conditions sociales spéciales au sein du judaïsme et suffirait pour justifier l'union du prolétariat juif dans un seul Parti ouvrier. Cependant, la situation du prolétariat juif présente dans toutes les contrées qu'il habite, quelles que soient ses conditions politiques, des particularités d'une nature beaucoup plus décisive. Nous les énumérons ici brièvement pour éclairer notre point de vue.

La disparition du capital marchand juif dans le capital d'entreprise international, et par là même la naissance d'une grande bourgeoisie juive, ne créa pas un prolétariat juif correspondant.

La classe ouvrière juive est concentrée en un petit nombre de branches de productions techniques arriérées, qui ont un caractère de petite industrie, d'artisans ou de travail industriel à domicile. Tandis que l'agonie de la petite industrie conduit à la disparition de cette industrie naine, dépassée dans son développement par la grande industrie, les masses paysannes déracinées et prolétarisées ont été de nouveau attirées par le capitalisme vigilant, auquel elles livrent une armée d'esclaves salariés.

Les prolétaires artisans juifs, qui n'ont plus ni propriété ni travail, sont cependant tenus à l'écart de la grande industrie moderne et, notamment, des branches de production qui donnent en mains du prolétariat les fils les plus importants de la vie économique.

Le prolétariat juif de Russie, d'Autriche, d'Amérique et d'Angleterre n'a pas eu accès à la production des matières brutes, des moyens de production et de transport, ainsi que dans d'autres branches de production qui se trouvent plus haut sur l'échelle économique et technique.

Par cette différenciation économique anormale du peuple juif, la concurrence nationale des masses prolétariennes non juives, qui a été favorisée par des préjugés réactionnaires, le développement peu considérable et languissant du prolétariat juif et le déclassement de grandes couches du peuple juif, ont mis des obstacles à la lutte de classe du prolétariat juif, dont la position de combat marque un affaiblissement.

La classe ouvrière juive, enchaînée à des formes de travail arriérées, livrée à l'exploitation la plus effrénée, reconnaît la nécessité de mettre fin à cette situation qui l'opprime et qui peut être considérée comme la question juive du prolétariat juif. La classe ouvrière juive, consciente de son devoir, veut introduire une transformation radicale dans les conditions vitales du peuple juif.

Les tendances objectives de cette transformation se manifestent dans tous les actes de la vie du peuple juif, principalement dans l'émigration en masse des juifs. Pendant les vingt-cinq dernières années, près de un million six cent

mille juifs (en plus grande partie des artisans) ont quitté les ghettos de Russie, d'Autriche (Galicie) et de Roumanie, pour trouver du travail de l'autre côté de la Manche et de l'Océan. Cette émigration effrayante est favorisée, en Russie notamment, par les poursuites politiques, mais elle est en fait un véritable phénomène économique, ce qui se confirme par le fait que l'émigration juive d'Autriche (de Galicie et de Bucovine) est relativement plus considérable que l'émigration de Russie, et qu'elle se dirige, malgré le manque de limitation légale, non vers les pays voisins comme la Moravie et la Bohême, mais vers la lointaine ville de New York.

L'émigration juive actuelle n'est pas une solution de la question juive. Elle ne pousse pas à un développement supérieur. Les émigrants juifs sont plus souvent victimes, dans les pays d'émigration, du 'sweating system', et ils excitent l'indignation de la population ouvrière anglaise et américaine, menacée par cette invasion. L'émigration juive vers des pays de culture plus élevée et de production capitaliste développée, rendue plus difficile par les lois sur les étrangers (Angleterre), change leur direction et la pousse vers les pays de culture moins développée. La colonisation d'un pays non développé, la prise de possession par les masses ouvrières juives de toutes les positions économiques importantes, et la création d'une unité industrielle juive peuvent seules garantir le déplacement sans entraves des forces productives du peuple juif.

L'émigration juive ne peut pas se faire vers les pays de colonisation agricole plus développée, comme celle d'un peuple de paysans. Leur direction est déterminée par la structure économique particulière des masses juives destinées à devenir des colons, qui, depuis des centaines d'années, constituent exclusivement une population urbaine. L'émigration juive se dirige vers un pays, dont la situation géographique et économique permet une colonisation commerciale et industrielle à grande échelle, qui surmonte les difficultés inhérentes au passage des citadins à la culture agricole par l'appropriation à la culture intensive, laquelle est plus facilement abordable aux citadins, et possède la force d'attraction, d'attacher les masses juives à ce sol.

Ce pays est la patrie historique du peuple juif, la Palestine. L'émigration juive vers ce pays juif s'accroît de plus en plus. Une organisation nationale du Parti ouvrier social-démocrate juif Poale Zion et une organisation professionnelle des ouvriers juifs de ce pays ont déjà été créées.

Les socialistes juifs, organisés dans le Parti Poale Zion, voient l'unique solution possible et nécessaire du problème juif dans la solution territoriale de la question juive, par la création d'une communauté juive en Palestine. Cette revendication est le point le plus important du programme minimum du Parti Poale Zion. Dans les pays habités par le prolétariat juif, notre Parti lutte côte à côte avec les prolétaires conscients de toutes langues : sur les barricades de Russie pour la libération des chaînes de l'absolutisme, en Autriche pour le suffrage universel et contre la politique de répression de la population polonaise, en Amérique pour le développement de la conscience socialiste.

D'après la dernière résolution du Bureau Socialiste International, la représentation au dit Bureau n'est plus réglée d'après les États, mais d'après les nations. Le Parti ouvrier socialiste juif Poale Zion, qui compte plus de 19 000 ouvriers juifs organisés en Russie, Autriche, Amérique, Angleterre et Palestine, demande au Bureau Socialiste International de lui donner, en sa qualité de Parti socialiste de prolétaires de nationalité juive, une représentation au Bureau Socialiste International.

Au nom du Comité central  
du Parti ouvrier social-démocrate juif Poale Zion :  
David STURMANN, *Secrétaire*, Vilna.

Au nom du Comité exécutif en Autriche :

Dr Josef MARGULIES, *Secrétaire*, 27, Sebestyana, Cracovie.

Au nom du Comité central de l'Amérique et du Canada :

ROSOWSKY, *Secrétaire*, 165, E. Broadway, New York. »

### *L'unification socialiste.*

— Afrique du Sud. Le citoyen W. Sutherland, de Johannesburg, nous annonce la constitution de la South African socialist Conference, composée des organisations suivantes et destinée à réaliser l'Unité socialiste dans l'Afrique du Sud : Independent Labour Party of the Transvaal; Sozialistisches Verein Vorwaerts, Johannesburg; Federazione socialista Carlo Marx, Johannesburg; Society of Friends of Russian Freedom; Social Democratic Federation, Cape Town; Social Democratic Federation, Durban-Natal.

Cette conférence a déjà résolu d'envoyer trois délégués au Congrès international de Stuttgart, à savoir : les camarades Lucas, Israelstam et Right-house [2].

Le citoyen W. Sutherland, P.O. Box 5493, Johannesburg, a été désigné comme correspondant de la Conférence au Bureau Socialiste International.

— Australie. Le citoyen Tom Mann fait en ce moment une campagne identique en Australie pour unifier tous les organismes socialistes. Il a fait appel aux groupements suivants :

The Socialist Labor Party (Sydney); The Social Democratic Federation (Sydney); The International Socialist Club (Sydney); The Socialist Vanguard (Brisbane); The Social Democratic Club (Broken Hill); The Socialist Propaganda Group (Broken Hill); The Social Democratic Federation (Kalgoorlie); The Socialist Party of Victoria.

La revue *International Socialist Review*, éditée par l'International Socialist Club de Sydney, qui est affilié au B.S.I., fait une propagande identique dont le succès semble assuré.

### *Les délégués au Bureau Socialiste International.*

— Hongrie. Le Parti social-démocrate hongrois nous annonce que les deux délégués au Bureau Socialiste International sont actuellement les citoyens Dr Jakob Weltner et Desidere Bokanyi.

### *Les extraditions à la Russie.*

— L'affaire Kilaczycki [3]. Une des nombreuses affaires relatives aux événements de Russie a été la demande d'extradition, formulée par le gouvernement de M. Stolypine à charge du citoyen Kilaczycki. Le gouvernement russe accusait Kilaczycki d'avoir exécuté le directeur des chemins de fer de la Vistule, Ivanoff. Or, les représentants des organisations auxquelles appartenait Kilaczycki ou qui connaissent l'affaire, le Prolétariat de Pologne, le P.P.S., et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ont transmis au Bureau Socialiste International des attestations, certifiant que l'inculpé n'a pas été l'exécuteur d'Ivanoff, un des oppresseurs les plus farouches du prolétariat du railway. Kilaczycki a simplement assisté à cette exécution, qui doit être

[2] Dès 1907, les socialistes d'Afrique du Sud envoyèrent un délégué, Edward B. Rose, au Congrès socialiste international de Stuttgart. Le premier organe des socialistes de Cape Town fut *The Cape Socialist* en édition anglaise avec un supplément en afrikaander. Cf. Cole, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 909-14.

[3] Sur l'affaire Kilaczicki, cf. doc. N<sup>o</sup> 67.

considérée comme un crime « politique ». Dans ces conditions, les Partis susdits ont protesté et prié les socialistes du monde entier de protester contre l'extradition éventuelle de Kilaczycki. Le Bureau a donné la plus large publicité à ces lettres, dont les originaux ont été communiqués aux membres du Tribunal Fédéral de Suisse, par l'intermédiaire du citoyen Rapin, délégué au B.S.I. Messieurs les juges n'ont pas estimé qu'ils étaient en droit de refuser l'extradition de Kilaczycki, au chef des bandes noires et à l'instigateur des tortures de Riga.

#### *L'indépendance de la Macédoine.*

Le Bureau a transmis aux Partis affiliés une lettre d'un des Partis affiliés de Bulgarie, demandant aux socialistes du monde entier d'appuyer, à l'occasion des démonstrations du 1<sup>er</sup> Mai, la revendication formulée dans une résolution du Bureau en date du 7 février 1904 et relative à l'indépendance des nationalités balkaniques. Cette résolution réclame l'autonomie complète de la Macédoine, ainsi que l'octroi des droits à l'existence et au développement pour tous les groupements nationaux de ce pays [4].

#### *Les députés social-démocrates de la Douma.*

Nous avons reçu du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, la lettre suivante [5] :

« Nous croyons de notre devoir de vous annoncer que notre fraction parlementaire s'est constituée à la Douma d'empire, par l'adoption temporaire — en attendant confirmation du prochain Congrès — des statuts suivants, comme base de son organisation :

1. La fraction du Parti à la Douma d'empire fonctionne comme organisation officielle du Parti, d'accord avec les résolutions des Congrès et sous la direction et le contrôle des institutions centrales du Parti.

2. La fraction du Parti se compose : a) des députés qui ont été élus à la Douma comme candidats du Parti; b) d'autres députés qui reconnaissent le programme du Parti et les résolutions des Congrès, et qui veulent agir à la Douma comme délégués responsables du Parti. Par contre, les députés, dont les électeurs ne seraient pas d'accord avec ces principes, ne pourront être acceptés dans la fraction.

3. Dans tous ses actes, la fraction représente une corporation, dans laquelle la minorité est obligée de suivre la majorité. Quand la minorité s'oppose à une décision de la fraction, parce que cette résolution lui semble contraire, à la tactique ou au programme du Parti, le différend est examiné par le Comité central et la décision de ce dernier est impérative pour la fraction.

4. Toutes les affaires de la fraction, sont tranchées par un comité de la fraction, qui a le droit de soumettre à l'approbation de la fraction ou au Comité central, toutes les affaires urgentes.

La première séance de la fraction a élu un comité provisoire, composé des cinq camarades suivants : Alexinsky, Dschaparidse, Kirienko, Mitrow et Zereteli.

Notre fraction compte actuellement en tout 54 membres avec voix délibérative.

Pour aider la fraction, le Comité central a nommé une commission juridique, composée d'experts en questions politiques et économiques et qui a choisi dans son sein, les sous-commissions suivantes : pour la législation ouvrière,

[4] Cf. doc. N<sup>o</sup> 68.

[5] Lettre datée du 3 avril 1907. L'original en langue allemande se trouve aux Archives du B.S.I.

la question agraire, l'autonomie administrative et une commission de budget. Toutes ces commissions travaillent en ce moment.

Chers Camarades, nous espérons de pouvoir, à l'avenir, vous informer de nos décisions et résolutions, ainsi que du développement de notre Parti.

Salutations fraternelles.

Au nom de la fraction social-démocrate :

I. ZERETELI.

Au nom du Comité central :

W. B. »

### *La constitution d'une agence internationale de renseignements.*

Les citoyens Valentino Pittoni et le docteur Angelo Vivante, directeurs du journal *Il Lavatore*, nous ont fait parvenir la lettre suivante [6].

« Les soussignés, Valentino Pittoni et le docteur Angelo Vivante, tous les deux de la direction du journal *Il Lavatore*, de Trieste, ont aperçu pendant le travail de préparation de notre journal, que notre presse, étant tributaire de toutes les agences bourgeoises, paye beaucoup pour avoir un service insuffisant et quelquefois mauvais, particulièrement sur ce qui regarde les mouvements de la classe ouvrière. Tous nos journaux doivent se payer et payer très cher des services spéciaux, sans pouvoir donner aux lecteurs une relation synthétique mais complète de ce qu'est le grand mouvement socialiste du monde entier. Il nous semble aussi que les moyens des journaux socialistes du monde devraient permettre la constitution d'une agence internationale socialiste. Les camarades d'Allemagne ont déjà l'intention de faire quelque chose pour l'Allemagne.

Nous voudrions faire au Bureau International cette proposition :

1. Le B.S.I. est chargé d'organiser pour le Congrès de Stuttgart une conférence des journalistes socialistes, conférence qui devrait se tenir, si possible, pendant le Congrès même, si non, après le Congrès ;

2. Le B.S.I. est chargé de mettre à l'ordre du jour de cette conférence la création d'une Agence Socialiste Internationale ;

3. Le B.S.I. fait communication de cette proposition à tous les journaux socialistes en sollicitant les Camarades journalistes à prendre des dispositions pour participer à la conférence avec les dates administratives suffisantes pour qu'il soit possible que la conférence vous donne quelque chose de concret. »

Le Comité exécutif du Bureau a décidé de proposer la convocation, à Stuttgart, des représentants de toute la presse socialiste quotidienne, mieux qualifiés que le Bureau pour élucider cet important problème d'ordre politique et financier.

### *Les publications du Bureau.*

1. Le 1<sup>er</sup> avril a paru le compte rendu officiel, en trois langues (96 pages), de la séance du Bureau Socialiste International du 10 novembre. Prix de vente : 1 Fr.

2. A la fin de juin 1907, paraîtra le 1<sup>er</sup> volume des rapports des Partis affiliés, sur leur activité, depuis 1903, sous le titre : *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*. Le 1<sup>er</sup> volume comprendra environ 400 pages et coûtera 2 Fr 50. Le 2<sup>e</sup> volume sera également fort d'au moins 400 pages, et paraîtra fin juillet.

[6] Cette suggestion fut discutée lors de la première réunion des journalistes socialistes qui eut lieu le 25 août 1907 au Congrès de Stuttgart.



3. Le volume des rapports et projets de résolutions, paraîtra en trois langues, vers le commencement du mois de juillet 1907. Il contiendra environ 200 pages de texte serré.

Le Comité exécutif :

É. ANSEELE, É. VANDERVELDE,  
C. HUYSMANS, *Secrétaire*.

*Rapport confidentiel pour les mois de juin-juillet.*

[Août 1907]

*Fonds russe.*

Pendant les mois de juin et de juillet nous avons reçu pour le fonds russe les sommes suivantes :

de Johne Klawa de Boston pour le Parti letton .....	1 193,90 Frs
— — — — —	1 911,80
— — — — —	698,00
— — — — —	427,75
de Robert Gross — — — — —	41,20
— — — — —	48,90
du citoyen Sartori, Italie	20,00
	<hr/>
TOTAL ....	4 281,55 Frs

L'argent destiné au Parti ouvrier social-démocrate letton (4 261,55 Frs) a été envoyé à cette organisation.

*Cotisations.*

Pendant les mois de juin et de juillet nous avons reçu les cotisations suivantes :

du Parti ouvrier socialiste de Russie (cotisation 1907).....	400,00 Frs
du Parti socialiste danois (cotisation pour 1906)	800,00
du Parti socialiste polonais (P.P.S. fraction Diamand) (1907)	200,00
du Parti socialiste polonais (P.P.S. fraction Marek)	200,00
du Parti ouvrier norvégien (cotisation pour 1906)	200,00
du Parti socialiste de Pologne et Lithuanie (1907)	200,00
du Parti ouvrier socialiste bulgare (Sakasoff) (1907)	100,00
du Socialist Labor Party (États-Unis) (pour 1906)	625,00
	<hr/>
TOTAL ....	2 725,00 Frs

## XX

### Rapport au Congrès de Stuttgart.

Le Secrétaire actuel du Bureau est entré en fonction le 1<sup>er</sup> février 1905, six mois après le Congrès d'Amsterdam. Il a été installé d'une manière permanente le 1<sup>er</sup> mars 1906. A partir de cette nomination, le Bureau du secrétariat a été transporté à la Maison du Peuple de Bruxelles.

Pour apprécier le travail effectué, il importe que les délégués veuillent bien se rappeler la décision du Congrès de Paris 1900 qui a fixé les attributions du Secrétaire. Celui-ci a pour mission :

1. De constituer les archives de l'Internationale Socialiste;
2. D'organiser les Congrès internationaux et de préparer les débats par la publication de rapports nationaux et de rapports sur les projets de résolutions;
3. D'assurer la publication de manifestes sur les questions d'actualité et de travaux sur les réformes ouvrières;
4. De prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationales du prolétariat, notamment par l'exécution des décisions des Congrès internationaux.

A cette fonction est venue s'ajouter récemment celle du secrétariat de la Commission Interparlementaire <sup>1</sup>.

A la date du 1<sup>er</sup> février 1905, la bibliothèque du Bureau Socialiste International comptait à peine 200 à 300 livres et brochures. Ce fonds a été immédiatement complété par l'achat, à la Coopérative de Jolimont, de la belle bibliothèque de feu César De Paepe, comprenant plusieurs milliers de volumes et documents [1].

Cette bibliothèque, riche en raretés bibliographiques, en nombreux ouvrages d'économie politique, en travaux sur la Commune, en comptes rendus des Congrès de l'Internationale, en collections de journaux devenus introuvables, contenait en outre des liasses de lettres adressées à De Paepe par Malon, par Varlin, par Eccarius, par la plupart des militants de l'époque. Les fonds, nécessaires à l'achat de cette bibliothèque (2 000 Frs), ont été trouvés grâce à la générosité de plusieurs organisations ouvrières belges. Le Parti ouvrier, la Coopérative la Maison du Peuple, la Fédération bruxelloise ont souscrit chacun 500 Frs (soit 1 500 Frs). Les meubles nécessaires pour abriter cette bibliothèque ont coûté plus de 2 000 Frs, dont la Maison du Peuple a payé plus du tiers.

Des circulaires ont été lancées pour rappeler aux Partis affiliés, aux organisations ouvrières, aux éditeurs socialistes, qu'il existait au secrétariat une Bibliothèque internationale, et en général, cet appel a été entendu. La plupart des Partis affiliés nous envoient régulièrement leurs publications et, pour permettre aux délégués de se rendre compte du travail méthodique qui a été entrepris, il nous suffira de dire que nous recevons régulièrement 155 journaux politiques, 126 journaux syndicaux et 53 revues, qui sont reliés, classés et dépouillés (voir détail plus loin). Nous nous sommes également attachés à réunir les comptes rendus de tous les Congrès nationaux de tous les Partis affiliés, afin de permettre aux hommes d'étude, qui voudraient se rendre compte de l'évolution des divers groupements socialistes [2], de trouver en notre bibliothèque les matériaux nécessaires. Nous avons en outre demandé

1. Le Secrétaire du Bureau n'a repris les fonctions de secrétaire de la C. I. que depuis quelques mois. La Commission Interparlementaire s'est réunie une seule fois depuis le Congrès d'Amsterdam, à Londres, du 16 au 19 juillet 1907, pendant le secrétariat du citoyen Mannoury. La réunion de Stuttgart du 17 août aura pour tâche d'organiser définitivement le fonctionnement de la Commission Interparlementaire, et, pour préparer ce travail, le secrétaire a publié une brochure en trois langues contenant les statuts de la Commission ainsi qu'une liste de tous les parlementaires socialistes dont il lui a été possible de recueillir les noms. [Note du Secrétaire.]

[1] Sur cette acquisition et le sort de ces archives, cf. G. Haupt, « Notes sur les archives de la Première Internationale réunies par le B.S.I. », *Mouvement Social*, 1963, N° 44, p. 83-91.

[2] Sur l'organisation de cette importante bibliothèque, cf. l'article de J. Hanauer, « Die Internationale Sozialistische Bibliothek », *Der Bibliothekar*, Monatschrift für Arbeiterbibliotheken, Leipzig, 1910, N° 9, p. 179-80.

aux Partis de Russie spécialement de bien vouloir nous transmettre un exemplaire de chacune de leurs publications, ayant vu le jour pendant la Révolution, et il nous plaît de dire que la Social-démocratie lettone notamment a mis un soin particulier à nous documenter. Nous avons voulu encore enrichir notre bibliothèque des publications syndicales et coopératives. C'est ce qui explique le nombre considérable de revues professionnelles que nous recevons.

Jusqu'à présent, il ne nous a pas été possible de faire un catalogue. Un premier classement a été effectué, mais les ressources très restreintes du secrétariat ne nous ont pas permis d'engager le personnel nécessaire pour ce travail supplémentaire. Nous comptons néanmoins nous mettre à cette besogne après le Congrès de Stuttgart.

Nous nous sommes également préoccupés de savoir où se trouvent les archives de la Première Internationale, qui, en vertu d'une décision du Congrès international de Philadelphie (1876) ont été confiées à Sorge et Speyer pour être transmises à l'Internationale nouvelle. Dans son livre du *Socialisme aux États-Unis*, Morris Hillquit fait état de cette résolution et il a bien voulu se charger de rechercher dans son milieu quels sont les dépositaires actuels de ces documents. Nous caressons en outre divers autres projets, notamment :

1. La publication des intéressantes lettres à De Paepe. (Ce travail est presque achevé.) [3]

2. La publication d'une édition critique des comptes rendus des Congrès, tenus par la Première Internationale. (Ce travail est entamé.) [4]

3. La publication d'un volume, contenant les programmes de tous les Partis socialistes [5].

4. La publication d'un volume, contenant les résolutions votées par les Congrès nationaux de tous les Partis affiliés [6].

5. La publication d'une édition nouvelle et corrigée, en trois langues, des résolutions des Congrès internationaux [7].

En résumé, en 1904, il n'existait pas de Bibliothèque. En 1907, il en existe une, et elle compte déjà des milliers de numéros.

En ce qui concerne l'organisation et la préparation de l'unique Congrès international qui se réunisse pendant la présente période d'activité, les délégués pourront juger eux-mêmes du progrès réalisé.

Aux premiers Congrès, les délégués faisaient un bref rapport oral sur l'état du mouvement dans leurs milieux respectifs. Cette procédure occasionnait des pertes de temps sérieuses, et, lorsque le secrétariat du Bureau a été créé, il fut décidé de publier ces rapports en volume. Malheureusement, au Congrès d'Amsterdam, le secrétariat était à peine entré en fonctions et les secrétaires nationaux ne se décidaient pas toujours à envoyer, dans le délai voulu, les rapports qui leur étaient demandés. C'est ce qui explique pourquoi *L'organisation ouvrière et socialiste*, publiée par mon prédécesseur, n'a pu paraître avant le Congrès.

Le Comité exécutif du Bureau a voulu à tout prix éviter cet inconvénient, et il aurait même désiré publier ces documents dans les trois langues parlées dans nos Congrès internationaux : en français, en allemand et en anglais.

[3] En fait, seule la correspondance De Paepe avec Benoit Malon est parue dans la *Revue Socialiste*.

[4] En 1909, la réalisation de ce projet fut confiée à Riazanov, cf. *Mouvement Social*, 1963, N° 44, p. 88, et 1964, N° 48, p. 87-88.

[5] Pour réaliser ce projet, le secrétariat du B.S.I. a déployé une grande activité dans les années 1908-1909. La parution de ce volume fut annoncée, mais nous n'avons trouvé nulle trace de cette publication.

[6] Ces projets ne furent pas réalisés.

[7] *Idem*.

Il importe de dire qu'il n'a réussi que partiellement dans sa tâche ambitieuse. Plusieurs Partis ont négligé de nous envoyer des rapports sur leur activité depuis le Congrès d'Amsterdam, notamment le Parti social-démocrate de Pologne et Lithuanie, le Bound, la Social-démocratie lettone [8]. Mais, à leur décharge, il convient de rappeler les conditions difficiles dans lesquelles ils vivent en ce moment. Plusieurs Partis nous ont envoyé leur rapport si tardivement que le Parteivorstand du Parti social-démocrate allemand n'a pas eu le temps matériel de traduire ces documents pour l'édition allemande. Enfin, l'édition anglaise des rapports nationaux n'a pu paraître pour des raisons que nos camarades de Grande-Bretagne expliqueront peut-être eux-mêmes.

Bref, pour la première fois, le Congrès possède une édition française (2 volumes contenant ensemble plus de 1 000 pages) de tous les rapports nationaux et une édition allemande de la plupart de ces rapports. Si les Partis affiliés veulent y mettre un peu de bonne volonté, il nous sera facile à l'avenir de publier ces documents : a) en trois éditions; b) au complet; c) en temps utile.

Le secrétariat a publié en outre un livre de 600 à 700 pages, en trois langues, contenant tous les projets de résolutions accompagnés des rapports que l'on a bien voulu nous faire parvenir en temps opportun. La besogne du secrétariat pourrait être allégée dans l'avenir, si les Partis affiliés voulaient lui transmettre ces documents en trois langues.

Le Bureau a publié, pendant la période 1905-1907 :

a) Les manifestes suivants [9] :

1. 30 juin 1905 : Appel à la solidarité internationale en faveur des Camarades de Russie, massacrés par le gouvernement de Nicolas II;

2. Décembre 1905 : Appel aux travailleurs de tous les pays pour commémorer la journée du 22 janvier;

3. Juillet 1906 : Protestation contre la dissolution de la première Douma;

4. Octobre 1906 : Manifeste contre les projets d'emprunt du gouvernement de Russie;

5. Juin 1907 : Protestation contre la dissolution de la deuxième Douma et contre la comédie pacifiste de La Haye.

b) Les circulaires suivantes :

1. Circulaire invitant les journaux à ouvrir des listes de souscription pour la Révolution de Russie (février 1905);

2. Circulaire exposant la nécessité pour les Partis socialistes de Russie de réaliser au moins l'unité d'action (mars 1905);

3. Circulaire dénonçant à la presse et aux Partis affiliés les massacres organisés à Bakou (mars 1905);

4. Circulaire signalant aux socialistes de Grande-Bretagne, des États-Unis, de Bulgarie, etc., l'unité socialiste réalisée en France (avril 1905);

5. Circulaire reproduisant une proposition du Parti socialiste italien en Suisse tendant à demander à chaque travailleur conscient d'abandonner, à la date du 22 janvier, son salaire ou une partie de son salaire au bénéfice de la Révolution de Russie;

6. Circulaire exposant le projet de règlement des Congrès internationaux et du Bureau Socialiste International;

7. Circulaire relative à l'organisation d'une campagne contre l'extradition des condamnés politiques à la Russie;

8. Circulaire concernant une proposition de Plechanoff, demandant aux parlementaires socialistes de tous les pays de témoigner leur sympathie à la Douma;

[8] Ces rapports ont paru après le Congrès dans des volumes séparés, cf. *La Deuxième Internationale*, N° 189-190.

[9] Cf. doc. N°s 41, 53, 64, 65, 70.

9. Circulaire relative aux massacres de Lettonie;
  10. Circulaire d'invitation au Congrès international de Stuttgart;
  11. Circulaire relative à une intervention éventuelle de l'Allemagne ou de l'Autriche en Russie;
  12. Circulaire sur la question du Maroc;
  13. Circulaires relatives au boycottage des navires argentins;
  14. Circulaires concernant l'affaire Kilackziki;
  15. Circulaire relative aux massacres de Macédoine;
  16. Circulaire relative à l'ordre du jour et aux mesures d'organisation du Congrès de Stuttgart;
  17. Série de circulaires concernant l'Exposition du Livre et des Journaux Socialistes, etc., à Stuttgart.
- c) Les livres suivants :
1. *La manifestation internationale du 1<sup>er</sup> Mai*, en trois langues (90 pages);
  2. *Compte rendu officiel de la séance du Bureau* (4-5 mars 1906), en trois langues (24 pages);
  3. *Compte rendu officiel de la séance du Bureau* (10 novembre 1906), en trois langues (96 pages);
  4. *L'Internationale Ouvrière et Socialiste* (2 volumes, 420 et 500 pages);
  5. *Les Propositions et Projets de résolutions, avec rapports explicatifs* (1 volume de 700 pages en trois langues).

Pour se rendre compte de l'action quotidienne du secrétariat, il faudrait reproduire tous les rapports périodiques qui ont été envoyés aux Partis affiliés. Nous y renvoyons les membres du Congrès, soucieux des détails.

Il faudrait, en outre, dépouiller toute la correspondance, parfois d'ordre confidentiel. Qu'il nous suffise d'attirer l'attention du Congrès sur l'activité exercée en faveur des camarades de Russie, la réunion et la distribution de fonds, l'intervention dans des affaires de nature diverse.

Depuis Amsterdam, le secrétariat a négocié l'affiliation de nombreux Partis au Bureau. La Roumanie s'est affiliée. Le Canada est favorable en principe à l'affiliation, mais sa situation pécuniaire ne lui permet pas de payer des cotisations en ce moment. L'Afrique du Sud a dû attendre la constitution de son unité socialiste. Le Parti socialiste de Cuba a sollicité son affiliation, mais nous lui avons demandé des renseignements complémentaires sur ses forces numériques. Les renseignements publiés sur le Chili et la Bolivie dans le premier volume de rapports nationaux indiquent l'état de la question dans ces pays. Enfin, le Bureau a refusé l'affiliation *directe* de plusieurs organisations qui, d'après les statuts, doivent faire partie de leur section nationale.

La question de l'émigration ouvrière a également attiré l'attention du secrétariat, qui a pu documenter copieusement les travailleurs qui s'étaient adressés à lui, grâce surtout pour ce qui concerne les États-Unis, à l'intervention des citoyens M. Hillquit, D. De Léon, et d'autres militants.

A plusieurs reprises, le Comité exécutif a offert ses bons offices pour faciliter l'exécution de la résolution d'Amsterdam sur l'unité socialiste et réaliser en Grande-Bretagne, en Russie et ailleurs, ce qui avait si bien réussi en France. Si le problème n'est pas encore résolu pour tous les pays, la Constitution au sein de la section russe, de deux sous-sections comprenant presque tous les Partis socialistes, semble un acheminement vers la cohésion, et tout au moins l'unité d'action. En outre, l'idée d'unification a prévalu en Australie et dans l'Afrique du Sud (voir *L'Internationale Ouvrière et Socialiste*, vol. I, p. 9, vol. II, note complémentaire).

Depuis le Congrès d'Amsterdam, le Bureau a tenu 4 séances; le 25 janvier 1905, les 4 et 5 mars 1906, le 10 novembre 1906, le 9 juin 1907. Le compte rendu de la première (par mon prédécesseur) a été inséré dans *L'Avenir Social* (numéro de février 1905, p. 55); le compte rendu des deux séances suivantes

a été publié à part (voir plus haut); le compte rendu de la 4<sup>e</sup>, consacrée tout entière à la préparation du Congrès de Stuttgart, se trouve dans le présent volume.

En résumé, le secrétariat du Bureau est devenu un office administratif fonctionnant régulièrement. Les liens entre les Partis et le Bureau se sont consolidés au courant des trois dernières années. La correspondance s'est au moins décuplée. Le paiement des cotisations est devenu chose normale. Une bonne part des arriérés, grâce à nos appels incessants et impitoyables, a été soldée.

En ce moment, les retards de paiement ne s'élèvent plus qu'à 9 244 Frs, cotisation de 1907 comprise (voir plus loin).

A la date du 1<sup>er</sup> août, les recettes et les dépenses depuis Amsterdam ont été de 45 235,46 Frs pour les *recettes* et de 47 988,66 Frs pour les *dépenses* (voir détails au compte financier).

On trouvera également plus loin la liste des délégués titulaires ainsi que celle des secrétaires des Partis affiliés au Bureau Socialiste International.

Les lignes qui précèdent démontrent que le travail du secrétariat prend chaque jour plus d'extension. Le Secrétaire n'a pas la prétention d'avoir fait œuvre impeccable. Il a été obligé de se mettre au courant de situations parfois compliquées et d'étudier la conjoncture socialiste dans des milieux fort différents. Néanmoins, il croit avoir, avec l'aide de ses collaborateurs, fait son possible pour justifier la confiance du Bureau et du Congrès. Les rapports entre le Bureau de Bruxelles et les secrétariats nationaux deviennent de plus en plus fréquents. Les Partis comprennent de mieux en mieux la nécessité d'entreprendre « internationalement » certaines actions collectives. La période de tâtonnement et, pour employer une expression de nos camarades italiens, de « défiance sympathique », semble passée. Le Bureau ne veut point se substituer aux initiatives nationales, mais il estime qu'il est parfois nécessaire de les coordonner. On a compris qu'il ne pouvait exister deux centres internationaux, ayant en somme une fonction identique, et c'est pourquoi le secrétariat du Bureau et le secrétariat de la Commission Interparlementaire ont été fusionnés. C'est pourquoi aussi le Bureau a admis comme délégués *adjoints* les Secrétaires nationaux des groupes parlementaires socialistes. Les liens organiques existent donc déjà entre le Bureau et la Commission. Il en sera probablement un jour de même des Centrales syndicales et coopératives, car à mesure que les associations professionnelles se rapprochent du socialisme, à mesure que l'idée socialiste imprègne le mouvement coopératif, toutes ces forces diverses tiendront à envoyer des délégués aux Congrès internationaux. Puis, les relations, qui ne sont souvent qu'accidentelles, deviendront, par la force des choses, permanentes. Les organisations, qui ont pris contact avec les Congrès, voudront rester en relations avec le Bureau, qui continue les travaux des Congrès. L'action socialiste elle-même les poussera dans cette voie. Déjà les conclusions du rapport sur les relations entre les syndicats et les Partis politiques et la résolution des États-Unis sur l'immigration ouvrière demandent au secrétariat de nouveaux travaux. Celui-ci entrevoit donc le moment où le Bureau reliera toutes les organisations ouvrières et admettra pour chaque section nationale un délégué du Parti politique, un délégué des syndicats, un délégué des coopératives, un délégué du groupe parlementaire, collège de quatre mandataires incorporant les aspects divers du mouvement socialiste. Il y a peut-être quelque témérité à tracer dès aujourd'hui la voie qui devra être suivie par le mouvement d'organisation internationale. Il était cependant du devoir du secrétariat de l'indiquer dans un rapport consacré à son activité d'hier et aux projets de demain.

*Le Secrétaire du B.S.I., Camille HUYSMANS.*

*Compte financier.*

Au Congrès d'Amsterdam il y avait en caisse (31 juillet 1904) une somme de	10 161,77 Frs
depuis cette date jusqu'au 15 février 1905, les recettes se sont élevées à	3 207,70
TOTAL....	<u>13 369,47 Frs</u>

Dans ce même délai, les dépenses se sont élevées à	10 228,31
En caisse au 15 février 1905, date de l'entrée en fonction du nouveau Secrétaire	
	<u>3 141,16 Frs</u>

Dans ces dépenses était compris le déficit laissé par le Congrès d'Amsterdam.

A mon entrée en fonction, le 15 février 1905, il y avait en caisse	3 141,16 Frs
Depuis cette date les recettes se sont élevées à	42 027,76
Les dépenses à	37 760,35
Différence	<u>4 267,41</u>
En caisse à ce jour....	7 408,57 Frs

Dans ce total est compris une somme de 1 000 Frs laissée en dépôt par une organisation affiliée, de sorte que l'encaisse du Bureau s'élève en réalité à 6 408,57 Frs.

Dans les dépenses générales sont comprises :

Dépenses matérielles du Bureau :	
A) Ameublements	2 500,00 Frs
B) Publications	3 000,00
C) Reliures	800,00
D) Correspondance	4 000,00
E) (Administration, fournitures, achat de livres, abonnements, journaux, etc.)	5 260,35
Appointements et salaires	21 000,00
Délégations	1 200,00
TOTAL....	<u>37 760,35 Frs</u>

## Fonds russe.

Ce compte se balance au 31 juillet 1907 par une entrée et une sortie de 141 996,64 Frs.

## Compte fonds russe.

En caisse au 10 novembre 1906	24 725,72 Frs
Entrées générales jusqu'au 10 juin 1907	28 120,73
TOTAL....	<u>52 846,45 Frs</u>
Sorties au 9 juin 1907	45 458,60
En caisse à ce jour....	<u>7 387,85 Frs</u>

Compte du secrétariat.  
(Caisse administrative)

En caisse au 10 novembre 1906	4 021,28 Frs
Entrées à ce jour	16 097,75
Sorties à ce jour	12 757,90
Différence	<u>3 339,85</u>
En caisse à ce jour....	<u>7 361,13 Frs</u>

## Compte général.

En caisse au 10 novembre 1906	28 747,00 Frs
Recettes générales à ce jour	44 218,48
	<hr/>
TOTAL....	72 965,48 Frs
Sorties générales à ce jour	58 216,50
Différence	14 748,98
Compte fonds russe	7 387,85
	<hr/>
A ce jour, en caisse administrative....	7 361,13 Frs

Le 10 juin 1907.



IMPRIMERIE NATIONALE

66 0645 067 090 1

11/1/54  
A1966

5666

15





HX 11 .I5 H32 v.1  
Haupt, Georges, comp. 010101000  
Bureau socialiste internationa



0 1163 0232294 0  
TRENT UNIVERSITY

HX11 .I5H32 v.1

AUTHOR

Haupt, Georges

TITLE  
Bureau socialiste international

DATE DUE

BORROWERS NAME  
174138

174138



BUREAU  
*Socialiste International*



SECRÉTARIAT :  
MAISON DU PEUPLE

Rue Joseph Stevens

BRUXELLES

